ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 30 mars 2017

à 17 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 23 mars 2017

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 30 mars 2017, à 17 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves SAINDON

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 30 mars 2017

à 17 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 30 mars 2017 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 16 mars 2017.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04, 6.01, 6.02, 7.03, 20.15 à 20.28, 30.06 et 41.08 à 41.11

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 30 mars 2017

ORDRE DU JOUR

Version 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 23 février 2017

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréa*l

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1163430030

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt des commentaires et des recommandations faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspecteur général visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375^{e} anniversaire de Montréal

06.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la sixième année d'activité (2016) »

07 – Dépôt

07.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1170498001

Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

07.02 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1175075001

Dépôt du bilan annuel consolidé 2016 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

07.03 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution no 170339 de la Ville de Côte Saint-Luc intitulée « Motion d'appui au rapport de la Commission de la représentation électorale du 7 février 2017 pour le maintien des limites actuelles des circonscriptions électorales de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy McGee et pour dénoncer le renversement soudain et injustifié de la décision du 2 mars »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1175840003

Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces à bureaux au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018 - Dépense totale de 1 256 562,28 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.02 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1173997001

Conclure une entente-cadre de gré à gré, pour une période de 36 mois, avec M.D. Charlton Co. Ltd, pour l'acquisition et la fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, de cartouches, de batteries, de cibles et de câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621,31 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.03 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure* - 1175035002

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.04 *Service de l'approvisionnement* - 1177487001

Conclure une entente-cadre collective avec St-Germain Égouts et Aqueducs inc. pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pour une période de trente-six mois avec possibilité de prolongation de douze mois pour un maximum de deux prolongations - Appel d'offres public 16-15667 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.05 *Service des grands parcs, verdissement et du Mont-Royal* - 1176688001

Accorder un contrat de gré à gré à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique « Jeunes urbains », dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois - Dépense totale de 206 999,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

20.06 *Service de l'approvisionnement* - 1177528001

Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Safety-Kleen Canada inc. (CG14 0130) pour une période additionnelle de douze mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.07 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1177111001

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.08 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1163334020

Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 810 573,75 $, taxes incluses / Approuver un contrat de licence et de maintenance avec Tetra Tech QI inc. et un contrat d'entiercement avec Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l. à cet effet, rétroactivement au 1er janvier 2017 (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.09 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177577001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1175367001

Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 762 892,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15626 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.11 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1161861001

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Macogep inc. (contrat no 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat no 2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public 16-15732 (4 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1174745001

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.13 *Service de l'environnement* - 1160720001

Approuver le projet d'addenda No 1 modifiant la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite à laquelle est intervenue Société en commandite Gazmont (CG15 0335) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.14 *Service de l'eau* - 1171158001

Approuver le projet d'addenda au protocole d'entente intervenu entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal (CG14 0576) portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie* - 1177157001

Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée (CG16 0700) d'une durée de vingt-quatre mois, pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.16 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1173778001

Décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 8 996,5 mètres carrés, constituée d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.17 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1166794007

Accorder un soutien financier totalisant 607 278 $ à différents organismes en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.18 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1175175001

Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

20.19 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1160881002

Accorder un soutien financier de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est la promotion du territoire de toute municipalité liée, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors de ce territoire

20.20 *Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H.* - 1176775001

Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal intervenue avec la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. (CG14 0412) / Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15 / Réserver la somme de 249 460 $, taxes incluses, à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.21 *Service de l'environnement* - 1162621005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) - Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15674

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.22 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1170884001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1167217002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5862 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.24 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Générale Électrique du Canada International inc. pour la conception et la construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7057-AE (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.25 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231016

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16-15643 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.26 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1175249001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat no 1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat no 2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat no 3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public 17-15664 (5 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.27 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1175921001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à CIMA+ S.E.N.C. et Provencher Roy Urbanisme inc. pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1), pour une somme maximale de 12 897 697,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

20.28 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1170191002

Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526001

Adopter une résolution modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) afin de réduire le montant d'emprunt initialement autorisé (Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées - 1177526001

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale: En lien avec l'article 42.05

30.02 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être* - 1164346007

Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.03 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1170029003

Autoriser le report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

30.04 *Service de l'eau* - 1174136001

Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

30.05 *Service de l'environnement* - 1160549001

Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $, taxes incluses, à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

30.06 *Service du développement économique* - 1160191009

Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

41 – Avis de motion

41.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1162675005

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

41.02 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1162675006

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage (RCG 16-030)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

41.03 *Société du Parc Jean-Drapeau* - 1172837002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 70 400 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de mise en valeur du secteur ouest de l'Île Sainte-Hélène du Parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal, (RCG 13-020)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

41.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs* - 1170390001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 38 000 000 $ afin de financer des travaux de protection d'immeubles

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

41.05 *Service de l'environnement* - 1167159001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement d'emprunt portant le numéro RCG 15-012 autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer deux centres de tri des matières recyclables

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

41.06 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification* - 1165361002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur le Service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

41.07 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1175075002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

41.08 *Société du Parc Jean-Drapeau* - 1172837001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

41.09 *Société du Parc Jean-Drapeau* - 1172837004

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer la phase I des travaux de rénovation du Pavillon du Canada du parc Jean-Drapeau

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

41.10 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1173843001

Avis de motion - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2016)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

41.11 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1176767001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1161179018

Adoption - Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1160390005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville

Compétence d'agglomération : Acte mixte

42.03 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1164207001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

Compétence d'agglomération : Acte mixte

42.04 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1163276001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.05 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1177526001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG15-058)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale: En lien avec l'article 30.01

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1162622011

Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin d'ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de l'Est (lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488) situé sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

44.02 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1172622003

Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin d'ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des communications* - 1163423001

Approuver un projet de protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

Montréal

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 23 février 2017 17 h

---

Séance tenue le jeudi 23 février 2017 Salle du conseil de l'hôtel de ville

---

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Richard Bergeron, M. George Bourelle, M. Mitchell Brownstein, M. Russell Copeman, M. Claude Dauphin, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, Mme Manon Gauthier, M. Michel Gibson, Mme Jane Guest, Mme Paola Hawa, Mme Cynthia Homan, à titre de représentante du maire de la Ville de Pointe-Claire, M. Edward Janiszewski, M. John Judd, à titre de représentant du maire de la Ville de Montréal-Est, M. Beny Masella, M. Lionel Perez, Mme Lynda Phelps, à titre de représentante du maire de la Ville de Baie-D'Urfé, Mme Chantal Rouleau, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. William Steinberg, M. Peter F. Trent et Mme Monique Vallée

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe et M. Peter Prassas

AUTRE PRÉSENCE :

Me Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président de l'assemblée déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement .

---

1 - Période de questions du public

Le président de l'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
M. Bruce Walker	M. Russell Copeman (M. Réal Ménard)	Liste des contrevenants condamnés en 2016 pour avoir enfreint le Règlement sur l'assainissement de l'air et le Règlement sur l'assainissement des eaux usées. **Dépôt de documents**
M. Nickolas Gagnon	M. John Judd	Aménagement de zones de transport actif (piétonnier et cyclable) sur la rue Sherbooke à Montréal-Est

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, le président de l'assemblée déclare la période de questions du public close à 17 h 08.

À 17 h 09

Monsieur le maire Denis Coderre prend la parole afin d'offrir, de la part de tous les conseillers présents, des vœux de prompt rétablissement à la fille de M. Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, qui a été victime d'un accident.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président de l'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, le président de l'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 3.01 et 3.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0035

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 23 février 2017, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG17 0036

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 26 janvier 2017

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 26 janvier 2017 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 14 février 2017 émis par le greffier .

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président de l'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le porte-parole de l'assemblée dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* du 28 novembre au 31 décembre 2016.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 28 novembre au 31 décembre 2016.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 28 novembre au 31 décembre 2016.

Un débat s'engage.

CG17 0037

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

Le porte-parole de l'assemblée dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, et le conseil en prend acte.

04.04 1163430024

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucun document n'est déposé.

---

7 - Dépôt

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt »

CG17 0038

Dépôt du bilan annuel 2016 de la qualité de l'eau potable de 15 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable

Le porte-parole de l'assemblée dépose le bilan annuel 2016 de la qualité de l'eau potable de 15 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, et le conseil en prend acte.

07.01 1177496001

---

11 - Dépôt de pétitions

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0039

Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 420 532 $, taxes non applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0111;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Resto Plateau, pour une période de 24 mois, pour la distribution de nourriture aux détenus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 420 532 $, taxes non applicables, conformément à l'offre de service de cet organisme en date du 17 novembre 2016;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1162844001

CG17 0040

Conclure une entente d'achat contractuelle avec Kemira Water Solutions Canada inc., pour une durée de 32 mois, pour la fourniture et la livraison de chlorhydrate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 16-15685 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0112;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de trente-deux mois, pour la fourniture et la livraison de chlorhydrate d'aluminium pour les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.- Des Baillets;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, Kemira Water Solutions Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15685 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Cynthia Homan
Mme Lynda Phelps

20.02 1166362003

CG17 0041

Accorder un contrat à Service d'entretien ménager Alphanet inc. pour le service d'entretien sanitaire du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une durée de 36 mois à compter du 1er avril 2017, pour une somme maximale de 750 056,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15555 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0115;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - d'accorder à Services d'entretien Alphanet inc. le contrat pour le service d'entretien sanitaire du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 36 mois, à compter du 1er avril 2017, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 750 056,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15555 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1164512005

CG17 0042

Conclure des ententes-cadres avec Réal Huot inc. (783 359,11 $), Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. (1 046 103,12 $) et Les Compteurs Lecomte ltée (93 934,35 $) pour l'achat de compteurs d'eau et accessoires - Appel d'offres public 16-15781 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0118;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - de conclure des ententes-cadres, pour la fourniture des compteurs d'eau potable et des raccords afin d'assurer l'approvisionnement des équipements;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les articles et pour les sommes maximales indiqués en regard de chacune d'elles, les commandes à cette fin, pour une période de vingt quatre mois, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15781 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Réal Huot inc.	1	783 359,11 $
Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.	2, 3, 4	1 046 103,12 $
Les Compteurs Lecomte ltée	5	93 934,35 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1177518001

CG17 0043

Accorder un soutien financier non récurrent de 159 899,20 $ à PME MTL Est-de-l'Île dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement d'Anjou / Approuver le projet d'addenda 2 à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0139;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 159 899,20 $ à PME MTL Est-de-l'Île, dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement Anjou;

2 - d'approuver un projet d'addenda 2 à l'entente de délégation intervenue entre la Ville et PME MTL Est-de-l'Île à cet effet;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1167386003

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0044

Accorder un soutien financier de 200 000 $, à même le budget de fonctionnement du Service du développement économique, à l'incubateur en tourisme « MTLab » pour couvrir les coûts d'aménagement de ses locaux, dans le cadre de l'enveloppe du Fonds de développement des territoires / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0143;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'incubateur MTLab pour couvrir les coûts d'aménagement de ses locaux, dans le cadre de l'enveloppe du Fonds de développement des territoires;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1167511001

CG17 0045

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec l'organisme à but non lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour la période du 1er mars 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 899 219,48 $, taxes incluses / Approuver une projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0179;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre, pour la période du 1er mars 2017 au 31 décembre 2017, pour la fourniture sur demande d'une expertise de pointe en recherche et développement informatique ;

2 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel l'organisme à but non lucratif Centre de recherche informatique de Montréal inc. (CRIM) s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 899 219,48 $, taxes incluses, conformément à son offre de services en date du 2 décembre 2016 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1177438001

CG17 0046

Accorder un soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services à la Commission sportive Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017 / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0196;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 220 000 $ et un soutien en biens et services à la Commission sportive de Montréal inc. pour le projet des Jeux de Montréal 2017;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1161543007

CG17 0047

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, avec Hewitt Equipement limitée pour la maintenance sur demande des génératrices fixes et mobiles, commutateurs de transfert automatique (ATS) et panneaux de synchronisation pour les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Direction de l'eau potable - Appel d'offres public 16-15374 (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0181;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 60 mois, pour la fourniture sur demande de service de maintenance des génératrices fixes et mobiles, commutateurs de transfert automatique (ATS) et panneaux de synchronisation, pour les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Direction de l'eau potable;

3 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Hewitt Equipement Limitée, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15374;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1164087002

CG17 0048

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Solmatech inc. (3 174 402,26 $), Les Services EXP inc. (3 179 173,73 $), GHD Consultants ltée (3 476 614,05 $), Englobe Corp. (3 569 398,88 $), Groupe ABS inc. (3 312 832,16 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 452 124,37 $), toutes ces sommes taxes incluses, pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 16-15511 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0189;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure six ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels afin de réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements ;

3 - d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages finaux en fonction des critères de sélection préétablis, à l'exception de la firme SNC-Lavalin GEM Québec inc., seule firme ayant obtenu la note de passage pour le contrat # 6, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les contrats et les sommes maximales inscrits à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15511 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

Firme	Somme maximale	Contrat
Solmatech inc.	3 174 402,26 $	1
Les Services EXP inc.	3 179 173,73 $	2
GHD Consultants ltée	3 476 614,05 $	3
Englobe Corp.	3 569 398,88 $	4
Groupe ABS inc.	3 312 832,16 $	5
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 452 124,37 $	6

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1163855003

CG17 0049

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de CDM de Montréal inc., pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2017, des espaces situés aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen et un espace contigu au 4e étage de l'immeuble sis au 87, rue Prince, d'une superficie totale de 28 598 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 235 992,50 $, taxes incluses / Ajuster la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 8 433 700 $, net des ristournes de taxes, pour les exercices de 2017 à 2026

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0194;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, de CDM de Montréal inc., pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2017, des espaces aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen, et un espace situé au 4e étage de l'immeuble sis au 87, rue Prince, d'une superficie d'environ 28 598 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 235 992,50 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail ;

3 - d'autoriser un virement budgétaire de 513 110,69 $, taxes incluses, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement 2017 du Service des technologies de l'information, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4 - d'autoriser un ajustement de la base budgétaire d'un montant annuel de 1 026 221,39 $, taxes incluses, de 2018 jusqu'en 2025 inclusivement et de 513 110,69 $ en 2026;

5 - d'autoriser la dépense de 1 836 419,27 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à CDM de Montréal inc. ;

6 - d'autoriser la dépense de 1 271 508,53 $, taxes incluses, en incidences ;

7 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1164069019

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0050

Autoriser une appropriation de 1 437 000 $ de la réserve de voirie locale et de 1 382 400 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports / Autoriser une appropriation de 2 333 761 $ de la réserve de voirie locale à la suite du changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 février 2017 par sa résolution CE17 0157;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

- Afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) :

  1 - d'autoriser une appropriation de 50 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'un plan de communication pour la mobilité dans le cadre du projet Turcot;

  2 - d'autoriser une appropriation de 120 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'études et d'analyses d'avant-projet préliminaire dans le cadre du projet de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard l'Assomption et le nouvel accès au port;

  3 - d'autoriser une appropriation de 400 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire et d'études environnementales dans le cadre du projet Boulevard – Emprise A440;

  4 - d'autoriser une appropriation de 500 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire, d'arpentage, de concertation de chantier et de communication dans le cadre du projet de la rue Peel;

  5 - d'autoriser une appropriation de 77 400 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'activités de concertations et la production d'illustrations dans le cadre du projet réaménagement de la rue Sherbrooke Est dans le secteur de Pointes-aux-Trembles;

  6 - d'autoriser une appropriation de 250 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire et d'études de faisabilité dans le cadre du projet de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et du chemin Remembrance;

  7 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la mise à jour de l'étude de 2001 (concept, tracé, géométrie, estimation) et la réalisation de certaines activités d'avant projet préliminaire dans le cadre du projet de raccordement du boulevard Langelier;

  8 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet définitif dans le cadre du projet de réaménagement des quatre intersections du flanc Est du Mont-Royal;

  9 - d'autoriser une appropriation de 400 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation de marquage et de signalisation de voies cyclables;

  10 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'étude d'implantation d'une véloroute qui reliera la piste cyclable du nouveau pont Champlain au centre-ville;

  11 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'étude de caractérisation des infrastructures cyclables du canal Lachine;

  12 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation du plan cadre vélo annoncé le 14 septembre 2016, par l'Administration, dans le cadre de sa stratégie « Vision zéro » en matière de sécurité routière;

13 - d'autoriser une appropriation de 55 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour finaliser le développement de l'outil nécessaire aux études de drainage des chaussées et trottoirs des rues qui n'a pu migrer avec Window7;

14 - d'autoriser une appropriation de 35 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour finaliser la partie du contrat pour l'aérotriangulation qui n'a pu se compléter en 2016, contrat nécessaire pour l'avant projet préliminaire et d'études de faisabilité des pistes cyclables;

15 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'achat de trois stations totales robotisées nécessaire pour le déploiement d'une nouvelle approche de levés terrains afin de maximiser les levés initiaux qui précédent les projets de construction de rues intégrés;

16 - d'autoriser une appropriation de 32 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels dans le cadre de l'inventaire de la voirie afin d'assurer et respecter les échéances 2017;

17 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels en arpentage de construction assurant la livraison des levés terrains préliminaires pour la voirie deux ans avant la réalisation des travaux prévus;

- À la suite du changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville :

18 - d'autoriser une appropriation de 1 735 549 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire et autres activités dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest;

19 - d'autoriser une appropriation de 17 212 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'études techniques dans le cadre du projet pilote de la galerie multi-réseaux;

20 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels et de marquage relatif à des travaux du projet de recouvrement Ville-Marie;

21 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation des activités d'avant projet préliminaire dans le cadre du projet de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et du chemin Remembrance;

22 - d'autoriser une appropriation de 50 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour une évaluation de capacité portante des travées 22 à 26 de l'autoroute Bonaventure;

23 - d'autoriser une appropriation de 25 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour auscultation des surfaces de roulement localisées dans les arrêts d'autobus et détermination des besoins et priorités d'interventions;

24 - d'autoriser une appropriation de 125 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT dans le cadre du projet IMAP pour du monitoring du projet, de l'expérience et de l'orientation éditoriale et un sondage de satisfaction de la clientèle;

25 - d'autoriser une appropriation de 31 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'évaluation des panneaux proposés pour le jalonnement dynamique (activités en support à l'orientation de la ville intelligente).

Adopté à l'unanimité.

30.01 1177326001

CG17 0051

Mandater la Commission sur les transports et les travaux publics afin d'effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0210;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

de mandater la Commission sur les transports et les travaux publics afin d'effectuer un état de la situation de la problématique concernant la cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et de recommander des pistes de solutions afin d'améliorer la sécurité des usagers de la route dans l'optique de la « Vision Zéro » en matière de sécurité routière.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1170211001

CG17 0052

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0220;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Lionel Perez

Et résolu :

d'approuver le programme d'activités 2017 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après:

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Politique de développement culturel 2017-2022;
- Plan d'action en patrimoine;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);
- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);
- Optimiser le potentiel de développement économique et d'innovation des institutions d'enseignement supérieur à Montréal;
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;
- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » (CM16 0997);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016;

- Programme triennal d'immobilisations 2018-2020;

- Prévisions budgétaires 2018 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur l'inspecteur général

- Étudier la pertinence et la possibilité d'une modification de la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal* dans le but d'élargir son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville (CM16 1192);

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

- La redynamisation des zones industrielles en mutation à Montréal;

Commission de la sécurité publique

- Rapport des activités du Service de sécurité incendie de Montréal;

- Bilan annuel du Service de police de la Ville de Montréal;

- Profilage social et racial;

Commission sur le transport et les travaux publics

- Identifier les enjeux et défis de l'arrivée éventuelle de la voiture autonome à Montréal (CM16 0628);

- Motion pour une « Vision Zéro » dans les opérations de déneigement (CM17 0091);

- La place du camion dans la Ville.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1173430002

CG17 0053

Avis de motion - Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Allan DeSousa, de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération, du règlement intitulé « Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1161179018

CG17 0054

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Allan DeSousa, de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération, du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1160390005

CG17 0055

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Allan DeSousa, de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération, du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1164207001

CG17 0056

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Allan DeSousa, de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération, du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1163276001

CG17 0057

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG15-058)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Allan DeSousa, de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.05 1177526001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG17 0058

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles

Attendu qu'une copie du Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0060;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1166717002

Règlement RCG 17-009

CG17 0059

Adoption - Règlement abrogeant le Règlement sur la subvention relative à l'amélioration de la sécurité incendie des résidences privées pour aînés (RCG 15-018)

Attendu qu'une copie du Règlement abrogeant le Règlement sur la subvention relative à l'amélioration de la sécurité incendie des résidences privées pour aînés (RCG 15-018) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0072;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur la subvention relative à l'amélioration de la sécurité incendie des résidences privées pour aînés (RCG 15-018) ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1162725002

Règlement RCG 15-018-1

CG17 0060

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Attendu qu'une copie du Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0058;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1162748003

Règlement RCG 17-010

CG17 0061

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 janvier 2017, par sa résolution CE17 0059;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1167215001

Règlement RCG 10-009-4

CG17 0062

Approuver la nomination du directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er février 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 février 2017 par sa résolution CE17 0218;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

de nommer M. André Poisson, à titre de directeur général du Bureau du taxi de Montréal, dans la classe salariale FM10, pour une période indéterminée, rétroactivement au 1er février 2017.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1170177001

À 17 h 26

Monsieur le maire Denis Coderre invite les membres du conseil à un cocktail dans le hall d'honneur pour souligner la création du Bureau des régions afin de promouvoir les échanges d'affaires entre les entreprises des régions et l'agglomération de Montréal.

À 17 h 27, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président de l'assemblée déclare l'assemblée levée.

_____	_____
Benoit Dorais	Yves Saindon
Président de l'assemblée	Greffier de la Ville

Tous et chacun des règlements et des résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Denis Coderre
Maire

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
30 MARS 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
GAZ MÉTRO INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1166342003	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 17 925,30 $ TAXES INCLUSES À GAZ MÉTRO INC. POUR DES FRAIS DE CONTRIBUTION, SUITE AUX TRAVAUX D'EXTENSION DE LEUR RÉSEAU ET DE RACCORDEMENT AU GAZ DE LA NOUVELLE CASERNE 32, SITUÉE AU 16101, RUE SHERBROOKE EST, DANS L'ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DE LEUR CONTRAT DE 110 376,00 $ À 128 301,30 $, TAXES INCLUSES.	CE17 0096	2017-02-01	17 925,00 $
VWR INTERNATIONAL CO.	86,64% AGGLO 13,36% VILLE	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1166362002	CONCLURE AVEC VWR INTERNATIONAL CO., UNE ENTENTE-CADRE COLLECTIVE D'UNE DURÉE DE 36 MOIS AVEC L'OPTION D'UNE PROLONGATION DE DOUZE MOIS, POUR L'ACQUISITION DE PRODUITS HACH POUR LES ANALYSES DE CHLORE DANS L'EAU, POUR L'ENSEMBLE DES USINES DE LA DIRECTION DE L'EAU POTABLE ET POUR LES BESOINS DE LA DIVISION DE L'EXPERTISE TECHNIQUE - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15631 - (3 SOUMISSIONNAIRES) - MONTANT ESTIMÉ : 174 642,43 $, TAXES INCLUSES	CE17 0114	2017-02-08	174 642,00 $
NOVEM DISTRIBUTION INC.	ENTENTE CADRE RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	DIRECTION SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE	1174346001	CONCLURE UNE ENTENTE AVEC LA FIRME NOVEM DISTRIBUTION INC. POUR L'APPROVISIONNEMENT DE DISPOSITIFS DE CADENASSAGE CONCERNANT LES ACTIVITÉS AU NIVEAU D'AQUEDUC, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 390 306,78 $, TAXES INCLUSES, POUR UNE PÉRIODE DE DEUX ANS (24 MOIS), SOIT DU 3 AVRIL 2017 AU 31 MARS 2019, AVEC UN RENOUVELLEMENT OPTIONNEL DE DEUX AUTRES ANNÉES, SOIT UN MAXIMUM DE QUATRE ANS. APPEL D'OFFRES PUBLIC NO AO16-15603 (4 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES) / APPROUVER UN PROJET D'ENTENTE À CETTE FIN.	CE17 0180	2017-02-16	390 307,00 $
SM CONSTRUCTION INC.	50,2% AGGLO 49,8% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1176859001	ACCORDER UN CONTRAT À SM CONSTRUCTION INC. POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE SYSTÈMES DE SURVEILLANCE DE FUITES ET DE JAUGEAGE POUR VINGT-SIX (26) POSTES DE DISTRIBUTION DE CARBURANT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 280 460,63 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15697.	CE17 0223	2017-02-22	280 461,00 $
NORDMEC CONSTRUCTION INC	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526002	ACCORDER UN CONTRAT À NORDMEC CONSTRUCTION INC., POUR L'INSTALLATION D'UN REFROIDISSEUR À ABSORPTION À LA STATION DE POMPAGE DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE - DÉPENSE TOTALE DE 203 593,07 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1874-AE-17 - (9 SOUMISSIONNAIRES)	CE17 0228	2017-02-22	193 593,00 $
GMR INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1177572001	ACCORDER UN CONTRAT À GMR INC, POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DE LA STATION PÉTROLIÈRE HORS TERRE POUR LE GROUPE MOTOPOMPE DIESEL DE L'USINE D'EAU POTABLE DE PIERREFONDS - DÉPENSE TOTALE DE 123 188,55 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 10212 - (5 SOUMISSIONNAIRES)	CE17 0226	2017-02-22	118 188,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 6

TOTAL : 1 175 116,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
30 MARS 2017

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
FOIRE ÉCOSPHÈRE	100% AGGLO	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION	1166717005	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE À PROJET ÉCOSPHÈRE POUR LE PROJET : FOIRE ÉCOSPHÈRE - ENVIRONNEMENT ET ÉCOHABITATION 2017 (6E ÉDITION) - 10 000 $	CE17 0137	2017-02-08	10 000,00 $
ASSOCIATION DE TAE-KWON-DO DU QUÉBEC INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	7 000,00 $
CANADIAN FENCING ASSOCIATION /FÉDÉRATION CANADIENNE D'ESCRIME	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	15 000,00 $
CORPORATION DU COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	9 000,00 $
FÉDÉRATION DE WATERPOLO DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	12 000,00 $
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE D'ATHLÉTISME	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	17 000,00 $
IMPACT DE MONTRÉAL FC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	7 000,00 $
INTERNATIONAL GYMNIX	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	20 000,00 $
JUDO CANADA	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	5 000,00 $
PARASPORTS QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	5 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2017 AU 28 FÉVRIER 2017

PATINAGE DE VITESSE INTERNATIONAL DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	7 000,00 $
SQUASH QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	10 000,00 $
ULTIMATE CANADA	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167307006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 117 000 $ À 12 ORGANISMES POUR 13 ÉVÉNEMENTS, DANS LE CADRE DE LA 1RE DATE DE DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2017.	CE17 0094	2017-02-01	3 000,00 $

NOMBRE DE SUBVENTIONS : 13

TOTAL : 127 000,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
30 mars 2017

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2017
LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MONIQUE GILBERT	1181210	07 FÉVR. 2017	BELPAIRE, VERONIQUE	expert dossier14-002036	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 000,00 $
3887171 CANADA INC	DEU25360	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	DIAGNOSTIQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 503,96 $
7749244 CANADA INC.	1182308	13 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Commande Tuniques pompier, lieutenant et capitaine pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 347,68 $
911 SUPPLY	1180385	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat vêtements sur entente - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 710,12 $
9132-4137 QUEBEC INC. - VITRO PLUS	DEU25644	23 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Pieces et mains d'oeuvres camion ram 2500	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 890,33 $
9178-0296 QUEBEC INC.	1182892	15 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Formation de Sonia Lupien : Le stress ou comment chasser le mammouth sans y laisser sa peau. Facture #2017-0093	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 913,40 $
9291-8713 QUEBEC INC.	DEP16663	22 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Support technique logiciel - Outil suivi PTI	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 349,12 $
9333-4787 QUEBEC INC.	DEU25456	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Marche-pieds roulanst Leevel - Atelier Mécanique des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 217,87 $
ACCES COMMUNICATIONS	DEP16441	01 FÉVR. 2017	PERIARD, MICHEL	DESBAILLETS - Radio Motorola et piles	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 309,72 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP16605	16 FÉVR. 2017	PERIARD, MICHEL	Besoin d'équipement de sécurité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 642,99 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP16650	21 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Dorval - Acklands - MP Annuel - Certification harnais et accessoires d'espace clos	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 201,59 $
ADRIQ	1150881002140217	14 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1150881002 - Soutien financier pour les années 2015 à 2017 pour la formation de 45 PME au programme «Croissance et innovation». (1er versement pour la programmation de 2017)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	50 000,00 $
AESE INSTRUMENTATION INC.	DEP16686	23 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	LACHINE - Inventaire TCA-1 superior; vanne de transfert reconditionné; tuyaux CL2 et inventaire joint rotamètre chlorateur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 964,21 $
AGENCES MARTIAL BESSETTE INC.	1180493	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection de bonnets de fourrure - inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 129,15 $
AGENCES MARTIAL BESSETTE INC.	1184920	23 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bonnets de fourrure - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 301,35 $
AIR LIQUIDE CANADA INC	1093085	01 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Commande ouverte pour location de cylindres en 2016	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 099,75 $
AIRCLEAN SYSTEMS CANADA	1185196	24 FÉVR. 2017	DURAND, MATHIEU	Acquisition filtre pour cabinet.	Police	Activités policières	7 215,94 $
AKT FORMATION INC.	1182751	14 FÉVR. 2017	MARSAN, ANDRE	Service de signaleur routier dans le cadre des grands projets à l'usine de production d'eau potable Atwater - Incidence 14837	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 598,50 $
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1183119	15 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM - INVENTAIRE - Bon de commande ouvert: Entretien et remplissage d'extincteur à eau et à poudre pour les véhicules du SIM, pour l'année 2017.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 498,75 $
AMBULANCE ST-JEAN	1182072	10 FÉVR. 2017	DUPERE, PIERRE	Formations de Secourisme urgence RCR et DEA donnés - année 2017	Police	Activités policières	3 000,00 $

ANDREANNE O'BOMSAWIN	1180530	06 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Un mandat pour faire la veille des réseaux sociaux sur les différents thèmes pertinents au Parcours Innovation PME Montréal entre autres l'Entrepreneuriat, l'innovation, le leadership, etc.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	6 299,25 $
ANIXTER CANADA INC.	DEU25453	06 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	300 mètres de cable teck #16, 600v	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 519,70 $
ANNE GAIGNAIRE	1180307	03 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	BCO 2017 - Service de rédaction pour le déploiement de la stratégie de contenu du Service et du réseau PME MTL.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 047,37 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1182391	14 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat d'espadrille pour la patrouille à vélo - Inventaire SPVM sur entente cadre	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	1 161,16 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1182391	13 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat d'espadrille pour la patrouille à vélo - Inventaire SPVM sur entente cadre	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	13 154,15 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1185439	27 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'espadrilles pour la patrouille à vélo sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 968,11 $
AREO-FEU LTEE	1182961	15 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM HYDRAULIQUE. GARDE INTÉRIEUR POUR CUTTER EDGE, CHAINE 16'', FILTRES À AIR, SOUMISSION 55684	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	10 883,35 $
AREO-FEU LTEE	1183672	17 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM HYDRAULIQUE. LANCE ELKHARTSOUMISSION 55786	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	4 414,73 $
ASSOCIATION DES MAITRES COUVREURS DU QUEBEC	1180729	06 FÉVR. 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	6791-i-(Suzanne Rochon) - Émission d'une garantie pour les toitures des trois kiosques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 963,90 $
ATELIER CIVILITI INC	1181668	09 FÉVR. 2017	DUCAS, SYLVAIN	Travaux rue St-Paul - Conception de nouvelles structures permanentes d'auvents dans le cadre de la mise en valeur du parvis du marché Bonsecours et réalisation des plans et devis nécessaires à leur réalisation. Contrat de gré à gré.	Service de la mise en valeur du territoire	Biens patrimoniaux	16 929,23 $
ATTACHE CHATEAUGUAY INC	162333	01 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:430990	Police	Activités policières	4 784,02 $
AVH TECHNOLOGIES INC.	1183366	16 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Achat 5 projecteurs interactifs tactiles Epson 585 wi dans le cadre du déménagement du Service des Communications au 700 de la Gauchetière	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	6 571,52 $
AV-TECH INC.	1182445	13 FÉVR. 2017	MOISE, CARL	2017 - Entretien pour 6 écocentres & 1 visite d'entretien à St-Laurent	Environnement	Matériaux secs - traitement	10 393,76 $
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	1184372	21 FÉVR. 2017	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	avocats dossier LaPresse	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 588,20 $
BELL CANADA	1179698	01 FÉVR. 2017	MONET, LOUIS-FRANCOIS	Frais incident VMP-16-013 aménag. rue de la Gauchetière. Facture 94645087 : Travaux (changer couvercle de 8APA11) coin de la Gauchetière et de Bullion.	Ville-Marie	Construction d'infrastructures de voirie	4 237,30 $
BELL CANADA	52621825320170201	16 FÉVR. 2017	VALCOURT, NANCY	Facture Bell 526 Février 2017 approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	3 211,20 $
BELZONA QUEBEC INC.	DEU24923	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	TRAVAUX DE RECOUVREMENT POUR GROUPE MOTO POMPE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 664,09 $
BELZONA QUEBEC INC.	DEU25584	23 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	RÉPARATION DE DEUX ANNEAUX ET D'UN IMPULSEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 503,95 $
BENOIT GOUDREAULT, ARCHITECTE	DEU25464	09 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SS - SERVICES PROFESSIONNELS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 517,08 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

BERNARD & ASSOCIES INC.	1179530	01 FÉVR. 2017	DRAPEAU, MATHIEU	1453 -i-012 - Définir les besoins(comptoirs et équipements) pour l'espace cuisine pour traiteurs à la Maison Thomas-Brunet au parc nature du Cap St Jacques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14 645,76 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1182968	15 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM HYDRAULIQUE. LANCE ASSAULT, 4820, AKRON, ENTRÉE SWIVEL STROZ INTÉGRÉ SOUMISSION 7617	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 514,46 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1183657	17 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Recrues 2017 - Gants de cuir selon entente: 1066258	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14 967,02 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1183658	17 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. BOTTES HAIX FIRE HERO. DIFFÉRENTES GRANDEURS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 741,55 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1185644	28 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM-APRIA- INTERSPIRO, ADAPTATEUR DE REMPLISSAGE POUR RACCORDS RAPIDE DE BOUTEILLE 90 DEGRÉ, soumission:7653	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 184,06 $
BOO! DESIGN INC.	1182326	13 FÉVR. 2017	PELLERIN, GUY	100 % vigilant - Production et installation d'affiches aux écoles. Numéro de devis 11960	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 723,54 $
BOULONNERIE DE MONTREAL INC.	DEP16549	13 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	VANNES - Remplacer tiges endommagées joint 24 po nord : 32e avenue, St-Antoine et Rod 5/8 de pouces en stainless 304, 12 pieds de long + Boulonnerie	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 107,10 $
BOULONNERIE DE MONTREAL INC.	DEP16689	24 FÉVR. 2017	LACHANCE, YVON JUNIOR	VANNES - Boulons pour 2 vannes guillotine 36" Ludlow et une vanne 30" Ludlow	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 006,48 $
BOUTY INC	1182192	10 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de chaise ergonomique	Police	Activités policières	2 951,35 $
BOUTY INC	1183305	16 FÉVR. 2017	TINO, RUFFINO	Achat de chaises ergonomiques pour la division Ouest - Service de l'Évaluation Foncière. Entente 1013590	Évaluation foncière	Évaluation	5 134,12 $
BOUTY INC	1184148	21 FÉVR. 2017	GAGNON, KRYSTEL	Chaises ergonomiques Quatra #S4003-SS-99-N6-14-BU-GA14-HUE 222-222, tissus noir, grade 2 selon la soumission du 15 février 2017.	Évaluation foncière	Évaluation	2 493,81 $
BOUTY INC	DEU25475	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	10 Chaises à roulettes - Administration générale	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 350,25 $
BUFFET RIVIERA INC.	4629	13 FÉVR. 2017	FERRAZ, STEPHANIE	Dépenses de voyage / déplacement	Police	Activités policières	3 232,57 $
BUREAU DE NORMALISATION DU QUEBEC (BNQ)	1183327	16 FÉVR. 2017	BLAIN, ERIC	Audit de certification - octobre 2017	Environnement	Protection de l'environnement	7 454,11 $
EQUIPEMENTS PETROLIERS ET PRODUITS APPARENTES INC.	DEU25509	09 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	AV - RENOUVELLEMENT DE PERMIS D'EXPLOITATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 131,29 $
C.P.U. DESIGN INC.	1179906	02 FÉVR. 2017	MARSAN, ANDRE	URGENCE - ACHAT D'UN SERVEUR HP ET 8 DISQUES DURS POUR L'USINE DE LACHINE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 475,75 $
C.P.U. DESIGN INC.	1183259	16 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de projecteurs et support de plafond ajustable pour la division formation	Police	Activités policières	3 065,64 $
C.P.U. DESIGN INC.	1183259	20 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de projecteurs et support de plafond ajustable pour la division formation	Police	Activités policières	949,09 $
C.P.U. DESIGN INC.	1183830	17 FÉVR. 2017	REEVES, CHANTAL	Surtaxes Québec ARPE	Police	Activités policières	7 106,21 $
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS	1182441	13 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier 16-001955	Affaires juridiques	Affaires civiles	9 933,92 $
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS	1182444	13 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier 16-001955	Affaires juridiques	Affaires civiles	19 340,27 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS	1184393	21 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier 16-001955	Affaires juridiques	Affaires civiles	10 532,35 $
CARMICHAEL LTEE	1172985	13 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	Travaux grand garage DRM réf: PV2015-074R1	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 372,72 $
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRACE	2165175003160217	16 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 2165175003 - Accorder une contribution financière pour l'organisation du concours Défi OSEntreprendre-Volet Étudiant-2017 (1er versement)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	20 000,00 $
CEDROM-SNI INC	1183476	16 FÉVR. 2017	DANDENAULT, MARIE-CLAUDE	Facture INV0073929 - Licence de redistribution - 23 utilisateurs	Police	Activités policières	8 195,77 $
CELLEBRITE USA CORP.	1181097	07 FÉVR. 2017	BUSSIERES, CLAUDE	Renouvellement logiciel pour module crimes tehnologiques	Police	Activités policières	36 507,36 $
CENTAURECOM INC.	1179900	02 FÉVR. 2017	CARRIERE, SYLVAIN	Articles promotionnels selon soumission # 3101-17	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	8 633,32 $
CENTRE CULTUREL ESPACE 7000 INC.	1161063001070217	13 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1161063001 Soutien non récurrent suite à l'appel de projets Hiver 2016 'Salle Désilets, nouveau diffuseur de l'Est de Montréal' du PRAM-Est	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $
CENTRE DE LA MONTAGNE	1183474	16 FÉVR. 2017	HODDER, DANIEL	Rouleaux de clôture bleu en polyéthylène 4'x150' pour la sécurité des utilisateurs des glissades au lac aux Castors	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 040,81 $
CENTRE DE LA MONTAGNE	1184553	22 FÉVR. 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Conception, formation et animation de randonnees pour mettre en valeur les aménagements réalisés dans le cadre du projet Escales découvertes (legs du 375e anniversaire de Montréal)- Prof resp : José Froment	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	10 800,00 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1173758	15 FÉVR. 2017	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Frais mensuels téléphones cellualires	Environnement	Inspection des aliments	5 498,75 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1181458	08 FÉVR. 2017	BRUNELLE, MANON	Facture - Formulaires Demande de révision du rôle d'évaluation foncière - paquet de 50 - français et anglais	Évaluation foncière	Évaluation	5 315,27 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1181182	07 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	Section immobilière : Réparations diverses pour balayeurs d'ondes pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 249,37 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	DEU25359	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	RADIOS MOTOROLA INSTRUMENTATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 230,99 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	DEU25359	14 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	RADIOS MOTOROLA INSTRUMENTATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15,75 $
CENTRE RECREATIF D'ARMES A FEU DE MONTREAL INC.	1182617	14 FÉVR. 2017	LEFEBVRE, MICHEL	Accessoires pour armes	Police	Activités policières	3 471,14 $
CENTRE RECREATIF D'ARMES A FEU DE MONTREAL INC.	1184917	23 FÉVR. 2017	LAROCQUE, YVES	Accessoires pour armes - silencieux	Police	Activités policières	2 048,23 $
CHEM ACTION INC.	DEP16548	13 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	LACHINE - Inventaire pompe doseuse soude	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 873,51 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1180390	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection de chemises sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 484,27 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1181780	09 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Confection de chemises sur entente cadre pour l'inventaire du SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	76 463,60 $

CHEMISE EMPIRE LTEE	1184756	23 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection de chemises sur entente 1084778 -Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 902,41 $
CHEMLINE PLASTICS LTD	DEP16541	10 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	RÉSEAU RÉSERVOIRS - Cdn- Installer un robinet de purge en amont des filtre sur la ligne d'alimentation des pompes doseuses et achat plomberie réservoirs 2017	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 007,02 $
CIMA +	1178457	02 FÉVR. 2017	MEILLEUR, JACINTHE	Réf.:MP175017 Offre de services professionnels - Rue Lambert-Closse. Plans et devis pour soumission, surveillance partielle durant les travaux.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	21 803,80 $
CLEVERBRIDGE AG	1183593	17 FÉVR. 2017	DURAND, MATHIEU	Acquisition d'un logiciel pour module crimes technologiques.	Police	Activités policières	4 538,00 $
COLOGIX MONTREAL INC.	1182849	14 FÉVR. 2017	FERRAZ, MARIO	Service accès internet - année 2017	Police	Activités policières	9 021,84 $
COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL	1180174	02 FÉVR. 2017	BORNAIS, LUC	2017 - Formation scie à chaine, manipulation, entretien et vérification et formation abattage	Environnement	Protection de l'environnement	923,89 $
COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL	1180174	02 FÉVR. 2017	BORNAIS, LUC	2017 - Formation scie à chaine, manipulation, entretien et vérification et formation abattage	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 078,75 $
COMMUNICATION MICHEL VERRET	1184355	21 FÉVR. 2017	ANDRIEU, MARIE-ANNE	Formations données SEF 2017	Police	Activités policières	10 498,75 $
COMMUNICATIONS RADIO INMO INC.	1185279	27 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Commande de produits electrinque	Police	Activités policières	4 010,16 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU25492	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT ROULEMENTS, MANCHONS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 530,52 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU25495	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	BRIDES A PALIER URGENCE POUR E. ALLEN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 943,85 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU25587	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Roulement - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 703,26 $
COMPUGEN INC.	1184347	21 FÉVR. 2017	BOUTET, MARLENE	Écran 24 pouces	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 047,26 $
CONCEPT CONTROLS (QUEBEC) INC.	1180282	03 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM ELECTRICITE. REPARATION DE 10 MODULES GAS ALERT MAX XTII POUR MICRODOCK II AVEC MODULE PRINCIPAL MICRODOCK II SELON SOUMISSION 63433. MODULE GASALERTMAX XT II POUR MICRODOCK II	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 216,08 $
CONDEX-WATTCO INC.	DEU24515	03 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	FABRICATION ET LIVRAISON D'UN ELEMENT CHAUFFANT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 975,37 $
CONFECTIONS CARLO SAVO INC.	1180474	16 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection d'épaulettes divers grades - inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	377,96 $
CONFECTIONS CARLO SAVO INC.	1180474	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection d'épaulettes divers grades - inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 793,73 $
CONFERENCE ISABELLE LAFONTAINE	1183655	17 FÉVR. 2017	LALONDE, CAROLE	Frais - Évènements, conférenceIsabelle Fontaine	Police	Activités policières	4 199,50 $
CONSEILS ATELYA INC.	1183741	17 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Services prof. externes d'un consultant en gestion de changement	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 441,97 $
CONSORTIUM VEOLIA PROJET UTE PIERREFONDS	DEU25388	01 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Débitmètre Greyline pour la Pompe centrifuge Gorman	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 744,90 $
CONSORTIUM VEOLIA PROJET UTE PIERREFONDS	DEU25437	03 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Équipement de détection Veolia - Opération des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 850,59 $

CONSTRUCTION HEPPELL ET FILS INC.	DEP16576	15 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	LACHINE - Achat d´une bride 36" de diamètre avec couvercle de 1/4" d´épaisseur le tout en acier + pose et soudure sur réservoir d´aluminate	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 749,91 $
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	1184367	21 FÉVR. 2017	GAGNIER, PHILIPPE	expert dossier 16-001972	Dépenses communes	Autres - Administration générale	40 472,68 $
CONSUMAJ INC.	DEU25678	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SA - MODELISATION DE LA DISPERSION DES CONTAMINANTS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 401,59 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP16494	10 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Pierrefonds - Sonde d'analyse d'ozone résiduel	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 247,27 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU25384	01 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Transmetteur Rosemount - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 028,18 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU25428	03 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Vanne de contrôle Fisher-Baumann - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 331,10 $
CORBEIL ELECTRIQUE INC.	1180930	07 FÉVR. 2017	LESSARD, MARIE-HELENE	Fourniture d'appareils électroménagers à la caserne 17 - Incidence 14646	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	5 233,70 $
CORPORATION PEPCO ENERGIE	364484	20 FÉVR. 2017	STORTINI, NATHALIE	Achat de mazout pour le 9095 boul. Gouin ouest	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 003,39 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	548558	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires - PDS Nord de l'ile - Période 08-01-2017 @ 21-01-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 269,77 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	548560	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires - PDS Ouest de l'ile - Période 08-01-2017 @ 21-01-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 002,32 $
COTE ARPENTAGE INC.	1182867	14 FÉVR. 2017	PAQUETTE, CAROLE	Accorder un contrat de services techniques à Côté arpentage pour des services d'arpentage pour une durée de 650 heures au CESM - 16-6913	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	62 782,52 $
CPU SERVICE INC.	1183361	16 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Fourniture de 9 téléviseurs et 9 supports Ergotron pour écran plat dans le cadre du déménagement du Service des communications au 700 de la Gauchetière	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	4 330,47 $
CSE INCENDIE SECURITE INC.	1182563	13 FÉVR. 2017	GAUTHIER, PHILIPPE	PROJECTEURS PELICAN - MODÈLE 9440 - ÉQUIPES SAUVETAGE GLACE	Securite incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	5 842,56 $
CT SPEC (MC)	DEU25499	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT CTSPEC EGOUT SUPPORT ET MAINTENANCE POUR UN AN DU 2017-01-01 AU 2017-12-31	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 866,17 $
CULTURAL SPACES CONSULTING	1184556	22 FÉVR. 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Préparation et animation d'un atelier, tenu le 11 novembre 2016, dans le cadre de l'évaluation du potentiel, de la démarche et des impacts de l'inscription du mont Royal sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO-Prof.resp.:José Froment	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 572,19 $
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP16535	10 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Dorval - Vannes papillon pour filtres 7-8 urgence	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 923,90 $
DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	1166179	07 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Réapprovisionnement ponctuel du magasin SPVM / Constat d'infraction thermique.	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	80 776,57 $
DELOM SERVICES INC	DEU24435	21 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Inspection moteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 218,20 $

DELOM SERVICES INC	DEU25204	02 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	Réparation de collecteurs et balais - Anneau collecteur GMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 578,28 $
DELOM SERVICES INC	DEU25639	17 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Anneau du collecteur Toshiba reconditionné au GMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 662,54 $
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY PRODUCTS LTD	1185043	24 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	2 272,99 $
DENISE CARON	1179942	02 FÉVR. 2017	PAQUETTE, CAROLE	16-1749 - Services professionnels, caractérisation historique du territoire de la côte Placide, de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 677,30 $
DESMARAIS CONCEPT	1180391	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection d'insignes diverses sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 954,97 $
DETECTION INSTRUMENTS CORPORATION	DEU25534	10 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	5 Odalog Loggers - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 408,38 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU25593	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	84 Acccouplements Victaulic - Dessableur 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 060,52 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU25601	23 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	21 Brides et 2 Joints - Pompe au dessableur 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 173,24 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU25601	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	21 Brides et 2 Joints - Pompe au dessableur 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	470,48 $
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU25603	15 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	24 Tuyaux 6", 26 Valves Apollo et autres - Pompe au dessableur 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 522,17 $
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU25605	16 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Purgeurs Arrmstrong et Plomberie - Magasin et Atelier Plomberie des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 044,48 $
DOMINIQUE CHAMPOUX	1185221	24 FÉVR. 2017	DUPERE, PIERRE	Formations données pour Promouvoir un milieu de travail sain, respectueux et positif	Police	Activités policières	3 910,78 $
DOYON POMPES & SOLUTIONS INC.	DEU25454	22 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	EA DI964661 FAIRE MODIFIER LA POMPE SELON RECOMMANDATION DE STEPHANE BEAULIEU	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 127,53 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP16074	02 FÉVR. 2017	LACHANCE, YVON JUNIOR	EPI Mohamed Zizi mat:100152176	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 085,43 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP16493	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Pierrefonds - Relever besoin - Installation des nouvelles pompes et analyseurs d'échantillonnage de l'ozone et Divers achats projet électro	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 100,87 $
DYNAPOMPE INC.	DEU25486	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT MOTEUR DARLING DURO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 236,78 $
DYPLEX COMMUNICATIONS LTD.	1182603	14 FÉVR. 2017	DERAMOND, DIDIER	Appareil électronique, soumission 208689	Police	Activités policières	17 595,90 $
ECOLE ENTREPRENEURIALE DE MONTREAL	1155175011150217	15 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD 1155175011-Contribution financière à la création de l'École entrepreunariale de Montréal (2e versement)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	81 000,00 $
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	1180380	03 FÉVR. 2017	DUPERE, PIERRE	Formations données à l'ÉNPQ - 1er trimestre - année 2017	Police	Activités policières	31 049,87 $
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	1180401	03 FÉVR. 2017	DUPERE, PIERRE	Frais d'hébergement et de déplacement relatifs aux formations données à l'ÉNPQ - année 2017	Police	Activités policières	5 249,37 $

EDGAR ROULEAU	rechercherouleaunov16	24 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	6 376,93 $
ELAGAGE D.J.R.	1185070	24 FÉVR. 2017	HODDER, DANIEL	17-6982) Octroyer un contrat à Élagage D.J.R. Enr. pour l¿annélation, l¿abattage et la disposition du bois de frênes infestés dans les grands parcs	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	62 677,54 $
ELECTRONIQUE MICROTECH CANADA INC	1181477	08 FÉVR. 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Contrat de service no 489-2// Entretien de mises à jour et réparations du système SGGDSA-10 pour PDS SUD. Période de contrat du 27/03/2017 au 27/03/2018.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 251,98 $
EMBALLAGE CODERRE	1185003	23 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Impression de sacs de papier - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 130,73 $
EMPIRE CANADA	DEU25600	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	4 Régulateurs Watts - Pompe centrifuge Wemco	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 698,81 $
ENERSOL INC.	DEU25404	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Humidifateur Carel - Ventilateur de Centrifuge	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 934,40 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1180382	03 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Confection d'écussons et achat de bottes de sécurités sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	55 729,58 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1181782	09 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Achat de bottes de sécurité sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	45 588,30 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1184755	23 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de fusées routières, claques, semelles antidérapantes sur ententes 1134479, 1081954, 1081954 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 536,08 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1184755	23 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de fusées routières, claques, semelles antidérapantes sur ententes 1134479, 1081954, 1081954 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	12 275,98 $
ENTRETIEN CHLORATECH INC.	DEP16483	07 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	DESBAILLETS - Turbidimètre TMS 561 BW incluant flow switch et pièce pour analyseur Depolox, PN	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 540,07 $
EQUIPEMENT DE REHABILITATION ENVIRONNEMENTAL	1183333	16 FÉVR. 2017	BORNAIS, LUC	2017 - Sonde pour TVA 1000 (remplacement) Soumission: SO3509	Environnement	Protection de l'environnement	3 091,88 $
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1182951	15 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	INVENTAIRE SOUMISSION 034122 CRÉPINE BARREL STRAINER. MENUISERIE SOUMISSION 034186 HACHE À PIC	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 816,30 $
ETAP CANADA LTD.	DEU25623	16 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	ETAP SOFTWARE RENEWAL CTYOFMNTR3 2017-01-01 AU 2017-12-01	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 323,00 $
EXCAVATION ANJOU INC	1140261	14 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	2016 à 2018, location d'un camion citerne avec opérateur sur demande pour le lieu d'enfouissement technique de la Ville de Montréal	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 997,50 $

EXCELLENCE SPORTIVE DE L'ILE DE MONTREAL	cg1604151161658001	21 FÉVR. 2017	GAGNE, DIANE	RÉSOLUTION : CG16 0415 - 1161658001. CONDITION : ARTICLE 3.2.2 DE LA CONVENTION.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	75 000,00 $
EXPOPROMOTION INC.	1184676	22 FÉVR. 2017	ROULEAU, ALAIN	Location d'espace d'exposition de 150 PI.2 et électricité pour le salon Expo habitation de Montréal du 09 au 12 février 2017	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	2 650,93 $
FEMATICS CANADA INC.	DEU25502	09 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	17 PNEUMOSTOPS POUR POMPES EBARA SUD ET NORD	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 006,51 $
FIKE CANADA INC	DEU25431	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	15 Disques de rupture Fike - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 342,87 $
FIKE CANADA INC	DEU25431	03 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	15 Disques de rupture Fike - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 597,70 $
FILTRUM INC	DEP16573	14 FÉVR. 2017	REBSELJ, VINCENT	Programmation du nouveau système de dosage de l´aide coagulant Hancil	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 868,82 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1179916	02 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	2 101,50 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1180475	03 FÉVR. 2017	BOISVERT, ANDRE	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 960,70 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1182966	15 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Inspection des aliments	2 250,92 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1183322	16 FÉVR. 2017	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 097,52 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1183329	16 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Inspection des aliments	2 313,27 $
FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	1182213	10 FÉVR. 2017	BLANCHARD, PIERRE	Droits relatifs à l'obtention de copies de réquisitions et de documents visant une inscription sur le registre foncier afin de maintenir à jour les rôles d'évaluation municipaux pour l'année 2017	Évaluation foncière	Évaluation	90 000,00 $
FORMOBILE, CENTRE DE FORMATION INTEGREE INC.	1180906	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Formation Rédiger des rapports clairs et convaincants	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 120,78 $
FORMOBILE, CENTRE DE FORMATION INTEGREE INC.	1184395	21 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Formation rédiger des rapports clairs et convaincants	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 120,78 $
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	1180463	10 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	SERVICE REÇU PAR LE SIM EN 2016, FACTURE RF43566 POUR LE PAIEMENT DE RÉPARATIONS DU VÉHICULE 566	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 630,94 $
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU25426	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Fourniture Électrique - Pont racleur 277, Filtre-presse Kurita et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	877,00 $
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU25426	03 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Fourniture Électrique - Pont racleur 277, Filtre-presse Kurita et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 652,54 $
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU25427	03 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	2 Cables électriques - Décanteur 22 et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 690,41 $
GAZ METRO INC.	1185315	27 FÉVR. 2017	LESSARD, MARIE-HELENE	Déplacement d'un montage-compteur pendant les travaux à la caserne 63 - Incidence 14338	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	4 112,63 $
GENFIR INC	DEP16462	03 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	VANNES -Adaptateur pour vieux mueler	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 637,60 $

GEORGES BOURELLE	rechbourelle01112016	10 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	6 376,93 $
GESTION PFB	1182553	13 FÉVR. 2017	MOISE, CARL	2016 - Fournitures petites pièces et équipements	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 963,88 $
GETINGE CANADA LIMITEE	1171526	02 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Réparation autoclave	Environnement	Inspection des aliments	2 774,80 $
GETINGE CANADA LIMITEE	1176937	16 FÉVR. 2017	LAROCHE, LAURENT	Mise en marche de l'autoclave.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	7 932,11 $
GHD CONSULTANTS LTEE	1180971	07 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Assurer le contrôle qualité et superviser la gestion des sols contaminés pour les travaux de reconstruction des deux sections du mur de soutènement de la cour des Carrières - Incidence 14677	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	7 314,47 $
GILBERT NETTOYEUR INC.	1179182	06 FÉVR. 2017	LANGEVIN, MARC	BC annuel - Nettoyage des couvertures et serviettes - SPVM Soutien Nord	Police	Activités policières	5 007,90 $
GILBERT NETTOYEUR INC.	1179182	02 FÉVR. 2017	LANGEVIN, MARC	BC annuel - Nettoyage des couvertures et serviettes - SPVM Soutien Nord	Police	Activités policières	341,21 $
GILBERT NETTOYEUR INC.	1181530	08 FÉVR. 2017	DUBE, GINO	Nettoyage - couvertures et serviettes pour détenus SPVM Soutien Est	Police	Activités policières	2 119,44 $
GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC	1183312	16 FÉVR. 2017	LAROCHE, LAURENT	Armoire résistant aux acides.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	1 924,95 $
GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC	1183312	17 FÉVR. 2017	LAROCHE, LAURENT	Armoire résistant aux acides.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	700,17 $
GLOBAL INDUSTRIAL CANADA INC	1183455	16 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de casier pour tazer	Police	Activités policières	4 700,64 $
GRAITEC INC.	DEP16580	15 FÉVR. 2017	CARRIERE, ANNIE	Maintenance ADA (Advance Design America - Version Bâtiment 2017 Premium)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 442,56 $
GROUPE ABS INC.	1184907	23 FÉVR. 2017	DESJARDINS, SYLVIE	Réaliser une caractérisation environnementale de site - Phase II pour les lots 4 589 748 et 4 590 598 du cadastre du Québec, rue Cherrier, arrondissement de l'île-Bizard-Sainte-Geneviève.	Gestion et planification immobilière	Planification et gestion des parcs et espaces verts	19 851,07 $
GROUPE LA GUERILLA INC.	1184898	23 FÉVR. 2017	PERRY, REMI	CF - Production vidéo - Contrôle de la contamination	Securite incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Sec. incendie	7 300,31 $
GROUPE LD INC.	DEU25580	14 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	11 Manomètres Ashcroft + 2 Solénoides et Valve Asco - Pompe Ebara et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 430,89 $
GROUPE LINCORA INC	1185226	24 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Achat de classeur pour aménagement du 3177 St-Jacques	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	11 295,66 $
GROUPE LINCORA INC	1185510	27 FÉVR. 2017	TURGEON, FRANCOISE	Fourniture, livraison et installation de classeurs de bureau dans le cadre du projet de relocalisation du Service des finances	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	160 238,95 $
GROUPE SANYVAN INC.	ou1158596s28	08 FÉVR. 2017	Systeme OUTILLAGE	0295126-Location d'un appareil ,03/02/2017	Environnement	Protection de l'environnement	2 225,73 $
GROUPE TRIUM INC.	1184307	21 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de sac patrouilleurs sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	13 637,88 $
GROUPE TRIUM INC.	1185438	27 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Confection de pantalons et shorts sur entente cadre 1093412 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	13 122,49 $
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEP16670	22 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	VANNES - Préparatifs - remplacement vannes Ø48" chambre C-43-2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 674,56 $
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEP16673	22 FÉVR. 2017	TURCOT, DANIEL	Location grue pour remplacement vanne Ø48" chambre C-43-2	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 666,69 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2017periode03	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 03 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 180,22 $
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2017periode04	20 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 04 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 434,48 $
HAZMASTERS INC.	DEP16459	03 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	VANNES - Outils pour le 247-07103	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 254,61 $
HÉLÈNE DOYON, URBANISTE-CONSEIL INC.	1180017	02 FÉVR. 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Participation aux réunions du comité du président et de la Table de concertation du Mont-Royal et rédaction des procès-verbaux pour 2017	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	16 436,40 $
HERCULES SLR INC	DEP16653	21 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	DESBAILLETS - Charriot pour monorail de marque FAIBLE HAUT POUR 2T	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 828,45 $
HERCULES SLR INC	DEU25435	03 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	9 Cables et 2 Élinges à fabriquer - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 258,42 $
HERCULES SLR INC	DEU25661	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	56 Cables avec un bout serti - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 345,98 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	DEP14772	22 FÉVR. 2017	TURCOT, DANIEL	Location d'une génératrice mobile de 50 KW-600 V pour la station Vincent d'Indy.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	11 773,74 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	DEP15522	02 FÉVR. 2017	VENDETTI, PERRY	Location génératrice Hewitt alimentant le panneau d'entrée électrique du réservoir DDO	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 588,78 $
HILTI CANADA LTEE	DEP16368	01 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Outils pour atelier électrique - Matériel pour l'atelier des plombiers	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 871,19 $
HMI CONSTRUCTION INC.	DEP16292	20 FÉVR. 2017	PERIARD, MICHEL	BCO2017 - Location d'appareils (lift télescopique, pépine) avec chauffeur pour déplacer diverses pièces à l'usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 249,37 $
HYDRO-QUEBEC	1185158	24 FÉVR. 2017	TESSIER, MONIQUE	Paiement de facture No 692101 pour le remplacement de trois bornes de recharge publiques sur rue. Les bornes à remplacer portent les numéros CEA-10331, CEA-10317 et CEA-10158.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	7 580,09 $
HYDRO-QUEBEC	691274	07 FÉVR. 2017	GAGNON, ISABELLE	SPVM DOS / SERVICES PROFESSIONNELS SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2017	Police	Activités policières	3 356,96 $
IBM CANADA LTEE	1184975	23 FÉVR. 2017	PAGE, MARTIN	Achat - 70900 - Services d¿infonuagiques IAAS et PAAS Bluemix - IBM - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 539,71 $
IDENTIFICATION MULTI SOLUTIONS INC.	1185482	27 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Étiquettes pour imprimantes	Environnement	Inspection des aliments	1 357,95 $
IDENTIFICATION MULTI SOLUTIONS INC.	1185482	27 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Étiquettes pour imprimantes	Environnement	Traitement des eaux usées	1 451,93 $
IMPRESSION MULTI-SOURCES	1184661	22 FÉVR. 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Bureau de poursuite - Cour municipale - Pochette avec rabat.18.5 x 17.5625 9 x 14.875 + rabat de 2.6875. Voir l'annexe pour la soumission.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 254,61 $
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1176055	14 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Impression de différentes formulaire - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 416,81 $
IMRICO LTEE (PREFAIR)	1184929	23 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes pour maîtres chien et chemises pour les sections spécialisée - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 676,18 $
INDUSTRIES 3R INC.	DEP16485	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Matériel pour U3 Haute pression - Inspection de la pompe U3 pour vérifier l'usure	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 970,61 $
INDUSTRIES 3R INC.	DEU25693	21 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	308 LAMES DE NEOPRENE POUR RATEAU À BOUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 749,15 $

INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	1184928	23 FÉVR. 2017	LÊ, SON-THU	Achat de 2 fût QIM pour projet de Jalonnement Dynamique - Ref : P. Soan	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	12 178,55 $
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU25648	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	22 Couvercles de Convoyeurs à chaîne	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 236,26 $
INNOTEX	1183624	17 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. INSPECTIONS AVANCÉES SELON ENTENTE 899907, FACTURE ET BON DE LIVRAISON # FAC0000021319	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 021,01 $
INNOTEX	1183627	17 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. INSPECTIONS AVANCÉES SELON ENTENTE 899907, FACTURE ET BON DE LIVRAISON # FAC0000021415	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 320,22 $
INNOTEX	1185465	27 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. INSPECTIONS AVANCÉES SELON ENTENTE 899907, FACTURE ET BON DE LIVRAISON # FAC0000021476	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 726,53 $
INTACT ASSURANCE_236	rmi00011979500010047 10001	21 FÉVR. 2017	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004402, sur la liste de paiement 1702IA003 (AGGLO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 370,05 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170011	01 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0011	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 758,55 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170013	01 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0013	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 624,69 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170014	01 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0014	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 750,67 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170015	01 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0015	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 590,57 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170026	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0026	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 645,68 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170027	10 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0027	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 456,71 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170028	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0028	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 047,26 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170030	10 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0030	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 110,25 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170044	10 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0044 correction de la facture # 2017_0001	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 275,61 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170045	10 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0045 correction de la facture # 2017_0003	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 582,69 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170053	13 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0053	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 015,76 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170060	21 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0060	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 661,44 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170062	21 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0062	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 645,68 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170063	21 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0063	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 456,71 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20170065	21 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2017 - Facture # 2017_0065	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 456,71 $
INTERSECTION	1181631	09 FÉVR. 2017	BARTH, SIMONETTA	Cotisation au Réseau INTERSECTION pour l'année 2017	Police	Activités policières	4 000,00 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1181035	07 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 15-003570	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 935,45 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1181843	09 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. INSPECTION ET ENTRETIEN DE BUNKER SELON ENTENTE C991690 FACTURE 10449	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 149,09 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1182747	14 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690, FACTURE 10475	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 573,55 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1185317	27 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTION DE BUNKER SELON ENTENTE C991690, FACTURES 10552 ET 10553	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 847,91 $
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1182957	15 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM HYDRAULIQUE SOUMISSION 56954. CHAINE STIHL, LIMITEURS DE PROFONDEUR, GUIDE CHAINE POUR SCIE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 735,55 $
JEAN LAROSE STENO INC.	20170207	10 FÉVR. 2017	GAGNE, NATHALIE	Transcriptions - Notre dossier: 15-000383	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 691,62 $
JET DE SABLE HOULE LTEE.	DEU25468	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	EA DI:964441 FAIRE SAMBLAST ET PAINTURE SUR LOT DE PIECES POUR CONV 668-M33-311	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 934,40 $
JOHN CRANE CANADA INC.***	DEU25575	14 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Joints mécaniques John Crane - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 567,48 $
JUKADO INC.	1182149	10 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Protection murale pour salle 239 et 248 du 5000 Iberville	Police	Activités policières	8 797,95 $
K9 DYNAMICS	1181510	08 FÉVR. 2017	LALONDE, CAROLE	Chaufferette pour les niches des chiens - Facture no 2435	Police	Activités policières	2 817,86 $
KALENBORN CANADA INC.	DEU25596	16 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	260 Tuiles basaltes - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 717,82 $
L & M UNIFORME INC	1180494	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Confection de couvre-mitaine - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 872,46 $
L.L. LOZEAU LTEE.	1180533	06 FÉVR. 2017	PERRY, REMI	CF - Caméra SONY FDRAX53 4K Ultra HD et Accessoires	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 080,95 $
L.L. LOZEAU LTEE.	1185094	24 FÉVR. 2017	GROULX, LOUISE	Caméra Sony pour équipes spécialisées - Capsule formation	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 131,66 $
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	DEP16543	13 FÉVR. 2017	POIRIER-VACHON, KAREL	RÉSEAU RÉSERVOIRS - Entretien annuel tranformateur extérieur Vincent d'Indy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 221,54 $
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	DEP16697	27 FÉVR. 2017	MARTEL, SIMON	Cie électrique Britton - Démantèlement des bancs condensateurs	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 592,70 $
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	DEU23747	08 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	Problème avec le réseau de distribution 25KV à localiser	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 997,55 $
LA CIE ELECTRIQUE BRITTON LTEE	DEU24240	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	INSPECTION DES PUITS DE TIRAGE (23) SUR LE SITE DE L`USINE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 432,84 $

LA CORDEE PLEIN AIR INC.	1182535	13 FÉVR. 2017	GROULX, LOUISE	SOUS-VÊTEMENTS CHAUD POUR INSTRUCTEURS GLACE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 695,29 $
LAFLEUR & FILS INC.	1181216	07 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	Caserne 51 Installation de détecteur de mouvement sur 3 portes de garage en trapeze et pièces soum. B34819	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 763,80 $
L'AIDE A L'AUTONOMIE PHYSIQUE ET PROFESSIONNELLE (A.A.P.P.) INC.	DEP16436	01 FÉVR. 2017	VENDETTI, PERRY	Remplace DEP16268 - Service d'un ergothérapeute pour analyse des postes de travail la soumission n'est que verbale .	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 792,67 $
L'ATELIER DE L'AUTO ST-CLEMENT INC. - VITRO PLUS	1180752	06 FÉVR. 2017	SAINT-VIL, PHILIPPE	Composantes pour caméra de recul. Facture 44110800 datée du 29 décembre 2016.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 887,90 $
LAVE AUTO & CAMION (LASALLE) MARCO POLO INC.	DEP16586	15 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de coupons de lavage pour véhicules en prévision de divers activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 099,75 $
LE BARRICADEUR	1182469	13 FÉVR. 2017	DESAUTELS, ANNE	Travaux de barricadage pour le 575, rue Elm (1263)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 063,33 $
LE GROUPE ABI INC.	DEU25487	09 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SERVICE PROF.PROJET DE TEST D'INTRUSION POUR LA DEEU	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 929,19 $
LE GROUPE BLH INC.	1182808	14 FÉVR. 2017	MOISE, CARL	2017 - Panneau Horaire (été et hiver combiné) + autocollants no de téléphone	Environnement	Matériaux secs - traitement	4 482,96 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	DEU25646	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	12 Poignées et Mortaises Corbin Russwin - Atelier de Menuiserie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 628,36 $
LES ARTISANS DU TEXTILE INC.	1182226	10 FÉVR. 2017	LAPIERRE, MICHEL	Drapeau SIM 3' X 6' tel que décrit à la soumission # S-40509	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 021,01 $
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	21936	11 FÉVR. 2017	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:431627	Police	Activités policières	3 972,06 $
LES CEINTURES MEGA INC.	1180387	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de ceintures et ceinturons sur entente cadre - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 141,49 $
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEP16587	15 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de capteur de gaz MSA en prévision de divers activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 140,70 $
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEU25559	13 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	11 Robinets + 2 Valves Dezurik - Magasin, Incinérateur 4 et Centrifuge	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 178,55 $
LES EMBALLAGES CROWN	1171688	07 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Impression de sacs de plastique - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 582,23 $
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION REFRABEC INC.	DEU25311	13 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Couper et Installer Tuiles de basalt - Convoyeur à chaînes	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 259,88 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU25358	01 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	ACHAT DE MOTEURS POUR INVENTAIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	72 279,69 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU25494	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Moteur pour Eurodrive - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 314,37 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU25523	22 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	MOTEUR NEUF 7.5HP FRANCOIS TOUSIGNANT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 750,67 $
LES ENTREPRISES HENRI RAVARY LTEE - CANADIAN TIRE	1168139	14 FÉVR. 2017	GAUTHIER, PHILIPPE	OUITLS PROJET COFFRE DÉSIN-INDUSTRIEL - ÉQUIPES GST	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 821,98 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC	1183055	15 FÉVR. 2017	MARTIN, NATHALIE	Facture - Transport de pavés de cobbles dans la cour Louvain - (Dans le cadre des travaux de la rue St-Paul)	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	3 937,03 $
LES EQUIPEMENTS CONTRO VALVE INC.	DEP16208	15 FÉVR. 2017	MARSAN, ANDRE	Pte-Claire - Control Valve - Pièces pour sonde trémie journalière de la chaux	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 392,15 $
LES EXCAVATIONS DDC	994251	01 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	LOCATION SUR DEMANDE RÉTRO-CAVEUSE AVEC OPÉRATEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 602,20 $
LES INDUSTRIES GENESPORT LTEE	1182131	10 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de tatamis de judo olympique	Police	Activités policières	14 693,00 $
LES PARCOMETRES MACKAY	1181853	09 FÉVR. 2017	DESAUTELS, ANNE	Enseigne lumineuse horodateur ferme écologique	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 488,20 $
LES PLASTIQUES CY-BO INC	DEP16517	09 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	RÉSEAU RÉSERVOIRS - Roulotte Marien remplacement de 1 réservoir d'hyphochlorithe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 220,86 $
LES SERVICES EXP INC.	1166825	16 FÉVR. 2017	MARTHET, DOMINIQUE	Incidents 1150890006 VMP-15-015 OS : Évaluation structure - Arches St-Dominique et Viger (Quartier Chinois).	Ville-Marie	Autres biens - Rénovation urbaine	4 978,40 $
LES SERVICES EXP INC.	1181318	08 FÉVR. 2017	LESSARD, MARIE-HELENE	Surveillance de toiture en résidence à la caserne 63 - Incidence 14338	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	12 136,55 $
LES SERVICES EXP INC.	DEU25628	17 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	MM - OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS EN STRUCTURE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	15 580,45 $
LES SERVICES MOBILES TERMETCO	DEU25679	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SA - CUISSON ELECTRIQUE DE 1 BRULEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 435,72 $
LIGNES RIVE-SUD INC.	1181528	08 FÉVR. 2017	BOULIANNE, MARTIN	IN310701 - DRM 003107-TC-01. TRAVAUX EFFAÇAGE SUR LA CHAUSSÉE RUE ELM. FACTURE NO. 3982. DEMANDEUR : SERGIO SOLLAZZO. TR : CM16 0670. GRÉ À GRÉ.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	3 963,28 $
LINDE CANADA LIMITEE	1180398	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de gants différents modèles sur entente cadre pour l'inventaire du SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 161,94 $
LML ELECTRIQUE 1995	DEP16523	21 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de pièces pour le secteur UV et Hypochlorite en prévision de diverses activités d'entretien- Contrat C1022 - Entente d'achat Ville 1155963 - Appel d'offre 16-15411	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 941,00 $
LML ELECTRIQUE 1995	DEU22295	14 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	ENTRETIEN PREVENTIF DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	87 622,57 $
LML ELECTRIQUE 1995	DEU25416	09 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	FAIRE ROTATIONNER LES BROYEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 287,74 $
LOGISTIQUE SAINT-LAURENT INC	DEP16562	14 FÉVR. 2017	LABERGE, ANNE-MARIE	Installation d'un joint d'étanchéité hydra-tite par la compagnie Logistique St-Laurent	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26 963,94 $
LOUIS GARNEAU SPORTS INC.	1185491	27 FÉVR. 2017	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de cuissards, lunettes et lentilles pour l'unité des cyclistes du SPVM (Inventaire)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	14 266,54 $
MARCEL PAQUIN	1185824	28 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	Jugement intérêts dossier 11-002508	Dépenses communes	Autres - Administration générale	48 429,67 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

MARINE OUDILLE-MONDOLONI	1182512	13 FÉVR. 2017	MOISE, CARL	2017 - Services techniques pour superviser et documenter une caractérisation de matières recyclables	Environnement	Matériaux secs - traitement	5 490,76 $
MARK DAVID CANADA INC.	DEU25144	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	CALIBRATION DE 18 INJECTEURS POUR LES GENERATRICES GEN 85-05-179	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 173,24 $
MARMEN INC.	DEU25552	13 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Cartouche Seepex rebâtie - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 162,77 $
MARTIN & LEVESQUE INC.	1182782	14 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Achat de vêtements de plus sur ententes cadre 1044929 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	44 002,82 $
MARTIN PRIMEAU	1180315	03 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	BCO 2017 - Service de rédaction pour le déploiement de la stratégie de contenu du Service et du réseau PME MTL.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 047,37 $
MAURICE SAUVE	1185821	28 FÉVR. 2017	GAGNIER, PHILIPPE	Jugement intérêts dossier 11-002508	Dépenses communes	Autres - Administration générale	33 281,41 $
MAXI-METAL INC.	1170499	01 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM AMÉNAGEMENT DE VÉHICULE 1600 RÉSERVE. DÉMONTER LES SUPPORTS ACTUELS DU VÉHICULE 1600 DE RESERVE POUR Y INSTALLER LES 128 CYLINDER MATE - 60 MINUTES	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 823,14 $
MCKESSON CANADA	1182189	10 FÉVR. 2017	MIZOGUCHI, ALEXANDRE	BON DE COMMANDE POUR LE REMPLACEMENT DES EPIPEN UTILISÉS OU EXPIRÉS - ÉPIPEN AUTO INJECTION FORMAT ADULTE OU ENFANT SELON NOS BESOINS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 057,27 $
MCMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEU25714	23 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Outillage McMaster-Carr - Atelier Mécanique des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 923,77 $
ME PIERRE TEASDALE	1180975	07 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocat dossier police dossier M Boulanger	Police	Activités policières	2 897,65 $
ME PIERRE TEASDALE	1180978	07 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocat dossier police dossier D. Provost	Police	Activités policières	3 023,64 $
ME SIMON C. CHARTIER	1180034	02 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier J deslonchamps et Angers fact 1082	Police	Activités policières	2 505,43 $
ME SIMON C. CHARTIER	1180037	02 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier M Robitaille fact 1083	Police	Activités policières	12 317,92 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1179840	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Publication d'offre d'emploi	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 489,25 $
MEGS INC.	DEU25676	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SR - GAZ ETALON PROTOCOL PRIMAY ± 1 %	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 305,56 $
METAUX PROFUSION INC.	DEP16514	09 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Tuyau aluminium pour garde de sécurité vannes D	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 825,81 $
METAUX PROFUSION INC.	DEP16643	21 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Pierrefonds - Tige ronde pour remplacement de la vis sans fin assemblée - Vanne déversoir Actiflo 2 (livrer à Atwater, porte 21)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 134,82 $
METAUX PROFUSION INC.	DEU25609	20 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Métal varié - Magasin, Atelier Plombeie des boues et Intercepteur Lavigne	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 194,98 $
METTLER-TOLEDO INC.	1183820	17 FÉVR. 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Soumission 320611523. Haug Deionizer with warning light, 63052302.	Environnement	Protection de l'environnement	3 196,87 $
MILLIPORE (CANADA) LTEE	DEP16642	20 FÉVR. 2017	VENDETTI, PERRY	Membrane filtrantre 0,45_Microbiologie	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 409,47 $
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	de170221	21 FÉVR. 2017	IORDACHE, ELENA	Remise des taxes sur acquisition immeuble	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	593 512,50 $

MINISTRE DES FINANCES	1180080	02 FÉVR. 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Service - Chimie organique (Laval).	Environnement	Protection de l'environnement	23 706,09 $
MINISTRE DES FINANCES	1182318	13 FÉVR. 2017	PICHET, PHILIPPE	Frais en déontologie policière (factures multiples)	Police	Activités policières	12 663,72 $
MINISTRE DES FINANCES	1182656	14 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Frais annuels d'accréditation 2017 (Laboratoire Crémazie)	Environnement	Traitement des eaux usées	13 911,00 $
MINISTRE DES FINANCES	1184833	23 FÉVR. 2017	LAROCHE, LAURENT	Frais annuels d'accréditation 2017 (Laboratoire Des Baillets)	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	11 623,00 $
MINISTRE DES FINANCES	DEU25732	24 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Dépot de l.étude d'impact environnemental	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 782,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1180408	03 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Paiement des factures de 2016 et pour l'année 2017 pour fourniture de services externes requis dans le cadre du Programme d¿aide aux employés	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 052,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1183606	17 FÉVR. 2017	DENIS, MICHEL	Paiement de la facture : 477771 - Honoraires professionnels pour services rendus en novembre 2016. (Entrevues de sélection pour candidats agents d'orientation)	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 150,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1184687	22 FÉVR. 2017	LACHANCE, ROGER	2017 -Rapport Février 2017. Facturation Services de formation en milieu de travail- paiement facture 510832, daté 31.01.2017.	Environnement	Protection de l'environnement	3 612,50 $
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP16499	08 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	DESBAILLETS - Moteurs de remplacement pour actuateurs des vannes nourrices	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 199,50 $
MOTION CANADA	DEU25434	13 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Articles de roulements - Magasin et 2 Ateliers	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 078,83 $
MP REPRODUCTIONS INC.	1180027	02 FÉVR. 2017	BRUNELLE, MANON	BCO - Numérisation 300 PPP DOC 8.5 x 11 - CD-ROM + transfert de données inclus - Évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	3 149,62 $
MULTIWAVE SENSORS INC.	1180837	07 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de pièces pour capteur d'onde	Police	Activités policières	3 386,89 $
NEDCO	DEP16547	13 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	DESBAILLETS - Remplacement du relais de protection MIV ligne 1 par le nouveau modèle de relais.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 927,06 $
NEDCO	DEP16629	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Pièces pour installer transfert switch du PPN-8004 pour alimenter le PPU-8006	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 236,87 $
NEDCO	DEP16659	23 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Achat carte de communication modicon	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 316,83 $
NEOPOS MONTREAL INC.	1183877	20 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Evolution bureautique ACQ# 2017-02-14 Postes EPLV : 6 postes spécialisés tout-en-un pour Espace pour la Vie - # de dérogation R234253	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 157,26 $
NORBEC COMMUNICATION	1183854	20 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat de tunnel tape	Police	Activités policières	2 025,33 $
NORMAND BIBEAU	1183103	15 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier police Urbain et Landry	Police	Activités policières	3 995,82 $
ODOTECH INC.	1179671	20 FÉVR. 2017	BLAIN, ERIC	2017 - Assistance technique ODOTECH dans le cadre des comités suivi CTMO	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	4 042,02 $
ODOTECH INC.	1179671	01 FÉVR. 2017	BLAIN, ERIC	2017 - Assistance technique ODOTECH dans le cadre des comités suivi CTMO	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	4 205,78 $
OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU GRAND MONTREAL	1165175017080217	08 FÉVR. 2017	GODBOUT, JULIE	GDD1165175017-Contribution financière de 140 000 $ pour 2016-2017 (1er versement)	Développement économique	Tourisme - Prom. et dév.écon.	70 000,00 $

OPALE INTERNATIONAL INC.	1146739	14 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	CHANDAIL POLO (GRIS) ADS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	34 069,48 $
ORDIGRAPHE INC.	1185325	27 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Renouvellement support niveau pour Quantum Stornext et I40	Police	Activités policières	19 714,57 $
OTRANSIT INC.	DEP16479	07 FÉVR. 2017	CARRIERE, ANNIE	Vérification des conditions transitoires hydrauliques du circuit de pompage basse pression d'eau brute - Usine de Pierrefonds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 399,00 $
OUTDOOR OUTFITS INC.	1146737	27 FÉVR. 2017	GAGNE-TRINQUE, MALINE	PANTALON CARGO,POCHE MULTIPLE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	27 990,87 $
OUTDOOR OUTFITS INC.	1181781	09 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de manteaux sur entente cadre pour l'inventaire du SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	19 566,43 $
OUTDOOR OUTFITS INC.	1182781	20 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pantalons divers pour la police sur entente 1103759 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	151,18 $
OUTDOOR OUTFITS INC.	1182781	14 FÉVR. 2017	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pantalons divers pour la police sur entente 1103759 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 368,57 $
PACWILL ENVIRONMENTAL	1183817	17 FÉVR. 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Matériel RSQA	Environnement	Protection de l'environnement	7 540,20 $
PANAVIDEO INC	1180662	06 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Achat d'amplificateur et encodeur	Police	Activités policières	3 049,88 $
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2017periode03	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 03 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 858,98 $
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2017periode04	20 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 04 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 949,35 $
PAUL ROBILLARD	1185828	28 FÉVR. 2017	GAGNIER, PHILIPPE	Jugement intérêts dossier 11-002508	Dépenses communes	Autres - Administration générale	36 626,60 $
PAUL DANSEREAU	1185831	28 FÉVR. 2017	GAGNIER, PHILIPPE	Jugement intérêts dossier 11-002508	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 391,96 $
PAULETTE HOUDE S.O.	2017cm06	21 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2016 -services judiciaires - Sténographie - Paulette Houde - 2017 - Facture # CM-06	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 003,90 $
PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE	1180209	02 FÉVR. 2017	FERLAND, MARTIN	B/C annuel 2017 Peauséidon - Livraison bouteilles d'eau et dépôt	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 000,00 $
PENTAIR VALVES & CONTROLS CANADA INC.	DEU25568	15 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Soupape Kunkle - Machine à absorption 062	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 462,65 $
PEPINIERE & COLLABORATEURS	1161063001010217	07 FÉVR. 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 1161063001: Soutien non récurrent suite à l'appel des projets Hiver 2016 du PRAM-Est.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $
PERSPECTIVE COMMUNICATION INC.	1181864	09 FÉVR. 2017	DUPERE, PIERRE	Formations données en stratégies de communications aux promus. année 2017	Police	Activités policières	4 566,96 $
PET SCIENCE LTD	1183189	15 FÉVR. 2017	LALONDE, CAROLE	Nourriture pour animal	Police	Activités policières	2 149,58 $

PETER TRENT	recherchetrent2016	17 FÉVR. 2017	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	6 376,93 $
PETITE CAISSE - SPVM	pc170210	10 FÉVR. 2017	FILIATRAULT, NADINE	Petite caisse	Police	Activités policières	4 145,60 $
PETITE CAISSE - SPVM	pc170217	17 FÉVR. 2017	FILIATRAULT, NADINE	Petite caisse	Police	Activités policières	4 100,00 $
PETITE CAISSE - SPVM	pc170224	24 FÉVR. 2017	CADELY, IMMACULA	Renflouement de la petite caisse de la Cavalerie	Police	Activités policières	3 535,66 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1180485	03 FÉVR. 2017	DERAMOND, DIDIER	Frais de communication	Police	Activités policières	6 234,20 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1180487	03 FÉVR. 2017	DERAMOND, DIDIER	Frais de communication	Police	Activités policières	6 561,71 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1184202	21 FÉVR. 2017	DERAMOND, DIDIER	Frais de local	Police	Activités policières	25 462,74 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20170223jjobs	25 FÉVR. 2017	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	4 784,15 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20170223maicomm	25 FÉVR. 2017	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	2 951,55 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20170223maijjlocal	25 FÉVR. 2017	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	4 937,85 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20170223maijjlocal2	25 FÉVR. 2017	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	3 992,10 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20170223maijjlocal3	25 FÉVR. 2017	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	3 590,10 $
PHISHINGBOX, LLC	1182248	13 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	60110 - Acquisition de 15000 licences de sécurité auprès de la firme Phishing box	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 349,85 $
PIERRE BEAUCHAMP_1	rmi00012140000012243 10003	04 FÉVR. 2017	Système RECLAM	PIERRE BEAUCHAMP\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-005322, sur la liste de paiement 1702IA001 (AGGLO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	19 516,98 $
PLOMBERIE J. JODOIN LTEE	1182518	14 FÉVR. 2017	BOISVERT, ANDRE	Remplacement du circuit de distribution d'eau osmosée (PTI)	Environnement	Protection de l'environnement	20 840,02 $
PME MTL CENTRE-EST	1183788	17 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Contrat avec PME MTL Centre-Est pour SÉRI Montréal 2017. Contrat signé 22 déc. 2016	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	82 128,57 $
PME MTL CENTRE-EST	1183791	17 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Mandat 1 - PME-MTL Centre-Est, SÉRI 2017, Conseiller en planification stratégique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	83 651,94 $
PME MTL CENTRE-OUEST	2165175002070217	07 FÉVR. 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 2165175002 - Contribution financière pour l'organisation du concours régional du Défi PME MTL - Volet Entreprise	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	40 000,00 $
POMPACTION INC.	DEU25402	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	2 Pompes submersibles Sulzer ABS - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 434,47 $
POMPACTION INC.	DEU25545	13 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	1 pompe submersible station de pompage	Service de l'eau	Réseaux d'égout	11 548,62 $
POMPES & MOTEURS REAL JEAN LTEE	DEP16641	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Pièces pour pompes hypochlorite Gould #3298 size 1 x 1.5 -6	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 710,71 $
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP16486	07 FÉVR. 2017	REBSELJ, VINCENT	Inspection annuelle de tous les monorails et ponts roulants	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 409,47 $

PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP16529	10 FÉVR. 2017	MARTEL, SIMON	Protech-Installation de 2 monorails à la basse pression	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 564,34 $
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP16683	23 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	LACHINE - Installation d'un panneau de contrôle pour le pont roulant H.P.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 674,56 $
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEU25412	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Potence murale et Palan à chaîne Nova - Convoyeur à chaines T & S	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 251,99 $
PREMIER FLUID SYSTEMS INC	DEU25586	15 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	4 Réservoirs pour Pompe Nord 01	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 006,94 $
PRODUCTION ELECTRONIQUE INC.	1184935	23 FÉVR. 2017	CHAPUT, CHRISTIAN	Antennes Puck : antennes radiofréquence (RF) Puck pour les besoins spécifiques de communications du SPVM	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	7 322,88 $
PRODUCTIONS CIME	1163341	06 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Mission Mégantic, Service - Production multimédia	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 270,37 $
PRODUCTIONS CIME	1183253	16 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Mandat octroyé à Productions Cime pour la réalisation de capsules vidéo pour le projet " Parcours Innovation PME Montréal ". AO 17-15824	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	18 729,77 $
PRODUITS CHIMIQUES CCC LTEE	DEU25683	23 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	4 barils Acide phosphorique 75%	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 687,68 $
PRODUITS DE SERVICES PUBLICS INNOVA INC.	DEP16611	16 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Pte-Claire - INNOVA - EPI Espace clos (mât 60" XTIRPA)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 068,25 $
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP16240	27 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Changement de deux câbles sur la clôture autour de l'usine Atwater suite à l'inspection du 15 et 16 décembre 2016	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 316,80 $
PSI PROLEW INC	DEP16619	20 FÉVR. 2017	MARSAN, ANDRE	Contrat R-2016-03 - Réalisation travaux de remplacement de la pompe V4 - station de pompage Côte-des-Neiges AO 10217 - C/P Denis Cochrane	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	48 273,25 $
QUALINET ENVIRONNEMENT INC.	DEP16411	14 FÉVR. 2017	MARTEL, SIMON	Qualinet - (Pour le 7 Février) Nettoyage de la réserve inter-ozonation ouest	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 669,59 $
QUALITESUR INC.	DEU25681	21 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SR - ENTRETIEN ET CALIBRATION DE 6 BALANCES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 391,01 $
QUATRE CENT QUATRE INC.	1180527	06 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Un mandat pour la conception, la réalisation et la mise en ¿uvre d'un blogue selon le devis PMEMTL17002.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	12 665,00 $
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1181685	09 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Bon de commande ouvert pour le projet de clés au SPVM	Police	Activités policières	5 249,37 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1181042	07 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-001029	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 937,03 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1181047	07 FÉVR. 2017	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-001029	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 235,14 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1185249	24 FÉVR. 2017	BRUNELLE, MANON	Renouvellement de l'abonnement à la publication Analyse des rendements immobiliers - Édition 2017, dossier #066654-106	Évaluation foncière	Évaluation	4 519,71 $
RCI ENVIRONNEMENT	1184481	22 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	CF - Renouvellement de la location d'un conteneur de 8 verges cubes pour 2017	Securite incendie de Montréal	Interventions - Sec. incendie	2 120,75 $
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	1184406	21 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Licences radio	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 746,00 $
RECUBEC INC.	DEP16501	08 FÉVR. 2017	REBSELJ, VINCENT	Déblocage des conduites de soude caustique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 530,20 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1182517	13 FÉVR. 2017	MOISE, CARL	2017 - Grattage	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 149,64 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1182517	27 FÉVR. 2017	MOISE, CARL	2017 - Grattage	Environnement	Matériaux secs - traitement	524,94 $
REGULVAR INC	DEP16561	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Appel de service pour technicien de Régulvar pour problème au bâtiment UV et à la galerie #4	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 845,16 $
REMATECH DIVISION BREMO	DEU25234	08 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	EA DI:963426 FAIRE RÉPARATION DE CAOUTCHOU SUR TROIS PLAQUES DE FILTRE PRESSE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 079,14 $
RENEE DUPRAS	201705	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2016 - services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2017 - Facture # 2017-05	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 298,91 $
RENEE DUPRAS	201705a	21 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2017 - Facture # 2017-05a	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 898,70 $
RESEAU ENVIRONNEMENT INC	1183019	15 FÉVR. 2017	LAMARRE, JEAN	Frais d'inscription pour Jean Lamarre,Jean-François Côté, Sébastien Lacasse, Chrystelle Doutetien , Marc-Michel Morissette, Caroline Lapointe, Stéphane Pierre et Monique Caja pour la conférence du 23 mars 2017 (facture FRP01995)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 569,60 $
RHABILLE-TOI RITA	1185175	24 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Octroyer un contrat de services à la firme Rhabille-toi Rita aussi connue sous le nom de Rita Studio de design pour une banque de 50 heures de graphisme pour divers projet. Offre de service No 17001	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 674,56 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1181447	08 FÉVR. 2017	BRUNELLE, MANON	BCO - Téléphonie cellulaire 2017 : Frais en téléphonie cellulaire pour les mois de janvier à décembre 2017 pour le Service de l'évaluation foncière.	Évaluation foncière	Évaluation	6 299,25 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	DEP16430	01 FÉVR. 2017	MARSAN, ANDRE	BCO2017 - Fourniture de services cellulaires - Voix et transmission de données (communication sans fil) - Regroupement d'achats CSPQ - Entente contractuelle 1137408 - Remplace DEP14457	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	47 769,31 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1723419444	10 FÉVR. 2017	VALCOURT, NANCY	Facture Rogers Janvier 2017 approuvée par S.Cariière	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 880,34 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1723419444	10 FÉVR. 2017	VALCOURT, NANCY	Facture Rogers Janvier 2017 approuvée par S.Cariière	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	158,58 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1723419444	10 FÉVR. 2017	VALCOURT, NANCY	Facture Rogers Janvier 2017 approuvée par S.Cariière	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	1 690,58 $
ROMDATA SERVICES INFORMATIQUES	1179471	01 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Contrat d'entretien instruments de laboratoire	Environnement	Protection de l'environnement	1 574,81 $
ROMDATA SERVICES INFORMATIQUES	1179471	01 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Contrat d'entretien instruments de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	1 574,82 $
ROY BELANGER DUPRAS AVOCATS	1179616	01 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier police #fact 1881 P Quilles	Police	Activités policières	2 383,37 $
ROY BELANGER DUPRAS AVOCATS	1179617	01 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier police #fact 4569 J Lague	Police	Activités policières	3 138,23 $
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	1180134	02 FÉVR. 2017	THERIAULT, ERIC	Facture 39343, du 01-02-2017 pour repas des détenus pour le mois de janvier 2017.	Police	Activités policières	3 711,93 $
SANDWICHS ET SALADES ARISTO	1184087	20 FÉVR. 2017	VAILLANCOURT, GAETAN	Repas de détenus janvier 2017	Police	Activités policières	2 165,72 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

SAULNIER ROBILLARD LORTIE HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2017periode03	08 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 03 - Saulnier, Robillard, Lortie	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 996,42 $
SAULNIER ROBILLARD LORTIE HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2017periode04	20 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 04 - Saulnier, Robillard, Lortie	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 040,02 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1182129	10 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Installation d'un luminaire pour le conteneur incendie criminel et les 2 conteneurs armurerie	Police	Activités policières	4 409,47 $
SERVITECH ENERGIE INC.	DEU25684	21 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Inspection par caméra des tubes et obturation du/des tubes endommagés	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 774,31 $
SIGNALISATION 10-10	1181380	08 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Location de barricades T-Mils et panneaux de signalisation lors événements.	Culture	Autres - Activités récréatives	5 969,69 $
SIGNALISATION 10-10	1182874	14 FÉVR. 2017	BISSONNETTE, DANIEL	Location de barricades T-Mils et panneaux de signalisation lors événements. La Descente Saint-Denis - Course de boîtes à savon	Culture	Autres - Activités récréatives	4 619,45 $
SIGNEL SERVICES INC	DEU25538	10 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	10 Enseignes enroulables et bases pour l'Opération des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 166,94 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1179567	01 FÉVR. 2017	DUFORT, GILLES	Impression de 500 copies IMP-002169-16755 # 13821 - 13796 - Stratégie d'électrification -Soumission 12188 (voir document annexé pour spécifications)	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	2 073,50 $
SNC LAVALIN TELECOM INC	1183866	20 FÉVR. 2017	BLAIN, ERIC	2017 - Analyses de laboratoire et dépenses liées	Environnement	Protection de l'environnement	21 275,71 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9612349233	02 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 21-01-2017 @ 27-01-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	13 209,00 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9612902723	10 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 28-01-2017 @ 03-02-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	12 521,25 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9613420285	15 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 04-02-2017 @ 10-02-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 774,36 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9613921393	23 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 11-02-2017 @ 17-02-2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	7 255,88 $
SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL	1181423	08 FÉVR. 2017	BUSSIERES, CLAUDE	Frais de stationnement pour les véhicules du SPVM pour le mois de janvier 2017. Facture A-50268 datée du 18 janvier 2017	Police	Activités policières	4 698,08 $
L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90031887	17 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2016 - Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Décembre 2016 - facture # 90031887 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 550,45 $
L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90031888	17 FÉVR. 2017	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2016 - Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Décembre 2016 - facture # 90031888 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	224 135,64 $
SOCIETE DU QUARTIER DE L'INNOVATION DE MONTREAL	1150881003010217	01 FÉVR. 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 1150881003 Contribution financière pour une durée de 3 ans (2015 à 2017) dans le cadre du protocole d'entente sur l'aide financière du gouvernement du Québec. 1er versement pour 2017	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	175 000,00 $

SOCIETE LOGIQUE INC	1179978	02 FÉVR. 2017	GIRARD, NORMAND	Services professionnels spécialisés en accessibilité universelle pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Contrat 15142	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	31 055,30 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	DEP16209	01 FÉVR. 2017	MARSAN, ANDRE	BCO2017 - Frais pour enquêtes et analyses de dossiers pour l'année 2017 - Remplace DEP11960	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 548,62 $
SOCIETE RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES	1166352005020217	07 FÉVR. 2017	HANDFIELD, DANIELE	GDD 1166352005 - Accorder un soutien financier non récurent suite à l'appel de projet PRAM_EST Automne 2016 pour soutenir le développement de Montréal	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	35 000,00 $
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU25361	01 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	REPARATION DE LA POMPE FLYGT POUR LE L.E.T.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 425,43 $
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU25513	15 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	ACHAT D'UNE POMPE FLYGT POUR LE L.E.T.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	86 738,27 $
SOFTCHOICE LP	1183360	16 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Téléviseur interactif 65' Service des communication 700 de la Gauchetière	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 660,21 $
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU25436	03 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Contrôleur Scott Bacharach - Puits de succion Nord-2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 782,23 $
SSQ GROUPE FINANCIER	de170222dasresshuma	23 FÉVR. 2017	COLLIN, MARIO	ASSURANCE COLLECTIVE - POMPIERS RETRAITÉS VILLES LIÉES - CONTRAT 15J00 DU 01/02/2017 AU 28/02/2017	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 700,10 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP16601	17 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de divers produits de catégories différentes en prévision de diverses activités d'entretien.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 424,58 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU25423	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Outils pour Atelier Plomberie, Instrumentation, Mécanique, Intercepteurs et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 606,97 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU25423	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Outils pour Atelier Plomberie, Instrumentation, Mécanique, Intercepteurs et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	842,70 $
STEPHANE CHAMPAGNE	1183089	15 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Les services de rédaction requis pour le déploiement de la stratégie de contenu du Service et du réseau PME MTL. Entente approuvée en annexe	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 047,37 $
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	1180426	03 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier pompier assistance judiciaire SR	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 905,55 $
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	1180872	07 FÉVR. 2017	ROY, SOPHIE	avocats dossier leroux rivest leclaire fact 3047	Police	Activités policières	4 157,50 $
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	1185461	27 FÉVR. 2017	GUAY, PATRICE	avocats dossier pompier assistance judiciaire SR	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 429,16 $
SUMMIT CANADA DISTRIBUTORS	1180450	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'équipement de sécurité divers - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 965,93 $
SUMMIT CANADA DISTRIBUTORS	1185462	27 FÉVR. 2017	LAROCQUE, YVES	Étuis pour arme	Police	Activités policières	22 141,08 $
SUPERIEUR PROPANE	1180036	02 FÉVR. 2017	DESAUTELS, ANNE	Gaz propane 2017 - Maison de la ferme Cap-Saint-Jacques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 724,44 $
SYSTEMES DE CONTROLE ACTIF SOFT DB INC.	DEU25626	17 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	CP - SILENCIEUX REMPLACEMENT DE CHEMINEES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 658,89 $

TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1185407	27 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	BCO 2017 - TAXI - CHARGE // Pour payer la facture du mois de décembre 2016 et celles de l'année 2017.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 624,69 $
TECHNO PROTECTION QUEBEC INC.	DEU25408	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Cable 1000' en titane - Réservoir de coagulant 001	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 895,04 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1179634	01 FÉVR. 2017	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Fourniture de plaquettes d'identification au 28e étage du 700 de Maisonneuve dans le cadre du déménagement du Service des communications, du Développement économique et du Service de la planification budgétaire	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	4 381,44 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1180950	07 FÉVR. 2017	AREL, MARYSE	Nouveau mobilier pour le Chef de division PR/ O.S. soum.: MA-0503	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 231,91 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1183459	16 FÉVR. 2017	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Achat de mobilier (tables et chaises) pour l'aménagement extérieur des kiosques au lac aux Castors du parc du Mont-Royal-Soumission Ap-0538R2 du 27 janvier 2017-Fourn.: Anne Périgny-Ville: Suzanne Rochon	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 790,00 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1184160	21 FÉVR. 2017	VINCENT, ERIK	Mobillier pour installation de 4 postes de travail	Police	Activités policières	5 579,48 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1184343	21 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	Caserne 49 Dortoir Panneaux acoustique selon soumission: MA-0437	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 077,02 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1184356	21 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	DRM Bureau de Lise Goyette et Clothilde Ballette (Cloisons) Soum. MA-0521	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 740,30 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1185000	23 FÉVR. 2017	GUERIN, CAROLE	Cas. 34 Bureau officier Nouveaux mobilier pour les officiers Entente #854079 Martin Déry	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 725,81 $
TENAQUIP LIMITED	1179908	02 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM INVENTAIRE. GANTS PERFORMANCE BOB DALE, PAS D'ÉQUIVALENT	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 748,56 $
TENAQUIP LIMITED	DEP16505	08 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	DESBAILLETS - Installation d'une zone d'entreposage de déchets mercure et délimiter sur le plancher à l'aide de collant visible, un espace sécuritaire devant l'espace de rangement des bouteilles de g	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 459,60 $
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA) INC.	DEU25087	07 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Cone pour Analyseur iCAP - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 832,11 $
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA) INC.	DEU25704	22 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	SR - Y CONNECTOR 0.5MM	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 022,39 $
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1172565	03 FÉVR. 2017	GIRARD, SYLVIE	DRM-INVENTAIRE- Réparation coussin sauvetage ''CUBE'' pour le SIM; soumission: 6056	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 329,20 $
TOTAL CANADA INC.	DEP16515	09 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Huile Preslia pour U1 haute pression packing à serrer et changer l'huile de la pompe (JG Poirier) - Huile Nevastane pour pompes basse pression (D. Arseneau)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 153,26 $
TRADUCTION DOCUMENS	32498	09 FÉVR. 2017	FERRAZ, STEPHANIE	Artistes	Police	Activités policières	2 680,30 $
TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	1181950	09 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Paiement de facture #1908 et les autres suivantes de 2017 pour le service de traduction.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 149,62 $

TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	1124474	01 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	2016 - LOCATION D'UN BOUTEUR (BELIER MECANIQUE) DE TYPE D6R LGP POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 748,12 $
TRANSPORT SIMULATION SYSTEM TSS	1184047	20 FÉVR. 2017	MORIN, ISABELLE	Formation en informatique - Formation d'Abdelkader Messaouddu - 7 au 9 février 2017	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 065,52 $
TRAVEX EQUIPEMENT SECURITE INC.	DEU25618	16 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Sécurité variée - Magasin et Ingéniérie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 049,14 $
TRICOTS DRISDELLE	1180383	03 FÉVR. 2017	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bas sur entente cadre pour l'inventaire du SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 630,60 $
TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC.	DEP16554	13 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	VANNES - Raccords cam-lock 4po	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 214,02 $
UAP INC.	1182978	15 FÉVR. 2017	TOUSIGNANT, YVES	DRM INVENTAIRE. CAISSE DE 4 X 4 LITRES HUILE MOTEUR DIESEL SAE 15W40 API CJ-4 HEAVY DUTY, PAS D'ÉQUIVALENT	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 489,46 $
UNIFORMES LE GRAND (1983) INC.	1181924	09 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Commande 2017, jupe pour les préposées au CCSI.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 540,70 $
UNIMANIX INDUSTRIES INC.	DEU25581	14 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	Système de nettoyage de drain Unimanix - Planification des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 582,78 $
UNITED RENTALS (TMA#518086)	DEU23002	15 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	2 Nacelles articulées louées 4 mois - Démontage de la Pompe GMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 755,12 $
UNITED RENTALS (TMA#518086)	DEU25698	01 FÉVR. 2017	FONTAINE, RICHARD	Inspection complet des opérations et du systeme de secutité	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 589,40 $
UNIVAR CANADA LTD.	DEP16559	14 FÉVR. 2017	REBSELJ, VINCENT	Achat de bidon de 300kg chacun, d´aluminate SAX-23	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 110,26 $
USINAGE USI-MAX INC.	DEU25451	06 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	EA DI: MODIFICATION DU BOITIER DU ROULEMENT ARBRE CENTRAL INC2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 328,62 $
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2017periode03	08 FÉVR. 2017	COLAIMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 03 - Valade et associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 004,34 $
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2017periode04	20 FÉVR. 2017	COLAIMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2017 - Période 04 - Valade et associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 276,19 $
VANEX INC.	DEU25409	02 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	Vanne réparée à la Station Marc-Aurèle Fortin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 168,02 $
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE	DEU25619	16 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	30 Tubes et 51 Raccords Swagelok - Dessableurs et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	693,52 $
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE	DEU25619	17 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	30 Tubes et 51 Raccords Swagelok - Dessableurs et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 167,46 $
VENTES INDUSTRIELLES LIQUITECK INC.	DEP16636	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de pièces pour pompe Gould en prévision de diverses activités d'entretien.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 612,95 $
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP16672	22 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Pierrefonds - Pièces pour fabrication accouplement d'arbre 9 en inox pour mélangeur actiflo	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 558,46 $
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEU25625	16 FÉVR. 2017	VERREAULT, MICHEL	PAL - LAMP REMPLACEMENT KIT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 804,97 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2017

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1183099	15 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Carburant (essence, diesel) - Consommation essence D.D.O. couvrant la période du mois de Décembre 2016.	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 869,68 $
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1184562	22 FÉVR. 2017	BRUNELLE, MANON	BCO - Avis de mutation de la Ville de Dollard-Des Ormeaux pour l'année 2017 - Service de l'évaluation foncière.	Évaluation foncière	Évaluation	2 600,00 $
VILLE DE MONTREAL-EST	1180266	03 FÉVR. 2017	GIRARD, SYLVIE	Carburant (essence, diesel, kérosène) - Octobre à Décembre 2016 -Ville Montrel-Est.	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 650,21 $
VILLE DE POINTE-CLAIRE	1180956	07 FÉVR. 2017	HALLE, BRUNO	Entretien et nettoyage du fosse Denis appartenant à l'Agglomération Montréal - Fauchage exécuté le 8 et 13 juillet 2016 - La coupe d'herbe et nettoyage exécutés 1er et 2 novembre 2016	Service de l'eau	Réseaux d'égout	6 694,03 $
VISION SOLUTIONS DE PROCEDES INC.	1183348	16 FÉVR. 2017	BORNAIS, LUC	2017 - Matériel divers pour le CESM	Environnement	Protection de l'environnement	2 207,12 $
VOLCIO INC.	1160038	06 FÉVR. 2017	HOUDE, ALAIN	Projet pilote pour la Maison des Régions. Gestion, conseil, indicateurs de performance.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	8 267,77 $
VWR INTERNATIONAL	1179652	01 FÉVR. 2017	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Soumission 8602336454, daté 27.01.2017. VWR Wipers 11,4x21,3 cm PK280, cat#82003-820	Environnement	Protection de l'environnement	4 061,24 $
VWR INTERNATIONAL	1185048	24 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	1 125,36 $
VWR INTERNATIONAL	1185048	24 FÉVR. 2017	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Protection de l'environnement	1 125,38 $
VWR INTERNATIONAL	DEP16695	27 FÉVR. 2017	MARTEL, SIMON	VWR - Analyseur PH ETC pour Laboratoire	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 193,90 $
WILLIAM SCULLY LIMITEE	1182039	10 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Commande de porte feuille en cuir noir	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14 242,60 $
WILLIAM SCULLY LIMITEE	1182329	13 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Commande insigne Kepi pompier	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 076,78 $
WILLIAM SCULLY LIMITEE	1182936	20 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Commande insigne portefeuille pompier, lieutenant et capitaine pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	115,38 $
WILLIAM SCULLY LIMITEE	1182936	15 FÉVR. 2017	LECOURS, SYLVAIN	Commande insigne portefeuille pompier, lieutenant et capitaine pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 980,48 $
WILSON & LAFLEUR, LIMITEE	1181478	08 FÉVR. 2017	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Achat d'annuaire téléphonique judiciaires 2017 - Édition 93. Facture 7059	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 015,00 $
WOLSELEY CANADA INC.	DEP16472	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Atwater - Besoin de taraudeuse pour les plombiers	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 052,50 $
WOLSELEY CANADA INC.	DEP16475	06 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	DESBAILLETS - Quincaillerie plomberie PVC et colle cpvc xitrec 24	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 948,43 $
WOLSELEY CANADA INC.	DEP16633	20 FÉVR. 2017	MAHER, HELENE	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de divers articles de plomberie en prévision de diverses activités d'entretien . ENTENTE 1114700.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 088,67 $
WSP CANADA INC.	DEP16602	16 FÉVR. 2017	SAINT-DENIS, DANIEL	REQUP2 Mandat SP2011-02(5) Gestion du contrat à taux horaire pour l'année 2017	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	131 134,94 $
						Total:	5 849 635,09 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 04.04

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1163430030

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en collaboration avec le Service de la concertation des arrondissements et le Service de la mise en valeur du territoire, pour colliger et consolider l'information sur les conséquences financières et opérationnelles, appréhendées ou observées, de l'application du Plan d'action en cinq points et du moratoire sur les champs de compétence de la Ville et de l'agglomération de Montréal ainsi que sur leur cadre réglementaire, notamment en matière d'urbanisme, de gestion du domaine public, de sécurité et d'accessibilité universelle (R-5 et R-6);

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en coordination avec le Service de la concertation des arrondissements, afin de documenter les ratés de l'implantation des boîtes postales communautaires et de faire toutes les représentations nécessaires dans le but de faire valoir notamment le non-respect des lignes directrices, guides et normes sur lesquels repose le Plan d'action en cinq points (R-5 et R-6).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-20 10:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430030**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatif à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

CONTENU

CONTEXTE

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise a déposé son rapport de consultation et ses recommandations au conseil municipal, le 23 février 2015, et au conseil d'agglomération, le 26 février 2015, à la suite de l'examen public relatif *aux impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain* .
Le 11 mars 2015, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

11 mars 2015 - CE15 0449 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise relatifs à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-17

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2017-03-17

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉALAISE SUR LES IMPACTS SUR LA POPULATION MONTRÉALAISE DE LA DÉCISION DE POSTES CANADA D'ÉLIMINER LA LIVRAISON DU COURRIER À DOMICILE EN MILIEU URBAIN

Mise en contexte

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise a procédé le 9 décembre 2014, les 20, 21 et 22 janvier 2015 et le 17 février 2015 à l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain, et ce, tel que prévu à son programme d'activités (CG14 0158) et faisant suite à la déclaration adoptée par résolution du conseil municipal (CM13 1107). La Commission a adopté ses recommandations le 17 février 2015. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 23 février 2015 et à la séance du conseil d'agglomération du 26 février 2015. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 4 mars 2015 (CE15 0449). Depuis, le gouvernement du Canada a annoncé en mai 2015 le lancement de l'examen du service postal canadien de même que la mise en place d'un moratoire concernant l'implantation du Plan d'action en cinq points de la Société de la couronne, et plus particulièrement des boîtes postales communautaires sur le territoire. Un groupe de travail et un comité parlementaire ont été mandatés pour mener des consultations et produire un rapport à l'attention du gouvernement fédéral, qui devrait rendre sa décision au printemps 2017.

La Commission a formulé six recommandations. Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

PLAN D'ACTION EN 5 POINTS DE POSTES CANADA

R-1

Que la Ville et l'agglomération de Montréal considèrent tous les recours possibles et fassent pression auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada pour mettre fin à l'implantation de nouvelles boîtes postales communautaires sur leur territoire.

Réponse à R-1

Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la Ville et l'agglomération de Montréal considèrent tous les recours possibles et fassent pression auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada pour mettre fin à l'implantation de nouvelles boîtes postales communautaires sur leur territoire.

Le comité exécutif a mandaté les services juridiques de la Ville de Montréal, et une requête a été déposée et entendue dans le cadre du recours intenté par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et autres groupes, en Cour fédérale, pour contester la décision de Postes Canada de mettre fin à la livraison du courrier à domicile (CE15 0351).

Le comité exécutif a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin d'adresser une lettre au président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra. Cette lettre a été transmise en août 2015. Elle avait pour objectifs : de

demander un moratoire à propos de la décision de Postes Canada d'éliminer la distribution du courrier à domicile en milieu urbain; de demander le rétablissement de ce service; d'effectuer un bilan des étapes franchies par la Ville de Montréal dans ce dossier; de résumer le positionnement de la Communauté métropolitaine de Montréal, de l'Union québécoise des municipalités, des villes liées et d'autres municipalités canadiennes; de demander de rendre public les études déjà effectuées et, enfin, de demander que soient réalisées des études supplémentaires (voir R-4) qui seront validées scientifiquement.

R-2

Que la Ville et l'agglomération de Montréal refusent l'application du Plan d'action en cinq points de Postes Canada, au nom des citoyens et citoyennes qu'elles représentent, et exhortent la société d'État à maintenir la livraison du service postal à domicile en milieu urbain.

Réponse à R-2

Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la Ville et l'agglomération de Montréal refusent l'application du Plan d'action en cinq points de Postes Canada au nom des citoyens et citoyennes qu'elles représentent et exhortent la société d'État à maintenir la livraison du service postal à domicile en milieu urbain.

Le comité exécutif a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales pour agir en tant que répondant de la Ville en matière de tout échange avec Postes Canada et mandate le Service de la concertation des arrondissements pour consolider l'ensemble de l'information sur les interventions de Postes Canada sur le territoire de la Ville et de l'agglomération de Montréal.

Le comité exécutif a mandaté la Direction générale pour adresser à l'ensemble des arrondissements une note (transmise en novembre 2014) rappelant la position de la Ville quant à la décision de Postes Canada et demandant de colliger et de transmettre toute information sur les interventions de Postes Canada sur le domaine public de leur territoire au Bureau des relations gouvernementales et municipales et au Service de la concertation des arrondissements.

Tel que mentionné précédemment, le comité exécutif a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin d'adresser une lettre au président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra. Cette lettre a été transmise en août 2015. Elle avait pour objectifs de demander notamment la mise en place d'un moratoire sur la décision de Postes Canada, l'élimination de la mesure prévoyant la fin de la distribution du courrier à domicile en milieu urbain et le rétablissement de ce service sur le territoire de l'agglomération et de la Ville de Montréal.

R-3

Que la Ville et l'agglomération de Montréal déposent une requête en intervention en Cour fédérale afin qu'elle puisse intervenir et être informée du déroulement du dossier dans le cadre du recours entamé par le Syndicat des travailleurs et des travailleurs des postes (STTP), le Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, l'Alberta

Network for Mental Health, l'Arch Disability Law Centre, la Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, la Fédération nationale des retraités, l'Association des syndicalistes retraités du Canada et mesdames Patricia Israel et Susan Dixon.

Réponse à R-3

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et, tel que mentionné, a mandaté le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour présenter une requête afin d'intervenir, dans le cadre du recours intenté par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et autres groupes en Cour fédérale afin de contester la décision de Postes Canada de mettre fin à la livraison du courrier à domicile (CE15 0351).

R-4

Que la Ville et l'agglomération de Montréal exigent de Postes Canada :

- Une étude sur l'évaluation des conséquences économiques de la perte d'emplois directs et indirects de ses employés;

- Une étude sur les risques de perte de valeur du patrimoine immobilier pour les propriétaires situés près des emplacements des boîtes postales communautaires.

Réponse à R-4

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin d'adresser une lettre au président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra, pour demander de réaliser et de rendre publiques, dans les meilleurs délais, les deux études recommandées.

LES IMPACTS SUR LES CHAMPS DE COMPÉTENCES DES VILLES

R-5

Que la Ville et l'agglomération de Montréal fassent valoir, auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada, les conséquences financières et opérationnelles, appréhendées ou prévisibles, notamment en matière d'urbanisme, de gestion du domaine public, de sécurité et d'accessibilité universelle.

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et a mandaté le Bureau des relations gouvernementales et municipales afin de suivre, d'analyser et de préparer les représentations de la Ville dans le cadre de toute consultation à venir à ce sujet. La Ville de Montréal a d'ailleurs participé aux consultations menées par le Groupe de travail, le 16 juin 2016. La Ville a également participé à l'étude sur la Société canadienne des postes du comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, le 26 septembre 2016. Un mémoire présentant les positions de la Ville a été déposé à ces deux occasions.

R-6

Que la Ville et l'agglomération de Montréal fassent valoir, auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada, les ratés de l'implantation des boîtes postales communautaires, notamment le non-respect des lignes directrices, guides et normes sur lesquels repose le Plan d'action en cinq points.

Réponse à R-5 et R-6

Le comité exécutif est favorable à ces deux recommandations et mandate le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en collaboration avec le Service de la concertation des arrondissements et le Service de la mise en valeur du territoire, pour colliger et consolider l'information sur les conséquences financières et opérationnelles, appréhendées ou observées, de l'application du Plan d'action en cinq points et du moratoire sur les champs de compétence de la Ville et de l'agglomération de Montréal ainsi que sur leur cadre réglementaire, notamment en matière d'urbanisme, de gestion du domaine public, de sécurité et d'accessibilité universelle.

Le comité exécutif mandate le Bureau des relations gouvernementales et municipales, en coordination avec le Service de la concertation des arrondissements, afin de documenter les ratés de l'implantation des boîtes postales communautaires et de faire toutes les représentations nécessaires dans le but de faire valoir notamment le non-respect des lignes directrices, guides et normes sur lesquels repose le Plan d'action en cinq points.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise pour la qualité du rapport qui a été produit à la suite de l'examen public des impacts sur la population montréalaise de la décision de Postes Canada d'éliminer la livraison du courrier à domicile en milieu urbain et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Montréal

Commission permanente sur l'inspecteur général

Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspecteur général visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal

Rapport déposé au conseil municipal
le 27 mars 2017

Rapport déposé au conseil d'agglomération
le 30 mars 2017

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission permanente sur l'inspecteur général

Présidente

Mme Lorraine Pagé
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidents

M. Richard Bergeron
Arrondissement de Ville-Marie

M. Benoit Dorais
Arrondissement Le Sud-Ouest

Mme Erika Duchesne
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Edgar Rouleau
Cité de Dorval

Membres

Mme Manon Barbe
Arrondissement de LaSalle

M. Éric Alan Caldwell
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Manon Gauthier
Arrondissement de Verdun

M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord

M. Beny Masella
Ville de Montréal-Ouest

Mme Marie-Andrée Mauger
Arrondissement de Verdun

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 27 mars 2017

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres des conseils municipal et d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément aux règlements 14-013 et RCG 14-014, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal ses commentaires et recommandations faisant suite au dépôt par l'inspecteur général du Rapport de recommandations visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Lorraine Pagé
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

MISE EN CONTEXTE

Le 5 décembre 2016, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a rendu public un rapport portant sur divers contrats octroyés (ou prévus être octroyés) à l'organisme à but non lucratif (OBNL) Montréal en histoires (MEH) dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal. Ce rapport porte sur des contrats et projets de contrats émanant des arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest ainsi que du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). Le rapport a aussi été déposé au conseil municipal à sa séance du 19 décembre 2016.

Il est à noter qu'à la suite du dépôt du Rapport du BIG, les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest ont résilié les contrats les liant à MEH. Dans le cas du contrat avec le SGPVMR, l'Administration n'a pas donné suite au processus d'octroi de gré à gré.

L'inspecteur général, Me Denis Gallant a exposé à la Commission ses conclusions quant à ces trois contrats, ainsi que les recommandations s'adressant aux conseils municipal et d'agglomération et portant sur les interventions du Service des affaires juridiques (SAJ) dans les dossiers d'octroi de contrats de gré à gré avec des OBNL.

Les membres de la Commission ont, par la suite, poursuivi leur analyse et convenu des recommandations consignées au présent rapport.

LE RAPPORT DE RECOMMANDATIONS DE l'INSPECTEUR GÉNÉRAL

L'enquête du BIG a révélé que l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires (MEH) a obtenu des contrats alors qu'il n'était pas en mesure de réaliser lui-même les projets prévus au contrat. En effet, l'essentiel des contrats accordés par les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest consistaient à éclairer ou illuminer des bâtiments ou structures. Or, MEH ne possède ni l'équipement, ni l'expertise, ni les compétences, ni le personnel lui permettant de réaliser seul l'objet principal de ces contrats. Tant pour la réalisation du projet de l'arrondissement de Lachine que pour celle du projet de l'arrondissement du Sud-Ouest, les trois-quarts des coûts de réalisation étaient associés à l'achat et à l'installation d'équipements, volet pour lequel MEH devait avoir recours à des fournisseurs et des sous-traitants.

Ce qui a frappé l'inspecteur général est que l'enquête sur MEH a révélé les mêmes irrégularités qu'il avait mis au jour dans le cadre de son enquête sur le Projet de revalorisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau. Dans les faits, MEH se trouve à avoir obtenu des contrats de gré à gré en raison de son statut d'organisme à but non lucratif, alors que d'importantes parties de ces contrats ne peuvent être réalisées par son personnel et doivent être confiées à des fournisseurs, à des consultants ou à des sous-traitants. MEH a agi ainsi comme une véritable courroie de transmission permettant à des entreprises commerciales d'obtenir de l'argent public, alors qu'il a dérogé aux règles d'adjudication pour conclure des contrats frôlant 1 M$ de gré à gré avec un organisme à but non lucratif.

La preuve recueillie par l'inspecteur général au cours de son enquête a démontré que MEH, en plus d'agir comme une courroie de transmission pour des fournisseurs et sous-traitants, était une façade pour Torrentiel, une entreprise commerciale détenue par Martin Laviolette et Georges Fournier, respectivement directeur général/producteur délégué et directeur administratif de MEH.

Par le biais de l'entente contractuelle intervenue entre l'organisme et Torrentiel, l'entreprise était en mesure d'obtenir de l'argent public provenant de contrats conclus de gré à gré avec MEH qui se présentait comme étant un organisme à but non lucratif, mais qui est en réalité géré et sous l'emprise d'une entreprise commerciale. La confusion entre Torrentiel et MEH dénature et compromet le statut d'organisme à but non lucratif de MEH. Dans les faits, la Ville et les arrondissements croyaient qu'ils transigeaient avec un organisme à but non lucratif, mais ont fait affaires avec des entreprises commerciales alors que le jeu de la concurrence n'a pas été suscité grâce à une procédure d'appel d'offres, tel que le requièrent la loi et les règles assurant la bonne gouvernance et la bonne gestion des deniers publics.

Me Gallant a conclu que l'exception permettant à un organisme à but non lucratif d'obtenir un contrat de gré à gré malgré sa valeur substantielle a été détournée de sa raison d'être. Cette exception a été utilisée comme véritable «fourre-tout» afin de déléguer à l'organisme des volets du contrat qui auraient dû être obtenus par des entreprises spécialisées par voie d'appel d'offres, afin de susciter la concurrence. Sous le prétexte de la facilité, il a ainsi été dérogé aux règles impératives et d'ordre public encadrant l'adjudication des contrats.

Il a ajouté que s'il avait pu résilier les contrats de son propre chef, il l'aurait fait sans la moindre hésitation. Pour l'inspecteur général, les irrégularités constatées dans ces deux contrats sont très graves.

Le BIG a, enfin formulé deux recommandations interpellant le Service des affaires juridiques :

1- Que tout contrat conclu par la Ville de Montréal ou l'un de ses arrondissements avec un organisme à but non lucratif, dont la dépense est supérieure à 100 000 $, fasse l'objet d'une intervention du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal

2- Que l'unité administrative responsable du contrat avise les élus de toute demande d'avis juridique auprès du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal en lien avec un contrat à être octroyé, mette cet avis à la disposition des élus pour consultation et informe les élus de la raison pour laquelle l'avis n'a pas été suivi, le cas échéant.

La Commission a tenu une séance le 19 janvier 2017 pour étudier ce rapport. Le BIG a alors résumé l'ensemble du dossier et souligné qu'il s'était entendu avec le Service des affaires juridiques sur une approche visant à remplacer les deux recommandations mentionnées plus haut. Le BIG et le SAJ ont travaillé à l'élaboration d'un formulaire de type «pense-bête» qui serait utilisé par les services municipaux pour des contrats avec des OBNL et qui se retrouverait dans les sommaires décisionnels.

LES COMMENTAIRES DU SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Les représentants du Service des affaires juridiques ont eu l'occasion de préciser à la Commission la nature du formulaire proposé conjointement avec le BIG.

Ils ont d'abord signalé leur accord avec la préoccupation manifestée par le BIG. Le SAJ s'est donc penché sur le type d'accompagnement qu'il pourrait faire auprès des divers intervenants en matière de gestion contractuelle.

L'idée d'une intervention dans tous les contrats de plus de 100 000 $ à des OBNL est étrangère à la mission première du SAJ. Pour le Service, la meilleure approche serait de définir un formulaire incluant toutes les questions liées aux divers critères nécessaires pour octroyer un contrat de gré à gré à un OBNL. L'unité d'affaires devrait donc documenter chaque point de passage pour déterminer s'il s'agit d'un contrat qui peut être octroyé de gré à gré. Le formulaire serait construit de façon à être une pièce incluse au dossier décisionnel.

Le formulaire pourrait aussi être utile aux unités d'affaires se demandent souvent s'ils doivent procéder par subvention ou par contrat de services. La frontière entre les deux est souvent mince. Le formulaire pourrait être un outil privilégié pour valider la justesse de la démarche. L'utilisation du formulaire pourrait être obligatoire, faire l'objet d'une directive du directeur général et être classé comme un enjeu stratégique.

Enfin, le formulaire devrait faire en sorte d'éviter l'émission d'avis juridiques dans chaque dossier de contrat avec un OBNL.

L'ANALYSE DE LA COMMISSION

La Commission constate que, deux ans après le rapport du BIG sur le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau, un stratagème de même nature est mis à jour par le BIG. Cette situation est préoccupante et des mesures de contrôle plus efficaces devront être mises en œuvre.

Les membres de la Commission ont pris connaissance des deux recommandations du BIG et constaté que celles-ci posaient des problèmes de mise en œuvre. Des échanges avec le SAJ ont conduit à proposer une autre façon d'atteindre les objectifs, soit la création d'un formulaire normalisé dans les cas de contrats de plus de 100 000 $ conclus de gré à gré avec des OBNL.

La Commission a bien compris que ce formulaire ferait partie du dossier décisionnel de ces contrats. Cette proposition semble adéquate comme solution. Il conviendrait sans doute que cela fasse l'objet d'une décision des instances pour être mise en œuvre.

La question des modalités de paiement aux fournisseurs dans les cas de contrats avec des OBNL est importante à la lumière des dossiers de MEH. La Commission est d'avis

que les lignes directrices devraient être précisées pour éviter qu'une part trop élevée du coût du contrat ne soit versée à l'adjudicataire dès la signature.

Un dernier élément est hautement préoccupant aux yeux de la Commission : le fait qu'un des associés de MEH (et de Torrentiel) soit un employé de la Ville de Montréal en congé sans solde depuis de nombreuses années. Une réflexion sur un tel phénomène s'impose et devrait conduire à des décisions et des lignes directrices de la part de la Direction générale ou du Service des ressources humaines. Il est, en effet, difficile de concevoir qu'une personne ayant conservé des liens d'emploi avec la Ville de Montréal signe des contrats de biens et services avec cette dernière.

LES RECOMMANDATIONS

La Commission remercie l'inspecteur général, Me Denis Gallant et les membres de son équipe. Elle remercie également les représentants du Service affaires juridiques pour leur collaboration à ses travaux dans le présent dossier.

La Commission soumet les recommandations suivantes au conseil municipal :

CONSIDÉRANT le Rapport de recommandations de l'inspecteur général portant sur divers contrats et projets de contrats à l'OBNL Montréal en histoires dans le cadre du 375^{e} anniversaire de Montréal;

CONSIDÉRANT les règles en vigueur visant l'octroi de contrats de gré à gré à des OBNL;

CONSIDÉRANT les mesures proposées conjointement par le Bureau de l'inspecteur général et le Service des affaires juridiques - et validées par la Commission - pour encadrer l'octroi de contrats de gré à gré à des OBNL;

CONSIDÉRANT les calendriers et les modalités de paiement prévus dans les contrats octroyés de gré à gré à des OBNL;

CONSIDÉRANT que le versement de la presque totalité du montant d'un contrat à un OBNL dès la signature ne constitue pas une bonne pratique d'affaires;

CONSIDÉRANT l'importance d'établir des distinctions claires entre un contrat octroyé de gré à gré à un OBNL et une contribution à un OBNL;

CONSIDÉRANT les possibles situations de conflits d'intérêts dans l'octroi de contrats à des OBNL;

R-1
La Commission recommande que, dans les cas de contrats avec des OBNL, le dossier décisionnel comporte un formulaire obligatoire*, tel que préparé par le Service des affaires juridiques, dans lequel l'unité d'affaires devra documenter chaque point de passage pour déterminer s'il s'agit bel et bien d'un contrat qui peut être octroyé de gré à gré.

R-2
La Commission recommande à l'Administration de resserrer les règles en matière de gestion contractuelle en ce qui a trait aux modalités de paiement aux fournisseurs dans le cas de contrats avec des OBNL.

R-3
La Commission recommande à l'Administration que la Direction générale et le Service des ressources humaines établissent des règles claires en ce qui a trait à la présence de personnes ayant des liens d'emploi avec la Ville de Montréal et agissant comme administrateur ou comme gestionnaire d'OBNL qui contractent avec la Ville de Montréal.

* Le formulaire mentionné en R-1 est présenté en annexe

ANNEXE

Formulaire

QUALIFICATION DU CONTRAT CONCLU AVEC UN OBNL

(Le présent formulaire est un guide pour qualifier le type de contrat à conclure avec un OBNL.
En cas de doute, communiquez avec la Direction des affaires civiles.)

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : _____

Numéro d'entreprise (REQ) : _____

Numéro de sommaire décisionnel : _____

CONFIRMATION DU TYPE DE CONTRAT CONCLU AVEC L'OBNL

Considérant que _____
Nom de l'organisme
est un organisme à but non lucratif;

Considérant que le contrat à conclure entre la Ville et _____
Nom de l'organisme
est un contrat de _____
dont l'objet principal vise à _____ ;

Je confirme avoir vérifié les informations décrites ci-dessous et je confirme que la Ville peut :

- conclure de gré à gré ce contrat avec l'OBNL ☐
- verser une contribution financière à cet OBNL ☐

Signé à Montréal, ce _____e jour de_____ 20 _____

_____
Nom du responsable du dossier

INFORMATIONS À VÉRIFIER POUR QUALIFIER LE CONTRAT

Il est à noter que si la dépense nette du contrat est inférieure à 25 000,00 $, puisque la Ville peut conclure le contrat de gré à gré, la qualification du contrat n'est pertinente qu'en regard de l'application des taxes.

1- VÉRIFICATION DU STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISME

(Faire une recherche au registre des entreprises : http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca)

Organisme constitué en vertu de : ☐

- Partie III, Loi sur les compagnies du Québec ☐
- Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif

Association constituée en vertu du Code civil du Québec, coopérative, fondation ou fiducie ☐
(Vérifier avec la Direction des affaires civiles si l'organisme se qualifie comme OBNL)

Organisme public (école, hôpital, université, commission scolaire ou autre) ☐

Note : *Si aucune des cases ci-dessus n'est cochée, l'organisme ne se qualifie pas à titre d'OBNL, donc il n'est pas possible de lui verser une contribution financière. Aussi, on ne peut conclure de gré à gré avec l'organisme un contrat de services, de fourniture de matériel ou de matériaux ou d'assurances dont la dépense est de 25 000,00 $ et plus.*

Les lettres patentes, l'acte constitutif ou un autre document (dont le registre des entreprises) démontrant le statut juridique de l'OBNL a-t-il été obtenu?

OUI ☐ NON ☐

Si NON, pourquoi? _____

Note : L'obtention de ces documents permet de vérifier le caractère à but non lucratif et la mission de l'OBNL.

2- OBJET DU CONTRAT

Mis à part l'octroi d'une contribution financière pour laquelle il n'y a pas de seuil de dépense établi, tout contrat dont la dépense est de moins de 25 000,00 $ (taxes incluses) peut être conclu de gré à gré avec un OBNL.

2.1 Convention de contribution financière

- Est-ce que le contrat vise à verser une contribution financière à l'OBNL dans le but qu'il réalise son projet/son activité/son événement dans le cadre de sa mission?

OUI ☐ NON ☐

- Si l'OBNL pouvait obtenir le financement requis sans la contribution financière de la Ville, est-ce qu'il réaliserait le projet/l'activité/l'événement de façon indépendante?

OUI ☐ NON ☐

Si vous répondez OUI aux questions précédentes, ceci est une indication que le contrat à conclure est une contribution financière. Voir également les questions concernant le contrat de services pour vous assurer que c'est bien une contribution financière.

- L'OBNL a-t-il d'autres sources de financement que la Ville?

OUI ☐ NON ☐

Si OUI, ceci est un indice additionnel que c'est une convention de contribution financière qui sera conclue avec l'OBNL

2.2 Contrat de services

L'article 573.3.3.1 de la Loi sur les cités et villes stipule : « *Tout contrat par lequel une municipalité confie implicitement l'exercice d'une compétence municipale est assimilé à un contrat dont l'objet est la fourniture de services.* ».

Exemples de prestations de services par des OBNL qui consistent en l'exercice d'une compétence de la Ville :

organisation, promotion, gestion d'activités ou de loisirs (camp de jour, cours de danse…);

administration, exploitation et gestion d'un bien appartenant à la Ville (gestion de l'accueil et des activités d'un chalet de parc, d'un centre de soccer, d'une piscine);

services et services professionnels (coordination et gestion d'un projet comme le circuit de Montréal en histoire, aide aux sinistrés, application du programme montréalais de sécurité ubaine ou d'un autre programme de la Ville).

- Est-ce que le contrat vise à ce que l'OBNL rende un service à la Ville?

OUI ☐ NON ☐

- Est-ce que la prestation de services de l'OBNL consiste en l'exercice d'une compétence qui relève de la Ville?

OUI ☐ NON ☐

Si vous répondez OUI aux questions précédentes, il s'agit d'un contrat de services.

- S'il s'agit d'un contrat de services en matière de collecte, de transport, de transbordement, de recyclage ou de récupération de matières résiduelles, la dépense est-elle :
  - d'une valeur de moins de 25 000,00 $? ☐
  - d'une valeur de 25 000,00 $ et plus? ☐

Si la dépense de ce contrat de services en matière de collecte, de transport, de transbordement, de recyclage ou de récupération de matières résiduelles est de 25 000,00 $ et plus, ce type de contrat de services <u>ne peut être conclu</u> de gré à gré avec un OBNL, il faut procéder par un appel d'offres sur invitation ou public, selon le cas.

- Est-ce qu'il s'agit d'un contrat de services dont la dépense est :
  - d'une valeur de moins de 1 000 000,00 $, incluant tous les renouvellements de contrat? ☐
  - d'une valeur de 1 000 000,00 $ et plus incluant tous les renouvellements de contrat? ☐

Si la dépense de ce contrat de services est de 1 000 000,00 $ et plus (incluant tous les renouvellements), l'OBNL doit détenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour conclure le contrat avec la Ville. Vous pouvez vérifier si l'OBNL a cette autorisation au registre de l'AMF : http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-entreprise-individu.

- L'OBNL a-t-il une autorisation de l'AMF? OUI ☐ NON ☐

2.2 Contrat de fourniture de matériel ou de matériaux ☐

2.3 Contrat d'assurance ☐

2.4 Contrat d'exécution de travaux

S'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux, la dépense est-elle :

- d'une valeur de moins de 25 000,00 $? ☐
- d'une valeur de 25 000,00 $ et plus? ☐

Si la dépense de ce contrat d'exécution de travaux est de 25 000,00 $ et plus, ce type de contrat ne peut être conclu de gré à gré avec un OBNL, il faut procéder par un appel d'offres sur invitation ou public, selon le cas.

3. MISSION DE L'OBNL

Tant pour l'octroi d'une contribution financière que pour la conclusion d'un contrat de services, de fourniture de matériel, de matériaux ou d'assurances, il faut s'assurer que l'objet du contrat s'inscrive dans le cadre de la mission de l'OBNL. Vous pouvez vérifier cette mission dans l'acte constitutif, les lettres patentes et aussi sur le site Internet de l'OBNL.

- Est-ce que l'objet du contrat à conclure avec l'OBNL s'inscrit dans le cadre de sa mission?

OUI ☐ NON ☐

Si OUI, vous pouvez conclure le contrat avec l'OBNL.

4. EXÉCUTION DU CONTRAT

Le contrat de services, de fourniture de matériel, de matériaux et d'assurances doit être exécuté essentiellement par l'OBNL, c'est-à-dire que l'OBNL doit avoir la compétence, les ressources et les connaissances pour produire et fournir l'essentiel des services et biens visés par le contrat avec la Ville.

- Est-ce que l'OBNL a les ressources, la compétence et les connaissances pour produire et fournir l'essentiel des services et des biens?

OUI ☐ NON ☐

- Si l'OBNL doit sous-traiter pour exécuter son contrat, est-ce que ce sera de manière accessoire?

OUI ☐ NON ☐

À noter que si l'OBNL doit sous-traiter une partie du contrat, il devra vous fournir préalablement les informations confirmant que la sous-traitance est accessoire.

Si vous répondez OUI aux questions précédentes, il est possible de conclure le contrat de gré à gré avec l'OBNL.

Montréal

Commission permanente sur l'examen des contrats

Bilan de la sixième année d'activité (2016)

Rapport et recommandations

Rapport déposé au conseil municipal
Le 27 mars 2017

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 30 mars 2017

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux Commissions et de la règlementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 27 mars 2017

M. Denis Coderre
Maire
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.113
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le maire,

Nous avons l'honneur de déposer au conseil le *Bilan de la sixième année d'activité* de la Commission permanente sur l'examen des contrats. Ce rapport, faisant suite à l'examen de quatre-vingt-un (81) contrats en 2016, présente le bilan des travaux réalisés et fait état de huit (8) recommandations découlant des dossiers étudiés durant l'année et des actions prises par l'administration suite aux recommandations antérieures de la commission.

Nous tenons à remercier les représentants des différentes unités administratives qui ont participé aux travaux de la Commission en 2016.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ	*ORIGINAL SIGNÉ*
Émilie Thuillier	Pierre G. Laporte
Présidente	Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 4

La Commission permanente sur l'examen des contrats 4

Le bilan des activités de 2016 7

Les constats et recommandations 10

Annexe 1 : Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016 15

Annexe 2 : Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016 29

INTRODUCTION

En 2016, la Commission a approfondi les enjeux rencontrés lors de ses six premières années d'activité. La Commission a pu, tout au long de l'année, réaliser l'étude des contrats soumis avec une grande cohérence et de dégager des positions communes, qui font l'objet de recommandations.

La Commission a compilé des statistiques sur les quatre-vingt-un (81) mandats qui lui ont été confiés en 2016. Ces données témoignent de la diversité des dossiers traités, ainsi que de la charge de travail qui en découle avec la tenue de vingt-cinq (29) séances de travail et la lecture de milliers de pages de documentation.

LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

En novembre 2009, la Commission de la présidence du conseil s'était vue confier par le conseil municipal le mandat d'évaluer le rôle et les responsabilités des commissions, ainsi que les liens entre les commissions et le comité exécutif, en ayant pour objectifs de mieux définir et d'élargir les responsabilités des commissions, incluant l'examen des octrois de contrats, et ainsi permettre aux élus d'être plus imputables et davantage partie prenante aux décisions, et de rendre plus transparent le processus décisionnel relié à l'octroi de contrats (CM09 0993).

Le 14 juin 2010, la Commission de la présidence du conseil déposait au conseil municipal un rapport de consultation et des recommandations en lien avec ce mandat. Dans son rapport, celle-ci recommandait notamment la création d'une Commission d'examen des contrats.

Dans sa réponse du 25 octobre 2010 (CM10 0753), le comité exécutif confirmait que « la mise en place d'une Commission d'examen des contrats s'avère un outil indispensable pour tous les élus qui sont imputables des décisions prises au conseil municipal ».

À sa séance du 14 décembre 2010, le conseil municipal créait la Commission permanente sur l'examen des contrats.

La mission

La Commission permanente sur l'examen des contrats a pour mission de s'assurer de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et d'en faire état aux instances compétentes, avant l'octroi. Elle peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de cette Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les membres

La Commission permanente sur l'examen des contrats, à l'instar des autres commissions permanentes, comporte deux volets : un volet municipal, pour les contrats qui concernent des

fonds strictement montréalais, et un volet d'agglomération, pour les contrats impliquant des fonds d'agglomération. La Commission à volet municipal comprend neuf membres auxquels s'ajoutent deux représentants des villes liées pour constituer le volet agglomération.

La composition de la Commission a été la même pour toute l'année 2016 :

Mme Émilie Thuillier, présidente
Mme Paola Hawa, vice-présidente
Mme Karine Boivin Roy, vice-présidente
Mme Dida Berku, membre
M. Richard Celzi, membre
Mme Marie Cinq-Mars, membre
M. Richard Deschamps, membre
M. Marc-André Gadoury, membre
M. Manuel Guedes, membre
Mme Louise Mainville, membre
Mme Lili-Anne Tremblay, membre

Tout au long de l'année 2016, les membres de la Commission ont participé assidument et consciencieusement aux travaux dans un climat de grande collaboration. La motivation et l'intérêt manifestés par les membres dans l'étude des mandats reçus du comité exécutif ont été à la hauteur des conclusions et des recommandations qui ont été soumises à l'administration.

Les critères d'examen

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Les contrats répondant à l'un ou l'autre des critères suivants ont ainsi fait l'objet d'un examen de la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat :

1. Contrat de plus de 10 M$;

2. Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ ou contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et répondant à l'une des conditions suivantes :

    - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;

    - Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*;

    - Contrat accordé à un consortium;

    - Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;

    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

    - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;

    - Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

Le fonctionnement des séances de travail

Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique de l'information partagée, les séances de la Commission se déroulent à huis clos. Chaque personne invitée à prendre part à une séance de travail de la Commission, de même que les élus qui en sont membres, sont tenus au respect de la plus stricte confidentialité à l'égard de l'information reçue dans le cadre de l'examen d'un dossier.

Pour chaque contrat étudié, les commissaires reçoivent au préalable le sommaire décisionnel, incluant les annexes et les documents joints. Par la suite, les responsables des unités administratives sont invités à se présenter devant la Commission pour exposer brièvement leur dossier et répondre aux questions des commissaires. Enfin, la Commission délibère et adopte ses conclusions.

Chaque contrat fait l'objet d'un rapport distinct, soumis au comité exécutif.

LE BILAN DES ACTIVITÉS 2016

En 2016, la Commission a tenu vingt-neuf (29) séances de travail. Elle a étudié un total de quatre-vingt-un (81) contrats, ce qui constitue une année record et représente 25 % de tous les contrats étudiés par la Commission depuis sa création. Cinquante-six (56) de ces contrats relevaient de la compétence du conseil d'agglomération et vingt-cinq (25) de la compétence du conseil municipal. En 2016, la Commission a étudié sept (7) contrats de plus qu'en 2015, qui était la dernière année record.

Mandats reçus du comité exécutif en 2016

Mois	Agglomération	Municipal
Janvier	2	0
Février	2	1
Mars	7	3
Avril	4	3
Mai	16	4
Juin	6	3
Juillet	0	0
Août	3	2
Septembre	4	2
Octobre	1	1
Novembre	4	2
Décembre	7	4
Total	**56**	**25**

Le tableau suivant indique la répartition mensuelle des contrats étudiés par la Commission. On constate que le mois de mai a été le plus occupé. Il faut noter que la Commission a aussi consacré plusieurs séances, en février et en mars, à la préparation du bilan 2016 de ses activités.

Séances et dossiers traités par mois en 2016

Mois	Séances	Dossiers étudiés
Janvier	1	2
Février	3	3
Mars	4	10
Avril	3	11
Mai	4	16
Juin	4	9
Juillet	0	0
Août	2	5
Septembre	2	6
Octobre	1	2
Novembre	2	6
Décembre	3	11
Total	**29**	**81**

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre de dossiers étudiés annuellement par la Commission depuis sa création. Il convient de noter que la Commission a entrepris ses travaux au printemps 2011, ce qui explique le faible nombre de contrats étudiés durant sa première année d'existence. Par ailleurs, la volonté de l'administration d'augmenter le niveau de réalisation des projets du Programme triennal d'immobilisations (PTI) a entraîné une hausse substantielle du nombre de dossiers étudiés à compter de 2015.

Nombre de dossiers étudiés annuellement par la Commission

Année	Dossiers municipaux	Dossiers d'agglomération	TOTAL
2011	12	18	30
2012	17	32	49
2013	11	32	43
2014	13	34	47
2015	16	58	74
2016	25	56	81
Total	**94**	**230**	**324**

Le tableau ci-dessous indique de quelles unités administratives provenaient les contrats examinés par la Commission en 2016. Les dossiers en provenance du Service des infrastructures, de la voirie et des transports et du Service de la gestion et de la planification immobilière comptent à eux seuls pour 53 % des dossiers étudiés.

Dossiers traités par unité administrative responsable - 2016

Unité administrative	***Nombre de dossiers***
Service des infrastructures, de la voirie et des transports	***26***
Service de la gestion et de la planification immobilière	***17***
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal	***11***
Service des technologies de l'information	***9***
Service de l'eau	***4***
Arrondissement de Ville-Marie	***2***
Service de l'approvisionnement	***2***
Service de la culture	***2***
Service de l'environnement	***2***
Arrondissement de Lachine	***1***
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro	***1***
Service des affaires juridiques	***1***
Service de la concertation des arrondissements	***1***
Service du développement social et des sports	***1***
Service de sécurité incendie	***1***
TOTAL	***81***

La Commission a également recensé le nombre de dossiers traités par critère d'examen. Seize (16) dossiers étudiés en 2016 répondaient à plus d'un critère.

Répartition des contrats étudiés en 2015 selon les critères d'examen

Critères d'examen	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M$	29
Contrats de biens et services ou d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$	
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	30
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le 2e plus bas soumissionnaire conforme	7
- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres	5
- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande	5
- L'adjudicataire en est à son 3e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	3
- Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	2
Contrats de services professionnels de plus de 1 M$	
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la 2e meilleure note suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation	9
- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres	7
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	6
- Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	1

Il convient de souligner que la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat dans quatre-vingt (80) des quatre-vingt-un (81) mandats étudiés. Le dossier pour lequel la Commission n'avait pu constater la conformité fut présenté une seconde fois à la Commission avec des modifications. La conformité fut alors constatée.

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

De façon générale et comme ce fut le cas au cours des deux dernières années, les membres de la Commission ont constaté, en cours d'année, une certaine amélioration dans le contenu des sommaires décisionnels soumis. À l'évidence, des efforts ont été faits pour rendre les contenus plus précis, plus concis et plus compréhensibles. La Commission constate, cependant, qu'il y a encore place pour de l'amélioration, quant à la nature et à la pertinence des renseignements colligés dans les sommaires.

Recommandations à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission

Le contexte dans lequel un contrat est octroyé revêt une importance capitale pour bien comprendre sa finalité et sa complémentarité par rapport à d'autres contrats relevant d'un même grand projet ou se situant dans un même environnement. La Commission a constaté, en cours d'année, que les efforts de mise en contexte des contrats sont variables et reposent souvent sur la bonne volonté des auteurs plutôt que sur la nécessité d'offrir la meilleure compréhension possible des liens entre les projets ou les diverses phases d'un même projet.

La Commission est bien au fait de l'existence d'un guide d'élaboration des sommaires décisionnels. Elle comprend également que les sommaires ne sont pas nécessairement des outils formels de reddition de comptes. À ce sujet, la Commission a pris bonne note de la réponse du comité exécutif à sa recommandation R-6 du Bilan 2015 de ses activités, mais elle juge néanmoins nécessaire de revenir à la charge et de réitérer cette recommandation.

La Commission rappelle, par ailleurs, que la Commission sur les finances et l'administration a fait la recommandation suivante en juin 2016 à l'occasion de l'étude du Rapport annuel du Vérificateur général de la Ville de Montréal : *«Que soit ajoutée aux sommaires décisionnels soumis à la Commission sur l'examen des contrats l'information relative aux résultats des contrats antérieurs en lien avec le contrat étudié, notamment en ce qui a trait aux dépassements du coût, à l'utilisation des contingences et aux retards dans leur réalisation.»*

R-1
Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement de façon à offrir une vue d'ensemble du contexte du contrat

À l'approche du 375^{e} anniversaire de Montréal, la Commission a été appelée à étudier divers contrats s'inscrivant dans de vastes projets (Escales découvertes du mont Royal, promenade fleuve-montagne, transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain, etc.).

Si certaines unités d'affaires apportent un soin particulier à situer le contrat étudié dans l'une ou l'autre des phases d'un projet plus vaste, il faut constater que cette pratique n'est pas systématique. Pour les commissaires, ces renseignements sont pourtant essentiels à la compréhension de la finalité des projets et surtout ils permettent une meilleure compréhension du processus d'appel d'offres et d'octroi du contrat étudié. Dans la mesure où les membres du conseil votent pour l'adoption de projets spécifiques dans le Programme triennal

d'immobilisation (PTI), notamment, il est légitime qu'ils soient informés de l'avancement de ces mêmes projets.

R-2
Que, dans le cas où un contrat porte sur un ou quelques objets qui s'inscrivent dans un projet plus large, les unités d'affaires présentent au sommaire décisionnel de chaque contrat un portrait des diverses phases du projet avec les prévisions budgétaires et les échéanciers prévus de réalisation.

Dans beaucoup de dossiers d'infrastructures, les services municipaux utilisent souvent certains prix de référence pour établir leurs estimations (coût des matériaux, coûts d'installation ou de construction, etc.). Bien que chaque projet comporte des caractéristiques particulières qui ne permettent pas de faire des comparaisons parfaites, il peut néanmoins être intéressant de retrouver dans les sommaires décisionnels des coûts unitaires ou des coûts au mètre linéaire, là où de tels coûts sont mesurables.

Un tel renseignement serait de nature à permettre des comparaisons prudentes (il y a, bien sûr, une grande variabilité dans les facteurs qui influencent les coûts d'un projet) et une meilleure compréhension des prix de certains soumissionnaires.

Pour ces raisons, la Commission réitère une recommandation déjà faite dans le passé sur cette question.

R-3
Que les unités d'affaires, dans les situations qui s'y prêtent (réhabilitation de conduites d'aqueduc ou d'égout, construction de chaussées, de bordures et de trottoirs, etc.), s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels des coûts unitaires de construction ou de réalisation (par exemple, au mètre linéaire).

Il est de mise dans la plupart, sinon la totalité, des contrats de retrouver des montants au titre des incidences. Ces montants sont parfois détaillés, parfois non. La Commission croit que le détail des incidences est une information pertinente, particulièrement, mais pas uniquement, lorsque les coûts des incidences dépassent les normes habituelles.

R-4
Que les unités d'affaires, dans tous les contrats où il y a des montants prévus pour les incidences, présentent dans les sommaires décisionnels la ventilation détaillée de ces montants.

Recommandations à l'égard des processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat

Au cours de l'année 2016, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) a, à plusieurs reprises, inclus à ses documents d'appel d'offres une clause de qualification des soumissionnaires portant sur l'expérience des soumissionnaires pour certains travaux. Cette clause de l'expérience du maître d'œuvre a été utilisée particulièrement dans les cas de contrats majeurs se déroulant sur des artères à forte circulation et pour lesquels des entrepreneurs ayant l'habitude de tels environnements étaient recherchés.

Pour la Commission, cette approche est tout à fait légitime, compte tenu de la complexité d'exécuter de tels travaux au cœur de quartiers densément peuplés où la circulation est particulièrement dense. Par exemple, pour les premiers contrats où cette clause a été appliquée, elle était libellée ainsi :

> « *Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq dernières années, un minimum de deux contrats de nature similaire et d'une valeur de 10 000 000 $ et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.* »

L'expérience a montré que cette approche n'a pas fait en sorte de limiter la concurrence ou de carrément fermer le marché.

La Commission a cependant noté que certaines des exigences prévues par cette clause auraient gagné à être plus précises et à ne pas laisser trop de place à de l'interprétation.

R-5
Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;

Que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

En août 2016, lors de l'étude d'un contrat préparé par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, la Commission a constaté une situation qui présentait un potentiel de conflit d'intérêt. Dans le cadre du mandat SMCE166316014 pour la reconstruction de passerelles et de sentiers au parc-nature de l'Île-Bizard, il a été expliqué que la même firme avait été appelé à réaliser à la fois les inventaires préalables aux travaux dans ce milieu sensible et les plans et devis de ces mêmes travaux. Pour la Commission, il conviendrait d'éviter que de telles situations ne se reproduisent.

R-6
Considérant l'importance d'éviter toute situation potentielle de conflit d'intérêt dans l'octroi des contrats;

Que les unités d'affaires s'assurent, dans l'octroi de contrats où la réalisation d'inventaires préalables et la préparation de plans et devis sont nécessaires, que ces activités soient menées par des firmes distinctes.

Recommandations à portée générale

Au cours de 2016, la Commission a vu le nombre de dossiers émanant du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) doubler par rapport à 2015. Cela témoigne sans doute d'une activité fébrile au sein du SGPI, mais cela représente également un nouveau défi pour la Commission.

Il s'agit souvent d'acquisitions de propriétés ou de baux immobiliers à long terme négociés de gré à gré. Contrairement aux contrats généralement étudiés par la Commission, il n'y a pas pour ces dossiers de processus d'appel d'offres, ni d'analyse d'écarts de prix entre soumissionnaires, puisque les transactions immobilières et les baux sont généralement négociés de gré à gré. La Commission doit donc décider de son constat sur des bases autres que pour les contrats «habituels». Dans ce contexte, il serait opportun pour la Commission d'être informée des grandes orientations de l'Administration en matière de gestion et de planification immobilière. Mieux outillés, les membres de la Commission seraient alors en mesure de porter des jugements et adopter des constats encore plus éclairés.

La Commission a entrepris, en début d'année 2017, des démarches pour qu'on lui présente la Stratégie immobilière de la Ville de Montréal, ce qui devrait se réaliser prochainement. Mais, pour les membres de la Commission, une telle présentation serait aussi profitable à l'ensemble des élus.

R-7
Qu'une présentation de la Stratégie immobilière de la Ville de Montréal soit offerte à l'ensemble des membres des conseils municipal, d'agglomération et d'arrondissement au cours de l'année 2017.

La Commission a déjà demandé dans le passé un certain élargissement de son mandat, notamment en ce qui a trait au suivi de l'exécution de certains contrats.

Au cours de l'année 2016, la Commission permanente sur l'inspecteur général (CPIG) en est venu à la même conclusion. Dans ses *Commentaires et recommandations faisant suite à la résiliation par l'inspecteur général du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)*, la CPIG a adopté la recommandation suivante : «*La Commission recommande d'élargir le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour lui permettre d'aller plus en profondeur dans l'étude et le suivi des mandats qui lui sont confiés par le comité exécutif, notamment en lui permettant de recevoir et d'analyser le suivi des déboursés et de l'utilisation des contingences des contrats qu'elle a étudiés.*»

La Commission est d'avis que le Rapport de l'inspecteur général mentionné plus haut est un plaidoyer en faveur d'un élargissement du mandat de la Commission sur l'examen des contrats.

Il convient également de rappeler la recommandation adoptée par la Commission sur les finances et l'administration en juin 2016 sur ce sujet : «*Que soient soumis à la Commission sur l'examen des contrats les rapports de clôture de projet et redditions de comptes des contrats qui ont été étudiés par cette dernière.»*

R-8
Que l'Administration travaille de concert avec l'inspecteur général afin de proposer un élargissement du mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats.

Commentaires finaux

Comme l'ensemble des élus, les membres de la Commission ont pris connaissance du Rapport annuel 2015 du Bureau de l'inspecteur général. À la page 50 de ce rapport, l'inspecteur général dresse une liste des éléments qui devraient, selon lui, se retrouver systématiquement dans les sommaires décisionnels.

Il est vrai que, dans la majorité des dossiers étudiés par la Commission, les éléments identifiés par l'inspecteur général se retrouvent dans les sommaires décisionnels. Cependant, il existe encore des disparités importantes dans la présentation des divers renseignements requis.

Il convient de rappeler que les sommaires décisionnels et les pièces qui y sont jointes constituent l'outil essentiel à la prise de décision par les élus municipaux sur les nombreux contrats octroyés annuellement par la Ville de Montréal. La Commission tient donc à réitérer l'importance pour les responsables de la préparation des sommaires décisionnels de faire montre de la plus grande rigueur dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin, la Commission tient à remercier les représentants des services municipaux qui ont participé à ses travaux au cours de l'année 2016 ainsi que le personnel du Service du greffe pour son soutien et pour la coordination des séances de travail.

Annexe 1

Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016

Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
1	Mandat SMCE151701018 Accorder un contrat de services professionnels à NIPPAYSAGE inc. pour le réaménagement du square Viger pour une somme maximale de 2 779 685,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-14832) - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		28 janvier
2	Mandat SMCE156316013 Accorder un contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes pour la réfection des bâtiments dans les parcs-nature pour une somme maximale de 1 808 760,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14831 - (1 soumissionnaire conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.		28 janvier
3	Mandat SMCE162891001 Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX - Dépense totale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) - Autoriser une dépense de 2 722 442 $, taxes incluses, représentant la contribution de la Ville de Montréal (30 %) - Appel d'offres public no 15-14829 (3 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cet effet.		25 février
4	Mandat SMCE153706001 Accorder un contrat à Decimal Technologies Inc, pour des services logiciels en infonuagique pour la gestion par activités, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 1 517 555,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-14468) - (un soumissionnaire) / Autoriser un virement budgétaire de 118 400 $ au net pour 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017.		25 février
5	Mandat SMCE151009018 (Octroyer à Rousseau Lefebvre Inc., seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels en architecture de paysage, ingénierie, design urbain et éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et de surveillance des travaux dans le cadre du même projet - Dépense maximale de 6 002 261,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 15-14866. (2 soumissionnaires dont 1 conforme).		25 février
6	Mandat SMCE154102007 Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses (contrat - secteur Centre: 11 562 395,46 $ + incidences: 260 000 $) - Appel d'offres public 329402 - 2 soumissionnaires.		24 mars

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
7	Mandat SMCE154102009 Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 11 477 000,00 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$, taxes incluses) Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires.		24 mars
8	Mandat SMCE SMCE165015002 Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et Le Groupe BC2, pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal pour une somme maximale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		24 mars
9	Mandat SMCE155304001 Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.		24 mars
10	Mandat SMCE162645002 Conclure avec Boivin & Gauvin inc. une entente-cadre pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 - (3 soumissionnaires) - Montant estimé de 9 932 508,85 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien pour une période de 120 mois.		24 mars
11	Mandat SMCE154102012) Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau . Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville et Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 22 592 475,53 $ (contrat: 20 520 000,00 $ + incidences: 2 072 475,53 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 293601 - 5 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau (entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 182 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.	20 juin	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
12	Mandat SMCE154102013 Accorder un contrat à Pavages D'Amour Inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré. Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 6 138 798,85 $ (contrat: 5 518 798,85 $ + incidences: 620 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 209204 - 13 soumissionnaires.	21 mars	
13	Mandat SMCE154102011 Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie et sur le réseau de la CSEM dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry. Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 17 839 141,95 $ (contrat: 16 501 967,01 $ + incidences: 1 337 174,94 $), taxes incluses. Appel d'offres public 283901 - 3 soumissionnaires conformes.	20 juin	
14	Mandat SMCE154102010 Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.		21 avril
15	Mandat SMCE164139002 Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.		24 mars
16	Mandat SMCE166316001 Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).		21 avril
17	Mandat SMCE164102002 Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.		21 avril
18	Mandat SMCE166196001 Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).		21 avril

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
19	Mandat SMCE165891001 Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).		21 avril
20	Mandat SMCE167126001 Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires.	18 avril	
21	Mandat SMCE166765008 Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)	18 avril	
22	Mandat SMCE 166848001 Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires).	18 avril	
23	Mandat SMCE167237001 Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation des panneaux et du nouveau système de jalonnement dynamique pour une période de 12 mois pour une somme maximale de 6 515 414,22 $, taxes incluses (contrat: 5 665 577,58 $; incidences: 849 836,64 $) - Appel d'offres public 16-14789 - (3 soumissionnaires).		19 mai
24	Mandat SMCE167231008 Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'aménagement paysager dans le boulevard Maurice-Duplessis, du boulevard Rivière-des-Prairies à la rue Olivier-Lejeune. Arrondissement de Rivière-des-Prairies−Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 11 481 000,00 $ (contrat: 10 395 000,00 $ + incidences: 1 086 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 233506 - 9 soumissionnaires.		19 mai
25	Mandat SMCE161009008 Accorder un contrat à SADE Canada inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines, de reconstruction d'escalier et de réaménagement du domaine public dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke, de même que dans l'avenue du Docteur-Penfield, entre la rue Peel et l'extrémité est de la rampe McTavish. Dépense totale de 17 606 506,05 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 16 624 006,05 $ + incidences 982 500 $). Appel d'offres public 329702 - Un soumissionnaire.		19 mai

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
26	Mandat SMCE161009007 (Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans la rue Sherbrooke, entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 16 152 228,96 $, taxes incluses (travaux et contingences : 14 974 791,46 $ + boni potentiel de performance : 287 437,50 $ + incidences : 890 000 $). Appel d'offres public 329701 - 2 soumissionnaires, dont 1 conforme.		19 mai
27	Mandat SMCE164956004 Accorder un contrat d'exécution de travaux à "Aménagement Côté Jardin inc." pour le lot 1A du projet des Escales découvertes du mont Royal, au montant de 3 446 368,11 $, pour une dépense totale de 3 523 368,11 $ (taxes incluses). - Appel d'offres public (16-6864). - Deux (2) soumissionnaires.		19 mai
28	Mandat SMCE167035002 Accorder un contrat à la firme Vidolo Excavation au montant de 5 400 778 $ taxes incluses et un contrat à Mélimax Transport au montant de 4 013 122 $ taxes incluses, pour la fourniture et transport de matières par conteneur pour les écocentres, pour une période de 39 et 42 mois, avec une option de deux (2) prolongations d'une année chacune - Dépense totale de 9 413 890 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15121 (5 soumissionnaires).		19 mai
29	Mandat SMCE165260002 Accorder un contrat de services professionnels à la firme SIR Solutions Inc pour l'acquisition, le paramétrage et l'entretien d'un logiciel de points de vente (PDV) pour une somme maximale de 1 495 249,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14704 - 2 soumissionnaires conformes / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Services des TI de 75 600 $ au net à compter de 2018.		19 mai
30	Mandat SMCE166075002 Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Pro2p Services Conseils Inc. (Entente #2 au total de 374 732,27$ taxes incluses), STI Maintenance Inc. (Entente #3 au total de 1 600 888,91$ taxes incluses), R3D Conseil Inc. (Entente #4 au total de 1 006 318,69$ taxes incluses) et CIMA+ (Entente #5 au total de 518 210,72$ taxes incluses), pour l'acquisition de services professionnels informatiques spécialisés, pour une durée de 4 ans, pour le projet 71550 Gestion des actifs municipaux / Appel d'offres public no. 15-14943 - 9 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.		19 mai
31	Mandat SMCE166316008 Accorder un contrat à Les Excavations Super inc., pour l'aménagement de l'entrée Saint-Laurent et Jarry pour une dépense totale de 4 067 792,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6713) - (12 soumissionnaires).	16 mai	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
32	Mandat SMCE164102005 (Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier−Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Rosemont−La Petite-Patrie et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 10 928 272,00 $ (Contrat - secteur Est : 10 728 272,00 $ + incidences : 200 000,00 $, taxes incluses) Appel d'offres public 329407 - 9 soumissionnaires.	16 mai	
33	Mandat SMCE166628002 Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de 30 mois, avec la firme BioForest Technologies Inc., fournisseur unique, pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin. Montant de l'entente-cadre: 9 363 564 $, taxes incluses. Autoriser une dépense de 2 926 114 $ pour l'année 2016, taxes incluses.	16 mai	
34	Mandat SMCE166688008 Accorder un contrat à Entrepreneurs Paysagistes Strathmore (1997) ltée pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'environ 2 328 arbres pour une période de trois (3) ans (2016-2018) ainsi qu'un contrat à Pépinière Jardin 2000 Inc. pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'environ 1 945 arbres pour une période de trois (3) ans (2016-2018) - Dépense totale de 4 245 823,92 $, contingences et taxes incluses - Appel d'offres public 16-15070 - sept (7) soumissionnaires.	16 mai	
35	Mandat SMCE160660004 Accorder un contrat à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) pour les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, chemin Remembrance (218) - Dépense totale de 2 322 682,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5796 - 4 soumissionnaires.		19 mai
36	Mandat SMCE166316011 Accorder un contrat à Ramcor Construction Inc. pour les travaux de préparation du site en vue du réaménagement du square Viger (îlots I et II) - Dépense totale de 2 842 059,56 $, taxes incluses - Appel d'offres publics (16-6869) - (3 soumissionnaires).		19 mai
37	Mandat SMCE160890005. Accorder un contrat de 3 418 740,60 $ à Aménagement Côté Jardin pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement de la rue Emery et autoriser une dépense maximale de 3 760 614,66 $ (appel d'offres public VMP-16-004 – 1 soumissionnaire).		19 mai
38	Mandat SMCE166441003 Accorder un contrat de 4 781 097,18 $ à Les Constructions RRN inc. pour les travaux de reconstruction d'infrastructures sur la rue Saint-François-Xavier entre les rues Notre-Dame Ouest et Saint-Paul Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 5 177 597,19 $ (appel d'offres public VMP-16-003 – 1 soumissionnaire).		19 mai
39	Mandat SMCE166861001 Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. pour la réalisation des interventions et aménagements en signalétique, mobilier et mise en lumière pour le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une dépense totale de 3 512 512,29 $ (contrat et incidences), taxes incluses. Appel d'offres public (15-6858) - (2 soumissionnaires).		19 mai

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
40	Mandat SMCE164114001 Conclure des ententes de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (Entente no. 1 au montant de 935 726,30 $, Entente no. 2 au montant de 11 099 926,90 $, Entente no. 3 au montant de 8 438 937,48 $, Entente no. 5 au montant de 2 462 501,08 $, Entente no. 6 au montant de 5 797 509,86 $, Entente no. 8 au montant de 1 603 707,57 $, Entente no. 10 au montant de 5 221 266,49 $ et Entente no. 11 au montant de 1 018 423,70 $) et avec la Société Conseil Groupe LGS (Entente no. 9 au montant de 2 552 100,08 $, Entente no. 12 au montant de 748 221,48 $), incluant les taxes, pour une durée de 24 mois, pour la fourniture, sur demande, de services professionnels variés en informatique dans le but de supporter le Service des technologies de l'information / Appel d'offres 15-14420 - 13 soumissionnaires / Approuver dix (10) projets de convention à cette fin.		19 mai
41	Mandat SMCE166075001 Conclure une entente de services professionnels spécialisés en solution Oracle avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. dans le cadre du projet Approvisionnement III, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 3 723 446,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14889 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		19 mai
42	Mandat SMCE166075004 Conclure une entente de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour l'acquisition de services professionnels en informatique dans le cadre du projet Cour municipale numérique, pour une durée de 3 ans, pour une somme maximale de 1 094 008,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14810 (4 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		19 mai
43	Mandat SMCE161009010 Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue des Pins, de même que dans l'avenue des Pins, entre les rues McTavish et Redpath Crescent. Dépense totale maximale de 10 529 221,34 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 9 859 221,34 $ + incidences 670 000 $). Appel d'offres public 329703 - Deux soumissionnaires.		22 juin
44	Mandat SMCE163113002 Accorder un contrat à Energère Consultant Inc. pour la fourniture et l'installation du système intelligent de gestion de l'éclairage de rue. Dépense totale de 28 026 840,05 $ (contrat: 27 576 840,05 $ + contingences: 300 000$ + incidences:150 000$), taxes incluses. Appel d'offres public 15-14912 - 4 soumissionnaires.		22 juin
45	Mandat SMCE166871001 Accorder un contrat à Rogers Communications, pour la fourniture d'une solution et des services professionnels pour les centres de contacts clients, pour une somme maximale de 3 622 793,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14038 - (2 soumissionnaires).		22 juin

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
46	Mandat SMCE163820001 Octroyer un contrat à Les architectes FABG Inc., Fauteux et associés architectes paysagistes et WSP Canada Inc. d'une valeur totale de 3 228 087,55 $, taxes incluses pour la fourniture de services professionnels en architecture, ingénierie et architecture du paysage pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Dépenses totales de 3 550 896,31 $, taxes incluses (contrat : 2 770 890,60 $ + 457 196,95 $ de contingences + 322 808,76 $ d'incidences). Appel d'offres public 16-15226, 7 soumissions déposées, 2 soumissions conformes / Approuver un projet de convention à cette fin.		22 juin
47	Mandat SMCE161029002 Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour remplacer les fenêtres et procéder à la mise aux normes de la plomberie et de l'électricité du garage des Carrières (0113) - Dépense totale de 2 691 579,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5839 - cinq soumissionnaires - Contrat 14677.		22 juin
48	Mandat SMCE162961001 Accorder un contrat à Entreprise de construction T.E.Q. inc. pour la construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 999 rue Dupuis - Dépense totale de 34 359 289,97 $ taxes incluses - Appel d'offres 5832 (6 soumissionnaires).		22 juin
49	Mandat SMCE167231012 Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux de voirie, de conduites d'eau, d'égout et d'éclairage dans le boul. Langelier, de la rue Marie-Victorin à la rue Tardif dans l'arrondissement Montréal-Nord. Dépense total de 2 255 875,69 $ (contrat: 2 144 775,69 $ + incidences: 111 100,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 309901 - 6 soumissionnaires.	20 juin	
50	Mandat SMCE164631004 Accorder vingt contrats aux firmes 9055-0344 Québec inc. (DM Choquette), Déneigement Moderne inc., Groupe IMOG inc., J.L. Michon Transports inc., Les Entrepreneurs Bucaro inc., Les Entreprises Michaudville inc., Les Excavations Payette ltée, Les Excavations Super inc., Pavages d'Amour inc., Marina Matériaux et Équipements (Pépinière et paysagiste Marina inc.), Pépinière Michel Tanguay inc., Transport Rosemont inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 113 736 495,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 - 24 soumissionnaires.	20 juin	
51	Mandat SMCE167231028 Accorder un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les rues Jarry et Saint-Dominique dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 13 052 160,71 $ (contrat: 11 052 000,00 $ et des incidences: 2 140 482,48 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223801 - 6 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de la rue Jarry, pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 132 685,37 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.	20 juin	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
52	Mandat SMCE167315003 Conclure avec les firmes Compass Minerals (10 087 584,57 $) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 931 149,89 $), des ententes-cadres pour une période approximative de 8 mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées à la suite de l'appel d'offres public # 16-15141 (3 soumissionnaires). (Montant total estimé des ententes: 14 018 734,46 $).		25 août
53	Mandat SMCE165891002 Accorder un contrat à la firme Saint-Denis Thompson Inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses – Appel d'offres 5853 (4 soumissionnaires).		25 août
54	Mandat SMCE166316014 Accorder un contrat à Construction Généphi inc., pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard - Dépense totale de 11 284 767,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6853) - (2 soumissionnaires) et autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $, au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal		25 août
55	Mandat SMCE164021003 Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux de réhabilitation des sols des lots 5 207 393, 5 207 394 et 5 207 395 dans le cadre du projet du campus Outremont dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 2 518 059,19 $, taxes incluses (contrat : 2 461 365,19 $ contingences incluses; incidences: 56 694,00 $- Appel d'offres public 221710 (7 soumissions).	22 août	
56	Mandat SMCE165897004 Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Pierre Brossard (1981) Ltée pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse de 40 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal. Dépense totale de 11 707 453,87 $, taxes incluses (contrat de 7 804 969,25 $ et incidences de 3 902 484,62 $). Appel d'offres public # 16-44002 (3 soumissionnaires).	22 août	
57	Mandat SMCE161368003 Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans un emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi qu'un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout selon les termes et conditions prévus à cet acte N/Réf. 31H12-005-3963-03.	26 septembre	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
58	Mandat SMCE164815005 Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.	26 septembre	
59	Mandat SMCE163447002 Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).		29 septembre
60	Mandat SMCE164069005 Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.		29 septembre
61	Mandat SMCE163334015 Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m^3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.		29 septembre
62	Mandat SMCE163334021 Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.		29 septembre
63	Mandat SMCE164368004 Octroyer un contrat à PBSC Solutions urbaines inc. d'une valeur maximale de 2 806 296,00 $ (taxes comprises) pour l'acquisition en 2016 de pièces et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI et approuver un projet de convention à cette fin.	24 octobre	
64	Mandat SMCE161550001 Accorder un contrat de services professionnels à la firme Conseillers en gestion informatique CGI inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 1 939 168,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14944 - 1 soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.		27 octobre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
65	Mandat SMCE165884003 Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).	21 novembre	
66	Mandat SMCE165954006 Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires).		24 novembre
67	Mandat SMCE167100001 Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		24 novembre
68	Mandat SMCE167231045 Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.	21 novembre	
69	Mandat SMCE167231047 Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans le boulevard Laurentien, la rue Lachapelle, la rue Vanier et le boulevard Gouin - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 930 446,49 $ (contrat: 18 424 424 $ et incidences: 3 540 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires.		24 novembre
70	Mandat SMCE164962005 Approuver une promesse de vente par laquelle 176061 Canada inc. s'engage à vendre à la Ville pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, le lot 2 248 765 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 299,9 m², situé du côté nord-est de l'avenue Querbes, à l'angle de la rue Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 4 250 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-0961-09.		24 novembre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
71	Mandat SMCE160695004 Accorder 7 contrats de collecte et transport des matières résiduelles aux firmes : Derichebourg Canada Environnement, RCI environnement division WM Québec Inc., Services environnementaux Richelieu et Services Ricova Inc. pour des durées de 35 ou 43 mois. Dépense totale de 21 349 964 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15252 - 7 soumissionnaires.	19 décembre	
72	Mandat SMCE160765001 Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour des travaux de mise aux normes du Centre Étienne-Desmarteau - Dépense totale de 15 426 659.80 $ taxes incluses - Appel d'offres public no 5867, cinq (5) soumissionnaires - contrat 14975.	Non déposé au conseil en 2016	
73	Mandat SMCE164069004 Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, de Gestion Saint-Laurent Angus inc., pour une période de 6 ans et 9 mois, à compter du 1er avril 2019 des espaces situés au 1er étage, de l'immeuble sis à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, d'une superficie d'environ 3 188 m², à des fins culturelles, pour un loyer total de 13 187 038,68 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.	19 décembre	
74	Mandat SMCE164315002 Approuver une promesse de vente et d'achat bilatérale par laquelle les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph offrent de vendre à la Ville de Montréal, laquelle accepte d'acheter l'immeuble situé au 201 à 251A, avenue des Pins Ouest ainsi qu'un lot vacant situé sur l'avenue Duluth Ouest, à des fins municipales, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour la somme de 14 550 000 $ / Approuver une dépense de 100 000 $ à titre de dépôt, par chèque, traite bancaire ou virement bancaire fait à l'ordre de Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fiducie / Approuver un projet de contrat de services professionnels à cet effet. N/Réf. : 31H12-005-0568-02.	19 décembre	
75	Mandat SMCE164962005-2 Approuver une promesse de vente par laquelle 176061 Canada inc. s'engage à vendre à la Ville pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, le lot 2 248 765 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 299,9 m², situé du côté nord-est de l'avenue Querbes, à l'angle de la rue Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 4 250 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-0961-09.		22 décembre
76	Mandat SMCE165288010 Dans le cadre de la présentation de la Formule E, accorder un contrat à Deric Construction inc., pour la fourniture des éléments de protection de la piste dans le centre-ville de Montréal en 2017 et autoriser un dépense maximale de 7 525 502.02 $ (appel d'offres public VMP-16-029 - 2 soumissionnaires).		22 décembre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
77	Mandat SMCE165288011 Dans le cadre de la présentation de la Formule E, accorder un contrat à Entreprise Techline inc. au montant de sa soumission (appel d'offres public VMP-16-030 - 2 soumissionnaires) et autoriser une dépense maximale de 8 966 755.95$ (TTC).		22 décembre
78	Mandat SMCE166316021 Accorder un contrat à Deric Construction Inc., pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers aux parcs-nature du Bois-de-Liesse et de la Pointe-aux-Prairies - Dépense totale de 7 070 948,30 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6855) - (5 soumissionnaires) et autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $, au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.		22 décembre
79	Mandat SMCE167000007 Accorder un contrat à Stantec Experts-conseils ltée pour les services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de réfection de l'autoroute Bonaventure entre les axes 22 et 26 et de la rampe Brennan (projet 15-05) - Dépense maximale de 1 160 746,21 $ taxes et contingences incluses. Appel d'offres public 16-15359 - 8 soumissionnaires dont 6 conformes / Approuver le projet de convention à cette fin.		22 décembre
80	Mandat SMCE167014001 Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et 1200 mm, sur les rues Léonard-de-Vinci, Bélanger et 16e Avenue entre les rues Crémazie et Beaubien - Arrondissements de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension et de Rosemont - La Petite-Patrie - Dépense totale de 22 667 039,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10118 - (8 soumissionnaires)		22 décembre
81	Mandat SMCE167443001 Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA+ s.e.n.c. pour la réalisation du programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) – Phase 3 dans les bibliothèques identifiées, pour une somme maximale de 7 461 814,27 $$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15016 (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.	19 décembre	

Annexe 2
Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2016

Recommandations ponctuelles 2016

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
1	Mandat SMCE151009018 Octroyer à Rousseau Lefebvre Inc., seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels en architecture de paysage, ingénierie, design urbain et éclairage d'ambiance pour la conception des plans et devis des lieux publics centraux du Projet Bonaventure et de surveillance des travaux dans le cadre du même projet - Dépense maximale de 6 002 261,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 15-14866. (2 soumissionnaires dont 1 conforme).	10 février	La Commission recommande, à l'unanimité, que l'administration rappelle aux services municipaux l'importance de prendre tous les moyens, notamment dans la préparation des documents d'appel d'offres, pour favoriser une saine concurrence dans l'ensemble des contrats de services professionnels.
2	Mandat SMCE SMCE155304001 Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré et autoriser la convention à cette fin avec la firme Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019.	9 mars	*Considérant qu'il n'y a présentement qu'un seul fournisseur pour l'ensemble des services d'interprétariat et de traduction judiciaire requis pour la cour municipale;* La Commission recommande que la Direction des services judiciaires réfléchisse à une nouvelle approche pour la sollicitation de ce marché de façon à favoriser l'émergence d'une concurrence dans la rétention des services d'interprétariat, notamment pour les langues les plus utilisées par la cour municipale.
3	Mandat SMCE SMCE154102010 Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.	10 mars	*Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;* La Commission recommande que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
4	Mandat SMCE SMCE164139002 Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 400,11 $ (contrat: 11 916 003,09$ + incidences: 762 397,02 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329902 - 3 soumissionnaires.	10 mars	*Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;* La Commission recommande que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.
5	Mandat SMCE161009007 Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans la rue Sherbrooke, entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 16 152 228,96 $, taxes incluses (travaux et contingences : 14 974 791,46 $ + boni potentiel de performance : 287 437,50 $ + incidences : 890 000 $). Appel d'offres public 329701 - 2 soumissionnaires, dont 1 conforme.	4 mai	La Commission recommande que, dans le cas de dossiers où les sommes prévues au chapitre des incidences sont plus élevées que les normes habituelles, les unités d'affaires présentent une ventilation détaillée de celles-ci.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
6	Mandat SMCE161009008 Accorder un contrat à SADE Canada inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines, de reconstruction d'escalier et de réaménagement du domaine public dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke, de même que dans l'avenue du Docteur-Penfield, entre la rue Peel et l'extrémité est de la rampe McTavish. Dépense totale de 17 606 506,05 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 16 624 006,05 $ + incidences 982 500 $). Appel d'offres public 329702 - Un soumissionnaire.	4 mai	La Commission recommande que, dans le cas de dossiers où les sommes prévues au chapitre des incidences sont plus élevées que les normes habituelles, les unités d'affaires présentent une ventilation détaillée de celles-ci.
7	Mandat SMCE164956004 Accorder un contrat d'exécution de travaux à "Aménagement Côté Jardin inc." pour le lot 1A du projet des Escales découvertes du mont Royal, au montant de 3 446 368,11 $, pour une dépense totale de 3 523 368,11 $ (taxes incluses). - Appel d'offres public (16-6864). - Deux (2) soumissionnaires.	4 mai	La Commission recommande que, dans le cas où un contrat porte sur un ou quelques objets qui s'inscrivent dans un projet plus large, les unités d'affaires présentent au sommaire décisionnel de chaque contrat un portrait des diverses phases du projet avec les prévisions budgétaires et les échéanciers prévus de réalisation.
8	Mandat SMCE161009010 Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue des Pins, de même que dans l'avenue des Pins, entre les rues McTavish et Redpath Crescent. Dépense totale maximale de 10 529 221,34 $, taxes incluses (travaux, contingences et boni potentiel : 9 859 221,34 $ + incidences 670 000 $). Appel d'offres public 329703 - Deux soumissionnaires.	8 juin	La Commission recommande que les services municipaux intègrent à leurs sommaires décisionnels, lorsque cela s'applique, des renseignements détaillés sur les coûts unitaires ou au mètre linéaire pour certains travaux, comme la réhabilitation de conduites d'aqueduc ou d'égout et la construction de chaussées, de bordures et de trottoirs.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
9	Mandat SMCE165891002 Accorder un contrat à la firme Saint-Denis Thompson Inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses – Appel d'offres 5853 (4 soumissionnaires).	10 août	*Considérant l'importance d'avoir un portrait complet des projets comprenant plusieurs phases et pour lesquels la Commission permanente sur l'examen des contrats est appelée à étudier certains contrats;* La Commission recommande que les services municipaux présentent, dans les sommaires décisionnels de contrats s'inscrivant dans un projet plus large, l'estimation budgétaire totale des diverses phases du projet.
10	Mandat SMCE166316014 Accorder un contrat à Construction Généphi inc., pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard - Dépense totale de 11 284 767,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6853) - (2 soumissionnaires) et autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $, au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal	10 août	*Considérant que, pour le présent contrat, la même entreprise a réalisé les inventaires préalables et produit les plans et devis;* *Considérant que cette situation présente un certain potentiel de conflit d'intérêt;* La Commission recommande au Service de s'assurer, dans l'octroi des prochains contrats de même nature, de modifier ses façons de faire pour éviter que la même firme réalise à la fois les inventaires préalables et les plans et devis.
11	Mandat SMCE164069005 Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses	14 septembre	La Commission recommande que, dans chaque dossier à caractère immobilier (acquisitions, locations), les contrats soient expliqués et justifiés à la lumière de la stratégie immobilière globale de la Ville. La Commission recommande que la stratégie immobilière de la Ville fasse l'objet d'une présentation à l'ensemble des élus des conseils municipal et d'agglomération.

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
12	Mandat SMCE164962005-2 Approuver une promesse de vente par laquelle 176061 Canada inc. s'engage à vendre à la Ville pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, le lot 2 248 765 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 299,9 m², situé du côté nord-est de l'avenue Querbes, à l'angle de la rue Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 4 250 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-0961-09.		La Commission, à l'unanimité, recommande au Service de la gestion et de la planification immobilière de considérer la possibilité de procéder par appels de propositions dans des dossiers futurs de même nature.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.01

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1170498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

Il est recommandé :
de prendre acte du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-22 18:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170498001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, le comité exécutif adoptait la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* qui constitue l'un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme et des orientations de la Ville en matière d'habitation. Au moment de l'adoption de la Stratégie, le contexte juridique ne permettait pas d'exiger l'inclusion de logements abordables par voie réglementaire, ce qui a mené la Ville à adopter une approche incitative. Le contexte juridique est demeuré le même à ce jour ; il sera cependant modifié suite à l'adoption du projet de loi du gouvernement du Québec confirmant le statut de métropole de Montréal et qui conférera à la Ville des pouvoirs habilitants en matière d'inclusion.
La Stratégie d'inclusion vise deux grands objectifs :

· Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins de citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives;

· Le soutien de la production de logements abordables, en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires et en stimulant la production de copropriétés abordables.

Les cibles visées par la Stratégie à cette époque sont l'inclusion de 15 % de logements sociaux et communautaires et de 15 % de logements abordables privés dans le cadre de la réalisation de projets résidentiels de 200 logements et plus (100 logements depuis décembre 2015) nécessitant une modification réglementaire importante. Certains objectifs « familles » ont été ajoutés à la suite de l'adoption de la Politique familiale de Montréal en 2008.

Dans le contexte particulier de projets où le promoteur et les autorités de la ville centre et de l'arrondissement concerné conviennent qu'il n'est ni souhaitable ni pertinent d'inclure sur site des composantes de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés, ou encore lorsque l'identification de projets hors site s'avère difficile voire impossible, le recours à une contribution financière constitue alors le moyen pour le promoteur de se conformer à la Stratégie d'inclusion.

La création du Fonds permettant la gestion des contributions financières reçues des promoteurs a été autorisée par le comité exécutif le 14 mars 2012 par la résolution CE12 0338. Cette résolution permettait :

1- d'approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (« le Fonds »),* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles ;

2- de créer deux comptes de dépôt corporatifs dédiés à cet effet dont un pour le logement social et communautaire et un autre pour le logement abordable privé ou pour familles.

Les objets et principes de base de la Stratégie demeurent inchangés. Elle demeure de nature incitative et vise le développement de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés.

Lors de la création du Fonds, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements des contributions reçues, des sommes affectées et de l'état général du fonds. Des bilans ont été présentés annuellement depuis 2012. Le présent sommaire vise donc à présenter un nouveau bilan en date du 31 décembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0171 (2015-03-24) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2015.
CM15 1498 (2015-12-14) - Accepter que tous les promoteurs signataires d'ententes comportant l'obligation de réaliser des logements abordables privés puissent se prévaloir, à leur choix, soit des critères tels que stipulés dans leur entente, soit de critères modifiés dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans le nouveaux projets résidentiels.

CE15 2254 (2015-12-09) - Adopter les modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CG15 0066 (2015-02-26) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2014.

CG15 0036 (2015-01-29) - Autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion équivalent au montant de 325 000 $ en vue de l'acquisition d'un immeuble sis au 5237-5239, rue Saint-Ambroise pour y réaliser un projet de logements sociaux et communautaires.

CG14 0068 (2014-02-27) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2013.

CE13 0439 (2013-04-10) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2012.

CE12 0338 (2012-03-14) - Création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la

réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles.

CE05 1708 (2005-08-24) - Adoption de *la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

A. Fonctionnement du Fonds de contribution

La dotation du Fonds

Les contributions financières des promoteurs pour le *logement soc ial et communautaire* , résultant d'ententes conclues par la Ville en vertu de la Stratégie d'inclusion, doivent être déposées dans le Fonds, y compris les contributions négociées en arrondissement en vertu de stratégies locales et pour des projets comportant moins de 100 logements. Chaque contribution devrait être accompagnée d'une lettre d'engagement du promoteur confirmant que la contribution est destinée aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires.

Les contributions pour le *logement privé abordable ou pour familles* prennent forme lors de l'encaissement par la Ville des lettres de garantie bancaire, fournies par les promoteurs dans le cadre d'accords de développement ou d'ententes d'inclusion pour la réalisation de logements privés abordables ou pour familles, dont les conditions n'ont pas été respectées.

Les contributions financières résultant d'ententes conclues avant la mise sur pied du Fonds doivent aussi y être déposées.

L'utilisation du Fonds

Les sommes versées au Fonds de contribution peuvent servir à deux fins:

1- au développement de logement social et communautaire (en priorité pour l'achat d'immeubles spécifiquement requis pour le développement de nouveaux projets sociaux et communautaires ou en second lieu, pour compléter le montage financier de projets en élaboration) ;

2- au développement du logement privé abordable ou pour familles (pour l'achat d'immeubles destinés au développement de nouveaux logements privés abordables ou pour familles ou pour le financement de subventions pour des projets de logements abordables privés ou pour familles).

Chaque affectation de sommes provenant du Fonds fait l'objet d'un dossier décisionnel préparé par la Direction de l'habitation. Ce dossier fait état des détails du projet auquel les sommes sont destinées. L'arrondissement d'où provient la contribution est invité à intervenir dans le dossier. Cette affectation est approuvée selon les règles de délégation en vigueur.

Le calcul du montant de la contribution pour les logements sociaux et communautaires

La méthode de calcul utilisée pour déterminer le montant de la contribution est basée sur la différence entre la valeur marchande (prédéterminée) par logement du terrain prêt à construire du secteur moins la capacité de payer des organismes (par logement) pour les projets sociaux subventionnés par le programme AccèsLogis, programme gouvernemental dans le cadre duquel les logements sociaux et communautaires sont réalisés.

B. Bilan du Fonds de contribution au 31 décembre 2016

Logement social et communautair e

Le solde de ce volet se chiffrait 4 531 600 $ le 31 décembre 2015. Au cours de l'année 2016, dix contributions provenant de cinq arrondissements ont été reçues pour un total de 3 472 123 $. Le tableau présenté en pièce jointe détaille chacune de ces transactions.

Deux déboursés pour un montant total de 1 450 000 $ ont été effectués (voir tableau en pièce jointe pour plus de détails).

Logement abordable privé

Aucune contribution ou déboursé n'a été fait en 2016. Le solde du fonds demeure de 260 000 $.

Un montant de 220 000 $ est réservé pour le projet La Montagne Verte (CG16 0319 - 19 mai 2016).

JUSTIFICATION

Lors de la création du Fonds de contribution, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements sur les contributions reçues, les sommes affectées et l'état général du Fonds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au 31 décembre 2016, le solde du Fonds de contribution pour le volet Logement social et communautaire était de 6 553 723 $; celui pour le volet Logement abordable privé et familles, de 260 000 $.
Le Fonds ne rapporte pas d'intérêts étant donné le caractère transitoire des sommes qui y sont déposées et du fait qu'il n'a pas été créé par règlement.

Les deux comptes corporatifs liés au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels sont sous la gouverne du Service des finances. La Direction de l'habitation tient à jour mensuellement un auxiliaire pour chacun des deux comptes qui fait état de la dotation et de l'utilisation des fonds par arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La création d'un Fonds de contribution, comme instrument de mise en oeuvre de la Stratégie d'inclusion, s'inscrit dans l'orientation du Plan de développement durable visant à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels. Le Fonds permet d'accueillir les contributions qui seront ultérieurement utilisées afin de réaliser des logements sociaux et communautaires ainsi que des logements abordables privés, dont l’un des objectifs est de réduire le solde migratoire entre Montréal et sa périphérie en retenant des jeunes ménages familiaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Fonds permet d'accepter et de disposer, en toute transparence, des contributions lorsque l'inclusion de logement abordable sur site ou hors site n'est pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le prochain bilan sera préparé en date du 31 décembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectués, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Josée BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-23

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514 872-8237
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
directrice par interim, Direction de l'habiation

Tél : 514 872-2887
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
directrice par interim, Direction de l'habitation
Tél : 514 872-2887
Approuvé le : 2017-02-22

Service de la mise en valeur du territoire
Direction de l'habitation

Fonds de contribution à l'inclusion de logement abordable
État de situation - 31 décembre 2016

	Ahuntsic-Cartierville	CDN-NDG	Le Sud-Ouest	Rosemont-La-Petite-Patrie	Ville-Marie	Villeray-St-Michel-Parc-Extension	Saint-Léonard	Verdun	Plateau Mont-Royal	TOTAL
Volet Logement social et communautaire										
Solde au 31 décembre 2015	500 000 $	799 250 $	176 480 $	- $	2 404 370 $	51 500 $	600 000 $	- $	- $	4 531 600 $
Contributions approuvées par CM/CG, versées en 2016 à un projet de logement social (montant déboursé)										
- Les Habitations Communautaires NDG (CG14 0417)	- $	(200 000 $)	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(200 000 $)
- La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	0 $	- $	- $	(1 250 000 $)	- $	- $	- $	- $	(1 250 000 $)
Sous-total	- $	(200 000 $)	- $	- $	(1 250 000 $)	- $	- $	- $	- $	(1 450 000 $)
Contributions reçues en 2016										
- 30, boulevard St-Joseph	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	375 000 $	375 000 $
- 3518, rue Durocher	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	15 000 $	15 000 $
- 4560, rue St-Denis	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	60 000 $	60 000 $
- 4895, rue Berri	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	45 000 $	45 000 $
- Griffintown II et III	- $	- $	557 346 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	557 346 $
- Lowney sur Ville (phases 1 à 4)	- $	- $	1 273 800 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 273 800 $
-1295, rue des Carrières	- $	- $	- $	198 803 $	- $	- $	- $	- $	- $	198 803 $
- Elaa	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	117 300 $	- $	117 300 $
- Le Drummond	- $	- $	- $	- $	193 874 $	- $	- $	- $	- $	193 874 $
- Quad Windsor -Tour des Canadiens 2	- $	- $	- $	- $	636 000 $	- $	- $	- $	- $	636 000 $
Sous-total	- $	- $	1 831 146 $	198 803 $	829 874 $	- $	- $	117 300 $	495 000 $	3 472 123 $
Solde au compte au 31 décembre 2016	**500 000 $**	**599 250 $**	**2 007 626 $**	**198 803 $**	**1 984 244 $**	**51 500 $**	**600 000 $**	**117 300 $**	**495 000 $**	**6 553 723 $**
Contributions réservées par CM/CG mais non encore versées										
- La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	- $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	(220 000 $)
Sous-total	- $	0 $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	(220 000 $)
Solde réel au 31 décembre 2016	**500 000 $**	**599 250 $**	**2 007 626 $**	**198 803 $**	**1 764 244 $**	**51 500 $**	**600 000 $**	**117 300 $**	**495 000 $**	**6 333 723 $**
Volet Logement abordable privé et familles										
Solde au 31 décembre 2015	- $	- $	- $	260 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	260 000 $
Contributions versées ou reçues durant l'année 2016										
- Aucune	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
Solde au compte et solde réel au 31 décembre 2016	**- $**	**- $**	**- $**	**260 000 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**260 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170498001 Bilan fonds logements abordables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3238

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Jacques BERNIER
Chef de division - conseil et soutien financiers - Point Ser. Développement
Tél : 514 872-3417
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1175075001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel consolidé 2016 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé de recevoir le bilan annuel consolidé 2016 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) et de le déposer au conseil d'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-08 10:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175075001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel consolidé 2016 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (ci-après nommé "le règlement"), le comité technique doit présenter à la fin de chaque année un bilan annuel consolidé faisant état de l'ensemble des activités d'entretien déléguées conformément aux exigences de l'article 4 du règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0172 - 24 mars 2016 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2015 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG15 0132 - 26 mars 2015 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2014 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG14 0183 - 01 mai 2014 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2013 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG05 0020 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées.

DESCRIPTION

Bilan des activités
Au cours de l'année 2016, le comité technique s'est réuni quatre fois et ses principales activités ont été les suivantes :

1. Adoption de la révision 3 de la *«Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération»* (annexe D)

Le Fonds de l'eau, par son budget dédié à l'agglomération, rembourse aux villes liées les coûts d'entretien et de réparation des infrastructures déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout, dont les coûts pour les équipements et véhicules utilisés. Dans le but d'uniformiser les tarifs des équipements et véhicules chargés à l'agglomération dans la réalisation des travaux délégués, le conseil d'agglomération adoptait, en 2012, la *"Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération"* en tant qu'*Annexe D* du règlement de délégation RCG 05-002.

Il est nécessaire de modifier annuellement l'annexe D du règlement de délégation RCG 05-002 afin de refléter les usages et les prix du marché. La révision 3 de la grille, telle qu'adoptée par le conseil d'agglomération le 22 juin 2016, tient compte de l'indexation de l'IPC de la région de Montréal de l'année 2016.

2. Adoption de la nouvelle carte du réseau principal d'égout (révision 3)

Suite à l'adoption des premières cartes du réseau principal d'aqueduc et d'égout, il avait été demandé aux arrondissements et aux villes liées de déposer au comité technique, leurs demandes de révision afin d'y inclure les conduites n'ayant pas été identifiées comme appartenant à l'agglomération de Montréal, mais qu'ils considéraient comme potentiellement de responsabilité d'agglomération. Au cours de l'analyse des demandes de révision concernant les collecteurs, d'après des critères de diamètre et d'usage par la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU), des anomalies ont été relevées.

Les résultats de cette étude ont été présentés au comité technique qui a émis ses recommandations. La nouvelle carte (révision 3) officialise ces modifications.

3. Émissions de notes administratives

a) Dans le but de formaliser de la position du comité technique quant à l'application des articles 2 et 8 du Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout (RCG 05-002), les notes administratives suivantes ont été transmises en 2016:

- Travaux requis sur le réseau secondaire pour permettre des travaux sur le réseau primaire;
- Non remplacement des compteurs sur les entrées d'urgence;

b) Le comité a également statué sur la nécessité de formaliser sa position auprès des municipalités, dès le début d'année 2017, dans les notes administratives suivantes:

- Simplification du processus de remboursement;
- Remboursement des frais pour gestionnaires

JUSTIFICATION

Le bilan permet d'illustrer les faits saillants résultant de la délégation en vertu du règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts des activités déléguées
Les activités déléguées de réparation et d'entretien sur les réseaux principaux d'aqueduc et d'égout ont généré, en 2016, 99 demandes de remboursement se répartissant ainsi:

· 25 réclamations pour des travaux concernant les 24 bris répertoriés sur le réseau principal d'aqueduc;
· 50 réclamations pour d'autres réparations et travaux d'entretien standard sur des équipements et des composantes du réseau principal d'aqueduc;
· 7 réclamations pour des bris et travaux d'entretien standard sur le réseau principal d'égout;
· 17 réclamations rejetées (délai de facturation expiré selon le règlement ou ouvrage concerné n'étant pas de la responsabilité de l'agglomération).

Un montant de 872 009.25 $ a été imputé à l'exercice financier 2016 pour des réclamations de 2016 et un montant de 450 187.78 $ a été imputé à l'exercice financier 2016 pour des réclamations de 2015.

Ces demandes de remboursement totalisent un montant de 1 322 197.33 $ au bilan financier 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier est nécessaire afin d'être en conformité avec la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ava L. COUCH, Ville de Mont-Royal
Christianne CYRENNE, LaSalle
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Patrice LANGEVIN, Service de l'eau
Daniel TURCOT, Service de l'eau
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Ava L. COUCH, 6 février 2017
Daniel TURCOT, 3 février 2017
Alain DUFRESNE, 3 février 2017
Christianne CYRENNE, 2 février 2017
Céline VAILLANCOURT, 2 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

Tél : 514-280-0179
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2017-02-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-07

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2016 EN VERTU DU RÈGLEMENT DE DÉLÉGATION-SUBDÉLÉGATION (RCG 05-002, 05-090)

100 RÉPARATIONS DES FUITES ET BRIS SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

NOMBRE DE BRIS AVEC DÉTAILS:	24	
NOMBRE DE BRIS AVEC DÉTAILS À VENIR:	0	
NOMBRE TOTAL DE BRIS:	24	

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES
TOTAL:	803 139,94 $	705 218,94 $

200 RÉPARATIONS DES ÉQUIPEMENTS ET DES COMPOSANTES DU RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES
118 498,51 $	85 176,16 $

300 RÉPARATIONS DES BRIS DU RÉSEAU PRINCIPAL D'ÉGOUT

DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES
99 647,06 $	99 647,06 $

500 TRAVAUX D'ENTRETIEN STANDARD RÉALISÉS SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES
TOTAL:	279 676,13 $	247 699,94 $

600 TRAVAUX D'ENTRETIEN STANDARD RÉALISÉS SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL D'ÉGOUT

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES
TOTAL:	21 235,69 $	14 541,66 $

700 CAS PARTICULIERS AQUEDUC ET ÉGOUT

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES
TOTAL:	0,00 $	0,00 $

	RÉCLAMATIONS TOTALES	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	EN ATTENTE DE REMBOURSEMENT	DOSSIERS 2015	DOSSIERS 2016
TOTAL DES ACTIVITÉS D'ENTRETIEN:	1 322 197,33 $	1 152 283,76 $	169 913,57 $	450 187,78 $	872 009,55 $

Bilan des activités réalisées en 2016 en vertu du règlement de délégation-subdélégation (RCG 05-002, 05-090)

Arrondissement/Municipalité	Provenance	Réclamations reçus en 2016	Dossier 2015	Dossier 2016	En attente de remboursement	Commentaires
		0				
Ahuntsic-Cartierville	Arrondissement Montréal	53 347,35 $	0,00 $	53 347,35 $	0,00 $	
Anjou	Arrondissement Montréal	168 602,42 $	0,00 $	168 602,42 $	0,00 $	
Baie-D'Urfé	Ville liée	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Beaconsfield	Ville liée	42 735,99 $	13 694,37 $	29 041,62 $	29 041,62 $	
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Côte-Saint-Luc	Ville liée	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Dollard-Des-Ormeaux	Ville liée	28 379,82 $	0,00 $	28 379,82 $	28 379,82 $	
Dorval	Ville liée	9 522,36 $	6 946,32 $	2 576,04 $	0,00 $	
Hampstead	Ville liée	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Kirkland	Ville liée	54 244,83 $	0,00 $	54 244,83 $	0,00 $	
Lachine	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
LaSalle	Arrondissement Montréal	65 155,11 $	13 773,74 $	51 381,37 $	13 076,75 $	
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Arrondissement Montréal	99 647,06 $	99 647,06 $	0,00 $	0,00 $	
Montréal-Est	Ville liée	108 284,51 $	79 910,21 $	28 374,30 $	0,00 $	
Montréal-Nord	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Montréal-Ouest	Ville liée	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Mont-Royal	Ville liée	27 544,11 $	27 544,11 $	0,00 $	0,00 $	
Outremont	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Pierrefonds-Roxboro	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Plateau-Mont-Royal	Arrondissement Montréal	24 035,01 $	0,00 $	24 035,01 $	0,00 $	
Pointe-Claire	Ville liée	17 530,28 $	7 878,23 $	9 652,05 $	6 694,03 $	
Rivières-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Rosemont-La Petite-Patrie	Arrondissement Montréal	6 240,01 $	0,00 $	6 240,01 $	0,00 $	
Sainte-Anne-de-Bellevue	Ville liée	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Saint-Laurent	Arrondissement Montréal	176 157,28 $	42 326,35 $	133 830,93 $	11 499,13 $	
Saint-Léonard	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Senneville	Ville liée	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Sud-Ouest	Arrondissement Montréal	194 703,28 $	39 844,78 $	154 858,50 $	78 522,50 $	
Verdun	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Ville-Marie	Arrondissement Montréal	231 475,71 $	106 730,13 $	124 745,58 $	0,00 $	
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extention	Arrondissement Montréal	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
Westmount	Ville liée	14 592,20 $	11 892,48 $	2 699,72 $	2 699,72 $	

CUMULATIF 2016	Arrondissement Montréal	1 019 363,23 $	302 322,06 $	717 041,17 $	103 098,38 $
	Ville liée	302 834,10 $	147 865,72 $	154 968,38 $	66 815,19 $
	Grand Total:	**1 322 197,33 $**	**450 187,78 $**	**872 009,55 $**	**169 913,57 $**

Réclamations 2015	**450 187,78 $**
Réclamations 2016	**872 009,55 $**
Total demande de réclamations	**1 322 197,33 $**

Réclamations déjà remboursés	**1 152 283,76 $**
Réclamation à payer	**169 913,57 $**
Réclamations imputés en 2016	**1 322 197,33 $**

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 13 MARS 2017 À 20 H, AU 5801 BOULEVARD CAVENDISH, CÔTE SAINT-LUC

170339

AUTRES AFFAIRES EN COURS - MOTION D'APPUI AU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA REPRÉSENTATION ÉLECTORALE DU 7 FÉVRIER 2017 POUR LE MAINTIEN DES LIMITES ACTUELLES DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DE MONT-ROYAL, OUTREMONT ET D'ARCY MCGEE ET POUR DÉNONCER LE RENVERSEMENT SOUDAIN ET INJUSTIFIÉ DE LA DÉCISION DU 2 MARS

ATTENDU QUE, le 17 mars 2015, la *Commission de la représentation électorale* (« la Commission ») a déposé son rapport préliminaire concernant la délimitation des circonscriptions électorales de l'Assemblée nationale;

ATTENDU QUE, le 18 janvier 2016, le conseil municipal de Côte Saint-Luc a adopté la résolution 160128 en opposition aux modifications de la circonscription électorale de D'Arcy McGee pour les raisons citées dans ladite résolution annexée à la présente résolution (Annexe A) comme si elle était ici au long reproduite;

ATTENDU QUE, le 7 février 2017, la Commission a soumis son second rapport décrivant sa proposition révisée de délimitation des circonscriptions électorales du Québec, laquelle approuvait la position de la Ville de Côte Saint-Luc pour le maintien des circonscriptions actuelles de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy McGee;

ATTENDU QUE, le 2 mars, la Commission a publié sa carte électorale définitive dans la *Gazette officielle du Québec,* dans laquelle elle revient sur sa décision du 7 février en fusionnant les circonscriptions de Mont-Royal et Outremont en une seule circonscription électorale et en modifiant substantiellement les limites de D'Arcy McGee;

ATTENDU QU'un tel revirement – SANS LE MOINDRE AVERTISSEMENT, SANS EXPLICATION ET SANS JUSTIFICATION – ébranle sérieusement la confiance du public dans l'objectivité et l'indépendance de la Commission;

ATTENDU QUE la Commission, dans son rapport du 7 février, avait fixé la moyenne du nombre d'électeurs par circonscription électorale à 48 387 avec un écart éventuel de plus ou moins 25 % par circonscription, un écart aussi important, en soi, soulève des questions sur l'égalité du vote d'une circonscription à une autre;

ATTENDU QUE, à la suite du renversement de la décision du 7 février de la Commission, les circonscriptions de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy McGee compteront chacune environ 57 000 électeurs, se retrouvant parmi les plus anormalement populeuses;

ATTENDU QUE l'écart de plus ou moins 25 % utilisé par la Commission crée une profonde inégalité dans le poids du vote;

Il fut

PROPOSÉ PAR LA CONSEILLÈRE RUTH KOVAC

EXTRAIT CONFORME

Me Jonathan Shecter, LL.B.
Greffier

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 13 MARS 2017 À 20 H, AU 5801 BOULEVARD CAVENDISH, CÔTE SAINT-LUC

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER MIKE COHEN

ET RÉSOLU :

« QUE le conseil municipal de Côte Saint-Luc (« Conseil »), par la présente, se déclare préoccupé concernant le renversement soudain, inexpliqué et injustifié de la décision prise le 7 février par la Commission de maintenir les circonscriptions électorales de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy McGee;.

QUE le Conseil, par la présente, réitère chacune des objections et des justifications et chacun des arguments stipulés dans la résolution 160128;

QUE le Conseil demande qu'il n'y ait aucune réduction du nombre de circonscriptions électorales dans l'île de Montréal;

Qu'une copie de la présente résolution soit envoyée au premier ministre du Québec, au chef de l'opposition officielle, aux chefs des autres partis à l'Assemblée nationale, aux membres de l'Assemblée nationale, ainsi qu'aux maires et aux conseillers de toutes les municipalités concernées;

QU'une copie de la présente résolution soit également déposée à la prochaine séance du conseil d'agglomération. »
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

EXTRAIT CONFORME

Me Jonathan Shecter, LL.B.
Greffier

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE LUNDI 18 JANVIER 2016 À 20 H, AU 5801 BOULEVARD CAVENDISH, CÔTE SAINT-LUC

160128
RÉSOLUTION EN OPPOSITION AUX MODIFICATIONS DE LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE D'ARCY McGEE

ATTENDU QUE, en vertu de la loi, dans les 12 mois suivant l'élection générale, la Commission de la représentation électorale doit remettre à la direction de l'Assemblée nationale un rapport préliminaire dans lequel elle propose la délimitation des circonscriptions électorales;

ATTENDU QUE, à la suite des élections générales provinciales du 7 avril 2014, la Commission a rendu public, le 17 mars 2015, son rapport préliminaire dans lequel elle propose une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales au Québec;

ATTENDU QUE le Québec est divisé en circonscriptions électorales délimitées de manière à assurer une représentation équitable des électeurs dans l'ensemble de la carte électorale, où le nombre de circonscriptions électorales ne doit pas être inférieur à 122 ni supérieur à 125;

ATTENDU QUE chaque circonscription doit être délimitée de sorte que, d'après la liste électorale permanente, le nombre d'électeurs dans une circonscription ne soit ni supérieur ni inférieur de plus de 25 % au quotient obtenu par la division du nombre total d'électeurs par le nombre de circonscriptions au Québec;

ATTENDU QU'une circonscription représente une *communauté* établie notamment en se fondant sur des considérations d'ordre démographique, géographique et sociologique, telles que la densité de la population, le potentiel de croissance démographique, l'accessibilité, la configuration et les frontières naturelles de ladite circonscription et du territoire des municipalités locales;

ATTENDU QUE, dans le rapport susmentionné, la Commission recommande la fusion des circonscriptions de Mont-Royal et d'Outremont;

ATTENDU QUE la fusion susmentionnée aurait des effets préjudiciables sur l'ensemble des résidants dans les deux circonscriptions concernées et des répercussions sur la circonscription voisine de D'Arcy McGee;

ATTENDU QU'il importe d'examiner les arguments suivants avant d'envisager tout changement à la carte électorale :

i. La fusion de deux circonscriptions (et la disparition d'une circonscription qui en résulte) compromet sérieusement le poids électoral de la communauté anglophone minoritaire du Québec, dont la majorité habite l'île de Montréal (sur la population totale de l'île de Montréal qui est de 1 073 820, 218 820 personnes font partie de la minorité anglophone, soit 20 %);
ii. La décision a pour effet de réduire injustement le poids électoral légitime des électeurs et des résidants de l'île de Montréal par rapport aux autres régions de la province;
iii. La fusion et les réajustements qui en résultent constituent une violation de l'exigence législative et confirmée au plan juridique en vertu de laquelle les *communautés naturelles* doivent être respectées;

EXTRAIT CONFORME

Me Jonathan Shecter, LL.B.
Greffier

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE LUNDI 18 JANVIER 2016 À 20 H, AU 5801 BOULEVARD CAVENDISH, CÔTE SAINT-LUC

iv. En plus de réduire le poids électoral de l'île de Montréal, le changement prévu déclencherait une suite de réajustements qui auraient des conséquences négatives sur les trois circonscriptions, puisqu'il diluera le caractère distinct des communautés naturelles s'appuyant sur des considérations sociologiques et démographiques bien représentées à l'intérieur de leurs limites respectives;

v. Cette proposition ne prend pas en compte les grands projets immobiliers et les tendances démographiques (le site de l'ancien hippodrome Blue Bonnets et 'Le Triangle') qui feront grimper de plusieurs milliers le nombre de résidents sur le territoire de Mont-Royal;

vi. La proposition de la Commission ne reconnaît pas les importantes responsabilités des membres de l'Assemblée nationale envers les différentes populations de *non-électeurs* dans leur comté, lesquels deviendront bientôt des électeurs;

ATTENDU QUE l'article 3 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (« la Charte ») stipule que :

> « 3. Tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales. »

ATTENDU QUE la fusion des circonscriptions électorales est en flagrante contradiction avec les principes énoncés dans le jugement de la Cour suprême du Canada au sujet de la Charte (*Circonscriptions électorales provinciales [1991] 2 RCS 158),* dont voici des extraits :

> « L'objet du droit de vote garanti à l'article 3 de la *Charte* n'est pas l'égalité du pouvoir électoral en soi, mais le droit à une 'représentation effective'.
>
> ...Des facteurs comme la géographie, l'histoire et les intérêts de la collectivité et la représentation des groupes minoritaires peuvent devoir être pris en considération afin de garantir que nos assemblées législatives représentent réellement la diversité de notre mosaïque sociale. »

Il fut

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER MITCHELL BROWNSTEIN
APPUYÉ PAR LA CONSEILLÈRE RUTH KOVAC

ET RÉSOLU :

« QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QUE le conseil municipal de Côte Saint-Luc (« Conseil ») s'oppose catégoriquement aux changements proposés aux limites des circonscriptions électorales de D'Arcy McGee, Mont-Royal et Outremont;

EXTRAIT CONFORME

Me Jonathan Shecter, LL.B.
Greffier

C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE LUNDI 18 JANVIER 2016 À 20 H, AU 5801 BOULEVARD CAVENDISH, CÔTE SAINT-LUC

QUE le Conseil appelle la Commission de la représentation électorale à maintenir le statu quo des limites électorales provinciales actuelles dans le cas des trois circonscriptions de Mont-Royal, Outremont et D'Arcy McGee;

QUE la Commission électorale prenne en compte ces commentaires et invite le représentant de Côte Saint-Luc à faire des représentations devant la Commission; et

QUE la présente résolution soit transmise à toutes les villes et tous les arrondissements compris dans ces circonscriptions et à leurs députés à l'Assemblée nationale. »
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

EXTRAIT CONFORME

Me Jonathan Shecter, LL.B.
Greffier

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE CITY COUNCIL HELD ON MONDAY, MARCH 13, 2017 AT 8:00 P.M. AT 5801 CAVENDISH BOULEVARD, CÔTE SAINT-LUC

170339

OTHER BUSINESS - MOTION TO SUPPORT THE COMMISSION DE LA REPRESENTATION ÉLECTORALE'S REPORT OF FEBRUARY 7, 2017 MAINTAINING THE CURRENT BOUNDARIES OF THE ELECTORAL DIVISIONS OF MOUNT ROYAL, OUTREMONT AND D'ARCY MCGEE AND TO DENOUNCE THE SUDDEN AND UNSUBSTANTIATED REVERSAL OF ITS DECISION ON MARCH 2ND

WHEREAS on March 17, 2015, the *Commission de la representation électorale* ("The Commission") tabled its preliminary report regarding the boundaries of the electoral divisions of the National Assembly;

WHEREAS on January 18, 2016, the Côte Saint-Luc City Council adopted resolution 160128 opposing changes to the electoral riding of D'Arcy McGee for the reasons cited in the said resolution annexed to this resolution as if reproduced hereinafter at length as Annex A;

WHEREAS on February 7, 2017, the Commission submitted its second report in which it proposed the revised delineation of the electoral divisions of Québec accepting the position of the City of Côte Saint-Luc that the electoral map maintain the current divisions of Mount-Royal, Outremont and D'Arcy McGee;

WHEREAS on March 2nd the Commission published its final electoral map in the *Gazette officielle du Quebec* in which it reversed its decision of February 7th by merging the ridings of Mount-Royal and Outremont in to one electoral division and substantially changing the boundaries of D'Arcy McGee;

WHEREAS such a reversal – WITHOUT ANY WARNING, EXPLANATION OR SUBSTANTIATION - seriously undermines public confidence in the objectivity and independence of the Commission;

WHEREAS the Commission had set the average number of voters per electoral division in its February 7th report at 48,387 with a possible deviation of plus or minus 25% per electoral division, a large deviation which, in and of itself, raises questions of the equality of votes from one electoral division to another;

WHEREAS the Commission's reversal of its February 7th decision results in the divisions of Mount-Royal, Outremont and D'Arcy McGee having approximately 57,000 voters each thus being amongst the most anomalously large;

WHEREAS the deviation from plus or minus 25% used by the Commission creates a severe inequality in the weight of a vote;

It was

MOVED BY COUNCILLOR RUTH KOVAC
SECONDED BY COUNCILLOR MIKE COHEN

AND RESOLVED:

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Jonathan Shecter, LL.B.
City Clerk

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE CITY COUNCIL HELD ON MONDAY, MARCH 13, 2017 AT 8:00 P.M. AT 5801 CAVENDISH BOULEVARD, CÔTE SAINT-LUC

"THAT the Côte Saint-Luc City Council ("Council") hereby expresses concern regarding the sudden, unexplained and unsubstantiated reversal of the Commission's February 7th decision maintaining the electoral divisions of Mount Royal, Outremont and D'Arcy McGee;.

THAT Council hereby reiterates each and every objection, justification and substantiation stipulated within resolution 160128;

THAT Council calls for no reduction in the number of electoral divisions on the island of Montreal;

That a copy of this resolution be sent to: the Premier of Quebec, the leader of the Official Opposition, the leaders of the other parties at the National Assembly, the Members of the National Assembly within the affected three ridings as well as to the Mayors and Councillors of all of the affected municipalities;

THAT a copy of this resolution also be tabled at the next Agglomeration Council Meeting."
CARRIED UNANIMOUSLY

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Jonathan Shecter, LL.B.
City Clerk

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE CITY COUNCIL HELD ON MONDAY, JANUARY 18, 2016 AT 8:00 P.M. AT 5801 CAVENDISH BOULEVARD, CÔTE SAINT-LUC

160128
RESOLUTION OPPOSING MODIFICATIONS TO THE ELECTORAL RIDING OF D'ARCY McGEE

WHEREAS, according to law, within the twelve (12) months subsequent to the general election, the Electoral Commission ("Commission") has the obligation to submit to the head of the National Assembly a preliminary report in which it proposes the division of electoral boundaries;

WHEREAS subsequent to the provincial general election of April 7, 2014, the Commission submitted, on March 17, 2015, its preliminary report in which it proposes the division of new electoral boundaries within Québec;

WHEREAS Québec is divided into electoral boundaries which must ensure equitable representation of voters; throughout the ridings, which shall number no fewer than one hundred and twenty-two (122) and no greater than one hundred and twenty-five (125) electoral divisions;

WHEREAS each electoral riding must be divided in such a manner, that the number of electors in the division be no fewer than and no greater than twenty-five percent (25%) of the average number of electors per riding in Quebec, taking into account the permanent electoral list divided by the number of divisions in Quebec;

WHEREAS an electoral division represents an established *community* based on, *inter alia*, demographic, geographic, sociological considerations such as: the density of the population, the potential growth of the population, the accessibility within the district, the configuration of the district and the natural borders of the said district as well as the local municipal territories;

WHEREAS in the aforementioned report, the Commission recommends the merging of the electoral division of Mount Royal with the division of Outremont;

WHEREAS the aforementioned merging would have deleterious effects on all residents within both aforementioned ridings and impact the neighbouring riding of D'Arcy McGee;

WHEREAS the following arguments must be considered prior to any changes to the electoral map boundaries:

i. The merging of two divisions (and therefore the resulting loss of one) significantly compromises the electoral influence of Québec's English-speaking minority community, a majority of whom live on the Island of Montreal (out of a Montreal-Island population of 1,073,820 there are 218,820 members of the English-speaking minority, said amount being twenty percent (20%));
ii. The decision unduly reduces the legitimate electoral weight of Island of Montreal electors and residents with respect to the other regions of Québec;
iii. The merger and the resulting adjustments are a violation of the legislative and legally-confirmed requirement that *natural communities* be respected;

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Jonathan Shecter, LL.B.
City Clerk

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE CITY COUNCIL HELD ON MONDAY, JANUARY 18, 2016 AT 8:00 P.M. AT 5801 CAVENDISH BOULEVARD, CÔTE SAINT-LUC

iv. Beyond reducing the electoral weight of Montreal Island, the change would unleash a chain reaction of adjustments that negatively affect all three ridings, in that it would dilute the distinct character of the sociological and demographic natural communities which are presently represented within their respective boundaries;

v. This proposal fails to consider important development projects and demographic trends (Blue Bonnets and the 'Triangle' residential development) that will add thousands of new residents to the territory within Mount Royal;

vi. The Commission's proposal does not recognize the significant responsibilities of National Assembly Members with regards to diverse populations of *non-electors* within their ridings, who will become electors in the near future;

WHEREAS Section 3 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* states ("Charter"):

> "3. Every citizen of Canada has the right to vote in an election of the members of the House of Commons or of a legislative assembly and to be qualified for membership therein."

WHEREAS the merging of the electoral ridings is in stark contradiction of the principles cited within the Supreme Court of Canada's judgment regarding the Charter (*Provincial electoral boundaries 1991 2 SCR 158)* some of which are found hereunder:

> "The purpose of the right to vote enshrined in s. 3 of the *Charter* is not equality of voting power *per se* but the right to "effective representation".
>
> ...Factors like geography, community history, community interests and minority representation may need to be taken into account to ensure that our legislative assemblies effectively represent the diversity of our social mosaic. "

It was

MOVED BY COUNCILLOR MITCHELL BROWNSTEIN
SECONDED BY COUNCILLOR RUTH KOVAC

AND RESOLVED:

"THAT the preamble of this resolution shall form an integral part of thereof as if cited hereinafter at length;

THAT the Côte Saint-Luc City Council ("Council") strenuously objects to the proposed changes to the electoral boundaries of D'Arcy McGee, Mount Royal and Outremont;

THAT Council calls upon the Electoral Representation Commission to maintain the status quo of the current provincial electoral boundaries with regard to the three electoral ridings of Mount Royal, Outremont and D'Arcy McGee;

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Jonathan Shecter, LL.B.
City Clerk

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE CITY COUNCIL HELD ON MONDAY, JANUARY 18, 2016 AT 8:00 P.M. AT 5801 CAVENDISH BOULEVARD, CÔTE SAINT-LUC

THAT the Electoral Commission take these comments into account and invite Côte Saint-Luc representatives to make representations before the Commission; and

THAT said resolution be distributed to all cities and boroughs within these three ridings and to their Members of the National Assembly."
CARRIED UNANIMOUSLY

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Jonathan Shecter, LL.B.
City Clerk

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1175840003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018. La dépense totale, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Bâtiment 3670.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018, pour une dépense totale de 1 256 562,28 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-24 08:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175840003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018. La dépense totale, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Bâtiment 3670.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des enquêtes spécialisées du Service de police de la Ville de Montréal (le « SPVM ») occupe à la Place Versailles, située au 7275, rue Sherbrooke Est, des locaux constitués d'espaces à bureaux d'une superficie de 54 991 pi². Le bail est entré en vigueur en 1993 et a depuis été renouvelé et/ou modifié à huit reprises. L'entente en vigueur arrivera à échéance le 31 décembre 2017.
En juin 2014, le conseil d'agglomération approuvait le sommaire relatif à l'acquisition de l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans le but de relocaliser des services du SPVM, dont le Service des enquêtes spécialisées. Un projet de rénovation et d'agrandissement du bâtiment est actuellement en cours afin de loger ces services

Des imprévus dans le processus de planification ont fait en sorte qu'il ne sera pas possible de terminer les travaux avant la fin du bail en décembre 2017. Il apparaît donc nécessaire de prolonger le bail à la Place Versailles pour une durée de douze mois, soit jusqu'au 31 décembre 2018, afin de terminer les travaux et le déménagement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0467 - 25 août 2016 - Approbation du projet de huitième convention de prolongation du bail, pour une durée de 3 mois, soit du 1er octobre au 31 décembre 2017, pour une dépense totale de 307 501,85 $, taxes incluses.
CG14 0301 - 19 juin 2014 - Approbation du projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 $, taxes incluses.

CG12 0295 - 23 août 2012 - Approbation du projet de septième convention de modification du bail, pour une durée de 5 ans, pour un montant de 6 058 359,44 $ incluant les taxes.

CG07 0314 - 30 août 2007 - Approbation du renouvellement du bail et de l'ajout de superficie, pour une durée de 5 ans, pour un montant total de 5 318 119,83 $ incluant les taxes.

CM04 0537 - 23 août 2004 - Approbation du renouvellement du bail pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer annuel de 880 239,06 $ taxes incluses.

SMCE040290001 - 19 mai 2004 - Comité exécutif Ville

Résolution 5862 - 20 juin 2001 - Approbation du renouvellement de bail (Ex-Cum)

Résolution 5169 - 13 décembre 1995 - Approbation de la modification du bail pour agrandissement (Ex-Cum).

Résolution 4932 - 16 février 1994 - Approbation de la modification du bail pour agrandissement (Ex-Cum).

Résolution 4730 - 9 décembre 1992 - Approbation du bail avec Place Versailles inc., pour une durée de 10 ans, moyennant un loyer mensuel de 33 375 $ avant taxes.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces d'une superficie de 54 991 pi², situés au 7275, rue Sherbrooke Est, utilisés par le Service des enquêtes spécialisées du SPVM. Le terme du renouvellement est de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018.
Le bail inclut une zone de stationnement intérieure sécurisée comprenant environ 80 espaces pour les voitures du SPVM.

JUSTIFICATION

Le loyer de base demandé demeure le même, soit 10 $/pi². Ce loyer de base est avantageux considérant que le taux de location pour un espace à bureaux dans ce secteur se situe entre 10 $/pi² et 14,50 $/pi². Toutes les autres conditions monétaires, soit les frais d'exploitation, les taxes foncières et les frais de stationnement demeurent également les mêmes. Les frais d'exploitation sont augmentés annuellement selon l'IPC et les taxes foncières sont payées au réel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Superficie locative 54 991 pi²	**Loyer projeté 2018**
Loyer de base (pi²)	10,00 $
Frais exploitation (pi²)	6,25 $
Taxes foncières (pi²)	3,15 $
Loyer unitaire brut (pi²)	19,40 $
Loyer terme	1 066 825,40 $
Loyer terme stat. sécurisé	26 075,04 $
Loyer terme total	**1 092 900,44 $**
TPS	54 645,02 $
TVQ	109 016,82 $
Loyer terme incluant les taxes	**1 256 562,28 $**
Ristourne TPS	54 645,02 $

Ristourne TVQ	54 508,41 $
Loyer net terme	1 147 408,85 $

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés à 100 % par le SPVM à même son budget.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'obtention de la certification BOMA BEST a été suggérée au Locateur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une relocalisation temporaire des services SPVM n'est pas envisageable étant donné les besoins spécifiques et les exigences de sécurité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 30 mars 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-France LESAGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Érik VINCENT, Service de police de Montréal
Marie-Hélène LESSARD, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-0685
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Guylaine CORMIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8484
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-23

NEUVIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE **PLACE VERSAILLES INC.**, corporation dûment constituée, ayant son siège au 5125, rue du Trianon, suite 300, Montréal, Québec, H1M 2S5, agissant et représentée par Monsieur William Gregory, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare

(ci-après appelée le «**Locateur**»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

(ci-après appelée le «**Locataire**»)

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de bail (le «Bail») le 16 décembre 1992 pour la location de locaux comprenant la totalité des 5e et 6e étages de l'immeuble mentionné («Immeuble») étant l'édifice à bureaux portant le numéro civique 7275, rue Sherbrooke Est, Montréal, et faisant partie du Centre commercial Place Versailles;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une première convention de modification de Bail le 14 janvier 1994 pour l'ajout de locaux comprenant la totalité du 4e étage et une partie du 3e étage de l'Immeuble, soit une superficie locative de 20 496 pi²;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une deuxième convention de modification de Bail le 20 décembre 1995 pour l'ajout de locaux d'une superficie locative de 1046 pi² au 3e étage de l'Immeuble;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une troisième convention de modification de Bail le 9 juin 1997 pour l'ajout de locaux d'une superficie de 5 215 pi² complétant l'entière occupation du 3e étage de l'Immeuble;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une quatrième convention de modification de Bail le 23 juillet 2001 afin de prolonger le terme du Bail au 30 septembre 2004;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une cinquième convention de modification de Bail le 8 juillet 2004 afin de prolonger le terme du Bail au 30 septembre 2007;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une sixième convention de modification de Bail le 30 août 2007 afin, entre autres, d'augmenter la superficie, d'y ajouter une option de renouvellement, et de prolonger le terme du Bail au 30 septembre 2012;

ATTENDU QUE le Locataire a exercé son option de renouvellement pour un terme de cinq ans, du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2017;

ATTENDU QUE les parties ont conclu une huitième convention de modification de Bail, le 25 août 2016, afin de prolonger le terme du Bail au 31 décembre 2017;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Locateur;

ATTENDU QUE les parties désirent prolonger le Bail pour une période de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées:

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1) PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2) DURÉE

La présente convention de modification est consentie pour une durée de douze (12) mois, débutant le 1er janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018.

Sous réserve des dispositions et engagements de cette neuvième convention de modification du Bail faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations prévus par le Bail, tel que modifié, demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

LE LOCATEUR:

PLACE VERSAILLES INC

Le _____e jour du mois de _____ 2017

Par : _____
Signature

Nom : William Gregory

LE LOCATAIRE:

VILLE DE MONTRÉAL

Le _____e jour du mois de _____ 2017

Par : _____
Signature

Nom : Yves Saindon

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175840003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc., des espaces situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018. La dépense totale, incluant les taxes, est de 1 256 562,28 $. Bâtiment 3670.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175840003 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-France LESAGE
Conseiller en gestion des ressources financières
Service des finances, Division du conseil et du soutien financier,
Point de service - Sécurité publique
Tél : 514 280-2944

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières. C/É

Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier,
Point de service - Sécurité publique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1173997001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-06 10:27

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173997001**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CONTENU

CONTEXTE

Avant de lancer un appel d'offres, le Service de l'approvisionnement a effectué une étude du marché pour l'acquisition et la fourniture d'armes à impulsion électrique (AIE) de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement réservés à l'usage exclusif du personnel policier du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM). Le rapport de l'étude indique que la firme M.D. Charlton Co. Ltd. a l'exclusivité sur le territoire du Canada. De ce fait, une négociation de gré à gré a été entreprise, afin de constituer la première entente-cadre permanente pour l'acquisition de ces articles.

Le 8 décembre 2016 un cahier des charges a été transmis à la firme M.D. Charlton Co. Ltd. pour l'informer du besoin du SPVM et des conditions à respecter. Le 15 décembre 2016, la firme M.D. Charlton Co. Ltd. déposait une offre de service portant le numéro 16-15684 en lien avec l'acquisition et la fourniture de AIE de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement réservés à l'usage exclusif du personnel policier du SPVM.

La période de validité de l'offre de service 16-15684 est de cent quatre-vingts (180) jours civils suivant la date d'ouverture de la soumission, soit le 15 décembre 2016. La date limite de validité est donc le 13 juin 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le but du présent dossier décisionnel est de conclure une entente-cadre, pour une période de 36 mois avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd. à la suite de la négociation de l'offre de service numéro 16-15684, pour l'acquisition et la fourniture de AIE de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement correspondant au modèle actuellement utilisé au SPVM.

Année 2017 :

- Article 1 : Taser X2, arme impulsion électrique (AIE) de couleur noire semi-automatique
- Article 2 : Taser X2, arme implusion électricque (AIE) de couleur jaune semi-automatique
- Article 3 : Cartouche standard de service X2/X3, 25"
- Article 4 : Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"
- Article 5 : Batteries TPPM 22012
- Article 6 : Cibles Taser
- Article 7 : Cartouche simulation inerte X2/X3, 25"
- Article 8 : Câble de téléchargement 22013

Pour une somme maximale de 281 310.05 $, taxes incluses.

Année 2018 :

- Article 1 : Taser X2, arme impulsion électrique (AIE)
- Article 2 : Cartouche standard de service X2/X3, 25"
- Article 3 : Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"
- Article 4 : Batteries TPPM 22012
- Article 5 : Cibles Taser
- Article 6 : Cartouche simulation inerte X2/X3, 25"
- Article 7 : Câble de téléchargement 22013

Pour une somme maximale de 197 457.89 $, taxes incluses.

Année 2019 :

- Article 1 : Taser X2, arme impulsion électrique (AIE)
- Article 2 : Cartouche standard de service X2/X3, 25"
- Article 3 : Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"
- Article 4 : Batteries TPPM 22012
- Article 5 : Cibles Taser
- Article 6 : Cartouche simulation inerte X2/X3, 25"
- Article 7 : Câble de téléchargement 22013

Pour une somme maximale de 207 853.37 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

L'acquisition de l'AIE fait suite à des recommandations de coroners respectivement en 2012 et 2016 visant la disponibilité de l'AIE pour les policiers en auto-patrouille, et ce, à la suite d'une intervention policière qui s'est déroulée le 7 juin 2011.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme de 686 621.31 $, taxes incluses est prévu au SPVM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Risque opérationnel à ne pouvoir utiliser l'équipement présent faute de cartouches et accessoires requis dans le cadre des activités journalières.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 mars 2017
Conseil municipal : 27 mars 2017
Conseil d'agglomération : 30 mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jocelyne GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves LAROCQUE
commandant police

Tél : 514-238-1812
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Érik VINCENT
Chef de division

Tél : 514 280-2947
Télécop. : 514 280-3193

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES
Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Philippe PICHET
Directeur

Tél : 514 280-2005
Approuvé le : 2017-03-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1173997001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15684 intervention.pdf 15684-tcp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Danielle CHAURET
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-1027
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15684 — No du GDD : 1173997001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 12 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 15 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 15 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 6 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 6 - 2017

Date d'échéance révisée : 13 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
M.D. Charlton Ltd	686 621.31 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Sakhi Badre Eddine — Le 15 - 2 - 2017

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15684	Titre de l'appel d'offres:	Aquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement
Badre Eddine Sakhi		**MD CHARLTON LTD**		

No	Articles	Qté	Coût unitaire	Total	
TASER X2 et accessoires - Année 2017					
1	Taser X2, arme impulsion électrique (A.I.E.) de couleur noire semi-automatique	10	1 674,52 $	16 745,20 $	
2	Taser X2, arme impulsion électrique (A.I.E.) de couleur jaune semi-automatique	8	1 674,52 $	13 396,16 $	
3	Cartouche standard de service X2/X3, 25"	982	56,62 $	55 600,84 $	
4	Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25"	2148	55,04 $	118 225,92 $	
5	Batteries TPPM 22012	234	93,36 $	21 846,24 $	
6	Cibles TASER	45	47,57 $	2 140,65 $	
7	Cartouche de simulation inerte X2/X3, 25"	24	77,25 $	1 854,00 $	
8	Câble de téléchargement 22013	57	260,73 $	14 861,61 $	
			Sous total	**244 670,62 $**	
TASER X2 et accessoires - Année 2018					
1	Taser, X2, arme impulsion électrique (A.I.E.)	14	1 762,65 $	24 677,10 $	
2	Cartouche standard de service X2/X3, 25'	713	59,60 $	42 494,80 $	
3	Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25'	1292	57,94 $	74 858,48 $	
4	Batteries TPPM 22012	223	98,27 $	21 914,21 $	
5	Cibles Taser	42	50,07 $	2 102,94 $	
6	Cartouche simulation inerte X2/X3, 25'	16	81,32 $	1 301,12 $	
7	Câble de téléchargement 22013	16	274,45 $	4 391,20 $	
8	Étuis Safariland Droitier 3520-264-131	8		0,00 $	Articles non disponibles
9	Étuis Safariland Gaucher 3520-264-132	8		0,00 $	
10	Gance de ceinture/extraction rapide	47		0,00 $	
			Sous total	**171 739,85 $**	
TASER X2 et accessoires - Année 2019					
1	Taser, X2, arme impulsion électrique (A.I.E.)	14	1 855,42 $	25 975,88 $	
2	Cartouche standard de service X2/X3, 25'	713	62,74 $	44 733,62 $	

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15684	Titre de l'appel d'offres:	Aquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement
Badre Eddine Sakhi		**MD CHARLTON LTD**		

No	Articles	Qté	Coût unitaire	Total	
3	Cartouche de simulation bleue smart X2/X3, 25'	1292	60,99 $	78 799,08 $	
4	Batteries TPPM 22012	223	103,44 $	23 067,12 $	
5	Cibles Taser	42	52,71 $	2 213,82 $	
6	Cartouche simulation inerte X2/X3, 25'	16	85,60 $	1 369,60 $	
7	Câble de téléchargement 22013	16	288,89 $	4 622,24 $	
8	Étuis Safariland Droitier 3520-264-131	8		0,00 $	Articles non disponibles
9	Étuis Safariland Gaucher 3520-264-132	8		0,00 $	
10	Gance de ceinture/extraction rapide	47		0,00 $	
			Sous total	180 781,36 $	
			Total années 2017 à 2019	597 191,83 $	
			TPS	29 859,59 $	
			TVQ	59 569,89 $	
			TOTAL	686 621,31 $	

Soumissionnaire le moins cher au total								
MD CHARLTON LTD	597 191,83 $	+ TPS	29 859,59 $	+ TVQ	59 569,89 $	=	**686 621,31 $**

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15684	Titre de l'appel d'offres	Aquisition et fourniture de Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement			Nom de l'agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi
Date d'ouverture	2016-12-15	Appel d'offres	Gré à gré	Service requérant	37-SPVM	Requérant	Mario Frappier

	Adjudicataire recommandé		
	MD CHARLTON LTD	0	0
Total avant taxes	597 191,83 $	0,00 $	0,00 $
TPS	29 859,59 $		
TVQ	59 569,89 $		
TOTAL	**686 621,31 $**		

Commentaires	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173997001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 36 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 686 621.31 $, taxes incluses (fournisseur unique).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1173997001- intervention financière.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyne GUAY
Conseillière en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2953

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1175035002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, aux prix de sa soumission, soit une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 7 février 2017 et au tableau de prix reçus et joint au dossier;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,2 % par l'agglomération, pour un montant de 388 063,20 $.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-25 09:32

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175035002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) opère un ordinateur central consolidé, communément appelé «Mainframe», pour les besoins de la Ville de Montréal (Ville) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Cet ordinateur central est exploité avec un système d'exploitation et des logiciels d'IBM Canada Ltée (IBM) qui permettent d'opérer plusieurs applications corporatives et de sécurité publique.
Le système d'exploitation et les logiciels IBM sont essentiels au fonctionnement de l'ordinateur central et IBM demeure la seule firme en mesure de les offrir.

Pour assurer la continuité opérationnelle de ces applications, le présent dossier vise à octroyer un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018 et autoriser en conséquence une dépense maximale de 773 034,26 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0127 - 25 février 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2017, pour une somme maximale de 739 636,41$, taxes incluses
CG15 0229 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2015 au 30 avril 2016, pour une somme maximale de 715 010,95 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG14 0140 - 27 mars 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, pour une somme maximale de 680 685,11 $, taxes

incluses

CG13 0115 - 25 avril 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée, pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, pour une somme maximale de 718 058,43 $, taxes incluses

DESCRIPTION

Une trentaine de systèmes et applications sont opérés sur la plate-forme de l'ordinateur central et nécessitent le renouvellement des logiciels, selon les modalités du contrat d'utilisation mensuelle (MLC: Monthly License Charge), dont principalement:

- Le bottin téléphonique utilisé par tous les employés;
- Le système de gestion des activités administratives décentralisées (GAAD) utilisé par plus de 5000 policiers du SPVM;
- Le système intégré de gestion des effectifs policiers (SIGEP) utilisé par plus de 5000 employés;
- Le système de convocation à la cour utilisé par plus de 5000 policiers;
- Le système de taxation (OASIS) utilisé par 1250 employés;
- Le registre des postes utilisé par 1053 employés;
- Le système de traitement des offenses pénales (STOP+) utilisé par 949 employés;
- Le système de gestion de la cour municipale (GESCOUR) utilisé par 934 employés.

L'entente d'utilisation des logiciels IBM est nécessaire pour :

- être autorisé à utiliser les logiciels IBM installés sur l'ordinateur central;
- obtenir le support de spécialistes techniques d'IBM 24 heures par jour et 365 jours par année avec un niveau de service variable selon l'urgence de l'incident pour la Ville sur les versions supportées;
- accéder à la banque de connaissances techniques IBM;
- obtenir les correctifs et évolutions des logiciels, IBM étant le propriétaire exclusif;
- obtenir des analyses personnalisées des logiciels installés sur l'ordinateur central, incluant un rapport de recommandations afin de maximiser l'utilisation des logiciels.

JUSTIFICATION

IBM détient tous les droits reliés aux logiciels IBM de l'ordinateur central et ceux-ci sont indispensables pour permettre l'exploitation de l'ordinateur central et, par conséquent, de nombreux systèmes informatiques de la Ville en dépendent. Pour assurer la compatibilité avec les systèmes existants et maintenir l'opération de l'ordinateur central, un contrat de gré à gré est requis avec IBM, qui est l'unique fournisseur.
La Ville peut octroyer, de gré à gré à IBM Canada Ltée, le contrat qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs tels que les licences exclusives, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes.

Tableau comparatif des années antérieures:

Périodes	Montants (Taxes incluses)	Écart $	Écart %
2013-2014	718 058,43 $	N/A	N/A
2014-2015	680 685,11 $	(37 373,32) $	-5,2 %
2015-2016	715 010,95 $	34 325,84 $	5,0 %
2016-2017	739 636,41 $	24 625,46 $	3,4 %
2017-2018	773 034,26 $	33 397,85 $	4,5 %

La diminution de 5,2 % qui a eu lieu entre la période 2013-2014 et la période 2014-2015 était le résultat du retrait d'un item n'étant plus utilisé par la Ville.

Les augmentations annuelles des prix diffusés par IBM pour la période 2015-2018 sont directement reliées à la fluctuation du dollar canadien. IBM maintient des prix égaux à un niveau national, qui sont les prix qui s'appliquent la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense, d'un montant maximal de 773 034,26 $, taxes incluses (705 883,32 $ net de taxes) répartie sur une période d'un an et payable mensuellement, sera imputée au budget de fonctionnement 2017 et 2018 du Service des TI, pour la période du 1er mai 2017 au 30 avril 2018.
Le tableau suivant représente une estimation des coûts annuels des logiciels IBM, basée sur une utilisation potentielle maximale, pour la durée de ce contrat :

	2017	2018	Total
Montants estimés pour l'utilisation des logiciels IBM (Taxes incluses)	508 575,17 $	264 459,09 $	773 034,26 $

Pour plus de détails concernant la soumission mensuelle des coûts des logiciels IBM ainsi que les coûts annuels 2017 et 2018, se référer aux pièces jointes du présent sommaire.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les logiciels décrits dans ce sommaire sont requis pour opérer l'ordinateur central et pour continuer d'offrir le service aux utilisateurs des applications corporatives de la Ville et du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au CE : 15 mars 2017;

- Présentation du dossier au CM : 27 mars 2017;
- Présentation du dossier au CG : 30 mars 2017.
- Octroi du contrat : 1 mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Philippe COUVAS
Chef de division infrastructure - Centre d’expertise plateformes et infrastructures

Tél : 5148720696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur par intérim - Centre d’expertise plateformes & infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2017-02-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : (514) 280-6970
Approuvé le : 2017-02-23

Rapport détaillé des prix MLC pour Ville de Montréal

Cet outil est pour l'estimation seulement. Les prix indiqués sont pour information seulement et peuvent être modifiées. Les taxes applicables ne sont pas incluses. Programmes sous licence sont disponibles que dans l'accord '' IBM Customer Agreement '', le contrat '' International Program License Agreement '', ou tout autre accord équivalent qui est en vigueur entre le client et IBM.

Client: Ville de Montreal
Numéro Client: 188177
Type Installation: Uncoupled

Les prix suivants sont basés sur les prix publiés courant (févr 2017) et sont susceptibles de changer.

PID	Nom Program	Type	LIC	MSUs	Prix Mensuel
No. Machine :	**2818-K02**	**Group: 60**			
Desc:	**IBM zEnterprise 114**	**MSUs: 25**			
No. de Série:	**0239F97**				
5648A25	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt	AEWLC	B	25	1,775.08$
5655M15	CICS TS for z/OS V3	AEWLC	B	25	15,303.76$
5655W97	WebSphere MQ for z/OS V8	AEWLC	B	25	5,627.66$
5655147	CICS TS for OS/390	AEWLC	B	25	11,070.88$
5694A01	z/OS V1 Base	AEWLC	B	25	17,101.09$
5694A01	z/OS V1 DFSMS dsshsm	AEWLC	B	25	1,925.09$
5694A01	z/OS V1 DFSORT	AEWLC	B	25	414.52$
5694A01	z/OS V1 JES3	AEWLC	B	25	825.59$
5694A01	z/OS V1 RMF	AEWLC	B	25	672.37$
5694A01	z/OS V1 SDSF	AEWLC	B	25	575.89$
	Prix Mensule Systême				**55,291.93$**

Dates Prix: 2/7/2017
Prix: Canadian
Lieu de l'estimé: Canada
Date du rapport : 2/7/2017

Prix IBM (basé sur un modèle 2818-K02)

Fournisseur	Type de tarification	Description	Numéro de programme	Utilisation MSU planifiée	Total mensuel 2017	Total annuel planifié 2017 (8 mois)	Total mensuel 2018 (Majoration de 4%)	Total annuel planifié 2018 (4 mois)	Total 1 an
IBM	AEWLC	CICS TS for z/OS V3	5655M15	25	15 303,76 $	122 430,08 $	15 915,91 $	63 663,64 $	**186 093,72 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 Base	5694A01	25	17 101,09 $	136 808,72 $	17 785,13 $	71 140,53 $	**207 949,25 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 RMF	5694A01	25	672,37 $	5 378,96 $	699,26 $	2 797,06 $	**8 176,02 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 DFSMS dsshsm	5694A01	25	1 925,09 $	15 400,72 $	2 002,09 $	8 008,37 $	**23 409,09 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 DFSORT	5694A01	25	414,52 $	3 316,16 $	431,10 $	1 724,40 $	**5 040,56 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 JES3	5694A01	25	825,59 $	6 604,72 $	858,61 $	3 434,45 $	**10 039,17 $**
IBM	AEWLC	Websphere MQ for z/OS V8	5655W97	25	5 627,66 $	45 021,28 $	5 852,77 $	23 411,07 $	**68 432,35 $**
IBM	AEWLC	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt	5648A25	25	1 775,08 $	14 200,64 $	1 846,08 $	7 384,33 $	**21 584,97 $**
IBM	AEWLC	z/OS V1 SDSF	5694A01	25	575,89 $	4 607,12 $	598,93 $	2 395,70 $	**7 002,82 $**
IBM	AEWLC	CICS TS for OS/390	5655147	25	11 070,88 $	88 567,04 $	11 513,72 $	46 054,86 $	**134 621,90 $**
Sous-Total					**55 291,93 $**	**442 335,44 $**	**57 503,61 $**	**230 014,43 $**	**672 349,87 $**
TPS 5%						**22 116,77 $**		**11 500,72 $**	**33 617,49 $**
TVQ 9,5%						**44 122,96 $**		**22 943,94 $**	**67 066,90 $**
Total						**508 575,17 $**		**264 459,09 $**	**773 034,26 $**

3600 Steeles Avenue East
Markham, Ontario
L3R 9Z7

Abdelhak (Abdel) Baba saci
Conseiller en analyse et contrôle de gestion
Direction - Centre d'expertise Plateformes et Infrastructure
Service des technologies de l'information
801, rue Brennan, 2e étage
Montréal QC H3C 0G4

22 février 2017

Bonjour Abdel,

Les licences z/OS installée a la Ville de Montréal, énumérées ci-dessous, sont offertes exclusivement par IBM.

Licence mensuelle (MLC):

5648A25	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt
5655M15	CICS TS for z/OS V3
5655W97	WebSphere MQ for z/OS V8
5655147	CICS TS for OS/390
5694A01	z/OS V1 Base
5694A01	z/OS V1 DFSMS dsshsm
5694A01	z/OS V1 DFSORT
5694A01	z/OS V1 JES3
5694A01	z/OS V1 RMF
5694A01	z/OS V1 SDSF

Licence annuelle (S&S):

5655J19	Debug Tool

Veuillez agréer l'expression de nos salutations les meilleures,

Aurora Reali
z Systems MLC Software Client Leader
IBM Canada Ltd.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175035002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1175035002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget

Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177487001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs Inc., une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pour une période de trente-six (36) mois avec possibilité de prolongation de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations. Appel d'offres public 16-15667, trois (3) soumissionnaires conformes. (Montant total estimé de l'entente: 931 745,90 $, taxes incluses).

Il est recommandé au Conseil d'agglomération:
1. D'octroyer pour une période de trente-six (36) mois avec possibilité de prolongation de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations, une entente-cadre collective avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs Inc. pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour égouts et aqueducs.

2. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des Services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-01 12:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177487001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs Inc., une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pour une période de trente-six (36) mois avec possibilité de prolongation de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations. Appel d'offres public 16-15667, trois (3) soumissionnaires conformes. (Montant total estimé de l'entente: 931 745,90 $, taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout, pièces tenues en inventaire dans les différents magasins et dépôts de la Ville de Montréal. Par le biais de cette entente-cadre, ces pièces seront accessibles à l'ensemble des arrondissements et aux services corporatifs de la Ville. Ces pièces sont requises par les équipes d'entretien des travaux publics qui effectuent les travaux de réparation et de maintenance sur le réseau. Cette entente-cadre est mise à la disposition des unités d'affaires par le Service de l'approvisionnement depuis 2004 (CE04 0611 - 31 mars 2004). Le dernier appel d'offres public, 14-13623, a été lancé en 2014 et a été octroyé à l'entreprise St-Germain égouts et aqueducs inc. pour un montant de 495 516,67 $, taxes incluses lors du CE14 1308 du 10 septembre 2014. La période de validité de l'entente-cadre était de trente (30) mois. Cet appel d'offres prévoyait une année de prolongation de douze (12) mois. Le Service de l'approvisionnement a recommandé de ne pas se prévaloir de l'option de prolongation car la demande de pièces hors entente a considérablement augmenté lors des trois (3) dernières années. Il a donc été décidé de soumettre un nouvel appel d'offres, afin d'y inclure ces pièces et d'obtenir des prix plus concurrentiels.

À un mois de l'échéance de l'entente actuelle, la consommation de cette dernière a atteint un montant de 550 624,70 $, taxes incluses, soit environ 11,12 % de plus que le montant estimé initialement qui était de 495 516,67 $, taxes incluses.

L'avis de l'appel d'offres 16-15667 a été publié le 14 décembre 2016 via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le quotidien Le Devoir. L'appel d'offres a été sur le marché pour une période de vingt-neuf (29) jours. L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 23 janvier 2017. Selon les clauses administratives particulières incluses au

cahier des charges, la soumission est valide pendant les cent quatre-vingts (180) jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 22 juillet 2017. Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme.
Quatre (4) addenda ont été émis afin de préciser certains aspects du cahier des charges :

- addenda 1 (6 janvier 2017) : correction de la durée du contrat dans le titre de l'appel d'offres et modification de la garantie d'exécution requise;
- addenda 2 (9 janvier 2017) : report de l'ouverture de l'appel d'offres au 16 janvier 2017. L'ouverture était initialement prévue au 11 janvier 2017;
- addenda 3 (12 janvier 2017) : modifications apportées au bordereau de soumission et report de l'ouverture de l'appel d'offres au 23 janvier 2017;
- addenda 4 (13 janvier 2017) : émission d'un bordereau de soumission numérique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 1388 - 10 septembre 2014 - Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. une entente-cadre pour une période de trente (30) mois avec une option de renouvellement de douze (12) mois pour la fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égout - Appel d'offres public 14-13623- Montant total de 495 516,67 $, taxes incluses - quatre (4) soumissionnaires
CG09 0337 - 27 août 2009 - Conclure avec la firme St-Germain Égouts et Aqueducs inc. une entente-cadre pour une période de soixante (60) mois pour la fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égout - Appel d'offres public 09-11059 - Montant total de 1 103 992,67 $, taxes incluses - deux (2) soumissionnaires

DESCRIPTION

Sur le plan qualitatif:
L'objet du présent appel d'offres est la conclusion d'une entente-cadre collective pour la fourniture sur demande de pièces de béton pour aqueduc et égout. Les pièces tenues en inventaire dans les différents magasins et dépôts de la Ville de Montréal seront accessibles à l'ensemble des arrondissements et des services corporatifs de la Ville. Ces pièces sont requises par les équipes d'entretien des travaux publics qui effectuent les travaux de réparation et de maintenance sur le réseau. Elles doivent respecter les normes du Bureau de normalisation du Québec (B.N.Q).

Sur le plan quantitatif:

Le type de pièces et les quantités prévues sont basés sur les historiques de consommation selon l'entente-cadre et les ententes de gré à gré des trois (3) dernières années. Ces pièces représentent la majorité des pièces de l'entente.

Il est prévu que des pièces non identifiées actuellement soient demandées. Leur quantité est estimée à 3,08 % ce qui représente un montant de 28 743,75$, taxes incluses du contrat total. Au moment de l'implantation du projet Maxim'eau en arrondissement, la visibilité de tous les inventaires permettra d'identifier des pièces achetées auparavant hors inventaire. Le réapprovisionnement de ces pièces pourra, dès lors, être fait via l'entente-cadre.

Le calcul des estimations a été basé sur les prix unitaires de l'entente actuelle affectés d'une inflation de 3,7 % qui a été déterminée en fonction de la variation de l'indice des prix des produits en béton (Statistique Canada - Tableau Cansim 329-0074) entre 2014 et 2017. Le tableau des estimations est disponible en pièce jointe.

Les quantités sont fournies à titre indicatif afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins, mais n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité des pièces prévues.

Les particularités de l'appel d'offres:

Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier, au plus bas soumissionnaire conforme. Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés.

Pour les pièces non identifiées actuellement, un taux d'escompte basé sur la dernière mise à jour des listes de prix des soumissionnaires a été demandé à ces derniers. Cette stratégie permet d'éviter toute surtarification injustifiée liée à la demande de pièces non négociées dans l'entente au cours des trois (3) prochaines années. Les soumissionnaires devaient joindre la dernière mise à jour de leur liste de prix avec leur soumission.

Une clause d'indexation des prix a été ajoutée aux documents d'appel d'offres. Sans cette clause, les soumissionnaires auraient pu ajouter une marge à leur prix pour se prémunir d'une éventuelle hausse du taux d'indexation. Cette marge aurait pu être plus importante que la hausse du taux d'indexation en lui-même.

Afin de respecter la matrice décisionnelle mise en place par le Service de l'approvisionnement pour les garanties de soumission et d'exécution, une garantie de soumission égale à deux pour cent (2 %) du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, a été demandée au dépôt de la soumission.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges et les trois (3) ont déposé une soumission, soit la totalité.
L'entreprise St-Germain Égouts et Aqueducs inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Ses produits sont conformes aux normes du Bureau de normalisation du Québec (B.N.Q.), et aux exigences supplémentaires prévues au cahier des charges. L'attestation du B.N.Q. est disponible en annexe.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
St-Germain Égouts et Aqueducs inc.	931 745,90 $		931 745,90 $
Lécuyer et Fils ltée	1 174 088,25 $		1 174 088,25 $
Boisclair et Fils inc.	1 248 459,36 $		1 248 459,36 $
Dernière estimation réalisée ($)			931 075,93 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 118 097,84 $ 20,00 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			316 713,46 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	33,99 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	669,97 $ +0,07 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	242 342, 35 $ 26,01 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle et n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme s'être conformé en tout point à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la division de l'acquisition des biens et services en collaboration avec la division de la logistique a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 931 075,93 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) mois de la durée du contrat.
Le plus bas soumissionnaire conforme, St-Germain Égouts et Aqueducs inc., a déposé une soumission au montant de 931 745,90 $, taxes incluses. Le prix proposé est 0,07 % plus élevé que l'estimation initiale.

Comparativement à la précédente entente conclue en 2014, le prix moyen des pièces a connu une hausse de 3,5 %. Cette hausse est justifiée par l'inflation des prix des produits en béton, et plus particulièrement par l'augmentation du prix de la poudre de ciment, des adjuvants ainsi que du fer sur le marché mondial.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour la fourniture de ces pièces en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. De plus, en laissant les utilisateurs procéder à leurs propres achats, la sécurité du réseau pourrait être compromise (ex. : pièces ne répondant pas aux normes de la Ville ou à la règlementation en vigueur).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin "Info-achats" afin de les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séances visées : CE : 15 mars 2017; CM : 27 mars 2017; CG : 30 mars 2017;
Début du contrat : 31 mars 2017;
Fin du contrat : 1er avril 2020;
Fin du contrat avec la prolongation possible : 1er avril 2021 (pour la première prolongation) et 1er avril 2022 (pour la seconde prolongation).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laetitia DELTOUR
agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 5148727346
Télécop. : 5148720863

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Danielle CHAURET
Chef de section ress.matérielles

Tél : 514 872-1027
Télécop. : 514 872-2519

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint

Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-01

Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-01

RE: AO 16-15667 Fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égouts - 2017-2020 / conformité technique
Joelle Bourdages
A :
laetitia.deltour
2017-01-31 14:44
Masquer les détails
De : "Joelle Bourdages" <JBourdages@st-germain.ca>
A : <laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca>,
Historique : Ce message a fait l'objet d'une réponse et a été transféré.

2 Attachments

 sgea2.jpg  ATT00948.gif

Bonjour Madame Deltour,

Je vous confirme que tous les produits que nous avons soumis sont identiques à ceux de l'entente actuelle et conformes au devis technique.

Passez une excellente journée

Joëlle Bourdages

Représentante aux ventes internes

St-Germain
ÉGOUTS ET AQUEDUCS

3800 Sir Wilfrid-Laurier, Saint-Hubert, Qc J3Y 6T1
Bur. (450) 671-6171 poste 204, Fax: (450) 671-3930
jbourdages@st-germain.ca

Pensez environnement… êtes-vous VRAIMENT OBLIGÉ d'imprimer ce courriel?

De : laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca [mailto:laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca]
Envoyé : 31 janvier 2017 14:39
À : Joelle Bourdages
Cc : etienne.langlois@ville.montreal.qc.ca
Objet : AO 16-15667 Fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égouts - 2017-2020 / conformité technique

Bonjour Mme Bourdages,

Afin de compléter l'analyse technique de votre offre et puisque nous n'avons pas fait la demande de dessins/croquis, pourriez-vous SVP confirmer que les produits pour lesquels vous avez soumissionnés sont identiques aux produits de l'entente actuelle et conformes au devis technique?

Merci,

Laetitia Deltour

Agente d'approvisionnement II
Division Acquisition de biens et services
Service de l’approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
Ville de Montréal

255, boulevard Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1M2

Téléphone : 514 872-7346
Télécopieur : 514 872-0863
laetitia.deltour@ville.montreal.qc.ca

vive375

BNQ
Bureau de normalisation du Québec

Le BNQ est membre du Système national de normes (SNN).

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

N° du certificat : **735**
N° de la norme : **BNQ 2622-420/2009-04-06**
N° du protocole de certification : **BNQ 2622-951/2012-02-27**

Date d'expiration : **2017-05-31**

Le Bureau de normalisation du Québec, ayant reconnu la conformité de regards d'égout, puisards et regards-puisards préfabriqués en béton de ciment armé :

(voir l'annexe au certificat)

ainsi que l'aptitude du détenteur à fabriquer ces produits conformément aux exigences de la norme et du protocole de certification, délivre le présent certificat à :

ST-GERMAIN ÉGOUTS ET AQUEDUCS INC.

2737, rue MacKay, Longueuil (Québec) J4T 2M8

Le présent certificat est délivré selon les règles précisées dans le document BNQ 9902-001. En foi de quoi, ont signé à Québec, le 25 mai 2015.

BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC

Jean Rousseau, directeur principal
Bureau de normalisation du Québec

Nathalie Dupont
Responsable de programme
Certification

OCPS Accrédité CCN

Le présent certificat demeure la propriété du BNQ et doit lui être retourné s'il le demande.
La validité du présent certificat de conformité est vérifiable à l'adresse www.bnq.qc.ca/fr/clients-certifies.html.

FT-CP-00_Certificat_FR v4

Bureau de normalisation du Québec

Le BNQ est membre du Système national de normes (SNN).

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

N° du certificat : **736**
N° de la norme : **BNQ 2622-420/2009-04-06**
N° du protocole de certification : **BNQ 2622-951/2012-02-27**

Date d'expiration : **2018-06-30**

Le Bureau de normalisation du Québec, ayant reconnu la conformité des regards d'égout, puisards, chambres des vannes et regards-puisards préfabriqués en béton armé :

(voir l'annexe au certificat)

ainsi que l'aptitude du détenteur à fabriquer ces produits conformément aux exigences de la norme et du protocole de certification, délivre le présent certificat à :

LES INDUSTRIES DE CIMENT LA GUADELOUPE INC.

238, 14e Avenue, La Guadeloupe (Québec) G0M 1G0

Le présent certificat est délivré selon les règles précisées dans le document BNQ 9902-001. En foi de quoi, ont signé à Québec, le 29 juin 2016.

BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC

Isabelle Landry, directrice des opérations
Bureau de normalisation du Québec

Nathalie Rapont
Responsable de programme
Certification

OCPS Accrédité CCN

Le présent certificat demeure la propriété du BNQ et doit lui être retourné s'il le demande.
La validité du présent certificat de conformité est vérifiable à l'adresse www.bnq.qc.ca/fr/clients-certifies.html.

Estimations - Fourniture de pièces de béton pour aqueduc et égout - 2017-2020

	Description article	Qté 3 ans	Prix unitaire 2014	Prix unitaire estimé 2017 IPPI 3.70%	Montant total
Section 1 : Regard					
1.1	**Têtes:** Tête réductrice en béton, pour chambre de vanne et regard d'égoût, Femelle X Plat, Dessin MV-216-B				
	1.1.1 200MM X 915MM A 760MM (8" X 36" A 30")	184	43.40 $	45.01 $	8 281.07 $
	1.1.2 250MM X 915MM A 760MM (10" X 36" A 30")	58	49.60 $	51.44 $	2 983.24 $
	1.1.3 300MM X 915MM A 760MM (12" X 36" A 30")	96	55.80 $	57.86 $	5 555.00 $
	1.1.4 400MM X 915MM A 760" (16" X 36" A 760")	51	76.00 $	78.81 $	4 019.41 $
	1.1.5 450MM X 915MM A 760MM (18" X 36" A 30")	7	85.00 $	88.15 $	617.02 $
1.2	**Anneaux:** Anneau béton, pour regard, égout, Dessin MV-216-B				
1.2.1	Plat-Plat:				
	1.2.1.6 25MM X 760MM (1" X	17	57.60 $	59.73 $	1 015.43 $
	1.2.1.7 50MM X 760MM (2" X	36	57.60 $	59.73 $	2 150.32 $
	1.2.1.8 75MM X 760MM (3" X	43	24.25 $	25.15 $	1 081.33 $
	1.2.1.4 100MM X 760MM (4" X 3	68	25.50 $	26.44 $	1 798.16 $
	1.2.1.1 125MM X 760MM (5" X	38	60.00 $	62.22 $	2 364.36 $
	1.2.1.9 150MM X 760MM (6" X	92	40.00 $	41.48 $	3 816.16 $
	1.2.1.2 200MM X 760MM (8" X	162	47.00 $	48.74 $	7 895.72 $
	1.2.1.3 250MM X 760MM (10" X 30	119	53.00 $	54.96 $	6 540.36 $
	1.2.1.5 300MM X 760MM (12" X 30	169	60.00 $	62.22 $	10 515.18 $
	1.2.1.10 450MM X 760MM (18" X 30"	2	80.00 $	82.96 $	165.92 $
1.2.2	Femelle-Plat:				
	1.2.2.1 150MM X 760MM (6" X	13	60.00 $	62.22 $	808.86 $
	1.2.2.3 200MM X 760MM (8" X	24	44.50 $	46.15 $	1 107.52 $
	1.2.2.4 250MM X 760MM (10" X 3	6	70.80 $	73.42 $	440.52 $
	1.2.2.2 300MM X 760MM (12" X 30	22	54.00 $	56.00 $	1 231.96 $
1.2.3	Mâle-Femelle:				
	1.2.3.1 200MM X 915MM (8" X	7	64.00 $	66.37 $	464.58 $
	1.2.3.2 250MM X 915MM (10" X 3	7	66.00 $	68.44 $	479.09 $
	1.2.3.3 300MM X 915MM (12" X 3	27	69.00 $	71.55 $	1 931.93 $
	1.2.3.6 600MM X 915MM (24" X 3	1	126.00 $	130.66 $	130.66 $
	1.2.3.7 915MM X 915MM (36" X 3	1	189.00 $	195.99 $	195.99 $
	1.2.3.8 1220MM X 915MM (48" X 36	1	248.60 $	257.80 $	257.80 $
	1.2.3.4 450MM X 760MM (18" X 3	3	87.60 $	90.84 $	272.52 $
	1.2.3.5 610M X 760MM (24"	1	116.40 $	120.71 $	120.71 $
1.3	**Anneaux de nivellement:** Anneau de nivellement en béton, pour regard, égoût, dessin MV-207				
	1.3.1 50MM X 760MM X 1155MM (2" X 30"	50	39.00 $	40.44 $	2 022.15 $
	1.3.2 75MM X 760MM X 1155MM (3" X 30"	96	39.00 $	40.44 $	3 882.53 $
	1.3.3 100MM X 760MM X 1155MM (4" X 30"	183	40.00 $	41.48 $	7 590.84 $
	1.3.4 150MM X 760MM X 1155MM (6" X 30"	143	45.00 $	46.67 $	6 673.10 $
	1.3.5 **INCLINEE** 50MM X 75MM X 760MM (2" X 3" X 30")	1	0.00 $		0.00 $
	1.3.6 **INCLINEE** 75MM X 100MM X 760MM (3" X 4" X 30")	11	58.80 $	60.98 $	670.73 $
1.4	**Dalle:** Dalle en béton, pour regard, égoût				
	1.4.1 RONDE,1200MM D.E. X 500MM H. (48" X 20")	172	89.00 $	92.29 $	15 874.40 $
	1.4.2 **REDUCTRICE**,DECENTREE,1220MM A 915MM A 300MM (48" A 36" A 12")	14	169.00 $	175.25 $	2 453.54 $
	1.4.3 **REDUCTRICE**,CENTREE,1220MM A 915MM X 300MM (48" A 36" X 12")	203	169.00 $	175.25 $	35 576.36 $
	1.4.4 **REDUCTRICE**,CENTREE,1220MM A 915MM X 300MM (48" A 36" X 12")	3	186.00 $	192.88 $	578.65 $
Section 2 : Chambre de vanne					
2.1	Chambre de vanne en béton,1220MM X 1220MM (48" X 48")	154	568.00 $	589.02 $	90 708.46 $

Section 3 : Puisard					
3.1	**Tête** : Tête en béton, pour puisard de rue, circulaire, sans couvercle, avec trou de manutention, dessin MV-221-A				
	3.1.1 300MM X 600MM X 460MM (12" X 24" X 18"),«T4»	582	189.00 $	195.99 $	114 067.93 $
	3.1.2 101MM X 749MM (4" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.3 152MM X 749MM (6" X 29 1/2"),«T1»	61	85.00 $	88.15 $	5 376.85 $
	3.1.4 203MM X 749MM (8" X 29 1/2"),«T1»	123	88.00 $	91.26 $	11 224.49 $
	3.1.5 254MM X 749MM (10" X 29 1/2"),«T1»	215	94.00 $	97.48 $	20 957.77 $
	3.1.6 305MM X 749MM (12" X 29 1/2"),«T1»	92	98.00 $	101.63 $	9 349.59 $
	3.1.7 INCLINEE ,800MM D.E. X 580MM D.I. X 300MM H. (32" X 23" X 12")	55	94.00 $	97.48 $	5 361.29 $
	3.1.8 INCLINEE ,800MM D.E. X 580MM D.I. X 250MM H. (32" X 23" X 10")	531	78.00 $	80.89 $	42 950.47 $
	3.1.9 FEMELLE,101MM X 749MM (4" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.10 FEMELLE,152MM X 749MM (6" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.11 FEMELLE,203MM X 749MM (8" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
	3.1.12 FEMELLE,305MM X 749MM (12" X 29 1/2"),«T1»	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
3.2	**Bourrelet :** Bourrelet en béton pour puisard de trottoir, dessin MV-222				
	3.2.1 800MM D.E. X 430MM D.I. X 150MM H. (31" X 17" X 6"),«T4»	493	35.00 $	36.30 $	17 893.44 $
	3.2.2 800MM D.E. X 430MM D.I. X 300MM H. (31" X 17" X 12"),«T4»	41	87.60 $	90.84 $	3 724.49 $
	3.2.3 800MM D.E. X 430MM D.I. X 150MM H. (31" X 17" X 6),«T3»	1	260.70 $	270.35 $	270.35 $
3.3	**Anneaux :** Anneau en béton pour puisard, avec clé de manutention, dessin MV-208				
3.3.1	Plat - Plat				
	3.3.1.1 25MM X 610MM (1" X	31	27.60 $	28.62 $	887.26 $
	3.3.1.2 50MM X 610MM (2" X	100	28.20 $	29.24 $	2 924.34 $
	3.3.1.3 75MM X 610MM (3" X	97	28.61 $	29.67 $	2 877.85 $
	3.3.1.4 100MM X 610MM (4" X	116	29.40 $	30.49 $	3 536.58 $
	3.3.1.5 125MM X 610MM (5" X	131	16.20 $	16.80 $	2 200.72 $
	3.3.1.6 150MM X 610MM (6" X	108	17.10 $	17.73 $	1 915.13 $
	3.3.1.7 200MM X 610MM (8" X	166	28.35 $	29.40 $	4 880.23 $
	3.3.1.8 250MM X 610MM (10" X 2	154	30.60 $	31.73 $	4 886.76 $
	3.3.1.9 300MM X 610MM (12" X 24	97	41.00 $	42.52 $	4 124.15 $
	3.3.1.10 450MM X 610MM (18" X 24"	61	51.00 $	52.89 $	3 226.11 $
3.3.2	Femelle - Plat				
	3.3.2.1 50MM X 610MM (2" X	8	28.20 $	29.24 $	233.95 $
	3.3.2.2 75MM X 610MM (3" X	8	28.80 $	29.87 $	238.92 $
	3.3.2.3 100MM X 610MM (4" X 2	27	29.40 $	30.49 $	823.17 $
	3.3.2.4 125MM X 610MM (5" X 2	1	32.40 $	33.60 $	33.60 $
	3.3.2.5 150MM X 610MM (6" X 2	316	22.50 $	23.33 $	7 373.07 $
	3.3.2.6 200MM X 610MM (8" X 2	449	25.20 $	26.13 $	11 733.45 $
	3.3.2.7 250MM X 610MM (10" X 24	237	27.20 $	28.21 $	6 684.92 $
	3.3.2.8 300MM X 610MM (12" X 24	481	29.95 $	31.06 $	14 938.97 $
	3.3.2.9 400MM X 610MM (16" X 24	58	34.50 $	35.78 $	2 075.04 $
	3.3.3.10 450MM X 610MM (18" X 24")	347	35.00 $	36.30 $	12 594.37 $
3.3.3	Mâle - Femelle				
	3.3.3.1 100MM X 610MM (4" X 2	6	29.40 $	30.49 $	182.93 $
	3.3.3.2 150MM X 610MM (6" X 2	7	34.20 $	35.47 $	248.26 $
	3.3.3.3 200MM X 610MM (8" X 2	113	28.20 $	29.24 $	3 304.50 $
	3.3.3.4 250MM X 610MM (10" X 24	145	28.60 $	29.66 $	4 300.44 $
	3.3.3.5 300MM X 610MM (12" X 24	230	32.50 $	33.70 $	7 751.58 $
	3.3.3.6 400MM X 610MM (16" X 24	160	38.50 $	39.92 $	6 387.92 $
	3.3.3.7 450MM X 610MM (18" X 24	18	57.00 $	59.11 $	1 063.96 $
3.4	**Anneaux de nivellement :** Anneau de nivellement en béton, pour puisard				
	3.4.1 INCLINE 50MM X 75MM X 610MM (2" X 3" X 24")	5	28.50 $	29.55 $	147.77 $
	3.4.2 INCLINE 50MM X 100 X 610MM (2" X 4" X 24")	1	20.00 $	20.74 $	20.74 $
	3.4.3 INCLINE 75MM X 100MM X 610MM (3" X 4" X 24")	9	29.10 $	30.18 $	271.59 $
3.5	**Couronne :** Couronne de nivellement en béton, pour puisard de rue ou de trottoir, dessin MV-208				
	3.5.1 875MM D.E. X 585MM D.I. X 50MM H. (34" X 23" X 2")	143	28.00 $	29.04 $	4 152.15 $
	3.5.2 875MM D.E. X 585MM D.I. X 75MM H. (34" X 23" X 3")	119	32.00 $	33.18 $	3 948.90 $
	3.5.3 875MM D.E. X 585MM D.I. X 100MM H. (34" X 23" X 4")	111	34.00 $	35.26 $	3 913.64 $
	3.5.4 875MM D.E. X 585MM D.I. X 125MM H. (34" X 23" X 5")	104	34.50 $	35.78 $	3 720.76 $
3.6	**Base / Connecteur :** base et connecteur en béton pour puisard, dessin MV-221				
	3.6.1 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC,TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 200MM (8"),«P1»	654	151.00 $	156.59 $	102 407.90 $
	3.6.2 610MM (24") INTERIEUR X 559MM (22") HAUT,SORTIE DEMI-LUNE 228MM (9"),SECTION INFERIEURE	118	66.00 $	68.44 $	8 076.16 $
	3.6.3 790MM X 610MM X 450MM (32" X 24" X 18"),SIMPLE,TROU 230MM (9"),SECTION SUPERIEURE	277	55.00 $	55.00 $	15 235.00 $
	3.6.4 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 200MM (8"),«P5»	138	174.00 $	180.44 $	24 900.44 $
	3.6.5 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE FLEX-LOCK,1 SORTIE 200MM (8"),«P4»	1	214.80 $	222.75 $	222.75 $
	3.6.6 AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 150MM (6"),«P1»	44	140.00 $	145.18 $	6 387.92 $

	3.6.7	AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,2 SORTIES 150MM (6") A 180*,«P1»	5	216.60 $	224.61 $	1 123.07 $
	3.6.8	AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC TYPE Z-LOCK,2 SORTIES 200MM (8") A 180*,«P1»	5	151.00 $	156.59 $	782.94 $
	3.6.9	AVEC GARNITURE DE CAOUTCHOUC,TYPE Z-LOCK,1 SORTIE 150MM (6"),«P4»	131	156.00 $	161.77 $	21 192.13 $
3.7	**Dalle :** Dalle en béton pour puisard					
	3.7.1	CAREE,1065MM X 1065MM X 200MM, (42" X 42" X 8")	118	78.00 $	80.89 $	9 544.55 $
	3.7.2	RONDE,1220MM D.E. X 200MM H. (48" X 8")	48	78.00 $	80.89 $	3 882.53 $
	3.7.3	RONDE, 1065MM D.E. X 200MM H. (42" X 8")	1	0.00 $	0.00 $	0.00 $
			Montant total A			784 807.29 $
Section 4: autres pièces						
	autres pièces					25000
			Montant total B			25000

Montant total (A+B)		809 807.29 $
TPS	**5%**	40 490.36 $
TVQ	**9.975%**	80 778.28 $
Montant total avec taxes		931 075.93 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1176688001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois, pour une dépense maximale de 206 999,01 $, taxes incluses. - Contrat de gré à gré (17-6998). - Fournisseur exclusif.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 206 999,01 $, taxes incluses, pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Québecor Média, fournisseur exclusif, pour une période de huit mois, pour les biens et services mentionnés ci-haut, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 199 999,01 $, taxes incluses, conformément à l'offre de services de cette entreprise en date du 23 février 2017 ;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-02 11:24

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176688001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois, pour une dépense maximale de 206 999,01 $, taxes incluses. - Contrat de gré à gré (17-6998). - Fournisseur exclusif.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet Escales découvertes, désigné comme un legs du 375^{e} anniversaire de Montréal, vise à améliorer l'accessibilité au Site patrimonial du Mont-Royal et aux différents lieux publics et institutionnels qui le composent, ainsi qu'à favoriser la découverte des richesses naturelles et culturelles de ce vaste territoire. Découlant du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, le but principal de ce projet est effectivement d'offrir aux promeneurs une découverte intuitive, sensorielle, singulière et renouvelée du Site patrimonial du Mont-Royal et de ses multiples joyaux, à partir d'une diversité de cheminements existants parcourant les trois sommets de la montagne et son entre-monts.
Les interventions prévues pour l'anniversaire de 2017 se divisent en trois volets complémentaires, eux-mêmes découpés en différents lots de travaux :

- Volet 1 : Découvertes sur la montagne (trois lots : 1A, 1B et 1C).
- Volet 2 : Marquage du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur (deux lots : 2A et 2B, en plus de l'oeuvre d'art mural).
- Volet 3 : Aménagement d'aires spécifiques (un seul lot : 3A).

Le présent sommaire concerne l'octroi d'un contrat pour la réalisation du lot 2B, lequel porte

sur l'utilisation d'espace publicitaire statique et numérique sur un certain nombre d'abribus, aux fins du projet Escales découvertes.

En tant que gestionnaire des abribus concernés et fournisseur exclusif de ces espaces publicitaires, ce contrat a été négocié de gré à gré avec Québecor Média.

Le projet Escales découvertes est inscrit dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal pour 2016-2017, liant la Ville et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ). Il devrait normalement l'être également dans l'Entente à venir pour 2017-2018.

Le tableau ci-après résume les étapes importantes passées, présentes et à venir dans le cadre de ce projet :

Étapes déjà autorisées

	Coût	Date de début	Date de fin
Contrat de services professionnels pour la planification, la conception et la réalisation du projet Escales découvertes	670 850 $	Octobre 2014	Décembre 2017
Contrat d'exécution de l'oeuvre d'art mural (liée au volet 2)	315 000 $	Avril 2016	Août 2017
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 1A (lié au volet 1)	3 523 368 $	Juin 2016	Mai 2017
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 3A (lié au volet 3)	970 653 $	Août 2016	Mai 2017
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 2A (lié au volet 2)	993 754 $	Septembre 2016	Mai 2017

Étapes à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Contrat de biens et services généraux pour le lot 2B (lié au volet 2)	Avril 2017	Janvier 2018

Étapes à venir ultérieurement

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Contrat d'exécution de travaux pour le lot 1B (lié au volet 1)	Juin 2017	Novembre 2017
Ententes entre la Ville et les quatre partenaires	Janvier 2016	Mai 2017

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0489 - 25 août 2016 - Autoriser une dépense de 993 754,06 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux du lot 2A du projet des Escales découvertes du mont Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; accorder à Aménagement Côté Jardin inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 968 754,06 $, taxes incluses, conformément aux

documents de l'appel d'offres public 16-6874.
CG14 0462 - 30 octobre 2014 - Autoriser une dépense de 670 850,38 $, taxes incluses, pour les services professionnels requis à la préparation des plans et devis pour l'aménagement des Parcours découverte du mont Royal (legs du 375e); approuver un projet de convention par lequel Atelier Urban Soland inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13799 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CM13 0899 - 23 septembre 2013 - Déclaration pour faire du chemin de la Côte-des-Neiges un chemin patrimonial reconnu à l'occasion du 375e anniversaire de Montréal en 2017.

DESCRIPTION

Le lot 2B, visé par le présent octroi de contrat, s'inscrit à l'intérieur du volet 2 du projet Escales découvertes, c'est-à-dire celui relatif à la mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur de Montréal. Faisant suite à une déclaration du conseil municipal à cet effet en septembre 2013, les différentes interventions développées dans le cadre de ce volet 2 visent notamment à évoquer l'évolution des paysages du chemin de la Côte-des-Neiges et à dévoiler aux Montréalais et aux touristes des pans de sa riche histoire. En complément à une série de pavoisements et de panneaux d'interprétation installés sur les lampadaires du chemin de la Côte-des-Neiges (lot 2A), il a été planifié d'utiliser les abribus existants comme des supports supplémentaires à l'iconographie historique retenue et aux explications associées. Les nombreux éléments historiques, paysagers et patrimoniaux révélés par les interventions du volet 2 sont regroupés en cinq grands thèmes : la montagne, le village, la culture maraîchère, l'héritage viaire et l'architecture. C'est la raison pour laquelle cinq abribus ont été sélectionnés; chacun de ceux-ci, par un habillage original des faces verticales, reflétera et exposera un de ces cinq thèmes, à partir de mai 2017 jusqu'à la fin de cette année de célébrations.

De plus, afin de promouvoir les différentes facettes du grand projet Escales découvertes, il a été possible d'ajouter à ce lot 2B l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", soit un regroupement de 25 abribus avec faces numériques, situés dans les arrondissements périphériques au mont Royal et au-delà. Environ une dizaine d'images et de messages seront diffusés en boucle sur ce réseau numérique, pendant 14 jours consécutifs à partir du lendemain de l'inauguration du projet.

Plus précisément, les biens et services inclus dans ce lot 2B sont les suivants :

1) Pour l'habillage des abribus :

- Mobilisation des espaces publicitaires statiques, c'est-à-dire les trois faces transparentes et les deux faces publicitaires, pendant huit mois consécutifs, sur cinq abribus le long du chemin de la Côte-des-Neiges.
- Fourniture, impression et installation des pellicules de vinyle autocollantes sur les faces transparentes des cinq abribus, en conformité avec le concept d'habillage développé par la Ville.
- Fourniture, impression et installation des affiches sur les faces publicitaires des cinq abribus (intérieures et extérieures).
- Entretien et remplacement, au besoin, des pellicules et des affiches, pendant les huit mois concernés.

2) Pour la promotion du projet sur le réseau numérique « Jeunes urbains » :

- Mobilisation d'espace publicitaire numérique sur les 25 abribus du réseau "Jeunes urbains" (faces extérieures), pour la diffusion de 2160 impressions par abribus à

chaque jour (correspondant à 12960 secondes), pour un total de 54 000 impressions par jour dans l'ensemble du réseau (correspondant à 324 000 secondes) et ce, pendant 14 jours consécutifs.
- Programmation de ces impressions à partir des images fournies par la Ville.

De façon générale, il est à noter que Québecor Média est responsable des abribus, de l'installation de toute forme de communication ou de publicité sur ceux-ci, ainsi que de l'entretien de ces structures.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à seulement 3 %, compte tenu du fait que le mandat est bien défini et que le risque de rencontrer des imprévus est plutôt faible.

Le montant prévu pour les incidences est de 7 000 $, taxes incluses, ceci représentant 3,5 % de la valeur totale du contrat. Ce montant sera affecté principalement aux services professionnels requis pour la préparation du contenu promotionnel à diffuser sur le réseau numérique.

JUSTIFICATION

À titre de gestionnaire des abribus et des espaces publicitaires associés (statiques et numériques), Québecor Média s'avère un fournisseur exclusif. Le contenu et la valeur du contrat ont donc été discutés et négociés de gré à gré avec cette entreprise, au cours des derniers mois. Québecor Média a déposé une soumission finale, conforme aux demandes de la Ville, le 23 février 2017. Cette soumission a été corrigée le 27 février 2017 (erreurs de calculs mineures, n'ayant aucun impact sur le prix total). En tant qu'organisme public, il apparaît que la Ville de Montréal bénéficie de conditions et de prix avantageux, comparativement aux clients commerciaux.
Par ailleurs, selon le Service des communications, il aurait été possible d'octroyer ce contrat à Québecor Média par l'intermédiaire du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), mais il a été décidé de le faire plutôt par la voie d'un sommaire décisionnel, afin d'économiser les frais de gestion supplémentaires associés (près de 10 %) et d'exposer l'avancement du projet Escales découvertes aux instances municipales.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de base du contrat est de 194 173,80 $, taxes incluses. Les contingences sont de 5 825,21 $, taxes incluses, et les incidences sont de 7 000,00 $, taxes incluses.
Le coût total maximal de ce contrat, soit 199 999,01 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal net de 189 017,69 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG16-035 - Entente développement culturel.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016 - 2017. Cette dépense de 189 017,69 $ sera éventuellement subventionnée au montant de 94 508,84 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laissera un emprunt net à la charge de la Ville de 94 508,84 $, suite à l'approbation de la recommandation de crédit suivante: 16-01.02.09.00-0000.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plutôt que d'ajouter des éléments de mobilier sur les trottoirs du chemin de la Côte-des-Neiges, qui sont déjà chargés, il a été décidé, lors du développement du concept du volet 2, de mettre à profit le mobilier existant dans l'emprise du chemin. Le choix d'utiliser les abribus et leurs faces publicitaires, en tant que supports existants, reflète bien cette stratégie d'intervention. D'ailleurs salué par le Conseil du patrimoine de Montréal, l'habillage des abribus déjà en place, avec du contenu culturel, est en accord avec les principes de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bien que complémentaire aux autres interventions prévues sur le chemin de la Côte-des-Neiges, l'habillage des abribus aura un impact significatif, par sa visibilité auprès des usagers du transport en commun et des piétons en général. De plus, le contenu développé pour certaines affiches servira à expliquer aux citoyens, de façon plus globale, ce volet de mise en valeur du tracé fondateur.
Si le contrat n'est pas octroyé le 30 mars, il sera impossible de réaliser ces habillages pour la mi-mai, date à laquelle les pavoisements et les panneaux d'interprétation (lot 2A) auront tous été installés le long du chemin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le contenu de ce contrat constitue en soi une opération de communication. Celle-ci a été élaborée en concertation avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Pour le lot 2B uniquement, les prochaines étapes sont les suivantes :

- Octroi du contrat, par résolution du conseil d'agglomération : 30 mars 2017.
- Début de la production : début avril 2017.
- Installation des pellicules et des affiches sur les abribus : début mai 2017.
- Durée de l'habillage des abribus : du 12 mai 2017 au 12 janvier 2018.
- Durée de la promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains" : du 11 au 24 juin 2017 (dates à confirmer).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Robert PARÉ, Service des communications
Camille BÉGIN, Service des communications
Luc LANDRY, Service des communications
Louis BRUNET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie TURCOTTE, 27 février 2017
Robert PARÉ, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudia VILLENEUVE
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-0870
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Pierre-Paul SAVIGNAC
Chef de division et
Clément ARNAUD
Chef de section

Tél : 514 872-4046
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2017-03-02

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 23 OCTOBRE 2015.
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Escales découvertes

A15-SC-09

Localisation :	Mont Royal
Reconnaissance municipale :	Écoterritoire des sommets et flancs du mont Royal Site patrimonial du Mont-Royal (cité)
Reconnaissance provinciale :	Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis à la demande du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), le projet étant situé dans un site patrimonial cité et dans un écoterritoire.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet est basé sur deux grands axes d'intervention. Il consiste à aménager, sur le mont Royal et aux abords, des lieux de découverte et de repos, dont des parcours et des haltes, afin de favoriser la découverte des richesses naturelles et culturelles du lieu. Il vise également à améliorer l'accessibilité du mont Royal en développant des ressources d'orientation spatiale intégrant un système de repérage et de reconnaissance des lieux. Le projet est composé de trois volets : découverte de lieux moins connus sur la montagne (volet 1), marquage du tracé fondateur du chemin de la Côte-des-Neiges (volet 2) et aménagement de certaines aires spécifiques sur la propriété de l'oratoire Saint-Joseph et du cimetière Notre-Dame-des-Neiges (volet 3).

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet doit recevoir l'aval du ministère de la Culture et des Communications puisqu'il est situé dans un site patrimonial déclaré.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

Jusque vers 1800, les flancs du mont Royal demeurent boisés ou sont exploités à des fins agricoles. À partir du début du 19e siècle, certains Montréalais fortunés construisent leurs résidences cossues dans le cadre verdoyant de la montagne. Vers 1850, deux cimetières y sont aménagés. C'est à cette époque que la Ville de Montréal commence à acheter plusieurs terrains que détient la bourgeoisie de l'époque et, en 1874, elle confie à l'architecte paysagiste américain Frederick Law Olmsted le mandat de concevoir un grand parc sur le mont Royal. Le parc est inauguré en 1876. Sa superficie de 220 hectares en fait l'un des plus importants parcs urbains au Canada. Il est doté de plusieurs sentiers, dont le chemin Olmsted qui serpente jusqu'au sommet, et de belvédères qui offrent plusieurs points de vue sur la ville. Plusieurs autres aménagements sont réalisés subséquemment, plus ou moins en continuité avec le plan original d'Olmsted[1].

Situé sur le flanc ouest de la montagne, le chemin de la Côte-des-Neiges est la première voie carrossable la traversant d'un bout à l'autre. Il est créé en 1862 à partir des tracés du chemin principal traversant la côte des Neiges et du chemin traversant l'ancien domaine de la Montagne des Sulpiciens[2]. Aux abords du chemin, l'oratoire Saint-Joseph ouvre ses portes en 1924.

CONTEXTE DU PROJET

Ce projet est un legs pour le 375e anniversaire de la fondation de Montréal, en 2017. Il a fait l'objet d'une première présentation devant le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) le 29 mai 2015, au cours de laquelle les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) ainsi que les représentants des firmes externes ont exposé les concepts d'aménagements des trois volets des Escales découvertes, alors nommées « Parcours découverte » du Mont-Royal. Le quorum n'ayant pas été atteint pour la tenue de cette réunion, la présentation a donné lieu à un commentaire du CPM (11 juin 2015).

ANALYSE DU PROJET

Le CPM a reçu les représentants du SGPVMR et des firmes externes chargées du mandat lors de sa réunion du 23 octobre 2015. Les représentants du SGPVMR ont d'abord énoncé le concept du projet, puis les représentants des firmes externes ont ensuite exposé les orientations et partis pris d'aménagement des Escales découvertes. D'emblée, le CPM tient à souligner son appréciation de la qualité du travail ainsi que la très grande sensibilité qui a guidé le projet. Il formule dans les paragraphes suivants quelques questionnements et recommandations pouvant servir à enrichir le projet.

[1] Ville de Montréal, *Grand répertoire du patrimoine bâti*, « Mont Royal », http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca
[2] L'Enclume, Atelier de développement territorial, *Évolution historique et analyse des éléments d'intérêt historique, patrimonial et paysager du chemin de la Côte-des-Neiges*, Montréal, mars 2015, p. 39.

Haltes sur la montagne

La qualité du projet se reflète dans le travail de réflexion et la sobriété de l'approche et le CPM croit que le grand souci de délicatesse et cette sobriété devraient se poursuivre dans les interventions. En effet, l'ajout de plusieurs nouveaux éléments dans le parc du Mont-Royal permettra certes aux visiteurs de découvrir des endroits méconnus de la montagne, mais, tel qu'il l'avait formulé précédemment, le CPM réitère sa crainte que l'ajout d'objets supplémentaires sur la montagne ne résulte en un effet de surcharge par rapport à ce qui est déjà présent et à venir. Notamment, le CPM est quelque peu sceptique à l'égard des haltes et bancs prévus dans le volet 1. Bien qu'il soit tout à fait justifié de prévoir des lieux pour s'asseoir et contempler à certains endroits sur la montagne, les haltes sont prévues dans les endroits où aucun aménagement ne se trouve ; par conséquent, n'est-il pas souhaitable de conserver certains lieux non aménagés, où le visiteur peut découvrir les lieux à son aise ? De plus, la montagne, par sa nature et les orientations d'aménagement d'Olmsted, ne devrait-elle pas être le moins aménagée possible de manière également à éviter d'altérer son potentiel archéologique ?

Par ailleurs, il serait souhaitable d'altérer le moins possible la topographie de la montagne. Pour le CPM, le fait de la modifier, bien que de manière très subtile, pour créer des bancs apparaît problématique. L'approche topographique, c'est-à-dire en réalisant des aménagements qui épousent la topographie de la montagne et s'y assujettissent, serait plus porteuse. Le CPM croit que la sobriété qui caractérise l'ensemble de la démarche mériterait de guider aussi les interventions et que le concept des haltes fonctionnerait très bien même en étant extrêmement sobre. Il soutient que le design des bancs devrait se fondre le plus possible à la topographie du site.

Il est également prévu d'alléger les interventions matérielles en réalisant des interventions numériques dans une phase ultérieure du projet. Pour le CPM, il est regrettable que le volet d'outils de communications soit relégué à une autre étape. Il croit que le numérique devrait faire partie intégrante du projet et qu'il devrait y être intégré maintenant, en profitant par exemple de l'intention d'utiliser les abribus pour diffuser du contenu culturel.

Enfin, tel qu'il l'avait mentionné précédemment, le CPM éprouve un certain malaise par rapport aux haltes prévues dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, compte tenu de l'identité du lieu. Pour lui, un cimetière n'appelle pas à de tels aménagements paysagers à la manière de parcs. Il croit que le caractère des haltes dans le cimetière devrait être revu et adapté afin de respecter la solennité des lieux.

Signalisation et interventions sur le chemin de la Côte-des-Neiges

Le volet 2 du projet prévoit d'utiliser les 80 lampadaires existants afin de marquer le tracé fondateur du chemin de la Côte-des-Neiges, notamment par l'ajout de pictogrammes illustrant chacun un des huit thèmes retenus pour évoquer l'histoire du chemin. Le CPM salue la décision d'ajouter la présence amérindienne aux thèmes historiques. Il prend également acte du fait que le pavoisement prévu remplacera les oriflammes existantes sur les lampadaires, limitant ainsi la surcharge d'éléments. Toutefois, concernant l'ajout prévu de pictogrammes sur les lampadaires pour désigner les thématiques historiques, le CPM est d'avis qu'il y a trop de symboles différents, contribuant de ce fait à une certaine surcharge dans la signalétique. Il serait souhaitable de miser sur une approche plus sobre et minimale, qui serait bénéfique tant pour la compréhension du promeneur que pour la délicatesse des interventions. Le CPM réitère à cet égard son attente de recevoir un relevé des lampadaires existants de manière à illustrer que les ajouts prévus ne surchargeront pas les lampadaires.

Le CPM appuie par ailleurs l'intention d'afficher du contenu culturel en remplacement des publicités figurant dans les abribus de la Société de transport de Montréal sur le parcours du chemin de la Côte-des-Neiges et encourage les représentants externes dans leurs démarches à ce sujet.

Interface des propriétés institutionnelles

Le troisième volet vise l'aménagement des interfaces entre le domaine public et les propriétés institutionnelles sur la montagne, plus particulièrement le cimetière Notre-Dame-des-Neiges et l'oratoire Saint-Joseph. Plus précisément, il vise notamment la création de trois placettes le long du chemin de la Côte-des-Neiges, comprenant des bancs et des aménagements paysagers. De manière générale, le CPM a de plus grandes réserves concernant ce volet des Escales découvertes. Bien qu'il soit favorable à la mise en valeur de vues sur des éléments significatifs du paysage ainsi qu'à l'ajout de places pour s'asseoir, le CPM se questionne sur les besoins d'usage par rapport à l'ajout de bancs à cet endroit. De plus, l'aménagement de telles placettes entraîne une minéralisation supplémentaire sur un parcours qui longe une route où il y a beaucoup de trafic et qui paraît peu agréable et invitante pour les passants. Cela risque de plus d'altérer le potentiel archéologique du site. Il convient de réfléchir sur la pertinence de leur localisation et sur la manière d'insérer ces placettes de manière harmonieuse avec l'existant, tout en prenant en compte le caractère du lieu. Le CPM croit qu'une minéralisation en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges n'est pas souhaitable.

Entretien et pérennité

De manière générale, le CPM se préoccupe de la pérennité des interventions prévues dans les trois volets du projet. Il salue à cet effet le souci de qualité dans la conception de la signalisation sur le chemin de la Côte-des-Neiges, réalisée de manière à pouvoir s'adapter à de nouveaux ajouts sur les lampadaires. Le CPM apprécie également l'ajout de maquettes en bronze du mont Royal, sous la forme de cartes en trois dimensions, qui permettront aux visiteurs de bien se situer et comprendre la montagne. Toutefois, il considère regrettable que ces cartes, de même que les indices, qui ont été conçus avec un si grand de souci de qualité, ne seront pas visibles durant toute une partie de l'année. Il aurait été souhaitable que les aménagements soient conçus de manière à pouvoir être visibles et utilisables également durant l'hiver, lorsqu'il y aura quantité de neige.

Enfin, le CPM s'inquiète tout particulièrement du déploiement de lacets de pierre sur gazon dans l'aménagement de haltes (volet 1). Bien qu'il soit tout à fait en faveur de l'insertion de citations littéraires dans ces objets, le CPM se questionne sur la pérennité de tels objets. Un bandeau de pierre gravé de bronze est susceptible de vieillir très mal et prématurément, à l'image de certains aménagements en pierre récents dans d'autres espaces publics de Montréal. Le CPM est plutôt en faveur d'interventions minimalistes sur la montagne.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable au projet d'Escales découvertes sur le mont Royal. Il formule toutefois les recommandations suivantes afin de bonifier leur aménagement :

- veiller à aménager les haltes et bancs du volet 1 avec un grand souci de sobriété, notamment en assujettissant leur aménagement à la topographie de la montagne ;
- intégrer le volet numérique dans la phase d'aménagement ;

- veiller à respecter le caractère du cimetière Notre-Dame-des-Neiges lors de l'aménagement de haltes à cet endroit ;
- diminuer le nombre de pictogrammes prévus dans le pavoisement du chemin de la Côte-des-Neiges et fournir un relevé des lampadaires existants montrant la signalisation prévue ;
- envisager une réduction de la minéralisation des placettes du volet 3 le long du chemin de la Côte-des-Neiges ;
- veiller à assurer un entretien et la pérennité des objets et aménagements, dont les maquettes en bronze, et reconsidérer la présence des lacets de pierre dans les haltes ;
- veiller à ce que les aménagements soient le plus légers possible en sous-sol dans les secteurs à potentiel archéologique.

Le vice-président,

Original signé

Pierre Gauthier

Le 12 novembre 2015

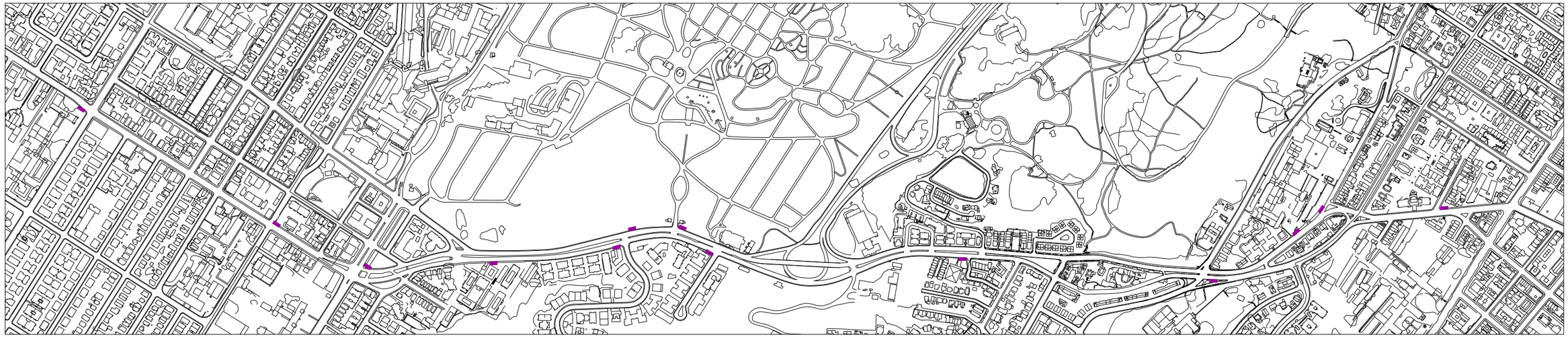


AMÉNAGEMENT DES ESCALES DÉCOUVERTES DU MONT-ROYAL

MARQUAGE DU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES EN TANT QUE TRACÉ FONDATEUR

VOLET 2B _ HABILLAGE DES ABRIBUS
DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

FÉVRIER 2017



Localisation des abribus existants



Localisation des abribus investis et identification des sujets traités



Proposition d’habillage d’abribus (thème de la culture maraichère), vue de l’intérieur

HABILLAGE DES ABRIBUS

Intentions :
Cinq abribus sont investis le temps du projet, pour offrir au public des compléments d’information sur le projet et approfondir les clés d’interprétation de cinq sujets d’intérêt dans l’évolution des paysages du chemin. Les cinq thèmes de mise en valeur sont ainsi repris et expliqués de manière plus détaillée.

Principes :
Sur la face intérieure du module technique, en lieu de l’espace publicitaire, une affiche communique aux usagers les spécificités du projet de mise en valeur du chemin de la Côte-des-Neiges et donne les clés d’interprétation des pictogrammes.

Des films autocollants, translucides, imprimés sont apposés sur les parois vitrées des abribus sélectionnés. Il existe un lien spatial direct entre le sujet traité et l’emplacement de l’abribus associé. Le sujet de mise en valeur est traité en pleine hauteur, favorisant ainsi une expérience immersive pour l’usager qui sera à même d’observer plus en détail l’illustration historique.

Un panneau d’interprétation complète l’habillage en créant un lien visuel avec les pavoisements et les panneaux d’interprétation. Il explique plus en détail le thème associé au sujet mis en valeur.

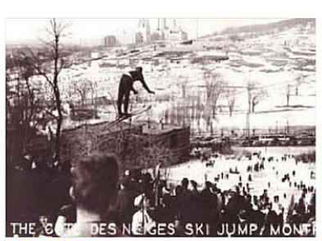
Composition :
- Affiche papier
- Films transparents autocollants imprimés sur les 3 faces vitrées



La culture maraichère



Le village



La montagne

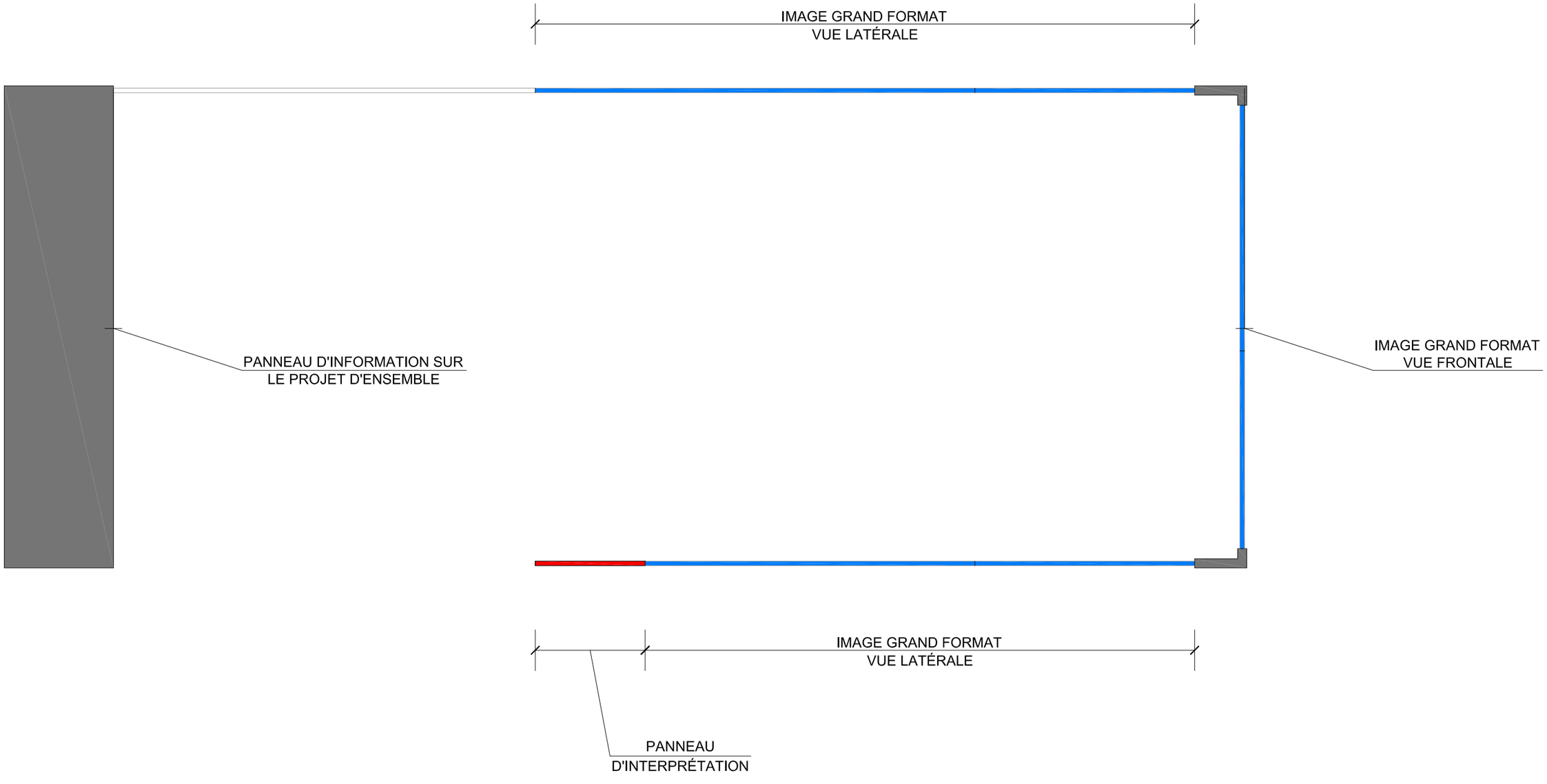


L'architecture



L'héritage viaire

Les sujets proposés



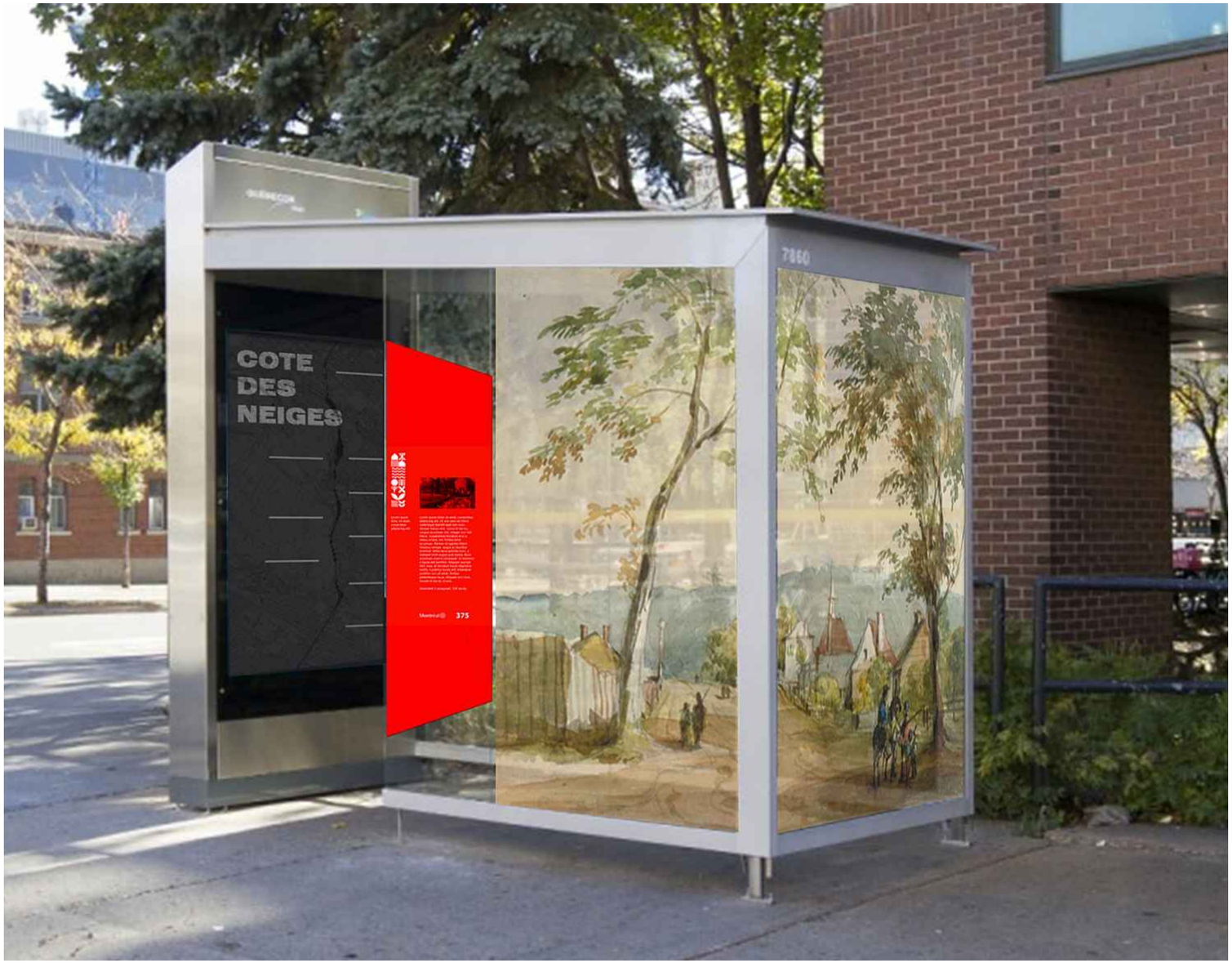
Plan d'utilisation des surfaces

HABILLAGE DES ABRIBUS

Effet pointilliste afin d'augmenter la transparence et améliorer la qualité de l'image



Exemple d'occupation

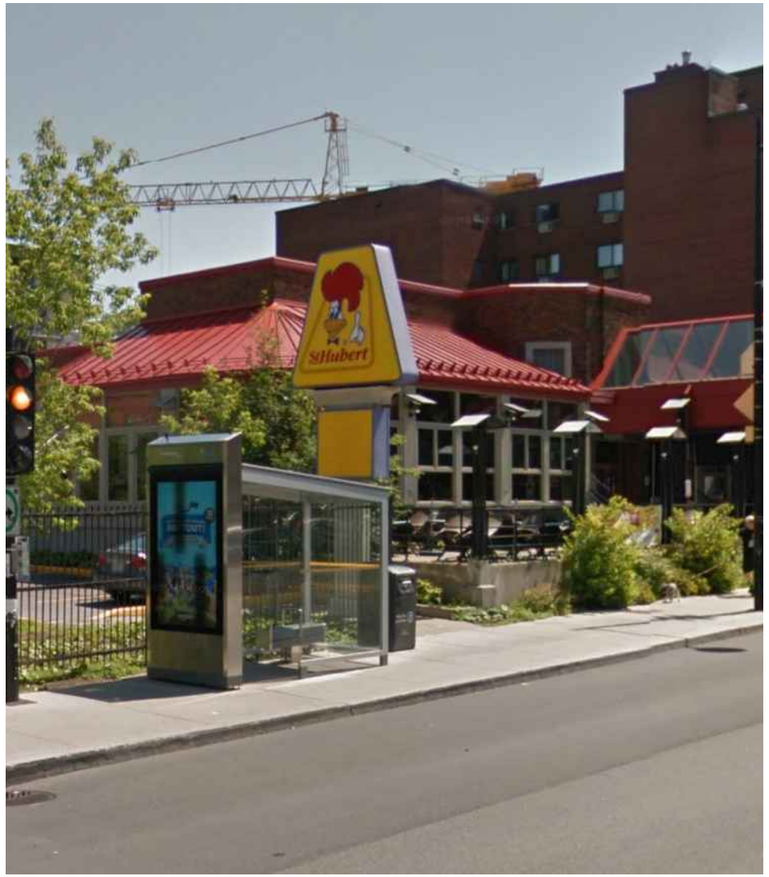




Proposition d'habillage d'abribus (thème du village), vue de l'extérieur



Abribus 01 - # 7891



Abribus 02 - # 9269



Abribus 03 - # 9343

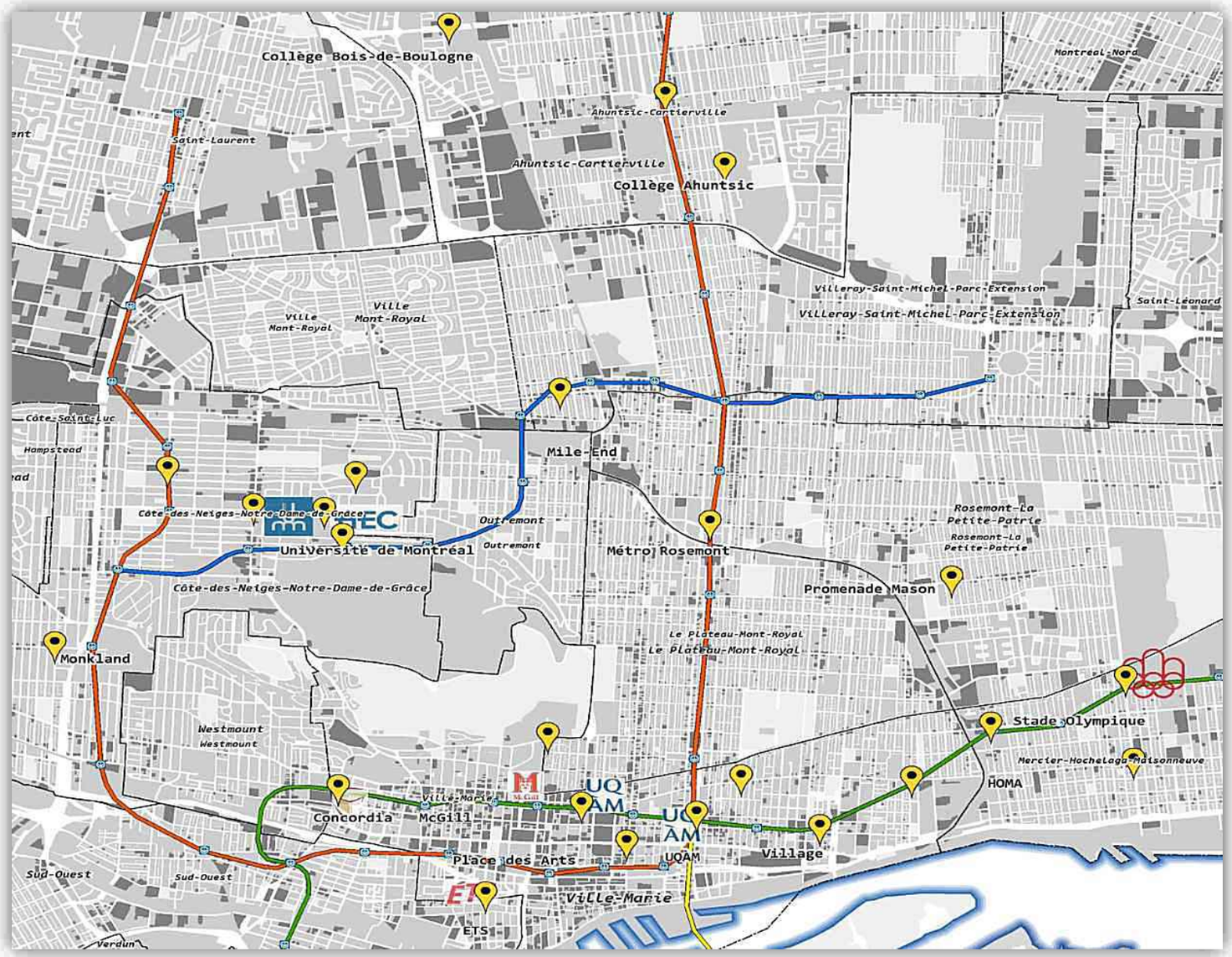


Abribus 04 - # inconnu, au coin de le rue Gage



Abribus 05 - # 9031

RÉSEAU JEUNES URBAINS



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176688001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Objet :	Accorder un contrat à Québecor Média pour la mobilisation d'espace publicitaire, l'habillage d'abribus et l'utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains", dans le cadre du projet Escales découvertes du mont Royal (lot 2B), pour une période de huit mois, pour une dépense maximale de 206 999,01 $, taxes incluses. - Contrat de gré à gré (17-6998). - Fournisseur exclusif.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds PTI - GDD 1176688001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Preposée au budget
Tél : 514- 868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Demande de soumission
N° : 17-6998

Formulaire de soumission
Sommaire

Site patrimonial du Mont-Royal

Escales découvertes

Volet 2: Marquage du chemin de la Côte-des-Neiges en tant que tracé fondateur

Lot 2B: Habillage d'abribus et utilisation du réseau numérique "Jeunes urbains"

Description et sommaire de soumission	Montant
Mobilisation d'espace publicitaire et habillage de cinq abribus le long du chemin de la Côte-des-Neiges, pour une durée de huit mois consécutifs, ainsi que promotion du projet sur les vingt-cinq faces numériques du réseau "Jeunes urbains", pour une durée de quatorze jours consécutifs.	
Montant total avant taxes :	173 950.00 $
Taxe sur les produits et services (5 %) :	8 697.50 $
Taxe de vente du Québec (9,975 %) :	17 351,51 $
Montant total :	199 999,01 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149501992

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Québecor Média Affichage, division de Québecor Média
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

612 rue Saint-Jacques Montréal Québec H3C 4M8, Canada
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication, à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet de la présente demande de soumission.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514.827.8324		
MARQUIS KATHY, CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE	Télécopieur :		
	Courriel : kathy.marquis@quebecormedia.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	27	02	2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de la présente demande pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal 801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage Montréal (Québec) H3C 0G4	**FORMULAIRE DE SOUMISSION**	Demande de soumission - **Addenda 2** No 17-6998 Site patrimonial du Mont-Royal - Escales découvertes Volet 2 - Lot 2B

RÉSUMÉ DU BORDEREAU

Sous-total pour l'habillage des abribus *(Ligne 1)*	154 867,50 $
Sous-total pour la promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains" *(Ligne 2)*	14 016,00 $
Grand sous-total *(Ligne 3: addition des lignes 1 et 2)*	168 883,50 $
Contingences de 3% *(Ligne 4: 3% du montant de la ligne 3)*	5066,50 $
Total avant taxes *(Ligne 5: addition des lignes 3 et 4; montant à reporter au sommaire de la page 1)*	173 950,00 $

Montréal

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal 801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage Montréal (Québec) H3C 0G4	FORMULAIRE DE SOUMISSION	Demande de soumission - Addenda 2 No 17-6998 Site patrimonial du Mont-Royal - Escales découvertes Volet 2 - Lot 2B

BORDEREAU DÉTAILLÉ À PRIX UNITAIRES

Article	Description	Quantité	Unité de mesure	Prix unitaire	Coût
1	**Habillage des abribus**				
1.1	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 7891 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.2	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 9269 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.3	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 9343 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.4	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus au coin de la rue Gage (# inconnu; trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.5	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire sur l'abribus # 9031 (trois faces transparentes et deux faces publicitaires)	8	mois	2347,85 $	18 782,80 $
1.6	Fourniture, impression et installation des pellicules de vinyle autocollantes sur les trois faces transparentes de l'abribus, incluant tous les produits et/ou accessoires requis	5	unités	8955,10 $	44775,50 $
1.7	Fourniture, impression et installation des affiches sur les deux faces publicitaires de l'abribus, incluant tous les produits et/ou accessoires requis	5	unités	912,80 $	4564,00 $
1.8	Allocation maximale pour l'entretien et le remplacement, au besoin, des pellicules de vinyle et des affiches sur les cinq abribus concernés	1	global	11614,00 $	11614,00 $
1.9	Autres travaux ou frais	1	global	0 $	0 $
	Sous-total pour l'habillage des abribus (avant taxes) *(Montant à reporter au résumé de la page 2)*				154967,50 $
2	**Promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains"**				
2.1	Frais médias pour la mobilisation d'espace publicitaire numérique sur les 25 abribus du réseau «Jeunes urbains», faces extérieures, pour la diffusion de 2160 impressions par abribus à chaque jour, pendant 14 jours consécutifs, incluant la programmation de ces impressions	756 000	impressions	global $	14 016,00 $
2.2	Autres travaux ou frais	1	global	0 $	0 $
	Sous-total pour la promotion du projet sur le réseau numérique "Jeunes urbains" (avant taxes) *(Montant à reporter au résumé de la page 2)*				14 016,00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1177528001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (montant estimé de 11 497,50 $), Safety-Kleen Canada inc.(montant estimé de 266 742,00 $) et Les lubrifiants Sentinel corp. (montant estimé de 82 782,00 $), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12269 (montant total estimé de la prolongation 361 021,50 $ incluant les taxes) .

Il est recommandé :
1. d'autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc., Safety-Kleen Canada inc. et Les lubrifiants Sentinel corp., pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville**.**

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 15:45

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177528001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (montant estimé de 11 497,50 $), Safety-Kleen Canada inc.(montant estimé de 266 742,00 $) et Les lubrifiants Sentinel corp. (montant estimé de 82 782,00 $), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande de lubrifiants, graisses et antigels utilisés dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12269 (montant total estimé de la prolongation 361 021,50 $ incluant les taxes) .

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la prolongation des ententes-cadres conclues avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (montant estimé de l'entente 11 498,50 $), Safety-Kleen Canada inc.(montant estimé de 266 742,00 $) et Les lubrifiants Sentinel corp. (montant estimé de 82 782,00 $), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture sur demande d'huiles et liquides re-raffinés, des huiles synthétiques, graisses et antigels dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville (Appel d'offres public 13-12269).
Le Service de l'approvisionnement met à la disposition des unités d'affaires des ententes-cadres pour ces types de biens depuis 2009. Les présents contrats ont été octroyés respectivement le 12 mars 2014 aux firmes 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) et Les lubrifiants Sentinel Corp. et le 27 mars 2014 à la firme Safety-Kleen Canada inc. Des ententes-cadres ont ainsi été conclues pour une période initiale de trente-six (36) mois et assorties de deux options de renouvellement de douze (12) mois chacune, pour un maximum de deux (2) prolongations. Il s'agit de la première prolongation.

L'appel d'offres 13-12269 contenait un article pour la récupération des huiles usées (article 5), mais l'adjudicataire pour cet article, Safety-Kleen Canada inc., a refusé la prolongation en raison des changements importants des conditions du marché. À cet effet, un appel d'offres sera lancé sous peu pour combler les besoins de la Ville.

La valeur totale estimée de ces prolongations est de 361 021,50 $ toutes taxes incluses.

Les données d'utilisation des ententes-cadres précédentes sont les suivantes :

Consommation ententes				
Groupe d'articles	Nom de la firme	Montant total octroyé	Montant consommé	% d'utilisation
1 et 4-article 64	9215-7767 Québec inc.	152 828,45 $	133 453,57 $	87,32%
2	Safety-Kleen Canada inc.	1 207 256,42 $	878 088,03 $	72,73%
3 et 4-articles 63 et 65	Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	214 713,68 $	174 425,71 $	81,24%

Groupe d'articles no. 1 : Antigels
Groupe d'articles no. 2 : Huiles et liquides
Groupe d'articles no. 3 : Huiles, liquides et graisses
Groupe d'articles no. 4 : Huiles et liquides sans aucun équivalent (octroi par article)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0130 - 27 mars 2014 - Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune, avec Safety-Kleen Canada inc. pour la fourniture de lubrifiants, graisses, antigels et la récupération des huiles usées, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12269 (montant estimé de l'entente : 1 207 256,42 $)
CE14 0317 - Conclure cinq (5) ententes-cadres d'une durée de trente-six mois (36) avec option de deux prolongations de douze (12) mois chacune, avec les firmes 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon), Safety-Kleen Canada inc. et Les lubrifiants Sentinel corp., pour la fourniture de lubrifiants, graisses, antigels et la récupération des huiles usées, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils motorisé de la Ville-Appel d'offres public 13-12269 (montant total estimé des ententes : 1 574 830,86 $ et pour la récupération 195 503,49 $)

CG13 0007 - 31 janvier 2013 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre collective avec Safety Kleen Canada Inc. (CG09 0276), pour une période additionnelle de douze (12) mois, pour la fourniture d'huiles et lubrifiants d'équipements motorisés – Appel d'offres public 09-10905 - (montant estimé de l'entente : 225 000,00 $)

CE10 0510 - 14 avril 2010 - Autoriser la cession de l'entente-cadre pour la fourniture sur demande d'huiles et de lubrifiants d'équipements motorisés conclue avec Ultramar ltée en faveur de Total Lubrifiants Canada inc., pour le reste de l'entente et ce, rétroactivement au 1er mars 2010, selon les mêmes termes et conditions. Référence CE09 1236.

CG09 0276 - 27 août 2009 - Conclure une entente-cadre collective, d'une durée de trente-six mois, avec Safety-Kleen Canada Inc., pour la fourniture sur demande d'huiles et lubrifiants d'équipements motorisés - Appel d'offres public 09-10905 (4 soumissions) - (montant estimé de l'entente : 802 156,06 $)

CE09 1236 - 29 juillet 2009 - Conclure deux ententes-cadres avec Safety-Kleen Canada Inc. (Groupe 2) (montant estimé de l'entente : 168 875.74 $) et Ultramar limitée (Groupe 3) (montant estimé de l'entente : 105 945,47 $), d'une durée de trente-six mois, pour la fourniture sur demande d'huiles et lubrifiants d'équipements motorisés - Appel d'offres public 09-10905 (4 soumissions)

DESCRIPTION

Plus de 200 000 litres d'huiles et de graisses et plus de 1500 litres d'antigels sont utilisés chaque année pour l'entretien des véhicules et appareils motorisés de la Ville par le Service du matériel roulant et des ateliers. Les produits sous entente sont des antigels, des huiles et liquides reraffinés ainsi que des huiles synthétiques.

JUSTIFICATION

Des comparaisons de prix sur le marché nous amènent à la conclusion que ces ententes sont avantageuses pour la Ville et nous incitent donc à recommander les prolongations. Les firmes 9215-7767 Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) et Les lubrifiants Sentinel Corp. ont proposé des augmentations moyennes des prix de 26 % et de 31 % tandis que la firme Safety-Kleen Canada inc. n'a pas proposé d'augmentation de prix.
Pour justifier notre décision, nous avons tenu compte des aspects suivants:

- les frais de transport pour les commandes régulières sont inclus dans les prix;
- l'indexation des prix tient seulement compte de l'indice des prix des produits industriels au Canada alors que les fluides sont importés des États-Unis et que le dollar américain connaît depuis 2014 une augmentation de près de 20% de sa valeur par rapport au dollar canadien (voir pièce jointe);
- les coûts reliés au lancement d'un nouvel appel d'offres.

Avant d’entamer l’analyse du dossier, nous avons procédé aux vérifications d’usage liées à une éventuelle inscription de l’un des adjudicataires sur l’une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des prolongations.

Aucun des adjudicataires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle, et n’est inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Les présentes prolongations ne requièrent pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

Les adjudicataires recommandés affirment s'être conformés en tous points à la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut estimé de ces prolongations est de 361 021,50 $ incluant les taxes et se détaille comme suit :

Nom de la firme	Montant estimé de la prolongation	TPS 5 %	TVQ 9,975 %	Montant total
9215-7767 Québec inc.	10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Safety-Kleen Canada inc.	232 000,00 $	11 600,00 $	23 142,00 $	266 742,00 $
Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	72 000,00 $	3 600,00 $	7 182,00 $	82 782,00 $
			Grand total	**361 021,50 $**

Ce montant a été estimé en fonction de la consommation sur les ententes au cours des trois dernières années ainsi qu'en tenant compte des demandes de révisions de prix.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette prolongation répond aux dimensions de développement durable. La grande majorité des huiles et lubrifiants sont à base de produits recyclés ou régénérés dans une proportion de 75 % à 100 % par volume. L'huile reraffinée est une huile de haute qualité avec les mêmes garanties qu'une huile neuve, mais disponible à un prix réduit, soit en moyenne 20 % moins chère qu'une huile neuve. Les économies potentielles reliées à l'utilisation de ce produit sont donc appréciables.
En plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de métaux lourds, le reraffinage diminue la dépendance à l'égard du pétrole provenant de l'étranger tout en permettant une réutilisation quasi illimitée d'une ressource non renouvelable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de prolonger ces ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume. De plus, un nouvel appel d'offres devrait être lancé dans les plus brefs délais pour combler les besoins pour ces produits.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la prolongation des ententes-cadres ainsi que des prix révisés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation des ententes-cadres jusqu'en mars 2018 à la suite de l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement
Serge BRANCONNIER, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Normand CHRÉTIEN, 3 mars 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FORTIN
Agente d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-4437
Télécop. : 514 872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514 872-5241
Télécop. : 514 872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2017-03-03

Groupe d'article 2 - Huiles et liquides				Fournisseur actuel		Demande de prix	
No. article	Description - Produit	Format	(A) Qté prévisionnel litre (12 mois)	Prix unitaire au litre proposé par Safety-Kleen Canada inc.	Coût total proposé par Safety-Kleen Canada inc.	Prix unitaire au litre proposé par Centre de pièces Gagnon	Coût total proposé par Centre de pièces Gagnon
8	5W20	1 L	1368	2,00 $	2 736,00 $	2,39 $	3 269,52 $
13	5W30	Baril 205 L	1161	1,70 $	1 973,70 $	2,03 $	2 356,83 $
17	10W30	VRAC	280	1,60 $	448,00 $	1,71 $	478,80 $
18	10W30 Diesel	1 L	712	2,15 $	1 530,80 $	2,89 $	2 057,68 $
19	10W30 Diesel	Baril 205 L	820	1,70 $	1 394,00 $	2,47 $	2 025,40 $
20	15W40	1 L	540	2,15 $	1 161,00 $	2,50 $	1 350,00 $
21	15W40	Baril 205 L	191	1,80 $	343,80 $	2,03 $	387,73 $
22	15W40	VRAC	50000	1,70 $	85 000,00 $	1,99 $	99 500,00 $
27	ATF Dexron III	1 L	72	1,85 $	133,20 $	2,30 $	165,60 $
28	ATF Dexron III	Baril 205 L	1025	1,55 $	1 588,75 $	1,84 $	1 886,00 $
29	ATF Dexron III	VRAC	37000	1,45 $	53 650,00 $	1,70 $	62 900,00 $
31	ATF Type F	19 L	114	1,75 $	199,50 $	1,96 $	223,44 $
32	Hydraulique - ISO 32	Baril 205 L	2200	1,70 $	3 740,00 $	1,96 $	4 312,00 $
33	Hydraulique - ISO 46	VRAC	36000	1,65 $	59 400,00 $	2,21 $	79 560,00 $
34	Hydraulique - ISO 46	Baril 205 L	1800	1,75 $	3 150,00 $	2,46 $	4 428,00 $
37	220 - Engrenage	Baril 20 L	360	1,95 $	702,00 $	2,66 $	957,60 $
38	Scie à chaine légère	4 L	64	2,07 $	132,48 $	1,54 $	98,56 $
39	Scie à chaine lourde	4 L	124	2,43 $	301,32 $	1,73 $	214,52 $
40	Moteur 2 temps	1 L	72	4,21 $	303,12 $	3,93 $	282,96 $
					217 887,67 $		266 454,64 $

Groupe 3 - Huiles, liquides et graisses				Fournisseur actuel		Demande de prix	
No. article	Description - Produit	Format	Quantité estimé pour 12 mois	Prix unitaire proposé par Sentinel	Coût total Sentinel	Prix unitaire proposé par Centre de pièces Gagnon	Coût total Centre de pièces Gagnon
41	0W40 Synthétique	1 L	504	6,79 $	3 422,16 $	7,79 $	3 926,16 $
42	5W40 Synthétique	1 L	60	6,85 $	411,00 $	5,89 $	353,40 $
43	5W40 Synthétique	Baril 20 L	2	136,40 $	272,80 $	118,89 $	237,78 $
44	75W90 Synthétique	Baril 20 L	336	137,00 $	46 032,00 $	147,61 $	49 596,96 $
53	Liquide de frein DOT 3	1 L	276	8,11 $	2 238,36 $	6,84 $	1 887,84 $
56	Graisse - EP0 LITHIUM	Baril 55 KG	42	349,80 $	14 691,60 $	477,25 $	20 044,50 $
57	Graisse - EP2 LITHIUM	Baril 55 KG	16	333,30 $	5 332,80 $	474,12 $	7 585,92 $
58	Graisse - EP2 LITHIUM	Tube 400 GR	1170	3,50 $	4 095,00 $	3,47 $	4 059,90 $
59	Graisse - EP0 LITHIUM	Baril 16 KG	10	88,96 $	889,60 $	129,18 $	1 291,80 $
61	75W90 Synthétique	946 ML	324	7,15 $	2 316,60 $	8,68 $	2 812,32 $
62	75W140 Synthétique	946 ML	5825	8,50 $	49 512,50 $	10,48 $	61 046,00 $
					129 214,42 $		152 842,58 $

Consommation ententes				
Groupe d'articles	Nom de la firme	Montant total octroyé	Montant consommé pour les articles sous entente	% d'utilisation
1 et 4-article 64	9215-7767 Québec inc.	152 828,45 $	855 496,57 $	87,32%
2	Safety-Kleen Canada inc.	1 207 256,42 $	878 088,03 $	72,73%
3 et 4-articles 63 et 65	Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	214 713,68 $	174 425,71 $	81,24%

Voici les prévisions pour les prolongations d'ententes:

Nom de la firme	Montant estimé de la prolongation	TPS 5 %	TVQ 9,975 %	Montant total
9215-7767 Québec inc.	10 000,00 $	500,00 $	997,50 $	11 497,50 $
Safety-Kleen Canada inc.	232 000,00 $	11 600,00 $	23 142,00 $	266 742,00 $
Les lubrifiants Sentinel Canada corp.	72 000,00 $	3 600,00 $	7 182,00 $	82 782,00 $
			Grand total	**361 021,50 $**

Taux de change

Dates : 2014-02-28 - 2017-03-01

USD = dollar américain (taux de clôture)

Date	Taux de change
2017-02-28	1,3281
2014-02-28	1,1074

Source : http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-de-change/recherche-dix-dernieres-annees/?lookupPage=lookup_daily_exchange_rates_fr.php&startRange=2007-03-01&lookupPage=lookup_daily_exchange_rates_fr.php&startRange=2007-03-01&rangeType=dates&dFrom=2014-03-01&dTo=2017-03-01&rangeValue=1&series%5B%5D=LOOKUPS_IEXE0102&submit_button=Submit

Écart du taux de change depuis le début de l'entente

(1,3281-1,1074)/1,1074 = 20%

Sentinel Canada

Le 28 février 2017

Ville de Montréal
Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boul. Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 2L5

Tél. : 514 872-4437
Téléc. : 514 872-8140
genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca

À l'attention de Madame Geneviève Fortin
Agente d'approvisionnement II
Division acquisition de biens et services

Objet : **Entente Ville de Montréal –**
Fourniture d'huiles, liquides et lubrifiants pour équipements motorisés

Madame,

La présente est en réponse à votre courriel du 27 février concernant l'Entente susmentionnée.

Nous acceptons la prolongation de 12 mois du présent contrat selon la nouvelle liste de prix que nous vous avons fait parvenir récemment.

En se référant au document que vous nous avez fait parvenir hier :

« ENTENTE D'ACHAT PERMANENTE », il y est indiqué :

- Période de validité de l'Entente : du 14 septembre 2014 au 19 mai 2017
- ou jusqu'à concurrence, avant la fin de cette période, d'achats totalisant : **158 559,09 $**

Or, vos achats totalisent à ce jour **181 726,07 $**.

Veuillez trouver ci-joint le détail des ventes de Sentinel à la Ville de Montréal du 14 septembre 2014 au 27 février 2017.

…/ 2

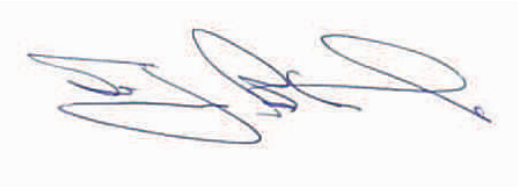
Tenant compte de la clause susmentionnée, Sentinel vous propose notre nouvelle liste de prix ci-jointe. Cette même liste vous a été soumise la semaine dernière.

Veuillez nous confirmer votre acceptation de notre nouvelle liste de prix.

Tel que convenu dans l'Entente précédente, nous acceptons de ne pas facturer les frais de transport pendant la durée de prolongation de 12 mois.

Nous espérons que notre proposition vous convient et espérons avoir la plaisir de vous servir au cours des prochaines années.

Dans l'attente de votre confirmation, nous vous prions d'agréer nos meilleures salutations.



Stéphen Bibeau
Représentant technique

Cc : MM. Francine Perreault
Sonia Vitti
Iqbal Ahmed

A :	"genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca" <genevieve.fortin@ville.montreal.qc.ca>,
Cc :	"Dasilva, Alberto" <dasilva.alberto@kleenperformance.com>,
Cci :	
Objet :	RE: Entente Ville de Montréal - Fourniture d'huiles, liquides et lubrifiants pour équipements motorisés
De :	"Tessier, Stephanie" <stephanie.tessier@safety-kleen.com> - Mardi 2017-02-14 14:09

Historique : Ce message a fait l'objet d'une réponse.

Bonjour Madame Fortin,

Nous serions ravis de prolonger notre entente pour la fourniture d 'huiles, liquides et lubrifiants pour équipements motorisés pour une période de 12 mois. Notre tarif restera le même. Nous vous fournirons le fichier Excel de tarif dûment rempli d'ici demain soir .

Concernant l'entente portant sur la récupération des huiles usées en vrac , nous ne pouvons pas prolonger l'accord existant dû au fait que les conditions de marché de la récupération d'huile usée ont trop changées.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute information complémentaire .

Cordialement,

Stephanie Tessier
Director of Lubricant Sales – Canada
Safety-Kleen
Stephanie.tessier@safety-kleen.com
289-233-5089
Safety Starts with Me! Live it 3-6-5

A : Geneviève FORTIN/MONTREAL@MONTREAL,
Cc :
Cci :
Objet : Tr : Prix antigel
De : Eliane CLAVETTE/MONTREAL - Mercredi 2017-02-08 12:48

Historique : Ce message a été transféré.

----- Transféré par Eliane CLAVETTE/MONTREAL le 2017-02-08 12:46 -----

De : Caroline Marcotte <cmarcotte@bumpertobumper.ca>
A : "eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca" <eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2017-02-06 12:21
Objet : Prix antigel

Bonjour Éliane,

Je t'envoie la proposition de prix pour la prolongation du contrat d'antigel , laisse-nous savoir Si le tout vous convient.

Bonne journée!

Caroline Marcotte
Directrice de Territoire
Uni-Sélect Québec
O/S Centre de pièces Gagnon
9200, rue Édison
Anjou Qc H1J 1T1
Bureau : 514.325.1370
Cel. : 514.475.4576

**** nouveau courriel : cmarcotte@bumpertobumper.ca ****



Liste prix antigel ville de Montréal janvier 2017.xlsx

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177111001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 - (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10214;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-07 14:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177111001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 - (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Un procédé de désinfection par rayonnement ultraviolet (UV) a été implanté en 2010 à l'usine Charles-J.-Des Baillets pour rencontrer les exigences réglementaires québécoises sur la qualité de l'eau potable. Onze (11) réacteurs UV ont ainsi été installés. Un espace libre et les aménagements requis ont été prévus pour faire l'installation d'un douzième réacteur si les besoins futurs l'exigeaient.
Depuis, l'expérience a démontré que les contraintes d'opération, l'entretien planifié et les besoins de redondance requéraient l'installation d'un douzième réacteur.

Trois (3) réacteurs acquis en pré-achat en 2008 (CG08 0159) n'ont pas encore été installés à l'usine Pierrefonds. Ces réacteurs sont de la même marque et du même modèle que ceux présentement installés à l'usine Charles-J.-Des Baillets. L'évaluation technique et financière réalisée en mars 2016 a révélé que la solution la plus avantageuse afin de fournir un réacteur supplémentaire à l'usine Charles-J.-Des Baillets, consistait à y installer l'un de ces trois (3) réacteurs, les travaux étant retardés à l'usine Pierrefonds.

L'appel d'offres 10214 a été publié sur le SÉAO et dans le journal Le Devoir le 17 novembre 2016. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 14 décembre 2016 au Service du greffe. La durée de la publication a été de vingt-six (26) jours. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 13 avril 2017.

Deux (2) addenda ont été publiés les 2 et 7 décembre 2016. Les addenda avaient pour but d'aviser l'ensemble des preneurs de cahier des charges des modifications apportées aux documents d'appel d'offres. Ces addenda traitent de questions/réponses et de clarifications aux documents.

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du 24 novembre au 5 décembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0159 - 30 avril 2008 - Octroyer un contrat à Calgon Carbon Canada inc. pour la fourniture d'équipements de désinfection UV aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds - dépense totale de 9 153 952,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9788 (3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Filtrum inc., pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets.
Les travaux de construction comprendront notamment l'installation d'une unité de désinfection UV (incluant réacteur, armoire de puissance et contrôle), la fourniture et l'installation d'équipements connexes, ainsi que des travaux de structure, d'électricité et de contrôle.

Des dépenses contingentes de 81 385,05 $, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat ont été prévues au bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus qui pourraient être rencontrés sur le chantier.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 10214, dix (10) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres, dont la liste est en pièce jointe. Six (6) entreprises ont déposé une soumission. Les quatre (4) entreprises qui n'ont pas déposé une soumission n'ont pas retourné le formulaire de suivi joint à l'enveloppe de soumission énumérant les raisons et les motifs qui les ont poussés à ne pas soumettre une soumission à la Ville. Nous les avons contactés pour apprendre qu'une des entreprises est un fournisseur, un second manque de ressources pour réaliser ce contrat, un troisième est un sous-traitant désirant offrir un prix à des entrepreneurs généraux, et le dernier s'est jugé lui-même non admissible à soumissionner.
Après analyse des soumissions, il s'avère que les six (6) soumissionnaires sont conformes et que l'entreprise Filtrum inc. présente la soumission la plus basse .

Soumissions conformes	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Filtrum inc.	542 567,03 $	81 385,05 $	623 952,08 $
Le Groupe LML ltée	562 078,88 $	84 311,83 $	646 390,72 $
Groupe Mécano inc.	607 592,52 $	91 138,88 $	698 731,39 $
Nordmec Construction inc.	636 102,64 $	95 415,40 $	731 518,03 $
Gastier M.P. inc.	670 601,20 $	100 590,18 $	771 191,37 $
Socomec Industriels inc.	787 341,90 $	118 101,29 $	905 443,19 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	668 316,59 $	100 247,49 $	768 564,07 $
Coût moyen des soumissions conformes ($) *total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			729 537,80 $ 16,9 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	281 491,11 $ 45,1 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-144 611,99 $ -18,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	22 438,64 $ 3,6 %

L'écart entre l'estimation et la moyenne des soumissions conformes est de seulement 5,1 % (-39 240,70 $).

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 18,8 % (-144 611,99 $) par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumission:

Articles	**Dernière estimation (avec taxes)**	**Plus bas soumissionnaire (avec taxes)**	**Écart ($)**
Frais de chantier	22 995,00 $	1 034,78 $	-21 960,23 $
Travaux de structure	71 411,23 $	31 963,05 $	-39 448,18 $
Travaux de mécanique de procédé et métaux ouvrés	382 756,72 $	328 253,63 $	-54 503,09 $
Travaux électriques	109 883,02 $	138 544,88 $	28 661,85 $
Travaux instrumentation, contrôle et communication	59 770,29 $	28 053,90 $	-31 716,39 $

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Bien que ce contrat ne soit pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),* l'adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 19 janvier 2017, numéro 2017-CPSM-1004607 (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 623 952,08 $ taxes incluses, comprenant un montant de 542 567,03 $ taxes incluses pour les travaux et un montant de 81 385,05 $ taxes incluses pour les contingences. Aucune dépense incidente n'est prévue.
La dépense de 623 952,08 $ taxes incluses représente un coût net de 569 751,41 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* » .

Cette dépense sera entièrement financée par la réserve de l'eau d'agglomération. La réserve de l'eau sera affectée annuellement, en fin d'exercice, en fonction des dépenses réelles constatées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'installation d'un 12e réacteur, à l'endroit déjà prévu à cet effet, permettra d'augmenter la redondance du procédé et de sécuriser la production d'eau potable de l'usine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Mars 2017

Début des travaux : Août 2017

Fin des travaux : Décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel THIBAULT
Ingénieur en procédés

Tél : 514 872-0089
Télécop. :

Annie CARRIÈRE
Chef de section - Ingénierie d'usines

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-29

Christian MARCOUX
Chef de division - Ingénierie et Chef d'exploitation des usines par intérim

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-07

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10214
Numéro de référence : 1030106
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ajout d'un réacteur UV - usine Charles-J.-Des Baillets

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sarah Ruaud Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1202557)** 2016-11-17 13 h 12 **Transmission :** 2016-11-17 13 h 12	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 42 - Télécopie 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ESCA Soudure Mobile 861 Chemin des Anglais Mascouche, QC, J7L3R5 NEQ : 1166966714	Monsieur ESCA ESCA Téléphone : 514 973-8673 Télécopieur :	**Commande : (1204286)** 2016-11-23 7 h 50 **Transmission :** 2016-11-23 7 h 50	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418	**Commande : (1203120)** 2016-11-18 15 h	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel

	http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Transmission :** 2016-11-18 15 h 09	2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 12 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 53 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com NEQ : 1168999176	Madame Nathalie Inkel Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1202765)** 2016-11-18 8 h 08 **Transmission :** 2016-11-18 8 h 11	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	Monsieur Louis-Paul Parent Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1205012)** 2016-11-24 13 h 35 **Transmission :** 2016-11-24 13 h 35	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996	**Commande : (1203974)** 2016-11-22 11 h 17 **Transmission :** 2016-11-22 11 h 17	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel

	http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Télécopieur : 450 347-8509		2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mabarex inc.. 2021 rue Halpern St-Laurent Montréal, QC, H4S 1S3 http://www.mabarex.com NEQ : 1144227353	Madame Julie Archambault Téléphone : 514 334-6721 Télécopieur : 514 332-1775	**Commande : (1203290)** 2016-11-21 9 h 16 **Transmission :** 2016-11-21 9 h 18	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 12 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 53 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1202876)** 2016-11-18 9 h 42 **Transmission :** 2016-11-18 10 h 15	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 13 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 52 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers	Madame Josée Arseneault	**Commande : (1203325)** 2016-11-21 9 h 45	

	Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1160102480	Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Transmission :** 2016-11-21 9 h 45	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 14 h 41 - Courriel 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 50 - Courriel 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Turcotte (1989) Inc.. 1311, rue Arthur-Dupéré Québec, QC, G1C0M1 NEQ : 1160209186	Madame Marilyse Gendreau Téléphone : 418 661-3726 Télécopieur : 418 661-9637	**Commande : (1203717)** 2016-11-21 16 h 32 **Transmission :** 2016-11-21 16 h 53	2680411 - Addenda # 1 Devis (devis) 2016-12-02 14 h 42 - Télécopie 2680412 - Addenda # 1 Devis (plan) 2016-12-02 16 h 13 - Messagerie 2680413 - Addenda # 1 Devis (bordereau) 2016-12-02 14 h 41 - Téléchargement 2680417 - Plan # 2 2016-12-02 18 h 54 - Messagerie 2681905 - Addenda # 2 2016-12-07 13 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 19 janvier 2017

FILTRUM INC.
A/S MADAME ALINE AUGER
430, RUE DES ENTREPRENEURS
QUÉBEC (QC) G1M 1B3

Nº de décision : 2017-CPSM-1004607
N° de client : 2700023505

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

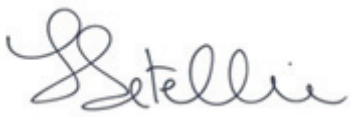
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous FILTRUM CONSTRUCTION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FILTRUM INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177111001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour l'ajout d'un réacteur UV à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 623 952,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10214 - (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1177111001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-01

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1163334020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

Il est recommandé:
1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat, de gré à gré, à la firme Tetra Tech QI inc. fournisseur unique, pour les services de maintenance, pour la somme de 810 573,75 $, taxes incluses, pour une période de trois ans commençant le 1er janvier 2017;

2. d'approuver un contrat de licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville, rétroactivement au 1er janvier 2017;

3. d'approuver un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc et et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l, rétroactivement au 1er janvier 2017;

4. d'autoriser le directeur de la direction de l'épuration des eaux usées à signer tout document y donnant suite;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 09:47

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163334020**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

CONTENU

CONTEXTE

Le système de Contrôle Intégré Des Intercepteurs (CIDI) représente une expérience unique au Canada au niveau de la minimisation des surverses en temps de pluie d'une agglomération urbaine de la taille de la Ville de Montréal et de l'utilisation des prévisions de précipitation fournies par un radar météo pour prédire les volumes d'eau de ruissellement drainés aux intercepteurs et aux ouvrages de rétention.

Ce système a été mis en place dans le cadre du contrat 1667-AE, adjugé à la firme BPR Construction inc. (BPR) et dont le coût s'élevait à près de 3,9 millions de dollars, plus les taxes applicables. Les travaux d'implantation se sont échelonnés de 2003 à 2005 et le système est opérationnel depuis décembre 2005. Le soutien technique des logiciels, assuré par la firme BPR depuis 2006, comprend le support, la maintenance et la mise à jour du logiciel Csoft et des logiciels spécifiques au CIDI ainsi que le dépannage téléphonique pendant les heures normales de bureau.

Suite à l'achat de la firme BPR inc. par Tetra Tech QI inc., trois nouveaux contrats relatifs au CIDI soit le contrat de licence, le contrat d'entiercement et le contrat de maintenance venant à échéance le 31 décembre 2016 doivent être octroyés à la firme Tetra Tech QI inc.

Le contrat de maintenance d'une durée de trois ans permettra d'assurer le support informatique ainsi que le support téléphonique régulier et d'urgence ainsi que l'obtention

des mises à jour du logiciel.

Le contrat de licence tient compte de la cession des droits de propriété intellectuelle de BPR inc. à Tetra Tech QI inc., des conditions établies dans le contrat initial et des dispositions usuelles inscrites à de tels contrats. Ce contrat ne comporte aucune dépense pour la Ville.

Le projet de contrat d'entiercement vise à accorder à la Ville un accès aux codes sources en cas de défaillance de Tetra Tech QI inc., notamment en cas de cessation de ses activités commerciales ou de faillites ou d'exigences manifestement excessives pour la rémunération des services de support et de maintenance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0347 - 27 septembre 2012 - Accorder un contrat de gré à gré à BPR inc. pour les services de maintenance de logiciels pour une période de cinq ans, pour une somme maximale de 1 552 162,50 $, taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre BPR inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, BPR inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2012 (Fournisseur unique)

CG11 0268 – 30 août 2011 – Octroyer un contrat à BPR Construction inc. pour les services de soutien technique du système CIDI (Contrôle Intégré Des Intercepteurs), de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de douze mois commençant le 1er janvier 2011 au montant maximal de 250 635,00 $, taxes incluses (fournisseur exclusif);

CG10 0137 – 22 avril 2010 – Octroyer un contrat à BPR Construction inc. pour les services de soutien technique du système CIDI de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de douze mois commençant le 1er janvier 2010 au montant maximal de 248 325,00 $ (fournisseur exclusif);

CG09 0063 – 2 avril 2009 – Octroyer un contrat à BPR Construction inc. pour les services de soutien technique du système CIDI de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de douze mois commençant le 1er janvier 2009 au montant maximal de 248 325,00 $ (fournisseur exclusif);

CG08 0573 – 27 janvier 2008 – Octroi du contrat 4005-AE à BPR Construction inc. pour l'amélioration du système CIDI et l'intégration des bassins de rétention au montant de 991 300 $ (gré à gré - fournisseur unique);

CE05 5025 - 23 novembre 2005 - Approuver le projet d'avenant no 2 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et BPR Construction inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 3 280 642 $ à 3 880 642 $, plus les taxes applicables (CE02 0824, modifiée par CE03 1385 (avenant no 1);

CE03 1385 - 25 juin 2003 - Approuver l'avenant no 1 au contrat 1667-AE pour ajouter des travaux de calibrage des prévisions météorologiques au contrat 1667-AE accordé à BPR construction inc. le 29 mai 2002 (CE02 0824) et afin d'augmenter le montant du contrat d'une somme de 90 000 $, plus taxes applicables;

CE02 0824 – 29 mai 2002 – Octroi du contrat 1667-AE à BPR Construction inc. au montant de 3 190 642 $, taxes incluses, pour le développement du logiciel de contrôle intégré des intercepteurs (CIDI).

DESCRIPTION

Les besoins en soutien technique du système CIDI initial (mis en service en 2005) se résument au support, à la maintenance et à la mise à jour du logiciel Csoft et du logiciel Pilote (logiciel spécifique au CIDI de la Ville de Montréal) ainsi qu'au dépannage téléphonique des problèmes informatiques pendant les heures normales de bureau. Ces besoins ont été comblés par les contrats de maintenance attribués à la firme BPR année après année.

Le nouveau contrat de maintenance inclut les services décrits à l'Annexe A du contrat de maintenance joint au présent dossier:

- Module 1: Services de base et assistance (165 000$ annuellement, plus taxes, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019);

- Autres services à taux horaires à la demande de la Ville (70 000$ annuellement, plus taxes, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019).

Les montants relatifs au Module 1 sont fixes pour toute la durée du contrat et la portion des services à taux horaires est indexable annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation avec un maximum 3 %.

JUSTIFICATION

Cette nouvelle entente permettra à la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) de garantir une opération optimale et une disponibilité non interrompue du système CIDI pour les trois prochaines années sans avoir à renouveler annuellement le contrat de maintenance.

Le système CIDI est essentiel pour l'opération en temps réel, optimal et prédictif des intercepteurs et des bassins de rétention des eaux usées de la Ville de Montréal, il est donc requis de maintenir un contrat de maintenance pour en assurer sa performance, sa mise à jour et son opération en continu. Les investissements majeurs affectés à ce logiciel depuis de nombreuses années justifient la recommandation de cette nouvelle entente.

La DEEU n'a pas, à ce jour, les ressources et les connaissances suffisantes pour assurer le maintien et l'opération du logiciel CIDI et doit donc utiliser les services de la firme Tetra Tech QI inc. La durée du contrat a cependant été réduite de 5 à 3 ans. Durant cette période, la DEEU explorera la possibilité d'acquérir cette expertise à l'interne.

Le nouveau contrat représente une diminution des coûts de l'ordre de 13 % par rapport au contrat octroyé en 2012.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat est de 810 573,75 $ taxes incluses et représente une dépense nette pour l'agglomération de 740 161,88 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense inclut un montant de 519 688,13 $, net de ristournes, pour les services de maintenance du système CIDI qui est prévue au budget de fonctionnement 2017 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau et sera priorisée lors de la

confection des budgets 2018 et 2019.

Un montant de 220 473,75 $, net de ristournes, est également inclus pour les améliorations et nouveaux développements qui seront apportés au système CIDI et est prévu au PTI 2017 -2019. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le non renouvellement de l'entente mettra la Ville dans une situation précaire puisque le logiciel ne sera plus supporté et des défaillances majeures pourraient survenir et le système de contrôle intégré des intercepteurs et collecteurs (CIDI) pourrait ne pas répondre adéquatement aux besoins opérationnels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des services: 1er janvier 2017

Fin de l'entente: 31 décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Administration de contrats

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-09

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-03-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163334020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La Ville peut conclure avec Tetra Tech QI inc., de gré à gré, les contrats de Licence, d'Entiercement et de Maintenance, puisque Tetra Tech QI inc. est un fournisseur unique, détenteur de la propriété intellectuelle sur les Logiciels Csoft et des logiciels spécifiques au système CIDI (573.3 par. 6 al. a) et b) de la Loi sur les cités et villes).
Une fois approuvés, ces contrats auront un effet rétroactif au 1er janvier 2017, ce qui est juridiquement possible puisqu'il auront été conclus de gré à gré

FICHIERS JOINTS

Contrat de licence.pdf Contrat de maintenance.pdf Contrat d'entiercement.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Marie-Andrée SIMARD
notaire - chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel



Contrat d'entiercement

entre

LA VILLE DE MONTRÉAL

et

TETRA TECH QI INC.

et

LAVERY, DE BILLY,
S.E.N.C.R.L.

Relatif à

L'entiercement du code source de Logiciels comprenant le Logiciel Csoft®

En date du 1er janvier 2017

TABLE DES MATIÈRES

Préambule 3
1. Définitions 3
2. Objet 4
3. Dépôt 4
4. Forme du dépôt 4
5. Fréquence du dépôt 4
6. Information du Licencié 4
7. Dépôt contrôlé 4
8. Défaillance et accès au Matériel 4
9. Frais 5
10. Confidentialité et propriété intellectuelle 5
11. Garanties 5
12. Limites de responsabilité 6
13. Démission du Dépositaire 6
14. Durée du Contrat 6
15. Force Majeure 7
16. Attribution de compétence 7
17. Cession 7
18. Notification 7
19. Intégration Automatique au Contrat 8

CONTRAT D'ENTIERCEMENT

Ce Contrat d'entiercement est conclu le 1er janvier 2017 entre Tetra Tech QI inc., une personne morale constituée en vertu des lois de la province de Québec (ci-après le « **Licencieur** »), la Ville de Montréal (ci-après le « **Licencié** »), et Lavery, de Billy, s.e.n.c.r.l. (ci-après le « **Dépositaire** »).

Préambule

Par Contrat de Licence, le Licencieur a mis à la disposition du Licencié les Logiciels et le Matériel.

Afin d'assurer la pérennité des traitements effectués à partir des Logiciels conformément au Contrat de Licence, le Licencié souhaite, en cas de défaillance du Licencieur, pouvoir avoir accès aux programmes sources générant les Logiciels et au Matériel.

Le Licencieur et le Licencié ont demandé au Dépositaire d'agir à titre de dépositaire et ont convenu de lui confier certains biens de façon à ce que le Licencié ait accès à ces biens et puisse les utiliser dans les éventualités spécifiées ci-après.

Le Dépositaire accepte de conserver à titre de dépositaire, d'entreposer et de remettre les programmes sources des Logiciels et le Matériel conformément au présent Contrat.

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Définitions

Chaque fois qu'ils seront utilisés dans le présent Contrat ou en relation avec son interprétation ou exécution, les termes suivants auront le sens défini ci-après :

a) « **Contrat** » désigne le présent contrat et son préambule;

b) « **Contrat de Licence** » désigne le Contrat de Licence conclu entre le Licencieur et le Licencié pour l'utilisation des Logiciels;

c) « **Contrat de Maintenance** » désigne le Contrat de Maintenance des Logiciels et d'assistance technique conclu entre le Licencieur et le Licencié le 1er janvier 2017 et renouvelé et/ou remplacé de temps à autre par les Parties;

d) « **Logiciels** » désigne les Logiciels et les améliorations installés sur l'Équipement du Licencié conformément au Contrat de Licence;

e) « **Matériel** » désigne le code source de chaque programme constituant les Logiciels et la Documentation technique correspondante ainsi que le système d'exploitation compatible avec les programmes sources des Logiciels (sous forme exécutable en tant que copie de sauvegarde);

f) « **Partie** » désigne le Licencieur, le Licencié et/ou le Dépositaire.

Les termes et expressions, lorsqu'ils apparaissent précédés d'une lettre majuscule dans le présent Contrat, ont la signification qui leur est attribuée dans le Contrat de Licence, à moins

d'indication contraire dans le texte du Contrat. En cas de contradiction, les stipulations du présent Contrat prévaudront sur celles du Contrat de Licence.

2. Objet

Le Contrat a pour objet de préciser les conditions de dépôt du Matériel et les conditions d'accès audit Matériel ainsi que les conditions dans lesquelles la défaillance est matérialisée.

3. Dépôt

Au plus tard trente (30) jours après la signature du Contrat, le Licencieur s'engage à déposer auprès du Dépositaire une copie du Matériel.

4. Forme du dépôt

Le Matériel est déposé sous forme de CD-ROM ou tout autre format convenu entre les Parties.

5. Fréquence du dépôt

Le dépôt du code source correspondant à la version installée sur l'Équipement du Licencié est effectué avant le 31 janvier de chaque année auprès du Dépositaire dans les formes prévues à l'article 4 ci-avant.

6. Information du Licencié

Lors de chaque dépôt, le Licencieur doit étiqueter clairement le Matériel de sorte qu'il soit possible d'identifier les Logiciels, les Améliorations et la Documentation, en précisant le nom du Licencié, la convention visée et une description de la version des Logiciels incluse, le cas échéant.

À chaque dépôt, le Dépositaire établira un procès-verbal de dépôt dont copie devra être communiquée par le Dépositaire au Licencieur et au Licencié.

7. Dépôt contrôlé

À tout instant, le Licencié pourra demander au Dépositaire la date de la dernière mise à jour du dépôt. Il pourra également demander un certificat de vérification signé par l'un des principaux dirigeants, administrateurs ou par un autre représentant dûment autorisé du Dépositaire indiquant et garantissant que le Matériel livré correspond à la définition qui en est donnée à l'article 1 du Contrat.

Le Licencié peut par l'intermédiaire d'une tierce personne indépendante sélectionnée conjointement par le Licencieur et le Licencié vérifier le Matériel afin de s'assurer qu'il correspond au Contrat, moyennant un avis écrit de dix (10) jours ouvrables au Licencieur et au Dépositaire précisant la date et l'heure du jour ouvrable (pendant les heures de bureau normales) auxquelles il souhaite que la vérification ait lieu. La vérification devra offrir toutes les conditions nécessaires propres à assurer la protection des intérêts commerciaux du Licencieur de même que l'intégrité des secrets commerciaux relatifs au Matériel et à sa confidentialité. La vérification ne peut avoir lieu qu'en présence du Licencieur, sauf refus injustifié de sa part, et ne peut avoir pour objet que de vérifier que le Matériel est bel et bien celui ayant été décrit au procès-verbal de dépôt et qu'il satisfait les exigences du Contrat.

8. Défaillance et accès au Matériel

Advenant un des événements décrits ci-dessous, le Licencié peut demander au Dépositaire de lui remettre le Matériel:

a) Le Licencieur cesse d'exercer ses activités commerciales liées à la maintenance des Logiciels, ou il cesse ses opérations en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens; ou

b) Le Licencieur n'acquitte pas les frais du Dépositaire conformément au Contrat de Maintenance et que ce dernier prétend que le Contrat est ou doit être résilié pour ce motif; ou

c) Le Licencieur exige du Licencié une rémunération manifestement excessive pour les Services de base visés au Contrat de Maintenance; ou

d) Sur demande écrite du Licencieur et du Licencié notifiée au Dépositaire.

À la survenance d'un des événements prévus au paragraphe précédent, si le Licencié désire que le Dépositaire lui remette le Matériel, il doit envoyer un avis écrit préalable de vingt (20) jours ouvrables au Dépositaire et au Licencieur spécifiant l'un des motifs ci-dessus mentionnés justifiant sa demande. À l'intérieur du délai de vingt (20) jours ouvrables, le Licencieur peut contester le bien-fondé des allégations du Licencié en envoyant un avis écrit au Licencié et au Dépositaire ou remédier à son défaut, faute de quoi le Dépositaire doit remettre le Matériel au Licencié. Si le Licencieur conteste les allégations du Licencié ou s'il remédie à son défaut dans le délai susmentionné, le Dépositaire conserve le Matériel, selon le cas, jusqu'au règlement complet du litige selon l'issue du litige ou selon l'entente entre le Licencieur et le Licencié.

En cas d'accès au Matériel, le Licencié ne pourra utiliser les programmes sources des Logiciels que dans la limite des droits qui lui ont été concédés par le Licencieur en vertu du Contrat de Licence et qu'aux fins de ses activités, telles que mentionnées dans le Contrat de Licence. L'accès aux programmes sources ne transfère en aucun cas d'autres droits. En cas d'accès au Matériel, le Licencieur autorise expressément par la présente clause le Licencié à faire usage de la version exécutable des outils de développement et de compilation déposés, dans la mesure où le Licencieur est autorisé à accorder un tel droit, soit en vertu des termes de la licence qui lui a été accordée par l'auteur de ces outils, soit parce qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires sur lesdits outils.

9. Frais

Le Licencieur acquitte les frais applicables du Dépositaire pour les prestations qu'il fournit en vertu du Contrat conformément aux dispositions du Contrat de Maintenance.

10. Confidentialité et Propriété Intellectuelle

Les dispositions du Contrat de Licence relatives à la protection de la Confidentialité et à la Propriété Intellectuelle font partie intégrante et s'appliquent à chacune des Parties au présent Contrat comme si elles y étaient reproduites dans leur totalité.

Le Licencié et le Dépositaire reconnaissent que le Contrat ne peut donner ou sembler vouloir donner au Licencié ou au Dépositaire quelque intérêt que ce soit dans la Propriété Intellectuelle, ni entraîner quelque transfert de propriété que ce soit en faveur du Licencié ou du Dépositaire.

Le code source des Logiciels demeure la propriété exclusive du Licencieur et fait partie des informations confidentielles du Licencieur. Le Dépositaire ne pourra ni faire usage du code source, ni en révéler la teneur à qui que ce soit, sauf tel que prévu aux présentes.

11. Garanties

Le Licencieur garantit qu'au moment de son dépôt initial et périodique, le Matériel :

a) est et sera complet;

b) comprend et comprendra la version la plus récente des Logiciels installée sur l'Équipement Désigné du Licencié; et

c) contient ou contiendra toute l'information permettant au Licencié ou à son représentant de pouvoir recréer et utiliser les Logiciels advenant la remise du Matériel aux termes des présentes.

12. Limites de responsabilité

Le Dépositaire fera preuve de prudence et de diligence en accomplissant ses fonctions de dépositaire. Si le Matériel est, en tout ou partie, abîmé, volé, disparu, introuvable ou autrement endommagé ou diminué de quelque façon que ce soit, le Dépositaire doit en aviser le Licencieur et le Licencié par écrit.

Agissant uniquement en tant que dépositaire, le Dépositaire n'est pas tenu d'examiner le Matériel et est dégagé de toute responsabilité quant à l'authenticité, à la suffisance et à la validité du Matériel. Le Dépositaire est dégagé de toute responsabilité découlant de l'exécution du Contrat, sauf si elle provient d'une faute lourde ou intentionnelle du Dépositaire.

13. Démission du Dépositaire

Le Dépositaire peut en tout temps, sauf s'il a reçu un avis du Licencié réclamant l'accès au Matériel, démissionner de ses fonctions et être déchargé des devoirs et obligations stipulés au Contrat, moyennant un avis écrit d'au moins soixante (60) jours au Licencieur et au Licencié, en précisant la date d'entrée en vigueur de sa démission. La démission du Dépositaire entraînera la résiliation du Contrat à la date effective de la démission, à condition qu'un successeur ait accepté d'entrer en fonction avant cette date, au lieu et place du Dépositaire, tel que prévu ci-après, à défaut de quoi la date de la résiliation sera repoussée jusqu'à ce qu'un tel successeur soit nommé. Advenant la réception dudit avis de démission du Dépositaire, le Licencié et le Licencieur devront nommer une autre personne comme successeur du Dépositaire et devront l'en aviser. Le successeur devra signer et livrer au Licencié et au Licencieur un acte par lequel il accepte d'être lié par les conditions du Contrat et sur signature et remise d'un tel acte, il sera investi des mêmes pouvoirs, droits et obligations que s'il avait été désigné dépositaire initial en vertu du Contrat.

Le Dépositaire remettra le Matériel au successeur nommé, en avisera par écrit le Licencieur et le Licencié, par la suite il sera déchargé des obligations qui lui étaient dévolues aux termes du Contrat.

14. Durée du Contrat

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties et demeure en vigueur pendant une période de trois (3) ans à compter de la signature du Contrat sauf :

a) accord entre le Licencieur et le Licencié notifié au Dépositaire;

b) résiliation du Contrat de Licence;

c) résiliation ou non-renouvellement du Contrat de Maintenance sauf si la résiliation ou le non-renouvellement du Contrat de Maintenance résulte de l'exigence du Licencieur d'obtenir une rémunération manifestement excessive pour les Services de base visés au Contrat de Maintenance;

d) remise du Matériel au Licencié par le Dépositaire conformément au Contrat.

15. Force Majeure

Les dispositions du Contrat de Licence relatives à la force majeure font partie intégrante et s'appliquent au présent Contrat comme si elles y étaient reproduites dans leur totalité.

16. Attribution de compétence

Ce Contrat est régi par le droit applicable dans la province de Québec. Tout différend découlant ou en relation avec le présent Contrat sera soumis exclusivement à la juridiction compétente dans le district judiciaire de Montréal.

17. Cession

(1) Tetra Tech QI inc. peut, à sa seule discrétion et sans le consentement de l'autre Partie, céder ce Contrat à tout acheteur de l'entreprise de Tetra Tech QI inc. ou de tout ou d'une partie substantielle de ses actifs (« **Cédé** ») sous réserve du respect de l'ensemble des conditions suivantes :

(a) Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour Montréal et les Logiciels et le code source doivent être déposés chez une firme d'avocats dont le bureau est au Québec, et approuvé par la Ville;

(b) Le Cédé est un fournisseur qualifié qui aurait satisfait les critères de qualification technique du présent Contrat et accepte de respecter les termes et conditions de celui-ci en lieu et place de Tetra Tech QI inc.;

(c) Le Licencieur et le Licencié signent une quittance mutuelle finale relativement au présent Contrat;

(d) La cession porte de façon simultanée également sur le Contrat de Licence et le Contrat de Maintenance.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants droit.

Dans le cas d'une cession à une filiale du groupe Tetra Tech, les modalités de cession ne se limitent qu'à la notification écrite à Montréal.

18. Notification

Tout avis ou notification devant être donné au titre du présent Contrat sera censé avoir été donné s'il est envoyé par lettre recommandée ou courrier rapide avec avis de réception ou par télécopie, adressé à l'adresse du destinataire ci-après indiquée ou encore à sa dernière adresse connue, et sera censé avoir été reçu à la date de l'avis de réception dans le cas d'une lettre recommandée et d'un courrier rapide et un (1) jour après la date d'envoi dans le cas d'une télécopie :

Pour le Licencieur

Stéphane Gagnon
Tetra Tech QI Inc.
Direction générale, Municipal-Eau
5100, Sherbrooke E., bureau 900
Montréal (Québec) H1V 3R9
Téléphone: (514) 257-2424
Télécopie: (514) 257-2418

Pour le Licencié:

Directeur du traitement des eaux usées Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
Ville de Montréal
12001 Boul Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3
Téléphone : (514) 280-3706
Télécopie : (514) 280-4387

Pour le Dépositaire :

M. Jean-Simon Deschênes
Lavery, de Billy, s.e.n.c.r.l.
925, Grande Allée Ouest, Bureau 500
Québec (Québec)
G1S 1C1
Téléphone : (418) 688-5000
Télécopie : (418) 688-3458

19. Intégration Automatique au Contrat

Les dispositions du Contrat expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties et remplacent tout accord antérieur ayant le même objet.

Aucune modification ou aucun ajout au Contrat n'est valable sans l'accord écrit des Parties.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants droit.

La nullité d'une clause particulière du Contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble du Contrat, à moins que l'on ne puisse considérer cette clause comme substantielle, c'est-à-dire, à moins que cette clause ne soit telle que les Parties (ou la Partie en faveur de laquelle la clause a été souscrite) n'auraient (n'aurait) pas conclu le Contrat si elles (elle) avaient (avait) connu la nullité de ladite clause.

EN FOI DE QUOI, les Parties, par leurs représentants autorisés, ont signé le Contrat en trois (3) exemplaires à la date indiquée en regard de leur signature respective.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Richard Fontaine
Directeur du traitement des eaux usées
Date :

TETRA TECH QI INC.

Par :

Stéphane Gagnon
Directeur Général, Municipal-Eau

Date :

LAVERY, DE BILLY, S.E.N.C.R.L.

Par :

Jean-Simon Deschênes
Avocat
Date :

Ce Contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la ville de Montréal ; Résolution CG-17-_____ du _____.

Ville de Montréal

TETRA TECH

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 FÉV. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Services des affaires juridiques

CONTRAT DE MAINTENANCE

entre

TETRA TECH QI INC.,

et

VILLE DE MONTRÉAL,

Pour la période du

1er janvier 2017 au 31 décembre 2019

N° de projet Tetra Tech: 10856C
N° du document : 10DC

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions 1
2. Services 2
3. Politique de gestion contractuelle 2
4. Rémunération 2
5. Accès 3
6. Information, Coopération et Assistance 3
7. Confidentialité 3
8. Entiercement 4
9. Sous-contrat 4
10. Garantie, renonciation et limitation de responsabilité 4
11. Durée du Contrat et résiliation 6
12. Indépendance des Parties 6
13. Force majeure 6
14. Droit applicable et règlement des différends 7
15. Modification 7
16. Cession 7
17. Maintien en vigueur 8
18. Notification 8
19. Communication 8
20. Intégration automatique au Contrat 8

Annexe A : Liste des Services

Annexe B : Grille tarifaire de Tetra Tech

Annexe C : Curriculum Vitae du Personnel clé

Annexe D : Politique de gestion contractuelle

Annexe E : Documents Confidentiels

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

CONTRAT DE MAINTENANCE

Ce Contrat de Maintenance (le "**Contrat**") est intervenu entre Tetra Tech QI inc., une personne morale constituée en vertu des lois de la province de Québec ("**Tetra Tech**"), et la Ville de Montréal ("**Montréal**") et couvre la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019.

ATTENDU QUE TETRA TECH déclare être le seul à détenir les droits de Propriété intellectuelle des Logiciels et être le seul à pouvoir en offrir la maintenance;

ATTENDU QUE Montréal désire retenir les services de Tetra Tech pour la maintenance des Logiciels du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 selon les modalités et conditions stipulées aux présentes;

ATTENDU QUE les Contrats de Licence et d'Entiercement entre Tetra Tech QI inc. et Montréal seront aussi entérinés;

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Définitions

"**Améliorations**" désignent toute correction, toute modification, toute mise à jour ou toute nouvelle édition des Logiciels.

"**Anomalie**" désigne tout incident ou défaut de fonctionnement qui, soit empêche l'utilisation normale de tout ou partie des Logiciels, soit provoque un résultat ou une action incorrecte par rapport aux fonctionnalités décrites dans la Documentation.

"**Contrat de Licence**" désigne le Contrat de Licence conclu entre Tetra Tech et Montréal le 1er janvier 2017.

"**Documentation**" désigne les manuels d'utilisation, le matériel de formation, les manuels techniques ainsi que toute documentation similaire afférente aux Logiciels et aux Améliorations fournis par Tetra Tech.

"**Équipement Désigné**" signifie les logiciels, matériels informatiques, terminaux, réseaux, connections aux réseaux et autres ressources suggérés et validés par Tetra Tech pour l'installation et l'utilisation appropriées des Logiciels sur le Site du client.

"**Logiciels**" désigne les logiciels identifiés sous la marque "Csoft" et le "pilote Csoft".

"**Propriété intellectuelle**" désigne toute information, connaissance et expérience de nature technique ou commerciale incluant le droit d'auteur, marque de commerce et son achalandage, secret commercial et savoir-faire portant sur les Logiciels et la Documentation, incluant sans pour autant s'y limiter les Améliorations, mises à jour ou modifications des Logiciels, mais excluant les Données du client.

"**Services**" désignent les services et prestations fournis par Tetra Tech en vertu du présent Contrat de maintenance et sans s'y limiter, ceux décrits à l'Annexe A.

"**Site du client**" signifie l'emplacement physique où se trouve l'Équipement Désigné dans le territoire de l'agglomération de Montréal.

"**Personnel clé du Licencieur**" : Signifie le personnel possédant l'expertise et les qualifications requises identifié à l'Annexe B, pour assurer le bon fonctionnement et le développement du Logiciel.

"**Information stratégique**" : Signifie toute information se rapportant au fonctionnement du Logiciel et les améliorations subséquentes.

Les termes et expressions, lorsqu'ils apparaissent précédés d'une lettre majuscule dans le présent Contrat, ont la signification qui leur est attribuée dans le Contrat de Licence, à moins d'indication contraire dans le texte du Contrat. En cas de contradiction, les stipulations du présent Contrat prévaudront sur celles du Contrat de Licence.

2. Services

Tetra Tech s'engage à fournir à Montréal les Logiciels, Services (tel que décrit à l'Annexe A) pour les besoins de Montréal et pour y apporter les corrections nécessaires pour corriger les erreurs applicables ou mauvais fonctionnement identifié par Montréal, en fonction de la période visée, les Services prévus aux présentes, plus particulièrement ceux décrits à l'Annexe A du Contrat :

(a) Du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Exclusions

Les Services fournis par Tetra Tech sont conditionnels à une utilisation des Logiciels sur l'Équipement Désigné et conformément aux directives contenues dans la Documentation et au Contrat de Licence.

Les Services ne couvrent pas : (i) les Logiciels modifiés, réparés ou adaptés par toute personne autre que Tetra Tech ; (ii) les adaptations, réparations ou le remplacement des Logiciels découlant en tout ou partie d'un accident, négligence ou de conditions d'opérations incompatibles ou non conformes aux spécifications (ex. : problèmes reliés à l'alimentation électrique) ; (iii) la correction des dysfonctionnements causés par un défaut de l'Équipement Désigné ou par une erreur dans les Données du client qui ne résultent pas d'une utilisation conforme des Logiciels.

3. Politique de gestion contractuelle

Tetra Tech déclare avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle telle que jointe à l'Annexe D et s'engage à s'y conformer.

4. Rémunération

En contrepartie de l'exécution par Tetra Tech des obligations prévues au Contrat, Montréal verse à Tetra Tech les montants suivants :

(a) pour le module 1, la somme annuelle de cent soixante-cinq mille (165 000,00 $) dollars, plus taxes, pendant les périodes précisées au paragraphe 11.

Les sommes annuelles indiquées ci-dessus sont facturées par Tetra Tech avant le 1er janvier de chaque année pour couvrir l'année débutant au 1er janvier. Toute facture émise par Tetra Tech et jugée conforme par Montréal agissant de façon diligente et raisonnable sera payée dans les 30 jours de son approbation.

En sus des Services couverts par le présent Contrat, Montréal réserve une enveloppe annuelle maximale de soixante-dix mille dollars (70 000,00$), plus taxes, pour couvrir les honoraires des Services additionnels qui ne sont pas inclus aux Services de base tels que décrits à l'Annexe A, considérant que seul Tetra Tech est en mesure de réaliser, puisqu'il est l'unique détenteur de la Propriété intellectuelle. Les Services additionnels doivent être préalablement autorisés par écrit par le Directeur de la Station d'épuration des eaux usées suivant les taux horaires décrits à l'Annexe B. À compter du 1er janvier 2018, Tetra Tech peut cependant modifier ses taux horaires selon ses besoins, mais basés sur l'indice des prix à la consommation, et ce, jusqu'à concurrence d'une indexation annuelle maximale de 3% sur présentation de pièces justificatives.

5. Accès

Sous réserve des mesures de sécurité que Montréal peut imposer et afin que Tetra Tech puisse fournir les Services décrits dans le présent Contrat, Montréal accorde à Tetra Tech et s'assure qu'est accordé à ses employés et/ou représentants l'accès approprié au Site du client.

6. Information, Coopération et Assistance

Aux seules fins de permettre à Tetra Tech de lui dispenser les Services, Montréal s'engage à fournir à Tetra Tech l'information, la coopération et l'assistance dont Tetra Tech peut avoir besoin à cet effet, plus spécifiquement, mais non limitativement :

(a) les données disponibles qu'elle juge pertinentes agissant de façon raisonnable, parce qu'elles peuvent avoir un impact sur la représentativité des modèles hydrologiques et hydrauliques développés dans les Logiciels utilisés par Montréal et sur lesquelles reposent les systèmes mis en place à Montréal, notamment l'étalonnage des instruments et des équipements de contrôle (vanne) ;

(b) le système d'historisation (Pi) et de support informatique de Montréal pour régler des problèmes d'accès aux applications ;

(c) pendant les heures normales de travail à Montréal, la disponibilité d'un technicien qualifié pour faciliter les interventions de Tetra Tech en relation avec les Services.

7. Confidentialité

Montréal reconnaît que les Informations stratégiques qu'elle a reçues à ce jour, quant aux fonctionnements internes des Logiciels, aux Améliorations et à tout document figurant à l'Annexe E, et qu'elle pourrait recevoir à l'avenir à cet effet sont de nature confidentielle et sont des secrets de commerce appartenant exclusivement à Tetra Tech.

Montréal s'engage expressément à utiliser l'information confidentielle qu'elle reçoit, dans le cadre du Contrat, uniquement pour les fins autorisées au Contrat de Licence, et à respecter le caractère confidentiel de cette information pendant toute la durée du Contrat et en tout temps après sa résiliation pour quelque cause que ce soit.

Les obligations énumérées aux paragraphes précédents ne s'appliquent pas dans la mesure où l'information considérée ne fait plus l'objet de restrictions relativement à sa divulgation, à son utilisation ou est développée de manière indépendante (sans utilisation de ou référence à l'information confidentielle de Tetra Tech) par Montréal, dans la mesure où elle a déjà été divulguée ou autorisée par Tetra Tech dans

des documents publiés, dans la mesure où elle est généralement connue du public ou obtenue de manière légale par un tiers non assujetti à une obligation de confidentialité relative à cette information.

Les dispositions du Contrat de Licence relatives à la Propriété intellectuelle font partie intégrante du présent Contrat et s'appliquent aux Logiciels, aux Améliorations et à tout document figurant à l'Annexe E. Tetra Tech ne peut donner ou sembler vouloir donner à Montréal quelque intérêt que ce soit dans la Propriété intellectuelle.

Les dispositions concernant la Confidentialité s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à Tetra Tech en regard des Données du client et autres informations de Montréal, notamment celles relatives à ses installations.

Les Propriétés intellectuelles et la Documentation pertinente à l'utilisation des Logiciels demeurent la propriété exclusive de Tetra Tech.

8. Entiercement

Tetra Tech dépose auprès du cabinet d'avocats Lavery, de Billy situé au Québec ("**Dépositaire**") le code source des Logiciels et la Documentation afférente dans le cadre d'un Contrat d'entiercement, conclu ou à être conclu entre Tetra Tech, Montréal et le Dépositaire.

9. Sous-contrat

Tetra Tech peut, avec l'autorisation préalable de Montréal qui ne peut la refuser sans motif raisonnable, sous-traiter une partie des Services décrits dans le Contrat, aux conditions minimales suivantes : a) Le sous-traitant est une filiale de Tetra Tech, mais peut, dans certain cas et seulement si le sous-contrat n'excède pas 15% du montant annuel stipulé à l'article 4(a) , être une autre compagnie pour la réalisation de certaines tâches; b) le sous-traitant est lié par un contrat régi par le droit applicable dans la province de Québec ; c) le sous-traitant s'engage à respecter les dispositions prévues aux présentes ; d) le sous-traitant satisfait aux exigences édictées dans la Politique de gestion contractuelle de Montréal. e) Tetra Tech demeure responsable des Services qui auraient été réalisés par le sous-traitant.

10. Garantie, renonciation et limitation de responsabilité

(a) Garantie

Tetra Tech garantit que les Services décrits dans le Contrat seront exécutés dans le respect des règles de l'art prévalant dans son industrie et que le personnel affecté aux Services est qualifié et expérimenté.

Tetra Tech garantit qu'au moment de sa livraison, les Logiciels et Améliorations ne sont, à sa connaissance, affectés d'aucun défaut dans leur conception et qu'ils sont conformes aux spécifications apparaissant dans la Documentation.

(b) Exclusions

La garantie que Tetra Tech fournit conformément aux dispositions ci-dessus ne s'applique pas : (i) aux Logiciels modifiés, réparés ou adaptés par toute personne autre que Tetra Tech; (ii) aux adaptations, réparations ou remplacement des Logiciels découlant en tout ou partie d'un accident,

négligence ou de conditions d'opérations incompatibles ou non conformes aux spécifications (ex. : problèmes reliés à l'alimentation électrique) ; (iii) aux dysfonctionnements causés par un défaut de l'Équipement Désigné ou par une erreur dans les Données du client qui ne résultent pas d'une utilisation conforme des Logiciels ; et (iv) à une utilisation des Logiciels non conforme aux directives contenues dans la Documentation et au Contrat de Licence ou sur un équipement autre qu'un Équipement Désigné.

(c) Renonciation

À L'EXCEPTION DE CE QUI A ÉTÉ EXPRESSÉMENT STIPULÉ AUX PARAGRAPHES PRÉCÉDENTS, TETRA TECH NE FOURNIT AUCUNE AUTRE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE (CE QUI INCLUT NOTAMMENT LES GARANTIES DE QUALITÉ OU D'ADAPTATION À DES UTILISATIONS PARTICULIÈRES) RELATIVE AUX SERVICES, LOGICIELS ET AMÉLIORATIONS.

(d) Limitation de responsabilité

Tetra Tech n'assume aucune responsabilité pour tout dommage causé par l'une des exclusions visées au paragraphe (b) ci-dessus. À l'exception d'une faute lourde de Tetra Tech, la responsabilité totale, contractuelle ou/et extracontractuelle de Tetra Tech relativement aux réclamations découlant de ou en relation avec les Logiciels ou de leur utilisation sera limitée à la somme totale de un million de dollars (1 000 000$).

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

(e) Certificat d'assurance

Le certificat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle de Tetra Tech est joint à la présente. Tetra Tech garantit que le certificat d'assurance restera en vigueur tout au long du présent Contrat. Tetra Tech fournira, sur demande, une copie de tout renouvellement du certificat d'assurance en vigueur pendant la période du présent Contrat.

11. Durée du Contrat et résiliation

Sous réserve de dispositions particulières prévues aux présentes, le Contrat entre en vigueur le 1er janvier 2017 et le demeure jusqu'au 31 décembre 2019. Montréal peut, par avis écrit, demander le renouvellement du présent Contrat au moins six (6) mois avant l'arrivée du terme du Contrat.

Nonobstant ce qui précède (i) Tetra Tech peut résilier le Contrat dès l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la réception d'un avis de Tetra Tech à Montréal dénonçant le défaut de Montréal d'exécuter les obligations prévues au Contrat, à moins que Montréal ne remédie audit défaut à l'intérieur d'un délai raisonnable; et (ii) le présent Contrat est résilié de plein droit en cas de résiliation justifiée du Contrat de Licence par Tetra Tech.

Montréal peut aussi, dès l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la réception d'un avis de Montréal, résilier le Contrat malgré le fait que Tetra Tech ne soit pas en défaut. La totalité de la rémunération due pour les Services fournis durant la période de 180 jours sera payée dans ce cas à Tetra Tech et en contrepartie, la balance due pour tout Service prépayé à l'avance de cette période sera remboursé à Montréal et ceci dès l'expiration des 180 jours de préavis, dans un délai de 30 jours.

12. Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent qu'elles agissent à titre d'organismes indépendants et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société, une corporation ou un mandat de quelque nature que ce soit entre les Parties.

13. Force majeure

Aucune des Parties à ce Contrat ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes, si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par l'avènement d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, la force majeure comprend notamment : (i) toute grève, tout arrêt de travail partiel ou complet ; (ii) un ouragan, un tremblement de terre ou toute autre catastrophe naturelle ou feu ; (iii) une guerre ou rébellion; ou (iv) tout autre événement ou cause de même nature au-delà du contrôle raisonnable de la Partie qui invoque la force majeure. Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties au Contrat ne pourra invoquer la force majeure pour un défaut ou un retard dans le paiement de tout montant dû en vertu du Contrat ou pour une incapacité à fournir les Services du fait d'un manque de personnel qualifié. Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties au Contrat ne pourra invoquer la force majeure pour un défaut ou un retard dans le paiement de tout montant dû en vertu du présent Contrat.

La Partie qui invoque un cas de force majeure doit aussitôt en aviser l'autre Partie. Elle devra également prendre les mesures nécessaires et réaliser les efforts correspondants aux circonstances pour régler cette situation en donnant avis de ses actions à l'autre Partie.

Tout cas de force majeure suspend l'exécution du Contrat à compter du moment où la Partie qui invoque la force majeure en a informé l'autre Partie et jusqu'au moment où cesse l'événement qui a occasionné la force majeure.

14. Droit applicable et règlement des différends

Ce Contrat est régi par le droit applicable dans la province de Québec.

Tout différend découlant ou en relation avec le Contrat sera soumis exclusivement à la juridiction compétente du district judiciaire de Montréal.

15. Modification

Aucune modification à une disposition des présentes ou renonciation à un droit y stipulé ne sera effective, sauf si elle a été faite par écrit et signée par les Parties au Contrat ou, dans le cas de renonciation, par la Partie qui renonce à faire respecter un de ses droits. Le fait qu'une Partie au Contrat n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'une quelconque des obligations contenues au Contrat ou n'ait pas toujours exercé l'un quelconque de ses droits y conférés ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à tel droit ou à telle exécution de telle obligation.

16. Cession

(1) Tetra Tech peut, à sa seule discrétion et sans le consentement de l'autre Partie, céder ce Contrat à tout acheteur de l'entreprise de Tetra Tech ou de tout ou d'une partie substantielle de ses actifs (« **Cédé** ») sous réserve du respect de l'ensemble des conditions suivantes :

(a) Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour Montréal;

(b) Tetra Tech doit démontrer que le personnel clé du Cédé, possède des qualifications et expertises équivalentes à celles de son personnel.

(c) Le Cédé est un fournisseur qualifié qui aurait satisfait les critères de qualification technique du présent Contrat et accepte de respecter les termes et conditions de celui-ci en lieu et place de Tetra Tech;

(d) Montréal reçoit, par chèque visé, la plus petite somme entre 5000$ ou 1% de la valeur résiduelle du Contrat pour la cession de l'ensemble des Contrats : Contrat de Maintenance, Contrat de License et Contrat d'Entiercement;

(e) Tetra Tech et Montréal signent une quittance mutuelle finale relativement au présent Contrat;

(f) La cession porte de façon simultanée également sur le Contrat de Licence et le Contrat d'Entiercement.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants droit.

(2) Dans le cas d'une cession à une filiale du groupe Tetra Tech, les modalités de cession ne se limitent qu'à la notification écrite à Montréal

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

17. Maintien en vigueur

Les dispositions des articles 7, 10 et 14 survivront à la résiliation de ce Contrat.

18. Notification

Tout avis ou notification devant être donné aux fins du Contrat sera censé avoir été donné s'il est envoyé par lettre recommandée ou courrier rapide avec avis de réception ou par télécopie, à l'adresse du destinataire ci-après indiquée ou encore à sa dernière adresse connue, et sera censé avoir été reçu à la date de l'avis de réception dans le cas d'une lettre recommandée ou d'un courrier rapide et un (1) jour après la date d'envoi dans le cas d'une télécopie :

Pour Tetra Tech:
M. Stéphane Gagnon
Tetra Tech QI Inc.
5100, Sherbrooke E., bureau 900
Montréal (Québec)
H1V 3R9
Téléphone: (514) 257-2424
Télécopie: (514) 257-2418

Pour Montréal :
Directeur du traitement des eaux usées Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
12001 Boul Maurice-Duplessis
Montréal (Québec)
H1C 1V3
Téléphone : (514) 280-3706
Télécopie : (514) 280-4387

19. Communication

Aux fins des présentes, chaque Partie désigne un responsable qui agira comme son interlocuteur auprès de l'autre Partie. Chaque interlocuteur sera un Utilisateur Désigné expert du Logiciel Csoft[MD].

20. Intégration automatique au Contrat

La nullité d'une clause particulière du présent Contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble du Contrat, à moins que l'on ne puisse considérer cette clause comme substantielle, c'est-à-dire, à moins que cette clause ne soit telle que les Parties (ou la Partie en faveur de laquelle la clause a été souscrite) n'auraient (n'aurait) pas conclu le présent Contrat si elles (elle) avaient (avait) connu la nullité de ladite clause.

Les titres utilisés dans le Contrat n'ont aucune valeur interprétative ; ils servent uniquement comme élément de classification et d'identification des dispositions constitutives de l'entente entre les Parties qui sont consignées dans le Contrat et, en raison de cette fonction, ils ne peuvent se voir attribuer de signification, ni influencer l'interprétation d'une disposition.

EN FOI DE QUOI, les Parties, par leurs représentants autorisés, ont signé le Contrat en deux (2) exemplaires à la date et à l'endroit apparaissant en regard de leur signature respective.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Richard Fontaine
Directeur du traitement des eaux usées
Date :

TETRA TECH QI INC.

Par :

Stéphane Gagnon
Directeur Général, Division Municipal-Eau
Date :

Ce Contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la ville de Montréal ; Résolution CG-17-_____ _____du _____2017.

Annexe A – Services

N°	Module	Services
1	Services de base pour les Logiciels	1.1. Accès à la dernière version des Logiciels et à sa Documentation. Tetra Tech supporte seulement deux versions précédentes de la version la plus à jour des Logiciels. 1.2. Essais, installation et déploiement des Logiciels et des Améliorations dans le Site du client. 1.3. Support et maintenance des Logiciels. 1.4. Gestion (et acquittement des frais de support et maintenance applicables) des licences des sous-composantes nécessaires (ILog, Minos, Matrikon OPC Client, Oracle, Gurobi, etc.). 1.5. Assistance téléphonique pendant les heures d'affaires de Tetra Tech pour le dépannage de problèmes informatiques (indisponibilité ou mauvais fonctionnement de l'application déployée en temps réel et réponse aux questions des Utilisateurs Désignés experts du Logiciel Csoft[MD] à ce sujet).
	Assistance téléphonique d'urgence (24/24, 7/7)	1.6. Accès à du personnel qualifié de Tetra Tech, sur appel, pour support informatique dans les situations d'urgence et pour correction d'Anomalies graves et ce, 24h/24, 7j/7. Montréal doit être en mesure de décrire à Tetra Tech, avec le plus de précision possible, l'Anomalie grave et les circonstances dans lesquelles elle est survenue. 1.7. Maintien d'une connectivité permettant au personnel de Tetra Tech d'accéder, à partir des bureaux de Tetra Tech au Québec, aux Logiciels utilisés par Montréal. Cette connexion permet à Tetra Tech de diagnostiquer et de régler les problèmes informatiques simples et de sécuriser la situation pour certains problèmes informatiques plus complexes. 1.8. Utilisation des Données du client pour fins d'Améliorations et de mises à jour des Logiciels. 1.9. Acquittement des frais du Dépositaire pour les prestations qu'il fournit en vertu du Contrat d'entiercement.

Annexe B – Grille tarifaire de Tetra Tech pour l'année 2017

Catégorie	Personnel clé	Taux horaire
Directeur	Stéphane Gagnon	250 $
Chargé de projet/Ingénieur principal/ Expert technique, contrôle en temps réel (CTR) (>15 ans)	Martin Pleau François Grondin	190 $
Ingénieur senior/Technicien et informaticien principal (10-15 ans)	Jean-François Pouliot Simon Proulx	148 $
Ingénieur intermédiaire/Technicien et informaticien senior (5-10 ans)	Maxym Lachance Audrey Causse	133 $
Ingénieur junior/Technicien et informaticien intermédiaire (0-5 ans)	Fabrice Dumas Dominic Gallichand Frédéric Lépine	111 $
Technicien-dessinateur		96 $
Administration/Secrétariat		85 $

Les dépenses sont facturées au coûtant.
La catégorie du Personnel clé sera révisée annuellement.
Les curriculums vitae sont fournis à l'Annexe C.

Annexe C – Curriculum Vitae du Personnel Clé

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

Annexe D – Politique de gestion contractuelle

Annexe E – Documents Confidentiels

- Csoft en Bref (ICS009501)
- Guide de dépannage (ICS009601)
- De Csoft3 vers Csoft4

Tous documents qui seront émis en lien avec Csoft ou Pilote dont la mention confidentielle est indiquée feront également objet d'une restriction.

Cette liste peut être mise à jour par Tetra Tech à tout moment.

Initiales : _____(Tetra Tech), _____(VDM)

Ville de Montréal

TETRA TECH

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 FÉV. 2017
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT DE LICENCE

entre

TETRA TECH QI INC.,

Le « Licencieur »

et

VILLE DE MONTRÉAL,

Le « Licencié »

Révision en date du 1er janvier 2017
N° de projet Tetra Tech: 10856C
N° du document : 10DC001

TABLE DES MATIÈRES

Préambule 1
1. Définitions 1
2. Objet de la Licence 2
3. Entrée en Vigueur, Résiliation 2
4. Restrictions de la Licence 3
5. Redevance 3
6. Livraison 3
7. Modification des Logiciels 3
8. Propriété des Logiciels et de la Documentation 3
9. Confidentialité 4
10. Interdiction de l'Ingénierie Inversée 5
11. Injonction 5
12. Garanties, Renonciation; Limitation de Responsabilité 5
13. Indemnisation. 6
14. Indépendance des Parties 7
15. Force Majeure 7
16. Droit applicable et Règlement des Différends 7
17. Modification 7
18. Cession 8
19. Notification 8
20. Maintien en Vigueur 9
21. Intégration Automatique au Contrat 9

Annexe A : Documents Confidentiels

Contrat de Licence

Préambule

ATTENDU QUE la fourniture et l'installation d'un système de contrôle intégré de ses intercepteurs (CIDI) et l'exécution d'ouvrages connexes comportant une licence non-exclusive et incessible des Logiciels (**"Licence"**) sont gérées et administrées par la société Tetra Tech QI Inc.;

EN CONSIDÉRATION DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Définitions

"**Amélioration**" désigne toute correction, toute modification, toute mise à jour ou toute nouvelle édition des Logiciels.

"**Anomalie**" désigne tout incident ou défaut de fonctionnement qui, soit empêche l'utilisation normale de tout ou partie des Logiciels, soit provoque un résultat ou une action incorrecte par rapport aux fonctionnalités décrites dans la Documentation.

"**Contrat d'Entiercement**" désigne le contrat d'entiercement conclu entre le Licencié, le Licencieur et un dépositaire le 1er janvier 2017.

"**Contrat de Maintenance**" désigne le contrat de Maintenance des Logiciels et d'Assistance Technique, comprenant la fourniture des Améliorations commercialisées par le Licencieur et la gestion (et l'acquittement des frais de support et maintenance applicables) des licences des sous-composantes nécessaires au fonctionnement des Logiciels (par exemple, ILog, Gurobi, Matrikon OPC Client, Oracle, etc.), conclu entre le Licencieur et le Licencié le 1er janvier 2017.

"**Documentation**" désigne les manuels d'utilisation, le matériel de formation, les manuels techniques ainsi que toute documentation similaire afférente aux Logiciels et aux Améliorations fournis par le Licencieur.

"**Données du Client**" signifie les données fournies par le Licencié ou générées par l'utilisation des Logiciels.

"**Équipement Désigné**" signifie les Logiciels, matériels informatiques, terminaux, réseaux, connections aux réseaux et les autres ressources suggérés et validés par le Licencieur pour l'installation et l'utilisation des Logiciels.

"**Logiciels**" désigne les logiciels identifiés sous la marque "Csoft" et le "pilote Csoft".

"**Propriété Intellectuelle**" désigne toute information, connaissance et expérience de nature technique ou commerciale incluant le droit d'auteur, marque de commerce et son achalandage, secret commercial et savoir-faire portant sur les Logiciels, incluant sans pour autant s'y limiter les Améliorations, et la Documentation afférente, mais excluant les Données du client.

"**Information stratégique**" : Signifie toute information se rapportant au fonctionnement du Logiciel et les Améliorations subséquentes.

"**Services**" désignent les services et prestations fournis par le Licencieur en vertu du Contrat de Maintenance.

"**Site du Client**" signifie l'emplacement physique où se trouve l'Équipement Désigné dans le territoire de l'agglomération de Montréal.

"Système" ou "**CIDI**" signifie le système pour le contrôle intégré des intercepteurs du Licencié.

"Utilisateurs Autorisés" signifie : (i) le personnel du Licencié ou son représentant autorisé et (ii) le personnel du Licencieur.

"**Personnel clé du Licencieur**" : Signifie le personnel possédant l'expertise et les qualifications requises pour assurer le bon fonctionnement et le développement du Logiciel.

2. Objet de la Licence

Sous réserve des autres dispositions du présent Contrat, le Licencieur confirme au Licencié son droit non-exclusif, perpétuel et incessible d'utiliser les Logiciels dans le Site du Client sur l'Équipement désigné pour l'opération du Système.

Le Licencieur fournit les licences des sous-composantes nécessaires au fonctionnement des Logiciels (par exemple, ILog, Gurobi, Matrikon OPC Client, Oracle, etc.) sans frais additionnels pour le Licencié tant et aussi longtemps que le Contrat de Maintenance est en vigueur.

3. Entrée en Vigueur, Résiliation

(a) Le présent Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties et demeure en vigueur conformément aux dispositions prévues aux présentes.

(b) Nonobstant l'article 3(a) du présent Contrat, le Licencieur peut en tout temps, au moyen d'un avis écrit à cet effet au Licencié, résilier le Contrat, sans préjudice à tous ses droits et recours, si le Licencié ne respecte pas toute obligation de ce Contrat et que cette violation ou ce défaut n'est pas corrigé dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant un avis écrit du Licencieur exposant ladite violation ou ledit défaut du Licencié et les correctifs à apporter.

(c) Nonobstant ce qui précède, le Licencié peut aussi, dès l'expiration d'un délai de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la réception d'un avis du Licencié, résilier le Contrat malgré le fait que le Licencieur ne soit pas en défaut.

4. Restrictions de la Licence.

Les droits d'utilisation des Logiciels reconnus par le présent Contrat sont soumis aux restrictions suivantes:

(a) Les droits accordés sont limités à l'utilisation des Logiciels par les Utilisateurs Autorisés dans le cadre du Système.

(b) La Licence ainsi accordée n'inclut aucune utilisation qui ne serait pas expressément énumérée dans ce Contrat et exclut plus particulièrement le droit : (i) de rendre disponible ou de permettre à des tiers autres que les Utilisateurs Autorisés d'avoir accès aux Logiciels que ce soit en partie ou en totalité; (ii) de rendre disponible ou de permettre à toute personne de vendre, distribuer, licencier tout ou partie des Logiciels de quelque manière que ce soit; (iii) de rendre accessible tout ou partie des Logiciels en un lieu autre que le Site du Client; (iv) de procéder à des additions, des suppressions, ou des modifications des Logiciels; ou (v) d'utiliser les Logiciels à l'extérieur du Site du Client; (vi) d'utiliser les Logiciels avec un système autre que le Système décrit au présent Contrat.

(c) Le Licencieur se réserve tous les droits sur les Logiciels qui n'ont pas été expressément accordés au Licencié en vertu de ce Contrat.

5. Redevance

(a) Le Licencieur déclare avoir reçu du Licencié dans le cadre de la Licence que ce Contrat actualise la redevance applicable aux droits conférés par les présentes.

6. Livraison

(a) Le Licencié déclare avoir reçu une copie du code objet de chaque composant des Logiciels prévu à la Licence.

7. Modification des Logiciels

Le Licencieur dispose du droit illimité de modifier le contenu, le format ou tout autre aspect des Logiciels ou de la Documentation dans la mesure où ces modifications n'affectent pas le Système du Licencié ou n'entraîne aucuns frais d'adaptation pour le Licencié autres que ceux qui pourraient être exigés dans le Contrat de Maintenance.

8. Propriété des Logiciels et de la Documentation

(a) Le Licencié, sous réserve des droits des tiers, reconnaît et consent à ce que: (i) tout droit, titre et intérêt portant sur les Logiciels, et tout programme, Système et matériel créés, préparés ou fournis par le Licencieur relativement aux Logiciels incluant sans pour autant s'y limiter la Documentation (à l'exclusion des Données du Client que le Licencieur ne peut utiliser qu'aux fins de la fourniture des Services couverts par le Contrat de Maintenance) et tout droit d'auteur, brevet, secret commercial et autre droit de Propriété Intellectuelle

afférents sont et resteront la propriété du seul Licencieur, (ii) les données et autres informations qu'elles contiennent, autres que celles du Client, seront créées, compilées, sélectionnées et arrangées grâce à l'application de méthodes et d'algorithmes développés et appliqués au terme d'un travail considérable tant au point de vue temporel que financier, et ils constituent des droits d'auteur, des secrets commerciaux, des informations confidentielles ou des biens d'une valeur que le Licencieur déclare substantielle; (iii) le Licencié traitera les éléments définis à (i) et (ii) et sous les réserves y formulées comme la propriété du Licencieur et n'utilisera, ni ne permettra à un de ses employés ou de ses représentants, incluant sans pour autant s'y limiter les Utilisateurs Autorisés, ou à un tiers d'utiliser tout ou partie de ce qui précède à moins que ce ne soit expressément autorisé en vertu du présent Contrat; et (iv) le Licencié devra à la résiliation de ce Contrat survenue à la suite de la mise en applications des dispositions de l'art. 3(b), déployer les efforts raisonnables pour lui remettre ou détruire toute copie des Logiciels et de la Documentation (incluant sans pour autant s'y limiter la suppression de tout logiciel installé sur les ordinateurs ou autres équipements de traitement de données, copies de sauvegarde et toute note, mémorandum et autre document couvrant des informations confidentielles, propriété du Licencieur, afférents à la version courante et à toute autre version antérieure des Logiciels ou de la Documentation).

(b) Le Licencié consent à ne pas enlever lui-même, ni permettre à ses employés ou à ses représentants d'enlever, toute mention de la confidentialité ou d'un droit d'auteur, de tout numéro de série, de licence ou de toute autre donnée ayant un objet ou un effet d'identification, apparaissant sur ou à l'intérieur des Logiciels ou de la Documentation. Le Licencieur accorde au Licencié l'autorisation de copier les Logiciels et la Documentation afférente aux seules fins de gestion interne du Système, le tout conformément à ses pratiques courantes.

9. Confidentialité

(a) Le Licencié reconnaît que les Informations stratégiques qu'il a reçues ou va recevoir se rapportant aux fonctionnement interne des Logiciels, les Améliorations et tout document figurant à l'Annexe A sont de nature confidentielle et sont des secrets de commerce appartenant exclusivement au Licencieur.

(b) Les obligations énumérées au paragraphe précédent ne s'appliquent pas dans la mesure où l'information considérée ne fait plus l'objet de restrictions relativement à sa divulgation ou à son utilisation ou est développée de manière indépendante (sans utilisation de ou référence à l'information confidentielle du Licencieur) par le Licencié, dans la mesure où elle a déjà été divulguée ou autorisée par le Licencieur dans des documents publiés, dans la mesure où elle est généralement connue du public ou obtenue de manière légale par un tiers non assujetti à une obligation de confidentialité relative à cette information.

(c) Le Licencié, à la fin du Contrat pour quelque raison que ce soit, s'engage à déployer les efforts raisonnables pour remettre à la demande du Licencieur, les originaux ainsi que toutes les copies de la Documentation divulguée par le Licencieur se rapportant à

l'installation, à l'utilisation et à la mise à jour des Logiciels qu'il peut avoir en sa possession et de n'en conserver aucune copie.

(d) Le Licencieur reconnaît que les informations ou Données du Client sont de nature confidentielle et s'engage expressément à les utiliser uniquement pour fournir les Services couverts par le Contrat de maintenance. À cet égard, les dispositions prévues aux présentes concernant la Propriété Intellectuelle, la confidentialité, les usages autorisés et la sécurité s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires et survivent à la résiliation du Contrat.

10. Interdiction de l'Ingénierie Inversée

Le Licencié ne doit pas : (i) modifier, traduire ni décompiler le code source des Logiciels ; (ii) créer ou tenter de créer, par ingénierie inversée ou autrement le code source à partir du code source des Logiciels ; (iii) adapter le code objet d'une quelconque manière ou utiliser celui-ci pour créer un produit dérivé.

11. Injonction

Le Licencié reconnaît que toute violation de l'une des dispositions du présent Contrat relative à la protection des Logiciels, de la Documentation ou de tout autre droit de Propriété Intellectuelle ou de toute information à caractère confidentiel du Licencieur, incluant sans pour autant s'y limiter les dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12, causera un préjudice aux activités et patrimoine du Licencieur. Le droit du Licencieur d'obtenir une injonction ne le privera pas de son droit de se prévaloir de tout autre recours possible, ce qui inclut sans pour autant s'y limiter le droit de demander des dommages et intérêts. Le Licencieur ne pourra demander d'injonction qu'après l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception par le Licencié de l'avis du Licencieur l'informant d'une violation d'une disposition décrite dans le présent article si le Licencié n'y a pas remédié dans ce délai.

12. Garanties, Renonciation; Limitation de Responsabilité

(a) Garanties

Le Licencieur garantit : (i) qu'il a la capacité de disposer des Logiciels selon les termes prévus au Contrat et qu'il n'existe aucun empêchement d'ordre légal, judiciaire ou conventionnel d'accorder des licences d'utilisation conformément aux termes du Contrat; (ii) qu'au meilleur de sa connaissance, l'utilisation par le Licencié des Logiciels en conformité au Contrat ne contrevient pas ou n'enfreint pas le droit de Propriété Intellectuelle d'une autre personne, y compris celui du Licencié .

(b) Renonciation

À l'exception de ce qui a été expressément stipulé dans le paragraphe précédent, le licencieur ne fournit aucune autre garantie implicite ou explicite (ce qui inclut notamment les garanties de qualité ou d'adaptation à des utilisations particulières ou pour la non violation) relative aux logiciels.

(c) Limitation de Responsabilité

En aucun cas, le Licencieur ne peut être tenu responsable de dommages spéciaux, exemplaires ou indirects, même si le Licencieur connaissait la possibilité de tels dommages.

13. Indemnisation.

(a) Indemnisation par le Licencieur

Sous réserve d'avoir été immédiatement avisé par écrit de toute réclamation, action ou procédure introduite contre le Licencié par un tiers alléguant que l'utilisation conforme au Contrat des Logiciels ou de la Documentation fournie par le Licencieur au Licencié enfreint un brevet, une marque de commerce, un droit d'auteur ou tout autre droit de Propriété Intellectuelle (incluant sans pour autant s'y limiter le détournement de tout secret commercial), le Licencieur s'engage à défendre et à tenir indemne le Licencié de toute responsabilité, coûts et dommages et intérêts découlant de cette réclamation, action ou procédure. Le Licencieur assumera seul la défense de cette réclamation, action ou procédure ainsi que les négociations en vue d'un règlement, sauf si les Parties en conviennent autrement par écrit. Nonobstant ce qui précède, le Licencieur n'assume aucune responsabilité ou obligation relative à une réclamation ou action pour violation si cette violation est causée par : (i) le non-respect par le Licencié de la conception, lignes directrices, plans ou spécifications du Licencieur; (ii) l'utilisation des Logiciels dans un environnement autre que celui spécifié par le Licencieur; (iii) la modification des Logiciels par une personne autre que le Licencieur; ou (iv) l'utilisation des Logiciels avec d'autres produits ou services alors que les Logiciels en eux-mêmes ne l'enfreindraient pas.

(b) Indemnisation par le Licencié

À l'exception d'une faute lourde du Licencieur, la responsabilité totale, contractuelle ou/et extra-contractuelle du Licencieur relativement aux réclamations découlant de ou en relation avec les Logiciels ou de leur utilisation sera limitée à la somme totale de un million de dollars (1 000 000$). Si le Contrat de Maintenance n'est plus en vigueur, à l'exception des cas où le Licencieur est tenu d'indemniser le Licencié en vertu du paragraphe 13(a) de cet article, le Licencié doit tenir indemne le Licencieur contre toute responsabilité.

14. Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent qu'elles agissent à titre d'entrepreneurs indépendants et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société, une corporation ou un mandat de quelque nature que ce soit entre les Parties.

15. Force Majeure

(a) Aucune des Parties à ce Contrat ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes, si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par l'avènement d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, la force majeure constitue toute cause ne dépendant pas de la volonté des Parties au présent Contrat, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se prémunir. Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties au Contrat ne pourra invoquer la force majeure pour un défaut ou un retard dans le paiement de tout montant dû en vertu du présent Contrat.

(b) La Partie qui invoque un cas de force majeure doit aussitôt en aviser l'autre Partie. Elle devra également prendre les mesures nécessaires et réaliser les efforts correspondants aux circonstances pour régler cette situation en donnant avis de ses actions à l'autre Partie, tout en précisant le délai dans lequel la situation devrait être réglée.

(c) Tout cas de force majeure suspend l'exécution du Contrat à partir du moment où la Partie qui l'invoque en a informé l'autre Partie et ce jusqu'à la fin du délai mentionné pour régler la situation, tel que précisé par la Partie qui l'invoque.

16. Droit applicable et Règlement des Différends

Ce Contrat est régi par le droit applicable dans la province de Québec. Tout différend découlant ou en relation avec le présent Contrat sera soumis exclusivement à la juridiction compétente du district judiciaire de Montréal.

17. Modification

Aucune modification ne sera effective si elle n'a pas été faite par écrit et signée par les Parties au Contrat ou, dans le cas d'une renonciation, par un écrit signé par la Partie qui renonce à faire respecter un de ses droits. Le fait qu'une Partie au présent Contrat n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'une quelconque des obligations contenues au Contrat ou n'ait pas toujours exercé l'un quelconque de ses droits y conférés ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à tel droit ou à l'exécution de telle obligation.

18. Cession

(1) Le Licencieur peut, à sa seule discrétion et sans le consentement de l'autre Partie, céder ce Contrat à tout acheteur de l'entreprise du Licencieur ou de tout ou d'une partie substantielle de ses actifs (« **Cédé** ») sous réserve du respect de l'ensemble des conditions suivantes :

(a) Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour le Licencié;

(b) Le Licencieur doit démontrer que le Personnel clé du Cédé, possède des qualifications et expertises similaires à celles de son personnel.

(c) Le Cédé est un fournisseur qualifié qui aurait satisfait les critères de qualification technique du présent Contrat et accepte de respecter les termes et conditions de celui-ci en lieu et place du Licencieur;

(d) Le Licencié reçoit, par chèque visé, la plus petite somme entre 5 000$ ou 1% de la valeur résiduelle du Contrat pour la cession de l'ensemble des Contrats : Contrat de Maintenance, Contrat de License et Contrat d'Entiercement;

(e) Le Licencieur et le Licencié signent une quittance mutuelle finale relativement au présent Contrat;

(f) La cession porte de façon simultanée également sur le Contrat de Maintenance et le Contrat d'Entiercement.

Le Contrat lie les Parties, leurs successeurs ou ayants-droit.

(2) Dans le cas d'une cession à une filiale du groupe Tetra Tech, les modalités de cession ne se limitent qu'à la notification écrite à Montréal

19. Notification

Tout avis ou notification devant être donné en vertu du titre du présent Contrat sera censé avoir été donné s'il est envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie, expédié à l'adresse du destinataire ci-après indiquée ou à toute autre adresse modifiée suivant la présente procédure, et sera censé avoir été reçu à la date de l'avis de réception dans le cas d'une lettre recommandée et un (1) jour après la date d'envoi dans le cas de télécopie :

Pour le Licencieur :
Stéphane Gagnon
Tetra Tech QI Inc.
Direction générale, **Division Municipal-Eau**
5100, Sherbrooke E., bureau 900
Montréal (Québec) H1V 3R9
Téléphone: (514) 257-2424

Initiales : _____(Tt), _____(VDM)

Télécopie: (514) 257-2418

Pour le Licencié:
Directeur du traitement des eaux usées Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
Ville de Montréal
12001 Boul Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3
Téléphone : (514) 280-3706
Télécopie : (514) 280-4387

20. Maintien en Vigueur.

Les dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 survivront à la résiliation de ce Contrat.

21. Intégration Automatique au Contrat

(a) L'annexe et le préambule du présent Contrat en constituent une partie intégrante.

(b) Le présent Contrat annule et remplace tout contrat antérieur ayant le même objet. (c) La nullité d'une clause particulière du Contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble du Contrat, à moins que l'on ne puisse considérer cette clause comme substantielle, c'est-à-dire, à moins que cette clause ne soit telle que les Parties (ou la Partie en faveur de laquelle la clause a été souscrite) n'auraient (n'aurait) pas conclu le présent Contrat si elles (elle) avaient (avait) connu la nullité de ladite clause.

(d) Les titres utilisés dans le Contrat n'ont aucune valeur interprétative ; ils servent uniquement comme élément de classification et d'identification des dispositions constitutives de l'entente entre les Parties qui sont consignées dans le Contrat et, en raison de cette fonction, ils ne peuvent se voir attribuer de signification ni influencer l'interprétation d'une disposition.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent Contrat par leur représentant autorisé à la date indiquée ci-dessous.

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

Richard Fontaine
Directeur **du traitement des eaux usées**
Date :

TETRA TECH QI INC.

Par :

Stéphane Gagnon
Directeur Général, Municipal-Eau
Date :

Ce contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la ville de Montréal le du 2017 (RCG-17).

Initiales : _____(Tt), _____(VDM)

4/4/17

Annexe A – Documents Confidentiels

- Csoft en Bref (ICS009501)
- Guide de dépannage (ICS009601)
- De Csoft3 vers Csoft4

Tous documents qui seront émis en lien avec Csoft ou Pilote dont la mention « confidentiel » est indiquée feront également objet d'une restriction.

Cette liste peut être mis-à-jour par Tetra Tech à tout moment.

Initiales : _____(Tt), _____(VDM)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334020

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 810 573,75 $ taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de Licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2017 - Fournisseur unique.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1163334020InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177577001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux du Programme de planage et revêtement, ainsi que dans le domaine des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ;
2. d'approuver un projet de convention de services professionnels par lequel SNC-Lavalin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15683 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SIVT, et ce au rythme des besoins à combler, pour une période maximale de soixante (60) mois.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-17 13:47

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177577001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation (PTI) 2017-2019, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer des budgets afin de continuer la réalisation des programmes suivants :

- Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) avec un budget de 99 M$ en 2017;
- Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement (PRCPR) avec un budget de 15,9 M$ en 2017;
- Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) avec un budget de 10 M$ en 2017.

Les programmes PCPR et PRCPR visent l'amélioration de l'état des chaussées par la technique de planage et revêtement dans divers tronçons de rue ne nécessitant pas de modifications géométriques ou d'interventions sur les infrastructures souterraines à moyen terme.

Le programme PMIR quant à lui vise l'entretien ponctuel des infrastructures de voirie tel que les arrêts d'autobus, le planage et revêtement à divers endroits, la réparation des fissures

actives, les ajustements de puisards ou les réparations de glissières de sécurité.

La sélection des projets est réalisée par la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports alors que la gestion et la réalisation du programme est sous la responsabilité de la Direction des infrastructures.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

Compte tenu de l'ampleur de ce programme et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction des infrastructures sollicite les services professionnels d'une firme d'ingénierie pour l'assister dans la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation, la gestion des impacts ainsi que les communications de chantier. Le contrôle qualitatif en chantier sera réalisé par une firme différente en utilisant une autre entente-cadre de la Direction des infrastructures.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure une entente-cadre de services professionnels.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. Le détail de cet appel d'offres se retrouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Deux (2) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 émis le 17 novembre 2016 : remplacement du bordereau de prix et transmission de précisions et réponses aux questions reçues de la part des preneurs de cahier de charges;
- Addenda n° 2 émis le 29 novembre 2016 : report de la date d'ouverture de l'appel d'offres au 12 décembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0121 - 25 février 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour une somme maximale de 7 669 522,35, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1164102001).
CG15 0147 - 26 mars 2015 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme de planage et revêtement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour une somme maximale de 2 974 725,18 $, taxes incluses / Appel d'offres public 14-14106 - (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1154822004).

CM14 1035 - 28 octobre 2014 - Offrir aux arrondissements les services relatifs à la mise en œuvre du Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) 2015 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, et ce, conditionnellement à l'adoption du PTI 2015-2017 (1142088004).

DESCRIPTION

Il s'agit d'approuver un projet de convention et de conclure une entente-cadre de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation, la gestion des impacts ainsi que les communications de chantier des programmes PCPR, PRCPR et PMIR du SIVT. Tel que stipulé dans les documents contractuels, la Ville peut utiliser cette entente-cadre pour faire la gestion et la surveillance de travaux de même nature et non spécifiquement inclus dans ces programmes.
En considérant l'augmentation des investissements prévus pour les travaux de voirie dans les prochaines années, la Direction des infrastructures désire octroyer un (1) contrat d'entente-cadre pour une somme maximale de 4 254 063,50 $ et pour une période pouvant atteindre un maximum de soixante (60) mois à partir de la date d'octroi du contrat.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public # 16-15683, il est recommandé de retenir les services de la firme SNC Lavalin inc.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal de l'enveloppe budgétaire de l'entente-cadre a été établi au prix de la soumission de l'adjudicataire recommandé.

Il s'agit d'un contrat à taux horaires par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour l'entente-cadre, pour chacune des années et pour chacune des catégories d'employés, sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. L'entente est valide jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités.

La convention de services professionnels a été rédigée à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et est présentée dans le "Document juridique".

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure des programmes PCPR, PRCPR et PMIR et de la nature des services professionnels requis de moins grande complexité que pour les projets intégrés, il est proposé de retenir les services professionnels d'une firme externe pour effectuer la gestion et la surveillance des travaux des programmes précités du SIVT.
Analyse des soumissions :
Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret #795-2014 qui entrait en vigueur le 24 septembre 2014.

L'adjudicataire recommandé, SNC Lavalin inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle arrivait à échéance le 3 février 2017. Une demande de renouvellement a été déposée par la firme auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les copies de l'attestation et de la demande de renouvellement se trouvent dans les "Pièces jointes".

La Ville procède à l'octroi du contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final et ce, au prix de sa soumission.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 19 janvier 2017. Les soumissions reçues le 12 décembre 2016 ont été analysées par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Résultats de l'appel d'offres:

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total (taxes incluses)
1 – **SNC Lavalin inc.**	**83,8**	**0,3146**	**4 254 063,50$**
2 – IGF Axiom inc.	70,8	0,3106	3 890 213,62$
3 – Axor experts-conseils inc.	78,5	0,28	4 635 663,23$
4 - WSP Canada inc.	76,8	0,22	5 659 896,84$
5 - Beaudoin Hurens inc.	74,0	0,21	6 041 855,76$
Dernière estimation réalisée à l'interne			**4 351 571,83$**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-97 508,33$** **-2,2%**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**-363 849,88$** **-8,6%**

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernière estimation réalisée:

L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles inscrites au bordereau de soumission selon les taux horaires établis en utilisant la moyenne des taux reçus dans le cadre de contrat de services professionnels pour des services équivalents, le tout majoré pour tenir compte de la période de réalisation des travaux. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

L'écart favorable obtenu entre l'estimation interne et le soumissionnaire ayant le meilleur pointage final est de -2,2 %. Ce faible écart démontre que le prix soumis par la firme SNC Lavalin inc. pour la majorité des postes se trouve dans la moyenne des prix des contrats de même nature octroyés dans les dernières années.

L’écart de prix entre l’adjudicataire et la 2e meilleure note est de -363 849,88 $, soit -8,6 %. L’écart entre la moyenne des soumissions et l’estimation est de 542 766,76$ soit 12,5 %, ce qui porte à croire que le marché actuel tend vers une hausse des taux horaires de services professionnels en comparaison avec les taux des contrats octroyés récemment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux des programmes PCPR, PRCPR et PMIR du SIVT, dans le cadre de différents projets confiés à la Direction des infrastructures. La Ville peut également utiliser cette entente-cadre pour faire la gestion et surveillance de travaux de même nature et non spécifiquement inclus dans ces programmes. Les différents mandats seront effectués selon la disponibilité des crédits et sur

demande de la Division de la réalisation des travaux, laquelle assurera la gestion desdits services et le suivi des enveloppes. Enfin, cette entente pourrait également être utilisée dans le cadre de projets relevant de la compétence de l'agglomération, soit les pistes cyclables.
Chacun des mandats confiés à la firme devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

Le montant maximum d'honoraires professionnels de 4 254 063,50 $ taxes incluses, représente un coût net de 3 884 527,00$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une partie des objectifs d'investissements du SIVT et la réalisation des programmes PCPR, PRCPR et PMIR en 2017 dépendent de l'obtention d'un contrat de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation et la gestion des impacts, ainsi que les communications de chantier.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 10 juin 2017, soit la date d'échéance de validité des soumissions, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et en défrayer les coûts associés.

De plus, il est important de noter que la période favorable aux travaux de voirie se situe entre les mois de juin et de novembre. Tout délai dans l'octroi du contrat de services professionnels aura un impact sur la capacité de réalisation pour l'année 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date visée:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Entrée en poste du personnel externe mandaté : avril 2017
Début des travaux : mai-juin 2017;
Fin des travaux : à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Service de l'approvisionnement, / Direction (Yves Belleville)

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 31 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilbert NIOX
Ingénieur - Coordonnateur de projet

Tél : (514) 868-0860
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-27

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177577001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15683-Det Cah final.pdf comité.pdf octroi.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-31

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

16-15683 - services professionnels en gestion et surveillance pour le programme de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor experts-conseils inc	3,83	8,00	7,33	12,67	24,67	22,00	78,5	4 635 663,23 $	0,28	3
Beaudoin Hurens inc	3,50	6,00	5,67	11,83	22,67	24,33	74,0	6 041 855,76 $	0,21	5
SNC-Lavalin inc	3,83	8,67	8,67	12,33	26,33	24,00	83,8	4 254 063,50 $	0,3146	1
WSP Canada	3,83	7,33	7,67	12,00	25,00	21,00	76,8	5 659 896,84 $	0,22	4
IGF Axiom inc	3,50	6,00	7,67	10,00	22,67	21,00	70,8	3 890 213,62 $	0,3106	2

Comité	
Date	19-01-2017
Heure	9h00
Lieu	255 Crémazie

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15683 — No du GDD : 1177577001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance pour le programme de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 30 - 11 - 2016

Ouverture faite le : 12 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 19 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 29 - 11 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 6 - 2017

Date d'échéance révisée : 10 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin inc.	4 254 063,50 $	X	
Beaudoin Hurens inc.	6 041 855,76 $		
Axor experts-conseils	4 635 663,23 $		
WSP Canada inc.	5 659 896,84 $		
IGF Axiom inc.	3 890 213,62 $		

Information additionnelle

Une firme agit en sous-traitance. Un organisme pour information. Les désistements sont pour les raisons suivantes: Une firme a choisi de soumissionner sur d'autres contrats, ne peut rencontrer les exigences. Une firme n'a pas répondu.

Préparé par : Yves Belleville — Le 30 - 1 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15683
Numéro de référence : 1028908
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion et surveillance pour le programme de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1201042)** 2016-11-14 16 h 37 **Transmission :** 2016-11-14 16 h 37	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1201092)** 2016-11-15 6 h 27 **Transmission :** 2016-11-15 6 h 27	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date

				2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Philippe Malo Téléphone : 514 384-4222 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1200858)** 2016-11-14 13 h 34 **Transmission :** 2016-11-14 13 h 34	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1200807)** 2016-11-14 12 h 13 **Transmission :** 2016-11-14 12 h 13	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF axiom inc. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Marie-Alix Pouteaux Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur : 450 688-9879	**Commande : (1201240)** 2016-11-15 9 h 32 **Transmission :** 2016-11-15 9 h 32	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1201362)** 2016-11-15 11 h 42 **Transmission :** 2016-11-15 11 h 42	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1200809)** 2016-11-14 12 h 19 **Transmission :** 2016-11-14 12 h 19	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société d'habitation et de développement de Montréal 800, boul. de Maisonneuve Est bureau 2200 Montréal, QC, H2L 4L8 http://www.shdm.org NEQ :	Madame Anne-Marie Brien Téléphone : 514 380-2198 Télécopieur : 514 380-2103	**Commande : (1209789)** 2016-12-08 14 h 46 **Transmission :** 2016-12-08 14 h 46	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-12-08 14 h 46 - Téléchargement 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-12-08 14 h 46 -

				Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1201310)** 2016-11-15 10 h 34 **Transmission :** 2016-11-15 10 h 34	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1200924)** 2016-11-14 14 h 39 **Transmission :** 2016-11-14 14 h 39	2674868 - 16-15683 Addenda N° 1 2016-11-17 16 h 56 - Courriel 2678853 - 16-15683 Addenda N° 2 - Report de date 2016-11-29 14 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Conditions d'utilisation

Polices supportées

© 2003-2016 Tous droits réservés

SNC·LAVALIN

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

...2

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SNC-Lavalin inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par Louis Deschênes, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. :134298132
N° d'inscription T.V.Q. :1014851123

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : la Directrice du service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 14 novembre 2016 relatifs à la gestion et à la surveillance de travaux;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 12 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à offrir des services pour l'assister dans la réalisation des travaux et plus particulièrement pour la gestion et surveillance des travaux, le maintien de la circulation, la gestion des impacts, ainsi que les informations de chantier dans le cadre des programmes PMIR, PRCPR et PCRP 2017 et 2018. De plus la firme devra gérer et coordonner des mandats de contrôle qualitatifs réalisés par d'autres firmes afin de s'assurer de la conformité des travaux qui seront réalisés. Ces services comprennent la préparation de tout rapport d'expertise jugé pertinent par le Directeur

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions deux cent cinquante-quatre milles soixante-trois et cinquante (4 254 063,50$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : Le contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du projet.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

SNC-Lavalin inc.

Par : _____
Louis Deschênes, ing.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1175367001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 762 892,38 $, taxes incluses, pour des services professionnels en gestion de projets et support technique pour mettre en oeuvre le plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'approuver un projet de convention par lequel CIMA+ s.e.n.c., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15626 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,2% par l'agglomération pour un montant de 2 390 971,98 $.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-10 15:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175367001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à faire l'acquisition de services professionnels en gestion de projets, en support technique et surveillance de travaux.

La Ville de Montréal prévoit mettre en œuvre les travaux de mise aux normes et d'aménagement requis pour la réalisation de son plan directeur immobilier. Un plan stratégique de densification des plus importants édifices corporatifs a été réalisé par le SGPI. Celui-ci a pour mandat de procéder à une gestion plus optimale du parc immobilier de la Ville.

Depuis 2012, l'administration municipale connaît une importante réorganisation. Les services municipaux, désormais regroupés sous plusieurs directions générales adjointes, souhaitant optimiser la synergie d'équipe et l'efficience opérationnelle, ont formulé des demandes au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour regrouper leurs effectifs selon leurs nouvelles structures.

Le Programme triennal d'investissement (PTI) 2017-2019 prévoit à cette fin des budgets de travaux de l'ordre de 20 M $.

À la suite de l'appel d'offres public numéro 16-15626, le présent dossier recommande de retenir les services d'une firme de professionnels en gestion de projets en vue de réaliser les projets de construction requis dans le cadre du plan stratégique de réaménagement des espaces administratifs de la Ville de Montréal.

L'appel d'offres public a été publié dans «Le Devoir» sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant vingt et un (21) jours soit, du 28 novembre 2016 au 19 décembre 2016. La stratégie de sollicitation était sans

particularité. Durant l'appel d'offres, un seul addenda a été émis le 8 décembre 2016 afin de répondre à des questions techniques formulées par les preneurs de cahier des charges et reporter la date d'ouverture des soumissions suite au retrait de l'exigence de fournir un échéancier détaillé. Puisque le comité de sélection devait avoir lieu durant la semaine du 16 janvier 2017, ce report de la date d'ouverture des soumissions n'a pas eu d'incidence sur la suite du dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent appel d'offres vise à accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ s.e.n.c. pour les services professionnels en gestion de projets et support technique. La firme aura à rendre les services professionnels sommairement décrits ci-dessous:

- gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'ouvrage;
- élaborer un calendrier détaillé de réalisation;
- coordonner l'obtention de toute étude préalable d'avant-projet;
- assurer l'administration des conventions de services professionnels;
- coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises;
- s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres de l'ouvrage;
- coordonner, rédiger et gérer tous les appels d'offres;
- assister à toutes les réunions de chantier ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire;
- gérer les contrats de construction;
- coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués;
- vérifier toute demande de paiement;
- tenir à jour le dossier complet de la réalisation de l'ouvrage;
- rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans l'ouvrage;
- rédiger tout rapport périodique;
- coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'ouvrage;

Les services de base seront rémunérés selon la méthode à taux horaire. Les services supplémentaires seront rémunérés sur la base d'un montant forfaitaire ou sur la base de services à taux horaire.

Tout au long de la prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la Direction de la gestion de projets immobiliers.

JUSTIFICATION

Afin de mettre en oeuvre davantage de projets simultanément et d'accélérer la cadence de livraison, la Direction de la gestion de projets immobiliers recommande d'octroyer un contrat en gestion de projets.
II y a eu quatre (4) preneurs de cahier des charges:

1. CIMA+ s.e.n.c.
2. Les Consultants S.M. Inc.
3. Macogep inc.
4. WSP Canada Inc.

Trois (3) de ces firmes ont déposé une offre de services:

1. CIMA+ s.e.n.c.
2. Macogep inc.
3. WSP Canada Inc.

La firme Macogep inc. ne répondait pas à l'ensemble des critères éliminatoires et la soumission a été rejetée.

Le comité de sélection recommande de retenir les services de CIMA+ s.e.n.c. pour le contrat de services professionnels en gestion de projets étant donné que cette firme s'est qualifiée aux termes des deux (2) étapes du processus de sélection (voir pièce jointe #2 Analyse et évaluation des soumissions et services professionnels).

Pour plus de renseignements, voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement ainsi que le tableau ci-dessous:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total
CIMA+ s.e.n.c.	82,50	0,32	4 123 716,35 $	412 371,63 $	4 536 087,98 $
WSP Canada Inc.	76,33	0,26	4 877 774,13 $	487 777,41 $	5 365 551,55 $
Dernière estimation réalisée			4 333 407,75 $	433 340,78 $	4 766 748,53 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 230 660,55 $ -4,84%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					829 463,57 $ 18,28%

L'écart entre l'estimation interne et la soumission est acceptable.

Pendant toute la durée de la prestation des services professionnels, le SGPI prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi rigoureux des services requis décrits aux documents d'appel d'offres, notamment les services supplémentaires afin que ceux-ci soient rendus à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire prévue.

Un budget de contingences d'honoraires professionnels est ajouté pour tenir compte des changements dans l'envergure de ce mandat. Ce budget couvre également les services supplémentaires imprévisibles tels que définis dans la convention de services professionnels et notamment, les services consultatifs d'expertise en vue de recommandations spécialisées et les services spéciaux qui pourraient être requis en cours de mandats et ne relevant pas de la firme.

La firme CIMA+ s.e.n.c. ne figure ni au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

CIMA+ s.e.n.c. détient une «Autorisation de contracter avec un organisme public» de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 30 janvier 2015 et valide jusqu'au 28 janvier 2018 (voir pièce jointe #5 Autorisation de l'AMF de contracter/sous-contracter avec un organisme public).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires prévus pour ce contrat représentent un montant de 4 762 892,38 $ (incluant les taxes et les contingences).
Le montant des incidences à approuver est de 226 804,40 $(incluant les taxes), soit 5% de la valeur du contrat: Ce montant est prévu entre autres pour des experts-conseils en codes et normes du bâtiment, programmation, économie de la construction et autres services qui pourraient être requis par des professionnels autres que ceux mandatés, afin de mener à bien les projets que la firme aura à gérer.

Les sommes nécessaires au présent contrat dont le coût total maximal est de 4 762 892,38 $ sont prévues au PTI 2017-2019 du SGPI. La dépense sera financée par les règlements d'emprunts RCG 15-070 "Travaux de rénovation et de protection d'immeubles" et 17-999 "Travaux de rénovation et de protection d'immeubles" et sera assumée à 50,2% par l'agglomération et à 49,8% par la ville centrale.

Le montant total à emprunter s'élève à 4 349 155,59$ et se répartit comme suit : 1,0 M$ en 2017, 1,25 M$ en 2018, 1,25 M$ en 2019 et 849 155,59$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels de la firme CIMA+ s.e.n.c. assignés à la présente mission devront faire appliquer la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal dans le cadre des projets sous leur responsabilité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi de contrat à la firme de professionnels en gestion de projets doit être complété dans les meilleurs délais de façon à démarrer plusieurs projets et respecter les objectifs de décaissements fixés par le SGPI et répondre aux besoins des clients selon leurs échéanciers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opérations de communication. Elles seront plutôt associées à chacun des projets du plan stratégique des espaces administratifs lors de leur élaboration, en fonction des besoins spécifiques.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du comité exécutif: 15 mars 2017
Résolution du conseil municipal: 27 mars 2017
Résolution du conseil d'agglomération: 30 mars 2017
Début de prestation des services professionnels: Avril 2017
Fin du contrat: Mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Étant donné que le montant du contrat est inférieur à 10 M$ et qu'il ne répond pas aux critères d'examen de la Commission permanente d'examen des contrats, le dossier ne doit pas faire l'objet d'un examen de la conformité du processus par la Commission.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève DESMEULES
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-3735
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Normand GIRARD
Chef de division - projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction de la gestion de projets
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2017-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-09

ESTIMATION DES COÛTS CONTRAT INITIAL

Projet :	**Gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administatifs de la Ville de Montréal**	**Mandat :**	**06106-2-036**
		Contrat:	**14608**
Date :	**2017-01-20**		
Étape :	**Octroi de contrat**		

			Budget	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
Honoraires :			**$**			**$**
	Services professionnels de base - chargés de projet		1 478 400,00			
	Services professionnels de base - techniciens en architecture		819 840,00			
	Services professionnels de base - gestionnaire de contrat de construction		100 800,00			
	Services supplémentaires - chargés de projets		327 600,00			
	Services supplémentaires - techniciens en architecture		204 960,00			
	Services supplémentaires - gestionnaire de contrat		67 200,00			
	Services supplémentaires - surveillance de chantier en résidence		120 000,00			
	Services supplémenaires - Frais remboursables		467 820,00			
	Sous-totaL Soumission :	100,0%	**3 586 620,00**	179 331,00	357 765,35	**4 123 716,35 $**
	Contingences	10,0%	358 662,00	17 933,10	35 776,53	**412 371,63**
	Total Honoraires - Contrat :		**3 945 282,00**	197 264,10	393 541,88	**4 536 087,98 $**
Incidences :	Frais d'expertises et d'études particulières	5,0%	197 264,10	9 863,21	19 677,09	226 804,40
	Total - Incidences :		**197 264,10**	9 863,21	19 677,09	**226 804,40 $**
	Total - Honoraires+Incidences :		**4 142 546,10**	**207 127,31**	**413 218,97**	**4 762 892,38 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		207 127,31		207 127,31
	TVQ	50,0%			206 609,49	206 609,49
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)					**4 349 155,59 $**

Geneviève Desmeules
gestionnaire immobilier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175367001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15626 intervention.pdf
16-15626 Tableau de résultat - Comité de sélection.pdf
16-15626-Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15626 — No du GDD : 1175367001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	28 - 11 - 2016	Nombre d'addenda émis durant la période :	1
Ouverture originalement prévue le :	14 - 12 - 2016	Date du dernier addenda émis :	13 - 12 - 2016
Ouverture faite le :	19 - 12 - 2016	Délai total accordé aux soumissionnaires :	20 jrs
Date du comité de sélection :	18 - 1 - 2017		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	4	Nbre de soumissions reçues :	3	% de réponses :	75
		Nbre de soumissions rejetées :	1	% de rejets :	33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Macogep inc.	L'offre de la firme ne rencontrait pas les exigences minimales du devis

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	17 - 6 - 2017
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	17 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CIMA+ s.e.n.c.	4 123 716,35 $		
WSP Canada inc.	4 877 774,13 $		

Information additionnelle

La firme s'étant procurée les documents d'appel d'offres et n'ayant pas déposé de proposition n'offrait pas les services demandés.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 8 - 2 - 2017

16-15626 - Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production des firmes et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des projets semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+ s.e.n.c.	4,17	7,33	20,33	26,67	24,00	82,50	4 123 716,35 $	**0,32**	**1**
WSP Canada inc.	4,17	8,33	19,17	22,00	22,67	76,33	4 877 774,13 $	**0,26**	**2**
,						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	**mercredi 18-01-2017**
Heure	**9 h 30**
Lieu	**255 Crémazie Est, salle 404**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

Liste des commandes

Numéro : 16-15626
Numéro de référence : 1032074
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion de projet et support technique pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cima+s.e.n.c 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1205895)** 2016-11-28 12 h 14 **Transmission :** 2016-11-28 12 h 14	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1206135)** 2016-11-29 8 h 18 **Transmission :** 2016-11-29 8 h 18	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode

				privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1206160)** 2016-11-29 8 h 43 **Transmission :** 2016-11-29 8 h 43	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1206005)** 2016-11-28 15 h 06 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 06	2683786 - 16-15626 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-13 16 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175367001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour la mise en oeuvre du Plan stratégique de densification des espaces administratifs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 536 087,98 $, taxes incluses - dépense totale de 4 762 892,38 - Appel d'offres public 16-15626 (2 soumissionnaires conformes) / approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175367001 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

REALISATION DU PLAN STRATÉGIQUE DES ESPACES ADMINISTRATIFS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Appel d'offres n° 16-15626

n° de contrat : 15008
n° de mandat : 18315-2-001

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion des projets immobiliers
Division des projets corporatifs

FÉVRIER 2017

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

ARTICLE 4 - DURÉE

ARTICLE 5 - LES SERVICES DE GESTION DE PROJETS

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 9 - CALCUL DES HONORAIRES

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 11 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 12 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES

ARTICLE 13 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

ARTICLE 14 - DROITS D'AUTEUR

ARTICLE 15 - RÉSILIATION

ARTICLE 16 - CONDITIONS GÉNÉRALES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CIMA + s.e.n.c., société de services conseils en ingénierie ayant sa principale place d'affaires au 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 900 à Montréal, Québec, H3C 3X6, représentée par Christine Lavoie, déclarant elle-même être associée et être expressément autorisée par ses coassociés à agit aux fins des présentes;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : R103036430RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. :1010372212TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la **Direction de la gestion des projets – développement et maintien d'actifs** ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à l'appel d'offres 16-15626;

1.3 « **Annexe 2** »: l'offre de services présentée par le Contractant le 19 décembre 2016 ;

1.4**« Équipe de gestion de projets »** :
les professionnels, incluant les ressources additionnelles, identifiés par le Contractant, chargés de réaliser le mandat de la présente convention, tel qu'identifiés et décrits à l'Annexe 1 et à l'Annexe 2 de la présente convention;

1.5 « Ouvrage » : les bâtiment(s) visé(s) par la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention ainsi que des Annexes 1 et 2, à exécuter les services de gestion de projets ci-après décrits relativement à l'Ouvrage.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à la date où les deux (2) parties ont signé la présente convention ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation complète de l'Ouvrage. Ces services consistent de façon générale à gérer l'interface entre les intervenants externes (représentants d'organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, architectes, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, à planifier, organiser, coordonner, informer, contrôler l'ensemble des activités et notamment à :

5.1 gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et effectuer les contrôles requis;

5.2 élaborer un calendrier détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme d'un diagramme de Gantt, le commenter et le soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.3 coordonner et rédiger un programme détaillé, fonctionnel et technique, pour la réalisation de l'Ouvrage, en tenant compte du budget, du calendrier et des exigences de contenu et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.4 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.5 coordonner l'obtention, avec l'accord écrit du Directeur, de toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillée de l'Ouvrage;

5.6 assurer l'administration des conventions de services professionnels intervenues, le cas échéant, entre la Ville et les professionnels, architectes et ingénieurs, retenus pour l'Ouvrage;

5.7 vérifier et approuver, le cas échéant, tout compte d'honoraires des professionnels, architectes et ingénieurs et en recommander le paiement au Directeur ou lui recommander, après vérification, l'application de toute modalité de la présente convention intervenue avec ces derniers;

5.8 coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs de l'Ouvrage;

5.9 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux de l'Ouvrage approuvés par le Directeur et qu'ils sont de qualité;

5.10 coordonner et gérer tous les appels d'offres nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.11 assister à toutes les réunions de chantier ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire à la réalisation de l'Ouvrage;

5.12 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels, architectes et ingénieurs, analyser toute demande de changement et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.13 coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'Ouvrage et la soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.14 planifier et coordonner, le cas échéant, tout déménagement et tout aménagement des espaces des futurs usagers de l'Ouvrage, une fois les travaux de construction terminés;

5.15 rédiger, pour le compte du Directeur, tout rapport périodique faisant état de l'avancement de l'Ouvrage et tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le Directeur en termes de calendrier, de budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation de l'Ouvrage;

5.16 coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, sous réserve des directives du Directeur;

5.17 tenir un registre complet et détaillé de tous les déboursés encourus aux fins de l'Ouvrage afin de fournir toutes les informations pertinentes nécessaires à la Ville;

5.18 tenir à jour le dossier complet de la réalisation de l'Ouvrage;

5.19 rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, de façon à favoriser la diffusion de l'information et maintenir une communication efficace et essentielle à la réalisation de l'Ouvrage;

5.20 prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

5.21 dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services de l'Équipe de gestion de projets;

5.22 rendre tout autre service non décrit précédemment, mais requis par le Directeur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre de la présente convention, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié à l'Équipe de gestion de projets;

6.3 s'assurer que les services à rendre en vertu de la présente convention le soient par l'Équipe de gestion de Projets;

6.4 ne pas remplacer les membres de l'Équipe de gestion de projets sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à les remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à ceux-ci;

6.5 respecter tous les paramètres de l'Ouvrage déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services de l'Équipe de gestion de projets sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de huit heures trente à seize heures trente ou sur une base hebdomadaire à temps partiel selon le besoin et ce qui a été convenu avec le Directeur. De plus, à la demande expresse du Directeur, le Contractant devra s'assurer de la disponibilité de l'Équipe de gestion de projets, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels travaillant sur l'Ouvrage;

6.8 assurer le soutien nécessaire à l'Équipe de gestion de projets dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans l'Ouvrage;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles de l'Ouvrage, étant entendu que le présent article s'applique également à l'Équipe de gestion de projets et que le Contractant s'engage à faire signer des ententes de confidentialité pour couvrir ces obligations avec chacun des membres de l'Équipe de gestion de projets;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Sauf les honoraires prévus à la présente convention, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 de la présente convention;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la présente convention;

6.15 munir les membres de l'Équipe de gestion de projets d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de leurs services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination des membres de l'Équipe de gestion de projets, y compris les heures de participation de ces derniers aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables des membres de l'Équipe de gestion de projets.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir aux membres de l'Équipe de gestion de projets un espace de travail au 303 rue Notre-Dame Est ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la présente convention;

7.2 mettre à la disposition des membres de l'Équipe de gestion de projets, lorsqu'ils travaillent à l'emplacement décrit à l'article 7.1, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau;

7.3 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants :

7.3.1 les frais de déplacement avec le véhicule personnel d'un des membres de l'Équipe de gestion de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'établissement visé par l'Ouvrage, seront remboursés au Contractant en suivant les règles de paiement prévues à l'article 10 et selon l'indemnité de remboursement de frais de kilométrage ci-dessous :

Kilométrage	Indemnité de remboursement
Sur la distance de 0 à 320 km	0.57$
Sur la distance de 321 à 1280 km	0.47$
Sur la distance excédante	0.38$

Une fois par année, soit à la date d'anniversaire de la présente convention, la Ville pourra, à la demande du Contractant, vérifier si l'indemnité de remboursement de frais de kilométrage a été mise à jour. Les frais de kilométrage ainsi mis à jour seront alors ceux payables au Contractant.

La Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville. La Ville remboursera, si applicable, les frais de stationnement sur les lieux de l'établissement visé par l'Ouvrage, durant les heures normales de travail, lorsqu'un membre de l'Équipe de gestion de projets utilise son véhicule personnel pour ce déplacement.

7.3.2 les frais de déplacement en métro et en autobus des membres de l'Équipe de gestion de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage;

7.3.3 les frais de taxi entre la station de métro la plus proche de l'Ouvrage si celui-ci est situé à plus d'un kilomètre à pied d'une station de métro.

ARTICLE 8
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 La Ville pourra requérir du Contractant des services supplémentaires tels que :

- des services de secrétariat;

- des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;

- des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout

devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;

- o des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

- o tout autre service spécialisé pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle ou pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant devra obtenir, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires, l'accord écrit du Directeur en plus de lui présenter l'enveloppe budgétaire maximale basée sur une structure de prix soit forfaitaire ou d'un tarif horaire. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou toute prestation d'un service non préalablement autorisée par le Directeur sera assumée par le Contractant.

ARTICLE 9
CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

9.1 Taux horaire pour les services décrits à l'article 5 de la présente convention :

9.1.1 Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 de la présente convention;

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'Annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur;

Les services décrits à l'article 5 de la présente convention sont rendus selon un des cas suivants :

1) sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heures trente à seize heures trente, moins une heure pour le repas;

2) pour les membres de l'Équipe de gestion de projets qui rendra des services sur une base à temps partiel, à partir d'une banque de temps. Aucune heure travaillée en dehors des heures quotidiennes de travail ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heure trente à seize heure trente, moins une heure pour le repas;

Si requis, les membres de l'Équipe de gestion de projets devront modifier leurs horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant

le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de leurs services. Ils devront inscrire sur leurs feuilles de temps les heures effectivement travaillées;

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par les membres de l'Équipe de gestion de projets. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services de l'ensemble des membres de l'Équipe de gestion de projets. Les honoraires des membres de l'Équipe de gestion de projets sont payés au Contractant selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par les membres de l'Équipe de gestion de projets à l'exécution de leurs services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais permet de mesurer l'effort réel requis par les membres de l'Équipe de gestion de projets pour s'acquitter de leurs services;

9.1.2 À la date d'anniversaire de la présente convention, la Ville pourra, dans les dix (10) jours suivant une demande du Contractant, indexer le taux horaire prévu à la présente convention en se basant sur le plus récent indice des prix des services de conseils publié sur le site internet de Statistique Canada.

9.2 Taux horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8:

9.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon une structure de prix forfaitaire ou d'un tarif horaire.

9.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelé à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

9.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

9.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

9.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout

travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

9.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 9.2.4. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

9.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

9.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution de l'Ouvrage.

9.2.9 Le taux horaire d'un gestionnaire ou d'un poste comportant des responsabilités de gestion ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la présente convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques à l'Ouvrage et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

9.3 Montant forfaitaire pour les services décrits à l'article 8:

Si la méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur est celle du forfait, il sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés selon cette méthode.

ARTICLE 10
MODALITÉS DE PAIEMENT

10.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

10.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 9.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement de l'Ouvrage.

10.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant (article 8), le temps que le Contractant et son personnel ont consacré à l'Ouvrage depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

10.4 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

10.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

10.6 La Ville remboursera, dans les trente (30) jours de la réception d'une facture non contestée et approuvée par le Directeur, les frais de déplacement et de stationnement applicable en vertu de l'article 7.3 de la présente convention. La facture doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

ARTICLE 11
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

11.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

11.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

11.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la présente convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

11.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

11.3 Chacune des polices d'assurance ci-dessus mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

11.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 12

HONORAIRES MAXIMAUX ET AUTRES DÉPENSES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions cinq cent trente-six mille quatre-vingt-sept dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (4 536 087,98 $) couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la présente convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

ARTICLE 13
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale d'un (1) million dollars.

ARTICLE 14
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 12, le Contractant :

14.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

14.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 14.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

14.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

14.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15
RÉSILIATION

15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

15.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

15.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16
CONDITIONS GÉNÉRALES

16.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

16.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droits ou recours.

16.4 Représentations du Contractant

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.

16.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

16.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 900 à Montréal, Québec, H3C 3X6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Christine Lavoie ing., M.Ing., PMP, AVS – Directrice principale et Associée. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le e jour de 2017

CIMA + s.e.n.c.

Par : _____
Christine Lavoie, Directrice principale

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ..... 2017 (Résolution CM.....).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1161861001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure deux (2) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines ;

2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15732 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.
4.

Firme	Somme maximale taxes incluses	Délai maximal	Contrat
MACOGEP INC.	519 399,56 $	36 mois	1
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	559 640,81 $	36 mois	2

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-24 10:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161861001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville est appelée à procéder à de nombreux travaux en matière de construction et de réfection d'infrastructures urbaines.
Parmi ces infrastructures, mentionnons à titre d'exemple, les suivantes:

- les équipements et installations de production et d'épuration des eaux, incluant les réseaux de distribution, à savoir les conduites principales et secondaires d'égout et d'aqueduc;
- les infrastructures de voirie : chaussées, trottoirs, bordures, conduits souterrains d'éclairage et systèmes d'éclairage;
- les équipements de signalisation routière : feux de circulation, contrôleur de feux, signalisation écrite et marquage de la chaussée;
- les infrastructures et les équipements du réseau des voies cyclables;
- les structures routières : ponts, viaducs, murs de soutènements, etc.

Il s'agit donc des équipements et des installations appartenant au domaine public de la Ville.

Compte tenu de l'ampleur des travaux et des investissements reliés à ces infrastructures, et afin de pouvoir atteindre les objectifs annuels de réalisation visés par la Ville, celle-ci doit procéder à de nombreux octrois de contrats. Pour ce faire, elle doit pouvoir compter sur les services de professionnels capables de procéder à une évaluation économique des coûts

basée sur les cahiers des charges préparés par la Ville, au moment de la sollicitation des marchés. Ainsi, les prix soumissionnés par les fournisseurs peuvent être comparés à une évaluation indépendante, sujette aux mêmes contraintes et conditions que l'appel d'offres.

L'établissement de ce prix de référence demeure une opération délicate, puisqu'il sert à appuyer le processus décisionnel d'adjudication. Il peut conduire à la remise en question de l'octroi d'un contrat pour lequel la plus basse soumission conforme présente des écarts de prix trop élevés avec l'estimation, ou encore, il peut être utilisé dans un cadre plus large de contrôle des coûts. La Ville doit donc s'assurer que l'établissement de ce prix est non seulement représentatif des prix du marché, mais aussi qu'il a été déterminé de façon indépendante par des professionnels reconnus dans le domaine.

La Division de la gestion des projets et de l'économie de la construction (DGPEC) de la Direction des infrastructures a le mandat de réaliser ces estimations. Afin de supporter l'équipe interne de même que pour répondre à la demande en période de pointe, la Direction désire s'adjoindre le support de firmes externes relativement à des services professionnels en estimation.

On estime que les ententes actuelles valides pour une période de deux (2) ans, soit jusqu'au 29 avril 2017, seront épuisées avant la fin de cette période et ce, dû à l'augmentation des appels d'offres pour des projets en infrastructures urbaines de la Direction des Infrastructures, des autres services centraux et des arrondissements. Dans ce contexte et à la demande de la Direction des infrastructures, le service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public afin de conclure trois (3) nouvelles ententes-cadres de services professionnels.

L'appel d'offres a été publié du 19 décembre 2016 au 18 janvier 2017 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de vingt-neuf (29) jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Les soumissions sont valides pendant les cent quatre vingt (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 17 juillet 2017.

Deux (2) addenda ont été émis les 11 et 16 janvier 2017 respectivement afin de répondre aux questions des firmes et de préciser certains articles du devis technique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0269 - 30 avril 3015 - Conclure une entente-cadre avec Consultants Legico-CHP inc. pour des services d'estimateurs en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction (infrastructures urbaines), pour une somme maximale de 381 831,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14265 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin (1151861001).
CG14 0216 - 1 mai 2014 - Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Macogep inc. (pour une somme maximale de 236 290,87 $, taxes incluses) et avec Legico-CHP inc. (pour une somme maximale de 236 095,41 $, taxes incluses), économistes de la construction, pour des services professionnels d'estimateurs en construction afin de soumettre des projets de constructions (infrastructures urbaines) à une évaluation des coûts pour une période maximale de 24 mois OU pour un total d'honoraires n'excédant pas le montant du contrat selon la première des deux éventualités / Approuver deux projets de convention à cette fin. - Appel d'offres public 13-13323 (2 soumissionnaires conformes, dossier 1141861001).

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'estimation en construction, afin d'obtenir des estimations détaillées des coûts du marché durant les période d'appels d'offres pour des projets de construction en infrastructures urbaines et approuver les conventions à cette fin.
Les ententes-cadres sont valides pendant trente-six (36) mois à la suite de l'octroi des contrats ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats, selon la première des deux (2) éventualités.

À la suite de l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public # 16-15732, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

Firme	**Montant du contrat (taxes incluses)**
Macogep inc.	519 399,56 $
Consultants Legico-CHP inc.	559 640,81 $
Total	**1 079 040,37 $**

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, les montants maximaux des enveloppes budgétaires des ententes-cadres ont été établis aux prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaire par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

Les conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont jointes au présent dossier.

JUSTIFICATION

La DGPEC réalise toutes les estimations des projets de construction et de réfection d'infrastructures urbaines soumis aux processus d'appel d'offres publics de la Direction des infrastructures. Cependant, étant donné que le volume de projets à réaliser excède sa capacité, elle a recours aux firmes externes pour l'assister dans le cadre de son travail. Ce modèle d'affaires permet en outre à la Ville de conserver et de maintenir son expertise dans l'estimation des projets d'infrastructures urbaines.
Par ailleurs, la réalisation de projets de construction, de rénovation d'infrastructures municipales, de travaux d'aménagement ou de mise en valeur de sites par les services corporatifs et les arrondissements de la Ville nécessite un soutien technique de pointe afin de garantir la justesse des estimations du coût des projets.

Enfin, au moment de préparer le présent dossier d'octroi, la disponibilité budgétaire des ententes-cadres en vigueur (CG15 0269) est de 77 725 $, ce qui représente environ cinq (5) mandats d'estimation pour des projets de la Direction des infrastructures. Il est donc requis de conclure dans les meilleurs délais de nouvelles ententes-cadres afin de répondre aux besoins.

Analyse des soumissions :

Les offres des quatre (4) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection le 10 février 2017. Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de la note finale. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à l'équipe qui obtient le plus haut pointage final.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé.

À la suite de l'évaluation qualitative, le pointage intérimaire obtenu par les deux (2) firmes Macogep inc. et Consultants Legico-CHP inc., était supérieur à 70,0. Par conséquent, les deux (2) firmes ont pu être considérées pour l'établissement du pointage final, puisque seules les soumissions ayant obtenu la note de passage intérimaire d'au moins 70,0 sont considérées.

Les soumissions des firmes Hatch Corporation et WSP Canada inc. n'ont pas obtenu la note de passage de 70,0. Elles ont donc été déclarées non conformes.

Étant donné que seulement deux (2) firmes ont obtenu le pointage intérimaire nécessaire, le troisième contrat ne sera pas conclu en vertu du présent appel d'offres.

Pour le contrat #1, la firme Macogep inc. a obtenu le plus haut pointage final avec 2,70 en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres. Selon les documents d'appel d'offres, une même firme ne peut se voir attribuer plus d'un contrat. La firme Macogep inc. n'a donc pu être considérée pour les contrats #2 et #3. Consultants Legico-CHP inc. a obtenu un pointage final de 2,40.

Contrat # 1 :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
1- Macogep Inc.	90,0	2,70	519 399,56 $	----	519 399,56 $
2- Consultants Legico-CHP Inc.	84,2	2,40	559 640,81 $	----	559 640,81 $
Dernière estimation réalisée					567 516,60 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-48 117,04 $ -8,48 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					40 241,25 $ 7,75 %

Contrat # 2 :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
1- Consultants Legico-CHP Inc.	84.2	2.40	559 640,81 $	--------	559 640,81 $

Dernière estimation réalisée					567 516,60 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*	-7 875,79 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	-1,39 %

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées :

L'estimation interne préparée par la Division gestion de projets et économie de la construction au moment de lancer l'appel d'offres, a été établie en fonction des heures prévues au bordereau de soumission selon les taux horaires établis lors de précédents processus d'appel d'offres pour des services équivalents.

Les écarts suivants entre les plus bas soumissionnaires conformes et les estimations à l'interne sont favorables à la Ville :

Contrat	Écart ($)	Écart (%)
Contrat #1	- 48 117,04 $	-8,48 %
Contrat #2	- 7 875,79 $	-1,39 %

Ces écarts étant inférieurs à 10 % et favorables à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroi des contrats.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soit Macogep inc. et Consultants Legico-CHP inc., détiennent une attestation de *l'Autorité des marchés financiers* qui est en vigueur depuis le 13 septembre 2016 et le 5 mai 2014 respectivement. Une copie de chacune des attestation se retrouve en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Les enveloppes budgétaires maximales des honoraires sont évaluées à 519 399,56 $, taxes incluses, pour le contrat #1 et à 559 640,81 $, taxes incluses, pour le contrat #2.

La réalisation des travaux d'estimation en construction sera répartie sur plusieurs mandats. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du *Règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre,* et selon la provenance des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Les crédits peuvent provenir du PTI ou de budget de fonctionnement.

Ces ententes pourraient également se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de mandats d'estimation pour des projets réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais.

La Direction des infrastructures s'assurera de la disponibilité des crédits auprès des

requérants et du suivi des enveloppes budgétaires.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 1 079 040,37 $, taxes incluses pour les deux (2) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 985 307,68 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le présent contrat n'est pas octroyé, la Direction des infrastructures ne sera pas en mesure de réaliser l'ensemble des estimations de soumission visant à permettre la prise de décisions éclairées.
Advenant le cas où l'octroi des ententes-cadres est reporté à une date ultérieure au 17 juillet 2017, soit la date de l'échéance de la validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et en défrayer les coûts associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi des contrats: à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles
Début des contrats: avril 2017
Fin des contrats: à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou de la période maximale de trente-six (36) mois, selon la survenance du premier des deux événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renu MATHEW
Ingénieure

Tél : 514-872-5629
Télécop. : 514-872-1873

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
Chef de division - Gestion de projets et économie de la construction

Tél : 514-872-0264
Télécop. : 514-872-1873

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1161861001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: Macogep inc. (contrat # 1: 519 399,56 $, taxes incluses) et Consultants Legico-CHP inc. (contrat #2 : 559 640,81 $, taxes incluses) pour des services professionnels d'estimateur en construction afin d'évaluer les coûts des projets de construction en infrastructures urbaines / Appel d'offres public # 16-15732 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15732 Tableau Résultat Global Final contrat 1.pdf

16-15732 Tableau Résultat Global Final contrat 2.pdf

16-15732- Det Cah Final.pdf

16-15732 Nouvelle Appel D'offres (2).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : Acquisition de biens et services

16-15732 - Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Hatch Corporation	4,00	7,33	10,50	13,00	11,33	18,67	64,8			Non conforme
Consultants LEGICO-CHP Inc.	3,17	5,67	11,00	17,67	19,00	27,67	84,2	559 640,81 $	2,40	2
Macogep Inc	4,67	8,67	14,00	17,67	19,67	25,33	90,0	519 399,56 $	2,70	1
WSP Canada Inc.	4,67	7,67	8,50	12,67	11,33	20,33	65,2			Non conforme
0							-		-	

Comité	Contrat 1
Date	vendredi 10-02-2017
Heure	14hr00
Lieu	255 boulevard Crémazie Est, bureau 400, salle : 436 / Sollicitation

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

16-15732 - Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Hatch Corporation	4,00	7,33	10,50	13,00	11,33	18,67	64,8			Non conforme
Consultants LEGICO-CHP Inc.	3,17	5,67	11,00	17,67	19,00	27,67	84,2	559 640,81 $	2,40	1
Macogep Inc	4,67	8,67	14,00	17,67	19,67	25,33	90,0	,		Non conforme adjudicataire contrat 1
WSP Canada Inc.	4,67	7,67	8,50	12,67	11,33	20,33	65,2			Non conforme
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité	Contrat 2
Date	vendredi 10-02-2017
Heure	14hr00
Lieu	255 boulevard Crémazie Est, bureau 400, salle : 436 / Sollicitation

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15732 — No du GDD : 1161861001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 12 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 18 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 18 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 10 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 16 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 44,44

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
HATCH Corporation	Pointage intérimaire inférieur à 70 %
WSP Canada Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Macogep Inc.	519 399,56	√	1
Consultants LEGICO-CHP Inc.	559 640,81	√	2

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat no. 1 à la firme ayant obtenu le plus haut pointage: Macogep Inc.. Il est recommandé d'octroyer le contrat no. 2 à la firme ayant obtenu le plus haut pointage : Consultants LEGICO Inc.. Des 9 firmes détentrices du cahier des charges, 5 firmes n'ont pas déposé d'offre. Les raisons sont: carnet de commande complet, délais trop courts.

Préparé par : Eddy Dutelly — Le 23 - 2 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15732
Numéro de référence : 1037620
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'estimateurs en construction pour les projets d'infrastructures urbaines

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1213028)** 2016-12-19 17 h 09 **Transmission :** 2016-12-19 17 h 09	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1213133)** 2016-12-20 9 h 07 **Transmission :** 2016-12-20 9 h 07	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Groupe-Conseil Génipur inc. 18 av Papineau Bureau 207 Candiac, QC, J5R 5S8 NEQ : 1149593700	Madame Lise Duval Téléphone : 450 619-9991 Télécopieur : 450 619-0999	**Commande : (1217251)** 2017-01-10 16 h 55 **Transmission :** 2017-01-10 16 h 55	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 51 - Télécopie 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 44 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Hatch Ltèe 5 Place Ville Marie Suite 1 400 Montréal, QC, H3B2G2 NEQ : 1161819306	Madame MTL Proposals Téléphone : 514 861-0583 Télécopieur :	**Commande : (1214197)** 2016-12-22 11 h 27 **Transmission :** 2016-12-22 11 h 27	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Madame Vanessa Mosselli Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1213372)** 2016-12-20 15 h 43 **Transmission :** 2016-12-20 15 h 43	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Habitations FJ inc. 111 Juneau Saint-Césaire, QC, j0l1t0 NEQ : 1166624495	Monsieur Francis Jacques Téléphone : 450 263-0666 Télécopieur :	**Commande : (1215833)** 2017-01-06 15 h 39 **Transmission :** 2017-01-06 15 h 39	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1213073)** 2016-12-20 8 h 06 **Transmission :** 2016-12-20 8 h 06	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1213528)** 2016-12-21 9 h 10 **Transmission :** 2016-12-21 9 h 10	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1212992)** 2016-12-19 16 h 13 **Transmission :** 2016-12-19 16 h 13	2690914 - 16-15732 Addenda N°1 2017-01-11 20 h 50 - Courriel 2692577 - 16-15732 Addenda N°2 2017-01-16 10 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 septembre 2016

MACOGEP INC.
A/S MONSIEUR LOUIS YVES LEBEAU
1255, BOUL ROBERT-BOURASSA, BUREAU 700
MONTRÉAL (QC) H3B 3W1

N° de décision : 2016-CPSM-1050301
N° de client : 2700006016

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics,* RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). MACOGEP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **21 avril 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mai 2014

CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ GIROUX
4080, BOUL LE CORBUSIER, BUREAU 203
LAVAL (QC) H7L 5R2

N° de décision : 2014-CPSM-1027212
N° de client : 2700035627

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CONSULTANTS LEGICO-CHP INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 26 janvier 2017

CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.
4080, BOUL LE CORBUSIER
203
LAVAL QC H7L 5R2

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700035627
N° de demande :	1631259897
N° de confirmation de paiement :	000209328280

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Conventions de services professionnels :



Convention Legico-CHP.rtf



Convention Macogep.rtf

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Consultants Legico-CHP Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 4080 boul. Le Corbusier, bureau 203, Laval (Québec) H7L 5R2, agissant et représentée par Simon Vallée, ing., Estimateur Principal, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 80866 1854 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1216533433 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de références pour services professionnels, l'appel d'offres 16-15732 en date du 19 décembre 2016 relatif à la fourniture, sur demande, de services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres 16-15732 le 18 janvier 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent cinquante-neuf mille six cent quarante dollars et quatre-vingt-un cents (559 640,81 $) taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable sur présentation de factures détaillées par projet et référant à l'appel d'offres et aux prix soumis.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.

Par : _____
Simon Vallée, ing., Estimateur Principal

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Macogep Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1255 boul. Robert-Bourassa, bureau 700, Montréal (Québec) H3B 3W1, agissant et représentée par Stéphane Grégoire, ing., Vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT**

N^{o} d'inscription T.P.S. : R127840460
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006410703

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de références pour services professionnels, l'appel d'offres 16-15732 en date du 19 décembre 2016 relatif à la fourniture, sur demande, de services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres 16-15732 le 18 janvier 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services professionnels d'estimateur en construction afin de soumettre les projets de construction en infrastructures urbaines à une évaluation des coûts.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et cinquante-six cents (519 399,56 $) taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable sur présentation de factures détaillées par projet et référant à l'appel d'offres et aux prix soumis.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

MACOGEP INC.

Par : _____
Stéphane Grégoire, ing., Vice-président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis respectivement en ingénierie et en architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15596 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-06 12:08

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174745001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de se conformer au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) ainsi qu'au Guide de conception des installations de production d'eau potable qui l'accompagne, la Ville de Montréal a entamé des travaux majeurs de mise aux normes de la chaîne de traitement et de modernisation des équipements dans les usines de production d'eau potable de la Ville. Les travaux prévus à l'usine de Pierrefonds sont à compléter, car certains contrats de construction, alors octroyés, ont dû être suspendus puis résiliés. Comme les travaux initialement prévus à l'usine de Pierrefonds sont toujours requis et que de nouveaux travaux y sont devenus nécessaires compte tenu de la fin de vie utile de certains équipements / bâtiment ou de nouvelles exigences en matière de contrôle et d'automatisation, la Direction de l'eau potable du Service de l'eau requiert les services de professionnels en architecture et en ingénierie pour assurer les services de base et les services supplémentaires (le cas échéant) pour l'achèvement des travaux à l'usine de Pierrefonds. Il est cependant important de préciser les particularités suivantes :

a) Les plans et les devis ont déjà été émis pour construction pour les lots restant à compléter. Les documents émis dans le cadre de ces anciens lots seront utilisés pour former un nouveau lot unique et intégré. La Ville privilégie l'octroi d'un seul lot de construction pour terminer les travaux;

b) Compte tenu du fait que la conception détaillée s'est étendue de 2008 à 2012 et que les travaux n'ont pas été complétés, l'usine a dû procéder à certains travaux pour sécuriser des équipements et systèmes de contrôle. Les documents émis à l'époque présentent donc des écarts par rapport à la situation actuelle de l'usine. L'Adjudicataire des présents services professionnels devra procéder à une série de relevés exhaustifs dans le but de confirmer l'envergure des travaux définis dans les documents déjà émis pour construction et mettre à jour ceux qui doivent l'être;

c) Certains équipements sont maintenant désuets ou présentent des signes de désuétude, de nouveaux besoins ont été et seront identifiés. Ces travaux seront ajoutés et intégrés aux travaux initiaux. L'adjudicataire doit préparer les documents d'appel d'offres couvrant ces travaux additionnels;

d) Les travaux reliés au système d'ozonation ont été partiellement achevés. Les travaux qui restent à compléter pour mettre le système en fonction seront ajoutés au projet. L'adjudicataire doit préparer les documents d'appel d'offres couvrant ces travaux additionnels.

L'appel d'offres public a été publié dans le quotidien le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 11 janvier 2017. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 8 février 2017. La durée de la publication a été de vingt-sept (27) jours. La validité des soumissions est de cent cinquante (150) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 8 juillet 2017.

Quatre (4) addenda ont été émis pour les raisons suivantes :

Addenda 1 - 11 janvier 2017 - Modification de l'article 5 des clauses administratives particulières portant sur la visite des lieux;

Addenda 2 - 16 janvier 2017 - Report de la date d'ouverture des soumissions et modification de l'article 5;

Addenda 3 - 20 janvier 2017 - Modification des clauses administratives particulières afin de préciser les critères de conformité concernant l'acquisition du cahier des charges via le site SEAO, rajout de l'article 2.3.6 au devis technique concernant l'assignation du personnel au chantier et précisions concernant les dépenses admissibles;

Addenda 4 - 31 janvier 2017 - Réponse à une demande de précision concernant l'addenda 3 au sujet de l'assignation du personnel sur le chantier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0681 - 26 novembre 2015 - Abroger les résolutions du conseil d'agglomération afin de ne pas donner suite aux cinq contrats accordés dans le cadre des travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds. Les contrats abrogés sont les suivants :

- CG15 0161 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour des travaux d'architecture et de structure dans les secteurs des filtres et d'ozone à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 3 179 617,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10166 (7 soum.) - Lot MNU-2014-05;
- CG15 0145 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à Cosoltec inc. pour des travaux d'architecture et de structure dans les secteurs des produits chimiques

à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 2 293 112,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10167 (6 soum.) - Lot MNU-2014-06;
- CG13 0013 - 31 janvier 2013 - Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de travaux en mécanique de procédé à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 7 442 957,21 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9834 (3 soum.) - Lot C3-905;
- CG12 0400 - 25 octobre 2012 - Accorder un contrat à Les Installations Électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux en électricité dans la zone de traitement à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 2 355 803,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9857 (5 soum.) - Lot C3-708;
- CG12 0399 - 25 octobre 2012 - Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation de travaux pour la mécanique de bâtiment dans la zone de traitement à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Dépense totale de 2 625 246,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9859 (2 soum.) - Lot C3-507.

CG10 0239 - 17 juin 2010 - Octroyer un contrat de 34 901 981,06 $, taxes incluses, au Consortium Veolia UTE Pierrefonds pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'augmentation de la capacité de la chaîne de traitement à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds - Appel d'offres public 9786 (2 soum.) - Lot T3-902.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour fournir les services de base et les services supplémentaires (le cas échéant) en ingénierie et en architecture pour l'achèvement des travaux de mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

Le mandat couvre plus spécifiquement l'ensemble des services d'ingénierie tels que :

a) la réalisation de relevés;
b) la préparation de plans et de devis;
c) les services bureau durant la construction;
d) la surveillance en résidence durant la construction (si requise);
e) le contrôle qualité en usine et sur le chantier;
f) la production d'expertises techniques;
g) la mise en service;
h) la production de manuels d'exploitation;
i) la coordination de la formation;
j) la production des plans tels que construit - TQC;
k) la gestion du projet.

Les principaux domaines d'expertise en ingénierie et en architecture requis pour ce mandat sont :

a) l'architecture;
b) la mécanique de procédé;
c) l'alimentation et la distribution électrique;
d) la mécanique et l'électricité du bâtiment;
e) l'automatisation et le contrôle;
f) la structure;
g) le génie civil;
h) toute discipline connexe requise pour réaliser les mandats confiés.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus à la présente convention est calculée à forfait pour les services bureau durant la construction et sur une base horaire, selon les taux horaires présentés dans l'offre, pour le reste des services.

Un montant de 129 488,29 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles (5%) a été ajouté au montant du contrat pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure du projet et de la nature des services professionnels requis dans plusieurs disciplines (architecture, procédé, électricité, ventilation, structure, etc.), il est proposé de retenir des services professionnels externes en ingénierie et en architecture pour l'achèvement des plans et de devis, pour la gestion du projet ainsi que pour la surveillance des travaux.
À la suite de l'appel d'offres public 17-15596, à deux (2) enveloppes, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Cinq (5) d'entre eux ont déposé une soumission. Cependant, deux (2) des cinq (5) soumissionnaires ont été rejetés administrativement et n'ont donc pas été analysés par le comité de sélection.

Parmi les quatre (4) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, deux (2) sont des firmes d'architectes qui n'ont pu s'associer à une firme d'ingénierie et deux (2) n'ont pas répondu à la demande de la Ville visant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé de soumission.

Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 21 février 2017. L'analyse des offres a permis de constater que deux (2) soumissionnaires sont conformes et un (1) soumissionnaire a été jugé non conforme, n'ayant pas obtenu la note de passage de 70 %. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux cocontractants ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant.

Firme soumissionnaire conforme	**Pointage intérimaire**	**Pointage final**	**Prix de base soumis (taxes incluses)**	**Dépenses admissibles (taxes incluses)**	**Prix total (taxes incluses)**
SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc.	87,1 %	0,50	2 589 765,89 $	129 488,29 $	2 719 254,18 $
Beaudoin Hurens inc. et TLA Architectes inc.	74,6 %	0,43	2 776 265,40 $	138 813,27 $	2 915 078,67 $
Dernière estimation réalisée	Non applicable	Non applicable	2 581 361,21 $	129 068,06 $	2 710 429,27 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*					2 817 166,42 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)					3,60 %

((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	195 824,49 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	7,20 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	8 824,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	0,33 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	195 824,49 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	7,20 %

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc., a présenté une offre avec un écart de 0,33 % plus élevé par rapport à la dernière estimation.

Après validation, les firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. ne font pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

La firme SNC-Lavalin inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 4 février 2014 : Autorisation No 2014-CPSM-0003, No d'identification : 2700007364. Cette autorisation est échue depuis le 3 février 2017. Toutefois, la firme SNC-Lavalin inc. a soumis un document démontrant qu'elle a effectué une demande de renouvellement qui est en traitement auprès de l'AMF. Une copie de l'accusé de réception, en date du 4 novembre 2016, de ladite demande est jointe au présent dossier.

La firme Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. détient une autorisation de l'AMF datée du 12 mars 2014 : Autorisation No 2014-CPSM-1016043, No d'identification : 3000148867. La fin de validité de cette autorisation est le 11 mars 2017. Cependant, Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. a soumis une demande de renouvellement de l'Autorisation auprès de l'AMF en date du 8 décembre 2016. Une copie est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 2 719 254,18 $, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 2 589 765,89 $, ainsi qu'un montant de 129 488,29 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles.
La dépense de 2 719 254,18 $, taxes incluses, représente un coût net de 2 483 041,52 $, lorsque diminuée des ristournes de taxes fédérales et provinciales, et est financée par la réserve de l'eau potable.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier contribue à la pratique d'une gestion responsable des ressources en optimisant la performance des installations d'eau potable, en termes de capacité de

production, de qualité et de quantité, tout en optimisant les coûts d'opération et de maintenance des installations de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un retard dans l'octroi du présent dossier, les impacts seront les suivants :

- retarder la finalisation des travaux de mise aux normes et de modernisation de l'usine Pierrefonds, ce qui augmente le risque de panne d'équipements existants et pourrait ainsi compromettre la qualité ainsi que la quantité de l'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier décisionnel : Mars 2017
Début du mandat : Avril 2017
Fin du contrat : Avril 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maurice TCHIO
Ingénieur

Tél : 514 872-0015
Télécop. : 514 872-2898

Sylvie Bouchard, Chef de section - Projets d'usines
Tél : (514) 868-5144

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Marie-Josée GIRARD
Chef de division - Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-03-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-03-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15596 Det Cah Final.pdf comité octroi.pdf octroi.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

17-15596 - services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds

FIRME	Présentation de l'offre 3%	Compréhension du mandat, méthodologie proposée et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme d'ingénieur et firme d'architecte dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise de la firme d'ingénieur et firme d'architecte dans des travaux semblables 22%	Qualification et expérience du coordonnateur de projet 17%	système électronique de gestion documentaire 3%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin	2,10	24,00	23,00	1,00	15,00	3,00	87,1	2 719 254,18 $	0,50	1
CIMA+	2,03	15,00	20,00	2,00	12,33	1,83	59,9			Non conforme
Beaudoin Hurens	2,57	24,67	19,67	3,00	13,00	3,00	74,6	2 915 078,67 $	0,43	2
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	mardi 21-02-2017
Heure	13h00
Lieu	255 Crémazie Est salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15596 — No du GDD : 1174745001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 1 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : 21 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 31 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 55,56

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 60

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Stantec et Viau Bastien Gosselin	non conforme certificat AMF
Tetra Tech et Javques Monty	non conforme certificat AMF
CIMA+ et Réal Paul	n'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 8 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin Girard Côté Bérubé aechitecte	2 719 254,18 $	X	
Beaudoin Hurens et TLÄ architecte	2 915 078,67 $		

Information additionnelle

2 firmes d'architecte n'ont pas répondues car il n'ont pas réussies à s'associer un firme d'Ingénierie. 2 firmes d'ingénierie n'ont pas répondues à notre demande de raison de désistement.

Préparé par : Yves Belleville — Le 28 - 2 - 2017

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 novembre 2016

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1631180665
N° de confirmation de paiement :	000205798872

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Code d'identification : 3000148867

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Identification

Information du client

N° client	3000148867
Nom de l'entreprise	GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES INC

Adresse de correspondance

N° d'immeuble / Case postale	400	Bureau / App. / Unité	BUREAU 402
Rue / Installation de livraison	AV ATLANTIC		
Municipalité	OUTREMONT	Province / État	QC
Pays	CANADA	Code postal / Zip code	H2V 1A5

Autres informations

Veuillez nous informer de votre intention de procéder au renouvellement ou au non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public en remplissant la section appropriée.

Non-renouvellement

☐ **Je ne désire pas** renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Veuillez prendre note que votre demande de non-renouvellement sera traitée immédiatement par l'Autorité, mais que votre droit d'exercice demeurera valide jusqu'à la date de fin prévue de votre autorisation.

Renouvellement

☑ **Je désire** procéder au renouvellement de mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Veuillez-vous assurer que l'information figurant sur cette page correspond à l'information se trouvant actuellement au registre du Registraire des entreprises du Québec (REQ). Si des modifications sont nécessaires, veuillez les effectuer directement dans l'espace approprié ci-dessous. Si l'information au REQ n'est pas à jour, veuillez effectuer une demande de modification au REQ et nous soumettre une copie de la mise à jour afin que nous puissions apporter les modifications nécessaires à votre dossier.

Information du client

Nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés pour cette entité	4

Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section précédente?

Autres Noms (en vigueur)	
Noms antérieurs	

Information sur le contrat (si applicable)

Numéro de l'appel d'offre	
Valeur estimée du contrat ou du sous-contrat	
Date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise	
Si l'entreprise fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom	

Déclaration

1. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? ○ Oui ◉ Non

2. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires? ○ Oui ◉ Non

3. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? ○ Oui ◉ Non

4. Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? ○ Oui ◉ Non

5. Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? ○ Oui ◉ Non

6. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés financiers pour la présente demande? ○ Oui ◉ Non

7. Êtes-vous une entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités? ○ Oui ◉ Non

Pièces justificatives à fournir

Autres documents

0 Document(s) requis

Documents de l'entreprise

3 Document(s) requis

☑ Attestation de Revenu Québec	○ Papier	◉ Électronique	Attestation de Revenu Québec 2016-12-07.pdf
☑ États financiers du dernier exercice	○ Papier	◉ Électronique	2015-12-31_EF.pdf
☑ Organigramme indiquant la structure de l'entreprise	○ Papier	◉ Électronique	Organigramme actionnaires 2016.pdf

Frais exigibles

Période de facturation du 2017-03-12 au 2020-03-11

Description du frais	Organisme	Montant à payer
Droits exigibles d'une entreprise pour une demande de renouvellement de l'autorisation	Autorité des marchés financiers	421,00 $

Commentaires

Les frais applicables à cette demande ne sont pas remboursables.

Paiement

Total à payer 421,00 $ Mode de paiement Carte de crédit

Déclaration aux renseignements fournis

☑ Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques.

Date de création : 8 décembre 2016 11:18

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15596
Numéro de référence : 1041266
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1219657)** 2017-01-16 13 h 20 **Transmission :** 2017-01-16 13 h 20	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-16 13 h 20 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone	**Commande : (1218533)** 2017-01-13 7 h 28	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 8 h 44 - Courriel

	http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	: 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Transmission :** 2017-01-13 7 h 28	2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1218864)** 2017-01-13 13 h 19 **Transmission :** 2017-01-13 13 h 19	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 13 h 19 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Régis Côté et associés inc. 682, rue William Montréal, QC, H3C 1N9 http://www.regiscote.com NEQ : 1172053812	Madame Stéphanie Cote Téléphone : 514 871-8595 Télécopieur : 514 871-2279	**Commande : (1219003)** 2017-01-13 15 h 38 **Transmission :** 2017-01-13 18 h 44	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 15 h 38 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 45 - Télécopie 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Télécopie 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 03 - Télécopie

				Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1220119)** 2017-01-17 9 h 23 **Transmission :** 2017-01-17 9 h 23	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-17 9 h 23 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-17 9 h 23 - Téléchargement 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1218771)** 2017-01-13 11 h 22 **Transmission :** 2017-01-13 11 h 22	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 11 h 22 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1218513)** 2017-01-12 21 h 06 **Transmission :** 2017-01-12	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 8 h 44 - Courriel 2692743 - 17-15596 Addenda N°2

			21 h 06	2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	St-Gelais Montminy architectes 1002-407, rue McGill Montréal, QC, H2Y 2G3 http://www.stgm.net NEQ : 3360024775	Madame Annie Côté Téléphone : 514 274-8410 Télécopieur : 514 274-8154	**Commande : (1219345)** 2017-01-16 9 h 43 **Transmission :** 2017-01-16 9 h 43	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-16 9 h 43 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 14 h 44 - Courriel 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Courriel 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1218633)** 2017-01-13 9 h 20 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 20	2691914 - 17-15596 Addenda N°1 2017-01-13 9 h 20 - Téléchargement 2692743 - 17-15596 Addenda N°2 2017-01-16 15 h 15 - Télécopie 2695349 - 17-15596 Addenda N°3 2017-01-20 14 h 30 - Télécopie 2699901 - 17-15596 Addenda N°4 2017-01-31 10 h 03 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention ci-jointe.

FICHIERS JOINTS

D170301 - AO-17-15596 - Convention Services Prof Ing-Arch visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 MAR. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES INC.**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal, Québec, H2V 1A5, agissant et représentée par M. Martin Côté, Architecte, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 6 février 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 144176534 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1089061471 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **SNC-LAVALIN INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par M. André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 22 août 2016;

N° d'inscription T.P.S. : 134298132 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1014851123 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

Ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

Ville	Architecte	Ingénieur

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017, relatifs aux services professionnels en ingénierie et architecture pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 8 février 2017;

1.4 « **Coordonnateur** » : le Contractant désigne SNC-LAVALIN INC., lequel s'engage à assumer la gestion et la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage et sans s'y limiter, à respecter les termes et conditions de la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services de l'Ingénieur et de l'Architecte qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les joindre physiquement, à rendre les services professionnels en ingénierie et en architecture pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à la modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

La responsabilité de coordination, qu'elle soit exercée par l'Ingénieur ou l'Architecte, ne doit pas être considérée comme conférant à ce dernier un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'autre.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Ville	Architecte	Ingénieur

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Malgré toute disposition à l'effet contraire, la convention peut être modifiée entre la Ville et un professionnel sans la nécessité d'approbation ou d'intervention de l'autre professionnel, pourvu qu'une telle modification n'affecte pas les droits de cet autre professionnel.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

5.1 Obligations

5.1.1 La Ville doit :

a) assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

b) remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

c) communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

5.2 Autorité

5.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

Ville	Architecte	Ingénieur

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

5.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

6.1 Généralités

6.1.1 Le Contractant doit confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de service, exécuter son travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. Le Contractant doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement au Contractant.

6.1.2 Le Contractant ne peut refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

6.1.3 Le Contractant doit exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié.

6.1.4 Le Contractant doit respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2.

6.1.5 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

6.1.6 Le Contractant doit assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes.

6.1.7 Le Contractant doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.1.8 Le Contractant doit divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention.

6.1.9 Le Contractant doit remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

6.1.10 Le Contractant doit assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres.

6.1.11 Le Contractant doit soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ.

6.1.12 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

6.1.13 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes rendus des réunions de coordination ou de chantier ainsi que les rapports de surveillance de chantier.

6.1.14 Le Contractant doit s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

6.1.15 Le Contractant ne doit d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

6.2 Documents

6.2.1 Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.2.2 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.2.3 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

6.2.4 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur, et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

6.2.5 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

6.2.6 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

6.2.7 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

6.3 Droits de propriété intellectuelle

6.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention et renoncent à leurs droits moraux.

6.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent à la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et à la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

6.4 Présentation des échéanciers

6.4.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les échéanciers sous forme de diagramme de Gantt selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.4.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

6.4.3 Les activités de l'échéancier doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des activités, les dates des jalons et événements clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois

Ville	Architecte	Ingénieur

acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

6.5 Codes et règlements

6.5.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

6.5.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

6.5.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

6.6 Produits et intérêts

6.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

6.6.2 Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

6.7 Assurances

6.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

6.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

6.7.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement

Ville	Architecte	Ingénieur

de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

6.7.4 Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

6.7.5 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

6.8 Préparation et administration de la preuve

6.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 7
MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

7.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement des services ou de l'ouvrage, selon le cas.

7.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant, le temps que le Contractant et son personnel ont consacré aux services supplémentaires depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

7.4 Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

7.5 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers, le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services, en conformité avec cet article.

Ville	Architecte	Ingénieur

7.6 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

7.7 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions sept cent dix-neuf mille deux cent cinquante-quatre dollars et dix-huit cents (2 719 254,18 $), taxes incluses, couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de SNC-LAVALIN INC. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation ou de la suspension et les remettre dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

Ville	Architecte	Ingénieur

10.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

11.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.5 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

11.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Ville	Architecte	Ingénieur

11.8 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

ARCHITECTE

Par : _____
Martin Côté, Architecte
GIRARD CÔTÉ BÉRUBÉ DION ARCHITECTES INC.

Le e jour de 2017

INGÉNIEUR

Par : _____
André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau
SNC-LAVALIN INC.

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2017 (Résolution CG17.....).

Ville	Architecte	Ingénieur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174745001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1174745001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-4966
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2017/03/30
17:00

(1)

Dossier # : 1160720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

Il est recommandé au conseil d'agglomération d'approuver :

Les modifications apportées à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite, pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM, et décrites à l'addenda no 1.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-13 09:43

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160720001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

CONTENU

CONTEXTE

En mai 2015, Biomont Énergie inc. a signé une entente de 25 ans avec la Ville de Montréal pour la valorisation du biogaz du CESM à partir d'une nouvelle usine d'une capacité de 4.8 MW. Depuis, Biomont Énergie, société en commandite (Biomont SEC) a acquis les actifs et projet de Biomont Énergie inc. incluant celui de la valorisation du biogaz du CESM. Cette convention entre Biomont SEC et la Ville de Montréal a essentiellement une vocation de valorisation énergétique du biogaz du site d'enfouissement du CESM et ce, en échange de redevances sur l'énergie électrique produite, le chauffage urbain et tous autres éventuels revenus provenant de cette valorisation du biogaz pour une période de vingt-cinq (25) ans. Pour y arriver, le nouveau partenaire doit, au cours des prochains mois, remplacer les équipements désuets et surdimensionnés de l'usine actuelle pour faire place à des équipements de technologies différentes et permettant une modulation des besoins en fonction de la décroissance attendue et normale du biogaz au cours de la même période. Depuis la signature de la convention, Biomont SEC a, en outre, procédé à l'obtention de financement et conclu des ententes avec le Cirque du Soleil, la Tohu et Hydro-Québec. Toutefois, Biomont SEC a été dans l'incapacité de démarrer sa nouvelle usine à l'hiver 2016 tel que prévu en raison de délais dans l'obtention du financement nécessaire pour la réalisation du projet alors qu'un partenaire financier s'est retiré à l'hiver 2015-16. Une entente de financement du projet a finalement été conclue en août 2016. De plus, Hydro-Québec a consenti à repousser la date de fourniture d'électricité jusqu'à la mise en service de la centrale en août 2017. Mentionnons en terminant que Biomont SEC poursuit le projet, des travaux d'infrastructures à l'intérieur sont en cours et les trois génératrices devant servir à la production d'électricité à partir du biogaz sont en fabrication comme en fait foi la lettre de confirmation annexée.

Compte tenu de ces faits, Biomont SEC et la Ville de Montréal souhaite revoir les articles 6.2

et 6.3 de la convention signée en pièce jointe.

Les modalités de la modification de la convention sont décrites dans l'addenda #1 en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0186, 24 mars 2016 : Approbation de la cession de droits de Gazmont à Biomont Énergie inc.
CG15 0335, 28 mai 2015 : Approuver un projet de convention, d'une durée de 25 ans, avec Biomont Énergie inc. (Gazmont Énergie et chauffage urbain) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) / Autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du BAPE / Approuver le projet d'acte de modification du bail établissant la propriété superficiaire.

DESCRIPTION

La demande consiste à permettre à Biomont SEC de :
1. de suspendre le paiement mensuel à titre de dommages-intérêts prévu à l'article 6.3, pour la période de janvier à juillet 2017, à être verser à la Ville de Montréal pour le retard de la mise en service de la Centrale.
2. de remplacer la torchère à flamme invisible prévue originalement à la convention par une de capacité inférieur et d'approuver l'engagement de la part de la Ville de Montréal à détruire le biogaz lorsque la Centrale est à l'arrêt complet, jusqu'en août 2022 pour la raison évoquée à la section Justification.

JUSTIFICATION

Relativement au point 1 de la description, mentionnons que les redevances de la ville de 11.4% proviennent principalement de la vente d'électricité et que le projet accuse un retard de 18 mois. Ce retard repousse la vente d'électricité à Hydro-Québec de 18 mois.Hydro-Québec accepte de renoncer à l'application de pénalité jusqu'à la mise en service de la nouvelle centrale en août 2017. Il est recommandé d'ajuster la convention au nouvel échéancier.
Pour le point 2, il faut rappeler que le biogaz produit par le CESM est en continuelle décroissance. Afin de mieux gérer le biogaz, Biomont installera une torchère plus petite qui sera plus flexible pour détruire de petite quantité de biogaz à moyen et long terme. À court terme, la Ville compte sur Biomont et sa torchère dimensionnée sur les besoins de 2022 pour assurer la valorisation et/ou élimination des faibles débits de façon optimale. En 2015, le CESM s'est doté d'une torchère efficace capable d'éliminer la totalité du biogaz lors d'arrêt complet de la centrale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cet addenda engendre une baisse de revenus pour la Ville estimée de 300 K$ pour 2017 sur un revenu anticipé de 9.38M$ pour la durée de l'entente. Aussi, l'engagement de la Ville à détruire le biogaz lors d'un arrêt complet ne générera aucune dépense significative sur le budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de convention s'inscrit dans un contexte de développement durable et de la valorisation d'énergie verte, le biogaz du CESM, démarche appréciée dans la collectivité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en marche août 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BEAULIEU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Alain BEAULIEU, 25 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-01-06
Sylvain LEROUX Ingénieur		Éric BLAIN C/d sout technique et infrastructures (mat residuelles)	
Tél :	872-7684	**Tél :**	514 872-3935
Télécop. :	872-7685	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-02-13

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 2 AVR. 2015
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M. Yves Saindon, Greffier de la Ville, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro CG15 0335 adoptée par le Conseil d'agglomération à son assemblée du 28 mai 2015 et de la résolution CG06 0006; adoptée par le conseil d'agglomération à son assemblé du 23 janvier 2006 et dont copie est jointe à la présente convention comme Annexe «C».

Ci-après désignée « Ville »

ET : **BIOMONT ÉNERGIE INC,** société incorporée selon les lois du Canada ayant sa principale place d'affaires au 426, Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H2L 1J6, ici représentée par son président, M. Guy Drouin, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration et dont copie est jointe à la présente convention comme Annexe «D».

Ci-après désignée « BIOMONT »

ET : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT**, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, dont les associés sont SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BIOTHERMICA ÉNERGIE, GESTION GAZMONT INC. et 3126013 CANADA INC., ayant son siège au 426, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2L 1J6, agissant et représentée par son commandité, GESTION GAZMONT INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège au 426, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H2L 1J6, lui-même représenté par Guy Drouin, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 2 juin deux mille quinze (2015) ; dont copie certifiée demeure annexée à la présente convention.

Ci-après désignée « INTERVENANTE »

ATTENDU QU'en raison de la baisse des quantités livrées de Biogaz, BIOMONT doit modifier substantiellement la Centrale en remplaçant le groupe chaudière/turbine à vapeur par trois (3) moteurs modulaires de 1,6 MW (4,8 MW);

ATTENDU QUE conformément au Décret 1086-2011, l'électricité doit être produite par une centrale de cogénération dont au moins 75 % du combustible utilisé pour la production d'électricité est constitué de biomasse éligible, la balance pouvant être compensée par du Gaz Naturel;

ATTENDU QUE conformément au Décret 1086-2011, l'électricité doit être produite par une centrale de cogénération dont le contenu énergétique de la production annuelle de vapeur de procédé ne peut être inférieure à 15 % du contenu énergétique de la production annuelle totale d'électricité et de vapeur de procédé de la centrale et qu'en conséquence, la Centrale alimentera en énergie thermique notamment les installations du Cirque du Soleil et celles de la TOHU;

ATTENDU QUE Hydro-Québec a lancé, le 20 décembre 2011, un programme d'achat d'électricité provenant de centrales de cogénération à biomasse forestière résiduelle de 50 MW et moins, conformément au *Règlement sur la capacité maximale de production visée dans un programme d'achat d'électricité produite par cogénération à base de biomasse forestière résiduelle,* édicté par le Décret 1085-2011 du 26 octobre 2011 et le Décret 1086-2011 du 26 octobre 2011 *Concernant les préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard d'un programme d'achat d'électricité produite par cogénération à base de biomasse forestière résiduelle,* lequel a été modifié par le Décret 530-2012 du 23 mai 2012 *Concernant une modification aux préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard d'un programme d'achat d'électricité produite par cogénération à base de biomasse forestière résiduelle ;*

ATTENDU QUE BIOMONT a conclu avec Hydro-Québec Distribution le 25 février 2014 un Contrat d'Achat d'électricité, lequel prendra fin le 28 février 2041.

IL EST, EN CONSÉQUENCE, CONVENU ENTRE LES PARTIES AUX PRÉSENTES DE CE QUI SUIT :

Article 1
DÉFINITIONS, ANNEXES ET APPROBATIONS

1. Définitions

Dans la présente convention et ses annexes, les mots et expressions qui suivent ont le sens qui leur est donné ci-dessous, à moins d'incompatibilité avec leur contexte :

1.1 « Attributs Environnementaux » : comprennent tous les droits existants et futurs relativement à des permis, crédits, certificats, unités ou tous autres titres qui pourraient être créés, obtenus ou reconnus à l'égard :

(i) De réductions d'émissions ou d'émissions évitées de gaz à effet de serre ou de tout autre polluant, consécutives au déplacement réel ou présumé de moyens de production par la mise en service de la Centrale;

(ii) Des attributs ou caractéristiques des sources de production d'énergie renouvelable pour des fins de vente, d'échange, d'étiquetage, de certification, de publicité ou autres. »

1.2 « Bail » : Bail entre la Ville et la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT, joint à la présente convention comme Annexe « B » ;

1.3 « Biogaz » : Mélange gazeux généré par la fermentation anaérobique des déchets du CESM qui est composé principalement de méthane et de bioxyde de carbone;

1.4 « Capacité de Brûlage » : Capacité de brûlage réelle maximum de la Centrale lorsqu'alimentée avec du Biogaz seulement et exprimée par le biais de la charge thermique instantanée en MJ/hre;

1.5 « Centrale » : Centrale thermique de cogénération constituée de tous les équipements, installations, constructions et autres améliorations pouvant de temps à autre être apportées incluant sa torchère à flamme invisible et son réseau d'eau chaude, mais excluant les ouvrages de la Ville, dont notamment le Système de captage;

1.6 « CESM » : Complexe environnemental de Saint-Michel situé sur l'emplacement de l'ancienne carrière Miron, à Montréal ainsi que toutes les constructions, installations et équipement dessus érigées de temps à autre, à l'exception cependant de la Centrale et du Terrain;

1.7 « Certificat d'Autorisation » : Certificat d'Autorisation émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) du Québec aux fins d'obtenir l'autorisation de construire et d'exploiter la Centrale en vertu de l'article 22 de la loi sur la qualité de l'environnement (LQE);

1.8 « Disponibilité Moteurs » : Pourcentage du temps de marche total réel des moteurs modulaires de la Centrale, le tout sur une base annuelle;

1.9 « Disponibilité Torchère » : Pourcentage du temps de marche total et du temps de veille à l'état fonctionnel de la/des torchères de la Centrale Biomont, le tout sur une base annuelle;

1.10 « BIOMONT » : BIOMONT ou tout cessionnaire, filiale, compagnie affiliée ou ayants droit;

1.11 « Gaz Naturel » : Du gaz au sens de la Loi sur la Régie du gaz naturel, ayant aux fins de ce contrat un pouvoir calorifique supérieur (« PCS ») sur base sèche de 37,89 MJ/Nm^3;

1.12 « Hydro-Québec » : La société Hydro-Québec Distribution et tout organisme pouvant lui succéder ;

1.13 « Jour » : Période de 24 heures consécutives commençant à 00h00, heure de Montréal;

1.14 « Normal Mètre Cube » ou ««Nm^3»» : Quantité de gaz contenue dans un mètre cube à la pression absolue de 101,325 kilopascals et à la température de 15 degrés Celsius;

1.15 « Point de Livraison » : Point géographique situé immédiatement en amont de la première valve qui précède l'analyseur, tel que montré au schéma de l'Annexe «A»;

1.16 « Système de Captage » : Ensemble des équipements, installations, constructions et autres améliorations appartenant à la Ville et servant à capter, collecter et acheminer du Biogaz du CESM vers le Point de Livraison à une pression de 3 psig;

1.17 « Terrain » : L'emplacement loué par la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT de la Ville et faisant l'objet du Bail, joint comme Annexe «B» à la présente convention;

1.18 « Torchères » : Tout équipement ou installation servant à brûler le Biogaz.

Article 2
OBJETS

Les obligations réciproques de la Ville et de BIOMONT, telles que contenues dans la présente convention, ont principalement pour objets :

2.1 La livraison par la Ville à BIOMONT du Biogaz capté par le Système de Captage.

2.2 La construction et l'exploitation par BIOMONT de la Centrale.

2.3 Le paiement de redevances (ci-après désignées «Redevances») en conformité des dispositions de la présente convention.

Article 3
DURÉE, DÉFAUT ET TERMINAISON

3.1 La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux (2) parties.

3.2 Sous réserve d'autres dispositions concernant sa terminaison, la présente convention prendra fin le 31 août 2041.

3.3 S'il est mis fin au Bail pour quelque cause que ce soit dont la responsabilité ou l'initiative incombe à la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT, la présente convention prendra fin automatiquement.

3.4 BIOMONT aura l'option de mettre fin à la présente convention en tout temps, en transmettant un avis de résiliation, douze mois (12) avant la date annoncée de terminaison, accompagné d'une étude complétée par une firme d'ingénierie indépendante démontrant que la Centrale ne peut plus être opérée de manière économiquement rentable avec un seul moteur en fonction des quantités de Biogaz livrées. À moins d'un avis contraire de la Ville émis dans les trente(30) jours de la réception de l'étude ci-dessus mentionnée, la présente convention prendra fin à la date déterminée dans l'avis transmis par BIOMONT.

3.5 La Ville pourra résilier la convention si BIOMONT n'a pas entrepris, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis à cet effet, les démarches pour remédier à tout défaut de remplir une obligation quelconque prévue aux présentes et ne les a pas poursuivies avec diligence.

3.6 À l'échéance de la présente convention, soit le 31 août 2041, et dans la mesure où il est encore possible de capter du Biogaz, BIOMONT pourra demander à la Ville, sans aucune obligation de sa part de quelque nature que ce soit, de conclure une nouvelle convention.

Article 4
DROITS DE PASSAGE

4.1 Pendant la durée de cette convention, BIOMONT pourrait demander, à ses frais et conformément à la réglementation applicable, certains droits de passage sur les immeubles de la Ville, notamment aux fins de la construction, l'entretien, la réparation, la démolition et le déplacement :

4.1.1 de toute ligne électrique reliant la Centrale aux installations d'Hydro-Québec;

4.1.2 de toute canalisation servant au transport du Gaz Naturel jusqu'à la Centrale;

4.1.3 de toute ligne téléphonique et de câblevision reliant ces services publics à la Centrale;

4.1.4 de toutes canalisations requises d'eau chaude pour le chauffage urbain de la TOHU et du Cirque du Soleil ou de tous autres utilisateurs d'énergie thermique.

Article 5
REPRÉSENTATIONS ET ENGAGEMENTS RELATIFS AU SYSTÈME DE CAPTAGE

5.1 La Ville déclare qu'elle a le droit de construire, d'installer et d'exploiter sur le CESM, le Système de Captage.

5.2 Sous réserve des modalités, conditions et stipulations ci-après énoncées et en contrepartie des obligations et engagements de BIOMONT, la Ville s'engage à entretenir et exploiter un Système de Captage, le tout conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 6
DATE D'EXPLOITATION

6.1 Au plus tard trois (3) mois après la signature de la présente convention, BIOMONT devra aviser la Ville de la date projetée des essais de la mise en exploitation de la Centrale, laquelle devrait être comprise entre le 28 août 2015 et le 28 février 2016.

6.2 À titre de mesure transitoire, BIOMONT s'engage à mettre en opération le premier équipement de la Centrale, soit la/les torchères à flamme invisible et ce, au plus tard dans les neuf (9) mois suivant l'obtention de tous les permis et certificats requis, BIOMONT s'engageant à faire les meilleurs efforts pour les obtenir.

6.3 Advenant que la Centrale ne puisse pas être mise en exploitation avant le 31 août 2016, BIOMONT paiera mensuellement à la Ville à titre de dommages-intérêts liquidés un montant égal à la Redevance qui lui serait autrement payable.

Article 7
REPRÉSENTATIONS ET ENGAGEMENTS RELATIVEMENT À LA CENTRALE ET SES INSTALLATIONS CONNEXES

7.1 Plan, capacité et usage de la Centrale : Sous réserve des modalités, conditions et stipulations énoncées dans la présente convention et en contrepartie des obligations et engagements respectifs de la Ville, BIOMONT s'engage à construire, installer et

exploiter, sur le Terrain, à ses frais, une Centrale, montrée au schéma de l'Annexe «A», ayant la capacité ci-après mentionnée, utilisant d'abord tout le Biogaz capté au CESM, et pouvant également utiliser du Gaz Naturel, le tout en conformité des dispositions de cette convention.

7.1.1 La Centrale doit être conçue de façon à assurer une Disponibilité Moteurs d'au moins 90 % et une Disponibilité Torchère Biomont d'au moins 98 %.

7.1.2 Sous réserve des dispositions du paragraphe 7.1.3, BIOMONT pourra, de temps à autre, aviser par écrit la Ville qu'elle entend retirer un (1) des moteurs modulaires de 1.6 MW afin d'abaisser la capacité de la Centrale. L'avis doit être accompagné d'une étude complétée par une firme d'ingénierie indépendante démontrant que la Centrale ne peut plus être opérée au niveau actuel. BIOMONT ne pourra pas procéder au retrait du moteur si elle reçoit, dans les trente(30) jours de la transmission de l'étude ci-dessus mentionnée, un avis écrit de la Ville contestant les conclusions de cette étude.

7.1.3 La Capacité de Brûlage de la Centrale devra être suffisante pour détruire tout le Biogaz capté au CESM. La capacité de Brûlage des moteurs devra être initialement d'au moins de 50 GJ/hre (sur base PCS humide) durant toute la durée de la convention, sujet au paragraphe 7.1.2.

7.1.4 BIOMONT a le droit d'exploiter, en tout ou en partie, la Centrale en utilisant un autre combustible que du Biogaz selon les conditions suivantes:

(i) Si la disponibilité du Biogaz est supérieure à 50 GJ/hre (sur base PCS humide), alors BIOMONT peut injecter du Gaz Naturel en tout temps pour des raisons (a) techniques selon une quantité suffisante pour permettre une opération optimale de la Centrale et (b) contractuelles pour rencontrer ses obligations avec Hydro-Québec;

(ii) Si la disponibilité du Biogaz est inférieure à 50 GJ/hre (sur base PCS humide), alors BIOMONT peut injecter du Gaz Naturel en tout temps, en autant que la quantité de Gaz Naturel ne dépasse pas 25% de la quantité d'énergie introduite dans les moteurs modulaires alimentés au Biogaz, calculée sur une base annuelle.

7.1.5 La Centrale comprendra, et ce, aux frais de BIOMONT, un dispositif de mesurage de quantité, de valeur calorifique et de qualité du Biogaz reçu à la Centrale par BIOMONT, ci-après «Dispositif de Mesurage», de même qu'un Dispositif de Mesurage des quantités de Gaz Naturel utilisé par BIOMONT. Ces dispositifs devront être prévus de telle sorte à permettre à la Ville d'y

raccorder, à ses frais, des instruments répétiteurs en continu, le choix des dispositifs demeurant à la discrétion de BIOMONT.

7.1.6 Les Dispositifs de Mesurage prévus à la présente convention seront ceux installés par BIOMONT à la Centrale.

7.1.7 BIOMONT avertira la Ville, raisonnablement à l'avance, des travaux de calibrage périodiques des différents Dispositifs de Mesurage prévus au présent article 7. De plus, BIOMONT fournira à la Ville les résultats de ces travaux de calibrage.

7.2 Vente exclusive de l'électricité : Hydro-Québec est l'acheteur exclusif de l'électricité produite par la Centrale et livrée à son réseau électrique de distribution, lequel alimente entre autres les services, installations et équipements de la Ville décrits à l'article 5. Nonobstant ce qui précède, BIOMONT peut, lors d'interruptions de service électrique d'Hydro-Québec, alimenter directement les équipements et bâtiments de la Ville situés au CESM pour le compte d'Hydro-Québec. Sauf en cas de faute lourde, BIOMONT ne sera pas tenue responsable de tous bris ou dommages aux équipements et bâtiments de la Ville de cette alimentation directe.

7.3 BIOMONT s'engage, à moins d'une autorisation expresse et préalable de la Ville, à ne pas prendre d'engagements dont la durée dépasserait celle de la présente convention et à y inclure une disposition ayant pour effet de rendre inopposable à la Ville, à sa discrétion, toute entente lui créant des obligations advenant qu'elle prenne possession de la Centrale et des équipements y inclus conformément aux présentes.

Article 8
REPRÉSENTATIONS RELATIVES AU BIOGAZ

8.1 Propriété du Biogaz

8.1.1 La Ville est et demeurera propriétaire du Biogaz, incluant tous ses sous-produits comprenant tous les attributs environnementaux et ce, jusqu'à ce que BIOMONT en prenne livraison à la Centrale.

8.1.2 BIOMONT deviendra propriétaire du Biogaz, incluant tous ses sous-produits comprenant tous les attributs environnementaux, et ce, à partir du Point de Livraison à la Centrale.

8.2 Livraison exclusive du Biogaz

Sous réserve des modalités, conditions et stipulations énoncées dans la présente convention et en contrepartie des obligations, conventions et engagements de

BIOMONT, la Ville s'engage à livrer, à ses frais et exclusivement à BIOMONT, au Point de Livraison, le Biogaz capté par le Système de Captage.

8.3 Biogaz pour essais de performance

Afin que BIOMONT procède aux essais de mise en exploitation et de performance de la Centrale, la Ville doit, pourvu que BIOMONT se soit conformée aux dispositions du paragraphe 13.4 et de la disponibilité du Biogaz, livrer à BIOMONT dans les dix (10) jours d'un avis adressé à cet effet à la Ville par BIOMONT, les quantités de Biogaz indiquées dans cet avis.

BIOMONT doit communiquer à la Ville les résultats des essais de mise en exploitation et de performance de la Centrale.

8.4 Réception du Biogaz

BIOMONT s'engage à recevoir de la Ville le Biogaz capté par le Système de Captage.

Sous réserve du paragraphe 7.1.4, BIOMONT peut injecter dans la Centrale du Gaz Naturel pendant toute la durée de la convention.

Article 9
REDEVANCES ET AUTRES COMPENSATIONS

9.1 Redevances payables par BIOMONT

9.1.1 Sur la vente d'électricité et d'une partie de l'énergie thermique

Sous réserve de ce qui est ci-après stipulé au présent article 9, BIOMONT s'engage à payer à la Ville, à compter de la première livraison officielle de Biogaz à la Centrale ou au plus tard à compter du 31 août 2016, une redevance de 11,4 %, calculée sur tous les revenus bruts provenant de la vente d'énergie thermique à la TOHU et/ou au Cirque du Soleil et de la vente d'électricité.

9.1.2 Sur tous autres revenus

Sous réserve de ce qui est ci-après stipulé au présent article 9, BIOMONT s'engage à payer à la Ville, à compter de la première livraison officielle de Biogaz à la Centrale ou au plus tard à compter du 31 août 2016, une redevance de 25 % calculée sur tous autres revenus bruts.

9.2 Conditions de paiement des redevances

BIOMONT est tenue d'acquitter toutes Redevances ainsi dues à la Ville en vertu du présent article 9 dans les trente (30) jours de la réception de tout paiement reçu ou présumé reçu. À cet égard, est inopposable à la Ville le fait qu'un client aurait déduit de tout paiement exigé une somme quelconque pour quelque motif que ce soit, y compris une quelconque compensation pour des biens, services ou travaux.

9.2.1 BIOMONT doit transmettre à la Ville, à la fin de chaque période de facturation mensuelle, une copie de toute facture détaillée adressée, notamment à Hydro-Québec, à la TOHU et au Cirque du Soleil, avec toutes pièces justificatives à l'appui de cette facture.

9.2.2 Les relevés de compteurs d'électricité seront effectués mensuellement aux jours convenus entre BIOMONT et Hydro-Québec et les relevés de compteurs d'énergie thermique seront effectués mensuellement aux jours convenus entre BIOMONT et la TOHU et entre BIOMONT et le Cirque du Soleil, etc.

9.2.3 BIOMONT représente à la Ville qu'elle fournira des efforts raisonnables afin d'obtenir de ses clients l'engagement qu'ils acquitteront leurs factures au plus tard vingt-et-un (21) jours après la date de la facturation; BIOMONT devra aviser la Ville de tout retard dans l'acquittement d'une facture dont la durée serait supérieure à trente (30) jours.

9.2.4 Dans les six (6) mois de la fin de son année financière, BIOMONT devra faire parvenir à la Ville une lettre de son vérificateur à l'effet que tous les revenus de BIOMONT pour l'année écoulée ont été calculés aux fins des redevances et que toutes les redevances dues, pour l'année écoulée, en vertu de la présente convention ont été complètement versées à la Ville. Si tel n'est pas le cas, Biomont devra verser à la Ville tout montant ainsi dû dans les trente (30) jours de la lettre de son vérificateur. En tout temps, la Ville pourra avoir accès à l'ensemble des livres de BIOMONT et sera aussi autorisée à obtenir des clients de BIOMONT toutes les informations jugées utiles à cet effet.

9.2.5 BIOMONT doit remettre à la Ville une copie complète de toutes les ententes avec Hydro-Québec, la TOHU, le Cirque du Soleil ou tous autres clients, notamment relativement à la vente d'énergie électrique et d'énergie thermique et des droits environnementaux.

Article 10
ENGAGEMENTS RELATIFS AUX PERMIS ET RÈGLEMENTS

10.1 Certificats, autorisations et permis

10.1.1 La Ville s'engage à collaborer raisonnablement, à la demande de BIOMONT, à l'obtention et au maintien de tous les certificats, autorisations et permis émanant de tiers nécessaires à la construction et à l'exécution des travaux et services prévus à la présente convention.

10.2 Pendant la durée de la présente convention, chaque partie à la présente convention sera responsable de tous les coûts et frais encourus par elle-même pour rendre les installations et les équipements dont elle est propriétaire, conformes à tous règlements et lois alors en vigueur.

Article 11
CONSIDÉRATIONS D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

11.1 Installations et équipements

11.1.1 Si le CESM ou toute autre propriété de la Ville sont contaminés ou pollués en tout ou en partie par toute cause attribuable à BIOMONT, cette dernière devra procéder à ses frais au nettoyage de telle pollution ou contamination dans le délai imparti, à défaut de quoi, la Ville pourra y procéder aux frais entiers de BIOMONT, sans préjudice à son droit de résilier la présente convention.

11.1.2 Si, pendant la durée de la présente convention, le Terrain ou la Centrale sont contaminés ou pollués en tout ou en partie par toute cause attribuable à la Ville, la Ville s'engage alors à procéder à ses frais au nettoyage de telle pollution ou contamination.

11.2 Certificat d'Autorisation, permis d'exploitation

11.2.1 Toute demande de Certificat d'Autorisation et de permis d'exploitation relativement à la Centrale sera faite par BIOMONT.

11.2.2 BIOMONT s'engage à préparer, à ses frais, tous les plans et devis, études d'ingénierie, analyses qui pourraient être requis par toute autorité publique aux fins de l'exploitation de la Centrale.

Article 12
VENTE OU DÉMOLITION DES INSTALLATIONS ET RESTAURATION DU TERRAIN

12.1 Si la terminaison de la présente convention découle d'un défaut quelconque de BIOMONT ou d'un avis de résiliation ou de terminaison que cette dernière a fait parvenir à la Ville pour quelque motif que ce soit, la Ville pourra acheter la Centrale et ses équipements pour un (1) $, libre et claire de toute charge quelconque.

12.2 Lorsque la présente convention prendra fin, soit le 31 août 2041 BIOMONT pourra offrir de vendre à la Ville, au prix et aux conditions alors négociés, la Centrale et les équipements.

12.3 Si la Ville choisissait de ne pas se porter acquéreur de la Centrale et de ses équipements, BIOMONT devra, dans un délai raisonnable et malgré toute disposition à l'effet contraire prévue au Code civil du Québec, démolir à ses frais la Centrale et remettre le Terrain nivelé et dans un état semblable à celui dans lequel il se trouvait en septembre 1994, compte tenu notamment des résultats de l'étude de caractérisation du Terrain connue des parties.

Article 13
ASSURANCES

13.1 BIOMONT doit souscrire et maintenir en vigueur à compter de la signature des présentes et pour le reste de la durée de la présente convention les polices d'assurance ci-après mentionnées :

13.1.1 une police d'assurance formule étendue «tous risques» pour un montant minimum égal à la valeur de remplacement (à neuf), de la Centrale;

13.1.2 une police d'assurance couvrant toute la machinerie et les équipements décrits de temps à autre dans une police d'assurance standard à couverture «tous risques», dite pour machinerie, sur une base de réparation générale et de remplacement, avec une limite par accident d'un montant minimum égal à la valeur de remplacement (à neuf) de toute machinerie situés sur le Terrain;

13.1.3 une police d'assurance générale de responsabilité civile d'une couverture d'au moins un million de dollars (1 000 000 $) par événement incluant la responsabilité pour blessures corporelles, dommages à la propriété, la responsabilité contractuelle, la responsabilité de locataire, et la responsabilité pour les automobiles dont il n'est pas propriétaire sur le Terrain. Cette couverture doit inclure les activités et opérations effectuées sur le Terrain par

toute autre personne exécutant du travail pour le compte de BIOMONT et par tous ceux dont ces tiers sont légalement responsables.

13.2 Toutes les polices d'assurance susmentionnées seront souscrites et maintenues par BIOMONT auprès d'assureurs autorisés à faire affaires au Québec et à y émettre de telles polices.

13.3 Toutes les polices d'assurance susmentionnées devront nommer la Ville comme co-assurée et contenir un avenant à l'effet qu'aucune résiliation, annulation, modification ou terminaison de ces polices ne pourra être effectuée sans qu'un avis écrit au préalable d'au moins trente (30) jours ne soit donné par l'assureur à la Ville.

13.4 BIOMONT devra remettre à la Ville, en même temps que l'avis prévu au paragraphe 8.3, une copie de ces polices d'assurance ou de tout autre document confirmant les couvertures d'assurance décrites ci-dessus ainsi qu'une copie de tous les certificats de renouvellement de ces polices lors de l'expiration de toute police. Si BIOMONT négligeait, pendant toute la durée des présentes, de souscrire ou de maintenir en vigueur lesdites polices d'assurance, la Ville pourrait y remédier elle-même, aux frais de BIOMONT après avoir transmis à BIOMONT un avis de quinze (15) jours à cet effet, sans préjudice à son droit de résilier la présente convention.

13.5 Sous réserve des dispositions de l'article 14 si, à la suite d'un incendie ou autre sinistre, la Centrale est rendue inutilisable aux fins pour lesquelles elle a été érigée, BIOMONT devra dans un délai raisonnable entreprendre et poursuivre la reconstruction de la Centrale. Malgré ce qui précède, si la perte est le résultat d'un risque non assurable (tels émeute, insurrection, acte de guerre ou terrorisme, etc.) ou si BIOMONT ne peut, sans faute de sa part, toucher les indemnités d'assurance prévues ci-haut, ou si la Centrale ne peut être reconstruite à cause de toute législation alors en vigueur, ou si la reconstruction n'est pas alors économiquement finançable (en tenant compte de tout versement d'indemnité d'assurance) alors BIOMONT ne sera pas obligée de reconstruire la Centrale et pourra mettre fin à cette convention en donnant à la Ville un avis écrit à cette fin dans les douze (12) mois de la date de la perte et à la condition que le Terrain soit remis en état.

Article 14
INCENDIE ET DESTRUCTION

14.1 Réparations pouvant être faites dans un délai de 365 jours

Si la Centrale est endommagée ou détruite, en tout ou en partie, par suite d'un sinistre à l'égard duquel il est possible d'obtenir tous les certificats d'autorisation et les permis nécessaires à leur construction et exploitation et si, de l'avis raisonnable écrit d'un

architecte ou d'un ingénieur indépendant mandaté conjointement par la Ville et BIOMONT («Expert»), aux frais de BIOMONT, la Centrale peut être réparée dans un délai de moins de trois cent soixante-cinq (365) jours de la date de l'avis écrit de l'Expert, lequel délai doit être précisé par l'Expert, BIOMONT doit réparer la Centrale dans ce délai.

14.2 Réparations ne pouvant être faites dans un délai de 365 jours

Si la Centrale est endommagée ou détruite, tel qu'il est indiqué au paragraphe 14.1, et si, de l'avis raisonnable et écrit de l'Expert, la Centrale ne peut être réparée dans les trois cent soixante-cinq (365) jours de la date de l'avis écrit de l'Expert, BIOMONT a le droit de résilier la présente convention à compter de la date du sinistre en donnant à la Ville un avis de résiliation dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après la date du sinistre; toutefois, si BIOMONT n'exerce pas son droit de résilier la présente convention tel qu'il est indiqué au présent paragraphe, les dispositions du paragraphe 14.1 s'appliquent. Si BIOMONT décide de réparer la Centrale, aux termes du présent paragraphe 14.2 ou du paragraphe 14.1, elle sera tenue de réparer la Centrale, tel que celle-ci était érigée ou installée au moment du sinistre sous réserve de son droit d'apporter des modifications à la Centrale, conformément aux dispositions de la présente convention qui y sont applicables.

14.3 Cinq (5) dernières années de la Durée

Malgré toute disposition du présent article 14, si au cours des cinq (5) dernières années de la durée de la présente convention, la Centrale, est endommagée ou détruite, en tout ou en partie, par un sinistre de manière telle que les coûts de réparation sont égaux ou supérieurs à cinquante pour-cent (50 %) de la valeur de remplacement (à neuf) de la Centrale, alors BIOMONT pourra aviser la Ville sur avis de trente (30) jours qu'elle ne procédera pas à la réparation qui s'impose et alors cette convention prendra fin à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours prévu au paragraphe 14.2, à la condition que le Terrain soit remis en état.

Article 15
FORCE MAJEURE

15.1 Sauf s'il s'agit d'une obligation de payer une somme d'argent, chaque fois que cette convention prévoit qu'une obligation doit être accomplie, elle doit l'être sous réserve de «force majeure ou cas fortuit» qui aux fins de la présente convention signifie tout retard occasionné par une grève, un lock-out, un débrayage (autre qu'une grève, un lock-out ou un débrayage de BIOMONT, de la Ville ou de leurs employés), une guerre, une rébellion, une insurrection, un incendie, une inondation, une tornade ou une autre calamité de même nature, ainsi que tout règlement, ordonnance ou décret émanant d'une autorité gouvernementale ayant effet sur la Centrale. La Ville et BIOMONT

seront présumés ne pas être en défaut d'accomplir une obligation prévue aux présentes s'ils en sont empêchés par cas de force majeure et tout délai d'accomplissement de telle obligation sera prolongé en conséquence. La Ville et BIOMONT s'aviseront respectivement dans les meilleurs délais, du début, de la cause, de la durée et de la conséquence à leur connaissance de tout cas de force majeure.

Article 16
CESSION, SOUS-TRAITANCE ET PRÉROGATIVE DU CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE

16.1 Cession

BIOMONT ne pourra, pendant la durée de la présente convention, céder ou transférer en tout ou en partie, les droits lui découlant de cette convention, sans l'approbation écrite et préalable de la Ville qui ne pourra refuser que pour des motifs raisonnables. Le cessionnaire deviendra cependant conjointement et solidairement responsable avec le cédant de l'accomplissement de toutes les obligations incombant au cédant en vertu de cette convention, y compris celles antérieures à la cession. Tout cessionnaire doit respecter les termes de la présente convention.

16.2 L'approbation de la Ville prévue au paragraphe 16.1 ne sera cependant pas requise pour toute cession, cession en garantie ou transfert à un franchisé, agent ou licencié de BIOMONT, à une filiale ou affiliée de BIOMONT à une corporation née d'une fusion entrec BIOMONT, et Hydro-Québec, à tout Créancier Hypothécaire ou à une personne «liée» ou «rattachée» à BIOMONT au sens où ces expressions sont définies dans la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), mais BIOMONT devra aviser la Ville de telle cession ou transfert et elle demeurera responsable de la manière susmentionnée.

16.3 Si BIOMONT est en défaut de respecter les dispositions de tout contrat la liant à tout Créancier Hypothécaire ou si BIOMONT est en défaut en vertu de la présente convention et que tout tel Créancier Hypothécaire désire alors se prévaloir des droits de BIOMONT en vertu de la présente convention et de corriger ce défaut le cas échéant, la Ville s'engage à respecter, à l'endroit de tel Créancier Hypothécaire ou de tout exploitant de la Centrale désigné par ce Créancier Hypothécaire, ses obligations envers BIOMONT, telles que prévues à la présente convention et ce, en autant que le Créancier Hypothécaire ou tout exploitant de la Centrale désigné par lui respecte les obligations de BIOMONT en vertu de la présente convention. Le Créancier Hypothécaire devra aviser la Ville de tout tel défaut et de son intention de se prévaloir des droits de BIOMONT de la manière prévue à l'article 18 de la présente convention.

Malgré ce qui précède, le Créancier Hypothécaire pourra remédier à tout défaut de BIOMONT en vertu de cette convention, sans pour autant être tenu envers la Ville de toute autre obligation de BIOMONT en vertu de cette convention.

Article 17
ARBITRAGE

17.1 Sauf quant aux matières relevant de la compétence exclusive de la Régie du gaz naturel et de tout organisme pouvant lui succéder et des matières visées aux articles 3, 4, 5, 10.1 et 12 de la présente convention, tout différend entre les parties relativement à l'application de la présente convention doit être soumis à l'arbitrage d'un arbitre unique choisi d'un commun accord.

17.2 Si les parties ne peuvent s'entendre sur ce choix, au plus tard vingt (20) jours suivant un avis écrit de l'une ou l'autre des parties indiquant le nom de l'arbitre qu'elle choisit, l'arbitre sera nommé par un juge de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal à la demande de l'une ou l'autre des parties.

17.3 La décision de l'arbitre devra être rendue dans les quarante-cinq (45) jours de sa nomination, sous réserve de tout retard raisonnable dû à des circonstances imprévues.

17.4 La décision arbitrale doit être motivée et signée. Cette décision est finale et sans appel et lie les parties, leurs successeurs et ayants droit lesquels sont tenus de s'y conformer.

17.5 Toute condamnation au paiement d'un montant portera intérêt un taux de 5% à compter de la date de l'expiration de l'avis de défaut.

17.6 Sous réserve de toute disposition contraire contenue au présent article 17, les dispositions du Code de procédure civile du Québec s'appliqueront à cet arbitrage.

17.7 Les honoraires de l'arbitre seront supportés par la partie défaillante, tandis que chaque partie supportera ses frais d'arbitrage, sauf quant aux frais d'expertise qui pourront être imputés par l'arbitre à la partie défaillante.

Article 18
AVIS

18.1 S'il devient nécessaire ou utile de donner un avis en vertu de la présente convention, cet avis sera donné, soit par courrier recommandé, soit remis de main à main ou encore signifié par huissier ou par courrier électronique.

18.2 Si l'avis est donné par courrier recommandé, il sera présumé avoir été reçu deux (2) ouvrables après la date de sa mise à la poste si le service postal fonctionne alors normalement.

18.3 Dans les autres cas, cet avis sera présumé avoir été reçu le jour même de la livraison ou de la signification.

18.4 Tout avis donné en vertu de la présente convention sera livré ou remis ou signifié à la Ville et à BIOMONT aux adresses suivantes auxquelles les parties élisent par ailleurs domicile :

18.4.1 quant à la Ville :

275 rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C6
À l'attention du greffier de la Ville

18.4.2 quant à BIOMONT :

426 Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2L 1J6
À l'attention de M. Guy Drouin

18.4.3 quant à SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT :

426 Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2L 1J6
À l'attention de M. Guy Drouin

18.5 Une copie de tout avis donné à BIOMONT par la Ville en vertu de cette convention devra également être transmis, de la manière susmentionnée, par la Ville à tout Créancier Hypothécaire, et ce, à l'adresse indiquée de temps à autre à la Ville par BIOMONT ou par tel Créancier Hypothécaire, de la manière susmentionnée, à la dernière adresse communiquée à la Ville

18.6 Les adresses peuvent être changées de temps à autre par avis écrit. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, tout avis transmis à l'adresse communiquée antérieurement sera réputé avoir été transmis ou signifié conformément aux présentes.

Article 19
APPROBATIONS

19.1 À moins d'indication contraire expressément prévue dans la présente convention. lorsque les dispositions contractuelles exigent une approbation ou un consentement relativement à une mesure, une quantité, un lieu, une personne, une compagnie, une firme, une société, ou pour tout autre objet, les règles suivantes s'appliquent :

19.1.1 l'approbation ou le consentement doit être requis par écrit;

19.1.2 l'approbation ou le consentement doit être préalablement donné;

19.1.3 l'approbation ou le consentement doit être donné par écrit;

19.1.4 l'approbation ou le consentement ne doit pas être indûment refusé ou retardé.

19.2 La partie dont l'approbation ou le consentement est exigé doit, dans les dix (10) jours suivant la réception de la demande d'approbation ou de consentement, aviser par écrit la partie demandant cette approbation ou ce consentement qu'elle l'approuve ou y consent, ou qu'elle désire refuser son approbation ou son consentement, auquel cas cette partie doit alors indiquer par écrit, dans le même délai, ses motifs pour refuser son approbation ou son consentement.

19.3 Si la partie dont l'approbation ou le consentement est exigé n'avise pas l'autre partie qu'elle accepte ou refuse d'accorder cette approbation ou ce consentement dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande d'approbation ou de consentement ci-dessus, la partie dont l'approbation ou le consentement a été demandé est réputée de façon concluante avoir donné son approbation ou son consentement par écrit à moins que cette approbation ou que ce consentement, dans le cas de la Ville, relève de son Comité exécutif, de son Conseil municipal, de son Conseil d'agglomération ou d'un Conseil d'arrondissement, auquel cas la Ville fera alors diligence.

Article 20
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

20.1 Représentations, garanties, conventions précédentes

Cette convention constitue l'accord complet entre la Ville et BIOMONT qui ne peut être modifiée que par une entente subséquente, écrite, dûment signée par la Ville et BIOMONT et cette convention remplace et annule tous pourparlers, propositions ou ententes antérieurs, dont la convention signée le 30 septembre 1994 (CO94 01949 du 8 septembre 1994), entre la Ville et BIOMONT relativement à son objet. Ni la Ville, ni BIOMONT ne seront liées par des représentations, garanties, promesses ou ententes qui ne sont pas contenues dans la présente convention.

20.2 Abandon et renonciation

Le défaut d'une partie d'exiger de l'autre partie, l'accomplissement des engagements ou des conditions de cette convention ou son omission d'exercer l'un de ses droits contenus dans la présente convention ne pourra pas être interprété comme constituant un abandon ou une renonciation à ce que de tels engagements, conditions, droits ou options soient respectés.

Aucune modification d'un engagement ou d'une condition de cette convention ne sera valide à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par les représentants dûment autorisés de la Ville et de BIOMONT.

20.3 Titres

Les titres et en-têtes des articles et paragraphes dans la présente convention ne sont insérés que pour faciliter la consultation et ne doivent aucunement être interprétés comme définissant, limitant ou modifiant l'étendue ou la signification des dispositions de la présente convention.

20.4 Successeurs, ayants droit et cessionnaires

Cette convention restera en vigueur et liera les successeurs et ayants droit des parties. Les droits et obligations de BIOMONT en vertu de la présente convention passeront à ses successeurs et ayants droit.

20.5 Lois régissant la convention

La présente convention est régie et interprétée par les dispositions des lois en vigueur dans la province de Québec.

20.6 Clauses inexécutables

Si l'une des clauses ou certains éléments seulement d'une clause de cette convention sont déclarés illégaux ou inexécutables selon les lois du Québec, cette clause devra être considérée séparément et l'ensemble de la convention demeure en vigueur et a plein effet.

20.7 Contrat avec Hydro-Québec

BIOMONT devra remettre à la Ville une copie conforme de son contrat d'achat d'électricité avec Hydro-Québec.

20.8 Contrats avec la TOHU et le Cirque du Soleil, etc.

BIOMONT devra remettre à la Ville une copie conforme de son contrat de livraison d'eau chaude avec la TOHU et le Cirque du Soleil, ainsi qu'avec tous autres clients.

Article 21
ATTRIBUTS ENVIRONNEMENTAUX

21.1 Considérant que BIOMONT, tel qu'établi à l'article 8.1.2 des présentes, deviendra propriétaire du Biogaz à partir du Point de Livraison à la Centrale, la Ville reconnaît qu'en conséquence ce droit de propriété comprend tous les attributs environnementaux éventuellement associés à la production d'électricité ou d'énergie thermique par la centrale, y compris ceux provenant du remplacement du Gaz Naturel par l'eau chaude.

Article 22
ANNEXES

22.1 Les annexes de la présente convention font partie intégrante des présentes et sont identifiées comme suit :

Annexe A : Schéma de la Centrale

Annexe B : Bail entre la Ville et la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT

Annexe C : Résolution de la Ville

Annexe D : Résolution de BIOMONT

Annexe F: Contrat d'Achat d'Électricité entre BIOMONT ÉNERGIE INC et Hydro-Québec

Annexe G : Résolution de la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT

Article 23
INTERVENTION

Aux présentes intervient la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT qui déclare avoir pris connaissance de la présente convention et s'engage envers la Ville à respecter solidairement avec BIOMONT toutes les obligations prévues au Bail et à la présente convention.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé cette convention à Montréal,

Ce 25e jour du mois de juin 2015

VILLE DE MONTRÉAL

Témoin

Par :
Me Yves Saindon
Greffier

Me Jocelyne L'Anglais
Témoin

Ce 8 e jour du mois de JUIN 2015

BIOMONT ÉNERGIE INC

Par : _____
M. Guy Drouin, président

_____
Témoin

Marcaude Ouinet
Témoin

Ce 8 e jour du mois de JUIN 2015

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT

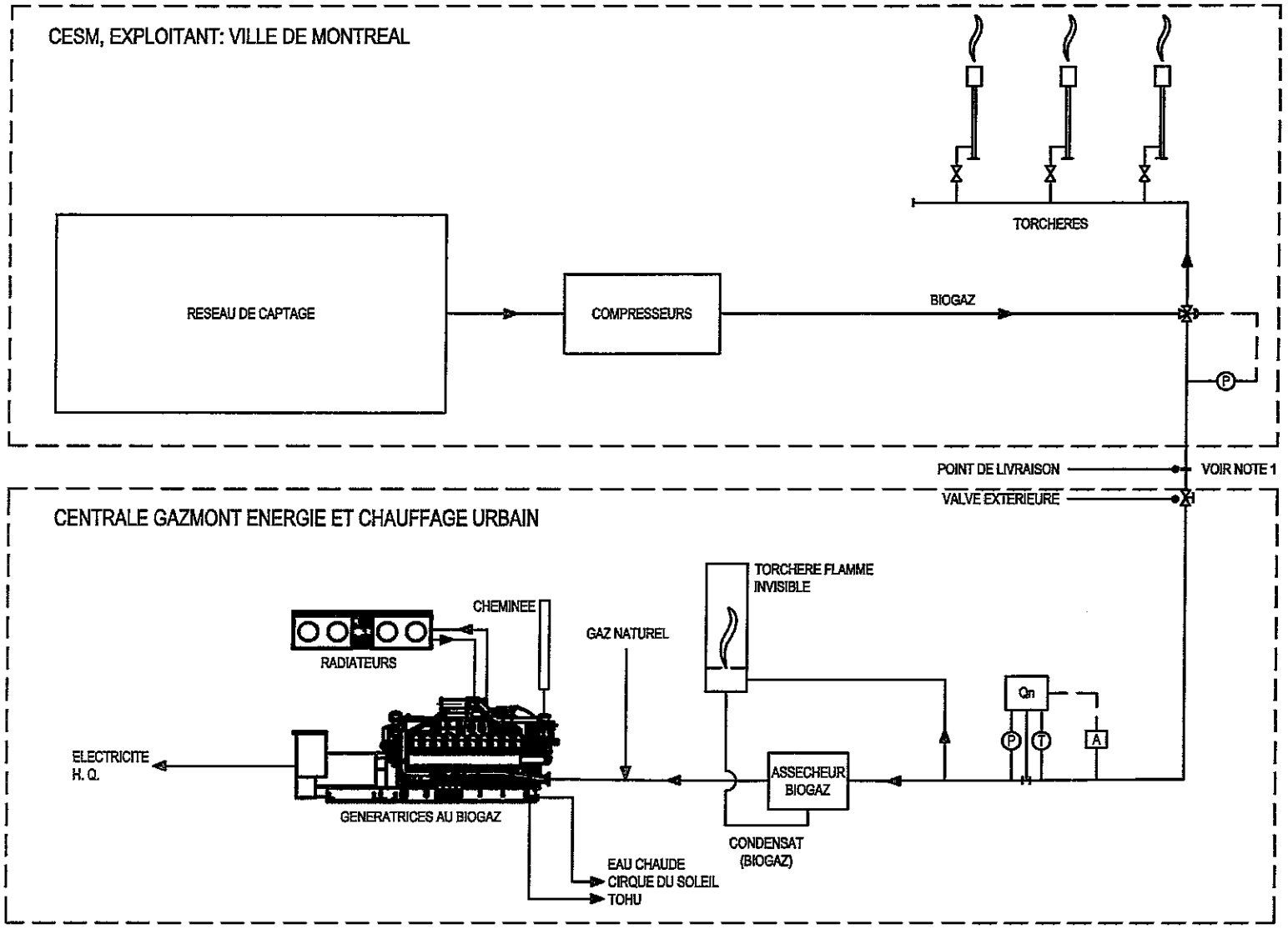
Par : _____
M. Guy Drouin, président

_____
Témoin

Marcaude Ouinet.
Témoin

Cette convention a été approuvée le
28 Mai 2015

(Résolution CG15 0335)



NOTE:

1. LE POINT DE LIVRAISON DU BIOGAZ EST LA BRIDE EN AMONT DE LA VALVE EXTERIEURE SUR LA CONDUITE D'ALIMENTATION EN BIOGAZ. CETTE VALVE ÉTANT SITUÉE À ENVIRON 1 METRE DU MUR EST DU BATIIMENT DE LA CENTRALE ET A UNE HAUTEUR D'ENVIRON 1.5 METRE AU-DESSUS DU SOL

BIOTHERMICA

Biothermica Technologies Inc.
426 Sherbrooke Est
Montreal (Quebec) H2L 1J6
Tel.: (514) 488-3881
Fax: (514) 488-3125

PROJET: CENTRALE GAZMONT ENERGIE ET CHAUFFAGE URBAIN

CLIENT: GAZMONT ENERGIE ET CHAUFFAGE URBAIN

TITRE: SCHEMA GENERAL

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'administration

RÉSOLUTION du conseil d'administration de Biomont Énergie Inc (La "Compagnie") en date du 2 juin 2015.

Les soussignés, étant tous les administrateurs de Biomont Énergie Inc (La "Compagnie"), adoptent par les présentes la résolution suivante.

IL EST RÉSOLU :

QUE Monsieur Guy Drouin, président de la Compagnie, soit et est par la présente résolution autorisé à signer pour et au nom de Biomont Énergie Inc la Convention relative au traitement du biogaz du Centre de Tri et d'élimination des déchets de la Ville de Montréal et à la production d'électricité à partir du biogaz à intervenir entre Biomont Énergie Inc et la Ville de Montréal.

Nous, soussignés, déclarons être tous les administrateurs habile à voter lors des assemblées du conseil d'administration de la compagnie. En conséquence, la résolution précitée, signée par nous-mêmes ci-dessous, a la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une assemblée du conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 89.3 de la loi sur les compagnies du Québec.

Guy Drouin

Jean-Pierre Azzopardi

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'administration

RÉSOLUTION du conseil d'administration de GESTION GAZMONT INC (La "Compagnie") , agissant pour et au nom de la Société en Commandite Gazmont , en date du 2 juin 2015

Les soussignés, étant tous les administrateurs de Gestion Gazmont Inc (La "Compagnie") , adoptent par les présentes la résolution suivante.

IL EST RÉSOLU :

QUE Monsieur Guy Drouin, président de la Compagnie, soit et est par la présente résolution autorisé à signer pour et au nom de la Société en Commandite Gazmont la convention de modification du bail à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société en Commandite Gazmont.

Nous, soussignés, déclarons être tous les administrateurs habile à voter lors des assemblées du conseil d'administration de la compagnie. En conséquence, la résolution précitée, signée par nous-mêmes ci-dessous, a la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une assemblée du conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 89.3 de la loi sur les compagnies du Québec.

Guy Drouin

Jean-Pierre Azzopardi

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 28 mai 2015 Séance tenue le 28 mai 2015	Résolution: CG15 0335

Approuver un projet de convention, d'une durée de 25 ans, avec Biomont Énergie inc. (Gazmont Énergie et chauffage urbain) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) / Autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du BAPE / Approuver le projet d'acte de modification du bail établissant la propriété superficiaire

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 mai 2015 par sa résolution CE15 0875;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention, entre la Ville et Biomont Énergie inc., à laquelle intervient la Société en commandite Gazmont, pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental de Saint-Michel, convention qui prendra fin le 31 août 2041;

2 - d'autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui avait recommandé le certificat d'autorisation actuel de Gazmont;

3 - d'approuver le projet de modification du bail entre la Ville de Montréal et la Société en commandite Gazmont établissant la propriété superficiaire sur le lot 3 237 021 et une partie des lots 3 237 019 et 3 237 020 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, totalisant une superficie de 7 989,6 mètres carrés, telle que délimitée par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, N, P et A sur le plan n° M-178 Saint-Michel, accompagnant la description technique, préparée le 2 mars 2015, par Gaétan Barrière, arpenteur-géomètre, portant le numéro de dossier 21781 et le numéro 366 de ses minutes;

Adopté à l'unanimité.

20.02 1150720001
/lc

Denis CODERRE

Maire

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Ville de Montréal **28 Novembre, 2016**

275 Rue Notre-Dame E,
Montréal, QC
H2Y 1C6

OBJET: Centrale de Cogénération au Biogaz 4.8MW
Confirmation de Contrat Clef-en-Main

À qui de droit,

La présente est pour confirmer que Biomont énergie, Société en commandite à un engagement ferme avec Gas Drive Global L.P., distributeur canadien des groupes électrogènes GE/Jenbacher, pour la conception, la fourniture d'équipements et l'installation de moteurs et les accessoires connexes au bon fonctionnement de la centrale de cogénération au biogaz situé au 2275 rue des Regrattiers, Montréal.

L'engagement ferme est régi par un contrat signé entre les deux parties le 23 décembre 2015 et la confirmation de la commande des moteurs le 9 août 2016. La livraison des moteurs à la centrale est prévu pour le mois de janvier 2017 et la date de complétion des travaux prévue au contrat est le 18 août 2017.

Nous vous confirmons qu'en date d'aujourd'hui les comptes de Biomont énergie Société en commandite sont en ordre et qu'à moins d'impondérables, l'échéancier prévu devrait être respecté. Pour toutes questions, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 418-670-8654

Sincères Salutations,

Frédéric Lebel, B.Sc. Env.
Directeur Électricité et Cogénération, Est du Canada

énergie et puissance

220 rue du College, Suite 203
Pont-Rouge, (Quebec) G3H 0C6

Téléphone: 418.670.8654
Télécopieur: 450.649.1389
Courriel: flebel@gasdriveglobal.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent Addenda #1 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Addenda #1 Biomont S.E.C. 16122016_VF.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-10

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Addenda N^{o} 1
Modifiant la convention approuvée par la résolution CG15 0335

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dûment constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BIOMONT ÉNERGIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE**, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, agissant et représentée par son commandité 9491112 Canada Inc., personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions,* L.R.C. (1985) c. C-44, ayant son siège au 501-1850 av. Panama, à Brossard, Québec, J4W 3C6, représentée par monsieur Marc-Antoine Renaud, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **Biomont SEC** »

AUQUEL INTERVIENT :

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT, société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, dont les associés sont SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BIOBEC ÉNERGIE, GESTION GAZMONT INC. et 3126013 CANADA INC., ayant son siège au 2099, boul. Fernand-Lafontaine, à Longueuil, Québec, J4G 2J4, agissant et représentée par son commandité, GESTION GAZMONT INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège au 110-101 boul. Roland-Therrien, à Longueuil, Québec, J4H 4B9, lui-même représenté par monsieur Jean-Pierre Azzopardi, son président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Intervenante** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QU'une convention concernant la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) a été conclue entre la Ville et Biomont énergie Inc., à laquelle est intervenue l'Intervenante, agissant par son commandité, Gestion Gazmont Inc., et laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 28 mai 2015 en vertu de la résolution CG15 0335 (ci-après la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE la Convention initiale a été cédée par Biomont Énergie Inc. à Biomont SEC, cette cession ayant fait l'objet d'une convention de cession à laquelle la Ville est intervenue et qui a été dûment approuvée en vertu de la résolution CG16 0186 de son conseil d'agglomération (ci-après la « **Convention de cession** »);

ATTENDU QUE Biomont SEC a informé la Ville du fait qu'elle avait un nouveau commanditaire, soit *Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi* qui s'ajoute à ses autres commanditaires qui sont Éolectric Inc. et Valeco Énergie Québec Inc.;

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier certains articles de la Convention initiale;

ATTENDU QUE les Parties conviennent donc de conclure le présent Addenda #1;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 La Convention initiale est modifiée par le remplacement de l'article 6.2 par l'article suivant :

> « Dès la mise en service de la Centrale, et ce, jusqu'au 31 juillet 2022, BIOMONT s'engage à mettre en opération la/les Torchères à flamme invisible de capacité suffisante pour brûler la totalité du Biogaz ne pouvant pas être utilisé par la Centrale dans le cours de ses activités. Pendant cette période, la Ville s'engage à détruire le Biogaz lorsque la Centrale est à l'arrêt complet.

À partir du 1er août 2022 et ce, pour la durée de la convention, BIOMONT s'engage à maintenir en opération la/les Torchères à flamme invisible de capacité suffisante pour brûler la totalité du Biogaz capté au CESM. »

2.2 La Convention initiale est modifiée par l'ajout du paragraphe suivant à l'article 6.3 :

« Nonobstant le paragraphe précédent du présent article 6.3, BIOMONT ne sera pas tenue de payer mensuellement à la Ville à titre de dommages-intérêts liquidés un montant égal à la Redevance tel que décrit aux articles 9.1.1 et 9.1.2 de la convention qui lui serait autrement payable pour la période comprise entre le 1er janvier 2017 et le 31 juillet 2017. »

2.3 La Convention initiale est modifiée par l'ajout des mots suivants au début de l'article 7.1.3 :

« Sous réserve de l'article 6.2., »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Les termes portant une majuscule qui ne sont pas spécifiquement définis dans le présent Addenda No 1 ont le sens qui leur est attribué dans la Convention initiale.

3.2 Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent en vigueur et inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 201_

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Emmanuel Tani-Moore

Le e jour de 201_

BIOMONT ÉNERGIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE, agissant par son commandité, 9491112 Canada Inc.

Par : _____
Marc-Antoine Renaud

LU ET ACCEPTÉ par l'Intervenante ce _____ 2016.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZMONT,
agissant par son commandité, Gestion Gazmont Inc.

Par : _____
Jean-Pierre Azzopardi

Cette convention a été approuvée par la résolution : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Approuver des modifications à la convention intervenue entre Ville de Montréal et Biomont Énergie, société en commandite pour la valorisation énergétique du biogaz du CESM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160720001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Prépose au budget

Tél : 514-872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-16

Janet MARCEAU
Conseillere en gestion des ressources financieres
Tél : 514-868-3354
Division : Direction du conseil et du soutien financier - point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1171158001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

Il est recommandé de:
1. approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc (Dossier 556197) et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4);

2. autoriser le Maire et le Greffier à signer ledit addenda pour et au nom de la Ville.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-27 12:12

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1171158001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. De nouveaux règlements gouvernementaux concernant la santé publique et l'environnement jumelés à l'état même des infrastructures sont à l'origine de ce vaste chantier qui s'échelonnera sur de nombreuses années.
Dans la stratégie de l'eau qui a fait l'objet d'un rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs au Conseil d'agglomération du 22 décembre 2011 (CG11 0426), rapport dont les conclusions ont été acceptées par les instances en juin 2012 (CG12 0166), il a été établi que des travaux de mesure du débit et de régulation de la pression de l'eau devaient être exécutés sur le réseau d'aqueduc. Il est admis que la supervision de la mesure de la distribution sur le réseau d'aqueduc contribue à s'assurer que chaque partie du réseau atteint le niveau attendu de performance hydraulique. Cette performance peut être définie comme une pression et un débit suffisants pour assurer les usages normaux des utilisateurs et pour combattre les incendies dans chaque zone desservie. De plus, l'implantation d'appareils de mesure sur le réseau permettra de constituer un historique de données qui servira à mieux prévoir le développement du réseau, à améliorer grandement le bilan de l'eau et à mieux gérer les fuites. Finalement, l'implantation de mécanismes de régulation de la pression sur le réseau contribue à réduire les bris de conduites et des entrées de service de même que la dégradation générale des conduites permettant ainsi d'accroître leur durée de vie.

C'est sous l'appellation «optimisation du réseau» que l'ensemble de ces mesures a été regroupé. Bien qu'en usage ailleurs dans le monde, une telle approche est relativement nouvelle en Amérique du Nord et repose sur un niveau réel d'innovation. Le MAMOT a accepté d'épauler la Ville pour la réalisation de ce projet et a conclu avec elle une entente d'aide financière en 2015. Maintenant que les travaux et analyses ont progressé, il a été convenu avec le MAMOT de préciser le type des travaux à effectuer, les lieux d'intervention et la date de fin des projets subventionnés. Pour apporter ces précisions, la signature d'un addenda à l'entente initiale est nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0576 - 118 décembre 2014 - Approuver le projet de protocole entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 18 946 676 $ dans el cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4) pour la réalisation du projet d'optimisation du réseau d'aqueduc - 1141158003
CG12 0222 - 21 juin 2012 - Approuver la programmation de travaux d'infrastructures d'eau d'agglomération admissibles au Programme d'infrastructures Québec-municipalités volet 1.4 visant l'implantation d'instruments de mesure de la distribution et de régulation de la pression sur le réseau d'aqueduc et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) - 1121158002

DESCRIPTION

Le projet d'optimisation du réseau est mené en coordination avec les arrondissements où les travaux visant la construction de chambres souterraines et l'installation d'équipements de mesure et de régulation sont menés. Les échanges entre les arrondissements et le Service de l'eau ont induit un certain nombre de modifications quant aux lieux des projets. De plus, les analyses hydrauliques qui sont obligatoires avant de décider d'implanter ce type d'équipement se concluent quelquefois en démontrant que les bénéfices attendus ne sont pas justifiés par rapport aux coûts qui seraient générés advenant que les interventions soient réalisées. Dans de tels cas, nous passons à d'autres zones où nos travaux seraient plus profitables.

Ainsi, après deux années de travaux et d'analyses, nous avons proposé au MAMOT de remettre en question certaines de nos orientations originales et d'intervenir dans d'autres arrondissements et villes liées que ce qui avait été prévu avant que nous ne réalisions nos analyses. Les analystes du MAMOT ont accepté l'ensemble de nos conclusions ce qui a mené au texte de l'addenda qui se trouve en pièce jointe au présent dossier.

L'addenda prévoit donc les changements suivants: la construction de 10 chambres de régulation d'urgence au lieu de 16, la construction de 25 chambres de mesure de pression au lieu de 29 chambres de mesure de pression de même que l'ajout de deux chambres de mesure de débit sur le réseau secondaire. Aussi, la rénovation de 5 chambres pour la régulation de pression au lieu de 4 et de deux chambres de mesure de débit au lieu d'une seule sur le réseau secondaire. Finalement, la rénovation de 19 chambres de mesure de la distribution sur le réseau primaire au lieu de la construction de 12 chambres et la rénovation de 7 chambres.

L'addenda prévoit également que des travaux du projet seront exécutés dans l'arrondissement Sud-Ouest et les villes reconstituées Montréal-Ouest, Hampstead et Ville Mont-Royal au lieu de travaux dans les arrondissements Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Montréal-Nord et la ville reconstituée de Beaconsfield.

La fin des travaux est reportée du 31 décembre 2016 au 31 décembre 2018. Le montant d'aide financière reste inchangé.

JUSTIFICATION

Les projets inscrits au PIQM 1.4 sont nécessaires à l'atteinte des objectifs du Service de l'eau quant à l'optimisation du réseau d'aqueduc et la diminution importante de bris de conduites d'aqueduc et de fuites dans le réseau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Comme mentionné précédemment, le partage des coûts prévu au protocole original demeure. Les coûts de réalisation sont estimés à 28 420 000 $. Comme la subvention est plafonnée à 67 % des coûts réels, on estime celle-ci à 18 946 676 $. Le coût net assumé par la Ville pour la réalisation des travaux prévus jusqu'à la fin 2018 au projet d'optimisation du réseau devrait donc atteindre 9 473 324 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux rendus possibles par ces subventions contribueront à assurer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide financière obtenue contribue à l'atteinte de nos objectifs financiers et techniques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le programme de travail financé par la présente entente n'est qu'une première phase de travaux qui devraient, à terme, s'échelonner sur une période dix ans. L'addenda prévoit des travaux jusqu'à la fin de l'année 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean L LAMARRE, Service de l'eau
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean L LAMARRE, 23 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain DUBUC
Cadre administratif

Tél : 514-280-4264
Télécop. : 514-872-8827

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Alain LARRIVÉE
Chef de division - Stratégies et pratiques d'affaires

Tél : 514 872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2017-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-27

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R. 134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Le 10 février 2015

Monsieur Jean-François Bellemare
Directeur général des Infrastructures
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Direction des infrastructures – Montréal
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.40
C.P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

OBJET : Protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.4 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités – dossier 556197

Résolution CG14 0576 – 18 décembre 2014

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le protocole d'entente ci-haut mentionné dûment signé ainsi qu'une copie de la résolution du conseil d'agglomération de Montréal ci-haut décrite et de la résolution CG06 0006.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

YS/jc

p.j.

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

Relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.4 du PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

Dossier 556197

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, responsable de la gestion du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Chapitre M-22.1, r.2);

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal, H2Y 1C6, laquelle est dûment représentée par monsieur Denis Coderre, maire, en vertu de la résolution CG14 0576 adoptée le 18 décembre 2014, et M[e] Yves Saindon, greffier, en vertu de la résolution CG06 0006 et jointes au présent document;

(ci-après désignée le « Bénéficiaire »)

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire est responsable de la gestion du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder une aide financière provenant du gouvernement du Québec visant à permettre la réfection, le remplacement ou la construction d'infrastructures et que le Bénéficiaire a présenté un projet qui a été reconnu admissible;

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Annexes

Le présent protocole comprend les annexes suivantes qui en font partie intégrante tout comme si elles y étaient au long citées, à savoir :

1.1. Annexe A : Obligations particulières du Bénéficiaire

1.2. Annexe B : Éléments descriptifs du projet subventionné

1.3. Annexe C : Modalités de versement de l'aide financière

1.4. Annexe D : Formulaire du suivi de l'avancement des travaux

2. Objet du protocole

Le présent protocole a pour objet d'établir les obligations du Ministre et du Bénéficiaire relativement au versement par le Ministre au Bénéficiaire d'une aide financière aux fins de réaliser les travaux décrits à l'annexe B reconnus admissibles dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités.

3. Montant de l'aide financière

3.1. Le Ministre, en considération des obligations et engagements du Bénéficiaire, consent à lui accorder une aide financière pour la réalisation des travaux admissibles décrits à l'annexe B.

3.2. Le montant de l'aide financière est réajusté à la baisse si le total des coûts encourus et payés à l'égard des travaux admissibles réalisés par le Bénéficiaire est inférieur au coût maximal admissible déterminé à l'annexe B.

Le Ministre détermine l'aide financière maximale applicable aux travaux admissibles prévu à l'annexe B en appliquant le taux d'aide correspondant à ces travaux et en considérant les coûts admissibles effectivement encourus et payés par le Bénéficiaire.

Si le total de l'aide financière calculé en fonction des travaux réalisés devient supérieur à l'aide financière totale déterminée à l'annexe B, les dépenses excédentaires ne sont pas assumées par le Ministre. Si le Bénéficiaire décide d'abandonner une partie des travaux admissibles, les sommes prévues pour ces travaux sont déduites des coûts admissibles, à moins d'obtenir l'autorisation du Ministre prévue à l'article 7 du présent protocole.

3.3. Les travaux et les coûts reconnus admissibles à l'aide financière dans le cadre du sous-volet 1.4 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec.

3.4. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement du tribunal, d'une transaction ou d'une négociation, pour une infrastructure faisant partie d'un projet approuvé en vertu du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, peut être déduit de l'aide financière prévue pour ce projet, celle-ci étant alors ajustée à la baisse. Si l'indemnité ou le dédommagement est versé après le versement de cette aide financière, le Ministre peut exiger, s'il est d'avis qu'il y a avantage injustifié pour le Bénéficiaire, le remboursement du montant de son aide financière correspondant au montant de l'indemnité et du dédommagement versé pour l'infrastructure.

4. Modalités de versement de l'aide financière

L'aide financière est versée conformément aux modalités énoncées à l'annexe C.

5. Obligations générales et garanties du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) respecter les lois, règlements et normes en vigueur qui lui sont applicables et, sans limiter la généralité de ce qui précède, particulièrement ceux en matière de travail, d'environnement, d'équité en emploi et des droits de la personne. Le Bénéficiaire doit notamment s'assurer d'octroyer tout contrat relatif à la réalisation des travaux décrits à l'annexe B selon les règles qui lui sont applicables en vertu de la loi qui le régit;

b) réaliser les travaux selon l'échéancier prévu à l'annexe B;

c) respecter les conditions particulières énoncées à l'annexe A, notamment en ce qui concerne le contrôle de la qualité des travaux;

d) rendre compte, avant le 31 décembre de chaque année jusqu'à l'approbation de la réclamation finale, des dépenses encourues pour les travaux admissibles visés par le présent protocole en transmettant au Ministre le formulaire du suivi de l'avancement des travaux de l'annexe D complété et signé;

e) faire la preuve, à la satisfaction du Ministre, du coût admissible des travaux assujettis à l'aide financière;

f) fournir au Ministre selon les modalités prévues à l'annexe C, la ou les réclamations partielles des dépenses accompagnées des documents exigés par le Ministre démontrant que ces dépenses ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation des travaux admissibles;

g) fournir au Ministre, au plus tard trois mois suivant la date de la fin des travaux stipulée à l'annexe B, ou, selon le cas, suivant l'expiration du présent protocole, une réclamation finale des dépenses. Cette réclamation finale doit être accompagnée des documents exigés par le Ministre démontrant que ces dépenses ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation des travaux admissibles;

h) tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des travaux admissibles qui sont réalisés;

i) conserver les originaux des documents d'appel d'offres (avis, devis et soumissions reçues), des pièces justificatives et des registres afférents à tous les travaux ayant fait l'objet d'une aide financière pour une période d'au moins trois ans suivant la date de transmission au Ministre de la réclamation finale des dépenses ou, selon le cas, suivant l'expiration du présent protocole;

j) permettre aux représentants du gouvernement d'examiner, en tout temps convenable et comme ils jugent utile pour fins de vérification et de suivi, les lieux des travaux, les contrats ainsi que les dossiers, comptes et registres tenus par le Bénéficiaire relativement aux travaux admissibles;

k) mandater, à la demande du Ministre, un auditeur externe ou le vérificateur général de la ville, le cas échéant, pour la préparation d'un rapport d'audit conformément au mandat d'audit établi par le Ministre. Le Ministre peut exiger un tel rapport en tout temps au cours de l'avancement du projet;

l) faciliter, tant auprès des entrepreneurs que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement, l'auditeur externe ou le vérificateur général de la ville, le cas échéant;

m) affecter le montant de l'aide financière exclusivement au paiement des coûts admissibles des travaux faisant l'objet de l'aide financière et décrits à l'annexe B;

n) assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de travaux décrits à l'annexe B. D'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le Ministre, le gouvernement du Québec et ses représentants, advenant toute réclamation pouvant découler du présent protocole et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation des travaux décrits à l'annexe B;

o) assumer, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments mis en place à la faveur de l'aide financière;

p) aviser le Ministre, avant de lui transmettre la réclamation finale des dépenses, de tout montant qu'il se fera offrir par un tiers pour réduire le coût des dépenses admissibles;

q) rembourser au Ministre, dans les trois mois d'une demande à cet effet, tout montant reçu à titre d'aide financière en vertu du présent protocole qui serait supérieur aux montants auxquels il a droit;

r) éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel des membres de son conseil ou de ses employés ou créant l'apparence d'un tel conflit;

6. Communication

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) indiquer, dans ses documents d'appels d'offres publiés après la signature du présent protocole relativement aux contrats d'une valeur de 100 000 $ ou plus, que les travaux font l'objet d'une aide financière dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

b) faire savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

c) informer le Ministre, et ce, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance, de la tenue d'événements publics concernant le projet (par exemple : pelletée de terre, événement marquant la fin des travaux, inauguration);

d) installer, à la demande du Ministre et selon ses directives et laisser en place pendant toute la durée des travaux, un ou plusieurs panneaux de chantier indiquant que les travaux sont réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

e) produire et installer, à la demande du Ministre et selon ses directives, une fois les travaux réalisés, une plaque ou un panneau permanent, que le Bénéficiaire devra entretenir à ses frais, portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités. Le symbole graphique du gouvernement sera fourni par le Ministre.

7. Modification du projet

Toute modification aux travaux reconnus admissibles à l'aide financière ou à son échéancier de réalisation prévus à l'annexe B et rendue nécessaire entre autres à la suite d'appels d'offres, de l'ouverture de soumissions, d'imprévus de planification ou de chantier doit être approuvée par le Ministre.

Cette approbation doit être jointe à la réclamation des dépenses comprenant la ou les modifications.

Le présent protocole n'engage nullement le Ministre à financer un dépassement au coût maximal admissible établit à l'annexe B ou à financer d'autres travaux que ceux décrits à l'annexe B.

8. Dispositions générales

8.1. Toute modification au présent protocole doit être faite par écrit.

8.2. À l'exception de l'approbation prévue à l'article 7 du présent protocole et de l'envoi de lettres addendas par le Ministre, toute modification au présent protocole doit être signée par les parties.

8.3. Aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec n'est admis à participer à tout contrat, entente ou à bénéficier d'une commission découlant du présent protocole, ni à en tirer un avantage.

8.4. L'aide financière ne peut en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme ou d'une personne qui exerce une activité de lobbyisme pour le compte du Bénéficiaire au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (Chapitre T-11.011).

8.5. Dans le cadre de la réalisation des travaux admissibles, le Bénéficiaire ne peut interpréter le présent protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec.

9. Cession

9.1. Droits et obligations

Les droits et obligations prévus au présent protocole ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Ministre.

Toute dérogation au présent article entraîne la résiliation du présent protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à compter de la date d'une cession non autorisée.

9.2. La contribution gouvernementale est conditionnelle :

- à ce que le Bénéficiaire demeure propriétaire de l'infrastructure pour une période de 20 ans suivant la date de fin du projet, soit la date de réception définitive de l'infrastructure subventionnée, sous réserve de l'obtention d'une autorisation préalable du Ministre de céder ou de vendre cette infrastructure;

- à ce qu'au cours de cette période, ladite infrastructure soit exploitée, utilisée et entretenue aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière;

- à ce qu'au cours de cette période, le Bénéficiaire avise au préalable le Ministre de tout changement qui va à l'encontre des deux conditions mentionnées précédemment.

10. Défaut

Le Bénéficiaire est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations qui lui incombent en vertu du présent protocole incluant celles prévues aux annexes;

b) a fait une fausse déclaration, une fraude ou une falsification de documents;

c) à quelque époque que ce soit avant le dernier versement de l'aide financière, est partie à un litige important ou à des procédures, liés à l'objet du présent protocole, devant une cour de justice ou un tribunal ou une agence gouvernementale pouvant affecter de façon significative le coût des travaux sans l'avoir révélé au Ministre. Les litiges concernant l'application des conventions collectives de travail sont exclus de cette obligation.

11. Dispositions en cas de défaut

11.1. Dispositions générales

En cas de défaut du Bénéficiaire ou si de l'avis du Ministre, il y a un de ces cas de défaut, le Ministre peut se prévaloir, séparément ou cumulativement, des recours suivants :

a) exiger que le Bénéficiaire remédie au défaut dans le délai qu'il fixe;

b) réviser le niveau de l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement cumulatif total ou partie de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le présent protocole pour tout versement non effectué;

f) résilier le présent protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable immédiatement en entier;

g) exiger du Bénéficiaire, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires pour garantir le remboursement des montants prévus au présent protocole.

Lorsque le Ministre constate un défaut mentionné à l'article 10, il doit aviser le Bénéficiaire par écrit du ou des recours qu'il entend utiliser et lui donner un délai d'au moins 30 jours pour remédier au défaut, et, le cas échéant, se conformer à la demande du Ministre. L'avis du Ministre prend effet à la date de sa réception par le Bénéficiaire et vaut une mise en demeure extra judiciaire.

La résiliation du présent protocole ne met pas fin aux obligations prévues aux articles 5 e), h), i), j), k), l), m), n), o), p), q), r) et 9.2.

Le fait que le Ministre n'exerce pas ses droits en cas de défaut par le Bénéficiaire ne saurait être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

11.2. Pénalité

À défaut pour le Bénéficiaire de se conformer aux dispositions prévues à l'article 5, le Ministre peut exiger du Bénéficiaire une pénalité de 950 000 dollars. Le montant ainsi exigé devra être versé au Ministre dans les 30 jours suivant la réception par le Bénéficiaire d'une demande de paiement à cet égard transmise par le Ministre.

12. Résiliation par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire peut résilier le présent protocole par voie de résolution adressée au Ministre avant le début des travaux admissibles décrits à l'annexe B ou avant l'octroi de contrats y afférents. Il est entendu que, dans le cas où des contrats ont été adjugés ou octroyés ou que des travaux ont été commencés, le Bénéficiaire est seul responsable des dommages pouvant lui être réclamés par quiconque du fait que le présent protocole a été résilié.

13. Durée du protocole

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et, à moins de dispositions à l'effet contraire, prend fin à la date où les obligations de chacune des parties seront accomplies.

14. Vérification

Les transactions financières découlant de l'exécution du présent protocole sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q, c. M-24.01)).

15. Modalités particulières

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (Chapitre A-6.001).

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions du présent protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 7e jour de novembre 2014

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Par : _____
Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Signé à Montréal le 9 jour de Février 2015

LE BÉNÉFICIAIRE

Par : _____
Denis Coderre
Maire

et

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Ce protocole d'entente a été approuvé
le 18 décembre 2014
(Résolution CG14 0576)

ANNEXE A

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DU BÉNÉFICIAIRE

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

Dans le cas où les obligations prévues au présent protocole sont incompatibles ou en contradiction avec les obligations particulières ci-après décrites, ces dernières prévalent.

1. Mesures d'économie de l'eau

Cette mesure s'applique à toutes les municipalités possédant un réseau de distribution d'eau potable.

Le Bénéficiaire doit avoir complété son bilan de l'usage de l'eau afin de confirmer les mesures incitatives et de sensibilisation qu'il a mises en place. Ces mesures se trouvent dans la feuille État de situation et plan d'action, à la section Mesures incitatives et sensibilisation. Le formulaire de l'usage de l'eau potable est disponible sur le site Web du Ministère à l'adresse suivante :

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strategie-quebecoise-deconomie-deau-potable/outils-aux-municipalites/

Le cas échéant, le Bénéficiaire pourra transmettre, pour approbation par le Ministre, toutes les justifications lui permettant de s'exclure de la présente obligation.

2. Programme d'élimination des raccordements inversés

Le Bénéficiaire doit démontrer qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements inversés qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination des raccordements inversés dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales. Ce programme devra être expédié au Ministre au moment du dépôt de la première réclamation de dépenses.

Le cas échéant, le Bénéficiaire pourra transmettre, pour approbation par le Ministre, toutes les justifications lui permettant de s'exclure de la présente obligation.

3. Transport de matières en vrac

Le Bénéficiaire s'engage à faire transporter par des entreprises de camionnage en vrac toutes les matières en vrac visées par la plus récente version en vigueur de la clause concernant le transport de matières en vrac du cahier des charges du ministère des Transports du Québec (Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités stipulées par cette clause. Toutefois, le Bénéficiaire ayant une clause portant sur ce pourcentage comportant des proportions équivalentes ou supérieures pourrait s'en prévaloir.

Cette obligation relative au transport de matières en vrac s'applique à partir de la date de la signature du présent protocole par le Bénéficiaire, sauf si ce dernier a déjà procédé avant cette date à l'appel d'offres public pour la réalisation de travaux admissibles impliquant du transport de matières en vrac.

4. Contrôle de la qualité des travaux

La réalisation des ouvrages devra respecter un processus de contrôle de la qualité rigoureux couvrant trois aspects.

4.1. Des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes en vigueur, soit un devis comportant au moins les cinq sections suivantes :

a) les documents administratifs généraux conformes à l'édition courante du devis BNQ en vigueur;

b) les documents administratifs particuliers pour compléter, bonifier ou ajouter des précisions aux documents administratifs généraux;

c) les clauses techniques générales conformes à l'édition courante du devis BNQ en vigueur;

d) les clauses techniques particulières, pour compléter, bonifier ou ajouter des précisions aux clauses techniques générales;

e) les plans.

Les documents b, d et e doivent être signés et, s'il y a lieu, scellés par une personne habilitée à le faire. À ce propos, il y a lieu de se référer à la Loi sur les architectes (Chapitre A-21) et à la Loi sur les ingénieurs (Chapitre I-9).

4.2. Une surveillance adéquate lors de la réalisation des ouvrages et la réalisation de tous les essais prescrits.

4.3. L'obtention de résultats positifs aux essais prescrits avant l'acceptation provisoire et l'acceptation définitive des travaux. Au besoin, les parties de travaux non conformes doivent être reprises.

Le cas échéant, pour que la totalité de l'aide financière puisse être versée, l'architecte et l'ingénieur responsables de la conception ou de la surveillance lors de la réalisation des travaux doivent joindre, en annexe au certificat de réception provisoire ou définitive des travaux, une attestation confirmant que les ouvrages ont été réalisés conformément aux prescriptions des documents d'appel d'offres et que ceux-ci respectent les documents administratifs généraux et les clauses techniques générales du BNQ ou les documents ou clauses de même nature ayant le même effet.

Le Bénéficiaire qui utilise ses propres devis ou clauses administratives générales doit y inclure les clauses susmentionnées à moins que des clauses qui ont strictement le même effet y soient déjà incluses.

5. Mise en œuvre du projet

Le Bénéficiaire s'engage à :

a) fournir pour analyse, selon l'avancement du projet lors de la signature du présent protocole et à moins d'indication contraire, un rapport de l'ingénieur résumant les principaux critères de conception des ouvrages incluant tous les documents techniques requis et un bordereau d'estimation et de soumission à la suite de l'ingénierie préliminaire (plans et devis à 50 % d'avancement) et de l'ingénierie détaillée (100 % d'avancement) ainsi qu'une copie de la demande d'autorisation au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et les plans et devis définitifs avant de lancer un appel d'offres;

b) faire approuver par le Ministre, tous les avenants, les modifications ou les directives de changement aux contrats des entrepreneurs.

6. Investissements relatifs à la gestion de l'eau

a) maintenir un niveau d'investissement dans les infrastructures de l'eau de 1 milliard $ dans chacun des Programmes triennaux d'immobilisations qui ont été ou seront adoptés pour les années 2014, 2015 et 2016.

ANNEXE B

ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS DES TRAVAUX SUBVENTIONNÉS

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

1. Description des travaux admissibles

Les travaux comprennent :

- la construction de vingt-neuf chambres de régulation de pression, de seize chambres de régulation d'urgence, de deux chambres de contournement, de vingt-neuf chambres de mesure de pression et d'installations complémentaires (dérivations de vannes fermées pour le maintien de la qualité de l'eau, conduites de bouclage, déplacements de conduites existantes) sur le réseau secondaire;
- la rénovation de quatre chambres existantes pour effectuer la régulation de pression et d'une chambre de mesure de débit sur le réseau secondaire;
- la construction de douze chambres de mesure de la distribution (débit et pression), la rénovation de sept chambres de mesure de la distribution (débit et pression) et la construction d'installations complémentaires (chambres de vérification de calibration) sur le réseau primaire;
- la construction des conduites pour raccorder les chambres installées aux réseaux;
- la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle à distance et en temps réel des chambres installées.

Les secteurs visés sont les suivants : Côte St-Luc, Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce - secteur ouest, Pierrefonds/Roxboro - secteur est, Ahunstic / Cartierville - secteur nord-centre, Mercier/Hochelaga-Maisonneuve - secteur sud-est, Plateau Mont-Royal - secteur sud-ouest, Rivières-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles - secteur sud-ouest, Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension - secteur est, Beaconsfield - secteur sud, Dorval - secteur sud-ouest, Saint-Léonard, Montréal-Nord - secteur est, Verdun - secteur de l'Île des Soeurs.

2. Coûts admissibles et aide financière

Coût maximal admissible (CMA)	**28 420 000 $**
Aide financière du Ministre (67 % du CMA)	**18 946 676 $**

Les frais incidents, les coûts directs et les autres coûts, tels que définis dans le Guide du programme, sont admissibles à partir de la date de réception de la demande initiale d'aide financière au Ministre, soit le 19 septembre 2011.

3. Échéancier de réalisation des travaux admissibles de construction

Début des travaux : 2014-01-01 Fin des travaux : 2016-12-31

ANNEXE C

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

Réclamation des dépenses

L'aide financière est versée sur présentation par le Bénéficiaire d'une réclamation des dépenses encourues et payées afférentes à la réalisation de travaux admissibles décrits à l'annexe B.

Une réclamation doit être accompagnée des documents exigés par le Ministre démontrant que les dépenses réclamées ont été effectivement encourues et payées pour la réalisation des travaux admissibles. Toutefois, une retenue contractuelle effectuée par le Bénéficiaire après l'acceptation provisoire des travaux pourra être considérée comme une dépense ayant été encourue et payée.

Le Bénéficiaire pourra soumettre une première réclamation des dépenses dès qu'un premier contrat de construction sera octroyé. Le Bénéficiaire ne peut transmettre qu'une réclamation de dépenses par année financière du gouvernement.

Aide financière du gouvernement du Québec versée sur 20 ans

L'aide financière, correspondant à la part du gouvernement du Québec, est versée sur une période de vingt (20) ans, plus les intérêts calculés au taux à long terme (10 ans) pour le Québec établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec fournis par le Secrétaire du Conseil du trésor (SCT) et disponible à la date de réception de la première réclamation des dépenses par le Ministre, et ce, pour toute la période de remboursement sur 20 ans. Le premier versement pourra être effectué un an après cette date en autant que la première réclamation des dépenses ait été approuvée par le Ministre. L'aide financière totale du gouvernement du Québec comprend le capital et les intérêts, puis est octroyée en vingt (20) versements annuels égaux et consécutifs.

Pour les réclamations partielles, l'aide financière pouvant être approuvée par le Ministre est limitée à 80 % de l'aide financière totale promise. Tout solde des coûts reconnus admissibles qui va au-delà du 80 % de l'aide financière totale promise sera considéré reçu lors de la réclamation finale. La date de réception de la réclamation partielle ou finale au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire détermine le taux d'intérêt utilisé dans le calcul de l'annuité versée par le Ministre, selon le taux fourni par le SCT et tel que décrit précédemment. Le premier versement pourra être effectué un an après cette date en autant que la réclamation ait été approuvée par le Ministre.

ANNEXE D

SUIVI DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Ventilation du coût maximal admissible des travaux subventionnés par année de réalisation

Ce formulaire doit être rempli, signé et transmis à la Direction des infrastructures visée du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) avant le 31 décembre de chaque année jusqu'à l'approbation de la réclamation finale des dépenses par le Ministre.

Ville de Montréal

Nom du programme de subvention visé : PIQM

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

Coût maximal admissible (CMA) de l'annexe B du protocole : 28 420 000 $

Exercice financier	Dépenses encourues et à venir (Coûts estimés des dépenses à venir)
1er avril 2008 au 31 mars 2009	
1er avril 2009 au 31 mars 2010	
1er avril 2010 au 31 mars 2011	
1er avril 2011 au 31 mars 2012	
1er avril 2012 au 31 mars 2013	
1er avril 2013 au 31 mars 2014	
1er avril 2014 au 31 mars 2015	
1er avril 2015 au 31 mars 2016	
1er avril 2016 au 31 mars 2017	
1er avril 2017 au 31 mars 2018	
1er avril 2018 au 31 mars 2019	
1er avril 2019 au 31 mars 2020	
Total (= CMA)[1]	**28 420 000 $**

Nom du signataire | Fonction

Signature | Date

[1] Pour fins de planification, le total doit correspondre au coût maximal admissible (CMA) inscrit au protocole d'entente.

Adresse de retour et renseignements

Un exemplaire du présent protocole d'entente signé doit être retourné à l'adresse ci-après mentionnée. Des renseignements additionnels concernant le contenu du présent protocole peuvent également être obtenus à cette adresse.

Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
Ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire

Direction des infrastructures – Montréal
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.40
C. P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

Téléphone : 514 873-3335
Télécopieur : 514 873-8257

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 18 décembre 2014 Séance tenue le 18 décembre 2014	Résolution: CG14 0576

Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4) pour la réalisation du projet d'optimisation du réseau d'aqueduc

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 décembre 2014 par sa résolution CE14 1863;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Russell Copeman

Et résolu :

1 - d'approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal pour le versement d'un soutien financier maximal de 18 946 676 $ dans le cadre du sous-volet 1.4 du Programme d'infrastructures Québec-municipalités aux termes et conditions mentionnés au protocole d'entente (Dossier 556197), et ce, sans préjudice aux droits de la Ville de contester la portée et la validité de la clause de pénalité inscrite à l'article 11.2 et en tenant compte notamment des dispositions de l'article 5 n) dudit protocole, telles que décrites ci-après :

> « Le Bénéficiaire s'engage à :
>
> (...)
>
> 5 n) : assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de travaux décrits à l'annexe B. D'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le Ministre, le gouvernement du Québec et ses représentants, advenant toute réclamation pouvant découler du présent protocole et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation des travaux décrits à l'annexe B; »

2 - de s'engager à payer la part des coûts admissibles de la Ville de même que tous les coûts d'exploitation continue liés au projet;

3 - d'autoriser le maire et la greffière adjointe à signer cette entente pour et au nom de la Ville;

4 - de mandater le Service de l'eau pour gérer la demande de subvention ainsi que le protocole d'entente.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1141158003
/lc

Denis CODERRE
Maire

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

Montréal	Assemblée du 23 janvier 2006 Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006 Numéro de la résolution CG06 0006

Article 30.05 **Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Colette Fraser
Greffière adjointe

(certifié conforme)

GREFFIÈRE ADJOINTE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1171158001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Objet :	Approuver l'addenda au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal signé en février 2015 portant sur l'optimisation du réseau d'aqueduc et prévoyant une aide financière de 18 946 676 $ dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-municipalités sous-volet 1.4 (PIQM 1.4)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous tenons pour acquis que les travaux admissibles décrits et les nouveaux secteurs d'intervention identifiés dans l'addenda, ainsi que le nouvel échéancier de réalisation des travaux sont conformes au Programme d'infrastructures Québec-municipalités.

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique ci-joint.

FICHIERS JOINTS

PIQM 1.4_Optimisation_Addenda au protocole d'entente_GDD1171158001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Marie-Andrée SIMARD
Chef de divison
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

ADDENDA NO 1 AU PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

Projet d'optimisation du système de distribution d'eau potable

(Dossier numéro 556197)

ADDENDA NO 1 AU PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du règlement de délégation de signature;

(ci-après désigné le « Ministre »)

ET : LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, H2Y 1C6, laquelle est dûment représentée par monsieur, Denis Coderre, maire, en vertu d'une résolution adoptée le ....., dont copie conforme est jointe à la présente;

(ci-après désignée le « Bénéficiaire »)

ATTENDU QU'un protocole d'entente est intervenu entre les parties en date du 9 février 2015;

ATTENDU QUE les parties entendent modifier le protocole d'entente;

Le Ministre et le Bénéficiaire conviennent que le protocole d'entente susmentionné est modifié par le remplacement de l'annexe B par la suivante :

ANNEXE B

ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS DES TRAVAUX SUBVENTIONNÉS

Ville de Montréal

Dossier numéro 556197 – Optimisation du système de distribution d'eau potable

1. Description des travaux admissibles

Les travaux comprennent :

- la construction de vingt-neuf chambres de régulation de pression, de dix chambres de régulation d'urgence, de deux chambres de contournement, de vingt-cinq chambres de mesure de pression, de deux chambres de mesure de débit et d'installations complémentaires (dérivations de vannes fermées pour le maintien de la qualité de l'eau, conduites de bouclage, déplacements de conduites existantes) sur le réseau secondaire;
- la rénovation de cinq chambres existantes pour effectuer la régulation de pression et de deux chambres de mesure de débit sur le réseau secondaire;
- la rénovation de dix-neuf chambres de mesure de la distribution (débit et pression) et la construction d'installations complémentaires (chambres de vérification de calibration) sur le réseau primaire;
- la construction des conduites pour raccorder les chambres installées aux réseaux;
- la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle à distance et en temps réel des chambres installées.

Les secteurs visés par la régulation de pression sont les suivants :

- Côte-Saint-Luc
- Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce - secteur ouest;
- Pierrefonds/Roxboro - secteur est;
- Ahunstic/Cartierville - secteur nord-centre;
- Mercier/Hochelaga-Maisonneuve - secteur sud-est;
- Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles - secteur sud-ouest;
- Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension - secteur est;
- Dorval - secteur sud-ouest;
- Verdun - secteur de l'Île des Sœurs;
- Montréal-Ouest;
- Hampstead;
- Ville Mont-Royal, Sud-Ouest - secteur ouest.

2. Coûts admissibles et aide financière

Coût maximal admissible (CMA)	**28 420 000 $**
Aide financière du Ministre (67 % du CMA)	**18 946 676 $**

Les frais incidents, les coûts directs et les autres coûts, tels que définis dans le Guide du programme, sont admissibles à partir de la date de réception de la demande initiale d'aide financière au Ministre, soit le 19 septembre 2011.

3. Échéancier de réalisation des travaux admissibles de construction

Début des travaux : 2014-01-01 Fin des travaux : 2018-12-31

Entrée en vigueur de l'addenda au protocole

Cet addenda au protocole entre en vigueur à la date de sa signature par le Bénéficiaire et, à moins de dispositions à l'effet contraire, prend fin à la date où les obligations de chacune des parties sont accomplies.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de cet addenda au protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 26e jour de janvier 2017

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

Par : _____
Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Signé à _____ le _____ jour de _____

LE BÉNÉFICIAIRE

Par : _____
Denis Coderre
Maire

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Adresse de retour et renseignements

Un exemplaire signé du présent protocole doit être retourné à l'adresse ci-après mentionnée. Des renseignements additionnels concernant le contenu du présent protocole peuvent également être obtenus à cette adresse.

Programme d'infrastructures Québec-Municipalités
Ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire

Direction des infrastructures - Montréal
800, rue du Square-Victoria
Bureau 2.40
C.P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7

Téléphone : 514 873-3335
Télécopieur : 514 873-8257

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1177157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie , Division optimisation et exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux (CG 16-0700)

Il est recommandé :

1. De résilier l'entente-cadre collective octroyée par le conseil d'agglomération, en vertu de la résolution CG 16-0700, à *Beauregard Environnement ltée* pour la fourniture de services de vidange de séparateurs d'huile, des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-27 16:34

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177157001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie , Division optimisation et exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux (CG 16-0700)

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 décembre 2016, le Conseil d'agglomération octroyait, en vertu de la résolution CG 16-0700, un contrat à *Beauregard Environnement ltée* pour le service de vidange de séparateurs d'huile, des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux pour un montant estimé de 583 654,49 $, taxes incluses.
Peu de temps après l'octroi du contrat, il est apparu que *Beauregard Environnement ltée* n'était pas titulaire du permis de transport de matières dangereuses, contrairement à ce qui était exigé aux documents d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 16-0700 -(22 décembre 2016): Conclure avec l'entreprise *Beauregard Environnement ltée* une entente-cadre collective d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux pour un montant estimé de 583 654,49 $, taxes incluses - Appel d'offres # 16-15325

DESCRIPTION

L'une des clauses administratives particulières du cahier de charges (clause no. 30 à l'addenda # 3 de l'appel d'offres # 16-15325) exigeait que le soumissionnaire dépose avec sa soumission une copie de son permis de transport de matières dangereuses. Cependant, *Beauregard Environnement ltée* n'est pas titulaire d'un tel permis.
L'article # 19 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres # 16-15325 interdit l'utilisation de sous-traitants pour l'exécution de ce contrat. Puisque *Beauregard Environnement ltée* n'est pas titulaire du permis de transport de matières dangereuses résiduelles, il ne peut exécuter le contrat sans contrevenir à la clause qui interdit la sous-traitance.

En définitive, *Beauregard Environnement ltée* n'est pas en mesure d'exécuter les obligations dans le respect des conditions posées par le contrat.

JUSTIFICATION

La clause 11.3 des clauses administratives générales de l'appel d'offres # 16-15325 permet à la Ville de résilier le contrat. La clause se lit comme suit:
11.3 La Ville peut, en tout temps, à sa discrétion, sur avis de dix (10) jours à l'adjudicataire, résilier le contrat en acquittant le prix des biens déjà livrés et acceptés ou des services rendus à la satisfaction du Directeur. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La résiliation de ce contrat n'entraîne aucun impact financier pour la Ville de Montréal, en raison qu'aucun services n'a été rendu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eliane CLAVETTE, Service de l'approvisionnement
Desislava CEKOVA, Direction générale
Guylaine VAILLANCOURT, Service des affaires juridiques

Lecture :

Guylaine VAILLANCOURT, 21 février 2017
Eliane CLAVETTE, 14 février 2017
Desislava CEKOVA, 14 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-5084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Pierre LÉVESQUE
Chef de division

Tél : 514 872-4087
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice - Exploitation immobilière_ entretien et réparation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177157001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de l'exploitation immobilière_de l'entretien et de l'énergie , Division optimisation et exploitation
Objet :	Résilier l'entente-cadre collective avec l'entreprise Beauregard Environnement ltée d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux (CG 16-0700)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

2017-02-15 Interv appro 1177157001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Le 15 février 2017

La firme Beauregard Environnement ltée n'a pas fourni le permis de transport de matières dangereuses exigé à l'appel d'offres 16-15325 et de ce fait elle n'est pas en mesure d'exécuter les obligations dans le respect des conditions posées par le contrat.

Suite à l'irrégularité majeure, dans la soumission de Beauregard Environnement ltée, le Service de l'approvisionnement est en accord avec le Service de la gestion et de la planification immobilières, de résilier l'entente-cadre 1172560 suite à la résolution CG 16-0700.



_____

Éliane Clavette, agente d'approvisionnement, 2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

Il est recommandé au comité exécutif, sous réserve de l'approbation du conseil d'agglomération de l'abandon d'une partie de l'expropriation :

1. d'approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc., pour une somme globale de 4 335 000 $ représentant l'indemnité finale payable à Day & Ross inc. suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague connu et désigné comme une partie du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir dans l'arrondissement de Lachine, aux fins d'implantation d'un nouveau centre de traitement de matières recyclables;
2. d'autoriser le Service des finances à émettre et transmettre à M^{e} Cassandre Louis du Service des affaires juridiques, un chèque au montant de 4 335 000 $, rédigé au nom de l'étude BCF S.E.N.C.R.L. en fidéicommis;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 8 996,5 m²;
2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;
3. de mandater, le cas échéant, la Division de la géomatique pour procéder à la correction cadastrale du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont la Ville entend devenir propriétaire;
4. d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division à signer les documents cadastraux, au nom de la Ville, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-02 11:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173778001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

CONTENU

CONTEXTE

La Ville doit construire un nouveau centre de traitement de matières recyclables (le « CTMR ») dans l'ouest de la Ville, en conformité avec le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014.
Le 30 avril 2015, la Ville a décrété une réserve pour fins publiques, pour une période de deux ans, à l'égard d'un terrain vague connu et désigné comme étant le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (le « Lot ») d'une superficie de 37 054 m², situé dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine, à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir. L'avis de réserve a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 20 mai 2015, sous le numéro 21 539 130.

Le 21 avril 2016, le conseil d'agglomération a décrété l'expropriation du Lot, à des fins d'implantation du nouveau CTMR de l'ouest de la Ville. Le 28 juillet 2016, la Ville a publié un avis d'expropriation sur le Lot sous le numéro 22 436 971.

Day & Ross inc. est propriétaire du Lot exproprié, pour l'avoir acquis en 2001 en même temps que les lots 2 437 121 et 2 437 120, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Le lot 2 437 121 est utilisé pour les opérations de transport de Day & Ross inc. et le lot 2 437 120 a été versé dans le domaine public aux fins d'aménagement de la rue François-Lenoir. Day & Ross inc. est une filiale de la compagnie Les aliments McCain (Canada), dont les sièges sociaux respectifs sont situés au Nouveau-Brunswick.

Des négociations entre le Service des affaires juridiques (le « SAJ ») et les procureurs de Day & Ross inc. ont permis de conclure un règlement complet et final relatif à l'expropriation (l'« Entente »). Cette entente prévoit que la Ville accepte d'exproprier une partie du Lot seulement, d'une superficie approximative de 28 057,5 m². Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation des autorités municipales de la dite Entente, et conséquemment l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit Lot, d'une superficie approximative de 8 996,5 m².

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 16 0260 - 21 avril 2016 - Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vague connu et désigné comme le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, propriété de Day & Ross inc., d'une superficie de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, aux fins d'implantation d'un centre de tri de matières recyclables.
CG15 0288 - 30 avril 2015 - Décréter l'imposition d'une réserve pour fins publiques sur le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

CG15 0052 - 29 janvier 2015 - Décréter l'avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri de matières recyclables.

CG09 0346 - 27 août 2009 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Approuver l'Entente relative à l'indemnité finale payable à Day & Ross inc. suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague connu et désigné comme une partie du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 28 057,5 m² (l'« Immeuble »), situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, à des fins d'implantation d'un nouveau CTMR, au montant de 4 335 000 $, tel que montré au plan joint aux présentes, et décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit Lot.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et planification immobilière (le « SGPI ») recommande l'approbation de l'Entente et l'abandon de l'expropriation d'une partie du Lot, pour les motifs suivants :

· La superficie de l'Immeuble, d'environ 28 057,5 m², permet l'implantation du CTMR telle que projetée.

· L'expropriation de seulement une partie du Lot a permis au SAJ de conclure une entente de règlement complet et final avec Day & Ross inc. et ainsi éviter des frais judiciaires de procédures pour expropriation, des frais en « Requête introductive en fixation d'une indemnité suite à l'imposition d'une réserve pour fins publiques », de même qu'un procès.

· L'abandon de l'expropriation d'une partie du Lot permet à Day & Ross inc. de conserver une superficie d'environ 8 996,5 m², pour les besoins opérationnels futurs de leur compagnie de transport située sur le lot adjacent.

· L'indemnité finale, au montant de 4 335 000 $, a été établie par consensus entre les experts et les procureurs au dossier, à la suite de négociations, selon les explications

inscrites à l'intervention du SAJ et en conformité avec la fiche de l'évaluateur joint au sommaire.

· Le coût de la réhabilitation des sols de 460 400 $ a été déduit de la valeur de l'indemnité à verser à Day & Ross.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'indemnité finale à remettre à Day & Ross inc., représente un montant de 4 335 000 $, laquelle a été établie selon les informations suivantes :

Valeur au propriétaire :	4 765 000 $
moins les coûts de réhabilitation des sols	460 400 $
plus l'indemnité accessoire	30 400 $
Indemnité finale	**4 335 000 $**

La valeur au propriétaire et l'indemnité finale sont en conformité avec l'opinion de valeur de l'évaluateur dont la fiche explicative est jointe au sommaire. La valeur au propriétaire, telle que définie dans l'intervention du Service des affaires juridiques, jointe aux présentes, représente la plus haute valeur possible pour l'Immeuble en considérant l'usage le meilleur et le plus profitable. Cette valeur a été établie à 4 765 000 $, soit un taux de 169,58 $/m², excluant les coûts de réhabilitation des sols.

La réclamation de Day & Ross inc. au montant de 5 150 000 $, soit un taux de 183,28 $/m² excluant les coûts de réhabilitation des sols, n'a pas été prise en considération dans l'établissement de la valeur au propriétaire précitée.

Cette acquisition est taxable sur le montant de l'indemnité excluant l'indemnité accessoire, soit sur un montant de 4 304 600 $, selon les informations inscrites à l'intervention du Service des finances, jointe au sommaire. La dépense totale, incluant les taxes applicables, représente un montant de 4 979 613,85 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

· L'implantation d'un nouveau CTMR sur le territoire de la Ville vise à atteindre les objectifs du Plan d'action du gouvernement du Québec, adopté en 2011, en matière de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui prévoit recycler 70 % du papier, carton, verre plastique et métal résiduels.

· La certification LEED du nouveau CTMR à Lachine est en conformité avec la réglementation municipale axée sur le développement durable qui vise à minimiser l'impact environnemental et l'économie d'énergie.

· L'abattage, le cas échéant, des érables noirs présents sur l'Immeuble, afin d'implanter le CTMR, fera l'objet d'une mise en place d'un programme compensatoire requis en vertu de la *Loi sur les espèces désignées menacées ou vulnérables* (la « Loi ») du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (le « MDDELCC »). Les érables noirs bénéficient d'une protection juridique au Québec afin d'interdire leurs abattages. Comme l'implantation du CTMR nécessite l'abattage de certains érables noirs, il a été convenu avec le MDDELCC de remplacer les spécimens abattus. Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (le « SDGPVMR ») présentera au MDDELCC, pour

approbation, un avis d'intention pour le remplacement des érables noirs abattus, incluant le site où les nouveaux spécimens seront plantés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un nouveau CTMR dans l'ouest de la Ville est requis afin d'atteindre les objectifs du Plan d'action du gouvernement du Québec, adopté en 2011, en matière de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui prévoit recycler 70 % du papier, carton, verre plastique et métal résiduels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'Entente au conseil d'agglomération : 30 mars 2017
Transfert des titres de propriété à la Ville : juin 2017
Octroi du contrat pour la conception-construction-exploitation-entretien du CTMR : 28 septembre 2017
Début de la conception-construction du CTMR : octobre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Selon l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Certification de fonds :
Service des affaires juridiques , Direction (François Charles GAUTHIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BLAIN, Service de l'environnement
Michel SÉGUIN, Lachine
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports
Nicole RODIER, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Éric BLAIN, 27 février 2017
Luc LÉVESQUE, 27 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane LANCIAULT
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-2284
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Denis SAUVÉ
Chef de division des transactions immobilières

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-03-02

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1173778001 / Mandat 17-0062-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : 1) Approuver l'entente relative à l'indemnité finale au montant de 4 335 000 $ à remettre à Day & Ross inc, suite à l'expropriation d'une partie de leur terrain;

  2) Décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain.
- Endroit : Le lot est situé à l'angle sud-ouest des rues Fairway et François-Lenoir dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine.
- Lot : 2 437 119 ptie du cadastre du Québec
- Superficie : 28 057,5 m² (302 016,5 pi²)
- Zonage : Industriel
- Particularité : L'acquisition d'une partie du terrain à des fins publiques servira à l'implantation d'un centre de tri de matières résiduelles dans l'ouest de la Ville.

Exproprié : Day & Ross inc.

Expropriante : Ville de Montréal

Indemnité finale : 4 335 000 $, incluant les taxes

Valeur au rôle foncier 2017 : Lot 2 437 119 du cadastre du Québec
3 464 500 $ / superficie de 37 054 m²

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison de la transaction : Des négociations entre le Service des affaires juridiques (le « SAJ ») et les procureurs de Day & Ross inc. ont permis de conclure une entente finale et ainsi éviter des frais supplémentaires et un procès, à la condition toutefois que la Ville exproprie une partie du lot et non le lot entier, afin que Day & Ross inc. conserve la partie résiduelle du lot, aux fins d'expansion de leurs activités commerciales situées sur le lot adjacent.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Viviane Lanciault	Téléphone : 2-2284	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: **SAI-M-249432-1606**
SAI-M-251788-1609

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL

Expropriante

Plan CR-7060
Minute : 29107

c.

DAY & ROSS INC.

Expropriée

ENTENTE SUR L'INDEMNITÉ FINALE TOTALE

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Ville de Montréal exproprie une partie de lot 2 437 119 du cadastre du Québec dont la superficie approximative est de 302 454 pieds carrés et qui est montrée au plan joint à la présente entente ;

2. La Ville de Montréal présentera une « Requête en désistement partiel de l'expropriation d'une partie du lot 2 437 199 du cadastre du Québec » afin d'exclure une superficie d'environ 96 421 pieds carrés et qui est démontrée au plan joint à la présente entente ;

3. Day & Ross inc. consentira à la Requête en désistement partiel de l'expropriation, le tout sans réclamation en dommage et sans frais ;

4. La Ville de Montréal versera à titre d'indemnité d'expropriation une somme forfaitaire et totale de 4 335 000 $;

5. Ce montant est versé en règlement complet et final de l'expropriation d'une partie du lot 2 437 119 d'une superficie approximative de 302 454 pieds carrés ainsi que de la « Requête introductive en fixation d'une indemnité suite à l'imposition d'une réserve pour fins publiques » de Day & Ross inc. ;

1/3 BCF

6. Le versement de l'indemnité d'expropriation sera effectué au notaire ou à l'avocat de l'exproprié en fidéicommis et non à la Cour supérieure, comme le prévoit la *Loi sur l'expropriation* ;

7. Day & Ross inc. accepte que les mandataires et préposés de la Ville de Montréal puissent avoir accès au site exproprié dès la signature de l'entente et avant que le transfert de propriété ne soit inscrit au registre foncier ;

8. Day & Ross inc. s'engage à n'entraver d'aucune façon la prise de possession de l'immeuble exproprié ;

9. La Ville de Montréal s'engage à payer, s'il y a lieu, la contribution pour fins de parc exigée à la suite de la subdivision du lot 2 437 119 du cadastre du Québec qui devra être faite en raison de l'expropriation ;

10. L'entente sera signée par un représentant dûment autorisé de Day & Ross inc. au plus tard le 3 février 2017 ;

11. La présente entente devra pour lier l'expropriante être approuvée par les autorités municipales compétentes et cette entente est conditionnelle à cette approbation.

BCF

Montréal, le 3 février ~~2016~~ 2017

Day & Ross Inc.
Propriétaire, partie expropriée
Par représentant dûment autorisé

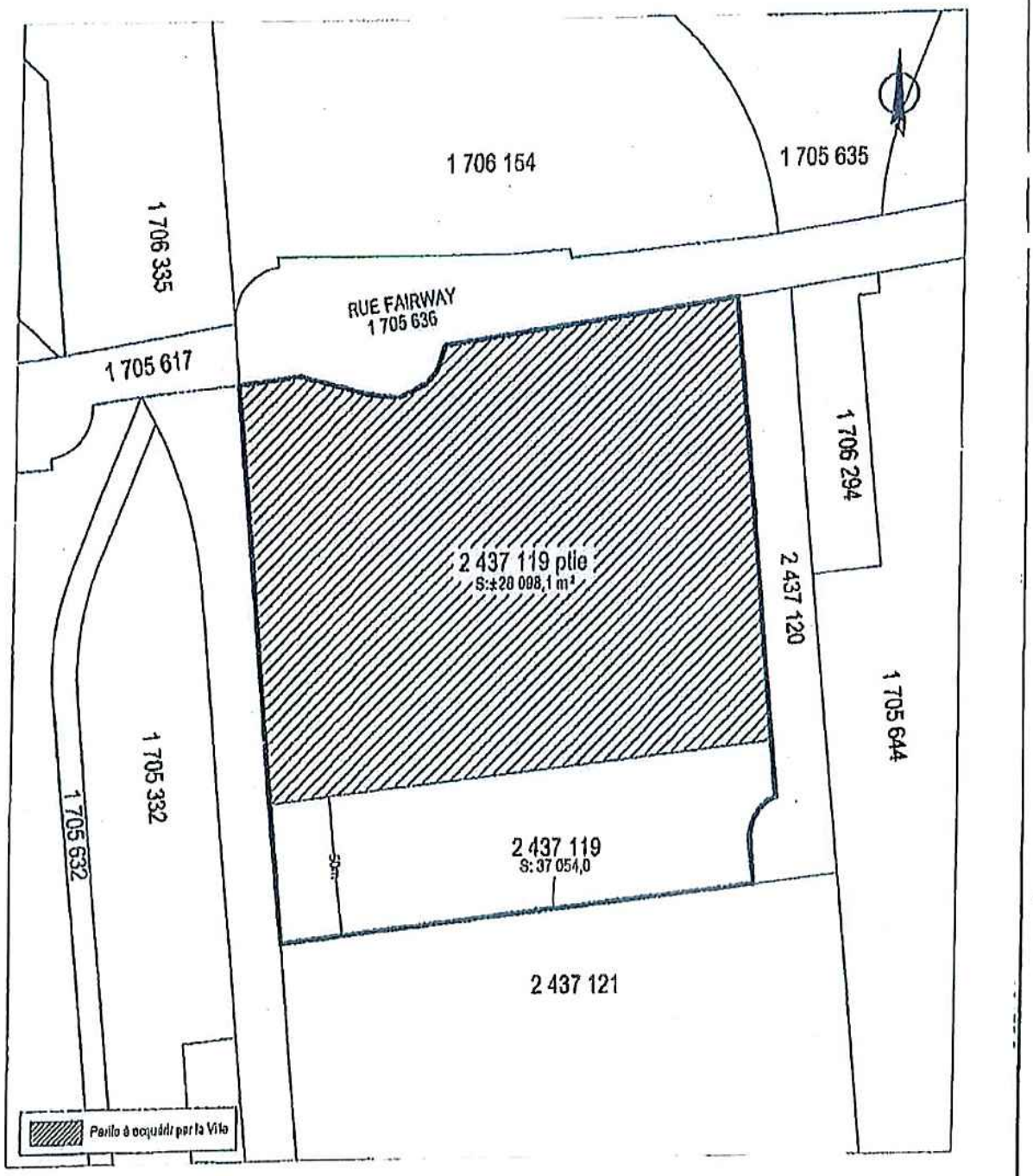
Montréal, le 3 février ~~2016~~ 2017

BCF S.E.N.C.R.L.
BCF Avocats d'affaires
Procureurs de la partie expropriée

Montréal, le février ~~2016~~ 2017

GAGNIER GUAY GIRON
Procureurs de la partie expropriante
Ville de Montréal

2/3 BCF


1 706 154
1 705 635
1 706 335
RUE FAIRWAY
1 705 636
1 705 617
1 706 294
2 437 119 ptie
S:±20 098,1 m²
2 437 120
1 705 644
1 705 332
1 705 632
30m
2 437 119
S: 37 054,0
2 437 121
Partie à acquérir par la Ville

3/3 BCF

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 2 437 119
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	LACHINE

Ce bien-fonds devant être exproprié et situé au sud de la rue Fairway et à l'ouest de la rue François-Lenoir est indiqué par les lettres ABCDEFGHJKLA (article 1), sur le plan F-3 Lachine préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 2 février 2017 dont copie accompagne la présente description technique.

Ledit bien-fonds est constitué de la partie de lot décrite comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- La partie du lot DEUX MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLE CENT DIX-NEUF (2 437 119 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord pour une première partie par le lot 1 705 636 (rue Fairway)
- Vers le nord-ouest par le lot 1 705 636 (rue Fairway);

MYLÈNE CORBEIL 2220 ARPENTEURE-GÉOMÈTRE

/2

- Vers le nord pour une deuxième partie par le lot 1 705 636 (rue Fairway);
- Vers l'est par le lot 2 437 120 (rue François-Lenoir);
- Vers le sud par une autre partie du lot 2 437 119;
- Vers l'ouest par le lot 1 706 336;

MESURANT :

- Des longueurs consécutives de :
  - Vingt-trois mètres et neuf centièmes (23,09 m), vingt-sept mètres et douze centièmes (27,12 m), neuf mètres et quatre-vingt-deux centièmes (9,82 m), deux mètres et cinquante centièmes (2,50 m) et neuf mètres et quarante-neuf centièmes (9,49 m) dans sa première limite nord;
- Des longueurs consécutives de :
  - Cinq mètres et quatre-vingt-seize centièmes (5,96 m) et neuf mètres et cinquante-huit centièmes (9,58 m) dans sa limite nord-ouest;
- Cent huit mètres et treize centièmes (108,13 m) dans sa deuxième limite nord;
- Cent cinquante-huit mètres (158,00 m) dans sa limite est;
- Cent quatre-vingt-cinq mètres et soixante-dix centièmes (185,70 m) dans sa limite sud;
- Cent quarante-neuf mètres et soixante-quatre centièmes (149,64 m) dans sa limite ouest;

contenant en superficie vingt-huit mille cinquante-sept mètres carrés et cinq dixièmes (28 057,5 m^2).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le deuxième jour du mois de février de l'an deux mille dix-sept sous le numéro 693 de mes minutes au dossier 22039 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

MYLÈNE CORBEIL
Arpenteure-géomètre

MC/cc

Dossier : 22039

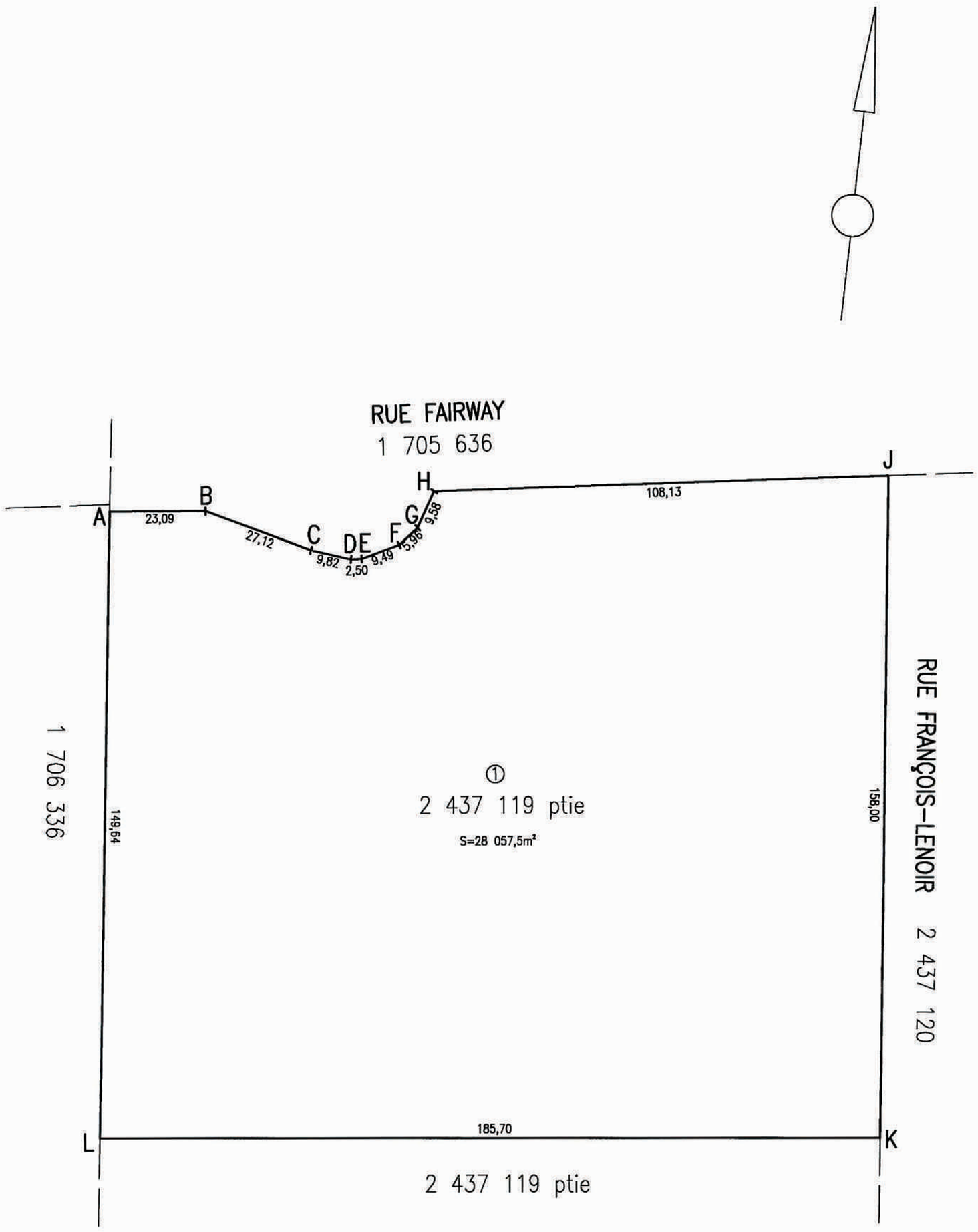
Copie conforme à
Montréal, le

Arpenteur

MYLÈNE CORBEIL 2220 ARPENTEURE-GÉOMÈTRE

2017-02-13

AP25591



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 1000

0 10 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 2 437 119

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud de la
RUE FAIRWAY
et à l'ouest de la
RUE FRANÇOIS-LENOIR

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION AUX FINS D'IMPLANTATION D'UN CENTRE DE TRI POUR LES MATIÈRES RECYCLABLES

NOTE: 1- Le bien-fonds devant être exproprié est identifié par les lettres ABCDEFGHJKLA (article 1).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 2 février 2017

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Préparé par: MYLÈNE CORBEIL
Arpenteure-géomètre

Montréal, le

Arpenteur

MYLÈNE CORBEIL ARPENTEURE-GÉOMÈTRE 2017-02-13

Minute Nº 693 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-6548, 31H05-005-6648 (31H05-010-3324)

Dessin: M.Joyal

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 22039 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Lachine

PLAN Nº F-3 LACHINE

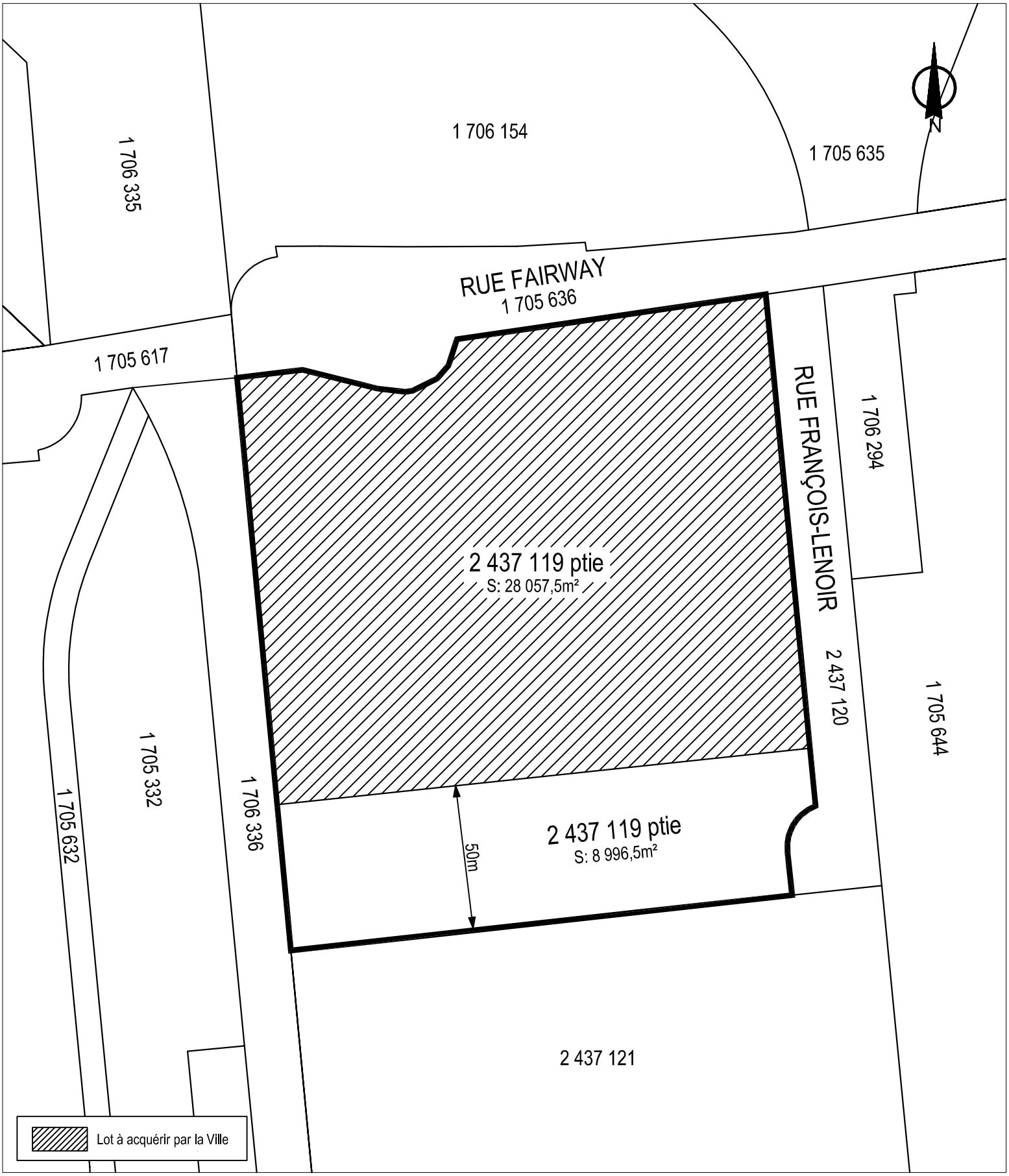
22039D.DWG

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
Division de l'évaluation
Numéro de GDD : 1060512004
Numéro de dossier : 31H05-005-6648-01
Numéro de mandat : 16-0458-E

Montréal

ACQUISITION D'UN IMMEUBLE PAR VOIE D'EXPROPRIATION

Objet	:	Expropriation décrétée par résolution du Conseil d'agglomération du 21 avril 2016 Numéro : CG16 0260 Règlement d'emprunt : PTI 2015-2017 du Service de l'environnement / projet 55222 - Centre de tri des matières recyclables. Plan F-1, Lachine
Emplacement	:	Situé à l'angle sud-ouest des rues Fairway et François-Lenoir dans l'arrondissement Lachine Partie du lot 2 437 119 du Cadastre du Québec
Propriétaire	:	Day & Ross inc. 398, Main Street Hartland (Nouveau-Brunswick) E7P 1C6
Fins	:	Implantation d'un centre de tri des matières recyclables
Superficie du terrain	:	28 099 m^2 (302 454 pi^2)
Zonage	:	Industriel/commercial/public
Évaluation municipale (2017-2019)	:	Terrain 3 464 500 $ (8,69 $ /pi^2) Bâtiment 0 $ 3 464 500 $
Prise de possession	:	À déterminer
Réclamation de l'expropriée	:	Réclamation basée sur une lettre d'intention de la part de la Compagnie BVD Petroleum à 5 150 000 $ pour une superficie approximative de 300 000 pi^2, datée du 6 octobre 2016.
Indemnité et recommandation	:	4 335 000 $
Remarques	:	L'indemnité comprend l'acquisition de l'immeuble et des dommages tels des pertes de revenus et troubles et ennuis.

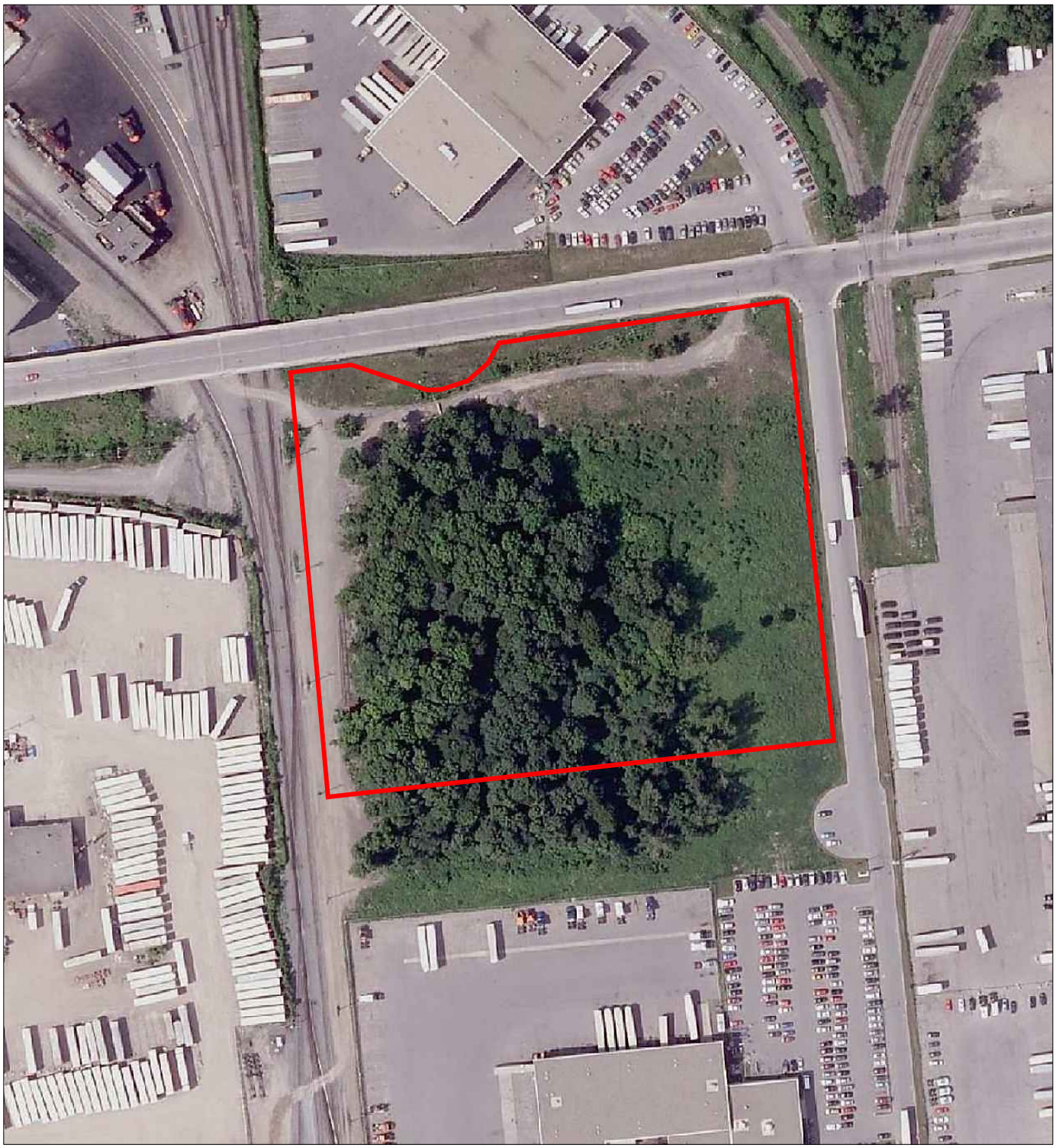


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H05-005-6648-01
Dessinateur: CL
Échelle: 1:1700
Date: 27-02-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6648-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 10-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Emplacement *** Rénové ***

Localisation: 050762-66 (OASIS) - 99999 rue François-Lenoir (LCH)

No compte: 00920335 **No ident UEV:** 05076266 **Matr. :** NAD83 8834-98-7431-8-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 24751090

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av			
Ap			37,054.00mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis:

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2014	3,149,600		3,149,600
2017	3,464,500		3,464,500

Terrain vague: Oui **desservi:** Oui **avec surtaxe:** Non **Type**: Régulier **No UEV:** 468445

Catégorie immeuble: 07 Terrains vacants
Sous-cat. immeuble: 07C Terrain vacant - zonage industriel
Code d'utilisation : 9100 Espace de terrain non aménagé et non exploité (sauf l'exploitation non commerc

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 27 Lachine
Dist. Électoral : 043 Fort-Rolland

No certificat : 10890 **Émis le :** 2016-11-03 **Code modif. :** CMC150 **Date revisée :** 2017-01-01 **Date fin rôle :** 2019-12-31

Remarque générale : Construction prohibée en vertu de la loi sur l'expropriation.

Propriétaires

Principal

Nom: DAY & ROSS INC
A/S:
Adresse: 398 MAIN ST
HARTLAND NB E7P 1C6
CANADA

No Acte:

No cont: 5214751 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 2001-06-13 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	2437119		R			37,054.00mc

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

En matière d'expropriation, la partie expropriante est tenue de verser à la partie expropriée une indemnité principale et une indemnité accessoire en compensation de la dépossession du bien. Il faut se rappeler que le propriétaire du bien est forcé de céder sa propriété à un moment qu'il n'a pas choisi.

L'indemnité principale correspond à la valeur de l'immeuble. Il est important de préciser que la valeur recherchée dans un contexte d'expropriation est la valeur de ce bien pour l'exproprié, ou ce que l'on appelle la valeur au propriétaire. Cela implique notamment que l'on ne recherche pas un prix de vente, mais une indemnité en réparation du préjudice subi. La valeur au propriétaire ne correspond donc pas à la valeur marchande qui est considérée par les tribunaux comme étant la valeur plancher dans un contexte d'expropriation. La notion de valeur au propriétaire implique notamment que l'on recherche la plus haute valeur possible pour le bien en considérant l'« usage le meilleur et le plus profitable ». Pour la partie expropriée Day & Ross inc., cette indemnité a été évaluée à 4 765 000 $ moins des coûts de réhabilitation des sols s'élevant à 460 400 $, pour une valeur totale immobilière s'élevant à 4 304 600 $.

La deuxième composante d'indemnisation est appelée indemnité accessoire. L'indemnité accessoire correspond aux autres dommages que subit un exproprié. Le principe est à l'effet que tous les dommages directement causés par l'expropriation sont indemnisables et chaque expropriation soulève des dommages accessoires différents. Pour la partie Day & Ross inc., les dommages sont évalués à 30 400 $.

L'entente entre Day & Ross inc. et la Ville prévoit donc le versement d'un montant s'élevant à 4 335 000 $ en règlement complet et final de l'expropriation d'une partie du lot 2 437 119

d'une superficie de 28 057,5 m². Pour de plus amples informations, nous vous référons à l'entente finale ainsi qu'à la fiche de l'évaluateur.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
514-872-2675
Tél : Avocate

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Annie GERBEAU
Chef de division et avocat
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François Charles GAUTHIER
Avocat
Tél : 514-872-8877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

François Charles GAUTHIER
Avocat(e) 1
Tél : 514 872-8877
Division : Service des affaires juridiques , Direction

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1173778001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Day & Ross inc. relativement à l'indemnité payable au propriétaire, suite à l'expropriation d'une partie d'un terrain vague, située à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, d'une superficie approximative de 28 057,5 m², au montant de 4 335 000 $ et autoriser la dépense totale au montant de 4 979 613,85 $, incluant les taxes, ainsi que décréter l'abandon de l'expropriation de la partie résiduelle dudit terrain d'une superficie approximative de 8 996,5 m², qui demeurera propriété de Day & Ross inc. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1173778001_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

Linda Pharand
Préposée au budget
514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4966

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1166794007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 655 686 $ à six différents organismes, Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père, La rue des femmes, Association d'entraide Le Chaînon et Projet autochtones du Québec, en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 48 408 $ à Projets autochtones du Québec, pour le montant ci-après indiqué, en soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri;
2. d'approuver le projets de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement des soutiens financiers;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Organisme	Projet	Soutien 2017
Projet autochtones du Québec	Maison autochtone de Montréal	**48 408 $**

de recommander au conseil d'agglomération :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 607 278 $ à cinq organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri;
2. d'approuver les cinq projets de convention entre la Ville et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Organisme	Projet	Soutien 2017
Mission Old Brewery	Accueil, référence, accompagnement et suivi des personnes itinérantes	**150 000 $**
Mission Bon Accueil	Soutien à la lutte contre l'exclusion sociale et prévention de l'itinérance	**150 000 $**
Maison du Père	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	**150 000 $**
La rue des femmes de Montréal	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	**102 960 $**
L'Association d'entraide Le Chaînon	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	**54 318 $**

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-03-14 17:43

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166794007**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 655 686 $ à six différents organismes, Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père, La rue des femmes, Association d'entraide Le Chaînon et Projet autochtones du Québec, en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'itinérance est une problématique qui mobilise la Ville et ses partenaires gouvernementaux, privés et communautaires depuis près de 30 ans. Les interventions de la Ville de Montréal se concrétisent de plusieurs manières, allant de l'intervention de première ligne et de première nécessité au soutien au développement de projets de logements sociaux. Elles ont également permis de favoriser le développement ainsi que le partage des connaissances, de renforcer l'exercice de la citoyenneté, d'offrir des solutions de rechange à l'itinérance et de réduire les problèmes de partage de l'espace public.
En ce qui a trait à l'hébergement de derniers recours, la Ville, en collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et les organismes communautaires prestataires de services, participe au déploiement et à la coordination d'une offre de services adaptés. Celle-ci est planifiée afin de permettre à toute personne qui en fait la demande d'accéder à un gîte temporaire et ainsi s'assurer qu'aucune personne ne soit contrainte de passer la nuit à l'extérieur.

Les six soutiens financiers à l'hébergement d'urgence recommandés s'inscrivent dans les priorités municipales figurant dans le Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017. Depuis son adoption par le comité exécutif en octobre 2014, les investissements de la Ville

de Montréal dans divers projets visant à soutenir l'hébergement d'urgence s'élèvent à plus de 2,5 M$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0469 du 25 août 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 157 278 $ à deux organismes, pour l'année 2016, soit 102 960 $ à La rue des Femmes de Montréal et 54 318 $ à l'Association d'entraide Le Chaînon inc. dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CE16 1232 du 3 août 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 98 408 $ à deux organismes, pour l'année 2016, dont 48 408 $ à Projets autochtones du Québec dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CG16 0249 du 21 avril 2016
Accorder un soutien financier totalisant 375 000 $ aux trois organismes suivants, pour l'année 2016, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour le soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri

CG15 0609 du 29 octobre 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 300 689 $ à quatre organismes, pour l'année 2015, dont 54 318 $ à L'Association d'entraide Le Chaînon et 102 960 $ à La rue des Femmes de Montréal, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (2013 - 2016) - Fonds de solidarité sociale en itinérance et de la Mesure d'aide à la lutte à l'itinérance

CE15 1857 du 14 octobre 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 088 $ à cinq organismes, pour l'année 2015, dont 48 408 $ à Projet autochtone du Québec, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (2013 - 2016) - Fonds de solidarité sociale en itinérance et de la Mesure d'aide à la lutte à l'itinérance

CG15 0347 du 28 mai 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ aux trois organismes suivants, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour l'année 2015, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CM14 0907 du 15 septembre 2014
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ à Mission Old Brewery, Maison du Père et Mission Bon Accueil pour l'année 2014 dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CM14 0899 du 15 septembre 2014
Accorder un soutien financier de 228 831 $ à 3 organismes, pour l'année 2014, dont 102 960 $ à La rue des Femmes et 50 271 $ à Association d'entraide le Chaînon inc., conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) - Fonds de solidarité sociale en itinérance

DESCRIPTION

L'appui de la Ville à ces six refuges montréalais contribuera à soutenir leurs efforts en matière d'hébergement d'urgence et de lutte à l'itinérance, conformément leur mission. Ainsi, le soutien financier recommandé favorisera la consolidation d'une offre de 755 lits d'hébergement d'urgence pour l'année 2017, sur près de 900 lits disponibles à Montréal en période de pointe. Destiné plus spécifiquement à soutenir les interventions nécessaires auprès des personnes en situation d'itinérance en termes d'accueil, d'accompagnement, de référence et de suivi, ce soutien permettra de consolider, pour ces six ressources, 16,5 postes d'intervenants au total, pour l'année 2017.

JUSTIFICATION

Les services d'hébergement de derniers recours sont essentiels. En effet, non seulement ils offrent un lieu sécuritaire, mais ils répondent à des besoins fondamentaux en procurant un lit, des repas chauds et l'accès à des douches. Ils visent également à s'assurer qu'aucune personne ne soit contrainte de passer la nuit dehors et offrent des solutions de rechange à l'errance urbaine.
De plus, les services de trois des six organismes concernés s'adressent à des personnes issues de groupes qui présentent des besoins spécifiques auxquels la Ville souhaite accorder une attention particulière :

1. Les personnes autochtones : La situation des personnes autochtones en milieu urbain est préoccupante. À Montréal, comme dans les autres grandes villes canadiennes, les Premières Nations et les Inuits sont surreprésentés au sein de la population itinérante. Les enjeux reliés à cette clientèle sont complexes et ne peuvent être compris hors d'une analyse sociohistorique tenant compte de leurs particularités culturelles, ce qui nécessite que certaines ressources leur soient spécifiquement destinées, dont PAQ.
2. Les femmes : La dynamique d'itinérance des femmes diffère de celle des hommes. Elles réussissent souvent à éviter la rue et à dénicher elles-mêmes des ressources d'hébergement à l'intérieur de leur réseau personnel, souvent moins étriqué que celui des hommes. Cela explique le nombre relativement faible de femmes dénombrées dans un lieu extérieur (7 %). Néanmoins, leur parcours est souvent marqué par la violence, les abus, les problèmes de toxicomanie et de santé mentale. C'est pourquoi une approche de reconstruction psychologique, physique et sociale doit guider les interventions. Le travail de La rue des femmes et du Chaînon est reconnu à cet égard.

La date de début des projets est antérieure à celle de l'adoption du dossier décisionnel par les instances, car il s'agit de projets en reconduction. Dans tous les cas, un montage financier auquel s'ajoutent d'autres sources de financement a permis le début des activités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit somme une de 655 686 $, est prévu au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville. Le montant additionnel de 75 000 $ par rapport à l'an dernier est attribuable à l'augmentation des soutiens financiers aux trois grands refuges. La dépense sera comptabilisée au budget régulier du SDSS, à l'exception du soutien de 102 960 $ recommandé pour La rue des Femmes, qui sera imputé au budget de 1 M$ de la Mesure d'aide financière de lutte à l'itinérance.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le logement social et l'aide aux sans-abri, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Le tableau suivant illustre les soutiens financiers accordés ces trois dernières années, pour les mêmes projets, aux six organismes désignés.

Organisme	**Projet**	**Soutien financier accordé**			**Soutien financier recommandé**	**Soutien Ville par rapport au budget global de l'organisme**
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	
Mission Old Brewery	Accueil, référence,	125 000 $	125 000 $	125 000 $	**150 000 $**	**1,73 %**

	accompagnement et suivi des personnes itinérantes					
Mission Bon Accueil	Soutien à la lutte contre l'exclusion sociale et prévention de l'itinérance	125 000 $	125 000 $	125 000 $	**150 000 $**	**0,91 %**
Maison du Père	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	125 000 $	125 000 $	125 000 $	**150 000 $**	**2,45 %**
La rue des Femmes de Montréal	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	102 960 $	102 960 $	102 960 $	**102 960 $**	**3,47 %**
Association d'entraide Le Chaînon inc.	Accueil, hébergement, accompagnement, référence et suivi	50 271 $	54 318 $	54 318 $	**54 318 $**	**1,24 %**
Projets autochtones du Québec	Maison autochtone de Montréal	42 338 $	48 408 $	48 408 $	**48 408 $**	**10,4 %**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services offerts par ces ressources de première ligne s'inscrivent dans le Défi 2 « Montréal équitable » et appuient l'action 9 « lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » du plan d'action Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce soutien financier permettra aux six organismes désignés d'offrir un gîte temporaire aux personnes qui en font la demande, de contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'itinérance et de favoriser leur réinsertion sociale, tout en participant à une cohabitation plus harmonieuse dans l'espace public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications. De plus, un protocole de visibilité est joint aux projets de convention respectifs.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2017 Présentation au comité exécutif
Mars 2017 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation
Décembre 2017 Fin du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc LORTIE
Conseiller en developpement communautaire

Tél : 514 872-3553
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514-872-1274
Télécop. : 514 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité sociale et des sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2017-03-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166794007

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 655 686 $ à six différents organismes, Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père, La rue des femmes, Association d'entraide Le Chaînon et Projet autochtones du Québec, en soutien à leur offre de service en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri, pour l'année 2017, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1166794007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-16

Hong-Van TRAN
Conseillere budgetaire
Tél : 514-872-1094
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET: **MISSION OLD BREWERY**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant une place d'affaires au 915, rue Clark, Montréal, Québec, H2Z 1J8, agissant et représentée aux présentes par M. Matthew Pearce, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 11 avril 2016;

N° d'inscription TPS : 123920324 RP
N° d'inscription TVQ : 1006021197
N° de charité : 12392 0324 RR001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1	« **Directeur** » **:**	la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;
2.2	« **Annexe A** » **:**	la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;
2.4	« **Rapport annuel** » :	le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.5	« **Rapport final** » :	le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**

réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**

dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **QUINZE MILLE DOLLARS (15 000 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **30 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

MAISON DU PÈRE

Par : _____
M. Matthew Pearce, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET: **MISSION BON ACCUEIL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant une place d'affaires au 606, rue de Courcelle, 3e étage, Montréal, Québec, H4C 3L5, agissant et représentée aux fins des présentes par M. Samuel Watts, directeur général, ou M. Paul Rainone, directeur associé ou M. Marcello Lamberti, contrôleur financier, dûment autorisés à cette fin par une résolution de leur conseil d'administration adoptée à une assemblée du 25 octobre 2016 ;

N° d'inscription TPS : 108195215RT0001
N° d'inscription TVQ : 1006269032TQ0002
N° de charité : 108195215RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » **:** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » **:** la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;

*2.4 « **Rapport annuel** » :* *document présentant le* profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.5 « **Rapport final** » : le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**

réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**

dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **QUINZE MILLE DOLLARS (15 000 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **30 octobre 2017**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 30 septembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

MAISON DU PÈRE

Par : _____
M. Samuel Watts, directeur général

Par : _____
M. Paul Rainone, directeur associé

Par : _____
M. Marcello Lamberti, contrôleur financier

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET: **MAISON DU PÈRE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant une place d'affaires au 550, boulevard René-Lévesque Est, Montréal, Québec, H2L 2L3, agissant et représentée aux présentes par M. François Boissy, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 22 mars 2016;

N° d'inscription TPS : 10761 9322 RT0001
N° d'inscription TVQ : 1000598816DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 10761 9322 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1	« **Directeur** » **:**	la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;
2.2	« **Annexe A** » **:**	la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;
2.4	« **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.5	« **Rapport final** » :	le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**
réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**
dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**
obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**
se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**
met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS** (**135 000 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **QUINZE MILLE DOLLARS** (**15 000 $**), dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **31 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

MAISON DU PÈRE

Par : _____
M. François Boissy, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 :

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1050, rue de Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2Z 1L7, agissant et représentée par Mme Léonie Couture, directrice générale, ou M. Normand Ouellet, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution adoptée à leur conseil d'administration tenu le 30 janvier 2017;

N° d'inscription TPS : 142421180RT0001
N° d'inscription TVQ : 1018835998
N° d'inscription d'organisme de charité : 141242180RR0001

Ci-après appelé l'**« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » **:** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » **:** la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.5 « **Rapport final** » : le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**
réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**
dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**
obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**
se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**
met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT DEUX MILLE NEUF CENT SOIXANTE DOLLARS (102 960 $)**;

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATRE DOLLARS** (**92 664 $**), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **DIX MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS (10 296 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final portant sur l'état d'avancement des travaux des deux projets et devant être remis avant le **31 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Léonie Couture, directrice générale

Par : _____
M. Normand Ouellet

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR DES SERVICES D'AIDE DESTINÉS AUX PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE
CONVENTION

116 6794 007

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 :

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 4373, avenue de l'Esplanade, Montréal, Québec, H2W 1T2, agissant et représentée par Mme Marcèle Lamarche, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes par une résolution adoptée à son conseil d'administration tenue le 20 décembre 2016;

N° d'inscription TPS : 102987625RP0001
N° d'inscription TVQ : 10081139692R0002
N° d'inscription d'organisme de charité : 102987625R0001

Ci-après appelé l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE le Plan d'action montréalais de lutte à l'itinérance 2014-2017 « Parce que la rue est une impasse » a pour objectif de consolider les actions déjà entreprises, d'établir un échéancier de réalisation et de mettre en place certaines interventions névralgiques dans le but de répondre de manière accrue à la réalité complexe et en constante évolution de l'itinérance;

ATTENDU QUE certains groupes qui vivent des réalités spécifiques font l'objet d'une attention particulière et nécessite des interventions adaptées;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi auprès desdits groupes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter des activités approuvées par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » **:** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant dûment autorisé;

2.2 « **Annexe A** » **:** la demande de contribution financière et approuvée par le Directeur décrivant les activités proposées et les résultats escomptés;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.5 « **Rapport final** » : le rapport des activités conformément aux dispositions de la présente convention, lequel doit être remis au Directeur à la date qui y est déterminée.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Activités**
réalise les activités en conformité des dispositions de la présente convention, de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports**
dépose, auprès du Directeur, le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**
obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**
se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**
met en évidence la participation de la Ville dans toute publicité relative aux activités visées par la présente convention, cette publicité devant, avant diffusion, être approuvée par le Directeur;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme, si les revenus et dépenses des activités ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, un état des revenus et dépenses de ses activités;

4.6.4 transmet au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), avec copie au Directeur, ses états financiers vérifiés si l'Organisme reçoit de la Ville une contribution financière annuelle de 100 000 $ et plus (conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 est présent, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

4.6.6 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CINQUANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT DIX-HUIT DOLLARS** (**54 318 $**);

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 un premier versement de quatre-vingt-dix pourcent (90 %) au montant de **QUARANTE-HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS (48 886 $)**, dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties ;

5.2.2 un deuxième versements de dix pourcent (10 %) au montant de **CINQ MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX DOLLARS (5 432 $)**, dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur d'un rapport final devant être remis avant le **31 janvier 2018**.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

6.4 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

I) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

II) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe I) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe II) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés;

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, le 31 décembre 2017.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Marcèle Lamarche, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de Montréal, le e jour de 2017 (résolution no.).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1175175001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 17:01

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175175001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Jeune chambre de commerce de Montréal (JCCM), un organisme à but non lucratif, a été créée en 1931. Elle compte aujourd'hui 1600 membres : des professionnels, des entrepreneurs et des étudiants finissants âgés de 18 à 40 ans. Elle propose des activités dédiées au réseautage, à la formation et au rayonnement de ses membres et de la relève. Ses dossiers prioritaires sont :

- le développement durable et la responsabilité sociale de l'entreprise;
- l'entrepreneuriat et l'économie;
- l'éducation et la persévérance scolaire;
- le place et le leadership des femmes;
- la rétention de talent.

En décembre dernier, la JCCM soumettait à la l'Administration municipale un projet de partenariat en lien avec ses initiatives entrepreneuriales. Ses initiatives sont en lien avec le réseau PME MTL, l'École des entrepreneurs de Montréal et le Défi PME MTL qui s'inscrit dans le Défi OSEntreprendre.

Afin d'arrimer les actions de la JCCM dans le domaine de l'entrepreneuriat à celles du réseau PME MTL et de son École, il lui a été offert de développer un projet de partenariat qui s'inscrit dans un volet entrepreneuriat et relève du développement économique local et régional. Le présent dossier est relatif au projet développé par la JCCM, auquel est associé une contribution financière de la Ville de 75 000 $. Celle-ci est l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1484 - 14 décembre 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et

entrepreneuriat en lien avec le Défi OSEntreprendre, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet
CE14 0799 - 21 mai 2014 - Approuver le cadre général de la programmation du projet « Stratégie de développement économique » dans le cadre de l'entente de 175 M$, et les règles d'attribution des contributions financières pour le volet « Soutien aux projets structurants ».

CG12 0369 - 27 septembre 2012 : Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente avec le Gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 - 4 juillet 2012 : Approbation du projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE11 0975 - 22 juin 2011 : Approbation de la nouvelle Stratégie de développement économique 2011-2017.

DESCRIPTION

Le Défi PME MTL a comme objectif d'encourager le développement de l'entrepreneuriat montréalais en récompensant la création de nouvelles entreprises.
Le Défi PME MTL comprend deux échelons, soit le local et régional où seront des lauréats seront récompensés dans sept catégories officielles : bioalimentaire, commerce, économie sociale, exploitation, transformation et production, innovations technologiques et techniques, services aux entreprises et services aux individus.

Ce sont près de 50 finalistes qui recevront des bourses dans la région de Montréal :
- Sept entrepreneurs seront récompensés dans chacun des six galas locaux du DÉFI PME MTL, soit 42 gagnants
- Le gala régional récompensera un gagnant dans chacune des sept catégories. Les finalistes de cet échelon sont issus des six finales locales

Le DÉFI PME MTL s'arrime aux critères du Défi OSEntreprendre et constitue un tremplin vers le gala national où des entrepreneurs en création d'entreprise de toutes les régions du Québec concourront pour obtenir les honneurs.

C'est PME MTL Centre-Ouest qui agit à titre de coordonnateur de l'échelon régional, et ce, en collaboration avec l'ensemble du réseau PME MTL, d'autres acteurs clés de l'entrepreneuriat montréalais et la Ville de Montréal. Le gala des lauréats régionaux 2017 se tiendra à la fin du mois d'avril prochain où sont attendus plus de 250 personnes; acteurs du réseau entrepreneurial montréalais, finalistes, partenaires et bien d'autres.

La JCCM s'inscrira comme un partenaire du volet relève et entrepreneuriat du Défi PME MTL. À cette fin, il :
o mettra à la disposition de la Ville son réseau pour diffuser de l'information en lien avec l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat, dont le Défi PME MTL et l'École des entrepreneurs de MTL;
o mettra à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour solliciter l'implication de ses membres et de ses partenaires;
o participera et collaborera à la réflexion avec la Ville de Montréal et d'autres parties prenantes, dont PME MTL, par rapport aux besoins des entrepreneurs et des actions concrètes à prendre pour stimuler la culture entrepreneuriale.

o créera un comité de membres de la JCCM, chapeauté par le président et la directrice générale de l'organisme, qui soumettra des idées de conception, de contenu et de déroulement pour la suite du Défi;
o participera à la réflexion pour l'avancement du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement;
o participera à la réalisation du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement, suivant les besoins de la Ville de Montréal;
o fera rayonner le Défi PME MTL à travers le réseau de la JCCM;
o soutiendra à travers le réseau de la JCCM dans la sollicitation des candidatures ;
o verra les possibilités de rayonnement des gagnants du Défi PME MTL à travers les activités de la JCCM, telles que La Grande rencontre des entrepreneurs et le Concours ARISTA;
o mettra à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour mettre de l'avant la nouvelle École des entrepreneurs de Montréal;
o contribuera au rayonnement international de jeunes entrepreneurs de Montréal, notamment en soutenant leur participation à une délégation internationale.

La JCCM accordera à la Ville de Montréal le titre de "Grand partenaire". L'image de la Ville de Montréal sera, pour la durée de l'entente, associée à celle de la JCCM.

Le projet développé par la JCCM est d'une valeur de 125 000 $, dont 60 % serait financé par la Ville. Cette proportion respecte les règles d'attribution des contributions financières du volet « Soutien aux projets structurants » de la programmation du projet « Stratégie de développement économique » de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec.

Projet de soutien à l'entrepreneuriat et à la relève – Budget

Répartition / utilisation du budget	Somme ($)
▪ Promotion, communication et implication	25 000
▪ Appui au réseau PME MTL	30 000
▪ Participation au Défi PME MTL	24 000
▪ Idéation et/ou concertation en lien avec la Grande rencontre des entrepreneurs	15 500
▪ Rayonnement international	10 000
▪ Gestions de projets, coordination et soutien administratif	10 500
Total	**125 000**

L'entente de soutien financier jointe au présent dossier vient formaliser les attentes de la Ville et préciser les modalités de versement de la contribution.

JUSTIFICATION

La JCCM est reconnue pour son important membership, qui fait d'elle la plus grande jeune chambre au niveau mondial, et ses événements qui sont des lieux et des opportunités de rencontres et d'information importants à Montréal. Elle démontre également de l'expertise en matière de formation, notamment par le programme *Réseau jeunes entrepreneurs* .

Son offre est arrivée à un moment charnière du développement économique local de Montréal. La création du réseau PME MTL a permis de revoir l'ensemble de l'offre en entrepreneuriat et de mettre à jour les besoins. L'expertise et le réseau de la JCCM peuvent aisément s'inscrire dans l'offre de service en entrepreneuriat et faciliter la réalisation de projets, dont le défi PME MTL.

Le partenariat avec la JCCM permettra de l'incorporer à la communauté des organismes montréalais œuvrant à la mise en oeuvre d'initiatives en matière de relève entrepreneurial et de faciliter l'adéquation entre les offres de services des partenaires et des besoins exprimés par le milieu des affaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser un soutien financier de 75 000 $ qui serait versé en totalité en 2017. Le financement est entièrement assuré par l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec et les crédits sont déjà prévus au budget de fonctionnement du SDÉ. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier permettra d'améliorer la visibilité du défi PME MTL 2017 et de préparer l'édition 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le titre de "Grand partenaire" donnera à la Ville une visibilité importante sur tous les outils de communication de la JCCM. Aussi, les opérations de communication du projet devront respecter le protocole de visibilité inclut dans l'entente de contribution et, tel que prévu, impliquer nos partenaires du Gouvernement du Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter d'avril 2017 : mise en place des actions en prévision des étapes 2018 du Défi PME MTL et de l'édition de 2017

- Galas locaux : avril 2017
- Gala du concours : mai 2017
- Gala régional : 2 mai 2017
- Gala national : juin 2017
- Grande rencontre des entrepreneurs : printemps 2017
- Suivi et mission : jusqu'au 31 décembre 2017
- Promotion et communication : à compter d'avril 2017
- Projet de micro-crédit : printemps 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

JEUNE CHAMBRE
DE COMMERCE
DE MONTRÉAL

VILLE DE MONTRÉAL

Proposition : partenariat avec le service de développement économique de la Ville de Montréal

Dossiers prioritaires : Entrepreneuriat et relève

SOMMAIRE DE LA JCCM

Avec ses 1600 membres, la JCCM est la plus grande jeune chambre au monde et a comme mission de ***« Développer, représenter et faire rayonner la relève d'affaires »***. Afin d'alimenter nos activités et de maximiser notre impact auprès de la relève, nous misons sur 5 dossiers prioritaires :

- **le développement durable et la responsabilité sociale d'entreprise**
- **l'entrepreneuriat et l'économie**
- **l'éducation et la persévérance scolaire**
- **la place et le leadership des femmes**
- **la rétention du talent**

Les professionnels, entrepreneurs et étudiants finissants, âgés de 18 à 40 ans, que nous représentons participent à nos **80 activités annuelles dédiées** au **réseautage, à la formation et au rayonnement de nos membres et de la relève**. Toutes ces activités sont rendues possibles grâce à l'apport financier de nombreux **partenaires** ainsi qu'à l'implication de plus de **150 bénévoles.** De plus, la JCCM est composée d'un Conseil d'administration, d'une direction générale comptant six employés et d'une brochette de personnalités chevronnées qui agissent comme parrains et marraines au sein de notre organisation.

Au niveau entrepreneurial, la JCCM met notamment de l'avant:

- le ***Réseau jeunes entrepreneurs*** *(RJE)*, notre programme de formation qui accompagne des jeunes qui désirent passer d'une idée à un plan d'affaires. À noter que, dans les trois dernières années, le RJE a permis à près de 30 projets de s'incorporer et de passer à une autre étape ;
- nos ***Cocktails entrepreneurs***, qui réunissent plus de 400 personnes ;
- la ***Grande rencontre des entrepreneurs*** qui mobilise annuellement la communauté d'affaires de Montréal, fait rayonner l'écosystème entrepreneurial de Montréal et permet de soutenir financièrement de jeunes entrepreneurs ;
- Catégories entrepreneuriales dans **le Concours ARISTA**, qui fait rayonner les jeunes de la relève à travers le Québec.

SOMMAIRE DU SOUTIEN DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Un appui financier de la Ville de Montréal permettra à la JCCM :

1) de contribuer à la promotion et au développement d'une culture entrepreneuriale forte et concertée à Montréal ;
2) de collaborer étroitement avec PME MTL, notamment en lien avec le Défi PME MTL et l'École des entrepreneurs MTL.

CONTEXTE

Depuis maintenant un an, la JCCM et la Ville de Montréal ont allié leurs forces et leurs réseaux afin de soutenir, d'encourager et de promouvoir l'entrepreneuriat auprès de la relève tout en visant une augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole. Cette collaboration a été accueillie positivement par les membres et le réseau de la JCCM ainsi que par la communauté d'affaires de Montréal. Une étroite collaboration entre la relève impliquée et engagée de Montréal et le développement économique de la Ville de Montréal nous apparaît aujourd'hui comme allant de soi.

LA JCCM ET LA VILLE DE MONTRÉAL

Le soutien financier de la Ville de Montréal permet de réaliser de façon encore plus concrète la mission de la JCCM au niveau de la relève entrepreneuriale : faire rayonner les entrepreneurs et de les encourager à se lancer ou à poursuivre leur projet. L'implication de la Ville est essentielle pour arriver à atteindre cet objectif.

OBJECTIF

L'objectif est de continuer à stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat à Montréal en soutenant et impliquant la relève et ce, afin de contribuer à l'augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole.

La JCCM vise à soutenir un élan positif d'entrepreneuriat à Montréal et offrir un soutien innovant et créatif dans le but de créer une culture d'entrepreneuriat plus forte et concertée à Montréal qui répondra aux besoins des jeunes entrepreneurs, notamment :

- un écosystème d'entrepreneurial concerté qui leurs donnent des moyens concrets ;
- des projets porteurs qui sont pertinents ;
- des ressources claires et simples qui les encouragent à poursuivre leurs démarches.

RESPONSABILITÉS DE LA JCCM ENVERS LA VILLE COMME GRAND PARTENAIRE

La Ville de Montréal bénéficiera des éléments de visibilité suivants :

- Association du logo de la Ville de Montréal dans toutes les communications écrites et électroniques de la JCCM :

    le logo de la Ville de Montréal est systématiquement associé à celui de la JCCM, à titre de Grand Partenaire
    le logo du Gouvernement du Québec sera associé à toute activité ou publication liée à l'entrepreneuriat

- Respecter les normes graphiques et spécifications de la Ville de Montréal et les associations graphiques souhaitées ;

- Invitation du partenaire aux activités de la JCCM ;

- Possibilité d'être conférencier ou invité d'honneur, selon les opportunités et les événements ;

- Choisir un volet d'activités de la JCCM sur lequel le Grand partenaire sera associé plus spécifiquement et des projets développés conjointement : **volet Entrepreneuriat**.

Promotion, diffusion et sollicitation

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal le réseau de la JCCM pour diffuser de l'information en lien avec l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat de Montréal, dont le Défi PME MTL ou autre projet suivant les besoins de la Ville de Montréal.

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour solliciter l'implication de ses membres et de ses partenaires ;

- Participer et collaborer à la réflexion avec la Ville de Montréal et d'autres parties prenantes, dont PME MTL, par rapport aux besoins des entrepreneurs et des actions concrètes à prendre pour stimuler la culture entrepreneuriale.

Implication et idéation du Défi PME MTL et de l'École des entrepreneurs MTL

- Créer, si la Ville le désire, un comité de membres de la JCCM, chapeauté par le Président et la DG, qui soumettra des idées de conception, de contenu et de déroulement pour la suite du Défi, en lien et en collaboration avec ce qui a été développé par le SAJE et ce qui sera mis de l'avant par PME MTL;

- Participer à la réflexion pour l'avancement du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement;

- Participer à la réalisation du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement, suivant les besoins de la Ville de Montréal;

- Faire rayonner le Défi PME MTL à travers le réseau de la JCCM

- Soutien à travers le réseau de la JCCM dans la sollicitation des candidatures ;

- Voir les possibilités de rayonnement des gagnants du Défi PME MTL à travers les activités de la JCCM telles que La Grande rencontre des entrepreneurs et le Concours ARISTA de la JCCM;

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour mettre de l'avant la nouvelle École des entrepreneurs de Montréal;

- Inciter les membres de la JCCM à s'inscrire à l' École des entrepreneurs MTL;

- Partager la programmation de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Faire rayonner les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Inviter les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à participer aux activités de la JCCM;

Contribuer au rayonnement international de jeunes entrepreneurs de Montréal

- Participer à une Mission commerciale avec le Maire de Montréal à chaque année;
- Attribuer un soutien à de jeunes entrepreneurs pour leur participation à une délégation internationale;
- Faire rayonner ces jeunes ici à Montréal et à l'international.

Inciter les finissants de notre réseau de formation Réseau jeunes entrepreneurs (RJE) à s'inscrire à l'École des entrepreneurs MTL ou à présenter leur candidature dans le cadre du Défi PME MTL

- Offrir une bourse à un candidat sélectionné de la cohorte du RJE pour la participation à l'École d'entrepreneuriat de Montréal

ATTRIBUTION DU SOUTIEN FINANCIER DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Répartition/utilisation du budget	Valeur attribuée
Promotion, communication, sollicitation du réseau	25 000$
Implication de la direction de la JCCM et d'un comité pour PME MTL, suivant les besoins établis par la Ville	30 000$
Participation au Défi PME MTL: conception et déroulement en collaboration avec la Ville et PME MTL (développement suivant les besoins du partenaire)	24 000$
Grande rencontre des entrepreneurs : lien avec le Défi PME MTL et École des entrepreneurs MTL : concertation et diffusion	15 500$
Participation et présence au niveau international	10 000$
Soutien au fonctionnement et avancement de la JCCM	10 500$
Total	**125 000$**

VISIBILITÉ ET OPPORTUNITÉS OFFERTES À LA VILLE DE MONTRÉAL

Privilèges - Entente 2016-2017 Renouvelable sur trois ans	**Valeur**
Grand partenaire, image associée à celle de la JCCM **Propulseur du volet Entrepreneuriat :** - Collaboration à PME MTL - Soutien au Concours OSEntreprendre (CQE) - Salon/48h Entrepreneurs de la JCCM - Initiative soutenant le développement international pour de jeunes entrepreneurs - Soutien au Réseau Jeunes Entrepreneurs et au développement de la relève d'affaires - Collaboration au développement et à la promotion de l'École des entrepreneurs de Montréal	**75 000$**
Autres opportunités/inclusions	**Valeur**
15 memberships pour des employés de la Ville (ou personnes ciblées par la Ville, dont les gagnants du Défi PME MTL) de moins de 40 ans	Valeur de : 1500$
Place à la table d'honneur du Gala ARISTA + Mention ou allocution lors du Gala	Valeur de : 1000$
Demi-table au Gala ARISTA (5 places) pour des représentants de la Ville ou pour des gagnants du Défi PME MTL	Valeur de : 2000$
Invitation VIP aux événements de la JCCM (autre qu'Arista) pour 2 personnes	Valeur de : 5000$
SOUTIEN FINANCIER accordé par la Ville de Montréal	**75 000$**

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1435 rue St-Alexandre, bureau 700, Montréal, Québec, H3A 2G4 agissant et représentée par Mme Sandrine Archambault, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le ……, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 le solde de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.5 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.6 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur, au plus tard le 30 novembre 2017, un bilan faisant état des réalisations du Projet;

le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre et type d'activités réalisées dans le cadre du mandat (ateliers, conférences, etc.)
- Nombre de participants montréalais de moins de 40 ans / nombre total de participants au Défi PME MTL
    - Volet local
    - Volet régional
- Nombre de nouvelles entreprises dont le dirigeant principal a moins de 40 ans

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 30 novembre 2017, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les

ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.18 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $), par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque

année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service du développement économique
À l'attention de :
Mme Géraldine Martin, directrice
Direction de l'entrepreneuriat
700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal (Québec) H3B 5M2

POUR L'ORGANISME :

Jeune chambre de commerce de Montréal
À l'attention de
Mme Sandrine Archambault, directrice générale
1435, rue St-Alexandre, bureau 700
Montréal, Québec H3A 2G4

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
M^e Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL

Par : _____
Sandrine Archambault, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL

VILLE DE MONTRÉAL

Proposition : partenariat avec le service de développement économique de la Ville de Montréal

Dossiers prioritaires : Entrepreneuriat et relève

SOMMAIRE DE LA JCCM

Avec ses 1600 membres, la JCCM est la plus grande jeune chambre au monde et a comme mission de ***« Développer, représenter et faire rayonner la relève d'affaires »***. Afin d'alimenter nos activités et de maximiser notre impact auprès de la relève, nous misons sur 5 dossiers prioritaires :

- **le développement durable et la responsabilité sociale d'entreprise**
- **l'entrepreneuriat et l'économie**
- **l'éducation et la persévérance scolaire**
- **la place et le leadership des femmes**
- **la rétention du talent**

Les professionnels, entrepreneurs et étudiants finissants, âgés de 18 à 40 ans, que nous représentons participent à nos **80 activités annuelles dédiées** au **réseautage, à la formation et au rayonnement de nos membres et de la relève**. Toutes ces activités sont rendues possibles grâce à l'apport financier de nombreux **partenaires** ainsi qu'à l'implication de plus de **150 bénévoles.** De plus, la JCCM est composée d'un Conseil d'administration, d'une direction générale comptant six employés et d'une brochette de personnalités chevronnées qui agissent comme parrains et marraines au sein de notre organisation.

Au niveau entrepreneurial, la JCCM met notamment de l'avant:

- le ***Réseau jeunes entrepreneurs*** *(RJE)*, notre programme de formation qui accompagne des jeunes qui désirent passer d'une idée à un plan d'affaires. À noter que, dans les trois dernières années, le RJE a permis à près de 30 projets de s'incorporer et de passer à une autre étape ;
- nos ***Cocktails entrepreneurs***, qui réunissent plus de 400 personnes ;
- la ***Grande rencontre des entrepreneurs*** qui mobilise annuellement la communauté d'affaires de Montréal, fait rayonner l'écosystème entrepreneurial de Montréal et permet de soutenir financièrement de jeunes entrepreneurs ;
- Catégories entrepreneuriales dans **le Concours ARISTA**, qui fait rayonner les jeunes de la relève à travers le Québec.

SOMMAIRE DU SOUTIEN DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Un appui financier de la Ville de Montréal permettra à la JCCM :

1) de contribuer à la promotion et au développement d'une culture entrepreneuriale forte et concertée à Montréal ;
2) de collaborer étroitement avec PME MTL, notamment en lien avec le Défi PME MTL et l'École des entrepreneurs MTL.

CONTEXTE

Depuis maintenant un an, la JCCM et la Ville de Montréal ont allié leurs forces et leurs réseaux afin de soutenir, d'encourager et de promouvoir l'entrepreneuriat auprès de la relève tout en visant une augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole. Cette collaboration a été accueillie positivement par les membres et le réseau de la JCCM ainsi que par la communauté d'affaires de Montréal. Une étroite collaboration entre la relève impliquée et engagée de Montréal et le développement économique de la Ville de Montréal nous apparaît aujourd'hui comme allant de soi.

LA JCCM ET LA VILLE DE MONTRÉAL

Le soutien financier de la Ville de Montréal permet de réaliser de façon encore plus concrète la mission de la JCCM au niveau de la relève entrepreneuriale : faire rayonner les entrepreneurs et de les encourager à se lancer ou à poursuivre leur projet. L'implication de la Ville est essentielle pour arriver à atteindre cet objectif.

OBJECTIF

L'objectif est de continuer à stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat à Montréal en soutenant et impliquant la relève et ce, afin de contribuer à l'augmentation de l'indice entrepreneurial de la métropole.

La JCCM vise à soutenir un élan positif d'entrepreneuriat à Montréal et offrir un soutien innovant et créatif dans le but de créer une culture d'entrepreneuriat plus forte et concertée à Montréal qui répondra aux besoins des jeunes entrepreneurs, notamment :

- un écosystème d'entrepreneurial concerté qui leurs donnent des moyens concrets ;
- des projets porteurs qui sont pertinents ;
- des ressources claires et simples qui les encouragent à poursuivre leurs démarches.

RESPONSABILITÉS DE LA JCCM ENVERS LA VILLE COMME GRAND PARTENAIRE

La Ville de Montréal bénéficiera des éléments de visibilité suivants :

- Association du logo de la Ville de Montréal dans toutes les communications écrites et électroniques de la JCCM :

  le logo de la Ville de Montréal est systématiquement associé à celui de la JCCM, à titre de Grand Partenaire
  le logo du Gouvernement du Québec sera associé à toute activité ou publication liée à l'entrepreneuriat

- Respecter les normes graphiques et spécifications de la Ville de Montréal et les associations graphiques souhaitées ;

- Invitation du partenaire aux activités de la JCCM ;

- Possibilité d'être conférencier ou invité d'honneur, selon les opportunités et les événements ;

- Choisir un volet d'activités de la JCCM sur lequel le Grand partenaire sera associé plus spécifiquement et des projets développés conjointement : **volet Entrepreneuriat**.

Promotion, diffusion et sollicitation

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal le réseau de la JCCM pour diffuser de l'information en lien avec l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat de Montréal, dont le Défi PME MTL ou autre projet suivant les besoins de la Ville de Montréal.

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour solliciter l'implication de ses membres et de ses partenaires ;

- Participer et collaborer à la réflexion avec la Ville de Montréal et d'autres parties prenantes, dont PME MTL, par rapport aux besoins des entrepreneurs et des actions concrètes à prendre pour stimuler la culture entrepreneuriale.

Implication et idéation du Défi PME MTL et de l'École des entrepreneurs MTL

- Créer, si la Ville le désire, un comité de membres de la JCCM, chapeauté par le Président et la DG, qui soumettra des idées de conception, de contenu et de déroulement pour la suite du Défi, en lien et en collaboration avec ce qui a été développé par le SAJE et ce qui sera mis de l'avant par PME MTL;

- Participer à la réflexion pour l'avancement du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement;

- Participer à la réalisation du Défi PME MTL, en termes de contenu et de déroulement, suivant les besoins de la Ville de Montréal;

- Faire rayonner le Défi PME MTL à travers le réseau de la JCCM

- Soutien à travers le réseau de la JCCM dans la sollicitation des candidatures ;

- Voir les possibilités de rayonnement des gagnants du Défi PME MTL à travers les activités de la JCCM telles que La Grande rencontre des entrepreneurs et le Concours ARISTA de la JCCM;

- Mettre à la disposition de la Ville de Montréal son réseau et son temps pour mettre de l'avant la nouvelle École des entrepreneurs de Montréal;

- Inciter les membres de la JCCM à s'inscrire à l' École des entrepreneurs MTL;

- Partager la programmation de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Faire rayonner les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à travers le réseau de la JCCM;

- Inviter les finissants de l' École des entrepreneurs de MTL à participer aux activités de la JCCM;

Contribuer au rayonnement international de jeunes entrepreneurs de Montréal

- Participer à une Mission commerciale avec le Maire de Montréal à chaque année;
- Attribuer un soutien à de jeunes entrepreneurs pour leur participation à une délégation internationale;
- Faire rayonner ces jeunes ici à Montréal et à l'international.

Inciter les finissants de notre réseau de formation Réseau jeunes entrepreneurs (RJE) à s'inscrire à l'École des entrepreneurs MTL ou à présenter leur candidature dans le cadre du Défi PME MTL

- Offrir une bourse à un candidat sélectionné de la cohorte du RJE pour la participation à l'École d'entrepreneuriat de Montréal

VISIBILITÉ ET OPPORTUNITÉS OFFERTES À LA VILLE DE MONTRÉAL

Privilèges - Entente 2016-2017 Renouvelable sur trois ans	**Valeur**
Grand partenaire, image associée à celle de la JCCM **Propulseur du volet Entrepreneuriat :** - Collaboration à PME MTL - Soutien au Concours OSEntreprendre (CQE) - Salon/48h Entrepreneurs de la JCCM - Initiative soutenant le développement international pour de jeunes entrepreneurs - Soutien au Réseau Jeunes Entrepreneurs et au développement de la relève d'affaires - Collaboration au développement et à la promotion de l'École des entrepreneurs de Montréal	**75 000$**
Autres opportunités/inclusions	**Valeur**
15 memberships pour des employés de la Ville (ou personnes ciblées par la Ville, dont les gagnants du Défi PME MTL) de moins de 40 ans	Valeur de : 1500$
Place à la table d'honneur du Gala ARISTA + Mention ou allocution lors du Gala	Valeur de : 1000$
Demi-table au Gala ARISTA (5 places) pour des représentants de la Ville ou pour des gagnants du Défi PME MTL	Valeur de : 2000$
Invitation VIP aux événements de la JCCM (autre qu'Arista) pour 2 personnes	Valeur de : 5000$
SOUTIEN FINANCIER accordé par la Ville de Montréal	**75 000$**

ATTRIBUTION DU SOUTIEN FINANCIER DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Répartition/utilisation du budget	Valeur attribuée
Promotion, communication, sollicitation du réseau	25 000$
Implication de la direction de la JCCM et d'un comité pour PME MTL, suivant les besoins établis par la Ville	30 000$
Participation au Défi PME MTL: conception et déroulement en collaboration avec la Ville et PME MTL (développement suivant les besoins du partenaire)	24 000$
Grande rencontre des entrepreneurs : lien avec le Défi PME MTL et École des entrepreneurs MTL : concertation et diffusion	15 500$
Participation et présence au niveau international	10 000$
Soutien au fonctionnement et avancement de la JCCM	10 500$
Total	**125 000$**

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE LA JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.

- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175175001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $ à la Jeune chambre de commerce de Montréal pour son implication dans un volet relève et entrepreneuriat en lien avec le Défi PME MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1175175001 - Jeune chambre de commerce Montréal (175 M).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1160881002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé:
1. d'accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de son événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec en 2017;

2. d'approuver un projet d'entente entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération;

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 16:54

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160881002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

C2 Montréal est un événement d'envergure internationale de trois jours, soutenu par un organisme à but non lucratif (OBNL) du même nom et co-fondé par l'agence Sid Lee et le Cirque du Soleil. Cet événement unique réunit dans la métropole, depuis 2012, des conférenciers internationaux de haut calibre. Sous l'étendard de la créativité et de l'innovation, C2 Montréal vise à stimuler et animer les gestionnaires locaux, régionaux et internationaux en leur proposant un environnement immersif qui encourage la collaboration et l'émergence de nouvelles solutions d'affaires. De 1 250 participants en 2012, l'événement attire aujourd'hui 6 000 personnes de 50 pays.
Les promoteurs de C2 Montréal se sont donnés comme mission de réinventer la conférence d'affaires internationale en alliant les univers du commerce et de la créativité afin d'explorer les tendances, les bouleversements et les mutations majeures qui se dessinent à l'horizon et d'en saisir les opportunités. L'événement a comme objectifs de promouvoir les talents montréalais et d'intégrer la créativité et l'innovation au sein des organisations, contribuant ainsi à leur compétitivité à l'échelle mondiale.

C2 Montréal a réussi, en 3 ans, à devenir, la première conférence au monde sur le commerce et la créativité, selon la revue américaine Biz Bash, la référence aux Etats-Unis en matière de classement des événements d'affaires. A travers sa mission, l'événement vient appuyer significativement le rayonnement de Montréal en tant que ville innovante et créative sur la scène internationale.

La Ville de Montréal appuie C2 Montréal depuis ses débuts. En 2010, elle a contribué au financement de l'organisme pour un montant de 50 000 $, puis a accordé des contributions lors de la 1ère édition jusqu'à la 5e édition, en 2016. Les contributions accordées par la Ville totalisent 932 000 $ et sont ventilés dans le tableau suivant.

Montants accordés par la Ville à l'organisme C2 Montréal

Années	Montants

2010	50 000 $
2011	NIL
2012: 1ère édition	82 000 $
2013: 2e édition	200 000 $
2014: 3e édition	200 000 $
2015: 4e édition	200 000 $
2016: 5e édition	200 000 $
Total	**932 000 $**

Pour les trois prochaines éditions, soient celles de 2017, 2018 et 2019, C2 Montréal a fait une demande de soutien financier de 300 000 $ par année (mise en pièce jointe) pour appuyer l'organisation de l'événement. Après analyse, il est proposé, compte tenu des disponibilités budgétaires, de poursuivre la contribution municipale à l'organisme, pour un montant de 250 000 $ pour l'année 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 14 0077 (27 février 2014) Accorder un soutien financier de 200 000 $ annuellement pendant 3 ans (de 2014 à 2016) à C2-MTL, pour l'organisation de l'événement annuel printanier C2-MTL.
CG13 0126 (25 avril 2013) Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à C2-MTL, pour l'organisation de la deuxième édition d'une conférence internationale portant sur la créativité et le commerce.

CG12 0369 (27 septembre 2012) Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie de développement *Imaginer - Réaliser Montréal 2025* à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 (4 juillet 2012) Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie de développement *Imaginer - Réaliser Montréal 2025.*

CG12 0081 (22 mars 2012) Accorder un soutien financier non récurrent de 82 000 $ à C2-MTL, pour l'organisation de la première édition d'une conférence internationale portant sur la créativité et le commerce.

CG12 0022 (26 janvier 2012) Approuver la programmation supplémentaire de projets liés au protocole d'entente de 140 M$ avec le gouvernement du Québec pour les projets inclus dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE10 1699 (27 octobre 2010) Accorder un soutien financier de 50 000 $ à C2-MTL afin de lui permettre de compléter son montage financier et de planifier une conférence internationale sur la créativité et le commerce pour l'année 2010-2011.

DESCRIPTION

En 2017, l'événement en sera à sa 6e édition. Il se tiendra du 24 au 26 mai à l'Arsenal, situé dans le quartier Griffintown, de l'arrondissement Le Sud-ouest. Une centaine de conférenciers et de panelistes et près de 6 000 participants issus du milieu des affaires sont attendus.
Le thème de la conférence 2017 portera sur « les Écosystèmes »; il s'agira d'approfondir les tendances et les changements qui auront un impact majeur sur le monde hyper connecté.

Les sous thèmes de l'année 2017 sont les suivants :

1. Attirer, retenir et former les talents;
2. Façonner de nouveaux messages : le rôle des spécialistes de marketing dans un environnement de plus en plus complexe;
3. Réinventer le divertissement;
4. Repenser les villes comme des organismes vivants;
5. Voir venir, créer et rallier les écosystèmes grâce aux grandes avancées de l'humanité.

L'un des objectifs de la conférence C2 Montréal est d'encourager l'approche collaborative entre les entreprises peu importe leur secteur d'activités et d'orchestrer des opportunités de réseautage et de connexion entre les participants provenant de partout dans le monde. Pour ce faire, l'événement offrira davantage de classes de maîtres, d'ateliers, de labs et de « brain dates », lesquels permettent aux décideurs d'approfondir les questions commerciales et de trouver les réponses créatives à leurs problématiques d'affaires.

Pour 2017, C2 Montréal change la configuration de son espace. En effet, la scène principale sera logée dans un nouveau chapiteau conçu sur mesure. L'environnement immersif pourra accueillir jusqu'à 1400 participants et abritera une scène à 360 degrés. Aussi, les promoteurs vont créer « l'espace Demoland » pour exposer les technologies qui donneront un avant-goût du quotidien du futur où les talents montréalais seront mis en valeur.

La programmation 2017 confirme la présence de plusieurs conférenciers prestigieux, dont M. Steve Wozniak co-fondateur de Apple Computer, Mme Jade Raymond, vice-présidente de Electronic Arts, M. Yoshua Bengio, cofondateur de l'Institut des algorithmes d'apprentissage de Montréal et plusieurs autres.

C2 Montréal poursuivra ses collaborations avec la Ville et le Gouvernement du Québec pour mobiliser les PME. Une journée sera dédiée aux PME de tout le Québec et des ateliers seront conçus pour répondre à leurs besoins. Les représentants des 40 PME du Parcours Innovation PME Montréal 2017, projet initié par la Ville de Montréal, bénéficieront d'entrées réservées lors des ateliers et des classes de maîtres; ces activités seront offerts dans le cadre d'un parcours personnalisé afin de répondre à leur défi de départ. C2 Montréal s'engage à offrir des billets gratuits aux 40 présidents de PME du Parcours et à leurs accompagnateurs (total de 80 billets). Le Parcours Innovation en est à sa 4^{e} année de collaboration avec l'équipe de C2 Montréal. La conférence est le « moment fort » du Parcours: en trois jours les présidents de PME vivent une expérience unique et réussissent à trouver des solutions innovantes et créatives à leurs problématiques d'affaires.

Le Bureau du design de la Ville entend réserver un espace pour inviter les 59 designers du projet CODE SOUVENIR MONTRÉAL 2017 à présenter et vendre leurs objets cadeaux souvenirs de Montréal. L'économie sociale restera un thème important : un concours sera organisé par le milieu pour offrir 10 billets gratuits à 10 entreprises d'économie sociale, des classes de maîtres et des « brain dates » seront organisées. Pour les entreprises en démarrage, C2 Montréal organisera des concours notamment en collaboration avec la Fondation Bronfman.

Bilan de la 5e édition
Le bilan de la 5e édition de C2 Montréal mentionne que l'événement a attiré, en 2016, 6 000 participants, une augmentation de 20 % par rapport à 2015, dont 24 % provenant du Canada (hors Québec) et de l'international (50 pays). Cinq (5) délégations étrangères provenant de la Chine, d'Israël, de l'Estonie, de la France et de l'Amérique latine sont

venues profiter des conférences d'affaires. La conférence a également générée les retombées suivantes :

- 400 activités différentes offertes
- 2 160 participants ont pu bénéficier de 18 classes de maîtres
- 1 260 participants ont participé aux 35 ateliers
- 2 500 participants ont expérimenté les laboratoires

Le bilan de l'événement 2016 est en pièce jointe en annexe 1.1 de la convention.

Un autre événement d'envergure internationale pour Montréal grâce à C2
Grâce à la notoriété de l'événement C2 Montréal, l'équipe de C2 a réussi à convaincre la firme Michelin d'organiser à Montréal l'événement « Michelin Challenge Bibendum » aujourd'hui appelé « MOVIN'ON » qui en est à sa 12^{e} édition. Après Kyoto, Shanghai et Rio de Janeiro, c'est autour de Montréal d'organiser ce sommet mondial sur la mobilité durable, l'économie verte et circulaire. Les secteurs de l'énergie, de l'aéronautique et du numérique (intelligence artificielle) seront au premier plan. Cet événement permettra aux acteurs locaux et internationaux du transport de se projeter dans l'avenir, de générer des idées créatives et des projets concrets pour répondre aux défis de demain. « MOVIN'ON » bénéficiera de l'écosystème et des infrastructures de C2 Montréal. Plus de 5 000 personnes sont attendues les 13,14 et 15 juin 2017. Cet événement contribuera au rayonnement de Montréal comme leader mondial de la mobilité durable.

Impacts économiques de C2 Montréal
C2 Montréal a commandé trois études auprès de la firme Price Waterhouse concernant les impacts économiques de la conférence. Pour l'édition 2014, les retombées économiques s'élevaient à 105,6 M$ dont 97,7 M$ directement au Québec. Pour l'édition 2015, l'étude mentionne des retombées économiques de 126,1 M$ dont 55,4 M$ au Québec. Pour l'édition 2016, les retombées économiques s'élevaient à 174,2 M$ dont 79,8 M$ au Québec. Les dépenses touristiques pour les participants se chiffraient à 1,1 M$ en 2014 et 2,2 M$ en 2015 et 2,4 M$ en 2016. (Voir en pièces jointes les lettres de Price Waterhouse confirmant ces montants).

L'appui financier demandé pour l'édition 2017 par l'organisme vise principalement à appuyer l'organisation de l’événement. En contrepartie du support financier de la Ville, C2 Montréal s'engage à offrir l'équivalent de 550 680 $ de livrables composés de billets (plus de 100 billets), d'espace de salles, d'ateliers privés, de conférenciers pour les « Meet & Greet », de visibilité etc. (Voir en pièce jointe « Valeurs des livrables de C2 Montréal ».)

Les gouvernements supérieurs se sont, eux aussi, engagés à financer le projet, soit une contribution financière de 750 000 $ par année (2016-2017) pour le Gouvernement du Canada (Développement Économique Canada) et 800 000 $ pour le Gouvernement du Québec (Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire) pour l'année 2017. Tourisme Montréal, Hydro-Québec et Investissement Québec sont également des partenaires financiers de l'événement. C2 Montréal bénéficie de l'apport du secteur privé qui contribue pour près de 5 M $. La vente de billets est estimé à 2,7 M$ (basée sur les ventes de 2016).

Le soutien financier de 250 000 $ de la Ville de Montréal qui serait octroyé à C2 Montréal pour la 6^{e} édition représente 2,5 % du budget total estimé de l'événement (9 800 000 $) et 19 % des contributions totales des différents paliers gouvernementaux (1 890 000 $).

JUSTIFICATION

Au cours des dernières années, le rayonnement international de Montréal est devenu un enjeu déterminant, alors que les grandes villes du monde, principales créatrices de richesse, sont de plus en plus comparées entre elles, évaluées, étalonnées dans des palmarès de toutes sortes. Si Montréal se positionne maintenant dans les premières places des plus récents classements, c'est en grande partie en raison de sa qualité de vie, de sa vie culturelle et du dynamisme de son économie créative. C2 Montréal est devenu, au fil des ans, un acteur clé de la réussite montréalaise en tant que ville innovante et créative sur la scène internationale.
À travers de multiples conférences, expositions interactives, présentations multimédias et ateliers collaboratifs, C2 Montréal propose un concept novateur de conférence annuelle mondiale pour mieux explorer la dynamique « commerce / créativité ». L'événement connaît un tel succès qu'il a été reconnu pendant deux années comme le plus important au monde dans le domaine du commerce et de la créativité. Plus de 6 000 visiteurs viennent maintenant à C2 Montréal pour entendre les conférenciers les plus prestigieux de la planète, pour côtoyer les plus grands dirigeants et pour assister à des ateliers de haut calibre.

La tenue de cette 6^{e} édition de C2 Montréal permettra aux entreprises montréalaises de bénéficier de la présence de sociétés d'envergure pour établir des ententes commerciales et activer les collaborations intersectorielles. En effet, l'événement rejoint non seulement les entreprises de services en cinéma, en design, en technologies de l'information et en marketing, mais également les entreprises du secteur de la mode, de l'architecture, des finances et du transport.

Les retombées médiatiques et économiques de C2 Montréal contribuent depuis six ans à positionner la métropole comme une ville incontournable de la créativité et de l'innovation. L'événement du magazine Fast Company, qui a célébré pendant 5 ans, dans le cadre de C2 Montréal, la nomination des 100 plus grands créateurs de la planète, a nettement favorisé une reconnaissance internationale de Montréal comme ville créative.

Un appui financier de la Ville pour l'année 2017 représente un effet de levier auprès des gouvernements supérieurs et permet à C2 Montréal de mettre plus d’efforts sur le déploiement et le rayonnement de Montréal. L'événement renforce l'image de la Métropole en tant que ville de savoir, de créativité et d'innovation, thème de la Stratégie de développement économique *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* (2011-2017) du Service de développement économique. De plus, C2 Montréal contribue à la réalisation du *plan d'ac tion 2015-2017* du SDÉ qui mentionne toute l'importance de propulser les entreprises vers de nouveaux marchés en stimulant l'innovation.

Les retombées sont donc multiples. On peut les schématiser avec quelques indicateurs de la façon suivante :

- Création (soutien à l'innovation et la création, de même que de nouvelles approches dans le domaine des affaires);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (image de marque);
- Impacts économiques et affaires (stimule l’essor d’entreprises montréalaises et contribue à mieux faire connaître le talent et le savoir-faire montréalais);
- Impact médiatique (mentions significatives dans les médias locaux, nationaux et étrangers);
- Économie locale (met en évidence les produits, les services et la main-d'oeuvre d'origine locale et stimule l'activité commerciale);
- Environnement et développement durable (pratiques spécifiques à cet effet).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 250 000 $ sera comptabilisé au budget du Service du développement économique. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

En 2017, les crédits nécessaires sont prévus à l'enveloppe de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec.

Année	Montants	Source budgétaire
2017	250 000 $	Enveloppe de 175 M$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la conférence, C2 Montréal mettra en place des initiatives de développement durable visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à assurer la pérennité des ressources et à favoriser une économie responsable. Déjà, la conférence C2 a atteint le 2e niveau en tant qu'événement écoresponsable (sur 4 niveaux) selon le Conseil québécois des événements écoresponsables. C2 Montréal entend poursuivre ses démarches pour atteindre le niveau le plus élevé d'ici 2020, notamment, par les actions suivantes:

- sélection des fournisseurs : priorité accordée aux fournisseurs locaux;
- sélection de matériel et des sources d'énergie : sélection d'équipements les moins énergivores;
- gestion des matières résiduelles : mise en place d'une gestion écoresponsable des matières résiduelles sur le site par l'entremise d'un fournisseur spécialisé;
- alimentation : priorité accordée aux fournisseurs locaux, au compostage et utilisation de la vaisselle en céramique sur le site;
- transport : promotion du transport en commun ainsi que du transport par taxi et par Bixi auprès des participants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La tenue de cet événement phare contribue de façon significative au rayonnement international de Montréal en tant que leader mondial de la créativité et de l'innovation tout en attirant sur son territoire les meilleurs talents de la planète.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les obligations de l'organisme en matière de visibilité sont prévues à la convention à intervenir entre la Ville de Montréal et C2 Montréal (voir annexe 3). Il est prévue que la Ville soit systématiquement identifiée comme partenaire de l'événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Tenue de deux rencontres interservices (mars et avril) pour préparer les activités de la Ville dans le cadre de la 6e édition.
- Tenue de l'événement, 6^{e} édition, du 24 au 26 mai 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-02-24
Sylvie LABELLE Commissaire développement économique-Innovation		Géraldine MARTIN Directrice	
Tél :	514 872 5999	**Tél :**	514-872-2248
Télécop. :	514 872 6249	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-03-03

VALEURS DES LIVRABLES DE C2 MONTRÉAL- ÉDITION 2017

Produits-description	Valeur des livrables de C2 Montréal
40 billets Expérience totale 3 jours pour les 40 PME participantes du Parcours Innovation PME Montréal	40 x 2 995 $ = 119 800 $ (billets complets)
40 billets Expérience totale 3 jours pour les 40 accompagnateurs du Parcours Innovation PME Montréal	40 X 2 995 $ = 119 800 $
28 billets Expérience totale 3 jours pour les Services de la Ville de Montréal	28 X 2 995 $ = 83 860 $
8 billets Expérience totale 3 jours pour l'arrondissement Sud-Ouest	8 X 2 995 $ = 23 960 $
12 billets Expérience totale 3 jours pour les représentants montréalais de l'économie sociale	12 X 2 995 $ = 35 940 $
4 billets Médias pour le service des communications de la Ville de Montréal	4 X 2 995 $ = 11 980 $
4 billets Médias pour les communications du Parcours Innovation PME Montréal	4 X 2 995 $= 11 980 $
1 billet médias pour le bureau de la mode	2 995 $
2 billets médias pour le Bureau du design	2 X 2 995 $= 5 990 $
20 billets pour les élus de la Ville de Montréal et de la CMM	gracieuseté
25 billets Expérience totale trois jours pour le projet Code Souvenir pour donner accès à 59 designers et 5 personnes coordonnatrices du marché	25X2 995$= 74 875 $
Mise à la disposition d'un coordonnateur à temps plein dédié au Parcours Innovation PME Montréal pour le mois d'avril et le mois de mai afin de créer un programme sur mesure pour les PME participantes	7 000$
Mise à la disposition pour le Parcours de 6 salles par jour les 24 et 25 mai pour les 2 rencontres Bilan du Parcours Innovation PME Montréal, d'une salle pour le petit déjeuner d'ouverture, d'une salle pour le cocktail de clôture et d'une salle pour le petit déjeuner avec le maire le 26 mai 2017	5 000 $
Réservation d'un espace pour le Bureau de design de la Ville pour créer une vitrine « CODE SOUVENIR MONTREAL » pour la vente d'objets design de designers montréalais; prévoir du mobilier, électricité, internet, éclairage.	20 000 $
Mise en valeur de l'arrondissement du Sud-Ouest en diffusant de l'information aux participants sur les galeries d'art, commerces d'antiquités et restaurants	500 $

Ateliers privés pour les participants du Parcours Innovation PME Montréal (6)	6 000 $
Mise à la disposition du Parcours un conférencier prestigieux	10 000 $
Mise à la disposition des partenaires de l'économie sociale un conférencier prestigieux	10 000 $
Mise à la disposition des partenaires de l'économie sociale d'une salle pour organiser une classe de maître et un panel	1 000 $
Visibilité de la ville : logo de la ville sur toute la campagne publicitaire, mention sur les réseaux sociaux, rédaction sur le blog de C2 de billets, collaboration avec les médias, promotion du parcours sur le site web de C2 Montréal, mention de la Boutique Code Souvenir sur le site web de C2 Montréal	gracieuseté
Activités pour le maire de Montréal : Panel des villes de la planète présidé par le maire, accueil du maire de délégations étrangères, rencontres du maire avec les PME du Parcours Innovation PME Motnréal, rencontre du maire avec des startups d'ici et de toute la planète, discours de clôture du maire devant 2000 participants.	gracieuseté
Total	**550 680 $**

Le 22 février 2017

M. Richard St-Pierre
Président, C2 Montréal
460 Ste-Catherine W., suite 805
Montréal Qc H3B 1A7
Canada

Objet : Étude Strategy& PwC des impacts économiques reliés à la conférence C2 Montréal

Monsieur St-Pierre,

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir les grandes lignes des résultats de l'étude Strategy& PwC des impacts économiques reliés à l'événement C2 Montréal en 2016 réalisée à partir d'un sondage de 576 participants. L'étude a eu lieu entre le 16 décembre 2016 et le 6 février 2017.

Selon notre analyse, les retombées économiques totales reliées à l'évènement s'élèvent à ***174,2 M$*** dont ***79,8 M$ au Québec***.

Les retombées économiques au Québec de 79,8 M$ sont segmentées en trois types d'activités économiques : (1) ***69,2 M$*** représentant l'estimé des contrats réalisés par les organisations québécoises résultant de leur participation à l'événement*, (2) ***8,2 M$*** de dépenses d'exploitation de l'opération C2 Montréal, et (3) ***2,4 M$*** de dépenses touristiques estimées des participants.

Selon le sondage ciblant les dirigeants, presque ***une entreprise sur quatre*** (22%) ayant participé à C2 Montréal a réalisé des affaires résultant de leur participation à l'événement. L'événement C2 Montréal soutient directement et indirectement l'équivalent de ***1020 emplois Équivalents Temps Plein (ETP)*** au Québec avec une contribution potentielle au ***PIB* de la province** estimée à ***62 M$***. Ces activités économiques représentent aussi des revenus fiscaux potentiels estimés à ***12,88 M$*** pour les deux gouvernements dont ***9,3 M$*** pour le Québec (incluant les parafiscalités). Ces revenus représentent pour les gouvernements ***un retour positif de 5,85$ pour chaque 1$ investi*** en subventions directes et indirectes (estimées à 2,2 M$).

Cette lettre a été préparée suite à votre demande et après notre étude des impacts économiques reliés aux dépenses d'exploitation de l'évènement fournies par votre organisation ainsi qu'à la valeur des affaires réalisées par les participants à l'événement C2 Montréal 2016 et obtenues à partir du sondage Strategy& PwC.

Cordialement,



Michael Kamel
Associé, Strategy& PwC

*Les données reliées aux affaires résultantes de l'événement proviennent de la question suivante du sondage Strategy& PwC : Quelle est la valeur totale en dollar des contrats résultant de votre participation à C2 Montréal ? Les données obtenues ont été extrapolées, selon la taille et la nature de l'échantillon, pour estimer la valeur totale des contrats réalisés par tous les participants à l'événement.

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario, membre de PricewaterhouseCoopers International Limited, chaque société membre étant une entité distincte sur le plan juridique.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160881002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de l'événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160881002 - C2 Montréal (175 M).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5672
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **C2 MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 460, rue Ste-Catherine O., bureau 805, Montréal, Québec, H3B 1A7, agissant et représentée par monsieur Richard St-Pierre, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 19 janvier 2017.

N° d'inscription TPS : 829487008
N° d'inscription TVQ : 1217275616

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au soutien financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent notamment du Protocole d'entente (le « Protocole ») sur l'aide financière de 175 millions de dollars pour soutenir la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* intervenue entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012;

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le Gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires*

municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1	« **Annexe 1** » :	le document intitulé « Description du Projet »;
1.2	« **Annexe 1.1** » :	le document intitulé « Bilan de C2 Montréal 2016 »;
1.3	« **Annexe 2** » :	la liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;
1.4	« **Annexe 3** » :	le document intitulé « Communications »;
1.5	« **Directeur** » :	le Directeur du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;
1.6	« **Projet** » :	le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) pour l'année 2017, incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2017 :

3.2.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 le solde de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, la programmation annuelle du Projet, au plus tard le 17 avril 2017;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er octobre 2017, un bilan faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée; le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre d'activités au total;
- nombre de conférenciers;
- nombre de participants;
- nombre de participants aux différentes activités (classe de maîtres, ateliers, «brain dates», conférences, activités de célébrations);
- nombre de partenaires;
- nombre d'entreprises participantes du Québec, hors Québec et à l'international;
- nombre de maillages d'affaires;
- nombre de pays représentés;
- nombre de délégations étrangères;
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés;
- nombre de mentions relatives au Projet dans les médias électroniques;
- nombre de médias présents locaux, régionaux et internationaux;
- retombées économiques du projet.

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er octobre 2017, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre 2017, les prévisions budgétaires du projet pour l'année suivante lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois

et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, soit le 1er avril de chaque année, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 rendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenue dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la région métropolitaine (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Service du développement économique À l'attention de la directrice Madame Véronique Doucet 700, rue De la Gauchetière Ouest 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2	C2 Montréal À l'attention du président-directeur général M. Richard St-Pierre, président-directeur général 460, rue Sainte-Catherine Ouest Bureau 805 Montréal (Québec) H3B 1A7

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 **Exemplaire ayant valeur originale**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

C2 MONTRÉAL

Par : _____
Richard St-Pierre, président directeur général

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET 2017
C2 MONTRÉAL

1.1 Mission de C2 Montréal

C2 Montréal unit les univers du commerce et de la créativité afin d'explorer les tendances, opportunités, bouleversements et mutations majeures qui se dessinent à l'horizon. Chaque année, plus de 6 000 décideurs et créatifs s'y rencontrent pour façonner, vivre et réinventer l'avenir des affaires. Le rayonnement du talent créatif de la métropole et de ses entrepreneurs innovants est au cœur des préoccupations de C2 Montréal. Les *startups*, PME et grandes entreprises sont au rendez-vous, et toutes bénéficient de conférences inspirantes, ainsi que de nombreuses activités d'apprentissage de réseautage.

1.2 Les objectifs stratégiques de C2 Montréal

- Réinventer la conférence d'affaires internationale en inspirant les participants avec des conférenciers de renom, des classes de maîtres, des ateliers, des « labs » et des activités collaboratives; présenter des expositions, des espaces conceptuels et des performances artistiques mettant de l'avant le talent montréalais.
- Concevoir et réaliser un événement annuel qui permet aux participants d'intégrer la créativité et l'innovation au sein de leurs organisations, contribuant à leur compétitivité à l'échelle mondiale.
- Encourager l'approche collaborative au sein d'une même organisation, mais aussi entre les entreprises peu importe leur industrie.
- Orchestrer des opportunités de réseautage et de connexion entre les participants provenant de partout dans le monde.
- Générer des retombées économiques mesurables pour les entreprises, la région de Montréal et le Québec.

1.3 Les thèmes de l'édition 2017 et les nouveautés par rapport aux autres éditions

En mai 2017, le thème des *Écosystèmes* sera privilégié.

Il s'agira d'approfondir les tendances et changements qui auront un impact majeur sur le monde hyper connecté.

1.3.1 Les sous thèmes de l'année 2017

- Attirer, retenir et former les talents
- Façonner de nouveaux messages : le rôle des spécialistes en marketing dans un environnement de plus en plus complexe
- Réinventer le divertissement
- Repenser les villes comme des organismes vivants
- Voir venir, créer et rallier les écosystèmes grâce aux grandes avancées de l'humanité

1.4 Les nouveautés 2017

1.4.1 Le Forum 360

La scène principale sera logée dans un chapiteau conçu sur mesure pour les plus prestigieux spectacles de cirque. L'environnement immersif pouvant accueillir jusqu'à 1 400 participants, abritera une scène à 360 degrés.

1.4.2 Programmation à vitesses variable

Afin d'offrir une expérience de qualité à tous, une programmation en plusieurs étapes est proposée, assurant ainsi aux débutants une entrée en la matière et aux initiés, l'occasion de s'attaquer à du contenu plus pointu.

1.4.3 L'espace Demoland

L'espace Demoland invitera plus de 6 000 décideurs, influenceurs et créatifs à découvrir des technologies, avant-goûts du quotidien du futur. Les organisations partenaires peuvent saisir l'occasion de proposer aux participants, pendant 3 jours, une expérience interactive mêlant technologie, idées novatrices et concepts futuristes.

1.5 Les activités de l'édition 2017

1.5.1 Les conférences (principaux conférenciers)

Jade Raymond, *Vice-présidente et directrice générale, Motive Studios, Visceral Games et Star Wars chez Electronic Arts*
Peter Diamandis, *Président exécutif, Xprize Foundation et cofondateur, Human Longevity Inc.*
Dean Kamen, *Président, DEKA & Founder, First*
Steve Wozniak, *Cofondateur, Apple Computer et scientifique en chef, Primary Data*
Dror Benshetrit, *Designer et directeur, Dror*
Randi Zuckerberg, *Fondatrice et PDG, Zuckerberg Media*
Ian Berstein, *Fondateur et chef de la technologie, Sphero*
Mindy Grossman, *PDG, HSNI*
Jimmy Nelson, *Photographe*
Joel Beckerman, *Compositeur, producteur et fondateur, Man Made Music*
Karim Rashid, *Designer industriel et directeur, Karim Rashid Studio*
Hon. Mélanie Joly, *Ministre du Patrimoine, Gouvernement du Canada*
Valerie Pisano, *Chef du talent, Cirque du Soleil*
Leonard Brody, *Investisseur et entrepreneur en série*

Pamela Kaupinen, *Directrice générale du marketing et du développement des talents, GQ*
Prof. Carlo Ratti, *Associé, Carlo Ratti Associati et directeur, Senseable City au MIT*
Simon de Baene, *Cofondateur et PDG*, *Gsoft*
Yoshua Bengio, *Professeur titulaire, Département d'informatique et de recherche opérationnelle, University of Montréal*
Jean-François Gagné, *PDG, Element AI*
Tim Kring, *Scénariste et producteur de télévision*
Ben Boyd, *PDG, Edelman Canada et Amérique Latine*

1.5.2 Les classes de maîtres

Les classes de maître offriront aux participants l'occasion de se familiariser avec la pratique d'un processus créatif d'un professionnel reconnu.

Des tables multifonctionnelles accueilleront de 8 à 10 participants (jusqu'à 125 personnes en tout).

Une présentation théorique de 15 minutes suivie par une période de 60 minutes pendant laquelle les participants seront amenés à travailler en groupe sur une question liée au sujet présenté. La classe de maître se termine par une présentation de 15 minutes du travail réalisé, commentée par le maître.

12 classes de maîtres figureront à la programmation publique de C2 Montréal 2017.

1.5.3 Les ateliers

Les ateliers prendront la forme d'un *think tank*, qui se penchera sur une problématique spécifique. Les échanges entre les participants et l'expert permettront de développer une meilleure compréhension de l'enjeu soulevé et des impacts de celui-ci sur les secteurs d'industrie et les entreprises dans lesquels les participants évoluent.

55 ateliers figureront à la programmation publique de C2 Montréal 2017.

1.5.4 Les « brain dates »

En plus des ateliers, classes de maître et les « labs », les « brain dates » sont l'occasion d'apprécier des rencontres en tête-à-tête ayant pour but de s'enrichir de l'expérience de l'autre, de partager ses connaissances et son expertise.

Qu'elles soient organisées grâce à l'application mobile ou le site Internet ou spontanément sur le lieu de l'événement, les « brain dates » sont devenues l'une des activités les plus appréciées et courues de C2, contribuant non seulement à offrir de nouvelles connaissances, idées et pistes de solutions aux participants, mais également des opportunités et conclusions d'affaires pour ceux qui se

rendent les plus préparés à leurs rencontres. Celles-ci, d'une durée de 20 minutes, se veulent courtes et efficaces afin de maximiser le nombre de maillages.

Les « brain dates » sont également possibles en groupe.

2000 « brain dates » seront disponibles lors de l'édition de C2 en 2017.

1.5.5 Les activités culturelles (Célébrations)

Les performances des arts de la scène jouent un rôle fondamental à C2 Montréal ; elles soutiennent les célébrations de fin de journée qui approfondissent la connexion entre les participants. La programmation mettra de l'avant les meilleurs musiciens et artistes de la scène locale.

1.5.6 Le programme « Concours de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman »

C2 Montréal proposera un programme pour les entrepreneurs émergeants, les « startups », en offrant aux participants la possibilité de développer de nouvelles compétences et de partager leurs apprentissages. Les participants bénéficieront de mentorat, réseautage et formations dont le défi est d'inspirer les entreprises à mener leurs affaires de manière plus créative.

1.5.7 La journée PME

Suite au succès des journées PME 2015 et 2016, C2 Montréal propose de mettre à nouveau en place une journée PME durant l'événement. Cette dernière se déroulera le jeudi 25 mai 2017, en plein cœur de la conférence, et sera articulée autour de quatre axes majeurs :

- Création d'un « guide de survie » pour les PME
- Création de contenu pour les PME
- Mise en place d'un forfait PME (prix à déterminer)
- Organisation de rencontres entre représentants du gouvernement et les PME

1.5.8 Le Demoland

L'espace Demoland sera un hangar à air ouverte de 12 m de haut. Dans cette ancienne fabrique à bateaux, une infrastructure sur plusieurs niveaux incluant des effets visuels et sonores inusités invitera les participants à la découverte de nouvelles technologies et usages, un avant-goût du quotidien du futur.

1.5.9 L'innovation sociale

C2 développera ces initiatives :

- Implication du Grameen Creative Lab et du North America Social Business Forum dans les différentes classes de maîtres Conférences sur l'importance d'impliquer le monde des affaires en innovation sociale

1.5.10 Les activités de développement durable

C2 s'est donné pour objectif d'obtenir un classement de premier ordre en matière de développement durable d'ici l'événement de 2020.

La première évaluation d'empreinte écologique a eu lieu en 2016. Le but établi est ambitieux : la neutralité carbone. En collaboration avec le Conseil québécois des événements écoresponsables et Équiterre, des objectifs spécifiques ont été définis, le profil énergétique analysé et les données seront recueillies pour guider C2 vers un classement de premier ordre. Voici quelques actions :

- Achat des crédits carbones ;
- Repas santé et entente avec les fournisseurs pour prioriser les produits locaux ;
- Recyclage des biens et matériaux en priorisant des matériaux réutilisables;
- Dons aux communautés des éléments scénographiques ;
- Utilisation de la vaisselle compostable ou en céramique ;
- Don de la nourriture à la Tablée des Chefs
- Achat de bouteilles réutilisables.

1.6 Les activités « Ville » de l'édition 2017

1.6.1 Le Parcours Innovation PME Montréal

- Rencontre préparatoire avec C2 Montréal pour formation de la plateforme Klik (17 mai)
- Petit déjeuner coup d'envoi du Parcours (24 mai)
- Rencontres en fin de journée - Bilans (24 et 25 mai)
- Petit déjeuner avec le maire, M. Denis Coderre (26 mai)
- Cocktail de clôture (26 mai)

Initié par le Service de développement économique de la Ville de Montréal lors de l'édition 2014 de C2, le Parcours Innovation PME Montréal offre une chance unique de développement d'affaires à 40 PME et à leurs 40 accompagnateurs à qui sont offerts les avantages suivants :

- 40 billets pour les participants du parcours
- 40 billets pour les accompagnateurs

- 4 billets médias pour l'équipe de tournage du parcours
- Création d'un programme personnalisé pour les entreprises participantes, à partir de leur question commerciale
- Mise à la disposition d'un coordonnateur à temps plein dédié au parcours
- Planification de rencontres d'affaires grâce à la plateforme HUB
- Mise à la disposition d'un lieu privé pour les rencontres de groupe en fin de journée et pour un cocktail de clôture le vendredi le 26 mai
- Rencontre avec un conférencier de format *meet and greet*

1.6.2 La Ville et le Demoland : mise en valeur des talents montréalais

Montréal foisonne de talents qui la positionnent comme une ville à la pointe de la créativité et de l'innovation. L'espace d'exposition du Demoland sera l'occasion d'offrir aux 6 000 décideurs, leaders d'opinion et créatifs une vitrine montréalaise des talents du numérique et de l'innovation technologique.

1.6.3 Espace CODE SOUVENIR MONTRÉAL

Le Bureau du Design de la Ville entend offrir une vitrine des produits de 59 designers montréalais de la sélection 2016-2017 de l'initiative CODE SOUVENIR MONTRÉAL. Il s'agit d'objets cadeaux souvenirs de Montréal constituant un bel échantillonnage de la créativité et des talents montréalais. Les designers seront invités à vendre sur place leur création.

1.6.4 L'économie sociale

Les acteurs de l'économie sociale seront invités à initier et animer des discussions sur les enjeux, défis et techniques nécessaires pour permettre des collaborations porteuses d'impact. 10 entreprises d'économie sociale bénéficieront d'une entrée gratuite. Elles seront sélectionnées en participant à un concours organisé par le milieu.

- Participation aux classes de maîtres
- Organisation d'une table ronde sur le thème « optimiser l'impact par les partenariats »
- Brain dates : saisir des opportunités de collaboration avec les participants de C2

1.6.5 Les startups

Chaque année de nombreuses startups participent à C2 Montréal.

- Participation à deux concours : concours des Entrepreneurs émergents de la Fondation Bronfman et Accelerate Montréal)
- Présentation des entreprises via des concours de « pitchs »
- Maillage avec des grandes entreprises

1.6.6 Mise en valeur de l'arrondissement Sud-ouest

- Formation des Concierges C2 sur les attraits locaux
- Collaboration avec les acteurs locaux pour l'accueil des participants de C2 durant la semaine de la conférence
- Discussions avec les restaurateurs du quartier pour créer des menus et cocktails spéciaux pour l'évènement
- Inclusion des restaurateurs du quartier dans l'offre alimentaire sur le site de C2 Montréal

1.7 Les activités du maire de Montréal

La collaboration de longue date entre C2 et la Ville se poursuit avec les nouvelles initiatives pour permettre la mise en valeur de Montréal avec le maire comme ambassadeur.

Il est proposé (outre le petit déjeuner du maire dans le cadre de Parcours Innovation PME Montréal) que le maire :

- **anime « une conversation sur la ville »** avec des représentants de villes de partout dans le monde.
- **accueille les missions commerciales** pour attirer de nouveaux investissements.
- **accueille les startups locales et internationales** dans le but de créer un réseau mondial de startups.
- **clôture l'édition 2017 de C2 Montréal** et profitera de l'occasion pour inviter tous ceux présents aux **célébrations du 375e.**

1.8 Les partenaires (publics et privés) de l'édition 2017

- Gouvernements : Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI-Québec), Ministère des affaires municipales et de l'organisation du territoire (MAMOT-Québec), Développement économique Canada (DEC)
- Tourisme Montréal
- Caisse de dépôt et de placement du Québec
- Hydro-Québec
- 123RF
- AllSteel Nua Office
- BDC
- Bell Média
- Fondation Bronfman
- Cirque du Soleil
- Car to Go
- Coca Cola
- Connect & Go
- Deloitte
- Stella Artois

- Stingray
- TATA Communications
- Telefilm Canada
- CCMM
- Mouvement Desjardins
- Vidéotron Service Affaires
- Dell EMC
- GAP
- General Electric
- IBM
- E-180
- Electronic Arts
- Ernt and Young
- Fasken Martineau
- Edge Dimension
- Intel
- Ivanhoé Cambridge
- Keurig
- Kyu Collective
- Kyu Canvas
- La presse
- Les Affaires
- Lowes Canada
- Mega Brands
- MO851
- Newad
- Power Corporation
- Quadbridge
- Randstad
- RBC
- Red Bull Music Academy
- Rouge Media
- SAP
- Sid Lee
- Solotech
- Société de développement Angus
- Square
- Vibrant Marketing

1.9 Le Conseil d'administration

- Jean-François Bouchard, Président du Conseil et associé principal, Sid Lee
- Président du Conseil d'administration C2 Montréal
- Richard St-Pierre, Président, C2 Montréal
- Trésorier du Conseil d'administration C2 Montréal
- Michel Boislard, Associé, Fasken Martineau
- Secrétaire du Conseil d'administration C2 Montréal

- Luc Bernard, Président et chef de la direction, Groupe Multi-Prêts
- Claudine Blondin Bronfman, Co-présidente, Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman
- Yves Lalumière, Président-directeur général, Tourisme Montréal
- Pierre Larochelle, Vice-président, Power Corporation
- Michel Leblanc, Président et chef de la direction, Chambre de commerce du
- Montréal métropolitain
- Jean Novak, Président, Vidéotron Service Affaires
- Stéphane Lefebvre, Chef de la direction financière, Cirque du Soleil
- Roger Duguay. Associé directeur, Boyden
- Myriam Achar, Directrice de communication et des relations publiques, Centre Phi
- Jade Raymond, Directrice générale, Electronic Arts (EA)
- Observatrices invitées :
- Géraldine Martin, Directrice de l'entrepreneuriat, Service du développement économique, Ville de Montréal
- Nancy Rosenfeld, Présidente, Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman

ANNEXE 1.1

BILAN C2 Montréal 2016

- 6000 participants (une augmentation de 20% par rapport à 2015)
- 24 % des participants proviennent du Canada (hors Québec) et de l'international (50 pays)
- 5 délégations étrangères (Chine, Israël, Estonie, France, Amérique latine)
- 400 activités différentes
- 2 160 participants pour les 18 classes de maîtres
- 1 260 participants pour les 35 ateliers
- 2 500 participants pour les laboratoires
- Plus d'une centaine de conférenciers et panelistes dont Paul Bennett de IDEO, Martha Stewart, Marc d'Arcy de Facebook, Harley Finkelstein de Shopify, Guy Crevier de la Presse, etc.
- 10 000 rencontres d'affaires ont été organisés pour des retombées économiques de plus de 120 millions de dollars. Ce résultat s'ajoute à celui de 2015 (120 M$ de retombées) et celui de 2014 (100 M$ de retombées), selon une étude de Price Waterhouse.
- 2 200 rencontres ont été planifiées grâce à la plateforme de réseautage HUB.
- C2 a organisé une journée PME et a offert un prix préférentiel pour 149 entreprises donnant ainsi accès aux PME du Québec (en plus des 30 PME du Parcours Innovation PME Montréal).
- C2 a mis en place un programme pour les startups: 50 d'entre elles ont pu bénéficier d'ateliers animés par des conférenciers renommés.
- A chaque année, C2 organise en collaboration avec la Fondation de la Famille Bronfman un concours pour entrepreneurs émergents.
- C2 a permis à des gens d'affaires de la communauté réfugiée syrienne de venir assister à l'événement.

- Les attraits montréalais ont été à l'honneur: vélos musicaux, food trucks, boutiques de vêtements design, restaurateurs.

- La mise en valeur de l'arrondissement du Sud-ouest est un élément fondamental de la programmation: formation des concierges C2 aux attraits locaux, création d'un logo C2 aux portes et fenêtres des restaurants du quartier, création de menus spéciaux avec les restaurateurs du Quartier.

- Le thème de l'économie sociale est un thème privilégié à C2 Montréal: le professeur Muhammad Yunus, fondateur de l'entreprise Grameen Creative Lab et récipiendaire du Prix Nobel de la paix en 2006, a annoncé en 2014 que C2 Montréal a été choisi en tant que principale plateforme nord-américaine qui accueillera le Social Business Forum pour les sept prochaines années, soit jusqu'en 2021. Muhammad Yunus était présent lors de l'édition de 2016 et a donné une conférence en plus d'assister à un panel en présence de plus de 100 acteurs de l'économie sociale du milieu montréalais et québécois.

- Concernant le développement durable, C2 Montréal s'est associé avec le Conseil québécois des événements écoresponsables et Équiterre pour atteindre la neutralité carbone. Toute une démarche est mise en œuvre pour atteindre cet objectif d'ici 2020.

- Au niveau des médias: 320 médias ont été accrédités dont une forte présence des médias internationaux (Washington Post, New York Times, Harvard Business Review, The Hollywood Reporter, CBC etc.).

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017 pour la première année d'activités;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME C2 MONTRÉAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au Directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : communications@ville.montreal.qc.ca du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'Entente de 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ - MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT À LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

En 2017, l'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à l'un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés à la présente convention.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés à la présente convention, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1176775001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15. Réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell.

Il est recommandé:

- d'approuver la résiliation de l'exécution de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc.
- d'accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15.
- de réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell, prévu auparavant pour le contrat avec la firme Normandin Beaudry;
- d'autoriser le transfert des ajustements budgétaires des années 2017 à 2019 (Montants nets : 26 026 $ en 2017, 27 066 $ en 2018 et 26 737 $ en 2019) suite à la résiliation du contrat avec la firme Normandin Beaudry (GDD 1142942002) vers le nouveau contrat avec la firme Morneau Shepell;
- cette dépense fait partie de la dotation d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification) et ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration

générale servant à établir la charge d'administration générale imputée au budget du conseil d'agglomération;
- d'autoriser la directrice du Service des ressources humaines à signer la convention de services professionnels avec la firme Morneau Shepell.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-21 07:58

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176775001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15. Réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 février 2017, d'un commun accord, les parties ont convenu de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec la convention de services professionnels en actuariat conseil de la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. afin d'en permettre sa résiliation. Conformément à l'article 573.3.0.2 de la Loi sur les cités et villes, nous recommandons de retenir les services de la firme Morneau Shepell dans le cadre des litiges en cours. La convention peut être conclue de gré à gré. Les litiges ont pour objets le processus de médiation-arbitrage dans le cadre de négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal et la Loi 15 relative à la restructuration des régimes de retraite du secteur municipal. Ce changement de firme n'entraînera pas de délais supplémentaires ni de coûts additionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0412 – 18 septembre 2014 – Accorder à Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. le contrat pour les services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 577 461,94 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13685 (un soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le 24 février 2017, la Ville de Montréal et la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. ont convenu de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec ladite convention de services professionnels en actuariat conseil. Conformément au paragraphe 12.3 de l'article 12 (Résiliation) de la convention, le fournisseur de service recevra un avis écrit de dix (10) jours.
Par ailleurs, le mandat confié à la firme d'actuaires conseils Morneau Shepell est le suivant :

- Contribuer à établir la stratégie relative au processus de médiation-arbitrage et de communication dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal pour les enjeux relatifs à la rémunération globale;
- Offrir un support professionnel en vue d'établir les coûts des différentes options considérées et pour évaluer les impacts à la fois en termes de déboursés et d'impacts aux états financiers;
- Participer au comité technique afin de jouer un rôle-conseil et de fournir l'expertise pour la conceptualisation du régime de retraite;
- Être présent lors du processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de Montréal afin de présenter, expliquer et défendre la position de la Ville;
- Évaluer les coûts de chacun des scénarios discutés dans le cadre du processus de médiation-arbitrage;
- Réviser le design et l'établissement des options ainsi que des coûts afférents du régime supplémentaire de retraite offert (convention de retraite);
- Assister les représentants de la Ville de Montréal dans la validation des textes du régime de retraite et des règlements et leurs amendements;
- Agir à titre de témoin expert;
- Fournir l'expertise conseil et les estimations de coûts lors de mandats ponctuels de négociations.

Ultimement, l'objectif visé est de réduire les coûts des régimes de retraite et le risque financier à long terme.

JUSTIFICATION

Le 24 février 2017, la Ville de Montréal et la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. ont convenu de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec ladite convention de services professionnels en actuariat conseil.
La firme Morneau Shepell fournira dorénavant les services requis par la Ville de Montréal dans le cadre des litiges en cours.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc., d'une durée de cinq ans, a pris effet le 18 septembre 2014. Les honoraires estimés sont de 577 462 $ (taxes incluses).

En date du 31 décembre 2016, les dépenses totalisent 328 002,10 $ (taxes incluses) ce qui laisse un solde disponible de 249 459,90 $ (taxes incluses). De plus, les travaux effectués jusqu'à la date de fin du contrat seront payés conformément aux termes et conditions prévus au contrat.

La somme résiduelle de 249 460 $ (taxes incluses) sera réservée pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell. Cette somme est déjà prévue dans l'enveloppe budgétaire du service, alors ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Le transfert des ajustements budgétaires des années 2017 à 2019 (Montants nets : 26 026 $ en 2017, 27 066 $ en 2018 et 26 737 $ en 2019) suite à la résiliation du contrat avec la

firme Normandin Beaudry (GDD 1142942002) sera effectué vers le nouveau contrat avec la firme Morneau Shepell.

Cette dépense fait partie de la dotation d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification) et ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale servant à établir la charge d'administration générale imputée au budget du conseil d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service des ressources humaines aura recours aux services d'une autre firme en actuariat conseil soit la firme Morneau Shepell. Le changement de firme n'entraînera pas de délais supplémentaires ni de coûts additionnels.
La Ville est présentement en processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers.

L'arbitrage prévu en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (chapitre S-2.1.1) doit débuter en septembre 2017. Les travaux préparatoires dans le cadre de la requête en contestation de la Loi 15 sont en cours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. d'un avis de résiliation écrit de dix (10) jours tel que prévu au paragraphe 12.3 de la convention de services professionnels en actuariat conseil.

- Octroi du contrat à la firme Morneau Shepell le 30 mars 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La convention de services professionnels en actuariat conseil de la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseils inc. peux être résiliée tel que stipulé à son article 12. Conformément à l'article 573.3.0.2 de la Loi sur les cités et villes, la convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Morneau Shepell peut être conclue de gré à gré. Ladite convention provient de la banque de documents juridiques et elle est pré-approuvée par le Service des affaires juridiques.

À la suite de vérifications, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luis Felipe GUAL, Service des finances
Denis DUROCHER, Service des affaires juridiques

Lecture :

Luis Felipe GUAL, 17 mars 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne P BERGERON
Chef de division avantages sociaux

Tél : 514 868-5913
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-20

Sophie GRÉGOIRE
Directeur(trice) remuneration globale et syst inf rh

Tél : 514-872-8293
Télécop. : 514 872-5806

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie GRÉGOIRE
Directeur(trice) remuneration globale et syst inf rh
Tél : 514 872-8293
Approuvé le : 2017-03-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2017-03-20

Montréal

Service des ressources humaines
3711, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 100
Montréal (Québec) H4C 0C1

L'original suivra par courrier recommandé

« **SOUS TOUTES RÉSERVES** »

Le 24 février 2017

Monsieur René Beaudry
Associé
Normandin Beaudry, Actuaires conseils Inc.
630, boul. René Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal (Québec) H3B 1S6

Objet : Avis de suspension de l'exécution de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyé par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 (Appel d'offres public n°14-13685)

Monsieur,

Tel que mentionné lors de votre rencontre tenue le 24 février 2017 avec Mme Sophie Grégoire, la présente a pour but de vous informer qu'une recommandation visant à résilier la convention de services professionnels en actuariat conseil mentionné en rubrique sera formellement présentée, pour décision, à la prochaine assemblée du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, et ce, conformément au paragraphe 12.3 de l'article 12 (Résiliation) de ladite convention qui stipule ce qui suit :

> « **12.3** La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours au Contractant, résilier la convention en acquittant le coût de services alors rendus à sa satisfaction, sur présentation des pièces justificatives. »

Pour votre information, cette assemblée doit avoir lieu le 30 mars 2017.

Considérant ce qui précède, nous vous demandons formellement, dans l'intervalle, de suspendre l'exécution de toutes activités en lien avec ladite convention de services professionnels en actuariat conseil, et ce, dès réception du présent avis. À cette fin, vous devez notamment prendre toutes les mesures qui s'imposent pour vous assurer que vos employés, préposés, représentants, mandataires ou cocontractants concernés par le présent avis soit non seulement informés en temps utile de la suspension mais qu'ils se gouvernent en conséquence.

À cette fin, nous vous demandons de nous faire part de toute difficulté qui pourrait découler du présent avis, et ce, dès que possible afin que les mesures nécessaires soient prises avec diligence, le cas échéant.

Par ailleurs, nous vous ferons parvenir la décision du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal quant à la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil dès qu'elle aura été prise.

Si des informations complémentaires vous sont nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Diane Bouchard
Directrice
Service des ressources humaines
Ville de Montréal

p. j. : Convention de services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyé par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 (Appel d'offres public n°14-13685)
Résolution du Conseil d'agglomération CG 14 0412

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Mme Diane Bouchard, directrice du Service des ressources humaines, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA "**VILLE**"

ET : **Normandin Beaudry, Actuaires conseil** Inc. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 630 boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage, Montréal, Québec, H3B 1S6, agissant et représentée par M. René Beaudry, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu de la résolution du conseil d'administration du 15 février 2010;

CI-APRÈS APPELÉE LE "**CONTRACTANT**"

N° d'inscription T.P.S. : 133505552RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1013494297

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 "**Directrice**" : la directrice du Service des ressources humaines ou son représentant dûment autorisé;

1.2 "**Annexe 1**" : le document d'appel d'offres (soumission n° 14-13685) intitulé *Acquisition de services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal*;

1.3 "**Annexe 2**" : l'offre de services présentée par le Contractant le 14 juillet 2014.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à apporter aux représentants de l'employeur un support-conseil professionnel continu en matière de régime de retraite que ce soit lors des négociations ou à défaut d'entente, lors de la défense des positions de la Ville, lors de tout litige et finalement lors de l'éventuelle rédaction des textes des modifications apportées au régime de retraite.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci;

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par la Directrice, pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa date d'entrée en vigueur sous réserve de l'article 12 (résiliation).

Malgré la date de terminaison du contrat pour une quelconque raison, le Contractant demeure tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville prévues aux paragraphes 6.3, 6.4, 6.5, 6.7 et 6.11

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Directrice sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec la Directrice ou avec toute autre personne désignée par cette dernière et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 prendre toutes les mesures qui s'Imposent pour assurer la protection des renseignements qui lui sont fournis par la Ville et s'assurer notamment que ses employés, ses sous-traitants ou mandataires assurent la confidentialité des renseignements qui leur sont fournis ou dont ils ont connaissance dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 à l'échéance de la présente convention, convient de ne conserver aucun renseignement personnel fourni par la Ville, sous réserve que le Contractant pourra conserver une copie de tout document jugé nécessaire aux fins de ses dossiers, conformément à sa politique officielle de conservation des dossiers, étant convenu que les exigences de confidentialité décrites aux présentes continueront de s'appliquer à tout document que le Contractant conservera dans ses dossiers;

6.6 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.7 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.8 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat, sauf ceux directement reliés à la production de rapports, documents ou autres ayant trait au présent mandat qui seront facturés conformément à l'Annexe 2;

6.9 soumettre à la Ville une facture mensuelle détaillée, calculée conformément à l'Annexe, comportant les informations prévues à l'article 6.2 des Clauses administratives particulières de l'Annexe 1 et tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.10 remettre à la Directrice, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant minimal de deux millions de dollars (2 000 000,00$) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés à une personne, à plus d'une personne, à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville, une telle police devant respecter l'intégralité des conditions prévues à l'article 7 des Clauses administratives particulières de l'Annexe 1;

6.11 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison de la présente convention, étant toutefois entendu que la Ville acquittera, selon le barème d'honoraires prévu à l'Annexe 2 si le litige survient pendant la durée du présent contrat, les heures consacrées par le Contractant à la préparation de ce litige et les frais raisonnables engagés par ce dernier, à moins qu'il ne soit établi que le litige résulte de la faute du Contractant.

Le présent paragraphe continue de s'appliquer après l'échéance de la présente convention, par résiliation ou à l'arrivée du terme. Dans un tel cas, la Ville acquittera les heures consacrées par le Contractant à la préparation de ce litige selon le barème prévu au contrat pour l'année en cours n'eut-été de sa résiliation ou le barème prévu pour l'année 2019 dans le cas où le litige survient suite au terme du contrat et les frais raisonnables engagés par ce dernier, à moins qu'il ne soit établi que le litige résulte de la faute du Contractant.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaises qualités ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent soixante-dix-sept mille quatre cent soixante et un dollar et quatre-vingt-quatorze cents (577 461,94 $), couvrant tous les honoraires, frais et toutes les taxes applicables aux services du Contractant;

8.2 Les factures conformes pour ces honoraires sont payables dans les soixante (60) jours de leur approbation;

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omission s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8;

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant cède à la Ville l'intégralité de ses droits d'auteur sur tous documents, rapport ou autre matériel et livrable (ci-après appelés l' « Oeuvre ») qu'il aura réalisé en vertu du présent contrat et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci.

10.2 L'Oeuvre pourra être reproduite et exploitée directement ou indirectement par la Ville sur quelque support que ce soit.

10.3 L'Oeuvre cédée pourra être reproduite, adaptée, en tout ou en partie, publiée, communiquée au public par quelque moyen que ce soit, traduite, exécutée ou représentée en public pour toutes fins jugées utiles par la Ville.

10.4 Cette cession de droits d'auteurs est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

10.5 Toute considération pour la cession de droits d'auteurs consentie en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération du Contractant prévue à l'Annexe 2.

10.6 Le Contractant garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ainsi que des droits d'auteur relatifs à tout document, rapport ou autre matériel ou livrable réalisé dans le cadre de la présente convention et il prend fait et cause pour la Ville à l'égard de toute perte, réclamation et dépenses (y compris les frais raisonnables d'avocat) découlant de la violation des droits de propriété

intellectuelle de toute personne ou entité, relativement à ou découlant de la prestation de ses services ou de l'exécution de ses autres obligations aux termes des présentes et tient la Ville indemne de toute réclamation ou jugement en capital, intérêts et frais quant aux droits visés aux présentes, y compris les droits moraux.

ARTICLE 11
DÉFAUT

Le Contractant est en défaut :

11.1 s'il ne respecte pas l'une de ses obligations en vertu de la présente convention;

11.2 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 Dans le cas mentionné à l'article 11.1, la Ville avise le Contractant de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, le Contractant n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier la convention;

12.2 Dans le cas mentionné à l'article 11.2, la convention est résiliée de plein droit dès que survient l'événement;

12.3 La Ville peut en tout temps, à sa discrétion, sur avis écrit de dix (10) jours au Contractant, résilier la convention en acquittant le coût des services alors rendus à sa satisfaction, sur présentation de pièces justificatives;

12.4 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation;

12.5 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 13
CONDITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

13.2 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

13.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

13.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 16 ° jour de septembre 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Diane Bouchard

Le 16 ° jour de septembre 2014

Normandin Beaudry, Actuaires conseil Inc.

Par : _____
M. René Beaudry

Conseil d'agglomération

Cette convention a été approuvée par le ~~Comité exécutif~~ de la Ville de Montréal, le 18 ° jour de septembre 2014 (résolution CG14).

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 18 septembre 2014 Séance tenue le 18 septembre 2014	Résolution: CG14 0412

Accorder à Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. le contrat pour les services professionnels en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 577 461,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13685 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 septembre 2014 par sa résolution CE14 1357;

Il est proposé par Mme Manon Barbe

appuyé par M. Denis Coderre

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc., cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en actuariat conseil, volet régimes de retraite des policiers et policières, pour une somme maximale de 577 461,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13685 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'autoriser la directrice du Service des ressources humaines à signer la convention de services professionnels pour et au nom de la Ville;

3 - d'ajuster la base budgétaire du Service des ressources humaines et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1142942002

/lc

Denis CODERRE
Maire

Colette FRASER
Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER
Greffière adjointe

Signée électroniquement le 23 septembre 2014

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176775001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Direction
Objet :	Approuver la résiliation de la convention de services professionnels en actuariat conseil, volet des régimes de retraite des policiers de la Ville de Montréal octroyée par résolution du conseil d'agglomération (CG14 0412) le 18 septembre 2014 à la firme Normandin Beaudry, Actuaires conseil inc. Accorder un contrat de gré à gré pour services professionnels à la firme Morneau Shepell afin d'assister la Ville dans les litiges en cours avec la Fraternité des policiers et policières de Montréal dans le cadre de la négociation de la convention collective et de la Loi 15. Réserver la somme de 249 460 $ (taxes incluses) pour l'exécution des services professionnels de la firme Morneau Shepell.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176775001 - actuaires RR Policiers.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-21

Michelle DE GRAND-MAISON
Conseillère en gestion des ressources financières - chef d'équipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS - EXPERT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, ayant une adresse au 775, rue Gosford, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3B9;

Ci-après appelée la « Ville »

ET : **MORNEAU SHEPELL**, représenté par M. Éric Aubin, associé, responsable du bureau de Québec ayant sa place d'affaires au 801, Grande Allée Ouest, bureau 200, Québec, Québec, G1S 1C1;

Ci-après appelée le « Contractant »

Représentante autorisée : M[me] Anne Bergeron, chef de division avantages sociaux, Direction de la rémunération globale et des systèmes d'information RH, Service des ressources humaines.

Personne responsable : M[me] Sophie Grégoire, directrice de la rémunération globale et des systèmes d'information RH, Service des ressources humaines.

Nom du dossier : Processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal. Arbitrage du différend en vertu de la Loi 15, Requête en contestation de la Loi 15.

Numéro de dossier : 15-000302 (Requête en contestation de la Loi 15)

Numéro de téléphone de la représentante autorisée : 514 868-5913

Description sommaire du mandat :

Fournir les services conseils plus amplement décrits à l'annexe 4 de la présente convention de services professionnels dans le cadre du processus de médiation-arbitrage de négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, de l'arbitrage de différends en vertu de la Loi 15 et de la Requête en contestation de la Loi 15.

Profession : Actuaire conseil

Taux horaire :	M. Éric Aubin (associé responsable)	425 $
	Directeur	300 $
	Conseiller principal	270 $
	Conseiller	200 $
	Analyste	170 $
	Secrétariat	0 $

Honoraires prévus : 249 459,90 $ incluant les taxes.

Advenant l'anticipation d'un dépassement des honoraires prévus le Contractant doit en aviser au préalable la Ville et obtenir son autorisation écrite, à défaut de quoi aucun montant au-delà des honoraires prévus ne sera déboursé.

Échéancier : Jusqu'au terme des procédures légales en cours.

L'acceptation de la présente convention par courriel vaut signature.

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant à titre d'actuaire conseil;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Personne responsable** » : M^{me} Sophie Grégoire.

1.2 « **Représentant autorisé** » : M^{me} Anne Bergeron.

1.3 « **Annexe 1** » : politique de paiement des factures.

1.4 « **Annexe 2** »: politique de gestion contractuelle.

ARTICLE 2 - OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir une expertise.

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliables avec celui-ci.

ARTICLE 4 - DURÉE

La présente convention entre en vigueur au moment de l'acceptation de la présente convention par courriel de la part du Contactant et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, ou sur instruction de l'Avocat au dossier ou du Représentant autorisé, le Contractant demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 Assurer au Contractant sa collaboration;

5.2 Remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

6.1 Exécuter la convention en collaboration étroite avec l'Avocat au dossier ou la personne responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié étant entendu que lesdits services sont plus amplement décrits à l'Annexe 4 de la présente convention;

6.2 Respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 Assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 Obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 Divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 Remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 Assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 Soumettre à la Ville une ou des factures détaillées en conformité avec l'Annexe 1.

ARTICLE 7 - PRÉROGATIVES DE LA VILLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Représentant autorisé a pleine compétence pour :

7.1 Coordonner l'exécution de la convention;

7.2 Décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 Refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 Exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8 - HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser ses honoraires en conformité avec les taux horaires et honoraires prévus à la présente convention. Advenant un dépassement des honoraires prévus, le

Contractant doit en aviser la Ville et obtenir son autorisation écrite, à défaut de quoi aucun montant au-delà des honoraires prévus ne sera déboursé.

8.2 Cette somme est payable par la Ville dans les soixante (60) jours de l'approbation des factures du Contractant par le représentant autorisé.

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les pièces justificatives et les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée au préambule de la présente convention.

ARTICLE 10 -DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12 - CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

_____

Diane Bouchard
Directrice, Service des ressources humaines

Date : _____

POUR LE CONTRACTANT

_____

Éric Aubin
Associé

Date : 20 mars 2017

Montréal

Annexe 1

POLITIQUE DE PAIEMENT DES EXPERTS

Mandat

- Le Contractant s'engage à signer la Convention de service professionnel.
- Pour chaque mandat le Contractant fournit une estimation de ses honoraires.

Taux horaires

- Le taux horaire est celui prévu à la Convention de services professionnels.
- Les taux horaires incluent le coût des photocopies, les frais d'administration, les frais de recherche en ligne, les frais de gestion, les frais de secrétariat, les frais de temps supplémentaire, les frais de repas, les frais d'hébergement, les frais de déplacement et les frais d'ouverture de dossier.
- Toute augmentation de tarif horaire doit être autorisée au préalable et par écrit.
- Le Contractant doit s'assurer que les professionnels désignés à des tâches particulières ne sont pas surqualifiés pour les accomplir.

Facturation

- Le Contractant doit fournir mensuellement au moins une facture détaillée indiquant par journée, la date, une description des services rendus, le temps alloué à chaque intervention ainsi que le nom du professionnel qui a effectué le travail.
- Le Contractant doit aussi fournir, pour chaque facture, un résumé indiquant le total des heures travaillées par professionnel, leur taux horaire ainsi que le total en argent facturé.
- La mention « DERNIÈRE FACTURE » doit être indiquée sur la facture finale lorsque le mandat est terminé.
- La facture doit inclure les taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

Déboursés

- Pour le remboursement des déboursés admissibles, le Contractant doit fournir des pièces justificatives, autant que possible des originaux, avec la justification correspondante.
- Aucune majoration du coût réel n'est payée.

Frais d'experts/sous-traitant

- Si, dans le cadre du mandat, le Contractant doit embaucher un expert ou un sous-traitant, il doit préalablement obtenir l'autorisation écrite de la Ville pour ce faire.

Honoraires non admissibles

- Advenant l'anticipation d'un dépassement de l'estimation des honoraires prévus, le Contractant doit en aviser la Ville et obtenir son autorisation écrite préalable à tel dépassement, à défaut de quoi aucun montant au-delà de cette estimation n'est payé.
- Aucuns frais ne sont chargés à la Ville en cas de substitution de ressources.
- Aucuns frais ne sont chargés à la Ville pour le temps de déplacements.
- Le temps consacré par le Contractant pour préparer son compte d'honoraires ou pour répondre à toute question en découlant n'est pas facturable.

Toute autorisation qui peut être donnée par la Ville en vertu de la présente Convention de services professionnels est donnée par le directeur du Service ayant confié le mandat.

Montréal

Annexe 2

DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme,* au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes.*

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal,* les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes.*

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17.

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17.

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :
   a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants,
   b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives,
   c) de faire de la recherche ou du développement,
   d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les 5 années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant 5 ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de 5 années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

Montréal

Annexe 3

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir :

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal citée* dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes :

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :
   a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville,
   b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration,
   c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50 % de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1°;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2° relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

Annexe 4

DESCRITION DÉTAILLÉE DU MANDAT

Le mandat confié à la firme d'actuaires conseils Morneau Shepell est le suivant :

- Contribuer à établir la stratégie relative au processus de médiation-arbitrage et de communication dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal pour les enjeux relatifs à la rémunération globale;
- Offrir un support professionnel en vue d'établir les coûts des différentes options considérées et pour évaluer les impacts à la fois en termes de déboursés et d'impacts aux états financiers;
- Participer au comité technique afin de jouer un rôle-conseil et de fournir l'expertise pour la conceptualisation du régime de retraite;
- Être présent lors du processus de médiation-arbitrage dans le cadre de la négociation de la convention collective des policiers de Montréal afin de présenter, expliquer et défendre la position de la Ville;
- Évaluer les coûts de chacun des scénarios discutés dans le cadre du processus de médiation-arbitrage;
- Réviser le design et l'établissement des options ainsi que des coûts afférents du régime supplémentaire de retraite offert (convention de retraite);
- Assister les représentants de la Ville de Montréal dans la validation des textes du régime de retraite et des règlements et leurs amendements;
- Agir à titre de témoin expert;
- Fournir l'expertise conseil et les estimations de coûts lors de mandats ponctuels de négociations.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1162621005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

Il est recommandé :
1. d'accorder à Englobe corp., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts avec retour de compost, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15674 et au tableau de prix reçus;
d'accorder à 142975 Canada ltée (Mironor), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15674 et au tableau de prix reçus;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-27 12:01

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162621005**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. Cette compétence est exercée par la Division planification et opérations - Gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement.
D'ici la mise en opération des centres de traitement des matières organiques (CTMO) prévue en 2020, le traitement des matières organiques collectées est confié à des sites de compostage du secteur privé.

À cet effet, des contrats de traitement des résidus verts ont été octroyés depuis 2008 et des contrats de traitement pour les résidus organiques mélangés depuis 2011.

L'actuel contrat de traitement des résidus verts, d'une durée de deux ans (14 avril 2015 au 13 avril 2017), présente le bilan suivant en date du 31 décembre 2016 : 23 810 tonnes de résidus verts traités (moyenne annuelle de 11 905 tonnes) sur une capacité de 15 000 tonnes par année avec 10 000 tonnes annuelles supplémentaires en option (non exercée). Le nouveau contrat de traitement répondra aux besoins.

L'actuel contrat de traitement des résidus organiques mélangés, d'une durée de deux ans (14 avril 2015 au 13 avril 2017), présente le bilan suivant en date du 31 décembre 2016 : 44 287 tonnes de résidus organiques mélangés traités (20 429 tonnes pour les douze premiers mois du contrat et 23 858 tonnes pour les 9 mois et demi suivants) sur une capacité de 20 000 tonnes par année avec 10 000 tonnes annuelles supplémentaires en option (option exercée en 2016). Les implantations de la collecte se poursuivent et une augmentation de la capacité de traitement est nécessaire dans le nouveau contrat.

Le processus d'appel d'offres a été lancé le 30 novembre 2016 et les soumissions ont été déposées le 19 décembre 2016. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le SEAO. Les soumissionnaires ont eu 19 jours calendrier pour préparer leurs soumissions. Le délai de validité des soumissions (cautionnement de soumission) est de 120 jours. Il y a eu parution d'un addenda portant sur les quantités de compost à retourner selon l'historique de traitement des matières au cours des dernières années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0537 - 29 septembre 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus organiques mélangés, dans le cadre du contrat accordé à 142975 Canada ltée (Mironor) (CG15 0158), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $, taxes incluses.
CG15 0158 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 $, taxes incluses et un contrat pour le traitement de 40 000 tonnes de résidus organiques mélangés (20 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13349 (1 soum.).

DESCRIPTION

Les contrats 1 (traitement par compostage des résidus verts) et 2 (traitement par compostage des résidus organiques mélangés) prévoient deux articles chacun : le traitement par compostage de la matière (Article 1) et le retour en compost de la matière traitée (Article 2). Tel que décrit à la *Clause 8 - Méthode d'adjudication* des *Clauses administratives particulières* des documents de l'appel d'offres : *La Ville se réserve le droit de ne pas octroyer un des articles des contrats .* Cette décision est prise en fonction des prix soumis pour l'Article 2 dans les deux contrats et des quantités présentement disponibles pour les besoins municipaux.
Le contrat de traitement par compostage des résidus verts (Contrat 1) prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires du secteur « Est » de l'agglomération au site fourni par l'agglomération (Complexe environnemental Saint-Michel - CESM), le transport vers le site de traitement à Lachute et le compostage de la matière (Article 1) ainsi que la remise à l'agglomération (au CESM) de compost équivalent à 40 % en poids des résidus verts traités pour chaque année du contrat à l'exception de la dernière année où l'équivalent de 20 % de la matière traitée est demandé (Article 2). C'est en raison de la durée du traitement par compostage de la matière organique que le retour en compost pour la dernière année du contrat est limitée à 20 %, soit une quantité que l'adjudicataire peut retourner à l'agglomération avant la fin du contrat.

Le contrat de traitement par compostage des résidus organiques mélangés (Contrat 2) prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires du secteur « Ouest » de l'agglomération au site fourni par l'adjudicataire à Vaudreuil-Dorion, le transport vers le site de traitement à Brownsburg-Chatham et le compostage de la matière (Article 1) ainsi que la remise à l'agglomération (au CESM) de compost équivalent à 40 % en poids des résidus organiques mélangés traités pour chaque année du contrat à l'exception de la dernière

année où l'équivalent de 20 % de la matière traitée est demandé (Article 2).

Pour le Contrat 1, les deux articles ont été retenus. Le chargement des résidus verts se fait au même endroit que le retour en compost, soit le CESM. Ceci permet à l'adjudicataire de faire un seul voyage pour les deux opérations et de soumissionner un prix pour l'Article 2 plus faible que le prix soumissionné pour le même article du Contrat 2.

Pour le Contrat 2, l'Article 2 n'a pas été retenu en raison du prix soumissionné, des quantités de compost disponibles au CESM via les retours en compost des précédents contrats de traitement et de l'octroi de l'Article 2 du Contrat 1. Ces quantités sont suffisantes pour les besoins présentement identifiés de l'agglomération. Cependant, si des besoins excédentaires sont identifiés au cours des prochaines années, un nouveau sommaire décisionnel sera présenté pour octroyer l'Article 2 du Contrat 2.

JUSTIFICATION

Il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges et trois (3) soumissionnaires au total (deux soumissionnaires pour le Contrat 1 et trois sur le Contrat 2). Les propositions reçues pour les deux contrats sont conformes. Quatre compagnies (4) ont fait part de leur motif de désistement : capacité insuffisante; problématique liée à la contamination par l'agrile du frêne (résidus de frêne pouvant se retrouver dans les voyages de résidus verts); sous-traitant d'une compagnie soumissionnaire; carnet de commande complet.
Voici les résultats du processus d'appel d'offres et de comparaison avec l'estimation interne. L'estimation interne était de 14 952 499 $ pour les deux contrats et incluait l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour le contrat de traitement des résidus verts ainsi que l'Article 2 du Contrat 2 (retour en compost). Cette option ainsi que l'Article 2 du Contrat 2 n'étant pas octroyés, ils ne peuvent être inclus dans l'estimation. L'estimation qui servira pour le calcul est donc de 12 934 688 $ pour les deux contrats.

PRIX DES CONTRATS

Contrats octroyés aux plus bas soumissionnaires conformes

Soumissions conformes (taxes incluses)	Contrat 1	Contrat 2
142975 Canada Ltée (Mironor)	3 254 367 $	9 113 436 $
Englobe corp.	3 061 209 $	12 072 375 $
Services Matrec Inc.	-	12 555 270 $
Estimation des professionnels internes ($)	3 880 406 $	9 054 281 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	3 157 788 $	11 247 027 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	3%	23%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	193 158 $	3 441 834 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	6%	38%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(819 197) $	59 155 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-21%	1%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	193 158 $	2 958 939 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) /la plus basse x 100)	6%	32%

L'estimation a été faite par les professionnels du Service et établie en tenant compte des contrats actuels (Contrat 1 avec retour de compost à 68,40 $ la tonne; Contrat 2 sans retour de compost à 72,00 $).

Pour le Contrat 1, les prix reçus sont inférieurs à l'estimation réalisée à l'interne mais ont un faible écart entre eux. À l'opposé, les prix reçus pour le Contrat 2 présentent un grand écart entre eux alors que le plus bas soumissionnaire est très près de l'estimation. Peu de compagnies peuvent offrir les services demandés pour ces deux contrats combinés.

Le Contrat 1, d'une quantité moindre et plus accessible à réaliser, était convoité. Le plus bas soumissionnaire a soumis un prix unitaire de 57,50 $ la tonne pour le traitement et de 5,00 $ la tonne pour le retour en compost.

Le Contrat 2, à l'opposé, présente des quantités annuelles très importantes à traiter que peu de compagnies peuvent réaliser. Les prix reçus par les deuxième et troisième soumissionnaires sont nettement supérieurs au marché. Le plus bas soumissionnaire a soumis un prix unitaire de 75,49 $ la tonne.

Dans le secteur « Est », tous les territoires effectuent une collecte spécifique de résidus verts. Le nouveau contrat pour le traitement de 15 000 tonnes de résidus verts par année (Contrat 1) permettra de maintenir les services actuels de collecte et de répondre aux

besoins de traitement des quantités collectées.

L'implantation de la collecte des résidus organiques mélangés dans le secteur « Ouest » est graduelle. En 2016, plusieurs arrondissements et villes liées ont implanté ou terminé l'implantation de la collecte dans les immeubles de 8 logements et moins pour un total de 87 872 portes desservies. En 2017 et 2018, d'autres implantations sont à prévoir pour atteindre un grand total de 115 815 portes à desservir.

Le nouveau contrat pour le traitement de 35 000 tonnes de résidus organiques mélangés par année (Contrat 2) permettra de maintenir les services de collecte en plus de poursuivre l'implantation de cette collecte. Les quantités annuelles (janvier à décembre, non pas le calendrier du contrat) augmentent à un rythme régulier : 14 550 tonnes en 2014, 19 598 tonnes en 2015 (+ 35 %) et 25 280 tonnes en 2016 (+ 29 %). En tenant compte des implantation à venir de la collecte, les paramètres de l'actuel contrat de traitement de 20 000 tonnes par année plus 10 000 tonnes en options par année ne pouvaient répondre aux besoins du nouveau contrat jusqu'en 2020.

L'octroi des contrats doit être étudié par la Commission d'examen des contrats parce qu'ils répondent aux critères suivants : pour le Contrat 1, valeur de plus de 2 M$ et écart de plus 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire; pour le Contrat 2, valeur de plus de 2 M$ et écart de plus 20% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ainsi que le fait que l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour les deux contrats s'élève à 12 174 645 $ taxes incluses pour une période de 36 mois. La répartition des coûts annuels se présentent comme suit :

Montant des contrats - taxes incluses	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Résidus verts - Contrat 1	1 026 152 $	1 026 152 $	1 008 906 $	- $	3 061 209 $
Résidus mélangés - Contrat 2	2 885 921 $	3 037 812 $	3 037 812 $	151 891 $	9 113 436 $
Total	**3 912 073 $**	**4 063 964 $**	**4 046 718 $**	**151 891 $**	**12 174 645 $**

Le détail du calcul est dans les pièces jointes : 'GDD 1162621005v2.xls – onglet contrats'

Pour le Contrat 1 de traitement par compostage des résidus verts, l'économie anticipée pour 2017 par rapport à l'ancien contrat est évaluée à 161 702 $ taxe nette pour le traitement d'une quantité de 15 000 tonnes et le retour de compost de 6 000 tonnes. Cet écart favorable provient de la baisse du coût de traitement de 12,88 $ / tonne et l'ajout du coût du retour de compost 5,25 $ / tonne.

Pour le Contrat 2 de traitement par compostage de résidus organiques mélangés, ce nouveau contrat prévoit un traitement d'une quantité annuelle de 35 000 tonnes, ce qui représente une hausse de 15 000 tonnes par rapport à l'ancien contrat de 20 000 tonnes. Cette augmentation sera compensée par la baisse de la même quantité d'ordures ménagères à traiter, ce qui assurera le financement de ces tonnages supplémentaires dans le cadre de la poursuite des implantations progressives de la collecte des matières organiques. La hausse du coût de traitement du nouveau contrat à 79,26 $ taxe nette engendre un écart défavorable de 192 645 $ taxe nette pour l'année 2017 par rapport à

l'actuel contrat de traitement des résidus organiques mélangés et les contrats de traitement des ordures ménagères.

En résumé, l'octroi de ces deux contrats entraînera en 2017 une légère hausse du coût de 30 943 $ taxe nette. Le crédit requis de l'année 2017 est alors prévu au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques – gestion des matières résiduelles. Le montant requis pour les années 2018, 2019 et 2020 sera assumé au budget de fonctionnement du Service de l'environnement.

Il est à noter que ces deux contrats ne feront pas l'objet de l'ajustement annuel selon l'IPC.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'Agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation du service de collecte des résidus alimentaires par la distribution des outils de collecte et la sensibilisation des citoyens, répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise. Ce contrat fait partie intégrante de la priorité *Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles - Instaurer la collecte des matières organiques dans 100 % des immeubles de huit logements et moins.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les matières organiques (résidus verts + résidus alimentaires) représentent environ 47 % des ordures ménagères à Montréal. Le potentiel de valorisation de ces matières doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte et le compostage des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

L'octroi des contrats de traitement permettront la poursuite des services de collecte de résidus verts et de résidus mélangés ainsi que la poursuite de la *Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires - 2015-2019* présentée par l'administration en août 2015.

Si ces services sont interrompus, il y aura un recul dans l'atteinte des objectifs de récupération de ce type de matières en plus de constituer une réduction du service à la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage du dossier à la Commission d'examen des contrats : mars 2017
Octroi des contrats : 30 mars 2017 (Conseil d'agglomération)
Début des contrats: 14 avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Laetitia DELTOUR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Agent de recherche

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-13

Pierre GRAVEL
Chef de division planification et operations (gest mat residuelles)

Tél : 514 872-4404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1162621005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15674 tcp contrat1 page 1.pdf16-15674 tcp contrat1 page 2.pdf

16-15674 tcp contrat2 page 1.pdf16-15674 tcp contrat2 page 2.pdf

intervention 1162621005 contrat 1 RV zone est Englobe Corp..pdf

intervention 1162621005 contrat 2 RM zone ouest Mironor.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laetitia DELTOUR
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-7346

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Isabelle LAZURE
Chef de section approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division de l'acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15674

No du GDD : 1162621005

Titre de l'appel d'offres : Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés 2017-2020 **Contrat 1: Résidus verts - Zone Est**
,

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 19 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 19 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 4 - 2017

Date d'échéance révisée : 18 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ENGLOBE CORP.	4 081 612,50	√	
142975 CANADA LTÉE (MIRONOR)	4 339 156,50		

Information additionnelle

Six entreprises n'ont pas soumissionné. Les causes de désistement sont les suivantes: capacité insuffisante (fournisseur en cours d'autorisation pour agrandissement), entreprise sous-traitante d'un soumissionnaire, carnet de commande complet, peur de la contamination par l'agrile du frêne. Une entreprise n'a pas donné de raison de désistement.

Préparé par : Laetitia Deltour

Le 16 - 1 - 2017



Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Laetitia Deltour
2	Titre de l'appel d'offres	Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 1 - Résidus Verts - Zone Est
4	No de l'appel d'offres	16-15674
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 5 janvier 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 19 décembre 2016
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Jean-François Lesage



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Mironor - 142975 Canada ltée		Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 50 000$	N/A	Conforme	19695
2	Englobe corp.	Cautionnement accepté car supérieur à la demande	Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 10%	N/A	Conforme	19696

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Laetitia Deltour
2	Titre de l'appel d'offres	Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Contrat 2 - Résidus mélangés - Zone Ouest
4	No de l'appel d'offres	16-15674
5	**Préposée au secrétariat**	**Vivéna Akossou (Le 5 janvier 2017)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 19 décembre 2017
8	Service requérant	23 Service de l'environnement
9	Requérant	Jean-François Lesage



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Services Matrec inc.		Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 50 000$	N/A	Conforme	19697
2	Mironor - 142975 Canada ltée		Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 50 000$	N/A	Conforme	19698
3	Englobe corp.	Cautionnement accepté car supérieur à la demande	Net 30 jours	Fournie	Cautionnement 10%	N/A	Conforme	19700

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15674

No du GDD : 1162621005

Titre de l'appel d'offres : Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés 2017-2020 **Contrat 2 : Résidus mélangés - Zone Ouest**
,

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 11 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 19 - 12 - 2016

Date du dernier addenda émis : 12 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 19 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 4 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 18 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
142975 CANADA LTÉE (MIRONOR)	12 918 085,11	√	
ENGLOBE CORP.	21 290 196,69		
SERVICES MATREC INC.	24 446 237,44		

Information additionnelle

Six entreprises n'ont pas soumissionné. Les causes de désistement sont les suivantes: capacité insuffisante (fournisseur en cours d'autorisation pour agrandissement), entreprise sous-traitante d'un soumissionnaire, carnet de commande complet, peur de la contamination par l'agrile du frêne. Une entreprise n'a pas donné de raison de désistement.

Préparé par : Laetitia Deltour

Le 16 - 1 - 2017



Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020			
Laetitia Deltour				Mironor - 142975 Canada ltée		Englobe corp.	
No	**Articles**	**Terme**	**T ***	**C(U) Prix/Tonne**	**Coût de traitement C(U)xT**	**C(U) Prix/Tonne**	**Coût de traitement C(U)xT**
Article 1							
1	Prix unitaire pour le traitement	1	60 000	62,90 $	3 774 000,00 $	57,50 $	3 450 000,00 $
Article 2							
2	Prix unitaire pour le retour de compost	1	20 000			5,00 $	100 000,00 $
				Total	3 774 000,00 $	**Total**	3 550 000,00 $
				TPS	188 700,00 $	**TPS**	177 500,00 $
				TVQ	376 456,50 $	**TVQ**	354 112,50 $
				TOTAL	4 339 156,50 $	**TOTAL**	4 081 612,50 $

Soumissionnaire le moins cher au total					
Englobe corp.	3 550 000,00 $	+ TVQ	354 112,50 $	=	**4 081 612,50**

***** Quantité prévisionnelle en tonne incluant le tonnage en option pour la durée du contrat

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15674	Titre de l'appel d'offres:	Traitement par compostage de résidus verts et de résidus mélangés – 2017-2020
Laetitia Deltour		Services Matrec inc.	Mironor - 142975 Canada ltée	Englobe corp.

No	Articles	Terme	T *	C(U) Prix/Tonne	D Distance km	Total	C(U) Prix/Tonne	D Distance km	Total	C(U) Prix/Tonne	D Distance km	Total
Article 1 : Prix unitaire pour le traitement												
	C1 Coût de traitement C1 = C(U) x T	1	105 000	104,00 $		10 920 000,00 $	75,49 $		7 926 450,00 $	100,00 $		10 500 000,00 $
	C2 Austement par rapport à la distance C2 = D x T x 1,22	1	105 000		69,20	8 864 520,00 $		23,10 $	2 959 110,00 $		60,40 $	7 737 240,00 $
	C1 + C2					19 784 520,00 $			10 885 560,00 $			18 237 240,00 $
Article 2 : Prix unitaire pour le retour de compost												
	Prix unitaire pour le retour de compost	1	35 000	41,00 $		1 435 000,00 $	10,00 $		350 000,00 $	8,00 $		280 000,00 $
				Total		21 219 520,00 $	**Total**		11 235 560,00 $	**Total**		18 517 240,00 $
				TPS		1 060 976,00 $	**TPS**		561 778,00 $	**TPS**		925 862,00 $
				TVQ		2 116 647,12 $	**TVQ**		1 120 747,11 $	**TVQ**		1 847 094,69 $
				TOTAL		24 397 143,12 $	**TOTAL**		12 918 085,11 $	**TOTAL**		21 290 196,69 $

Soumissionnaire le moins cher au total							
Mironor - 142975 Canada ltée	11 235 560,00 $	+ TPS	561 778,00 $	+ TVQ	1 120 747,11 $	=	**12 918 085,11**

***** Quantité prévisionnelle en tonne incluant le tonnage en option pour la durée du contrat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162621005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1162621005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-23

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3354
Division : Conseil et soutien financier - Point de services EAU-ENVIRONNEMENT

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE162621005

Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE162621005

Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15674.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat 1);*
- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme (contrat 2).*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'environnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont apprécié les explications du Service qui ont permis d'expliquer les différences entre les montants indiqués dans le sommaire décisionnel et ceux apparaissant dans l'intervention du Service de l'approvisionnement jointe au sommaire.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat 1);*
- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme (contrat 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE162621005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1170884001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 16 174 579,24 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction Vert Dure inc**.**, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 15 471 336,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10203 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 97,46 % par l'agglomération, pour un montant de 15 763 905,24 $.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-27 08:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170884001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau a lancé un projet de remise en service du réservoir Rosemont dans le cadre de la stratégie de l'eau 2011-2020. Ce projet découle d'un rapport d'étude sur la remise en service du réservoir Rosemont, commandé à *AECOM* en 2011. Cette étude s'inscrit dans un programme plus vaste de renforcement du niveau de flexibilité du réseau de distribution d'eau potable à la Ville de Montréal. La remise en opération de ce réservoir permettra d'augmenter la réserve d'eau de la Ville de Montréal de 40 % et de réduire la précarité du réseau en période de haute consommation.
Le réservoir Rosemont a été construit en 1960 et constitue la plus importante réserve d'eau potable en réseau (227 000 m^3). Il a été mis hors service dans les années 70. La configuration du réservoir et de sa station de pompage ne permettait pas de l'opérer de façon adéquate.

La membrane d'étanchéité existante est formée d'un enduit noir (bitume) directement appliqué sur la dalle du réservoir et est installée depuis plus de 50 ans. Cette membrane a atteint sa durée de vie utile et en conséquence doit être remplacée. L'installation d'une nouvelle membrane d'imperméabilisation assurera l'étanchéité en surface de la toiture du réservoir, tel qu'exigé par la directive 001 du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques "Captage et distribution de l'eau". Le système de drainage existant sur le dessus du réservoir ne permet pas d'évacuer adéquatement les eaux qui s'infiltrent dans la couche de sol présente sur le dessus du réservoir. Une nouvelle stratégie de drainage a été élaborée afin de répondre aux normes actuelles.

Grandes étapes du projet de remise en service du réservoir Rosemont :

Étapes terminées

	Date de début	Date de fin
· Réfection structurale du réservoir Rosemont	Octobre 2013	Juin 2014
· Construction d'une conduite d'alimentation en eau potable de 2 100 mm en tunnel	Mai 2014	Décembre 2016

Étape en cours de réalisation

	Date de début	Date de fin prévue
· Conduites primaires à la sortie de la station de pompage (en 2 lots)	Novembre 2015	Mars 2019

Étape à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont	Mai 2017	Septembre 2019

Étapes à venir

	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Construction de la nouvelle station de pompage à Rosemont	Avril 2017	Septembre 2020
· Réaménagement de la 16e Avenue	Juillet 2020	Octobre 2020

L'appel d'offres public 10203 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) le 14 décembre 2016. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 1er février 2017 dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de Ville. La durée de publication était de quarante-huit (48) jours. Les soumissions sont valides pendant cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 1er juin 2017.

Quatre (4) addenda ont été émis pour les raisons suivantes :

Addenda	Date	Raisons
1	20-12-2016	Modifications à l'article 8.33 du cahier des clauses administratives spéciales, à la section C du bordereau de soumission, à deux sections du devis technique, ajout de la liste de rappel des documents à joindre et réponses aux questions des soumissionnaires.
2	18-01-2017	Modifications à quelques articles de la section III du cahier des clauses administratives spéciales, à la section C du bordereau de soumission, ajout de documents normalisés au cahier des charges et réponses aux questions des soumissionnaires.
3	20-01-2017	Modifications à quelques articles de la section III du cahier des clauses administratives spéciales, à quelques articles du devis technique, à la section C du bordereau de soumission et réponses aux questions des soumissionnaires.
4	24-01-2017	Modifications à quelques articles de la section III du cahier des clauses administratives spéciales, aux plans C-01 et C-05,

		intégration du bordereau de soumission en format Excel au documents d'appel d'offres et réponses aux questions des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0726 - 22 décembre 2016 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et 1 200 mm, sur les rues Léonard-de-Vinci, Bélanger et 16e Avenue, entre les rues Crémazie et Beaubien, dans les arrondissements de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Rosemont-La Petite-Patrie - Dépense totale de 22 667 039,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10118 (8 soum.).
CG15 0500 – 20 août 2015 - Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et de 1 200 mm dans la 16e Avenue, entre la rue Beaubien et le boulevard Rosemont, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 9 560 135,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10117 (5 soum.).

CE14 1978 - 17 décembre 2014 - Approuver les modifications au Programme des équipements sportifs supra locaux.

CG14 0356 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services EXP inc. pour fournir des services professionnels d'ingénierie relatifs aux infrastructures municipales et aux équipements connexes de la Direction de l'eau potable pour une somme maximale de 7 460 722,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13413 - (6 soum.).

CG14 0026 - 30 janvier 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 2 100 mm en tunnel de l'intersection Notre-Dame / Alphonse-D.-Roy au réservoir Rosemont - Dépense totale de 72 765 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10065 - (3 soum.).

CG13 0339 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à Cimota inc. pour la réfection structurale du réservoir Rosemont - Dépense totale de 6 059 830,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10088 - (5 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de construction à Construction Vert Dure inc. pour les travaux d'imperméabilisation et de drainage du toit du réservoir Rosemont.
Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

· démanteler et entreposer le mobilier urbain à récupérer;
· enlever et disposer toutes les infrastructures structurales et équipements à démolir;
· couper les arbres dans la zone des travaux, tel qu'entendu avec l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie
· excaver les sols jusqu'à la dalle du toit du réservoir;
· installer une nouvelle membrane d'étanchéité incluant un système permanent de détection de fuites en temps réel;
· mettre en place un nouveau réseau de drainage;
· ajouter un réservoir de rétention des eaux pluviales;
· reconstruire une piste d'athlétisme aux normes internationales incluant tous les aménagements connexes;
· remblayer le site et aménager le parc y compris tous les travaux de génie civil, de structure, d'électricité et d'architecture de paysage.

Le montant de la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, Construction Vert Dure inc., est de 14 064 851,51 $, taxes incluses auquel un montant de contingences de 1 406

485,15 $, taxes incluses, représentant 10 % du coût du contrat, est ajouté aux fins de couvrir les frais imputables à des imprévus qui peuvent survenir en cours d'exécution des travaux.

Des frais incidents de 703 242,58 $, taxes incluses, représentant 5 % du coût total du contrat, ont aussi été planifiés pour couvrir sans s'y limiter, les frais suivants :

· frais de laboratoire pour le contrôle de la qualité des matériaux (sol, béton, asphalte, membranes géosynthétiques);
· frais de laboratoire pour la gestion des sols;
· déplacement d'utilités publiques;
· tous les autres frais connexes liés au projet (avis aux citoyens, panneaux de chantier, etc.).

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de mille cent (1 100) jours de calendrier suivant la date de l'ordre de débuter les travaux. Tout retard non justifié entraînera l'application de l'article 5.1.14 du Cahier des clauses administratives générales, soit une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, par jour de retard, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des travaux contingents.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, il y a eu trente (30) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et neuf (9) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe au présent dossier.
Les raisons de désistement des vingt et un (21) preneurs de documents sont les suivantes :

Cinq (5) preneurs ont indiqué le manque de temps pour soumissionner;
Quatre (4) preneurs ont mal évalué l'ampleur des travaux;
Douze (12) preneurs sont des sous-traitants.

Après analyse des soumissions par la DEP, il s'avère que six (6) soumissionnaires sont conformes et que trois (3) soumissionnaires sont non-conformes administrativement.
L'entreprise Construction Vert Dure inc. présente la soumission la plus basse conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Construction Vert Dure inc.	14 064 851,51 $	1 406 485,15 $	15 471 336,66 $
ALLIA infrastructures Ltée	16 405 782,76 $	1 640 578,28 $	18 046 361,04 $
Les Entreprises Ventec inc.	16 647 132,52 $	1 664 713,25 $	18 311 845,77 $
L.A. HEBERT Ltée	16 947 916,52 $	1 694 791,65 $	18 642 708,17 $
Corporation de construction GERMANO (prix total corrigé)	19 288 410,43 $	1 928 841,04 $	21 217 251,47 $
Les Pavages Chenail inc.	19 453 368,14 $	1 945 336,81 $	21 398 704,95 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	18 813 273,02 $	1 881 327,30 $	20 694 600,32 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			18 848 034,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			21,83 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	5 927 368,29 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	38,31 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(5 223 263,66 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(25,24 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	2 575 024,38 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	16,64 %

Concernant les erreurs de calcul, il a été constaté que :

1- Le soumissionnaire Les Entreprises Ventec inc. a présenté des prix unitaires nuls sur quelques articles du bordereau. Toutefois, un prix total a été soumis pour ces mêmes articles. Les prix unitaires ont été reconstitués selon l'article 3.8.2.1.1 du cahier d'instructions aux soumissionnaires. Ces corrections n'impliquent aucun changement sur le prix indiqué dans la soumission.

2- Le soumissionnaire Corporation de construction Germano a fait des erreurs de multiplication sur plusieurs articles du bordereau de soumission. Sa soumission indique un montant total de 19 287 528,00 $ (taxes incluses), alors que le montant réel que nous avons calculé est de 19 288 410,43 $ (taxes incluses), soit une différence de 882,43 $ (taxes incluses). Le prix a donc été corrigé dans le tableau ci-dessus et aucun impact sur l'ordre de classement du soumissionnaire n'a été observé.

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 25,24 % (4 748 421,51 $, taxes incluses, sans les contingences) par rapport à l'estimation réalisée par la firme Les Services EXP inc. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumissions :

1- Pour ce qui est de l'item *Généralités* : le plus bas soumissionnaire conforme est 70 % (ou 1 914 333,75 $, taxes incluses), moins cher par rapport à l'estimation de la firme Les Services EXP inc. En particulier, les sous-items *Conditions générales, organisation du chantier, Clôture de chantier* , qui sont très bas comparativement à l'estimation.

2- Pour ce qui est de l'item *Civil* : le plus bas soumissionnaire conforme est 18 % (ou 2 467 087,56 $, taxes incluses), moins cher par rapport à l'estimation de la firme Les Services EXP inc.

Les validations requises ont été faites à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA). La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 01-02-2017 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret 796-2014 adopté le 24 octobre 2014.

L'adjudicataire recommandé, l'entreprise Construction Vert Dure inc. détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur jusqu'au 20 septembre 2018. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$ et que l'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation est de plus de 20 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 15 471 336,66 $ (taxes incluses) comprenant un montant de 14 064 851,51 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 1 406 485,15 $ (taxes incluses) pour les contingences. La dépense totale de 16 174 579,24 $ (taxes incluses) comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 703 242,58 $ (taxes incluses) pour les incidences.
La dépense de 16 174 579,24 $ (taxes incluses) représente un coût net de 14 769 546,75 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Ce coût total est réparti entre les différents PTI des unités suivantes :

Au budget d'agglomération :

97,46 % au PTI de la DEP, pour un montant de 15 763 905,24 $, taxes incluses soit un coût net de 14 394 546,65 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 5 301 068,00 $ dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ), volet Grandes Villes. La partie financée par la réserve de l'eau locale représente un montant de 2 650 533,00 $ pour les années 2017 et 2018. L'affectation de la réserve de l'eau de l'agglomération sera effectuée annuellement en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

Un emprunt net de 1 987 900,30 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées et un emprunt net de 4 455 045,35 $ est à la charge des villes de l'agglomération.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Au budget local :

· Contribution de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie

Montant de 205 337 $, taxes incluses, représentant 1,27 % de la dépense totale.

· Contribution du Service de la diversité sociale et des sports (soutien financier du Programme des équipements sportifs supra locaux)

Montant de 205 337 $, taxes incluses, représentant 1,27 % de la dépense totale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adjudicataire devra réaliser les travaux de façon à respecter les plans et devis. Les présents travaux visent à assurer la pérennité des ressources en maintenant en bon état les infrastructures d'eau potable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces travaux sont nécessaires afin d'assurer le prolongement de la durée de vie de la structure du réservoir et de se conformer à la réglementation sur la qualité de l'eau potable du MDDELCC .
Les travaux se dérouleront sur le terrain du parc Étienne Desmarteau au-dessus du réservoir Rosemont. La piste d'athlétisme, ainsi que le terrain de lancer du marteau seront non disponible pendant l'exécution des travaux, soit du printemps 2017 à l'automne 2019. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie a été informée de la situation. La DEP et l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie collaborent à cet effet depuis le début de la conception.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission sur l'examen des contrats : 15 mars 2017
Conseil d'agglomération : Mars 2017
Octroi de contrat : Mars 2017
Mobilisation du chantier : Avril 2017
Délai contractuel : 1100 jours de calendrier (incluant deux pauses hivernales)
Fin des travaux : Décembre 2019
Fin contractuelle: Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Certification de fonds :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe (Dat-Minh TRUONG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Simon FRENETTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Line FERLAND, Rosemont - La Petite-Patrie
Dominique LEMAY, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Line FERLAND, 14 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Redha GOUBAA
INGÉNIEUR

Tél : 514-872-5698
Télécop. : 514-872-9869

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-13

Marie-Josée GIRARD
Chef de division - Ingénierie

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

Jean-Christophe DAMÉ
Chef de section - Ingénierie

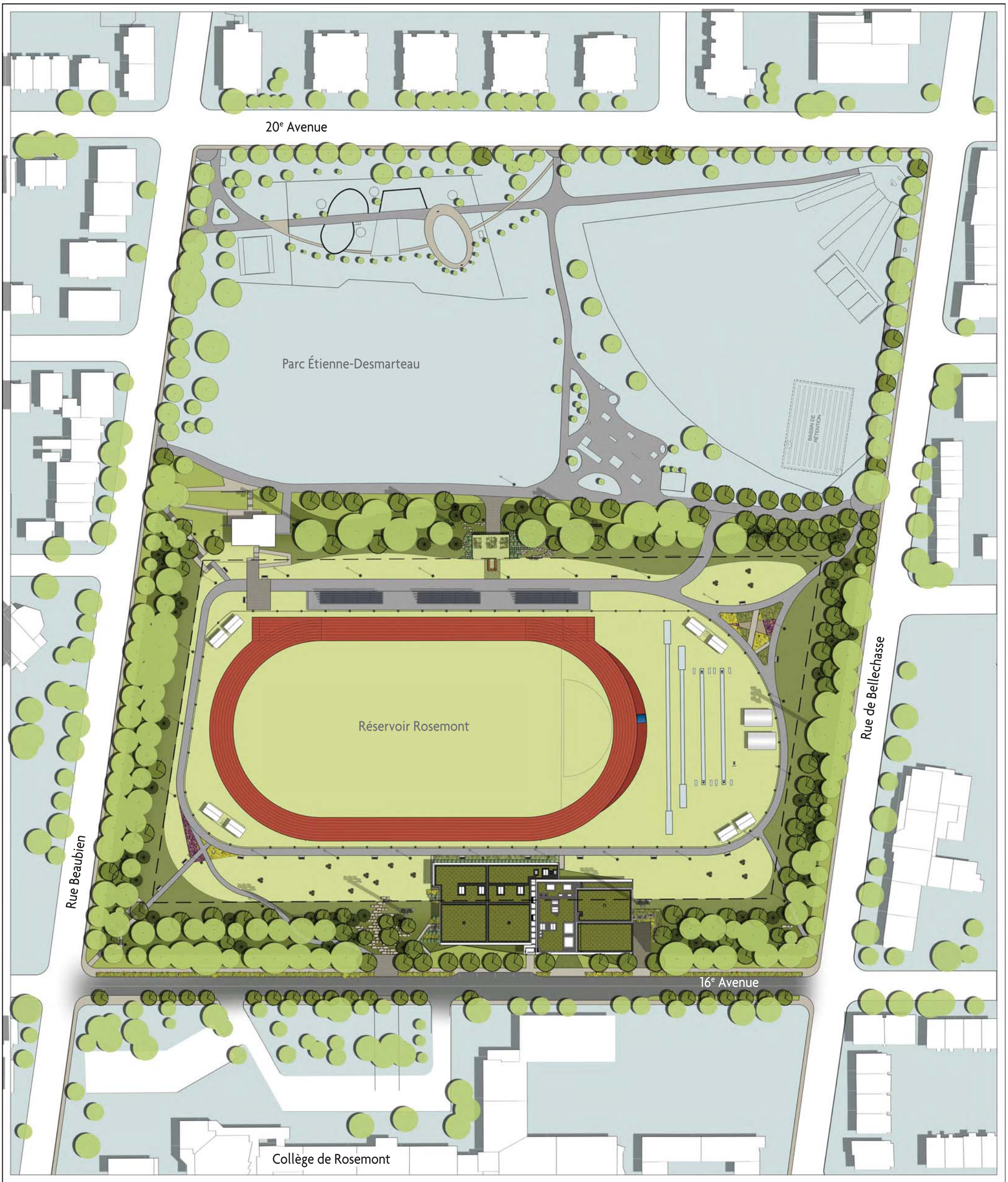
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-27



Ville de Montréal - Service de l'eau

CONCEPT PRÉLIMINAIRE ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ÉCHELLE 1:1000 — 0 10 50 75 100 125 150 MÈTRES

Conception : Benjamin Roy, architecte paysagiste — Fichier électronique : VMOMV-00222208-AP01.dwg — 2015.11.11

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

ORIGINAL

Le 21 septembre 2015

CONSTRUCTION VERT DURE INC.
A/S MADAME MARTINE FUGÈRE
106, SAINTE-CLAIRE
SAINTE-ANNE-DES-PLAINES (QC) J0N 1H0

N° de décision : 2015-CPSM-1049546
N° de client : 3000712088

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). CONSTRUCTION VERT DURE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 septembre 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10203
Numéro de référence : 1036910
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Pierre Luc Fournier Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1212894)** 2016-12-19 14 h 15 **Transmission :** 2016-12-19 14 h 15	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2 NEQ : 1143147123	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1214075)** 2016-12-22 9 h 36 **Transmission :** 2016-12-22 9 h 36	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-22 9 h 36 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 35 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1160680998	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1211080)** 2016-12-13 14 h 54 **Transmission :** 2016-12-13 15 h 16	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 19 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 32 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 01 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501	**Commande : (1217412)** 2017-01-11 9 h 32 **Transmission :** 2017-01-11 9 h 32	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-11 9 h 32 - Téléchargement

		Télécopieur : 819 758-7629		2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 49 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1213784)** 2016-12-21 14 h 27 **Transmission :** 2016-12-21 14 h 27	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 14 h 27 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 42 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Construction Arcade 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C0A5 NEQ : 1162114673	Monsieur Michel Lehoux Téléphone : 514 881-0579 Télécopieur :	**Commande : (1213699)** 2016-12-21 12 h 30 **Transmission :** 2016-12-21 12 h 30	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 30 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 41 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction D.L.T. (2014) inc. 89 boul Saint-Luc Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2W 1E2 NEQ : 1170196878	Monsieur Serge Beaulieu Téléphone : 450 348-6833 Télécopieur : 450 348-2923	**Commande : (1211783)** 2016-12-15 10 h 16 **Transmission :** 2016-12-15 10 h 16	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 38 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Luc Lecomte Téléphone : 514 685-8989 Télécopieur : 514 685-6484	**Commande : (1211087)** 2016-12-13 15 h 06 **Transmission :** 2016-12-13 15 h 29	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 51 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Deric Inc 3869 boul.des Sources suite #110 Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B 2A2 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Luc Lecomte Téléphone : 514 685-8989 Télécopieur : 514 685-6484	**Commande : (1222909)** 2017-01-23 11 h 35 **Transmission :** 2017-01-23 11 h 35	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-23 11 h 35 - Aucun 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 35 - Aucun 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 11 h 35 - Aucun 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 35 - Téléchargement 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 11 h 35 - Aucun

				Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Construction Monco Inc. 318, Chemin Sainte-Marguerite Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, QC, J0T1L0 NEQ : 1168984087	Monsieur David Monette Téléphone : 450 560-1210 Télécopieur :	**Commande : (1213125)** 2016-12-20 8 h 56 **Transmission :** 2016-12-20 10 h 26	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 37 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Vert Dure (Les Fermes Michel Bastien Inc) 106 rang ste-claire Sainte-Anne-des-Plaines, QC, J0N 1H0 NEQ : 1167136432	Monsieur michel bastien Téléphone : 450 478-2222 Télécopieur : 450 478-0544	**Commande : (1216727)** 2017-01-10 9 h **Transmission :** 2017-01-10 9 h	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-10 9 h - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 04 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 33 - Télécopie

				2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Commande : (1216344)** 2017-01-09 13 h 31 **Transmission :** 2017-01-09 15 h 11	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-09 13 h 31 - Messagerie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 46 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1211529)** 2016-12-14 15 h 25 **Transmission :** 2016-12-14 15 h 25	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 58 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Patrice Couture Inc. 9500 place Jade, suite 204 Brossard, QC, j4y3c1 http://www.excavationpcouture.com NEQ : 1141905316	Monsieur Michel Giroux Téléphone : 450 444-2652 Télécopieur :	**Commande : (1211310)** 2016-12-14 10 h 07 **Transmission :** 2016-12-14 10 h 07	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 42 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. 210 rue Roy Saint-Eustache, QC, J7R 5R6 http://www.groupe-lefebvre.com NEQ : 1142933366	Madame Monique St-Laurent Téléphone : 450 491-6444 Télécopieur : 450 491-4710	**Commande : (1211333)** 2016-12-14 10 h 31 **Transmission :** 2016-12-14 10 h 31	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 43 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement

				2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Imperco C.S.M. Inc. 8051 Elmslie Montréal, QC, H8N 2W6 NEQ : 1160434420	Monsieur Sylvain Saccomani Téléphone : 514 935-2738 Télécopieur : 514 935-8858	**Commande : (1222305)** 2017-01-20 13 h 03 **Transmission :** 2017-01-20 13 h 03	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-20 13 h 03 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-20 13 h 03 - Téléchargement 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-20 13 h 03 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1 NEQ : 1143421148	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1211362)** 2016-12-14 11 h 17 **Transmission :** 2016-12-14 11 h 17	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 19 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis)

				2017-01-18 15 h 41 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 03 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L.M.L. PAYSAGISTE ET FRÈRES INC. (revêtement synthétique) 11500, 26e avenue Montréal, QC, H1E 2Z5 NEQ : 1144381515	Monsieur Frank Lapenna Téléphone : 514 722-1744 Télécopieur : 514 722-1754	**Commande : (1217619)** 2017-01-11 13 h 30 **Transmission :** 2017-01-11 14 h 43	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-11 13 h 30 - Messagerie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Lanco Amenagement INC. 1110 Place Verner Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1143790237	Monsieur Kevin Langlois Téléphone : 450 661-4444 Télécopieur : 450 664-4555	**Commande : (1217703)** 2017-01-11 14 h 43 **Transmission :** 2017-01-11 16 h 32	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-11 14 h 43 - Messagerie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 59 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1214162)** 2016-12-22 10 h 53 **Transmission :** 2016-12-22 10 h 53	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-22 10 h 53 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 42 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1211685)** 2016-12-15 8 h 35 **Transmission :** 2016-12-15 8 h 35	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 46 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1216843)** 2017-01-10 10 h 13 **Transmission :** 2017-01-10 10 h 13	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-10 10 h 13 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 32 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 02 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis)

				2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1211861)** 2016-12-15 11 h 28 **Transmission :** 2016-12-15 11 h 50	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 19 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 40 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 03 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Membranes F R inc. 33 St-Jean-Baptiste Chartierville, QC, J0B 1K0 NEQ : 1142415448	Monsieur Jack Hladin Téléphone : 819 656-9245 Télécopieur : 819 656-9248	**Commande : (1216029)** 2017-01-09 9 h 19 **Transmission :** 2017-01-09 10 h 46	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-09 9 h 19 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 36 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel

				2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Musco Sports Lighting 397 Walpole Beaconsfield, QC, H9W 2G6 http://www.musco.com NEQ : 1167187666	Monsieur Ted Mulhern Téléphone : 514 505-1505 Télécopieur :	**Commande : (1218680)** 2017-01-13 9 h 58 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 58	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-13 9 h 58 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 35 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	NMP Golf Construction inc 2674, Ch. Plamondon Sainte-Madeleine, QC, J0H 1S0 NEQ : 1141962556	Monsieur Etienne Archambault Téléphone : 450 795-3373 Télécopieur :	**Commande : (1211693)** 2016-12-15 8 h 48 **Transmission :** 2016-12-15 8 h 48	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 36 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau)

				2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1212312)** 2016-12-16 12 h 07 **Transmission :** 2016-12-16 15 h 14	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Télécopie 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 29 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 11 h 01 - Messagerie 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 11 h 06 - Télécopie 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sensor Quatro House School Lane Lytham, , FY8 5NL NEQ :	Monsieur Jon Crowrther Téléphone : 514 612-1270 Télécopieur :	**Commande : (1213381)** 2016-12-20 15 h 55 **Transmission :** 2016-12-20 15 h 55	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel

				2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 58 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 32 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Surfaces Carpell Inc (Surface synthétique sportive) 745, rue Vadnais Granby, QC, J2J 1H8 http://www.carpell.com NEQ : 1160561420	Monsieur Dominic Deslandes Téléphone : 450 361-2929 Télécopieur : 450 361-2882	**Commande : (1213627)** 2016-12-21 11 h 06 **Transmission :** 2016-12-21 11 h 06	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 35 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 53 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 53 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1220597)** 2017-01-17 16 h 33 **Transmission :** 2017-01-17 16 h 33	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2017-01-17 16 h 33 - Téléchargement 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 38 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Texel Géosol inc.. 1300, 2e Rue, Parc industriel Sainte-Marie, QC, G6E 1G8 http://www.texelgeosol.com NEQ : 1143153154	Monsieur Daniel Brousseau Téléphone : 418 658-0200 Télécopieur : 418 658-0477	**Commande : (1212165)** 2016-12-16 9 h 20 **Transmission :** 2016-12-16 9 h 20	2686529 - Addenda no 1 - Avis - Soum. 10203 2016-12-21 12 h 18 - Courriel 2693988 - ADD 2 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-18 15 h 40 - Messagerie 2693989 - ADD 2 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-18 15 h 14 - Téléchargement 2695852 - ADD 3 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-23 10 h 54 - Courriel 2695853 - ADD 3 - Soum. 10203 (bordereau) 2017-01-23 10 h 54 - Téléchargement 2697260 - ADD 4 - Soum. 10203 (devis) 2017-01-25 10 h 31 - Courriel 2697261 - ADD 4 - Soum. 10203 (bordereau)

2017-01-25 10 h 31 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1170884001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170884001 - Parc Étienne-Desmarteau piste d'athlétisme - Réservoir Rosemont.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dat-Minh TRUONG
Préposée au budget

Tél : 514-868-3874

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Oana BAICESCU-PETIT
C/d ress. fin., Mat., Informationnelles <60m>>
Tél : 514 868-3938
Division : Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170884001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1170884001 rev 1.xls

Information_comptable_DEP_1170884001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

Ibtissam Abdellaoui
Préposée au budget
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648

Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE170884001

Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE170884001
Accorder un contrat à Construction Vert Dure inc. pour la réalisation des travaux d'imperméabilisation et drainage du toit du réservoir Rosemont - Dépense totale de 16 174 579,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10203 - (9 soumissionnaires).

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont été étonnés de constater que deux entreprises avaient omis de signer leur formulaire de soumission, ce qui a rendu leur dossier non conforme.

Le Service a expliqué que l'adjudicataire proposé possédait de l'expérience dans des projets similaires, ce qui lui a sans doute permis de déposer une soumission très compétitive.

Les membres ont aussi bien compris que l'adjudicataire prévoyait réaliser ses travaux sur deux ans, soit plus rapidement que ce qui est prévu dans l'échéancier préparé par le Service. Il est raisonnable de croire que cela explique aussi en partie le prix soumis inférieur à ceux des autres soumissionnaires.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE170884001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1167217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 276 800,09 $, taxes incluses, pour les travaux de rénovation majeure à la caserne de pompiers n° 26 située au 2151, avenue du Mont -Royal Est, arrondissement Plateau Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Groupe Geyser inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 245 589,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5842);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses reliées aux travaux sont assumées, après entente, à 76,87 % par l'agglomération, à 19,14 % par la ville centrale et à 3,99 % par l'arrondissement
4. d'autoriser une dépense de 150 810,00 $, taxes incluses, pour les frais d'exploitation de l'immeuble.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-21 10:16

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167217002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 26 a été construite en 1901 et est située 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (voir la pièce jointe n° 1). Le bâtiment a été construit initialement comme hôtel de ville de de la Ville De Lorimier et poste de pompiers. Depuis sa construction le bâtiment a subi plusieurs interventions, notamment, suite à un incendie en novembre 1999. Des travaux minimum ont alors été réalisés pour permettre le retour des pompiers. Depuis cet événement, des travaux de soutènement temporaire de la dalle de garage ont été faits en 2011 et 2013 afin de maintenir la caserne en activité.
En 2011, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) a mandaté la firme SNC-Lavalin pour faire l'évaluation qualitative des immeubles municipaux. Leur rapport conclut que la caserne de pompiers n° 26 a un indice de vétusté de 95,1%. Avec un indice aussi élevé, il y a des risques de bris et de perturbation d'activités importants.

Ce bâtiment a une superficie utilisable de 1 109,28 m², répartie sur 3 étages et un sous-sol. Tous les espaces sont actuellement inoccupés en raison de l'état de vétusté du bâtiment.

Le projet consiste à réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe, à refaire la dalle de garage, à remplacer les systèmes électromécaniques et à optimiser les espaces du rez-de-chaussée et d'une partie de l'étage de la caserne. En raison de la présence d'amiante dans les murs et les plafonds ainsi que le manque de plans d'origine, le projet sera réalisé en deux phases.

En 2014, la Ville a mandaté la firme Rubin et Rotman associés et Dessau inc. afin qu'elle réalise le projet de rénovation et de mise à niveau de la caserne de pompiers n° 26. Une évaluation de l'état du bâtiment et de ses équipements a permis d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter. À cet effet, un appel d'offres a été lancé afin de réaliser les travaux de rénovation majeure de la caserne.

La première phase du projet a été réalisée en 2015. Elle avait pour objet le désamiantage et la réalisation d'autres travaux, notamment la stabilisation de la façade principale et démolition de la dalle de garage. À ce moment, la caserne a été fermée pour permettre la réalisation des travaux. À la suite de cette phase de travaux, les professionnels ont ajusté les plans et devis pour la présente phase de rénovation majeure.

Lors de l'élaboration des plans et devis, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a demandé une modification au projet afin d'accroître la superficie du bâtiment et permettre l'occupation du dernier étage dans sa presque totalité pour des activités sous sa responsabilité. Ainsi, la superficie utilisable pour ce bâtiment sera de 1 173 m² et celle aux fins de l'arrondissement sera de 271,30 m². Cette augmentation n'affectera pas la volumétrie du bâtiment patrimonial à l'exception de l'implantation du nouvel ascenseur et de l'entrée au coin des avenues Des érables et du Mont-Royal. Le dossier a été présenté au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement aux séances du 26 mai 2015, 14 juillet 2015, 8 septembre 2016 et du 9 février 2016 et a reçu un avis favorable au projet de construction. Le projet a également été présenté au Conseil du patrimoine de Montréal le 23 octobre 2015 à la demande de l'arrondissement.

Un appel d'offres public a été publié le 10 août 2016 pour la deuxième phase du projet dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal Le Devoir. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 26 septembre 2016. Six addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Les addendas n^{os} 2, 4 et 6 ont été considérés dans l'estimation des professionnels.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2016-08-22	Ajout d'une visite supplémentaire et modifications aux devis d’architecture et aux plans d'architecture du paysage.
2	2016-08-26	Modifications aux documents d'architecture, de mécanique, d’électricité et d'architecture du paysage.
3	2016-08-31	Report de la date d’ouverture et réponses aux questions
4	2016-09-02	Modifications aux documents de civil, de structure, d’électricité, mécanique, architecture, architecture du paysage et réponses aux questions.
5	2016-09-09	Report de date, modifications aux plans de structure et réponses aux questions.
6	2016-09-19	Précisions aux plans de civil et réponses aux questions.

Des visites ont été organisées en respectant la nouvelle politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du lundi 15 au mercredi 17 août 2016 ainsi que le vendredi 26 août 2016.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours.

Une majoration de la valeur du contrat des professionnels du projet sera à faire selon la convention de services professionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 25 0010 - 6 février 2017 - Autorisation d'une dépense de 450 000,00 $, taxes incluses, représentant la quote-part de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour la rénovation de la caserne 26, dont une partie du 3ème étage sera transformée en lieu culturel dans l'Est du Plateau.
CG15 0238 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Sutera inc. pour le désamiantage et des

travaux divers à la caserne de pompiers n° 26 située au 2151, avenue Mont-Royal Est, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 882 295,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 5751 (6 soum.)

CG15 0204 - 26 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt de 8 400 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de la caserne 26 située dans l'arrondissement du Plateau -Mont-Royal

CG14 0250 - 29 mai 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CG10 0371 - 28 octobre 2010 - Adoption du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

CG08 0657 - 18 décembre 2008 - Adoption du schéma de couverture de risques en sécurité incendie de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu dix-neuf (19) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO (voir la pièce jointe n° 2) et sept (7) ont déposé une soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission figurent deux (2) associations patronales représentant des entrepreneurs, quatre (4) entreprises fournisseurs d'équipements et de services de sous-traitant. Les six (6) entrepreneurs qui n'ont pas déposé de soumission n'ont pas de disponibilité ou n'avaient pas les ressources pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels pour la réalisation des travaux.
Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à l'entreprise Groupe Geyser inc., soit le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers n° 26.

Au présent contrat, les travaux consistent principalement à :

- démolir partiellement le bâtiment existant;
- construire une dalle d'accès au garage en béton armé;
- construire une nouvelle tour d'ascenseur, avec panneaux de béton préfabriqués fixés sur une charpente d'acier;
- renforcer la structure de la caserne existante;
- reconstruire et rénover l'enveloppe du bâtiment existant en préservant son caractère patrimonial (maçonnerie, toitures, portes et fenêtres);
- reconstruire complètement les aménagements intérieurs du bâtiment existant pour y loger les fonctions de l'arrondissement et de la caserne, les locaux techniques et les garages;
- installer de nouveaux systèmes mécaniques et électriques du bâtiment;
- installer un groupe électrogène pouvant supporter la totalité de la charge des fonctions du SIM;
- réaménager complètement les aménagements extérieurs.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévues de chantier.

JUSTIFICATION

Les sept (7) soumissions reçues sont conformes. Une soumission conforme comportait une erreur de calcul mineure, corrigée par la Ville. Cette correction n'affecte pas l'ordre des soumissionnaires. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels (voir la pièce jointe n° 3).

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Groupe Geyser inc.	8 909 208,09	1 336 381,21	10 245 589,30
St-Denis Thompson inc.	9 125 565,75	1 368 834,86	10 494 400,61
Corporation de Construction Germano	9 253 173,00	1 387 976,00	10 641 149,00
Gesmonde Ltée	9 271 928,93	1 390 789,34	10 662 718,27
Magil Construction Corporaton	9 686 643,75	1 452 996,56	11 139 640,31
Groupe Axino inc.	9 979 668,99	1 496 950,35	11 476 619,34
Entreprise de Construction T.E.Q. inc.	9 988 801,50	1 498 320,23	11 487 121,73
Estimation des professionnels ($)	**8 439 950,53**	**1 265 992,58**	**9 705 943,11**
Coût moyen des soumissions reçues			10 878 176,94
(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			6,17%
((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			1 241 532,42
(la plus haute – la plus basse)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			12,12%
((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($)			539 646,19
(la plus basse – estimation des professionnels)			
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)			5,56%
((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			
Note : tous les prix incluent les taxes.			

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire conforme est supérieur à l'estimation des professionnels qui était de 9 705 943,11 $ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 539 646,19 $ (+5,56 %). Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels (voir la pièce jointe n°.4), le différentiel entre leur estimation et la plus basse soumission conforme est causé notamment par la manière avec laquelle le soumissionnaire a subdivisé les sous-contrats. Dans le chapitre 00 « Charges générales » le prix est élevé à 1 383 750,00 $ et peut s'expliquer par l'aspect patrimonial du bâtiment. Aussi, les coûts associés au chapitre 04 « Ouvrages de maçonnerie » sont également très élevés, bien que cet item soit élevé parmi les sept (7) soumissionnaires. La reproduction à l'identique, la complexité des nombreux assemblages et la réutilisation des matériaux sont autant de facteurs qui ont pu influencer à la hausse les prix soumis. Les coûts associés à l'isolation (chapitre 07) sont aussi élevés en comparaison avec l'estimation des professionnels. La Ville de Montréal demande une certification de membre de l'Association d'isolation du Québec, ce qui peut influencer les prix des sous-traitants admissibles.

Le coût moyen des soumissionnaires est de 10 878 176,94 $ ce qui représente un écart de 6,17 % avec la plus basse soumission conforme. L'écart entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 1 241 532,42 $, soit 12,12 %.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Groupe Geyser inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent

l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse de conformité des soumissions et la recommandation des professionnels avec les pièces jointes n^{os} 3 et 4).

Groupe Geyser inc., adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

Groupe Geyser inc., doit obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Cet entrepreneur détient une autorisation de l'AMF (voir la pièce jointe n° 5).

Groupe Geyser inc. a accepté de prolonger la validité de sa soumission d'une période de 70 jours additionnels (voir la pièce jointe n° 6).

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 10 245 589,30 $ incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de 1 031 210,78 $ taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les frais de laboratoire, de contrôle qualité, de télécommunication, de mobilier, de déménagement et de travaux exécutés par des tiers.

Le montant à autoriser totalise 11 276 800,09 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes (voir la pièce jointe n° 7).

Un montant maximal de 8 668 420,55 $ sera financé par les règlements d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-070 « Travaux de rénovation et protection d'immeubles » et RCG 15-031 « Travaux de rénovation de la caserne 26 ». Un montant maximal de 2 158 379,54 $, taxes incluses, sera financé par les règlements d'emprunt corporatif 06-062 « Intervention immédiate » et 14-032 « Travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui ne sont pas reconnus par la loi sur le patrimoine culturel ». Un montant maximal de 450 000,00 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunts d'arrondissement (6 février 2017, résolution CA17 25 0010, GDD 1166229006).

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière.

Le pourcentage d'occupation est de 76,87 % par l'agglomération et de 23,13 % par l'arrondissement.

Ces dépenses reliées aux travaux sont assumées, après entente, à 76,87 % par l'agglomération, à 19,14 % par la ville centrale et à 3,99 % par l'arrondissement.

Après avoir considéré les frais d'entretien actuels de la caserne 26 et les rénovations majeures apportées au bâtiment, le budget d'entretien devra être ajusté de 150 810 $ en utilisant l'imputation budgétaire suivante : 2101-0010000-114074-09007-55401.

Subvention

Ce projet est admissible à une subvention pour ces travaux de restauration en raison de ses

valeurs historiques, sociales et architecturales ainsi que l'effort de restauration des composantes architecturales.

Le Fonds du patrimoine culturel québécois (FPCQ) subventionne deux tiers des coûts de travaux de restauration admissibles, pour une contribution totale maximale de 1 M$. Les travaux de restauration admissibles ont été validés par les professionnels de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) et les montants de la subvention ont été calculés selon les coûts des travaux de la soumission présentée.

La Division du patrimoine est appelée à participer à l'ensemble du processus, en avisant le service concerné des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux de restauration.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière s'est engagé à respecter les obligations établies à l'Annexe 1 - Entente d'engagement pour la subvention à la restauration FPCQ (voir pièce jointe n° 8) avec la Division du patrimoine.

La subvention actuelle, financée à 2/3 par le Fonds, est basée sur la soumission de Groupe Geyser Inc. et les plans et devis de Rubin & Rotman, architectes. Le montant du coût des travaux de restauration admissible est de 1 541 174,20 $ incluant les taxes et les contingences. La subvention s'élève donc à 1 000 000,00 $ incluant les taxes et les contingences (voir le calcul de la subvention par la pièce jointe n° 9). Ces montants ont été autorisés en vertu de la recommandation de crédit du MCCQ no. 13-01.03.06.01-0223 (voir la pièce jointe no.10).

L'aide financière est assumée par deux parties prenantes soit 500 000,00 $, incluant les taxes et les contingences, par la Ville de Montréal et soit 500 000,00 $, incluant les taxes et les contingences, par le ministère de la Culture et des Communications.

Voir l'avis d'intervention de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) pour complément d'information en pièce jointe n° 11.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet vise l'obtention d'une certification LEED – NC argent. L'entrepreneur aura, notamment, la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition.
La gestion des sols d'excavation sera réalisée conformément aux règlements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Ce projet comporte parmi ses objectifs d'optimiser la consommation énergétique du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder aux travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers n° 26, car la caserne a atteint un indice de vétusté élevé. La rénovation permettra au SIM et à l'arrondissement de mieux répondre aux besoins des citoyens.
Tout retard dans ce dossier pourrait mettre en péril l'intégrité du bâtiment et de l'actif immobilier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 13097

Octroi du contrat au CG :	Mars 2017
Réalisation des travaux :	Avril 2017 à août 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Certification de fonds :
Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe (Michel BRUNET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal
Benoît FAUCHER, Service de la mise en valeur du territoire
Julie CASTONGUAY, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Julie CASTONGUAY, 15 février 2017
Benoît FAUCHER, 15 février 2017
Carole GUÉRIN, 14 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane PROTEAU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5082
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Marie-Hélène LESSARD
Chef de Division

Tél : 514 872-7826
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2017-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-21

Montréal

Bâtiment : 0079

Année originale de construction : 1901

Description : Caserne 26

Adresse : 2151, avenue Mont-royal Est,
Arrondissement du Plateau-Mont-Royal



Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5862

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 16 - 09 - 30

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
13097	16065-2-001	0079

Titre

Caserne 26, rénovation majeure

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Groupe Geyser, Inc.	10,245,589.30 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	St-Denis Thompson	10,494,400.61 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : le Certificat d'attestation sur la loi sur la publicité légale des entreprises a été transmise après la fermeture des soumissions.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Corporation de construction Germano	10,641,149.00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Gesmonde Ltée	10,662,718.27 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Il manque les fiches projets en maçonnerie

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
5	Magil construction	11,139,640.31 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
6	Groupe Axino	11,477,239.45 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☒ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Tous les documents sont présents mais il y a une erreur de calcul de 620.11$.

+ 1	autres soumissions, au-delà des 6 premières	11,487,121.73 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 4 non conformes : 1 en dérogation majeure : 2 en dérogation mineure :

Signature

Firme : Rubin et Rotman architectes

Fonction : Architecte nom : Stephen Rotman

Rubin & Rotman associés

270 Prince
Studio 200
Montréal, Québec
H3C 2N3

Tél.: 514.861.5122
Fax.: 514.861.5383

www.rubinrotman.com
info@rubinrotman.com

Architectes

04 octobre 2016

Stéphane Proteau, gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Qc), H2Y 3Y8

NOM DU PROJET : Rénovation de la Caserne 26 – Rénovation majeure
NO DE MANDAT : 16065-2-001
NO DE CONTRAT : 13097

Objet : Recommandation de soumission

M. Proteau,

Nous avons procédé à l'analyse des soumissions que vous avez reçues le 26 septembre 2016 pour le projet de Rénovation de la caserne 26 – Rénovation majeure, bâtiment situé au 2151 avenue du Mont-Royal Est.

Vous verrez le descriptif des montants de soumissions dans le document ACS ci-joint.

- De manière générale, nous constatons que la variation de prix des 7 soumissionnaires avoisine les 12%. Le prix soumis par le plus bas soumissionnaire, *Le Groupe Geyser,* est de 10,245,589.30$ incluant les taxes ainsi que des contingences de construction de l'ordre de 15%.
- La différence entre le prix global du plus bas soumissionnaire et l'estimé des professionnel, avec les contingences et taxes, est de l'ordre de 5.56%.

- Toutefois, certains prix semblent très élevés :
  - Le chapitre 00, qui décrit les charges générales, est très élevé à 1,383,750.00$
    Ce coût élevé peut s'expliquer par l'aspect patrimonial du bâtiment.
  - Les coûts associés aux travaux de maçonnerie sont également très élevés, bien que cet item soit élevé parmi les 7 soumissionnaires. La reproduction à l'identique, la complexité des nombreux assemblages et la réutilisation des matériaux sont autant de facteurs qui ont pu influencer à la hausse les prix soumis. L'entrepreneur en maçonnerie choisi est le même pour 5 des 7 soumissionnaires. Il n'est pas clair qui est le sous-traitant en maçonnerie pour Gesmonde, puisqu'il manque les fiche-projets demandées.
  - Les coûts associés à l'isolation (chapitre 07) sont aussi élevés en comparaison avec l'estimation des professionnels. La ville de Montréal demande une certification de membre de l'Association d'isolation du Québec, ce qui a pu influencer les prix en limitant les sous-traitants admissibles.
- Les coûts associés aux produits de finition sont par contre plus bas que l'estimé des professionnels. Il est possible que certains coûts tels que ceux associés aux finitions des dalles de béton ont été mis ailleurs dans le bordereau. Sinon, les

tuiles de plancher, céramique, peinture et autres matériaux étaient bien décrits aux documents.

- Le prix soumis pour l'aménagement paysagé est aussi très bas par rapport à l'estimé du professionnel paysagiste du projet. Le plus bas soumissionnaire nous a confirmé que tous les coûts en architecture de paysage ont été inclus au mandat.
- Les coûts en ingénierie ne présentent pas de grands écarts avec l'estimé des professionnels et entre les soumissionnaires eux-mêmes.
- Les coûts des produits pétroliers sont comparables d'un soumissionnaire à l'autre, mais le plus bas soumissionnaire est sensiblement moins cher. Par contre, il est à noter que la section 15-500, montrée au bordereau de soumission, n'était pas incluse au projet. Le plus bas soumissionnaire a donc indiqué 1$ à cette ligne, afin de ne pas inscrire ''non-applicable''. Il nous a bel et bien confirmé que les coûts associés aux produits pétroliers et toutes ses composantes décrites aux documents en ingénierie sont donc inclus à la ligne ''Produit pétrolier''.

Les documents obligatoires demandés à inclure à la soumission ont été soumis par le plus bas soumissionnaire, soit entre autre :
- Formulaire de soumission et annexes;
- Formulaires 1,2 et 11;
- Certificat d'Attestation sur la loi sur la publicité légale des entreprises;
- Licence émise par la Régis du bâtiment;
- Déclaration des liens d'affaires (point 8 du bordereau des travaux).

Comme il est conforme, nous recommandons donc l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire, soit *Le groupe Geyser Inc.*, au montant de 10,245,589.30$.

Veuillez agréer, M. Proteau, mes salutations distinguées,



Stephen Rotman, architecte

p/j Formulaire d'analyse de conformité des soumissions (ACS)

Le 9 février 2017

Par courriel
stephane.proteau@ville.montreal.qc.ca

Monsieur Stéphane Proteau, ing.
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal QC H2Y 3Y8

Objet Confirmation de la prolongation de soumission – 70 jours additionnels
Rénovation majeure de la caserne 26

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, et tel qu'indiqué à la lettre de Madame Lessard, datée du 23 janvier 2017, il nous fait plaisir de vous confirmer que nous acceptons de prolonger la validité de notre soumission pour le projet *Rénovation majeure de la caserne 26*, d'une période de 70 jours additionnels.

Vous trouverez ci-joint l'avenant no 2 émis par *Intact* déclarant que le cautionnement de soumission ainsi que la lettre d'engagement nº 7610076-16-026 sont prolongés d'autant.

Nous espérons le tout à votre satisfaction et demeurons dans l'attente de l'octroi du contrat.

Veuillez accepter, Monsieur, nos salutations les meilleures.

M. Lebrun pour :
Gilles Brassard, ing., ASC
Président

p.j. : Avenant no 2, Intact Assurance

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
205, boulevard Curé-Labelle, bureau 201, Laval (Québec) H7L 2Z9
T 450 625-2003 F 450 625-2883
www.groupegeyser.com
RBQ 5587-5751-01

[intact] ASSURANCE

AVENANT

No: **2**

Cet avenant fait partie intégrante du cautionnement de soumission et la lettre d'engagement no. 7610076-16-026

Bénéficiaire : **Ville de Montréal**

Description des travaux : **Rénovation majeure de la caserne 26 – 2151 Avenue Mont-Royal Est – Arrondissement Plateau Mont-Royal.**

Émis au nom de (entrepreneur) : **Groupe Geyser inc.**

Caution : **Intact Compagnie d'assurance**

Il est par la présente, entendu et convenu que:

La période de validité est prolongée de 70 jours additionnels.

L'entrepreneur et la Caution acceptant le(s) changement(s) mentionné(s) ci-haut. Les autres termes et conditions demeurent cependant inchangés.

Daté ce **27 janvier 2017.**

GROUPE GEYSER INC.

Par:_____
Entrepreneur

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

Par:_____
Lise Roch, mandataire

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Rénovation et mise aux normes**				Mandat :	16065-2-001	
	Caserne 26 (0079), 2151 avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal				Contrats :	13097	
Date :	**19-oct-16**						
Étape :	**Octroi de contrat**						
			Budget	**Tps 5,0%**		**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**	**$**				
Contrat 13097	Rénovation - phase 2 - SIM		7 748 822,00				
	Sous-total :	**100,0%**	**7 748 822,00**	**387 441,10**		**772 944,99**	**8 909 208,09**
	Contingences de construction	15,0%	1 162 323,30				
	Total - Contrat :		**8 911 145,30**	**445 557,27**		**888 886,74**	**10 245 589,31**
Incidences							
	Total - Incidences :	**10,1%**	**896 900,00**	**44 845,00**		**89 465,78**	**1 031 210,78**
Ristournes	**Coût du projet (Montant à autoriser)**		**9 808 045,30**	**490 402,27**		**978 352,52**	**11 276 800,09**
	Tps	100,00%		490 402,27			490 402,27
	Tvq	50,0%				489 176,26	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**9 808 045,30**			**489 176,26**	**10 297 221,56**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires.

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 53 % en 2017 et à 47 % en 2018.

Montréal

Service de la mise en valeur du territoire
Direction de l'urbanisme
Division du patrimoine

303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

ANNEXE 1

Confirmation de l'engagement

Subvention à la restauration FPCQ - Bâtiments municipaux, Volet 1 (2013-2015)

Veuillez prendre connaissance des responsabilités de chacune des parties, signer à la dernière page du présent document et nous retourner l'original afin de confirmer votre participation.

Projet : Restauration de l'enveloppe Caserne 26

Adresse : 2151 Mont-Royal, est

Responsabilités des parties

A. L'arrondissement/Le Service s'engage envers le Service de la mise en valeur du territoire à :

1. Remplir le formulaire de description du projet à l'Annexe 2, comprenant :
   - la description des travaux en précisant la portée des travaux de restauration;
   - le budget des travaux de construction ainsi qu'un montage financier;
   - le calendrier détaillé pour la réalisation du projet, comprenant les phases de conception et de réalisation;
   - les objectifs visés pour la réalisation du projet;
   - le nom du chargé de projet.

2. Faire réaliser, lorsque requis, les études nécessaires pour connaître l'état du bâtiment, l'historique ainsi que sa valeur patrimoniale (carnet de santé, énoncé patrimonial, études patrimoniales);

3. Fournir, dès leur réception, tous les documents des professionnels, (plans, devis et estimations budgétaires) pour révision, et ce, à chaque étape du développement du projet;

4. Fournir un calendrier des réunions de coordination et de chantier, ainsi que des visites et inspections. Informer le représentant de la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) lorsque sa présence est requise;
5. Informer le représentant de la Division du patrimoine de tout changement touchant les composantes en restauration, en cours d'élaboration ou en cours du chantier, (avis de modification, notes de chantier, etc.) qui pourrait affecter le montant de la subvention;

6. Fournir, dès réception, au représentant de la Division du patrimoine, pour analyse, les dessins d'atelier et les fiches techniques des matériaux ou composantes faisant l'objet de la subvention;

7. Fournir, dès réception, au représentant de la Division du patrimoine, les demandes de paiement validées par le chargé de projet, pour révision des montants concernant les travaux faisant l'objet de la subvention;

8. Affecter les montants de la subvention exclusivement aux dépenses admissibles suivantes :

   - Les honoraires de base des professionnels, s'il y a lieu, au prorata de la valeur des travaux de restauration admissibles.
   - Les travaux de restauration des composantes et matériaux d'origine d'un bâtiment patrimonial, tels que décrits à l'Annexe 4, déterminés par le représentant de la Division du patrimoine.

9. Respecter les critères relatifs aux communications mentionnés au protocole de visibilité de l'entente avec le MCCQ ainsi qu'au Guide destiné aux arrondissements et aux services municipaux (Annexe 3).

B. Le Service de la mise en valeur du territoire s'engage à :

1. Accorder une subvention aux deux tiers de la valeur des travaux de restauration admissibles et des frais et honoraires professionnels s'il y a lieu, applicables jusqu'à un maximum de 1 M$, sous réserve des disponibilités budgétaires.

2. Offrir un soutien pour l'ensemble du projet comprenant :

- une séance d'information sur les modalités du programme d'aide financière à la restauration des bâtiments patrimoniaux;
- la participation d'un représentant de la Division du patrimoine aux réunions avec les professionnels, aux réunions de chantier pertinentes, ainsi qu'aux visites de chantier portant sur la restauration;
- l'analyse des documents des professionnels (plans et devis, estimations budgétaires, avis des changements et demandes de paiement) portant seulement sur les éléments de restauration du projet;
- l'accompagnement spécifique tout au long du projet, portant sur la restauration des éléments patrimoniaux.

3. Fournir une charte des responsables du projet incluant les noms et coordonnées du chargé du projet et du responsable de la Division du patrimoine. Aux fins de la présente entente, le chargé de projet à la Division du patrimoine est Benoit Faucher.

2016·10·21

Sophie Lalonde, directrice Date
Direction Gestion des projets - développement et maintien d'actifs
Service de la gestion et de la planification immobilière

2016·10·25

Sylvain Ducas, directeur Date
Direction de l'Urbanisme
Service de la mise en valeur du territoire

Subvention à la Restauration
Immeubles municipaux
FPCQ

caserne 26			2016-10-04	
	soumission Geyser	**Admissible**	**% admissible**	
Charges particulières	**1 383 750,00 $**	**207 412,50 $**	**15%**	
organisation admin et profit	1 202 750,00 $	180 412,50 $	15%	
cautionnement et assurance	160 000,00 $	24 000,00 $	15%	
chauffage	10 000,00 $	1 500,00 $	15%	
gardiennage	- $	- $	0%	
cloture de chantier	10 000,00 $	1 500,00 $	15%	
entrée électrique temp.	1 000,00 $	- $	0%	
01-Charges particulières	**8 000,00 $**	**- $**	**0%**	
LEED	5 000,00 $	- $	0%	
gestion déchêts démo	1 000,00 $	- $	0%	
protection envi.	1 000,00 $	- $	0%	
mise en service	1 000,00 $	- $	0%	
	- $	- $	0%	
	- $	- $	0%	
02-aménagement	**925 872,00 $**	**86 250,00 $**	**9%**	
travaux chaussée	12 000,00 $	- $	0%	
trottoirs	2 500,00 $	- $	0%	
bordures	1 000,00 $	- $	0%	
égouts	26 500,00 $	- $	0%	
démo partielle	575 000,00 $	86 250,00 $	15%	
excavation	275 000,00 $	- $	0%	
terrassement	15 000,00 $	- $	0%	
bancs	2 000,00 $	- $	0%	
mobilier	750,00 $	- $	0%	
terre culture	500,00 $	- $	0%	
plantation	2 720,00 $	- $	0%	
pavage	11 102,00 $	- $	0%	
pierre et surfaces	1 800,00 $	- $	0%	
	- $	- $	0%	
03-Béton	**810 000,00 $**	**- $**	**0%**	
coffrages	320 000,00 $	- $	0%	
ferraillage	117 000,00 $	- $	0%	
accessoires	5 000,00 $	- $	0%	
béton	118 000,00 $	- $	0%	
béton préfab	250 000,00 $	- $	0%	
04-maçonnerie	**936 000,00 $**	**525 450,00 $**	**56%**	
brique et bloc	437 000,00 $	65 550,00 $	15%	
mortier	46 000,00 $	6 900,00 $	15%	
restauration	257 000,00 $	257 000,00 $	100%	
réparation rejointoiement	103 950,00 $	103 950,00 $	100%	
ouvrages historiques	92 050,00 $	92 050,00 $	100%	
	- $	- $	0%	
05-métaux	**670 000,00 $**	**70 000,00 $**	**10%**	
charpente	600 000,00 $	- $	0%	
métal façonné	70 000,00 $	70 000,00 $	100%	
	- $	- $	75%	
	- $	- $	0%	
	- $	- $	90%	
06-Bois plastique…	**105 000,00 $**	**25 000,00 $**	**24%**	
Menuiserie gros bois-d'oeuver	70 000,00 $	- $	0%	
finition	25 000,00 $	25 000,00 $	100%	
laminés	10 000,00 $	- $	0%	
	- $	- $	90%	
07-Isolation étanchéité	**416 000,00 $**	**60 000,00 $**	**14%**	
hydrofuge	40 000,00 $	- $	0%	
isolant rigide	47 000,00 $	- $	0%	
isolant fibre..	10 000,00 $	- $	0%	
isolant mousse	6 000,00 $	- $	0%	
enduit igni	5 000,00 $	- $	0%	
pare-aire	62 000,00 $	- $	0%	
revet mét.	30 000,00 $	- $	0%	
élastomère	101 000,00 $	- $	0%	
couverture végé	30 000,00 $	- $	0%	
solins et accessoires	80 000,00 $	60 000,00 $	75%	
trappe	1 000,00 $	- $	0%	
protect coupe-feu	2 000,00 $	- $	0%	
calfeutrage	2 000,00 $	- $	0%	
08-Ouvertures et fermetures	**275 000,00 $**	**180 000,00 $**	**65%**	
portes cadres alum	5 000,00 $	- $	0%	
portes garages	8 000,00 $	- $	0%	
portes bois	10 000,00 $	10 000,00 $	100%	
fenêtres alu	30 000,00 $	- $	0%	
fenêtres bois	170 000,00 $	170 000,00 $	100%	
chambranles..	50 000,00 $	- $	0%	
miroiterie	2 000,00 $	- $	0%	
09-Finition	**291 900,00 $**	**6 490,00 $**	**100%**	
colombages	25 000,00 $	- $	0%	
ossature plaf	10 000,00 $	- $	0%	
placoplate	90 000,00 $	- $	0%	
carrelage	50 000,00 $	- $	0%	
revet sol	15 000,00 $	- $	0%	
plaf	16 000,00 $	- $	0%	
carreaux	20 000,00 $	- $	0%	
couvre sol	1 000,00 $	- $	0%	
peinture	64 900,00 $	6 490,00 $	10%	
	- $	- $	0%	
articles spéciaux	**85 500,00 $**	**- $**	**0%**	
	85 500,00 $	- $	0%	
équipements	**12 000,00 $**	**- $**	**0%**	
	12 000,00 $	- $	0%	
fournitures ameublement	**5 000,00 $**	**- $**	**0%**	
	5 000,00 $	- $	0%	
25-plomberie/mécanique	**1 172 000,00 $**	**- $**	**0%**	
	1 172 000,00 $	- $	0%	
16-Électricité	**483 000,00 $**	**- $**	**0%**	
électricité	483 000,00 $	- $	0%	
mise en service mécanique	**2 000,00 $**	**- $**	**0%**	
mise en servie	2 000,00 $	- $	0%	
parasismique CVCA	**4 800,00 $**	**- $**	**0%**	
parasismique CVCA	4 800,00 $	- $	0%	
mise en service élect	**3 000,00 $**	**- $**	**0%**	
misen en service élect	3 000,00 $	- $	0%	
transport vertical	**80 000,00 $**	**- $**	**0%**	
transport vertical	80 000,00 $	- $	0%	
produit particuliers	**80 000,00 $**	**- $**	**0%**	
produit particuliers	80 000,00 $	- $	0%	
SOUS TOTAL	**7 748 822,00 $**	**1 160 602,50 $**	**15%**	
Contingences design 0%	- $	- $	0%	
SOUS-TOTAL	**7 748 822,00 $**	**1 160 602,50 $**		
	- $	- $	0%	
SOUS-TOTAL	**7 748 822,00 $**	**1 160 602,50 $**	15%	
	- $	- $	0%	
Total avant taxes	7 748 822,00 $	1 160 602,50 $	15%	
TPS	387 441,10 $	58 030,13 $		
TVQ	772 944,99 $	115 770,10 $		
Total avec taxes TRAVAUX ADMISSIBLE	**8 909 208,09 $**	**1 334 402,72 $**	**15%**	
contingences 15%	**1 336 381,21 $**	**200 160,41 $**	**15%**	
DÉPENSES PROJET	**10 245 589,31 $**	**1 534 563,13 $**		
Subvention 2/3 du montant (max.) 1 000 000$		1 023 042,09 $		
Subvention		**1 000 000,00 $**		

Montréal

Culture et Communications Québec

Information sur la fiche projet

Approbation officielle de la Direction de Montréal du Ministère de la Culture et des Communications le 2016-09-16 13:39:45

Version de la fiche	1

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2013 (Période du 1er Avril 2013 au 31 Mars 2014)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-03 Agglomération de Montréal
Programme/Mesure	01-03-06 Fonds du patrimoine
Projet	01-03-06-01 Biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et aux villes liées
Nom du sous-projet	CASERNE 26 - 2151-2165 av. du Mont-Royal est

Numéro de recommandation de crédit	13-01.03.06.01-0223

Budget alloué				
Ministère de la culture et des communications		**Ville de Montréal**		**Total**
0 $	500 000 $	0 $	500 000 $	1 000 000 $
Transfert/BF	**Dette/PTI**	**Transfert/BF**	**Dette/PTI**	**Total**

Description

Édifice public qui représente le mieux le pouvoir public, l'hôtel de ville sert de siège à l'administration municipale. À l'origine, la structure la plus souvent utilisée dans les villes et les villages est celle qui combine l'hôtel de ville au marché public. Au cours du XIXe siècle, on construit dans les municipalités les plus importantes, un édifice autonome pour loger cette fonction. Dans les municipalités plus petites, on construit plutôt un hôtel de ville multifonctionnel qui renferme d'autres services municipaux tels que: caserne de pompiers, poste de police ou autre. La municipalité De Lorimier opte pour un bâtiment polyvalent qui sert à divers services municipaux, notamment un poste d'incendie et un de police.

Le village de De Lorimier est érigé en municipalité en 1895. Au tournant du XXe siècle Montréal connaît une croissance phénoménale. Cette phase d'expansion est ponctuée d'une série d'annexions. En effet, pour la période 1905-1918 dix-neuf municipalités sont annexées à la ville de Montréal. Parmi celles-ci, la municipalité de De Lorimier est annexée en 1909. Ces annexions permettent à la métropole du Canada de s'étendre de plus en plus sur le territoire de l'île. En plus d'accueillir la population des régions venue y chercher du travail, Montréal accueille des milliers d'immigrants qui contribuent à lui donner une personnalité et un visage unique. L'adaptation à cette urbanisation rapide marque les premières décennies du XXe siècle. La municipalité est administrée par des conseillers élus qui représentent leur quartier. Ces conseillers appartiennent à deux catégories soit ceux qui sont élus par les propriétaires et ceux élus par l'ensemble de la population. Ce n'est qu'à partir de 1962 que tous les conseillers seront soumis au vote de l'ensemble des électeurs montréalais.

Points d'intérêt

Implanté dans un îlot résidentiel, l'ancien hôtel de ville De Lorimier est construit pour cette municipalité en 1901, selon les plans de J. O. A. Laforest, ingénieur, ex-surintendant de l'aqueduc de Montréal et des architectes Bernard & Paris. L'édifice représente un exemple des plus intéressants d'hôtel de ville polyvalent. Situé à l'angle nord-est des avenues Mont-Royal et des Érables, l'édifice abrite jusqu'à tout récemment l'une de ses fonctions d'origine : la caserne no 26. Ce bâtiment se distingue par sa tour à boyaux à l'angle des avenues Mont-Royal et des Érables. Depuis la rue, on découvre une bonne partie de son architecture. Le bâtiment a conservé à l'extérieur la plupart de ses caractéristiques originales : murs de briques rouge avec incrustation de pierre

Les travaux touchent l'ensemble du bâtiment, notamment la restauration de son enveloppe extérieure, soit sa maçonnerie de pierre grise et de brique, sa toiture en mansarde ainsi que les portes et fenêtres. Le bâtiment doit loger la caserne de pompiers ainsi que des bureaux administratifs du Service des Incendies, ainsi que des locaux locatifs à l'étage supérieur. La division du patrimoine est appelé à fournir une contribution financière aux travaux de restauration admissibles. Cette subvention correspond à 2/3 du montant de ces travaux admissibles en vertu de l'entente MCC-Ville. Le bâtiment est admissible à l'aide financière de par son statut protégé par la réglementation de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, ainsi que de par sa valeur architecturale.

L'élaboration du projet doit se faire d'octobre à décembre 2014, et les travaux devraient se dérouler d'avril à décembre 2015. La division du patrimoine est appeler à participer à l'ensemble du processus, en avisant les services concernés des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux.

Le budget estimé des travaux de restauration admissibles est de plus de 1 500 000$, financés à 2/3 par le Fonds.

Ce bâtiment est régi par la réglementation d'urbanisme de l'Arrondissement Plateau Mont-Royal (PIIA)

Objectif(s)
Assurer un soutien financier pour contribuer au bon état de conservation des biens classés et à leur mise en valeur. Préservation des caractéristiques architecturales d'origine afin de maintenir l'importance patrimoniale de ces infrastructures dans la ville.

Calendrier de réalisation
Les plans et devis sont en élaboration avec un relevé du bâtiment Appel d'offres et octroi du contrat : hiver 2015 Début des travaux : printemps 2015 Fin des travaux prévus : décembre 2015

Indicateurs		
Moyens d'actions	**Indicateurs de résultats**	**Résultats attendus**
-Étude du bâtiment en regard des travaux	Identification des composantes origines	Obtention des documents de constructions/photos historiques
- Mandater un architecte pour élaborer les plans	Composantes de remplacement en regard aux composantes d'origines.	Obtention de plans et devis conformes aux attentes du Patrimoine pour la Restauration.
- Évaluer le coût des travaux en regard des montants de subvention prévus.	Estimation en regard des montants disponibles.	Être en mesure de subventionner les travaux.
- Soumissions	Résultat des soumissions	Conformité aux budgets estimés,
- Exécution des travaux	Travaux, vérifiés par inspection	Correspondance des travaux aux plans et devis

Communications
Aucune opération de communication n'est prévue pour ce dossier.

Professionnels	
Professionnel (Ville de Montréal)	Benoit Faucher <benoit.faucher@ville.montreal.qc.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Annie Thériault <annie.theriault@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Nathalie Martin <nathalie.m.martin@ville.montreal.qc.ca>

Conseiller budgétaire	
Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Chaussegros <finances_obc_mise_en_valeur_du_territoire@ville.montreal.qc.ca>

Liste de distribution
Aucun acteur disponible

Fichiers nécessaires à l'approbation		
Nom du fichier	**Taille**	**Date**
223 -Caserne 26, fiche financière.pdf	305.27 ko	2016-09-15 15:09

Information sur la fiche projet

Remarques
Cette fiche projet papier a été approuvée en date du 4 décembre 2014.

Avis du ministère
Aucun avis disponible

Commentaire

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

Service de la mise en valeur du territoire,
Direction de l'Urbanisme,
Division du patrimoine

Numéro de dossier :
1167217002

Objet	Objet du dossier : Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

Note : Avis d'intervention

Avis favorable avec commentaires

◆Commentaires

Le conseil d'agglomération a approuvé le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) avec la ministre de la Culture et des Communications. Parmi les investissements confirmés par cette entente, les partenaires créaient le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) (FPCQ) pour la conservation et la mise en valeur des immeubles municipaux d'intérêt patrimonial (CG 140020).

Pour les immeubles municipaux, dans le cadre du FPCQ, le 1/3 des coûts de restauration admissibles et des frais inhérents est assumé par le service ou l'arrondissement responsable de l'immeuble alors que les 2/3 des coûts restants sont assumés par le fonds dans les proportions prévues à l'Entente soit 50 % par le Ministère et 50 % par la Ville.

Le 16 avril 2014, en appui à la décision CG 140020, la Direction de la culture et du patrimoine a présenté au comité exécutif les orientations pour l'identification et la sélection des projets de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti municipal. Cette sélection découle d'un appel de candidatures auprès des arrondissements, des villes liées et des services centraux. Au départ, une vingtaine de projets répondaient aux critères pour l'obtention d'un financement, dont le kiosque du parc Molson.
La Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) a analysé et retenu ce projet pour l'admissibilité d'une subvention en raison de sa localisation dans une zone de PIIA de l'arrondissement, de ses valeurs historique, social et architecturale ainsi que l'effort de restauration des composantes architecturales. Sa restauration permettra de conserver en bon état le bâtiment dans le parc immobilier de la Ville de Montréal et ainsi contribuera à sa sauvegarde qui répond à un des objectifs de la Politique du patrimoine de la Ville de Montréal.

Intérêt patrimonial

Édifice public qui représente le mieux le pouvoir public, l'hôtel de ville sert de siège à l'administration municipale. À l'origine, la structure la plus souvent utilisée dans les villes et les villages est celle qui combine l'hôtel de ville au marché public. Au cours du XIXe siècle, on construit dans les municipalités les plus importantes, un édifice autonome pour loger cette fonction. Dans les municipalités plus petites, on construit plutôt un hôtel de ville multifonctionnel qui renferme d'autres services municipaux tels que: caserne de pompiers, poste de police ou autre. La municipalité De Lorimier opte pour un bâtiment polyvalent qui sert à divers services municipaux, notamment un poste d'incendie et un de police.

Implanté dans un îlot résidentiel, l'ancien hôtel de ville De Lorimier est construit pour cette municipalité en 1901, selon les plans de J. O. A. Laforest, ingénieur, ex-surintendant de l'aqueduc de Montréal et des architectes Bernard & Paris. L'édifice représente un exemple des plus intéressants d'hôtel de ville polyvalent. Situé à l'angle nord-est des avenues Mont-Royal et des Érables, l'édifice abrite jusqu'à tout récemment l'une de ses fonctions d'origine : la caserne no 26. Ce bâtiment se distingue par sa tour à boyaux à l'angle des avenues Mont-Royal et des

Érables. Depuis la rue, on découvre une bonne partie de son architecture. Le bâtiment a conservé à l'extérieur la plupart de ses caractéristiques originales : murs de briques rouge avec incrustation de pierre

Le bâtiment est admissible à l'aide financière de par son statut protégé par la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, ainsi que de par sa valeur architecturale.

Ce bâtiment est régi par la réglementation d'urbanisme de l'Arrondissement Plateau Mont-Royal (PIIA)

Travaux de restauration
Les travaux touchent l'ensemble du bâtiment, notamment la restauration de son enveloppe extérieure, soit sa maçonnerie de pierre grise et de brique, sa toiture en mansarde ainsi que les portes et fenêtres. Le bâtiment doit loger la caserne de pompiers ainsi que des bureaux administratifs du Service des Incendies, ainsi que des locaux locatifs à l'étage supérieur. La division du patrimoine est appelé à fournir une contribution financière aux travaux de restauration admissibles. Cette subvention correspond à 2/3 du montant de ces travaux admissibles en vertu de l'entente MCC-Ville

- Selon les plans de Rubin and Rotman, architectes

Cette intervention a pour but d'assurer un soutien financier pour contribuer au bon état de conservation des biens classés ou dans des secteurs patrimoniaux et à leur mise en valeur. Préservation des caractéristiques architecturales d'origine afin de maintenir l'importance patrimoniale de ce type d'infrastructures dans la ville.

De plus, les travaux devront respecter les exigences du permis de l'arrondissement et de l'autorisation du ministère de la Culture et des Communications en rapport à ce projet.

Implication SMVT – SGPI

La Division du patrimoine du SMVT participe au processus, en avisant le service concerné des attentes et des critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux de restauration et des paiements s'y rattachant.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière s'engage à respecter les critères de restauration et les critères concernant la communication mentionnée au protocole de visibilité de l'Entente,

La division du patrimoine est appeler à participer à l'ensemble du processus, en avisant les services concernés des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et en validant les interventions et les montants admissibles, en plus d'effectuer le suivi des travaux.
Financement sous réserve de répondre à l'ensemble des commentaires émis par le MCCQ et la division du Patrimoine.

Le coût des travaux de restauration admissibles incluant des contingences de 15% est de **1 541 174,20 $** taxes incluses, financé à 2/3 par le Fonds et basé sur la soumission de « Groupe Geyser Inc». Le montant de la subvention est de **1 000 000 $** taxes incluses et se répartit à parts égales de 50% entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

Numéro de dossier :
1167217002

Voir le tableau ventilé du projet pour la liste des travaux et les montants admissibles à la subvention.

Ces montants ont été autorisés en vertu des recommandations de crédits du MCCQ, soit :

Fiche financière : Entente 2012-2015 nº 13-01.03.06.01-0223 (1 million $)

Coûts des travaux de restauration admissibles:

1 541 174,20 $ toutes taxes incluses

Montant total des travaux admissibles (2/3 du montant)	**1 000 000,00** $
Ville de Montréal	500 000,00 $
Ministère de la Culture et des communications :	500 000,00 $

Toutes taxes incluses

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 23 OCTOBRE 2015.
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*.

Rénovation majeure – Caserne 26

A15-PMR-01

Localisation :	2151, avenue du Mont-Royal Est Arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Reconnaissance municipale :	Immeuble identifié par l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal comme témoin architectural significatif (TAS). Immeuble situé au sein du secteur de valeur exceptionnelle de l'avenue du Mont-Royal au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
Reconnaissance provinciale :	aucune
Reconnaissance fédérale :	aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du conseil d'arrondissement du Plateau Mont-Royal, considérant la valeur architecturale du bâtiment

NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste en plusieurs interventions portées au bâtiment de la Caserne 26 : démolition et reconstruction de la tour d'ascenseur, de la fausse mansarde et du toit, réfection de l'ensemble de l'enveloppe extérieure et réaménagement complet intérieur. Comme la demande comprend la démolition de plus de 35% du volume de la caserne, le projet est considéré comme une démolition.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement a émis un avis préliminaire favorable au projet le 26 mai 2015 ainsi qu'un avis favorable à la tenue d'une réunion du comité de démolition le 14 juillet 2015. Le Comité de démolition a accepté la demande d'autorisation de démolition de l'immeuble le 28 juillet 2015. Par la suite, une proposition révisée a été soumise au CCU, qui a émis une recommandation favorable aux révisions proposées le 8 septembre 2015.

Le Conseil d'arrondissement, qui devra autoriser le projet, souhaite disposer de l'avis du CPM afin d'éclairer sa décision.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

HISTORIQUE DU BÂTIMENT[1]

À sa construction en 1901-1902 par la municipalité De Lorimier, la Caserne 26 était un Hôtel de ville multifonctionnel, qui comprenait un poste incendie ainsi qu'un bureau de poste et de police. La caserne de pompiers est la seule fonction qui ait perduré jusqu'à aujourd'hui, sans interruption. Suite à l'annexion en 1909 de la Municipalité de De Lorimier à la Cité de Montréal et jusqu'à l'incendie qui toucha le bâtiment en 1999, le bâtiment a également été occupé par plusieurs services municipaux et divers organismes communautaires. À la suite de l'incendie, seule la caserne a été réouverte, en 2000. Le reste des locaux (rez-de-chaussée de la section est et la totalité du 3e étage) est demeuré vacant et n'a pas été rénové. Originellement, la tour d'angle marquait un décroché par rapport aux façades avant et latérale. Elle s'imbriquait juste après les portes de garage de la caserne et accueillait la porte d'entrée principale. En 1931, la tour a été démolie à cause de problèmes structuraux et le coin du bâtiment fut reconstruit en prolongeant chacune des façades. Une nouvelle travée de fenêtres ainsi qu'une nouvelle porte d'entrée furent ajoutées à gauche des portes de garage. En 1960, on construisit une cage d'ascenseur à l'angle du bâtiment, c'est la tour qu'on peut voir aujourd'hui. Elle est condamnée depuis l'incendie de 1999.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet prévoit la réhabilitation totale du bâtiment, comprenant l'installation d'une nouvelle structure d'acier et sa mise à niveau technique, sismique et fonctionnelle. La caserne sera maintenue au rez-de-chaussée et au 2e étage et un espace culturel ouvert au public sera aménagé au 3e étage. Le projet vise une certification LEED argent.

La toiture, la fausse mansarde et le 3e étage, doivent être démolis; la façade principale et des parties importantes des autres façades doivent être démontées et remontées à cause de leur état de dégradation avancé. En outre, des travaux de décontamination des finis intérieurs, impliquant le dégarnissage de toutes les surfaces, ont été réalisés. La façade principale, qui présentait un désaxement vertical, a dû être étayée temporairement. Le projet prévoit également de démolir la cage d'ascenseur des années 60 située à l'angle du bâtiment et de reconstruire une tour qui abritera également un ascenseur. L'entrée située à gauche des portes de garage sera transformée, l'angle de la façade principale sera évidé et un nouvel accès public menant au 3e étage, qui permettra la distinction avec les activités de la caserne, y sera aménagé.

Le projet prévoit de réhabiliter les composantes architecturales d'origine, en conformité avec la réglementation de l'Arrondissement. La reconstitution des éléments démontés s'appuiera sur une analyse des photos anciennes et des éléments existants lors du démontage car les plans d'origine ont vraisemblablement brûlé dans l'incendie des archives de la Ville de Montréal en 1922.

Le projet prévoit également le réaménagement des espaces extérieurs situés aux abords de la caserne, qui comprendra l'agencement d'un petit espace vert accessible au public en bordure de la rue des Érables.

[1] Les informations sont issues de l'étude suivante : Caserne 26, documentation historique et architecturale, l'Enclume, décembre 2014.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu les représentants de l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal, du Service de la gestion immobilière, du Service de sécurité incendie de Montréal, du Service de la mise en valeur du territoire, ainsi que les représentants de la firme d'architecture lors de sa réunion du 23 octobre 2015. La présentation comprenait le contexte de la demande, les conditions existantes, le projet, l'évolution du concept architectural de la tour, ainsi qu'un résumé des modifications apportées suite aux recommandations de la Direction du développement du territoire et des travaux publics et du CCU.

Démolition par négligence

Suite à l'incendie de 1999, le 3e étage a été barricadé et des interventions d'étanchéisation ont été réalisées. Le bâtiment n'ayant fait l'objet d'aucune rénovation ni d'aucun entretien depuis lors, des infiltrations d'eau ont provoqué sa détérioration. Le CPM tient à souligner à quel point il déplore que la démolition partielle et les travaux de réfection majeure qui sont requis soient imputables à l'absence d'interventions diligentes à la suite du sinistre et au manque d'entretien des éléments qui avaient subsisté. Il rappelle que la Ville de Montréal se doit d'employer un comportement de propriétaire exemplaire et de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les démolitions par négligence.

Aspects architecturaux

Le CPM est d'accord avec le principe d'introduire une césure vitrée entre le bâtiment existant qui sera restauré et la nouvelle tour, traitée de manière contemporaine et considère qu'il s'agit d'une solution élégante. Compte tenu du fait que la porte d'entrée située à gauche des portes de garage n'est pas d'origine, le CPM est à l'aise avec la proposition d'évidement de l'angle de la façade principale et d'aménagement d'une nouvelle entrée publique donnant accès au 3e étage du bâtiment.

En ce qui concerne la tour, le CPM comprend la nécessité programmatique qui induit sa construction et est en accord avec les proportions et la hauteur qui sont proposées. Cependant, le CPM questionne plusieurs aspects de sa matérialité. Il considère que l'expression architecturale de la tour va à l'encontre de l'objectif d'éviter de rentrer en compétition avec les façades de la caserne, que l'on souhaite mettre en valeur. La multiplication des matériaux et des traitements différents induit des « patrons géométriques » qui présentent une charge de détail équivalente à celle des façades existantes. De plus, il y a une ambigüité entre la volonté d'affirmer le volume et la hauteur de la tour et son traitement architectonique, car les différents matériaux changent selon les surfaces et induisent une dématérialisation du volume. Le CPM considère par ailleurs que l'usage de l'ardoise sur des parois verticales n'est pas heureux. Il est également d'avis que le retrait des parois au rez-de-chaussée ainsi que l'introduction d'une pente dans le volume de la tour ne sont pas justifiés.

Le CPM recommande de réviser l'expression architecturale de la tour en se basant sur le principe de subordination requis pour ce type d'adjonctions à un bâtiment patrimonial. Il recommande de simplifier le concept en diminuant le nombre de matériaux et en faisant appel à une grande sobriété. Dans ce cadre, le CPM précise que la première version du projet présentait, bien que très préliminaire et pouvant être perçue comme trop massive et trop brute, présentait un caractère franc et épuré qu'il juge intéressant.

Conservation de l'arbre au coin de rues

Bien qu'il n'ait pas été informé de quelle espèce il s'agit, le CPM accorde une attention particulière au grand arbre situé au coin de l'avenue du Mont-Royal Est et de l'avenue des Érables, qui de par sa taille et son emplacement

constitue un élément majeur du paysage. Le CPM a connaissance du fait que l'Arrondissement est sensible à la question de sa préservation mais compte tenu des excavations prévues et de la circulation des machines induites par le chantier, son système racinaire sera affecté et sa conservation nécessitera beaucoup de soins. Le CPM insiste pour que toutes les mesures de protection soient prises à cet effet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable au projet de rénovation majeure de la Caserne 26, située au 2151, avenue du Mont-Royal Est. Il adhère au principe global d'intervention mais regrette que les travaux majeurs requis soient en grande partie dus à la négligence dont a souffert le bâtiment. Le CPM formule des recommandations ayant trait principalement à l'expression architecturale de la tour et à la conservation de l'arbre situé au coin des avenues Mont-Royal Est et des Érables.

Le vice-président,

Original signé

Pierre Gauthier

Le 11 novembre 2015

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0048

Québec, le 26 avril 2013

GROUPE GEYSER INC.
À l'attention de : Monsieur Gilles Brassard
205, boul. Curé-Labelle, bureau 201
Sainte-Rose (Québec) H7L 2Z9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à GROUPE GEYSER INC.
Autorisation n° 2013-CPSM-0048 n° d'identification de l'Autorité : 2700006882

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous contrat-public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). GROUPE GEYSER INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **25 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 13 janvier 2016

GROUPE GEYSER INC.
205, BOUL CURÉ-LABELLE
201
SAINTE-ROSE QC H7L 2Z9

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700006882
N° de demande :	1530872316
N° de confirmation de paiement :	000181058641

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **samedi, 24 septembre 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE GEYSER INC.
Adresse du siège social : 205, BOUL CURÉ-LABELLE, 201, SAINTE-ROSE, QC, H7L 2Z9, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700006882
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165489478

Autres noms d'affaires

- GEYSER GROUP INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

VOLUME 18, NUMÉRO 4, JUIN 2016

PRÉCISIONS CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES AUTORISATIONS DE CONTRACTER AVEC L'ÉTAT ÉMISES PAR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

La Loi sur les contrats des organismes publics [1] prévoit que lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai. L'entreprise demeure donc au Registre des entreprises admissibles (REA), et ce, jusqu'à ce que l'Autorité des marchés financiers (AMF) confirme ou non son renouvellement.

Cependant, si une entreprise dépose sa demande de renouvellement dans un délai inférieur à 90 jours avant l'expiration de son autorisation, elle est alors retirée du REA une fois ce délai expiré. Par conséquent, elle ne pourra plus signer de nouveaux contrats ou sous-contrats publics au-dessus des seuils. Elle pourra cependant poursuivre ceux qui sont en cours d'exécution.

Dans le cadre du processus de renouvellement, l'AMF transmet à l'entreprise, une fois que la demande de renouvellement est dûment soumise, un accusé de réception attestant la date à laquelle ladite demande a été reçue. L'entreprise est alors en mesure de déterminer si sa demande a été déposée dans le délai requis. Par la suite, la décision sur le renouvellement sera transmise à l'entreprise une fois qu'elle sera rendue par l'AMF. Ainsi, entre le moment où l'autorisation initialement délivrée est expirée et celui où la décision sur le renouvellement sera rendue, le REA fait foi de tout.

Il est de la responsabilité de l'organisme public de consulter systématiquement le REA, publié sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers, avant de signer un contrat avec une entreprise, afin de s'assurer que celle-ci est bel et bien autorisée à le faire, à la date de signature dudit contrat.

Les entreprises qui souhaitent en savoir plus sur la demande d'autorisation pour conclure un contrat public ou un sous-contrat public peuvent visiter le site Web de l'Autorité des marchés financiers.

Pour présenter une demande de renouvellement

Les entreprises peuvent déposer leur demande dès maintenant auprès de l'Autorité des marchés financiers, qui rend disponibles sur le site www.lautorite.qc.ca les services en ligne nécessaires pour présenter une demande d'autorisation.

Les entreprises québécoises qui souhaitent présenter une demande de renouvellement devront utiliser les services en ligne de l'AMF. Pour accéder aux services en ligne en toute sécurité, elles devront détenir un compte clicSÉQUR-entreprises.

Les entreprises qui obtiennent une autorisation de l'AMF sont inscrites au Registre des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public, qui peut être consulté sur le site Web de l'AMF.

Pour de plus amples renseignements :
Direction de l'évaluation de la conformité
418 643-0875, poste 4918

Téléphone sans frais : 1 855 883-7362

---

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 5862
Numéro de référence : 1004896
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Rénovation majeure de la caserne 26, 2151 Av. Mont-Royal Est, arr. Plateau Mont-Royal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ Métropolitaine 8245, boul. du Golf, suite 100 Montréal, QC, H1J0B2 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1171082)** 2016-08-29 13 h 44 **Transmission :** 2016-08-29 13 h 44	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-29 13 h 44 - Téléchargement 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-29 13 h 44 - Téléchargement 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 53 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan)

				2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Anjalec Construction inc. 1159 rue Lévis Terrebonne, QC, J6W 0A9 NEQ : 1146549275	Madame Emilie Cartier Téléphone : 450 961-9191 Télécopieur : 450 961-2367	**Commande : (1164071)** 2016-08-12 9 h 30 **Transmission :** 2016-08-12 10 h 17	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 06 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 37 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 55 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 53 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 40 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501	**Commande : (1164856)** 2016-08-15 10 h 48 **Transmission :** 2016-08-15 10 h 48	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 20 - Courriel

		Télécopieur : 819 758-7629	2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 20 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 59 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org NEQ :	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**Commande : (1165058)** 2016-08-15 13 h 36 **Transmission :** 2016-08-15 13 h 36	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 43 - Messagerie

				2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Consortium M.R. Canada ltée 14243 boul du Curé-Labelle Mirabel, QC, J7J 1M2 NEQ : 1142691576	Monsieur Jean-Yves Fradet Téléphone : 514 328-6060 Télécopieur : 450 971-1266	**Commande : (1163990)** 2016-08-12 8 h 39 **Transmission :** 2016-08-12 8 h 52	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 09 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 05 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 36 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 13 h 01 - Messagerie

				2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 52 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 46 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Sogescon Inc. 9088 rue Rimouski Brossard, QC, J4X 2S3 NEQ : 1142433748	Monsieur Bach Bui Téléphone : 450 466-3534 Télécopieur : 450 466-1142	**Commande : (1166058)** 2016-08-17 9 h 26 **Transmission :** 2016-08-17 13 h 35	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 07 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 50 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 58 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 54 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel

			2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Sojo Inc. 5181 Rue Amiens, Bureau#402 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1167437079	Monsieur Danny Gouin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1168626)** 2016-08-23 9 h 54 **Transmission :** 2016-08-23 14 h 20	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 39 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-	**Commande : (1163856)** 2016-08-11 16 h 21	2640919 - Addenda 1 (devis)

	LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Transmission :** 2016-08-11 20 h 04	2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 08 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 54 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 59 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 55 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 44 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Commande : (1164041)** 2016-08-12 9 h 12 **Transmission :** 2016-08-12 9 h 12	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 06 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan)

2016-08-29 16 h 40 - Messagerie

2644441 - Addenda 3 - Report de date
2016-08-31 15 h 29 - Courriel

2645828 - Addenda 4 (devis)
2016-09-06 11 h 36 - Courriel

2645829 - Addenda 4 (plan)
2016-09-06 12 h 55 - Messagerie

2648055 - Addenda 5 et report de date (devis)
2016-09-09 14 h 25 - Courriel

2648056 - Addenda 5 et report de date (plan)
2016-09-09 16 h 53 - Messagerie

2651994 - Addenda # 6 (devis)
2016-09-20 20 h 26 - Courriel

2651995 - Addenda # 6 (plan)
2016-09-20 20 h 40 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Entreprise de Construction TEQ inc.
780 avenue Brewster, Suite 3-300
Montréal, QC, H4C 2K1
NEQ : 1144233385

Monsieur Sylvain Milette
Téléphone : 514 933-3838
Télécopieur : 514 933-2668

Commande : (1164465)
2016-08-12 16 h 06
Transmission :
2016-08-12 20 h 16

2640919 - Addenda 1 (devis)
2016-08-24 10 h 19 - Courriel

2640920 - Addenda 1 (plan)
2016-08-24 13 h 05 - Messagerie

2643413 - Addenda 2 (devis)
2016-08-29 16 h 05 - Courriel

2643414 - Addenda 2 (plan)
2016-08-29 16 h 37 - Messagerie

2644441 - Addenda 3 - Report de date
2016-08-31 15 h 29 - Courriel

2645828 - Addenda 4 (devis)
2016-09-06 11 h 36 - Courriel

2645829 - Addenda 4 (plan)

				2016-09-06 12 h 54 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 52 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 38 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gesmonde Ltée 3600 boul Industriel Suite 400 Montréal, QC, H1H 2Y4 NEQ : 3031245851	Madame Stéphanie Massé Téléphone : 514 325-3311 Télécopieur : 514 322-1833	**Commande : (1163237)** 2016-08-10 16 h 46 **Transmission :** 2016-08-11 7 h 58	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 20 - Télécopie 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 09 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 56 - Messagerie 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 56 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 30 - Télécopie 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 13 h 01 - Messagerie 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 13 h 01 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 26 - Télécopie 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 56 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis)

				2016-09-20 20 h 27 - Télécopie 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 45 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Axino inc. 8600, Samuel-Hatt Chambly, QC, J3L 6W4 NEQ : 1166787185	Monsieur Julien Brunet Téléphone : 450 658-1838 Télécopieur : 450 658-1188	**Commande : (1163180)** 2016-08-10 15 h 27 **Transmission :** 2016-08-10 22 h 33	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 08 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 51 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 59 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 55 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 43 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Groupe Geyser inc. 205, boul. Curé-Labelle, bureau 201 Laval, QC, H7L 2Z9 NEQ : 1165489478	Monsieur Babacar Fall Téléphone : 450 625-2003 Télécopieur : 450 625-2883	**Commande : (1162974)** 2016-08-10 11 h 29 **Transmission :** 2016-08-10 18 h 19	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 07 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 42 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 57 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 54 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Kingston Byers Inc 9100 rue Elmslie Montréal, QC, H8R 1V6 NEQ : 1143009521	Monsieur Frank Ballerini Kingston Byers Téléphone : 514 365-1781 Télécopieur : 514 365-7875	**Commande : (1165096)** 2016-08-15 14 h 02 **Transmission :** 2016-08-15 14 h 02	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel

				2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 41 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Master inc. 451, boul. Lebeau Montréal-Ouest, QC, H4N1S2 http://www.master.ca NEQ : 1169851384	Monsieur Simon Paquet Téléphone : 514 787-1531 Télécopieur : 514 788-1773	**Commande : (1164348)** 2016-08-12 13 h 57 **Transmission :** 2016-08-12 13 h 57	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 58 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel

				2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Installations Électriques Pichette Inc . 3080 rue Peugeot Laval, QC, H7L 5C5 NEQ : 1143997626	Monsieur François Pichette Téléphone : 450 682-4411 Télécopieur : 450 682-8930	**Commande : (1163293)** 2016-08-11 7 h 41 **Transmission :** 2016-08-11 7 h 41	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 58 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel

				2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Magil Construction Corporation 1655, rue De Beauharnois Ouest Montréal, QC, H4N 1J6 http://www.magil.com NEQ : 1148021521	Madame Isabelle Cardin Téléphone : 514 748-8881 Télécopieur :	**Commande : (1163424)** 2016-08-11 9 h 13 **Transmission :** 2016-08-11 10 h 31	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 07 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 51 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 12 h 58 - Messagerie 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 16 h 54 - Messagerie 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8 NEQ : 1166302126	Madame Carole Lamarche Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (1163883)** 2016-08-11 16 h 54 **Transmission :** 2016-08-11 16 h 54	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 10 h 19 - Courriel 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 40 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Quadrax et associés E.G. 1875 rue gutenberg Laval, QC, H7S 1A1 http://www.quadrax.com NEQ : 1165339939	Monsieur Jean Dallal Téléphone : 450 681-7000 Télécopieur :	**Commande : (1170452)** 2016-08-26 11 h 41 **Transmission :** 2016-08-26 12 h 35	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-26 11 h 41 - Messagerie 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-26 11 h 41 - Téléchargement 2643413 - Addenda 2 (devis)

				2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 16 h 52 - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2645829 - Addenda 4 (plan) 2016-09-06 11 h 36 - Courriel 2648055 - Addenda 5 et report de date (devis) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2648056 - Addenda 5 et report de date (plan) 2016-09-09 14 h 25 - Courriel 2651994 - Addenda # 6 (devis) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel 2651995 - Addenda # 6 (plan) 2016-09-20 20 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Saint-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com NEQ : 1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1167146)** 2016-08-18 15 h 50 **Transmission :** 2016-08-18 18 h 10	2640919 - Addenda 1 (devis) 2016-08-24 10 h 20 - Courriel 2640920 - Addenda 1 (plan) 2016-08-24 13 h 09 - Messagerie 2643413 - Addenda 2 (devis) 2016-08-29 16 h 06 - Courriel 2643414 - Addenda 2 (plan) 2016-08-29 17 h - Messagerie 2644441 - Addenda 3 - Report de date 2016-08-31 15 h 29 - Courriel 2645828 - Addenda 4 (devis)

2016-09-06 11 h 36 - Courriel

2645829 - Addenda 4 (plan)
2016-09-06 13 h - Messagerie

2648055 - Addenda 5 et report de date (devis)
2016-09-09 14 h 25 - Courriel

2648056 - Addenda 5 et report de date (plan)
2016-09-09 16 h 57 - Messagerie

2651994 - Addenda # 6 (devis)
2016-09-20 20 h 26 - Courriel

2651995 - Addenda # 6 (plan)
2016-09-20 20 h 47 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

Dossier # : 1167217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD_1167217002_Caserne_26.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel BRUNET
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-5235

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Lavinia BADEA
Chef de division

Tél : 514 872-4513
Division : Direction des services administratifs, relations avec les citoyens, communications et greffe, division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167217002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167217002 - Groupe Geyser inc.xls

GDD 1167217002 - information comptable - SGPI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE167217002

Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE167217002
Accorder un contrat à la firme Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no. 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres 5862 (7 soumissionnaires).

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont souligné la clarté du dossier et la qualité des renseignements contenus dans le sommaire décisionnel. Ils ont aussi noté que le nombre de soumissionnaires témoignait d'une sollicitation réussie du marché.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE167217002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1177526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Générale Électrique du Canada International inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la conception et construction du poste de transformation 315kV/25kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 7057-AE;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-27 10:30

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) permettra l'intégration d'une nouvelle phase de traitement des eaux usées. Ceci complétera la chaîne de traitement prévue lors de la conception initiale et diminuera grandement les risques d'infection en cas de contact indirect lors d'activités sur le fleuve favorisant ainsi les activités récréotouristiques. Le procédé de désinfection consiste à produire et mettre en contact 2500 kg d'ozone par heure avec les eaux usées de la Station afin de réduire grandement le niveau de bactéries, de virus et de substances émergentes. Or, pour produire cette importante quantité d'ozone, une grande quantité d'électricité est requise. Les équipements de l'unité d'ozonation et de l'unité de production d'oxygène auront une puissance installée de l'ordre de 49 MW.

Un poste de transformation électrique 315 kV/25 kV doit être réalisé sur le site de la Station pour fournir une alimentation 25 kV à ces deux unités. Ce poste sera raccordé au réseau d'Hydro-Québec via une ligne haute tension d'une longueur de 250 mètres dont Hydro-Québec aura la responsabilité de réaliser, opérer et entretenir.

Un appel d'offres public a été publié le 3 juin 2016 sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions s'est effectuée le 19 octobre 2016. Il y a eu dix-huit (18) preneurs de cahiers et aucun avis de désistement n'a été transmis par les preneurs de cahiers. La période de validité des soumissions est de 180 jours. Douze (12) addenda ont été émis.

• addenda no 1 daté le 11 juillet 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 2 daté le 18 juillet 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 3 daté le 26 juillet 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 4 daté le 4 août 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 5 daté le 18 août 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 6 daté le 26 août 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 7 daté le 1er septembre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 8 daté le 8 septembre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions

• addenda no 9 daté le 16 septembre 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 10 daté le 27 septembre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 11 daté le 3 octobre 2016 : modifications mineures au devis et réponses à des questions;

• addenda no 12 daté le 7 octobre 2016 : report de date, modifications mineures au devis et réponses à des questions.

Il est à noter que les activités d'énergie du preneur de documents d'appel d'offres Alstom Grid Canada ULC ont été acquises par General Electric Company dont l'une des entités légales au Canada est Générale Électrique du Canada Internationale inc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0380 – 18 juin 2015 - Autoriser la signature de l'Entente d'avant-projet entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal fixant les engagements des deux parties relativement à la réalisation de la nouvelle ligne d'alimentation électrique 315 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - 1153334011

CG15 0717 – 26 novembre 2015 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 47 106 000 $ afin de financer la réalisation d'un poste de transformation électrique à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - 1153334026

CE15 1510 – 12 août 2015 – Accorder à la firme LVM, une division d'EnGlobe Corp. un contrat de services professionnels pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement préalable à la construction d'un poste de transformation électrique 315 kV

– 25 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant de 107 501,63 $, taxes incluses - Dépenses totales de 118 251,79 $ taxes incluses - 1153334024

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte , pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses - 1153334001;

CG14 0486 - 14 novembre 2014 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) – 1143843014;

CG14 0470 – 30 octobre 2014 : Octroyer un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant maximal de 12 025 783 $ - 1143334014.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la réalisation du poste électrique de transformation 315 kV/25 kV de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses.

L'adjudicataire sera responsable de la conception, la fabrication, la livraison, la construction, la mise en service et l'entretien du poste électrique et devra satisfaire, sans s'y limiter, aux exigences présentées dans les divers cahiers techniques du cahier des charges de l'appel d'offres. De plus, l'adjudicataire doit garantir la performance énergétique du poste électrique de transformation. Des pénalités sont prévues au contrat advenant notamment que les performances énoncées dans la soumission ne soient pas atteintes.

Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents d'appel d'offres, l'adjudicataire doit compléter la construction, les vérifications pré-opérationnelles et la mise en service du poste électrique dans un délai maximal de 755 jours de calendrier après l'octroi du contrat et doit entretenir le poste électrique pour une période de 60 mois à compter de l'acceptation provisoire.

Des dépenses contingentes de 10 % du coût de base des biens et services, soit 2 830 947,79 $ taxes incluses, ont été prévues dans le bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus.

Le cahier des charges prévoit des dispositions contractuelles relatives à des pénalités, soit une :

• pénalité de performance : l'adjudicataire doit garantir la performance énergétique du poste de l'unité d'ozonation quant aux coûts d'exploitation anticipés. Advenant que la performance du poste soit inférieure à la performance garantie, l'Adjudicataire devra acquitter une pénalité basée de la différence de cette performance. Cette différence sera actualisée sur une période de 30 ans à 4 % d'inflation;

• pénalité pour simple retard : Advenant des retards dans l'exécution des obligations de l'adjudicataire, une pénalité quotidienne de 0,025% du prix du Contrat pourrait être imposée par la Ville.

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a procédé, comme indiqué dans les instructions aux soumissionnaires, à la vérification de la conformité des offres soumises selon les exigences des sections administratives des documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le raccordement au réseau de transport 315 kV d'Hydro-Québec assurera une alimentation électrique très fiable, ferme et continue de l'unité d'ozonation et de l'unité de production d'oxygène, ce qui permettra de désinfecter 12 mois par année l'effluent de la Station et atteindre l'objectif environnemental de rejet fixé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour l'unité d'ozonation, soit moins de 9000 UFC (coliformes thermotolérants) par 100 ml durant la période de mai à octobre jusqu'à concurrence de 40 mètres cubes à la seconde.

L'étude technico-économique de la DEEU relative à l'alimentation électrique a permis d'établir que l'alternative d'une alimentation électrique via un poste de transformation appartenant à la Ville était plus avantageuse d'un point de vue financier par rapport à une alimentation électrique 25 000 volts provenant du poste Henri-Bourassa d'Hydro-Québec. L'économie était de l'ordre de 14,6 M$ sur une période de 20 ans.

Le poste de transformation électrique permettra non seulement le raccordement de l'unité d'ozonation et de l'unité de production d'oxygène (phase 1), mais aussi le transfert éventuel de la demande énergétique de la Station (phase 2) pour bénéficier d'un tarif électrique plus avantageux. De plus, il sera possible de raccorder des charges additionnelles associées à des projets à venir à la Station (phase 3).

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1. Generale Électrique Canada International inc.	**28 309 474,48 $**	**2 830 947,79 $**	**31 140 422,27 $**
2. Pomerleau inc.	37 847 527,78 $	3 784 752,78 $	41 632 280,56 $
3. ABB inc.	39 056 725,47 $	3 905 672,55 $	42 962 398,01 $
Estimation interne	35 325 396,15 $	3 532 540,19 $	38 857 936,34 $
Coût moyen des soumissions reçues			38 578 366,95 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			23,89%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			11 821 975,74 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			37,96%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(7 717 514,06 $)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-19,86%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			10 491 858,29 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			33,69%

L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation interne est favorable de 19,86 %.

Les écarts principaux entre la soumission de la compagnie Générale Électrique du Canada International inc. et l'estimation interne de la Ville se situent au niveau des articles du bordereau relatifs à la fabrication, livraison et construction (- 17,6 %), la fourniture des pièces de rechange et le service d'entretien en période de garantie (- 44 %) et la mise en service (- 42 %). L'écart total représente un montant de 7 717 514,06 $, toutes taxes incluses.

L'estimation interne de la Ville comprenait une estimation détaillée du matériel à fournir, le coût unitaire du matériel, les heures requises pour l'installation et les taux horaires en vigueur pour la main d'œuvre de construction. Sur la base des documents commerciaux et techniques du plus bas soumissionnaire conforme, il est de notre opinion que les travaux pourront se réaliser au montant soumissionné.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la somme de sa soumission, soit 31 140 422,27 $, toutes taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été complétées : Générale Électrique du Canada International inc., 1400, rue Industrielle, suite 100, La Prairie, Québec, J5R 2E5 - licence no 8310-8191-04. De plus l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 16 septembre 2016 avec sa soumission.

Conformément au Décret 796-2014 entré en vigueur le 24 octobre 2014, Générale Électrique du Canada International inc. détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV dans le cadre du projet de désinfection de la Station sont de 31 140 422,27 $ taxes incluses, incluant 2 830 947,79 $ pour les contingences, ou 28 435 356,23 $ net de ristourne de taxes. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la Station permettra d'éliminer grandement les quantités de bactéries, virus et autres produits émergents des eaux rejetées au fleuve par la Station. Ainsi, la qualité de l'eau du fleuve pour les municipalités, la faune et les autres usagers de l'eau en aval de l'île aux Vaches sera nettement améliorée

et permettra des usages jusqu'à maintenant grevés à cause de la qualité de l'effluent.

Le projet de poste de transformation est soumis à l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) (L.R.Q., c. Q2) lequel stipule que tout projet prévu par règlement doit faire l'objet d'une étude d'impact conformément à la directive émise par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, et la Lutte contre les changements climatiques. Plus précisément, le projet de poste répond aux critères d'admissibilité énoncés à l'alinéa « k » du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., c.Q-2, r.2). À cet effet, la DEEU a déposé au ministre du MDDELCC le rapport de l'étude d'impact sur l'environnement le 29 juin 2016. Le MDDELCC a confirmé la recevabilité de l'étude d'impact le 21 février 2017. L'avis d'acceptabilité du ministre du MDDELCC est prévu en juillet 2017.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver l'octroi du contrat de conception/construction du poste électrique de transformation pourrait engendrer un retard significatif dans la mise en œuvre de la désinfection de l'effluent puisque le poste électrique est essentiel pour le fonctionnement de l'unité de désinfection. Un tel retard pourrait mettre en péril le versement d'une partie ou de la totalité de la subvention accordée pour la réalisation du projet de désinfection.

Il est important de rappeler que, dans l'intervalle, la Ville continue de rejeter dans le fleuve différents contaminants qui altèrent la qualité de l'eau du fleuve.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat: avril 2017
- Fin des travaux et mise en service : novembre 2018
- Début de la période d'entretien : décembre 2018
- Fin de la période d'entretien : décembre 2023
- Date de fin du contrat : décembre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard ÉTHIER
Chef de projet - Désinfection

Tél : 514 280-4366
Télécop. : 514 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-02-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-27

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 7057-AE
Numéro de référence : 986835
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Conception et construction du poste de transformation 315 kV/25kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (Phase 1)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ABB Inc Corporatif FES 8585 Trans-Canada highWay transcanadienne Montréal, QC, H4S 1Z6 http://www.abb.com/ca	Madame Marie-Josee Vigneault Téléphone : 514 856-6266 Télécopieur :	**Commande : (1138944)** 2016-06-10 8 h 36 **Transmission :** 2016-06-10 8 h 36	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 40 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h 07 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 32 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 57 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 25 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 16 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h 01 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 20 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 42 - Messagerie

			2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 15 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 53 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alstom Grid Canada USC 1400 Industrielle La Prairie, QC, J5R 2E5	Madame Joanna Hung Téléphone : 450 659-1399 Télécopieur :	**Commande : (1136389)** 2016-06-06 16 h 08 **Transmission :** 2016-06-06 16 h 08	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 16 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 58 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 27 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 53 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 22 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 13 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 59 - Messagerie

			2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 13 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 35 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 14 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 49 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alstom Grid Canada USC 1400 Industrielle La Prairie, QC, J5R 2E5	Madame Joanna Hung Téléphone : 450 659-1399 Télécopieur :	**Commande : (1153165)** 2016-07-12 15 h 36 **Transmission :** 2016-07-12 17 h 27	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 15 h 36 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-12 15 h 36 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel

			2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 13 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 14 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 37 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 14 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 50 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1135793)** 2016-06-06 8 h 52 **Transmission :** 2016-06-06 8 h 52	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 39 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 30 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 55 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 23 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel

			2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 15 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 16 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 39 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 14 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegerco Inc. 1180 rue Bersimis Chicoutimi, QC, G7H 5C2	Madame Marcelle Bolduc Téléphone : 418 543-6159 Télécopieur : 418 543-0706	**Commande : (1156572)** 2016-07-20 11 h 13 **Transmission :** 2016-07-20 11 h 21	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement

			2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-20 11 h 13 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-20 11 h 13 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 16 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h 24 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 20 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 43 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 18 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1153798)** 2016-07-13 15 h 22 **Transmission :** 2016-07-13 15 h 22	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-07-13 15 h 22 - Aucun

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-07-13 15 h 22 - Téléchargement

2627716 - Addenda no 2
2016-07-18 13 h 39 - Courriel

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-07-18 14 h 16 - Courriel

2630753 - Addenda no 3
2016-07-26 10 h 50 - Courriel

2630757 - Addenda no 3
2016-07-26 11 h 17 - Messagerie

2633701 - Addenda no 4
2016-08-04 16 h 25 - Télécopie

2634628 - Addenda no 4
2016-08-10 20 h 21 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-08-18 13 h 43 - Messagerie

2639142 - Addenda no 5
2016-08-18 14 h 13 - Courriel

2643182 - Addenda no 6
2016-08-29 11 h 51 - Télécopie

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-01 8 h 08 - Courriel

2647355 - Addenda no 8
2016-09-08 11 h 44 - Courriel

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-28 10 h 13 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 12 h 58 - Télécopie

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1155786)** 2016-07-19 8 h 32 **Transmission :** 2016-07-19 8 h 32	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-19 8 h 32 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-07-19 8 h 32 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-19 8 h 32 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 10 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 01 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 27 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 43 - Télécopie

			2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1161290)** 2016-08-08 9 h 43 **Transmission :** 2016-08-08 9 h 43	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-08-08 9 h 43 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-08 9 h 43 - Téléchargement 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 03 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 29 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 10 h 47 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel

			2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 10 h 13 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 53 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1167027)** 2016-08-18 13 h 31 **Transmission :** 2016-08-18 13 h 31	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-08-18 13 h 31 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 31 - Téléchargement 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel

			2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 12 h 10 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 10 h 06 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 05 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1167142)** 2016-08-18 15 h 41 **Transmission :** 2016-08-18 15 h 41	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-08-18 15 h 41 - Aucun

			2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 15 h 41 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 15 h 41 - Téléchargement 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 42 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 10 h 04 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 11 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1171377)** 2016-08-30 9 h 01 **Transmission :** 2016-08-30 9 h 01	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-08-30 9 h 01 - Aucun

			2630757 - Addenda no 3 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-08-30 9 h 01 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-08-30 9 h 01 - Téléchargement 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 48 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 35 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1173121)** 2016-09-02 9 h 42 **Transmission :** 2016-09-02 9 h 42	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-09-02 9 h 42 - Aucun

			2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-09-02 9 h 42 - Aucun 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-02 9 h 42 - Téléchargement 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 14 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 40 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1175105)** 2016-09-08 13 h 21 **Transmission :** 2016-09-08 13 h 21	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-08 13 h 21 - Aucun

			2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-08 13 h 21 - Aucun 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 13 h 21 - Téléchargement 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-28 9 h 49 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 13 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1178544)** 2016-09-16 11 h 35 **Transmission :** 2016-09-16 11 h 35	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-16 11 h 35 - Aucun

			2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2630753 - Addenda no 3 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2630757 - Addenda no 3 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2633701 - Addenda no 4 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2634628 - Addenda no 4 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2639142 - Addenda no 5 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2643182 - Addenda no 6 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2647355 - Addenda no 8 2016-09-16 11 h 35 - Aucun 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-16 11 h 35 - Téléchargement 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 17 h 21 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 11 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420 Chicoutimi, QC, G7H 7L2 http://www.cegertecworleyparsons.com	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680 Télécopieur : 418 549-7105	**Commande : (1183523)** 2016-09-28 13 h 50 **Transmission :** 2016-09-28 13 h 50	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-28 13 h 50 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-28 13 h 50 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2627716 - Addenda no 2
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2630753 - Addenda no 3
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2630757 - Addenda no 3
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2633701 - Addenda no 4
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2634628 - Addenda no 4
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2639142 - Addenda no 5
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2643182 - Addenda no 6
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2647355 - Addenda no 8
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-28 13 h 50 - Aucun

2654974 - Addenda no 10
2016-09-28 13 h 50 - Téléchargement

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 13 h 51 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Cegertec WorleyParsons Inc 255, rue Racine Est Case postale 8420	Madame Danielle Guay Téléphone : 418 549-6680	**Commande : (1188449)** 2016-10-12 10 h **Transmission :** 2016-10-12 10 h	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-10-12 10 h - Aucun

Chicoutimi, QC, G7H 7L2
http://www.cegertecworleyparsons.com

Télécopieur : 418 549-7105

2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques
2016-10-12 10 h - Aucun

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-10-12 10 h - Aucun

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-10-12 10 h - Aucun

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-10-12 10 h - Aucun

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-10-12 10 h - Aucun

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-10-12 10 h - Aucun

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-10-12 10 h - Aucun

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-10-12 10 h - Aucun

2627716 - Addenda no 2
2016-10-12 10 h - Aucun

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-10-12 10 h - Aucun

2630753 - Addenda no 3
2016-10-12 10 h - Aucun

2630757 - Addenda no 3
2016-10-12 10 h - Aucun

2633701 - Addenda no 4
2016-10-12 10 h - Aucun

2634628 - Addenda no 4
2016-10-12 10 h - Aucun

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-10-12 10 h - Aucun

2639142 - Addenda no 5
2016-10-12 10 h - Aucun

2643182 - Addenda no 6
2016-10-12 10 h - Aucun

2644802 - Addenda no. 7
2016-10-12 10 h - Aucun

2647355 - Addenda no 8
2016-10-12 10 h - Aucun

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-10-12 10 h - Aucun

2654974 - Addenda no 10
2016-10-12 10 h - Aucun

2657409 - Addenda no 11
2016-10-12 10 h - Aucun

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-12 10 h - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1140115)** 2016-06-13 15 h 24 **Transmission :** 2016-06-13 15 h 24	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 16 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 56 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 26 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 52 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 21 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 12 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 12 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 35 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 44 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel

			2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction St-Arnaud Inc. 151 rue Principale Sainte-Geneviève-de-Batiscan, QC, G0X 2R0	Monsieur Réal Marchand Téléphone : 418 362-2527 Télécopieur : 418 362-3215	**Commande : (1153670)** 2016-07-13 13 h 31 **Transmission :** 2016-07-13 17 h 25	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-13 13 h 31 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-13 13 h 31 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 15 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 18 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 41 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel

			2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 16 h 17 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBC Inc 750-740, Notre-Dame ouest Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.ebcinc.qc.ca	Monsieur Jean-Serge D'Aoust Téléphone : 514 844-0660 Télécopieur : 514 844-9249	**Commande : (1163391)** 2016-08-11 8 h 52 **Transmission :** 2016-08-11 10 h 03	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2630757 - Addenda no 3 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-11 8 h 52 - Téléchargement 2634628 - Addenda no 4 2016-08-11 8 h 52 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 33 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 24 - Messagerie

			2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 43 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Electro Saguenay LTEE. 245, rue des Huarts Alma, QC, G8E 2G1	Monsieur Jean-Pierre Fleury Téléphone : 418 347-3371 Télécopieur : 418 347-4242	**Commande : (1145506)** 2016-06-23 15 h 43 **Transmission :** 2016-06-23 15 h 43	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 40 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h 03 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 31 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 56 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 24 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 39 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 16 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 52 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 19 - Messagerie

			2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 41 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 48 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Elite Technologie Inc. 2109, Blvd St-Regis Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B 2M9	Monsieur Luc Sevrette Téléphone : 514 695-7001 Télécopieur : 514 695-2665	**Commande : (1176214)** 2016-09-12 10 h 36 **Transmission :** 2016-09-12 13 h 04	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-12 10 h 36 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2627716 - Addenda no 2
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2630753 - Addenda no 3
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2630757 - Addenda no 3
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2633701 - Addenda no 4
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2634628 - Addenda no 4
2016-09-12 10 h 36 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2639142 - Addenda no 5
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2643182 - Addenda no 6
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2647355 - Addenda no 8
2016-09-12 10 h 36 - Téléchargement

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-27 16 h 41 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 10 h 22 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Environnement Routier NRJ Inc .
23 av Milton
Lachine
Montréal, QC, H8R 1K6
http://www.nrj.ca

Madame Louise Genest
Téléphone : 514 481-0451
Télécopieur : 514 481-2899

Commande : (1146725)
2016-06-28 14 h 14
Transmission :
2016-06-28 14 h 14

2624274 - Addenda no 1- Report de date
2016-07-11 13 h 40 - Courriel

2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques
2016-07-11 15 h 15 - Messagerie

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-07-11 13 h 45 - Courriel

			2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 51 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 25 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 51 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 21 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 12 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 07 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 34 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 47 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Alphard inc. 5570, avenue Casgrain Bureau 101 Montréal, QC, H2T1X9 http://www.alphard.com	Monsieur Francis Jacquelin Téléphone : 514 543-6580	**Commande : (1137189)** 2016-06-07 15 h 38 **Transmission :** 2016-06-07 15 h 38	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel

Télécopieur : 514
543-6580

2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques
2016-07-11 15 h 38 - Messagerie

2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ
2016-07-11 13 h 45 - Courriel

2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports
2016-07-11 15 h - Messagerie

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-07-11 13 h 59 - Courriel

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-07-12 11 h 29 - Messagerie

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-07-12 11 h 54 - Messagerie

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-07-12 14 h 23 - Messagerie

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-07-11 14 h 41 - Courriel

2627716 - Addenda no 2
2016-07-18 13 h 39 - Courriel

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-07-18 14 h 16 - Courriel

2630753 - Addenda no 3
2016-07-26 10 h 50 - Courriel

2630757 - Addenda no 3
2016-07-26 11 h 14 - Messagerie

2633701 - Addenda no 4
2016-08-05 9 h 46 - Télécopie

2634628 - Addenda no 4
2016-08-10 20 h 16 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-08-18 13 h 38 - Messagerie

2639142 - Addenda no 5
2016-08-18 14 h 13 - Courriel

2643182 - Addenda no 6
2016-08-29 12 h 24 - Télécopie

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-01 8 h 08 - Courriel

2647355 - Addenda no 8
2016-09-08 11 h 44 - Courriel

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-28 9 h 49 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 13 h 54 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Imalog Inc. 5490 boul. Thimens Suite 100 Montréal, QC, H4R 2K9	Monsieur Danny Di Schiavi Téléphone : 514 337-7979 Télécopieur :	**Commande : (1173263)** 2016-09-02 11 h 25 **Transmission :** 2016-09-02 14 h 52	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-09-02 11 h 25 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2627716 - Addenda no 2 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2630753 - Addenda no 3 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2630757 - Addenda no 3 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2633701 - Addenda no 4 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2634628 - Addenda no 4 2016-09-02 11 h 25 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2639142 - Addenda no 5 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement

			2643182 - Addenda no 6 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-02 11 h 25 - Téléchargement 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 52 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1136053)** 2016-06-06 11 h 39 **Transmission :** 2016-06-06 11 h 39	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 15 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 50 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 25 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 50 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 20 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 12 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie

			2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 06 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 32 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 43 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1136039)** 2016-06-06 11 h 32 **Transmission :** 2016-06-06 11 h 32	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 15 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 49 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 24 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 50 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 20 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel

			2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 11 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 51 - Télécopie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 05 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 32 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 12 - Télécopie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 46 - Télécopie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Siemens Inc. Technologies du bâtiment 5005, Lévy Montréal, QC, H4R2N9 http://www.siemens.com	Monsieur Irfan Elahi Téléphone : 403 470-1753 Télécopieur :	**Commande : (1137076)** 2016-06-07 14 h 30 **Transmission :** 2016-06-07 14 h 30	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 37 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 58 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 15 h 08 - Messagerie 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 28 - Messagerie 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 53 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 22 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel

			2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 14 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 16 h 01 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 15 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 38 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 25 - Messagerie 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 15 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 51 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Siemens Inc. Technologies du bâtiment 5005, Lévy Montréal, QC, H4R2N9 http://www.siemens.com	Madame Juliana Freitas Téléphone : 289 681-0645 Télécopieur :	**Commande : (1154389)** 2016-07-14 14 h 31 **Transmission :** 2016-07-14 14 h 31	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-14 14 h 31 - Aucun

			2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-14 14 h 31 - Aucun 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 10 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 57 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 02 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 29 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 23 - Messagerie 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 54 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1135978)** 2016-06-06 10 h 51 **Transmission :** 2016-06-06 10 h 51	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 40 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 14 h 49 - Messagerie 2624285 - Addenda no 1 - A - Plans 2016-07-11 13 h 59 - Courriel 2624286 - Addenda no 1 - B- Plans 2016-07-12 11 h 32 - Messagerie

			2624287 - Addenda no 1 - C- Plans 2016-07-12 11 h 57 - Messagerie 2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD 2016-07-12 14 h 19 - Messagerie 2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie 2016-07-11 14 h 41 - Courriel 2627716 - Addenda no 2 2016-07-18 13 h 38 - Courriel 2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques 2016-07-18 14 h 16 - Courriel 2630753 - Addenda no 3 2016-07-26 10 h 50 - Courriel 2630757 - Addenda no 3 2016-07-26 11 h 11 - Messagerie 2633701 - Addenda no 4 2016-08-04 15 h 58 - Messagerie 2634628 - Addenda no 4 2016-08-10 20 h 04 - Messagerie 2639140 - Addenda no 5 - Report de date 2016-08-18 13 h 30 - Messagerie 2639142 - Addenda no 5 2016-08-18 14 h 13 - Courriel 2643182 - Addenda no 6 2016-08-29 9 h 13 - Messagerie 2644802 - Addenda no. 7 2016-09-01 8 h 08 - Courriel 2647355 - Addenda no 8 2016-09-08 11 h 44 - Courriel 2650440 - Addenda no 9 / Report de date 2016-09-15 15 h 12 - Courriel 2654974 - Addenda no 10 2016-09-27 15 h 48 - Messagerie 2657409 - Addenda no 11 2016-10-03 15 h 34 - Courriel 2659537 - Addenda no 12 / Report de date 2016-10-07 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QE inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V 3R9	Madame Marie-Josée Tam Téléphone : 514 257-2427 Télécopieur : 514 257-2418	**Commande : (1137338)** 2016-06-08 7 h 24 **Transmission :** 2016-06-08 7 h 24	2624274 - Addenda no 1- Report de date 2016-07-11 13 h 40 - Courriel 2624280 - Addenda no 1 - Cahiers techniques 2016-07-11 15 h 39 - Messagerie 2624282 - Addenda no 1 - Autres documents HQ 2016-07-11 13 h 45 - Courriel 2624283 - Addenda no 1 - Études géotechniques et rapports 2016-07-11 15 h 02 - Messagerie

2624285 - Addenda no 1 - A - Plans
2016-07-11 13 h 59 - Courriel

2624286 - Addenda no 1 - B- Plans
2016-07-12 11 h 30 - Messagerie

2624287 - Addenda no 1 - C- Plans
2016-07-12 11 h 55 - Messagerie

2624288 - Addenda no 1 - Plans sur DVD
2016-07-12 14 h 24 - Messagerie

2624373 - Addenda no 1 - Protection incendie
2016-07-11 14 h 41 - Courriel

2627716 - Addenda no 2
2016-07-18 13 h 39 - Courriel

2627718 - Addenda no 2 - Cahiers techniques
2016-07-18 14 h 16 - Courriel

2630753 - Addenda no 3
2016-07-26 10 h 50 - Courriel

2630757 - Addenda no 3
2016-07-26 11 h 15 - Messagerie

2633701 - Addenda no 4
2016-08-04 15 h 52 - Télécopie

2634628 - Addenda no 4
2016-08-10 20 h 17 - Messagerie

2639140 - Addenda no 5 - Report de date
2016-08-18 13 h 40 - Messagerie

2639142 - Addenda no 5
2016-08-18 14 h 13 - Courriel

2643182 - Addenda no 6
2016-08-29 9 h 13 - Télécopie

2644802 - Addenda no. 7
2016-09-01 8 h 08 - Courriel

2647355 - Addenda no 8
2016-09-08 11 h 44 - Courriel

2650440 - Addenda no 9 / Report de date
2016-09-15 15 h 12 - Courriel

2654974 - Addenda no 10
2016-09-27 15 h 47 - Télécopie

2657409 - Addenda no 11
2016-10-03 15 h 34 - Courriel

2659537 - Addenda no 12 / Report de date
2016-10-07 10 h 54 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD 1177526003 - Information comptable - DEEU

Taux 2016: 1,0951303727

Engagement no.	**EAU7526003**	**Date**	**24/02/2017**

Provenance agglo

Construction sous-station électrique												Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement RCG15-080	5030	5015080	802707	01909	57201	000000	0000	166335	000000	98001	00000	31 140 422,27 $	28 435 356,23 $	28 435 357 $

Imputation agglo

												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Travaux	5030	5015080	802707	04141	57201	000000	0000	159040	000000	11010	00000	31 140 422,27 $	28 435 356,23 $	28 435 357 $

Total DEEU	31 140 422,27 $	28 435 356,23 $	**28 435 357 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177526003InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177526003

Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177526003
Accorder un contrat à la compagnie Générale Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses – Appel d'offres public 7057-AE – 3 soumissionnaires.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 15 mars 2017, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Les membres ont posé plusieurs questions sur le fait que l'on ne retrouvait pas le nom de l'adjudicataire proposé parmi les preneurs du cahier des charges. Les membres ont été rassurés de savoir que le Service a obtenu une opinion du Service des affaires juridiques à l'effet qu'il est raisonnable pour la Ville de Montréal de considérer que Générale Électrique s'est procuré elle-même les documents d'appels d'offres, puisqu'ils ont été acheté sur SÉAO par Alstom Grid Canada, compagnie dont les activités d'énergie ont été acquises par Générale Électrique pendant le déroulement de l'appel d'offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177526003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1177231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en conception de documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal ;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15643 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler pour une période maximale de 36 mois.
4.

Firme	Somme maximale taxes incluses	Délai maximal	Contrat
CIMA+ S.E.N.C.	6 563 232,90 $	36 mois	1

LES SERVICES EXP INC.	6 143 522,41 $	36 mois	2
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	5 461 488,41 $	36 mois	3

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-02-15 11:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177231016**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'ampleur des programmes qui augmentent de 10 à 15 % annuellement, des besoins futurs en réfection d'infrastructures et des investissements prévus, et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) désire s'adjoindre le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels en conception pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures. Ces services professionnels sont principalement requis pour supporter l'équipe de la Division de la conception des travaux et seront utilisés lorsque requis pour répondre aux demandes en période de pointe.
Les ententes actuelles valides pour une période de trois ans, soit jusqu'au 23 septembre 2018 seront épuisées avant la fin de cette période, et ce dû à l'augmentation des services requis par la Direction des Infrastructures, par les autres services centraux et par les arrondissements qui les utilisent.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels. Deux de ces ententes seront exclusives à la Direction des Infrastructures et une sera disponible pour l'ensemble des unités de la Ville.

L'appel d'offres #16-15643 a été publié du 28 novembre 2016 au 21 décembre 2016. La

soumission est valide pendant les cent vingt (180) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 19 juin 2017.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée initiale de publication était de 15 jours, soit jusqu'au 14 décembre 2016. Cependant, elle fut prolongée de 7 jours, soit jusqu'au 21 décembre 2016, afin de permettre à un maximum de firmes de déposer des soumissions.

Un (1) addenda a été émis le 8 décembre 2016 afin de reporter la date d'ouverture des soumissions, de répondre aux questions des firmes et de préciser certains articles du devis technique. L'objectif étant de donner le maximum d'informations aux firmes afin qu'elles déposent une offre de service adapté aux besoins de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0548 - Le 24 septembre 2015 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec AXOR Experts-Conseils inc. (4 840 849,91 $, taxes incluses) et CIMA+ s.e.n.c. (4 030 448,63 $, taxes incluses), pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de feux de circulation et de réaménagement géométrique - Appel d'offres public 15-14461 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cet effet (1154822053);
CG14 0214 - Le 1er mai 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 36 mois: Axor Experts-Conseils Inc (4 924 120,55 $ taxes incluses), Les Services exp inc. (4 662 810,55 $ taxes incluses), pour des services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures. Appel d'offres public 14-13372 - 13 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin (1144822026).

DESCRIPTION

Approuver trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en conception, incluant des travaux de carottage au besoin, pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de feux de circulation et de réaménagement géométrique.
Pour répondre aux besoins de conception et de préparation de plans et devis plus précis, certains travaux de carottage ont été demandés aux firmes. En effet, des quantités et des prix unitaires par activité de carottage ont été ajoutés dans les bordereaux de soumissions des trois (3) contrats. La Direction des infrastructures a décidé d'ajouter ces services techniques de carottage dans les documents de l'appel d'offres 16-15643 afin d'améliorer le délai de réalisation des services de conception demandés aux firmes.

En considérant l'augmentation des investissements prévus pour le développement et la réfection des infrastructures urbaines dans les prochaines années, la Direction des infrastructures désire octroyer trois (3) ententes-cadres pour un montant total maximum de 18 168 243,72 $, taxes incluses.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public #16-15643, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes :

- Contrat 1 - CIMA+ s.e.n.c. 6 563 232,90 $, taxes incluses
- Contrat 2 - Les Services EXP inc. 6 143 522,41 $, taxes incluses
- Contrat 3 - AXOR Experts-Conseils inc. 5 461 488,41 $, taxes incluses

Total 18 168 243,72 $, taxes incluses

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires par catégorie d'employés.

Les bordereaux de soumission à taux horaires par catégorie d'employés ont été préparés en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission pour chacun des contrats-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

La durée des trois (3) contrats cadres est établie sur une période maximale de trente-six (36) mois à compter de la signature de la convention ou jusqu'à épuisement du montant maximal des soumissions, selon la première des deux éventualités. Si des fonds sont toujours disponibles aux contrats, avant la fin de la période de trois ans, sur avis écrit du Directeur donné à l'adjudicataire, les présents contrats pourront être prolongés pour une période d'un an, pour un maximum de deux (2) prolongations.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, dans le présent dossier, le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Les conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont présentées dans la pièce juridique.

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure des programmes de réfection et de développement des infrastructures prévus pour les années à venir, le nombre de ressources humaines nécessaires pour assurer une conception de plans et devis adéquate, est élevé. Le SIVT n'a pas les ressources suffisantes pour répondre aux besoins en période de pointe, il est donc avantageux pour la Ville que les activités de conception soient réalisées par une firme externe. Un représentant de la Ville assurera la gestion du projet alors que la firme assistera le représentant pour veiller au respect de la conception des plans et devis.
Les enveloppes budgétaires des deux (2) ententes-cadres précédentes (CG15 0548) sont pratiquement épuisées. Le solde résiduel de ces ententes est de 495 291,61 $, soit 5,6 % de la somme maximale de 8 871 298,54 $ octroyée initialement. À noter que la mise en place du *Programme complémentaire de pavage et revêtement* (PCPR) a également nécessité l'utilisation de ces ententes-cadres. En effet, un budget de 5 363 168,69 $ a été réservé à cette fin, soit plus de 60% du montant total octroyé.

Analyse des soumissions :

Les offres des sept (7) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection et chacune des firmes a soumissionné pour chacun des trois (3) contrats.

Le système de pondération et d'évaluation des offres, à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que les trois (3) contrats soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final à la suite de l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. De plus, une firme retenue pour recommandation pour un contrat devient non conforme pour les contrats suivants.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 24 janvier 2017. Les soumissions reçues le 21 décembre 2016 pour les trois (3) contrats ont été analysées séparément par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

- Contrat #1: 6 563 232,90 $, pointage intérimaire de 81.0 et note finale de 0,1996;
- Contrat #2: 6 143 522,41 $, pointage intérimaire de 84,5 et note finale de 0,2189;
- Contrat #3: 5 461 488,41 $, pointage intérimaire de 81,7 et note finale de 0,2411.

Résultats de l'appel d'offres:

Contrat #1:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: CIMA+ S.E.N.C.	81.0	**0,1996**	**6 563 232,90 $**
2- AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	81.7	0,1952	6 746 643,32 $
3- LES SERVICES EXP INC.	84.5	0,1950	6 896 016,54 $
4- LES CONSULTANTS S.M. INC.	78.8	0,1794	7 179 751,85 $
5- SNC-LAVALIN INC.	72.8	0,1780	6 900 224,63 $
6- BEAUDOIN HURENS	74.5	0,1718	7 244 804,70 $
7- WSP CANADA INC.	69.2		non conforme
Estimation interne			**7 268 652,00 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)*			**-705 419,10 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-9.7 %**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)*			**183 410,42 $**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**2,8 %**

Contrat #2:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: LES SERVICES EXP INC.	84.5	0,2189	**6 143 522,41 $**
2- AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	81.7	0,2168	6 071 943,58 $
3- LES CONSULTANTS S.M. INC.	78.8	0,2036	6 327 769,85 $
4- SNC-LAVALIN INC.	72.8	0,1978	6 210 110,18 $

5- BEAUDOIN HURENS	74.5	0,1909	6 520 289,74 $
6- WSP CANADA INC.	69.2		non conforme
Estimation interne			**6 541 751,00 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-398 228,59 $** **-6,1 %**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**-71 578,83 $** **-1,2 %**

Contrat #3:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	81.7	0,2411	**5 461 488,41 $**
2- LES CONSULTANTS S.M. INC.	78.8	0,2291	5 622 967,35 $
3- SNC-LAVALIN INC.	72.8	0,2194	5 597 833,82 $
4- BEAUDOIN HURENS	74.5	0,2120	5 873 469,13 $
5**-** WSP CANADA INC.	69.2		non conforme
Estimation interne			**5 895 319,00 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-433 830,59 $** **-7,4 %**
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			**161 478,94 $** **3,0 %**

Veuillez noter que sur les sept (7) soumissionnaires, la firme WSP Canada inc. n'a pas eu la note de passage de 70,0 et sa soumission a été déclarée non conforme.

De plus, puisque la firme Cima + s.e.n.c. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, cette dernière devient non conforme pour les contrats #2 et #3. De même, puisque la firme Services EXP inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #2, cette dernière devient non conforme pour le contrat #3.

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté au sein de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées:

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres, par les professionnels de la Division de la conception des travaux, ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Il est à noter que les stratégies

utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les écarts favorables à la Ville entre les soumissions des firmes ayant obtenues les meilleures notes totales et les estimations à l'interne sont les suivants :

Contrat #1 : -705 419,10 $ (-9,7 %)
Contrat #2 : -398 228,59 $ (-6,1 %)
Contrat #3 : -433 830,59 $ (-7,4 %)

Ces écarts étant inférieurs à 10 %, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soient *CIMA + s.e.n.c.* , *Les Services EXP inc et Axor Experts-Conseils inc.* détiennent une attestation de *l'Autorité des marchés financiers* qui est en vigueur depuis les 30 janvier 2015, 14 mars 2014 et 5 mars 2015 respectivement. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièce jointe au dossier.

Le dossier répond à l'un des critères et l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat #3 d'Axor Experts-Conseils inc. est supérieur à 1 000 000 $ et il s'agit de son troisième octroi de contrat consécutif similaire pour une entente-cadre de services professionnels en conception de documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou des travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 18 168 243,72 $, taxes incluses pour les trois (3) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 16 590 028,16 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les enveloppes des précédentes ententes-cadres dont bénéficient le SIVT et les arrondissements seront bientôt épuisées. Par conséquent, il est nécessaire d'octroyer de nouvelles ententes-cadres. Il est à noter que les objectifs d'investissements de la Direction

des infrastructures dépendent de l'obtention d'ententes-cadres de services professionnels autant en conception qu'en surveillance des travaux pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures.
Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 19 juin 2017, soit la date d'échéance de validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats : mars 2017
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : mars 2020 ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin GAUDETTE
C/s conception & realisation des projets d'ingenierie

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-5622
Télécop. :

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-14

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 décembre 2016

LES SERVICES EXP INC.
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON ON L6V 4M8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700027173
N° de demande :	1631212808
N° de confirmation de paiement :	000207692389

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177231016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15643 contrat 1.pdf 16-15643 contrat 2.pdf 16-15643 contrat 3.pdf
16-15643-Det Cah Final.pdf foctroi 1.pdf foctroi 2.pdf foctroi 3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15643 contrat 1

No du GDD : 1172310016

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 24 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 8 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	N'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+	6 563 232,90 $	X	
Axor	6 746 643,32 $		
EXP	6 896 016,54 $		
consultants S.M.	7 179 751,85 $		
SNC-Lavalin	6 900 224,63 $		
Beaudoin Hurens	7 244 804,70 $		

Information additionnelle

Une firme s'est désistée car période de soumission ne convient pas, les autres firmes n'ont pas répondues.

Préparé par : Yves Belleville Le 7 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15643 contrat 2

No du GDD : 1172310016

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 24 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 8 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	N'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+			
Axor	6 071 943,58 $		
EXP	6 143 522,41 $	X	
consultants S.M.	6 327 769,85 $		
SNC-Lavalin	6 210 110,18 $		
Beaudoin Hurens	6 520 289,74 $		

Information additionnelle

Une firme s'est désistée car période de soumission ne convient pas, les autres firmes n'ont pas répondues.La firme CIMA ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour les contrat 2 et 3

Préparé par : Yves Belleville Le 7 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15643 contrat 3

No du GDD : 1172310016

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 12 - 2016

Date du comité de sélection : 24 - 1 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 8 - 12 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 14,29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	N'a pas obtenu la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+			
Axor	5 461 488,41 $	X	
EXP			
consultants S.M.	5 622 967,35 $		
SNC-Lavalin	5 597 833,82 $		
Beaudoin Hurens	5 873 469,13 $		

Information additionnelle

Une firme s'est désistée car période de soumission ne convient pas, les autres firmes n'ont pas répondues.La firme CIMA ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour les contrat 2 et 3, la firme Exp ayant obtenue le contrat 2 est non conforme pour le contrat 3.

Préparé par : Yves Belleville Le 7 - 2 - 2017

16-15643 - services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal contrat 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,67	8,00	8,00	13,67	23,67	24,67	81,7	6 746 643,32 $	0,1952	2
Beaudoin Hurens	3,17	7,33	7,67	11,00	22,33	23,00	74,5	7 244 804,70 $	0,1718	6
S NC-Lavalin	3,17	5,33	7,67	12,33	21,00	23,33	72,8	6 900 224,63 $	0,1780	5
consultants S.M.	2,83	7,67	7,67	12,67	23,00	25,00	78,8	7 179 751,85 $	0,1794	4
CIMA+	4,00	7,67	7,67	11,67	24,67	25,33	81,0	6 563 232,90 $	0,1996	1
services EXP	4,17	8,33	8,00	13,67	24,67	25,67	84,5	6 896 016,54 $	0,1950	3
WSP Canada	3,50	6,00	8,33	12,33	19,67	19,33	69,2			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Yves Belleville

Comité

Date	mardi 24-01-2017
Heure	9h00
Lieu	255 Crémazie Est 404 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15643 - services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,67	8,00	8,00	13,67	23,67	24,67	81,7	6 071 943,58 $	0,2168	2
Beaudoin Hurens	3,17	7,33	7,67	11,00	22,33	23,00	74,5	6 520 289,74 $	0,1909	5
S NC-Lavalin	3,17	5,33	7,67	12,33	21,00	23,33	72,8	6 210 110,18 $	0,1978	4
consultants S.M.	2,83	7,67	7,67	12,67	23,00	25,00	78,8	6 327 769,85 $	0,2036	3
CIMA+	4,00	7,67	7,67	11,67	24,67	25,33	81,0		0,0000	
services EXP	4,17	8,33	8,00	13,67	24,67	25,67	84,5	6 143 522,41 $	0,2189	1
WSP Canada	3,50	6,00	8,33	12,33	19,67	19,33	69,2			Non conforme
0							-		0,0000	
0							-		0,0000	
0							-		0,0000	

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15643 - services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,67	8,00	8,00	13,67	23,67	24,67	81,7	5 461 488,41 $	0,2411	1
Beaudoin Hurens	3,17	7,33	7,67	11,00	22,33	23,00	74,5	5 873 469,13 $	0,2120	4
S NC-Lavalin	3,17	5,33	7,67	12,33	21,00	23,33	72,8	5 597 833,82 $	0,2194	3
consultants S.M.	2,83	7,67	7,67	12,67	23,00	25,00	78,8	5 622 967,35 $	0,2291	2
CIMA+	4,00	7,67	7,67	11,67	24,67	25,33	81,0		0,0000	
services EXP	4,17	8,33	8,00	13,67	24,67	25,67	84,5		0,0000	
WSP Canada	3,50	6,00	8,33	12,33	19,67	19,33	69,2			Non conforme
0							-			
0							-			
0							-			

Agent d'approvisionnement Yves Belleville

Comité

Date	
Heure	0 h 00
Lieu	

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15643
Numéro de référence : 1030842
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1206082)** 2016-11-28 16 h 40 **Transmission :** 2016-11-28 16 h 40	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1206014)** 2016-11-28 15 h 15 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 15	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode

				privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1206345)** 2016-11-29 11 h 26 **Transmission :** 2016-11-29 11 h 26	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1205898)** 2016-11-28 12 h 36 **Transmission :** 2016-11-28 12 h 36	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF axiom inc. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Marie-Claude Ainey Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1206670)** 2016-11-30 9 h 16 **Transmission :** 2016-11-30 9 h 16	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1206038)** 2016-11-28 15 h 41 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 41	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1206331)** 2016-11-29 11 h 07 **Transmission :** 2016-11-29 11 h 07	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1206159)** 2016-11-29 8 h 42 **Transmission :** 2016-11-29 8 h 42	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1206197)** 2016-11-29 9 h 12 **Transmission :** 2016-11-29 9 h 12	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1205900)** 2016-11-28 12 h 52 **Transmission :** 2016-11-28 12 h 52	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1206019)** 2016-11-28 15 h 19 **Transmission :** 2016-11-28 15 h 19	2682482 - 16-15643 Addenda N ° 1 - Report de date 2016-12-08 16 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2016 Tous droits réservés

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CIMA + S.E.N.C.**, société d'ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900, Montréal(Québec), H3C 3X6, représentée par Raymond Leclerc, ing., associé, Directeur Principal Infrastructures, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : R103036430
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1010372212

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à la conception des documents d'ingénierie, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres # 16-15643 du 21 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser la conception des documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six millions cinq cent soixante-trois mille deux cent trente-deux dollars et quatre-vingt-dix sous (6 563 232,90 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les règles définies à l'article 7 des clauses administratives générales.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

CIMA + S.E.N.C.

Par : _____
M. Raymond Leclerc, ing., associé
Directeur principal Infrastructures

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

LES SERVICES EXP INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal (Québec) H3A 3C8, agissant et représentée par Guillaume Halde, ing., Directeur Infrastructures et transports, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 14 décembre 2016;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. :1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à la conception des documents d'ingénierie, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres # 16-15643 du 21 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser la conception des documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de six millions cent quarante-trois mille cinq cent vingt-deux dollars et quarante et un sous (6 143 522,41 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les règles définies à l'article 7 des clauses administratives générales.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action

intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D’EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

LES SERVICES EXP INC.

Par : _____
Guillaume Halde, Ing.
Directeur Infrastructures et Transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101, rue Buchan – bureau 400, Montréal (Québec), H4P 1S4, agissant et représentée par Denis Courchesne, ing., Vice-Président Division Infrastructures urbaines, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 6 décembre 2016;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 101518951
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1002119508

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 28 novembre 2016 relatifs à la conception des documents d'ingénierie, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant suite à l'ouverture de l'appel d'offres # 16-15643 du 21 décembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser la conception des documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq millions quatre cent soixante et un mille quatre cent quatre-vingt-huit dollars et quarante et un sous (5 461 488,41 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les règles définies à l'article 7 des clauses administratives générales.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.

Par : _____
Denis Courchesne, ing.,
Vice-président
Division Infrastructures urbaines

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177231016

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177231016
Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public nº 16-15643 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Le 15 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont posé plusieurs questions sur les notes accordées dans l'évaluation qualitative des soumissions. Pour les membres, il serait pertinent d'avoir une meilleure compréhension de la grille des critères définis et de la façon les notes sont attribuées. La Commission comprend que cette évaluation qualitative est sous la responsabilité du Service de l'approvisionnement.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs

interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177231016 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1175249001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15664 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler.
4.

Firme	Somme maximale taxes incluses	Contrat
SNC Lavalin inc.	5 462 146,07 $	1
Les Services Exp inc.	5 706 209,25 $	2
Les Consultants S.M inc.	5 792 727,94 $	3

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-01 13:09

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175249001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des infrastructures estime que les besoins en réfection et en réaménagement d'infrastructures nécessitent des investissements qui augmentent de 10% à 15% annuellement. Ces infrastructures comprennent des conduites d'aqueduc et d'égout, la voirie ainsi que les ponts et tunnels.
Compte tenu de l'ampleur des besoins et afin d'atteindre les objectifs de réalisation qui en découlent, la Direction des infrastructures sollicite les services professionnels de trois (3) firmes d'ingénierie pour l'assister dans la gestion et la surveillance des travaux.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels.

L'appel d'offres #17-15664 a été publié du 11 au 30 janvier 2017. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent leur date d'ouverture, soit jusqu'au 29 juillet 2017.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 18 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda fut émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 25 janvier 2017: modification d'une catégorie d'employé au bordereau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0391 - 18 juin 2015 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 24 mois: Les Consultants S.M. inc.(9 701 360,55 $) et Les Services exp inc. (9 818 328,07 $) pour des services professionnels de surveillance des travaux, gestion des impacts, maintien de la circulation et communications de chantier / appel d'offres public 15-13877 - 6 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin. (1155249001)
CG14 0213 - 1er mai 2014 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 24 mois: Les Consultants S.M. inc.(1 637 303,21 $) et Beaudoin Hurens (1 166 708,81 $) pour des services professionnels de surveillance des travaux / appel d'offres public 13-13171 - 10 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin. (1145249002)

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en gestion et surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures et d'approuver trois (3) projets de convention à cette fin.
Les trois (3) ententes-cadres représentent une somme totale maximale de 16 961 083,26 $ et sont valides pour une période pouvant atteindre soixante (60) mois, à partir de la date d'octroi des contrats.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public n° 15-13877, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes :

Firme	**Montant (taxes incluses)**
SNC-Lavalin inc.	5 462 146,07 $
Les Services exp inc.	5 706 209,25 $
Les Consultants S.M. inc	5 792 727,94 $
Montant total des contrats	**16 961 083,26 $**

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, dans le présent dossier, le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux

fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

L'entente est valide jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités. Les taux horaires sont majorés annuellement selon l'indice des prix à la consommation du Canada.

Les conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont présentées dans le "Document juridique".

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre et de l'envergure des projets de réfection des infrastructures de voirie prévus pour les années à venir, il est proposé de retenir les services professionnels de firmes externes afin d'assister les professionnels de la Direction des infrastructures dans la réalisation de leurs mandats et ce, principalement en période de pointe. Les besoins des services et arrondissements de la Ville de Montréal ont également été considérés. Il est prévu que deux de ces ententes soient réservées exclusivement à la Direction des infrastructures, et que la troisième soit mise à la disposition de l'ensemble des unités de la Ville.
La gestion des projets est assurée par un représentant de la Ville.

Par ailleurs, les deux (2) ententes-cadres concluent en 2015 pour la surveillance des travaux seront échues à compter du 18 juin 2017. Par conséquent, la Direction des infrastructures désire octroyer trois (3) nouveaux contrats afin de s'assurer de la disponibilité des firmes en période de pointe.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soit *SNC-Lavalin inc., Les Services exp inc. et Les Consutlants S.M. inc.* détiennent une attestation de *l'Autorité des marchés financiers* qui est en vigueur depuis les 4 février 2014, 14 mars 2014 et 23 juillet 2014 respectivement. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièce jointe au dossier de même qu'une copie des accusés réception des demandes de renouvellement pour SNC-Lavalin inc, et Les Services exp. inc.

Le dossier répond à l'un des critères et l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat #3 de la firme Les Consultants S.M. inc. est supérieur à 1 000 000 $ et il s'agit de son troisième octroi de contrat consécutif similaire pour une entente-cadre de services professionnels en gestion et surveillance des travaux.

Analyse des soumissions

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final et ce, au prix de sa soumission.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 13 février 2017. Les soumissions reçues le 30 janvier 2017 pour les trois (3) contrats ont été analysées séparément par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Les offres des cinq (5) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection et chacune des firmes a soumissionné pour chacun des trois (3) contrats.

Le système de pondération et d’évaluation des offres, à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d’offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage

intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. De plus, une firme retenue pour recommandation pour un contrat devient non conforme pour les contrats suivants.

Une erreur de calcul a été corrigée dans le bordereau de soumission de la firme Les Consultants S.M. inc. Le total de sa soumission est passé de 5 729 491,69 $ à 5 792 727,94 $. Cette correction ne change pas le rang des soumissionnaires.

Résultats de l'appel d'offres:

Contrat # 1 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - SNC-Lavalin inc.	87,8	0,25	5 462 146,07 $
2 - Les Services exp inc.	84,7	0,24	5 683 214,25 $
3 - Les Consultants S.M. inc.	86,5	0,23	6 001 410,39 $
4 - CIMA+ s.e.n.c.	78,8	0,19	6 697 316,75 $
5 - WSP Canada inc.	66,0		
Estimation interne			5 950 818,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			- 488 672,49 $ - 8,21%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			221 068,18 $ 4,05%

Contrat # 2 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Les Services exp inc.	84,7	0,24	5 706 209,25 $
2 - Les Consultants S.M. inc.	86,5	0,23	6 019 401,15 $
3 - CIMA+ s.e.n.c.	78,8	0,20	6 560 645,96 $
4 - WSP Canada inc.	66,0		
Estimation interne			5 950 818,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)*			- 244 609,31 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			- 4,11%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			313 191,90 $ 5,49%

Contrat # 3 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Les Consultants S.M. inc.	86,5	0,24	5 792 727,94 $
2 - CIMA+ s.e.n.c.	78,8	0,20	6 425 889,51 $
3 - WSP Canada inc.	66,0		
Estimation interne			5 950 818,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			- 158 090,62 $ - 2,66%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			633 161,57 $ 10,93%

À la suite de l'évaluation qualitative, le pointage intérimaire obtenu par la firme WSP Canada inc. était inférieur à 70 %. Par conséquent, cette firme n'a pu être considérée pour l'établissement du pointage final puisque seules les soumissions ayant obtenu la note intérimaire de passage fixée à 70 % sont considérées pour l'ouverture de la seconde enveloppe.

Enfin, puisque la firme SNC-Lavalin inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, cette dernière devient non conforme pour les contrats #2 et #3. De même, puisque la firme Les Services exp inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #2, cette dernière devient non conforme pour le contrat #3.

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées:

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux

horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les montants soumis par les firmes ayant obtenues les meilleurs pointages pour les trois (3) contrats au terme du comité d'évaluation sont plus bas que les estimations internes. Ces écarts sont à l'avantage de la Ville.

Les écarts entre les adjudicataires et les estimations internes sont les suivants:

Contrat	Firme	Écart ($)	Écart (%)
1	SNC-Lavalin inc.	-488 672,49 $	-8,21 %
2	Les Services exp inc.	-244 609,31 $	-4,11%
3	Les Consultants S.M. inc.	-158 090,62 $	-2,66%

Ces écarts étant inférieurs à 10 % et favorables à la Ville, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation d'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.
Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 16 961 083,26 $, taxes incluses pour les trois (3) ententes-cadres, représente un coût net maximal de 15 487 729,76 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 29 juillet 2017, soit la date d'échéance de validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts associés.
Également, il est important de noter que la période favorable à une grande partie des

travaux de voirie se situe entre les mois de mai et de novembre. Tout délai dans l'octroi du contrat de services professionnels aura un impact sur la capacité de réalisation de la Direction des infrastructures pour l'année 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission sur l'examen des contrats (CEC): 15 mars 2017
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : avril 2017
Fin des travaux : à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou du montant maximal des contrats, selon la première des deux éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe RIOPEL
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-3328
Télécop. : 514 872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-02-28

SNC·LAVALIN

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 8e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525-0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc. : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1C3
tél. : 514 395-0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc. : 514 873-3090

...2

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 juillet 2014

LES CONSULTANTS S.M. INC.
A/S MONSIEUR GUY CHARBONNEAU
2111, BOUL FERNAND-LAFONTAINE
LONGUEUIL (QC) J4G 2J4

N° de décision : 2014-CPSM-1038772
N° de client : 3000156349

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ENVIRO SOL
- ENVIROSOL
- S.M. CONSULTANTS INC.
- S.M. ENVIRONNEMENT
- SMI MOHAWK ENGINEERING

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP), LES CONSULTANTS S.M. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec

Montréal

SNC·LAVALIN

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 novembre 2016

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1631180665
N° de confirmation de paiement :	000205798872

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 décembre 2016

LES SERVICES EXP INC.
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON ON L6V 4M8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700027173
N° de demande :	1631212808
N° de confirmation de paiement :	000207692389

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175249001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15664-Det Cah Final.pdf 15664-1 contrat 1.pdf 15664-1 contrat 2.pdf
15664-1 contrat 3.pdf octroi contrat1.pdf octroi contrat2.pdf octroi contrat3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

17-15664 - services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure contrat 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,17	5,67	7,33	12,33	23,67	25,67	78,8	6 697 316,75 $	0,19	4
S.M.	4,17	8,67	9,00	13,33	23,67	27,67	86,5	6 011 410,39 $	0,23	3
EXP	4,00	8,33	8,33	12,67	23,00	28,33	84,7	5 683 214,25 $	0,24	2
SNC-Lavalin	4,50	9,00	8,67	13,33	24,33	28,00	87,8	5 462 146,07 $	0,25	1
WSP	4,33	6,33	7,33	12,00	15,67	20,33	66,0			Non conforme

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	13-02-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

17-15664 - services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,17	5,67	7,33	12,33	23,67	25,67	78,8	6 560 645,96 $	0,20	3
S.M.	4,17	8,67	9,00	13,33	23,67	27,67	86,5	6 019 401,15 $	0,23	2
EXP	4,00	8,33	8,33	12,67	23,00	28,33	84,7	5 706 209,25 $	0,24	1
SNC-Lavalin	4,50	9,00	8,67	13,33	24,33	28,00	87,8		-	
WSP	4,33	6,33	7,33	12,00	15,67	20,33	66,0			Non conforme

Comité	
Date	13-02-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

17-15664 - services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,17	5,67	7,33	12,33	23,67	25,67	78,8	6 425 889,51 $	0,20	2
S.M.	4,17	8,67	9,00	13,33	23,67	27,67	86,5	5 792 727,94 $	0,24	1
EXP	4,00	8,33	8,33	12,67	23,00	28,33	84,7		-	
SNC-Lavalin	4,50	9,00	8,67	13,33	24,33	28,00	87,8		-	
WSP	4,33	6,33	7,33	12,00	15,67	20,33	66,0			Non conforme

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	13-02-2017
Heure	14h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle intégrité

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15664 — No du GDD : 1175249001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructures **CONTRAT 1**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 30 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 13 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP	n'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 7 - 2017

Date d'échéance révisée : 29 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin	5 462 146,07 $	X	
EXP	5 683 214,25 $		
S.M.	6 011 410,39 $		
CIMA+	6 697 316,75 $		

Information additionnelle

Des firmes qui n'ont pas soumissionné 2 sont des sous-traitants, 1 firme n'offre pas le service, 2 firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Yves Belleville — Le 24 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15664 — No du GDD : 1175249001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructures **CONTRAT 2**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 30 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 13 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP	n'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin			
EXP	5 706 209,25 $	x	
S.M.	6 019 401,15 $		
CIMA+	6 560 645,96 $		

Information additionnelle

Des firmes qui n'ont pas soumissionné 2 sont des sous-traitants, 1 firme n'offre pas le service, 2 firmes n'ont pas répondu. SNC_Lavalin ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour contrat 2 et 3.

Préparé par : Yves Belleville — Le 24 - 2 - 2017

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15664 — No du GDD : 1175249001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructures **CONTRAT 3**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 30 - 1 - 2017

Ouverture faite le : 30 - 1 - 2017

Date du comité de sélection : 13 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP	n'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 7 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 7 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin			
EXP			
S.M.	5 792 727,94 $	x	
CIMA+	6 425 889,51 $		

Information additionnelle

Des firmes qui n'ont pas soumissionné 2 sont des sous-traitants, 1 firme n'offre pas le service, 2 firmes n'ont pas répondu. SNC_Lavalin ayant obtenue le contrat 1 devient non conforme pour contrat 2 et 3. La firme EXP a obtenue le contrat 2 et deviens non conforme pour contrat 3

Préparé par : Yves Belleville — Le 24 - 2 - 2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15664
Numéro de référence : 1041268
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionbnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1218019)** 2017-01-12 9 h 28 **Transmission :** 2017-01-12 9 h 28	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1218316)** 2017-01-12 13 h 35 **Transmission :** 2017-01-12 13 h 35	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1217902)** 2017-01-12 7 h 30 **Transmission :** 2017-01-12 7 h 30	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1217581)** 2017-01-11 12 h 18 **Transmission :** 2017-01-11 12 h 18	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Solroc Inc. 4000, rue Griffith Montréal, QC, H4T 1A8 NEQ : 1144077725	Monsieur Patrice Bedu Téléphone : 514 737-6541 Télécopieur : 514 342-5855	**Commande : (1217901)** 2017-01-12 7 h 25 **Transmission :** 2017-01-12 7 h 25	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest,	Madame Cinthia Fournier	**Commande : (1218220)** 2017-01-12	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis)

	12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	11 h 34 **Transmission :** 2017-01-12 11 h 34	2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1218298)** 2017-01-12 13 h 22 **Transmission :** 2017-01-12 13 h 22	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1218187)** 2017-01-12 11 h 14 **Transmission :** 2017-01-12 11 h 14	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1218627)** 2017-01-13 9 h 16 **Transmission :** 2017-01-13 9 h 16	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 19 - Télécopie 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1219539)** 2017-01-16 11 h 21 **Transmission :** 2017-01-16 11 h 21	2697402 - 17-15664 Addenda N°1 (devis) 2017-01-25 12 h 18 - Courriel 2697403 - 17-15664 Addenda N°1 (bordereau) 2017-01-25 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Yves Saindon**, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SNC-LAVALIN INC. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455, boul. René-Levesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1Z3, agissant et représentée par Louis Deschênes, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 134298132
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1014851123

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du SIVT ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017 relatifs à la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 27 janvier 2017.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 5 462 146,07 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : honoraire selon la méthode des taux horaires.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12

CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

SNC-LAVALIN INC.

Par : _____
Louis Deschênes, Directeur surveillance et gestion de la construction

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Yves Saindon**, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

LES SERVICES EXP INC. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, Boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec), H3A 3C8, agissant et représentée par Guillaume Halde, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du SIVT ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017 relatifs à la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 30 janvier 2017.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 5 706 209,25 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : honoraire selon la méthode des taux horaires

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12

CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

LES SERVICES EXP INC.

Par : _____
Guillaume Halde, Directeur infrastructures et transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Me Yves Saindon**, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

LES CONSULTANTS S.M. inc. personne morale ayant sa principale place d'affaires au 433, rue Chabanel Ouest, Montréal (Québec), H2N 2J8, agissant et représentée par François Riopel, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : R119914166 TR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1001247324 TQ001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du SIVT ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 11 janvier 2017 relatifs à la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 30 janvier 2017.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour la gestion et surveillance des travaux d'infrastructures.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 5 792 727,94 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : honoraire selon la méthode des taux horaires

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12

CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2017

LES CONSULTANTS S.M. inc.

Par : _____
François Riopel, Directeur infrastructures urbaines

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE175249001

Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin..

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE175249001
Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Le 15 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

En réponse aux membres de la Commission, le Service a expliqué qu'il essayait généralement de faire en sorte que des firmes différentes s'occupent de la conception d'un projet et de la surveillance des travaux, bien qu'il n'y ait pas d'encadrement officiel en ce sens.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (contrat 3);*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE175249001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1175921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel CIMA+ S.E.N.C. et Provencher Roy Urbanisme Inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la conception et la surveillance de chantier du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 12 897 697,35 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15853 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense, ***après avoir opéré le virement budgétaire requis (si le dossier comporte un tel virement)*** , conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel***.*** Cette dépense est assumée à 94,50 % par la ville centre et pour 5,50 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175921001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest ont atteint leur durée de vie utile. Des travaux importants sont requis afin de remplacer et de réhabiliter ces conduites, en coordination avec les travaux d'utilités publiques.
Le projet se réalisera en deux phases :

- **Phase 1 :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine entre les rues De Bleury et Mansfield
  - Lot 1 : Rue Sainte-Catherine
  - Lot 2 : Square Phillips, place du Frère-André et les rues adjacentes
- **Phase 2 et ultérieures :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater

Occasion unique pour des décennies à venir, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest offre l'opportunité d'améliorer l'aménagement et la fonctionnalité de la rue pour qu'elle réponde mieux aux besoins de ses usagers. La Ville souhaite profiter de ces travaux d'infrastructures importants pour offrir aux Montréalais un aménagement de qualité. Afin de réaliser ce projet, la Division des grands projets 2 retient les services de professionnels en ingénierie, en aménagement urbain et en architecture pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis, les services d'assistance technique durant les travaux, ainsi que la surveillance des travaux en résidence pour la phase 1.

Un premier appel d'offres public a été lancé le 14 novembre 2016 (16-15464) pour ce mandat. L'ouverture des soumissions était prévue le 12 décembre 2016. À la suite d'une demande d'un preneur des documents d'appel d'offres, la date d'ouverture a été repoussée

au 19 décembre 2016. La période de soumission était de quatre semaines initialement, elle a été prolongée à cinq semaines. Quatre soumissions ont été déposées. Elles ont toutes été jugées non conformes. Les non-conformités se retrouvaient principalement dans les projets soumis (coûts des travaux ou type de projet) et dans l'expérience des ressources humaines proposées. Après avoir revu les critères d'évaluation des soumissions, la Ville a lancé l'appel d'offres qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel.

Ce deuxième appel d'offres public a été lancé le 18 janvier 2017. La période de soumission était de 21 jours et se terminait initialement le 8 février 2017. La date de remise des offres a été repoussée au lundi 13 février à cause d'une demande de report justifiée de la part d'un des preneurs des documents d'appel d'offres.

La durée de validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Durant l'appel d'offres, il y a eu émission de cinq (5) addenda afin de répondre aux questions des potentiels soumissionnaires.

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	26 janvier 2017	Réponse aux questions des preneurs de soumission
2	1er février 2017	Réponse aux questions des preneurs de soumission
3	2 février 2017	Réponse aux questions des preneurs de soumission
4	6 février 2017	Erreur: nouvelle publication de l'addenda 3 au lieu d'annoncer le report de la date d'ouverture.
5	7 février 2017	Annonce de l'erreur de l'addenda #4 et report de la date d'ouverture des soumissions au lundi 13 février 2017.

Cet appel d'offres fait suite à l'arrêt des prestations qui a fait l'objet d'un appel d'offres en 2014 pour les services de professionnels en ingénierie et en aménagement urbain pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis ainsi que les services d'assistance technique durant les travaux (sans la surveillance), octroyé aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. (voir les décision antérieures ci-dessous). En effet, à la suite de l'augmentation substantielle de la portée du projet, la Ville a décidé, d'un commun accord avec les consultants retenus, de mettre fin à ce premier mandat pour relancer une procédure d'appel d'offres qui prendrait en compte les changements de portée du projet.

En vertu de la réglementation appliquée à la Ville de Montréal (règle selon laquelle une entreprise ne peut soumissionner si elle a participé à l'élaboration des documents d'appel d'offres public dans les six (6) mois précédents (DIRECTIVE) C-AJ-AJEF-D-12-001) les firmes WSP Canada inc et Daoust Lestage inc n'étaient pas autorisées à soumissionner sur ce nouvel appel d'offres public, car elles bénéficiaient d'informations privilégiées dans le cadre de leur mandat, rompant, de ce fait, l'égalité entre les soumissionnaires.

Le contrat qui lie la Ville de Montréal aux firmes WSP Canada inc et Daoust Lestage inc sera résilié au cours des prochains mois. Une période de transfert de connaissance entre les anciens et les nouveaux consultants est prévue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses.

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours. (GDD 1157064001)

CE15 0520 - 25 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme AGC Communications pour la concertation dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 395 877,03$, taxes incluses (GDD 1156707002)

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest. (GGD 1156086001)

CG15 0207 - 26 février 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. (GDD 1156707001)

CG14 0307 - 19 juin 2014 - Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 $, taxes incluses (GDD 1145921001)

CE14 0824 - 28 mai 20141 - D'approuver un projet de convention par lequel Les Consultants S.M. inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser une étude technique de la fonctionnalité et des impacts en transport de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 123 491,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13241 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG14 0122 - 27 mars 2014 - D'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Acertys inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise en oeuvre d'une démarche d'interaction avec le public dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 266 569,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 13-13242 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CE14 0438 - 26 mars 2014 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services d'une équipe de professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis ainsi que les services d'assistance technique durant les travaux dans le cadre du grand projet de la rue Sainte-Catherine Ouest.

CE14 0350 - 12 mars 2014 - D'autoriser une appropriation de crédits de 4 396 631 $ de la réserve de voirie d'agglomération au budget de la Direction des transports (Service des infrastructures, transport et environnement) pour le projet d'infrastructures et de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest afin de réaliser des études, des expertises et l'avant-projet préliminaire en vue d'obtenir l'autorisation de passer en phase plans et devis pour le projet qui sera imputable au PTI, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE13 1799 - 11 décembre 2013 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour les services professionnels en planification participative des projets et en concertation dans

le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest, et d'approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour retenir les services de professionnels en ingénierie (ingénieurs civils, ingénieurs en mécanique, ingénieurs en électricité, ingénieurs en circulation, ingénieurs en télécommunications, etc.), en aménagement urbain (urbanistes et/ou architectes et/ou architectes du paysage et/ou designer urbain), et en architecture pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis, l'assistance technique pendant les travaux, et la surveillance en résidence des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, phase 1.
L'objet de ce mandat est de concevoir l'aménagement urbain ainsi que les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest, depuis la rue De Bleury jusqu'à la rue Mansfield; du square Phillips et des rues adjacentes; et enfin de la place du Frère-André (phase 1).

Les travaux prévus consistent principalement, sans s'y limiter, à :

- La reconstruction de conduites d'aqueduc principales de 400 mm et 600 mm de diamètre, incluant les chambres;
- L'abandon d'une conduite d'aqueduc principale de 600 mm de diamètre;
- La reconstruction de conduites d'aqueduc secondaires de 100 mm à 300 mm de diamètre;
- La reconstruction et l'agrandissement d'égouts secondaires en brique;
- La réhabilitation du collecteur principal d'égout;
- Le déplacement, la construction et la reconstruction de réseaux techniques urbains;
- L'aménagement urbain de la rue Sainte-Catherine Ouest, de la place du Frère-André, du square Phillips et des rues qui les bordent;
- L'implantation de trottoirs chauffants sur une surface d'approximativement 10 000m² sur la rue Sainte-Catherine Ouest et la partie nord du square Phillips;
- La construction d'édicules (kiosques, entrée et sortie de la salle mécanique des trottoirs chauffants, ou tout autre bâtiment) sur le square Phillips;
- L'intégration de principes et d'équipements pour créer un environnement « intelligent »;
- Et tous les autres travaux requis et nécessaires à la réalisation du projet.

Les services professionnels comprennent, sans s'y limiter :

- L'analyse des informations fournies et des avancées de la conception;
- Les relevés de terrain complémentaires le cas échéant;
- La réalisation des documents de consultation pour toute étude complémentaire ou pour toute prestation externe nécessaire le cas échéant;
- La réalisation de l'avant-projet préliminaire du lot 2;
- L'accompagnement de l'équipe projet auprès du ministère de la Culture et d'autres intervenants concernés par les enjeux de patrimoine;
- La réalisation de l'avant-projet définitif incluant les études nécessaires pour la conception des trottoirs chauffants y compris le système de chauffage et la salle mécanique (études énergétiques, modélisations énergétiques, études électriques, mécaniques, structurelles, etc.);
- Le travail et la coordination avec l'équipe de la Ville de Montréal qui réalise les plans et devis de la réhabilitation de l'égout collecteur;

- La réalisation des plans et devis (préliminaires, définitifs, documents d'appel d'offres et pour construction) pour la réalisation des travaux du lot 1 de façon prioritaire;
- La réalisation des plans et devis (préliminaires, définitifs, documents d'appel d'offres et pour construction) pour la réalisation des travaux du lot 2;
- Le travail avec le lauréat du concours de mise en valeur du chantier et l'inclusion de sections de plans et devis issus de cette collaboration aux documents d'appels d'offres pour les travaux des lots 1 et 2;
- La coordination et l'inclusion à l'appel d'offres de plans et devis des partenaires de la Ville propriétaires des réseaux techniques urbains tels que la Commission des Services Électriques de Montréal (CSEM), Bell, etc.;
- L'inclusion à l'appel d'offres de plans et devis réalisés en interne à la Ville de Montréal tels que le devis de signalisation, maintien de la circulation et gestion des impacts;
- La participation à des séances d'analyse de risques du projet;
- La conception de mobilier urbain (concept, dessins d'atelier, documents d'appel d'offres pour fabrication);
- La conception d'un éclairage scénographique du domaine public comprenant la rue Sainte-Catherine, le square Phillips, la place du Frère-André et la rue du Square-Phillips (préliminaires, définitifs, documents d'appel d'offres et pour construction);
- La conception des édicules du square Phillips et des entrées/sorties de la salle mécanique le cas échéant;
- L'intégration de principes de développement durable dans la conception, notamment pour la conception du square Phillips et des édicules;
- L'assistance technique durant l'appel d'offres;
- L'assistance technique durant les travaux;
- La surveillance des travaux en résidence des lots 1 et 2;
- La réalisation des plans finaux « tels que construits » (TQC);
- La coordination des différents intervenants de l'équipe multidisciplinaire;
- La gestion documentaire du mandat;
- La reddition de compte du mandat (rapports d'avancement, livrables, etc.);
- Les services complémentaires, dont les recherches documentaires, etc.

Le présent mandat comprend donc toutes les activités requises pour concevoir le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, puis pour suivre et surveiller la réalisation des travaux.

Le mandat inclut également la coordination avec les différents intervenants et les autres projets à proximité, ainsi que toutes tâches nécessaires à l'élaboration du projet.

Phases antérieures au présent mandat et interactions

Depuis l'été 2014, la Ville de Montréal travaille à la conception du projet avec une équipe multidisciplinaire de professionnels externes en aménagement et ingénierie, avec de nombreux professionnels de la Ville de Montréal, avec les différents comités créés, ou encore avec les différentes parties prenantes internes et externes du projet, incluant notamment le partenaire principal, à savoir l'arrondissement Ville-Marie.

Ce mandat s'inscrit donc dans la continuité d'un précédent mandat de services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Les activités suivantes ont été réalisées :

- **Lot 1 :** Le lot 1 est le lot dont la conception est la plus avancée. Suite à la consultation des Montréalais, l'avant-projet préliminaire a permis de définir le concept d'aménagement retenu pour la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues De Bleury et Mansfield. Annoncé par le maire de Montréal le 13 mai 2015, ce concept a ensuite été développé dans l'avant-projet définitif, dont l'avancement à la transmission du dossier sera d'environ 50%.
- **Lot 2 :** Le lot 2 est actuellement au stade de l'avant-projet préliminaire. Un programme a été rédigé puis soumis à la consultation des Montréalais et des différentes parties prenantes. C'est sur cette base que des premières esquisses ont été réalisées. De plus, des discussions avec différentes parties prenantes stratégiques et des professionnels de la Ville de Montréal incluant l'arrondissement ont permis de fixer les grandes lignes de la géométrie. Le présent mandat devra reprendre la conception de la place du Frère-André, du square Phillips et des rues adjacentes, avant de continuer la conception plus détaillée du lot 2.

Les services d'aménagement urbain et d'ingénierie du présent mandat intégreront le travail effectué précédemment, y apporteront les ajustements requis et le développeront, conformément aux instructions de la Ville. Le mandataire est tenu de travailler dans la continuité des avancées antérieures.

Pour information, l'avant-projet préliminaire consiste à compléter les études techniques requises, afin de prendre en considération les besoins identifiés lors des séances publiques de consultation et lors des ateliers avec les parties prenantes pour l'élaboration de 3 scénarios. Ces 3 scénarios élaborés seront présentés et soumis pour consultation aux participants des ateliers pour un choix du scénario préconisé par l'administration municipale.

L'élaboration du scénario retenu fera partie de l'avant-projet définitif. Suite à cette démarche, les plans et devis seront amorcés par la suite, dans le but de passer à la phase construction.

Toutes les étapes du projet seront réalisées en conformité avec le concept de ville intelligente. D'ailleurs, les innovations technologiques feront partie intégrante du devis et les professionnels retenus auront à élaborer sur l'aspect ville intelligente.

Échéancier:

Au niveau de la planification, l'échéancier contractuel de réalisation du présent mandat est le suivant:

Étape	**Délai de remise du livrable final (semaines)**
Phase de conception	
· Ordre de débuter le mandat	0
· Échéancier détaillé de réalisation et plan de travail	2

· Analyse des informations fournies par la Ville de Montréal et transfert de connaissances	6
· Avant-projet définitif du lot 1 (final)	14
· Avant-projet préliminaire du lot 2 – scénarios d'aménagement finalisés pour évaluation et recommandation	19
· Plans et devis définitifs lot 1 et documents d'appel d'offres	42
· Avant-projet définitif du lot 2 (final)	45
Étape	**Délai de remise du livrable final**
· Plans émis pour construction lot 1	3 semaines après l'ouverture des soumissions de chaque appel d'offres pour les travaux
Phase réalisation	
· Travaux de l'égout collecteur, du lot 1 et du lot 2	La durée des travaux est estimée à 4 ans
· Plans finaux TQC	6 semaines maximum après la réception provisoire complète des travaux de chaque lot

Pour les plans et devis et les travaux du lot 2, les délais seront précisés ultérieurement et établis conjointement par la Ville et le mandataire.

Mode de rémunération:

Le mode de rémunération est à taux horaire. Les montants horaires sont payés sur présentation mensuelle du relevé d'honoraires et de déboursés de l'adjudicataire, eu égard à l'avancement du mandat.

JUSTIFICATION

8 firmes et une municipalité du Québec ont pris le cahier des charges. Sur ces huit (8) firmes, sept (7) firmes ont déposé quatre (4) soumissions conjointes, soit environ 80% des preneurs de cahier. Sur les quatre (4) soumissions, toutes ont été jugées conformes par le comité de sélection, car elles ont obtenu le pointage intérimaire minimum de 70 %. À noter que la firme preneuse du cahier des charges qui n'a pas déposé de soumission avait été avisée par la Ville de Montréal qu'elle n'était pas autorisée à soumissionner sur cet appel d'offres (voir contexte).
Le contrat à octroyer vise des services professionnels à la suite d'un système d'évaluation à deux (2) enveloppes.

Le comité de sélection recommande de retenir les services de CIMA+ et Provencher Roy. Le tableau ci-dessous présente les soumissionnaires conformes ainsi que leur note finale.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
CIMA+ S.E.N.C / Provencher Roy Urbanisme Inc.	73,8%	0,11	11 215 389,01 $	1 682 308, 35 $	12 897 697,35 $
SNC-Lavalin Inc. / Lemay Co Inc.	76,2%	0,10	12 096 547,11 $	1 814 482,07 $	13 911 029,18 $
Les Consultants S.M. inc. / Atelier Civiliti Inc.	72,3%	0,10	11 811 357,17 $	1 771 703,58 $	13 583 060,75 $
Stantec Experts-Conseils ltée / Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C.	72,2%	0,08	14 880 871,34 $	2 232 130,70 $	17 113 002,04 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			12 221 591,30 $	1 833 238,70 $	14 054 830,00 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 1 157 132,65 $ -8,2%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale - adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire x 100*					1 013 331,83 $ 7,9%

Le prix de base comprend les honoraires professionnels et les déboursés admissibles. Les déboursés, qui étaient inscrits au bordereau de soumission, représentent 5% des honoraires professionnels de conception (avant-projet et plans et devis) et d'assistance durant les travaux. La contingence n'était pas inscrite au bordereau de soumission, elle représente 15% du prix de base.

Les honoraires, incluant les déboursés, avaient été évalués à 12 221 591,30 $ (incluant les taxes). On constate que le montant de l'adjudicataire est d'environ 8,2% inférieur à l'estimation interne. La dernière estimation a été basée sur le bordereau de soumission élaboré et sur les tarifs horaires du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs et du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des architectes.

CIMA+ S.E.N.C. assure les services professionnels en ingénierie et la coordination du mandat, et s'est associée à Provencher Roy Urbanisme Inc. pour les services professionnels en aménagement urbain et architecture.

Les deux entreprises possèdent une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Soulignons que, tout au long de sa prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total des dépenses est de 12 897 697,35 $ (taxes, déboursés et contingences incluses). Le tableau suivant détaille les montants prévus:

Avant-projet et plans et devis	3 544 581,52 $
Assistance durant les travaux	1 250 973,99 $
Surveillance en résidence	6 180 055,72 $
Déboursés	239 777,78 $

Contingences	1 682 308,35 $
Total	12 897 697,35 $

La source de financement pourrait différer en fonction de l'avancement de la prestation de services professionnels. À titre indicatif, on estime que la dépense sera répartie sur plusieurs années, environ comme suit:

Budget de fonctionnement 2017	363 289,77 $
PTI 2017	1 778 107,53 $
PTI 2018	3 213 091,20 $
PTI 2019	3 329 350,99 $.
PTI 2020	3 194 369,41 $
PTI 2021	1 019 488,47 $

Une dépense de 363 289,77 $ est prévue au budget de fonctionnement du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest pour la réalisation de l'avant-projet préliminaire du lot 2. Le reste des dépenses (avant-projets définitifs, plans et devis, assistance durant les travaux, surveillance des travaux en résidence) est prévu au PTI.

Le coût total maximal de ce contrat de 12 897 697,35 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 712 456,00 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 15-034 « Réaménagement Ste-Catherine Ouest - Phase 1: Bleury/Mansfield/Square Philips ». Un montant maximal de 10 319 409,64 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 17-025 « Réaménagement Ste-Catherine Ouest - Phase 1: Bleury/Mansfield/Square Philips ». Un montant maximal de 1 502 541,94 $ taxes incluses sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 16-063 « Travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, construction immeubles, acquisition d'immeubles et achat équipement ». Enfin, un montant de 363 289,77 $ taxes incluses sera financé par le budget de fonctionnement.

Cette dépense est assumée à 94,50 % par la ville centre et pour 5,50 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux qui découleront des services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest contribueront à:

- pratiquer une gestion responsable des ressources;
- remplacer des sections de conduites qui présentent des fuites majeures;
- s'appliquer à renouveler 1% du réseau d'aqueduc par année.

Le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest valorisera les déplacements actifs et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'octroi de ce contrat aurait un impact négatif important sur la capacité de la Ville à compléter l'avant-projet et les plans et devis du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest selon la planification initiale. La date visée pour l'octroi du contrat, objet du présent appel d'offres, est le conseil d'agglomération du 27 avril 2017. Le retard serait donc au minimum de 1 mois.
Dans un calendrier de réalisation de projet en mode accéléré, les travaux de la rue Sainte-

Catherine Ouest seraient directement retardés, excluant les travaux de réhabilitation du collecteur d'égout entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa. La livraison du projet pour les dates attendues serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une activité de communication est recommandée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les échéances prévues pour l'octroi du contrat ainsi que la réalisation du projet Sainte-Catherine Ouest sont les suivantes :

Octroi du contrat des services professionnels	30 mars 2017
Avant-projet définitif lot 1	2017
Avant-projet préliminaire lot 2	2017
Conception des plans et devis et processus d'octroi du contrat de construction (lot 1)	2018
Avant-projet définitif lot 2	2018
Assistance technique durant les travaux, surveillance / Construction lot 1	2018-2019
Conception des plans et devis et processus d'octroi de contrat - lot 2	2018-2019
Assistance technique durant les travaux, surveillance / Construction lot 2	2019-2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-28

Romain BONIFAY
Ingénieur, chargé de planification

Tél : 514-872-6095
Télécop. : 514-872-6478

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-15853 Intervention.pdf 17-15853 Tableau de résultat.pdf 17-15853 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15853 — No du GDD : 1175921001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 13 - 2 - 2017

Date du comité de sélection : 27 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 7 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 44,44

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 8 - 2017

Date d'échéance révisée : 12 - 8 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin inc./Lemay Co. Inc.	12 096 547,11 $		
Les Consultatns S.M. inc./ Atelier Civiliti inc.	11 811 357,17 $		
CIMA + S.E.N.C.	11 215 389,01 $	√	
Stantec Experts-Conseils ltée/ Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C.	14 880 871,34 $		

Information additionnelle

Dans le cadre de cet appel d'offres, 5 firmes se sont procurés les documents et n'ont pas déposés de propositions. 3 de ces firmes sont soit co-soumissionnaire avec une firme d'ingénierie ou sous-traitant de l'une d'elle. Une municipalité s'est aussi procuré les documents quant à la dernière firme, elle ne pouvait déposé en regard d'un précédent mandat dans ce dossier.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 28 - 2 - 2017

17-15853 - Services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin inc./Lemay Co Inc	4,17	8,00	7,33	15,00	22,67	19,00	76,2	12 096 547,11 $	0,10	2
Les Consultants S.M. inc./Atelier Civiliti inc.	4,00	7,33	6,67	12,67	20,67	21,00	72,3	11 811 357,17 $	0,10	3
CIMA+ S.E.N.C.	3,67	9,00	8,00	13,00	20,67	19,50	73,8	11 215 389,01 $	0,11	1
Stantec Experts-Conseils ltée/Lafontaine Langford Architectes S.E.N.C.	3,33	6,67	5,67	15,33	22,00	19,17	72,2	14 880 871,34 $	0,08	4
0							-		-	

Comité	
Date	lundi 27-02-2017
Heure	13 h 30
Lieu	255 crémazie Est , salle 4136

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15853
Numéro de référence : 1043399
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1221926)** 2017-01-19 17 h 38 **Transmission :** 2017-01-19 17 h 38	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1221318)** 2017-01-19 7 h 49 **Transmission :** 2017-01-19 7 h 49	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lafontaine Langford 1085, rue Saint-Alexandre app. 206 Montréal, QC, H2Z 1P4	Monsieur Richard Langford Téléphone : 514 935-9117 Télécopieur : 514 935-9170	**Commande : (1227963)** 2017-02-01 11 h 53 **Transmission :** 2017-02-01 19 h 13	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-02-01 11 h 53 - Téléchargement 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-	**Commande : (1221360)** 2017-01-19 8 h 34 **Transmission**	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853

	7936 Télécopieur : 514 935-8137	**:** 2017-01-19 8 h 34	Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1221807)** 2017-01-19 15 h 10 **Transmission :** 2017-01-19 15 h 10	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1221735)** 2017-01-19 14 h 01 **Transmission :** 2017-01-19 14 h 01	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 -

			Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 1060 University, suite 600 Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1221740)** 2017-01-19 14 h 06 **Transmission :** 2017-01-19 14 h 06	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel 2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts. 50, rue St-Joseph Sainte-Agathe-des-Monts, QC, J8C 1M9 http://www.ville.sainte-agathe-des-monts.qc.ca	Monsieur Mathieu Gagné Téléphone : 819 326-4595 Télécopieur : 819 326-5425	**Commande : (1222820)** 2017-01-23 10 h 42 **Transmission :** 2017-01-23 10 h 42	Mode privilégié : Ne pas recevoir
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-	**Commande : (1221862)** 2017-01-19 16 h 04 **Transmission :** 2017-01-19 16 h 04	2698230 - 17-15853 Addenda N°1 2017-01-26 21 h 56 - Courriel 2700782 - 17-15853 Addenda N°2 2017-02-01 14 h - Courriel

	1857	2701298 - 17-15853 Addenda N°3 2017-02-02 10 h 35 - Courriel 2702735 - 17-15853 Addenda N°4 - Report de date 2017-02-06 15 h 14 - Courriel 2703276 - 17-15853 Addenda N°5 2017-02-07 13 h 48 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 mai 2014

PROVENCHER ROY URBANISME INC.
A/S MADAME LINE BELHUMEUR
276, RUE SAINT-JACQUES, BUREAU 210
MONTRÉAL (QC) H2Y 1N3

Nº de décision : 2014-CPSM-1032001
N° de client : 3000144077

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). PROVENCHER ROY URBANISME INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT-1175921001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **CIMA+ S.E.N.C.** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900, agissant et représentée par Raymond Leclerc, ing, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de CIMA+ s.e.n.c. en date du 25 janvier 2017;

N° d'inscription T.P.S. : R103036430
N° d'inscription T.V.Q. : 1010372212

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR** »

ET : **PROVENCHER ROY URBANISME INC** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 276, rue Saint-Jacques, bureau 700, agissant et représentée par Sylvain Gariépy, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 3 février 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 849144902RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1218078385

CI-APRÈS APPELÉE L' « **URBANISTE** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Coordonnateur** » : L'ingénieur, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'ingénieur ou à l'urbaniste, qui assume la coordination des plans, du cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

1.3 « **Projet** » : projet de la rue Sainte-Catherine Ouest;

1.4 « **Annexe 1** » : l'appel d'offres public no 17-15853 pour services professionnels, en date du 18 janvier 2017, relatif au Projet;

1.5 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 8 février 2017;

1.6 « **Annexe 3** » : la répartition des coûts de services.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services de l'Urbaniste et de l'Ingénieur qui s'engagent à réaliser le Projet conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3. L'annexe 3 est jointe aux présentes, tandis que les annexes 1 et 2 en font partie intégrante sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement.

2.2 CIMA+ s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au Coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur ou de l'Urbaniste.

2.3 Sous réserve de la responsabilité solidaire stipulée aux articles 2118 à 2121 du *Code civil du Québec*, le fait de mentionner collectivement les Ingénieurs, dans le cas où plusieurs firmes sont impliquées, ne doit pas être interprété comme obligeant l'une des firmes d'ingénieurs à fournir les services d'ingénieurs de l'autre firme.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 3 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque l'Urbaniste et l'Ingénieur ont complètement exécuté leurs services, ceux-ci demeurant tenus au respect de leurs autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer à l'Urbaniste et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Coordonnateur les documents, relevés, plans, tel que prévu à l'Annexe 1, l'Urbaniste et l'Ingénieur devant s'assurer de leur exactitude et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par l'Urbaniste et l'Ingénieur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonnateur s'engage à :

6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;

6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique;

L'Urbaniste et l'Ingénieur s'engagent à :

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;

6.5 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui leur sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;

6.6 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

6.7 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui leur sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit du Directeur;

6.8 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

6.9 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins de un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie

dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.10 fournir, à leurs frais, sur support informatique (disques compacts) les plans, le cahier des charges et les rapports selon les spécifications de l'Annexe 1;

6.11 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation des présentes;

6.12 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et tout autre document nécessaire;

6.13 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

6.14 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains, l'Urbaniste et l'Ingénieur étant responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

6.15 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des véhicules et le déplacement des piétons lors des travaux;

6.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;

6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié;

6.18 assumer leurs frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.19 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

6.20 dans le cas où la Ville les a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation de l'ouvrage découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;

6.21 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

6.22 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.23 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée quant à l'application de la convention et des Annexes;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes;

7.4 exiger de l'Urbaniste et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux, recherches et rapports, aux frais de ces derniers;

7.5 exiger de l'Urbaniste et de l'Ingénieur qu'ils reprennent, en tout ou en partie, à leurs frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux tel que prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par l'Urbaniste et l'Ingénieur, la Ville s'engage à verser un montant maximal de douze millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quatre-vingt-dix-sept dollars et trente-cinq cents (12 897 697,35 $) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les imprévus, s'il y a lieu.

8.2 Cette somme est payable suivant la répartition des coûts figurant en Annexe 3.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé à l'Urbaniste et à l'Ingénieur ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par ceux-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Aucuns honoraires ne seront versés à l'Urbaniste ou à l'Ingénieur pour les services qu'ils pourraient avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services. À titre d'exemple, et pour plus de clarté, aucuns honoraires ne seront versés à l'Urbaniste pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Ingénieur, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services, et inversement, aucuns honoraires ne seront versés à l'Ingénieur pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Urbaniste, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

9.1 Si la Ville requiert de l'Urbaniste ou de l'Ingénieur des services supplémentaires, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 2 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.

9.2 La somme ainsi fixée inclut les dépenses de l'Urbaniste et de l'Ingénieur et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), et ne peut excéder les sommes visées à la rubrique « Imprévus » de l'Annexe 3.

9.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur ne doivent entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.

9.4 La Ville ne versera à l'Urbaniste et à l'Ingénieur aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

ARTICLE 10
MODALITÉS DE PAIEMENT

10.1 L'Urbaniste et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leurs comptes et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.

10.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de CIMA+. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Urbaniste, à l'Urbaniste paysagiste et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Urbaniste et de l'Ingénieur. L'Urbaniste et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

10.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent soumettre leurs comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que leurs services auront été rendus.

10.4 Les comptes doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription de l'Urbaniste et de l'Ingénieur attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

10.5 Tout compte présenté par le Coordonnateur au nom de l'Urbaniste et de l'Ingénieur doit être accompagné de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, il sera retourné au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 11
ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

11.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, l'Urbaniste et l'Ingénieur seront payés pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.

11.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne touche qu'un des signataires, les prescriptions du présent article ne concerne que ce dernier et n'implique en rien les autres signataires.

11.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.

11.4 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.

11.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit ni à l'Urbaniste, ni à l'Ingénieur à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.

11.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, l'Urbaniste et l'Ingénieur doivent le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 12
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 13
ASSURANCES

13.1 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent démontrer individuellement qu'ils sont assurés, en matière de responsabilité civile générale et de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Pour l'Urbaniste et l'Ingénieur, les polices d'assurance concernant chaque firme doivent comporter une protection d'au moins :

13.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; et

13.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, l'Urbaniste et l'Ingénieur doivent remettre à la Ville une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, l'Urbaniste et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par l'Urbaniste et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

13.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais de l'Urbaniste et de l'Ingénieur à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

13.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

13.4 La Ville doit être désignée comme coassurée de l'Urbaniste et de l'Ingénieur sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 14
DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, l'Urbaniste et l'Ingénieur :

14.1 cèdent à la Ville tous leurs droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

14.2 garantissent la Ville qu'ils sont les uniques propriétaires ou les usagers autorisés des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.3 s'engagent à obtenir de tous leurs sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.4 tiennent la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engagent à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15
RÉSILIATION

15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

15.2 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

15.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16
CONDITIONS GÉNÉRALES

16.1 **VÉRIFICATION**

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux de l'Urbaniste et de l'Ingénieur et ces derniers doivent prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

16.2 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

16.3 **AYANTS DROIT**

La présente convention lie les ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

16.4 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

Si une modification aux termes de cette présente convention ne concerne les travaux réalisés que par un seul signataire, la Ville conviendra par écrit de la modification avec ce dernier sans que les autres signataires soient impliqués.

16.5 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.6 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 200

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 200

Raymond Leclerc, CIMA+

Par : _____

Le e jour de 200

Sylvain Gariepy

Par : _____

Cette convention a été approuvée par le (Comité exécutif **ou** Conseil municipal **ou** Conseil d'agglomération **ou** Conseil d'arrondissement) de la Ville de Montréal, le e jour de 200 (Résolution C…….).

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 30 mars 2017

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE175921001

Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE175921001
Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (4 soumissions, 4 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

À sa séance du 8 mars 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 15 mars 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

La Commission a notamment demandé au Service d'ajouter certains renseignements au sommaire décisionnel :
- préciser que le contrat à WSP Canada n'est pas encore terminé;
- préciser les raisons de non conformité des soumissions reçues lors de l'appel d'offres tenu à l'automne 2016;
- préciser au sommaire les circonstances qui ont fait en sorte que WSP Canada ne pouvait soumissionner sur le nouvel appel d'offres.

La Commission a également souligné qu'il aurait été intéressant de retrouver au sommaire décisionnel le plan de localisation des phases du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest présenté aux membres lors de la séance de travail.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE175921001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1170191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet d'entente à cet effet

Il est recommandé :
- d'accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec

- d'augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $;

- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités de l'entente;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-21 17:53

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170191002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet d'entente à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Lancée en mai 2016, l'École de créativité La Factry, ci-après La Factry, est un organisme à but non lucratif et un nouveau centre de formation de calibre international destiné à « forger des esprits créatifs capables de trouver des solutions inédites aux défis contemporains ». Ses gestionnaires sont issus des grandes entreprises de créativité montréalaises. Son conseil d'administration est composé de personnes de haut calibre, représentatives dans leurs domaines d'affaires montréalais : droit, informatique, communication, mode.

La création de La Factry a été motivée par le besoin de former, à Montréal, une main d'œuvre plus créative et agile capable de s'adapter à la mutation de plus en plus rapide du marché du travail gouverné par les changements technologiques.

La Factry entend jouer un rôle important dans la croissance de l'écosystème des industries créatives montréalaises et devenir une référence internationale en formation sur la créativité. À cet effet, elle a déposé une demande de financement à hauteur de 500 000 $ par année sur trois ans (mise en pièce jointe). Après analyse, il est proposé d'appuyer l'organisme avec un support financier de 500 000 $ sur deux ans afin de le soutenir dans son démarrage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La Factry vise à favoriser le déploiement des talents créatifs montréalais. Les principaux thèmes abordés par la formation sont :
1. la créativité (forger des esprits créatifs pour imaginer l'innovation de demain);
2. l'économie (comment créer de la valeur via les nouvelles technologies en développant de nouveaux modèles d'affaires);
3. les communications (créer des expériences communicationnelles immersives et transdisciplinaires);
4. la collectivité (mieux saisir les grands enjeux collectifs et explorer des solutions qui influenceront notre façon de mieux vivre ensemble).

La Factry propose 3 volets de formation :

- une formation professionnelle en créativité offerte aux employés des entreprises de tous les secteurs et de toutes les tailles qui vient répondre à leurs besoins d'adaptation aux changements rapides du marché du travail et qui exigent qu'elles se réinventent constamment ; selon les prévisions de La Factry, d'ici 5 ans, les professionnels représenteront 52% de la clientèle de l'école ;

- une formation « Gap Year » qui vise à offrir à des jeunes de la relève (18 à 24 ans) qui sortent d'une école postsecondaire (cégep) un perfectionnement créatif; l'organisme s'engage à offrir 3 bourses de 2 500 $ chaque année pour soutenir la formation de jeunes plus démunis financièrement;

- en partenariat avec des institutions d'enseignement de niveau collégial et universitaire, une formation reconnue qui permettrait à la relève d'apprendre et de se mesurer aux réalités du marché; un partenariat avec le collège Sainte-Anne est déjà établi et une entente est en développement avec une université montréalaise.

Le projet d'entente propose de soutenir le développement de la programmation (contenu de cours) et la promotion des deux premiers volets ainsi que la gestion administrative de l'organisme durant les deux prochaines années.

Prévision du nombre d'étudiants aux deux premiers volets selon La Factry :

	Année 1 (en cours)	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**
Professionnels	135	220	230	405	415
De la relève	50	125	200	275	375
TOTAL	**185**	**345**	**430**	**680**	**790**

Budget pro forma de La Factry pour les deux prochaines années :

DÉPENSES	**2017**	**2018**	**TOTAL**
Administration et ressources humaines	560 000 $	615 000 $	1 175 000 $
Programmation	740 000 $	1 000 000 $	1 740 000 $
Promotion	175 000 $	210 000 $	385 000 $

Total	**1 475 000 $**	**1 825 000 $**	**3 300 000 $**
FINANCEMENT			
Revenus autogénérés	400 000 $	500 000 $	900 000 $
Financement privé	500 000 $	750 000 $	1 250 000 $
Financement public - Ville de Montréal	250 000 $	250 000 $	500 000 $
Autre financement public – À confirmer	325 000 $	325 000 $	650 000 $
Total	**1 475 000 $**	**1 825 000 $**	**3 300 0000 $**

La contribution proposée de la Ville au projet est de 250 000 $ par année pour deux années pour un total de 500 000 $. En 2017, le financement offert par la Ville représenterait 17 % du financement total du projet alors que le financement privé représenterait 34% des contributions. L'organisme attend une réponse des deux gouvernements supérieurs à sa demande de support financier.

L'entente prévoit que la contribution serait versée en quatre (4) versements, soit 200 000 $ dans les trente jours suivant la signature de l'entente, puis 50 000 $ dans les soixante jours suivant la présentation au directeur du Service du développement économique du bilan annuel de la réalisation du projet. Le solde de la contribution serait versé après que La Factry ait soumis un plan d'action pour l'année suivante, puis un bilan annuel de sa réalisation.

JUSTIFICATION

La Factry renforcera l'économie créative de Montréal et contribuera au rayonnement de Montréal à l'international, notamment en renforçant son image de ville de savoir, de créativité et d'innovation. Le projet permet ainsi à la Ville d'entrer dans un réseau international d'écoles de créativité qui se déploie dans les villes les plus dynamiques de la planète. En ce moment, plusieurs grandes villes s'organisent pour devenir des leaders d'une économie créative en plein essor (Miami, New York, Stockhlom, etc.). Par sa contribution au démarrage de l'École, la Ville viendrait favoriser la croissance de l'écosystème de l'innovation et de la créativité, qui permet d'attirer et de retenir les meilleurs talents, et maximiser le potentiel de Montréal pour lui permettre de devenir une des plus grandes références mondiales en créativité de la planète.
Les volets offerts par cette école de créativité donnent aux professionnels et aux gens d'affaires une formation de calibre international qui encourage la compétitivité et l'innovation au sein des entreprises montréalaises. Cette formation est complémentaire de celle de *l'École des entrepreneurs de Montréal* dont le mandat est de donner aux entrepreneurs des outils pour démarrer et faire croître leur entreprise.

Finalement, La Factry est un OBNL qui s'impliquera dans sa communauté en dynamisant la relève, notamment par une offre de bourses aux étudiants plus démunies.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 500 000 $, soit 250 000 $ pour chacune des années 2017 et 2018.
En 2017, les crédits nécessaires sont prévus à l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec. Pour l'année 2018, un ajustement de 250 000 $ à la base budgétaire du Service du développement économique est requis.

Année	Somme	Source budgétaire
2017	250 000 $	Enveloppe de 175 M$

2018	250 000 $	Budget SDÉ - Ajustement budgétaire requis

Cette dépense serait entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet se donne comme mandat, dans son offre de formation, de développer les compétences de ses étudiants en gestion du développement durable et d'adopter une politique de gestion responsable des ressources au sein de son école.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En offrant aux dirigeants d'entreprises et aux professionnels des formations en créativité, La Factry, à l'heure de la révolution numérique, contribue à développer les compétences des entrepreneurs et à rendre plus concurrentiels et compétitives les entreprises montréalaises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La première année du projet est financé dans le cadre de l'entente du 175 M$ avec le Gouvernement du Québec. Toutes les communications et les actions donnant de la visibilité devront se conformer aux dispositions de cette entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Développement des volets et des cours : février à avril 2017
Début des cours : février, avril et septembre 2017
Événement réseautage avec les industries créatives et les partenaires
et annonce de financement : mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie LABELLE
Commissaire développement économique-Innovation

Tél : 514 872-5999
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. : 514 872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2017-02-10

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 2, rue Serge-Garant, Montréal, Québec , H3E 0A6, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 30 janvier 2017.

N° d'inscription TPS : 788955524RC0001
N° d'inscription TVQ : 1223187125 TQ0001

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent en partie, du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le Gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : la liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent mille dollars (500 000 $) pour deux ans (2017-2018), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2017 :

3.2.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

3.2.2 une somme de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

3.3 Pour l'année 2018 :

3.3.1 une somme de deux cent mille dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation 2018;

3.3.2 le solde de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.6 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.7 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.8 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, la programmation annuelle du Projet, au plus tard le 1er mars 2017, et lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Directeur, au plus tard le 15 septembre de chaque année de la convention, la programmation annuelle du Projet, selon les directives prévues à l'Annexe 4;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 15 septembre 2017 et 2018 et le 1er février 2019, un bilan faisant état des réalisations du Projet; le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre de formations offertes;
- nombre d'étudiants inscrits des écoles partenaires;
- nombres des professionnels inscrits;
- nombre d'étudiants inscrits au programme « Gap Year »;
- nombre global de participants aux différentes activités (lancement, activités de réseautage etc.);
- nombre de bourses offertes et remises;
- noms et contributions des partenaires (privés et publics) au projet;
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés et électroniques;

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard le 15 septembre 2017 et 2018 et le 1er février 2019, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er mars 2017, le 15 septembre 2017 et le 15 septembre 2018, les prévisions budgétaires du projet; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, soit le 1er avril de chaque année, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 Pour l'année 2017, l'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 Pour les années 2018, l'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville~~,~~ conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur avant diffusion.

5.3 En 2017, l'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet. En 2018, l'Organisme doit associer la Ville aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 1er mars 2019.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Service du développement économique À l'attention du directeur, p.i. M. Alain Houde 700, rue De la Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal (Québec), H3B 5M2	École de créativité La Factry À l'attention de la présidente-directrice générale Mme Marie Amiot 2 rue Serge-Garant Montréal (Québec) H3E 0A6

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Exemplaire ayant valeur originale

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2017

ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

Par : _____
Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2017 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

École de créativité La Factry
Description du projet - 2017

1- Mission

La Factry a pour mission de forger des esprits créatifs à trouver des solutions inédites aux défis contemporains. Elle s'est donnée comme ambition de développer à Montréal un campus de calibre international qui favorise la créativité en connectant les jeunes, les industries créatives, le monde des affaires et la collectivité.

La créativité fait partie des atouts de Montréal. Il est temps de se doter d'une école entièrement centrée sur cet important pilier économique de notre ville. D'autres grandes villes à travers le monde possèdent de telles écoles à mission créative. Exemple :

- Hyper Island – (Stockholm, Norvège)
- Kaospilot – (Aarhus, Danemark)
- Miami Ad School – (Miami, USA)
- R/O Institute – (Charleroi, Belgique)
- General Assembly – (New York, USA)
- Rubika – (Valenciennes, France)
- Quest – (Squamich, Canada)

La Factry est une OBNL.

2- Description des activités

La Factry dédie un premier volet de ses activités à la formation continue pour professionnels et un second volet à la préparation de la relève. Ce qui distingue la Factry :

- Transdisciplinarité (mélange et échange entre plusieurs disciplines)
- Méthode d'enseignement innovante
- Connexion avec l'industrie

2.1 Formations continues pour professionnels

Une série de cours de formation continue sont offerts aux professionnels des métiers de la création et de l'innovation, mais aussi à tous ceux qui adhèrent à une vision de la créativité comme agent de changement. Ces étudiants reçoivent un diplôme de la Factry (modèle d'affaires similaire à l'École d'Entrepreneurship de Beauce). Les sujets des cours sont développés après consultation avec les associations professionnelles partenaires. Les cours prévus pour 2017 :

- Leadership créatif
- Culture Data
- « Story telling »

2.2 Stimulation de la relève

Partenariats académiques

En collaboration avec des partenaires académiques de niveau collégial et universitaire, la Factry crée des connexions entre les jeunes de la relève et les professionnels de l'industrie (via des conférences, stages, ateliers créatifs, concours, etc.). Ces étudiants reçoivent leur diplôme académique de leur institution d'enseignement respective et reçoivent un diplôme Factry (reconnaissance sur le marché du travail). Leur parcours académique est donc bonifié et ces jeunes sont mieux préparés à faire face aux nouvelles réalités du marché du travail
Nos partenaires académiques actuels sont : le Collégial International Sainte-Anne au niveau collégial et ETS (École de Technologie Supérieure) au niveau universitaire.
Programme exclusif (Gap Year)
La Factry développe également un programme exclusif appelé Gap Year. L'objectif est d'offrir à des jeunes de 18 à 24 ans la possibilité de faire un parcours de stages dans différents secteurs des industries créatives afin de tester et développer leur intérêt pour les nombreux métiers de l'économie créatives. Le programme comprend également des ateliers de groupe conçus pour préparer cette relève aux nouvelles réalités du marché du travail.

2.3 Effet Campus

La Factry a choisi de s'installer dans le Quartier de l'innovation de Montréal. À court terme, la Factry louera des locaux mais elle espère acquérir son propre édifice assez rapidement.
Plus qu'un centre de formation, la Factry aura alors pour vocation de créer un écosystème vivant dans le Quartier de l'innovation. Ces lieux seront appelés à vibrer 7 jours sur 7, tout au long de l'année. Voici quelques exemples d'activité qui s'ajouteront à l'offre de cours :

- Ateliers créatifs pour tous les âges : incluant ainés et enfants
- Conférences ouvertes au public et aux résidents du quartier

- Boot camp ouverts au public, visant à discuter de solutions créatives à des enjeux socio-économiques modernes
- Bistro ouvert au public, offrant une vitrine à de jeunes chefs émergents
- Camps d'été pour les jeunes

3- Partenaires

Les fondateurs [1]

- Philippe Meunier, Président du conseil, Factry et Associé principal, chef de la création, Sid Lee
- Marie Amiot, Présidente-directrice générale, Factry
- Hélène Godin, Chef de la création, Factry
- Association des agences de communication créative (A2C)
- Collège Sainte-Anne

Le soutien de l'industrie [2]

La Factry jouit du support de 12 des plus importantes associations et ordres professionnels des industries créatives.

- Alliance des cabinets de relations publiques du Québec (ACRPQ)
- Alliance numérique
- Association des Agences de Communication Créative (A2C)
- Association des architectes paysagistes du Québec (AAPQ)
- Association des designers industriels du Québec (ADIQ)
- Association des Professionnels en Communication Marketing (APCM)
- Association professionnelle des designers d'intérieurs du Québec (APDIQ)
- Association québécoise des producteurs de films publicitaires (AQPFP)
- Conseil des directeurs médias du Québec (CDMQ)
- Ordre des architectes du Québec (OAQ)
- Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)
- Société des designers graphiques du Québec (SDGQ)

Les partenaires financiers

La Factry a un engagement des partenaires d'affaires suivants dont la valeur totale du soutien en argent s'élève à 915 000$ sur les 5 prochaines années. La valeur en service s'élève à 125 000$ pour la première année.

- Banque Nationale
- BRP
- Association des Agences de Communication Créative (A2C)
- Chambre de commerce du Montréal Métropolitain
- Association des professionnels de la communication et du marketing (APCM)
- Association québécoise des producteurs de films publicitaires (AQPFP)

[1] Les Curriculums vitae des fondateurs peuvent être fournis sur demande
[2] Les lettres de support des 12 ordres et associations peuvent être fournies sur demande

- Mile Inn
- Philippe Meunier (à titre personnel)

4- Estimé du nombre d'étudiants [3]

	2017	2018	2019	2020	2021
Hypothèses – étudiants relève	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Étudiants DEC	50	75	100	150	200
Étudiants universitaire	0	25	50	75	100
Programme Gap Year	0	25	50	50	75
Total étudiants relève	**50**	**125**	**200**	**275**	**375**
Hypothèses – formation profession.	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Total étudiants professionnels	135	220	230	405	415
TOTAL TOUS TYPES D'ÉTUDIANTS	**185**	**345**	**430**	**680**	**790**

5- Activités prévues en 2017

Cours Leadership créatif :
- Cohorte #1 de novembre 2016 à janvier 2017
- Cohorte #2 de janvier à mars 2017
- Cohorte #3 de avril à juin 2017
- Cohorte #4 de septembre à novembre 2017

Cours Culture data :
- Développement du contenu de janvier à mars 2017
- Cohorte #1 de avril à juin 2017
- Cohorte #2 de septembre à novembre 2017

Cours Story telling :
- Développement été 2017
- Cohorte #1 de septembre à novembre 2017

Gap Year :
- Développement hiver 2017
- Mise en marché printemps et été 2017
- Début du programme automne 2017

Bootcamp Banque Nationale – printemps 2017

Programme relève avec le Collégial International Sainte-Anne
- De septembre 2016 à mai 2017 (en continue)

Activités promotionnelles ou de visibilité

[3] 2017 correspond à l'année scolaire se terminant en juin 2017; 2018 se termine en juin 2018, etc

- Mars 2017 – activité de sensibilisation pour le milieu des affaires. Possibilité d'une collaboration de la ville

- Conférence dans le cadre de l'assemblée annuelle des ingénieurs du Québec à ETS (9 mai 2017)
- Participation à C2 Montréal en mai 2017 – activité « la voix de la relève »
- Participation à l'OSMD en octobre 2017 – activité Factry mentors-relève

Conclusion

L'économie créative de Montréal est en croissance mais la formation de la relève et des professionnels qui la composent demeure un enjeu. Il est temps de se doter d'une école axée sur la créativité.

Un groupe de partenaires provenant des industries créatives a décidé de prendre le projet en main et de le concrétiser. La Factry offre une solution agile, transdisciplinaire et connectée sur les besoins du marché du travail. C'est pourquoi elle a réussi, en quelques mois seulement, à fédérer 12 associations et ordres professionnels qui composent l'économie créative de Montréal. D'importants partenaires d'affaires croient également au projet et ont décidé d'investir.

Nous avons maintenant besoin de la Ville de Montréal pour permettre à la Factry de prendre son envol. Nous sollicitons un montant de $500 000 par année, pendant 3 ans, pour un total de $1,5 millions.
Nous nous engageons par ailleurs à obtenir un financement privé de plus de 1,8 million sur 3 ans.

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017 pour la première année d'activités;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- En 2017, mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ - MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

En 2017, l'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.

- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer

avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Augmenter la base budgétaire 2018 du Service du développement économique de 250 000 $ / Approuver un projet d'entente à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1170191002 - École de créativité La Factry (175M).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur:
Pascal-Bernard Ducharme
Chef de section
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
514-872-2059

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-21

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

Il est recommandé de:
adopter le «Règlement modifiant le «Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG 15-058)» portant le montant de l'emprunt à 51 000 000 $;

et

adopter la résolution
1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-06 11:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (la Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs. En 2001, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAM) a mis en place un programme de « Suivi des débordements ». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville de Montréal à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.
Un ouvrage de rétention est une structure souterraine. Elle permet d'emmagasiner temporairement les eaux usées et pluviales lors de très fortes précipitations afin d'éviter leur déversement dans le milieu récepteur. Lorsque la pluie est terminée et que le réseau n'est plus engorgé, les eaux sont par la suite acheminées vers la Station pour y être traitées.

La Station a planifié la construction de cinq ouvrages de rétention importants. Le premier de ces ouvrages, le bassin de rétention Marc-Aurèle Fortin a déjà été construit. Ensuite, les bassins à construire sont: le bassin Rockfield dans l'arrondissement Lachine, le bassin Lavigne dans l'arrondissement 'Ahuntsic-Cartierville, le bassin Leduc dans l'arrondissement Saint-Laurent et le bassin William dans l'arrondissement Le Sud-Ouest..

Le bassin Rockfield est en cours de construction depuis octobre 2016 alors que l'appel d'offres public pour la construction du bassin Lavigne a été lancé en janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 00652 – 2 novembre 2016 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération) – 1163843006
CG15 0360 – 30 juillet 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839002

CG15 0323 – 22 mai 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs - 1152839005

DESCRIPTION

Le projet du bassin Lavigne consiste à construire un ouvrage de rétention d'un volume d'environ 23 000 m³ dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le concept retenu pour le projet consiste à construire un bassin de rétention souterrain relié à l'intercepteur nord et au collecteur Gouin, en amont de la station de pompage Lavigne, par des conduites en tunnel. Cet ouvrage sera raccordé au système de contrôle intégré en temps réel des intercepteurs (CIDI) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Le système CIDI est un système qui permet de contrôler en temps réel les intercepteurs à partir de la Station avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de surverses effectuées en temps de pluie à la rivière des Prairies et au fleuve Saint-Laurent.
La construction de l'ouvrage de rétention Lavigne permettra de réduire le volume d'eaux usées déversées dans la rivière des Prairies et, par conséquent, la quantité de polluants rejetés lors des épisodes de surverses, ce qui minimisera l'impact négatif sur la santé et l'environnement. L'ouvrage permettra également d'améliorer le niveau de service du collecteur Gouin en ce qui concerne les refoulements d'égout, et ceci pour des pluies jusqu'à récurrence de 10 ans.

Dans le cadre de la planification du projet du bassin Lavigne, les estimations originales du projet ont sous estimés certains éléments. Nous avons donc dû revoir les budget du projet. L'augmentation de ce règlement d'emprunt permettra de couvrir l'ensemble des coûts du projet, soit, les travaux de construction, les frais et honoraires d'études et de conception, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux et toutes les autres dépenses incidentes s'y rattachant.

Par ailleurs, dans le cas du projet du bassin Rockfield présentement en cours de construction, le contrat s'est avéré nettement moins coûteux que ce qui avait été prévu.

Ainsi, nous devons donc adopter dans un premier temps un règlement visant l'augmentation du règlement original du bassin Lavigne de 16 M$, ce dernier passant de 35 M$ à 51 M$. En contrepartie, le règlement d'emprunt pour le bassin Rockfield sera diminué d'un même 16 M$, passant de 53,8 M$ à 37,8 M$. Cette dernière modification fera l'objet d'une résolution dans le présent dossier.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt RCG15 058 au montant de 35 000 000 $ a été adopté sur la base d'une estimation de coûts préliminaire effectuée avant d'avoir complété les plans et devis associés au projet et sans référence récente à des travaux similaires d'excavation de tunnels.
Actuellement, les plans et devis de construction de la phase 1 du projet Lavigne sont

terminés à 98 %. L'estimation du coût du projet, basée sur des informations sur les coûts pratiqués sur le marché actuellement pour des projets similaires, a donc été révisée à 51 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal – volet agglomération. Le terme total de cet emprunt et ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Par ailleurs, ces coûts additionnels n'engendreront pas d'augmentation du coût total pour la construction des quatre bassins. En effet, le projet de construction du bassin Rockfield bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 53 800 000 $ (CG15 0360 datée du 30 juillet 2015). Les dépenses totales prévues pour les travaux de génie civil associés à ce projet s'élèvent à 23 951 419,52 $ incluant taxes et contingences (CG16 0543 datée du 30 septembre 2016). En ajoutant le coût estimé pour compléter le projet du bassin Rockfield (construction du poste de pompage et travaux d'électricité et d'automatisation), il est prévu d'avoir un surplus d'au moins 16 000 000 $ dans le règlement total autorisé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent règlement n'est pas approuvé, cela risque de retarder la réalisation du projet du bassin Lavigne dans le cas où la valeur de la plus basse soumission dépasserait le règlement autorisé de 35 000 000 $.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie GASCON, Service des finances

Lecture :

Sophie GASCON, 16 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1177526001 - Règl modif Règl RCG 15-058.doc

AML - 1177526001 - Résolution modif Règl RCG 15-060.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

RÉSOLUTION MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 53 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION ROCKFIELD SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS (RCG 15-060) AFIN DE RÉDUIRE LE MONTANT D'EMPRUNT INITIALEMENT AUTORISÉ

Vu les articles 544 et 564 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Il est résolu :

1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

GDD1177526001

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

ADOPTER LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE « RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 35 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION LAVIGNE SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS » (RCG 15-058)

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $ » par « 51 000 000 $».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $» par « 51 000 000 $».

_____

GDD 1177526001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt GDD1177526001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - Chef d'équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS EAU et ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1164346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines.

Il est

RÉSOLU :

1. D'autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-23 21:13

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164346007**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines.

CONTENU

CONTEXTE

La mission de la Ville de Montréal est d'offrir les meilleurs services aux citoyens et ce, au meilleur coût possible. Puisque l'efficience des services offerts repose en grande partie sur la qualité et la disponibilité de la main d'œuvre de la Ville, tous les efforts requis pour protéger l'intégrité physique et psychologique des employés doivent être déployés, de même que les stratégies et les moyens pour accélérer leur retour au travail à la suite d'une lésion professionnelle.
En plus d'assumer ses responsabilités à cet égard, la direction de la Ville de Montréal s'est donné comme objectif de diminuer de manière significative, d'ici 2019, sa cotisation annuelle à la CNESST. Pour ce faire, elle mise sur le renforcement des activités de prévention des accidents afin de réduire à la source les lésions professionnelles. Elle souhaite également augmenter la présence au travail des employés ayant subi un accident de travail, dont l'un des moyens fût la mise en place, en février 2015, d'un chantier d'optimisation de la performance visant à **augmenter le ratio d'assignation temporaire**.

Ce ratio se définit par le nombre total de jours d'assignation temporaire sur le nombre de jours potentiellement perdus en arrêt de travail si aucune assignation n'est offerte. La cible d'une augmentation de 30 % sur 5 ans, pour atteindre un ratio de 50 % en 2018, passe par l'efficacité et la rapidité à offrir une assignation en travaux légers respectant les limitations fonctionnelles de l'employé à la satisfaction de son médecin traitant. Pour ce faire, il est nécessaire d'augmenter le pourcentage des assignations temporaires acceptées par rapport à celles offertes.

Les résultats à ce jour dénotent une amélioration du ratio d'assignation temporaire, qui est passé de 38,4 % au 31 décembre 2014 à 47,3% au 30 septembre 2016, ce qui représente une augmentation de 23 % par rapport à la cible d'amélioration souhaitée de 30 %.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

L'approche retenue pour le chantier consiste à diffuser une procédure corporative basée sur les meilleures pratiques internes et externes recensées en matière d'assignation temporaire. Puisque l'amélioration repose principalement sur l'efficacité des gestionnaires de premier niveau à poser les bons gestes aux bons moments, ainsi que sur un suivi serré effectué par les gestionnaires de deuxième niveau, une dizaine d'ateliers ont été tenus avec un groupe de travail composé de gestionnaires et d'intervenants locaux SST, dont le rôle est de les soutenir au quotidien à cet égard.
Parmi les livrables produits par ce comité de travail, on retrouve différents outils destinés aux gestionnaires et aux autres intervenants au sein des unités et qui répondent aux besoins identifiés lors des ateliers, tels que :

- Les responsabilités du gestionnaire;
- Les responsabilités de l'employé;
- Un gabarit de fiche d'assignation temporaire simplifié à l'intention du médecin traitant;
- Un guide conseil pour la rédaction d'une fiche d'assignation temporaire;
- Une banque de fiches d'assignation temporaire proposées par métier;
- La mise en place d'indicateurs de performance et de processus pour s'assurer que les gestionnaires posent les bons gestes au bon moment;
- Différents trucs et astuces pour favoriser la gestion des assignations temporaires, soit :
    - o Un aide-mémoire pour l'audit de qualité;
    - o Quoi faire si le formulaire n'est pas rempli par le médecin;
    - o Quoi faire en cas de refus ponctuel ou systématique par le médecin traitant de l'employé;
    - o Quoi faire si l'assignation temporaire se prolonge au-delà des barèmes reconnus de consolidation par type de lésion;
    - o Quand et comment faire une demande de transfert de coûts en raison de l'absence de collaboration (employeur obéré injustement);
    - o Comment faire la gestion et le paiement du temps supplémentaire pendant l'assignation temporaire;
    - o Etc.

Par ailleurs, les discussions tenues dans le cadre de ce chantier ont permis de constater l'existence du **chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire** (anciennement nommé budget 43), dans lequel les services centraux peuvent imputer le salaire de leurs employés cols bleus en assignation temporaire, qu'ils soient auxiliaires ou permanents et que l'assignation temporaire soit à temps plein ou à temps partiel.

Or, plusieurs des personnes consultées ignoraient l'existence de ce budget, qui représente pourtant un incitatif puissant puisqu'il permet aux gestionnaires d'éviter de payer à la fois le salaire de la personne assignée et de son remplaçant, tout en leur permettant de faire des économies globales importantes pour la Ville de Montréal en termes de coûts de CNESST.

Puisque le chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire est déjà disponible pour les employés cols bleus des services centraux, un mode d'emploi pour l'imputation de leur salaire dans ce budget a été publié auprès des unités concernées. Par ailleurs, le comité directeur du chantier SST a également proposé à la Direction générale de rendre ce budget disponible à l'ensemble des employés cols blancs des services centraux, ainsi qu'aux policiers et aux pompiers.

JUSTIFICATION

L’élargissement du chapitre corporatif aux fins d’assignation temporaire pour les employés cols blancs des services centraux, les policiers et les pompiers vise à inciter les gestionnaires à ramener le plus rapidement possible leurs employés accidentés au travail et ce, afin de réduire les coûts en SST.
En effet, l’assignation temporaire est souvent perçue comme étant peu attrayante par les gestionnaires, car ils doivent assumer à la fois le salaire de l’employé en assignation temporaire et celui de son remplaçant. Le fait d’avoir accès à ce budget corporatif leur permet non seulement de faciliter leur gestion financière, mais leur laisse également une plus grande marge de manœuvre pour investir dans les activités de prévention des accidents de travail, ce qui demeure la meilleure façon de réduire les coûts en SST.

Par ailleurs, le fait de ramener l’employé accidenté au travail en assumant la totalité de son salaire permet de réduire le montant des indemnités de remplacement de revenu (IRR) qui lui sont versées par la CNESST, ce qui entraîne une réduction de la cotisation annuelle de la Ville auprès de cet organisme, ainsi qu’une réduction du coût total des lésions qui peuvent être ajustés selon un régime rétrospectif de quatre ans.

En effet, la CNESST agit comme une compagnie d’assurance à la suite d'un accident du travail. Plus elle indemnise d’individus et plus elle les indemnise longtemps, plus le montant de la facture annuelle de l’employeur et le coût des lésions sont élevés. À l’inverse, le fait de ramener les employés accidentés au travail contribue à améliorer l’expérience de la Ville auprès de la CNESST, et donc, de réduire le montant qu’elle lui verse annuellement, ainsi que le coût total des lésions.

Cette pratique est d’ailleurs en place dans plusieurs entreprises telles que Kraft Canada Food et la Société de transport de Montréal, qui y voient de multiples avantages humains et financiers. Elle a également été mise en place dans plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal comme un moyen de réduire leurs coûts de CNESST et de **financer une partie de leurs activités de prévention**.

Par ailleurs, les autres actions mises en place depuis 2014 dans le cadre du chantier SST semblent avoir porté fruit jusqu’à maintenant, puisque l’évaluation par la Ville de ses coûts à la CNESST par année d’événements à la fin du cycle de 4 ans d'imputation, en date du 1er juillet 2016, indique une baisse en 2016, comme le démontrent les chiffres suivants :

- Année d’événements 2014 : 29,9 M$
- Année d’événements 2015 : 30,4 M$
- Année d’événements 2016 : 27,9 M$

Le taux personnalisé (incluant 0,04 $/ 100 $ pour l’association sectorielle paritaire) est également en baisse selon les données calculées au 30 mai 2016, soit :

Année d’événements 2014 : 2,25 $ / 100 $ de masse salariale assurable
Année d’événements 2015 : 2,19 $ / 100 $ de masse salariale assurable
Année d’événements 2016 : 2,06 $ / 100 $ de masse salariale assurable

Pour l’année d’événements 2016, basée sur l’expérience des années 2011 à 2014, l’indice de risque à court terme de la Ville est inférieur de 4 % à celui des employeurs de la même unité, ce qui signifie qu’un nombre moins élevé de cas basculent dans les trimestres plus coûteux (à partir du 9e trimestre suivant l’événement).

En somme, les actions entreprises au cours des dernières années semblent avoir des impacts à court terme sur les indicateurs SST en termes de réduction du nombre d’accidents et d'augmentation du ratio d’assignation temporaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budget estimé

Selon les chiffres des quatre dernières années, les services centraux ont imputé en moyenne 1 028 000 $ annuellement au chapitre corporatif pour leurs employés cols bleus (source : SIMON), soit :

2013 : 889 793 $
2014 : 998 753 $
2015 : 1 006 482 $
2016 : 1 217 800 $

Selon les données inscrites dans Employeur-D pour l'année civile 2015 pour les services, 24 % des journées perdues (incluant l'assignation temporaire) ont été répertoriés chez les cols bleus. Étant donné que 45 % des journées perdues ont été répertoriées chez les autres groupes d'employés (excluant les policiers), nous émettons l'hypothèse que le budget 2015 pour ces accréditations aurait été de 1 875 000 $.

Le tableau qui suit présente un estimé du budget total requis en 2017, sur la base des données de 2015 et de 2016 (après trois trimestres), pour élargir l'accès au chapitre corporatif aux cols blancs des services corporatifs et aux pompiers. Pour les policiers, l'accès au chapitre corporatif sera intégré à même leur migration vers le système Transfo RH, qui aura lieu vers la fin de 2018. Ils sont donc exclus des calculs présentés.

Estimation du budget requis au chapitre corporatif pour l'assignation temporaire[1]

Année	Budget estimé des cols bleus	Budget des autres accréditations (excluant les policiers)	Total
2015	1 006 482 $	1 875 000 $	2 881 482 $
2016	1 217 800 $	2 000 000 $[2]	3 100 000 $
2017	1 230 000 $	**2 250 000 $**	3 480 000 $

Note 1 : À partir de 2017, l'augmentation annuelle a été estimée à 12,2 % soit 10 % d'augmentation du ratio d'assignation temporaire et 2 % d'inflation.
Note 2 : Augmentation de 6,64 % (moyenne du budget des cols bleus des dernières années).

Tel que présenté au tableau ci-dessus, le besoin supplémentaire pour la nouvelle clientèle ciblée est estimé à 2,25 M$ pour l'année 2017. Il est à noter que, lors du comité du budget 2017, un crédit supplémentaire d'un montant de 2,6 M$ a été accordé au chapitre corporatif aux fins d'assignation temporaire. La différence entre le montant estimé et le crédit accordé sera allouée pour des besoins supplémentaires en cours d'année.

Nous recommandons que ce crédit supplémentaire de 2,6 M$ soit transféré au budget 2017 du Service des ressources humaines.

Estimation des économies générées par l'assignation temporaire

a) Coût d'un employé en arrêt de travail :

L'employé en arrêt de travail est payé à 90 % de son salaire net par la CNESST. Le salaire net de l'employé est estimé à 70 % de son salaire brut :

IRR = Salaire de l'employé x 90 % x 70 %

Le montant imputé par la CNESST à la Ville (sans assurances ni frais fixes) est composé du total des IRR versées à l'employé, multiplié par le facteur de chargement en fonction du nombre de trimestres où la lésion a été active :

Montant imputé = IRR x Facteur de chargement

b) Coût d'un employé en assignation temporaire :

Si l'employé est ramené au travail en assignation temporaire, la Ville lui paie son salaire complet (incluant le temps supplémentaire auquel il a droit), plus les charges sociales associées à ce salaire :

Coût pour l'employeur = Salaire de l'employé x (1 + Taux de charges sociales)

c) Économie générée :

L'économie générée est représentée comme étant la différence entre « Coût pour l'employeur » et le « Montant imputé » :

Économie générée = Coût pour employeur - Montant imputé

Selon l'estimation décrite ci-dessus, et considérant que les lésions qui se terminent avant la fin de l'année suivant la date de l'événement (95 % des lésions) ont un facteur de chargement d'environ 2,25 (moyenne 2015 et 2016) au régime rétrospectif de la CNESST, ces lésions génèrent environ 10 % d'économie (le tableau présenté à l'annexe 1 en fait la démonstration).

Si l'on reprend le budget estimé précédemment pour 2017, on estime que cet investissement de 3,48 M$ permettra de générer une économie directe de 10 %, soit un montant de 380 000 $. Une augmentation de 10 % du ratio d'assignation temporaire sera donc responsable de générer un surplus d'économies de 38 000 $, pour un total de 418 000 $ annuellement. À cette économie directe s'ajoutera également une économie relative à la facture finale après quatre ans d'expérience (voir tableau page 3).

<u>Répartition de l'économie</u>

À la CNESST, la Ville de Montréal opère sous le régime rétrospectif. Celui-ci comptabilise le coût des lésions survenues au cours d'une même année d'événements durant quatre années civiles. Normalement, le coût total des lésions d'une année d'événements est connu de façon préliminaire après 24 mois (2 ans) et de manière définitive après 48 mois (4 ans), dates auxquelles des ajustements sont calculés par la CNESST en fonction de l'expérience réelle de la Ville pour l'année donnée.

Si l'on s'appuie sur l'hypothèse que l'assignation temporaire se situera principalement dans la même année civile que l'accident ou la suivante (73 % des cas depuis 2011), la constatation des économies des assignations temporaires de l'année d'événements 2017 qui se produiront durant l'année civile 2017 s'effectuera principalement en 2019 et pourrait être modifiée jusqu'en 2021.

<u>Encaisse des remises mensuelles (économie)</u>

Les sommes économisées à la CNESST seront encaissées par la Division de la paie institutionnelle dans le compte général de la Ville, comme c'est le cas actuellement.

<u>Suivi et contrôle</u>

À la fin de chaque mois, le SRH fera une vérification des imputations au budget corporatif d'assignation temporaire effectuées dans Kronos, afin de s'assurer que le salaire des employés de retour au travail régulier suite à une assignation temporaire n'y soit plus imputé.

Pour ce faire, les données de la paie seront comparées aux informations saisies dans Employeur D concernant les dates de fin d'assignation temporaire.

Tous les cas où le salaire des employés a été imputé au chapitre corporatif au-delà de la date de fin de leur assignation temporaire seront considérés comme des irrégularités. Par la suite, ces dossiers seront vérifiés dans Employeur D, aux fins d'analyse. Toutes les irrégularités enregistrées et non justifiées seront acheminées aux unités administratives concernées pour qu'elles procèdent aux corrections requises dans Kronos.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus des impacts sur les coûts payés par la Ville à la CNESST, l'assignation temporaire apporte des bénéfices notables pour le travailleur.
D'une part, elle facilite la réintégration au travail de l'employé en lui permettant de :

- Maintenir l'intérêt pour son emploi;
- Accélérer le retour à son poste régulier;
- Maintenir les relations avec ses collègues;
- Faciliter sa réintégration au sein de l'équipe;
- Maintenir le sentiment de fierté au travail.

D'autre part, elle lui permet de maintenir une meilleure qualité de vie globale, à savoir :

- Favoriser une meilleure récupération de sa condition physique;
- Éviter les effets néfastes de l'inactivité;
- Maintenir son niveau d'expertise professionnelle;
- Maintenir son salaire et les avantages liés à son emploi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une note de service sera acheminée à tous les services centraux de la Ville de Montréal pour les aviser qu'ils peuvent désormais imputer le salaire des employés en assignation temporaire, incluant le temps supplémentaire, au budget corporatif réservé à cet effet. Un mode d'emploi pour procéder à cette imputation leur sera également transmis.
Les indicateurs de performance et de processus mis en place seront suivis régulièrement au comité de direction du directeur général, dans le but de mesurer les impacts du chantier sur l'assignation temporaire dans sa globalité.

Le comité directeur SST mis en branle dans le cadre du chantier effectuera également une vigie tout au long de l'année 2017 pour s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés pour la Ville de Montréal et proposer les ajustements requis, s'il y a lieu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En raison de certaines contraintes informatiques liées au mode de rémunération des différentes catégories d'emplois (à gage ou à traitement), le calendrier de déploiement est le suivant :

Cols bleus : Déjà en vigueur (rappel publié à la suite du chantier en 2016)

Cols blancs auxiliaires : Dès maintenant (suite au transfert du crédit supplémentaire accordé au budget 2017 du SRH)

Brigadiers scolaires : Dès maintenant (suite au transfert du crédit supplémentaire accordé au budget 2017 du SRH)

Pompiers : Premier trimestre 2017 (procédure à mettre en place)

Cols blancs permanents : Premier trimestre 2017 (procédure à mettre en place)

Policiers : Intégré dans le projet Transfo-RH, donc vers la fin de 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Jean LACHAPELLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie COLLETTE
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-1816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être

Tél : 514 280-3739
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1164346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Direction , -
Objet :	Autoriser le transfert du crédit supplémentaire au montant de 2,6 M$ accordé au chapitre corporatif d'assignation temporaire vers le budget 2017 du Service des ressources humaines.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164346007-Intervention assig temp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean LACHAPELLE
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 872-5874

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - planification financière et fiscale
Tél : 872-3219
Division :

INTERVENTION FINANCIÈRE

NO GDD : 1164346007

No d'engagement 2017: CC64346007

Total 2,6 M$

Provenance

Chapitre corporatif

	Crédits
2101.0010000.200445.01816.51102.050250.9950.000000.000000.00000.00000	1 946 000,00 $
2101.0010000.200445.01816.51240.050250.9950.000000.000000.00000.00000	25 600,00 $
2101.0010000.200445.01816.52100.050250.9950.000000.000000.00000.00000	628 400,00 $
Total	**2 600 000,00 $**

Imputation

Service des Ressources humaines

		Crédits
Activités aux ressources humaines	Compte à déterminer	**2 600 000,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1170029003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard

Autoriser le report du dépôt au bureau du greffier des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2016 du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-22 09:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170029003**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états financiers et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois.»
Bien que l'ensemble des travaux permettant de dresser les états financiers 2016 seront complétés tel que l'échéancier accepté par les auditeurs et le comité de vérification, le Service des finances désire reporter la publication officielle des états financiers 2016 du 31 mars au 24 avril 2016, au plus tard, afin de lui permettre de publier simultanément le document intitulé « Reddition de comptes financière 2016 ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0138 - 25 février 2016 - Report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard.

DESCRIPTION

Afin de permettre une reddition de comptes financière plus détaillée que celle présentée au rapport financier, le Service des finances produit à partir de l'année financière 2014 un document intitulé « Reddition de comptes financière ». Ce document permet de mettre en lumière l'utilisation qui est faite des sommes mises à la disposition des différentes unités d'affaires, tout cela en donnant une perspective de ces dépenses au fil des dernières années.
Afin de permettre la production simultanée de ce document avec la production du rapport financier 2016, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

Ce changement ne modifie en rien les dates de dépôt du rapport financier 2016 au conseil municipal et au conseil d'agglomération qui demeurent respectivement les 24 et 27 avril 2017.

JUSTIFICATION

Afin de permettre la production simultanée du document « Reddition de comptes financière 2016 » avec la production du rapport financier 2016, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-21
Raoul CYR	Raoul CYR

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2017-02-22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1174136001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire.

Il est recommandé :

1. d'entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer, avant le 31 décembre 2020, un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire;

2. assurer la réalisation des mesures complémentaires, décrites dans le plan de gestion des débordements d'égout, selon l'échéancier prévu et n'excédant pas 5 ans après l'approbation du plan par le MDDELCC.

3. de mandater le Service de l'eau aux fins des présentes.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-03 11:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174136001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Entériner l'engagement de l'agglomération de Montréal, auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), à déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2014, aucun projet d'extension de réseau d'égout susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements d'égouts unitaires, domestiques ou pseudo-domestiques n'est autorisé en vertu l'article 32 de la Loi de la qualité de l'environnement (LQE) sans que le requérant ait prévu des mesures compensatoires qui assurent la non-augmentation des conditions de débordement.
La mise en place des mesures compensatoires requises dans le cadre d'un projet peut s'avérer difficile ou coûteuse particulièrement pour un redéveloppement dans des secteurs urbains de forte densité. Dans certains cas, ceci prolonge les délais pour l'obtention des autorisations relatives à un projet et les mesures de compensation peuvent ne pas être à l'avantage de la Ville en matière de contrôle du ruissellement. En alternative à cette approche, le MDDELCC offre la possibilité à la municipalité d'élaborer un plan de gestion des débordements où celle-ci s'engage à réaliser un ensemble de mesures compensatoires locales ou globales en lien avec les projets de développement et de redéveloppement pour un secteur donné ou pour tout son territoire.

L'Agglomération et le MDDELCC avaient déjà mis en application en 2000 une entente régissant la mise en œuvre d'un plan d'action et des interventions sur les réseaux pour s'assurer de la non-augmentation des débordements des réseaux unitaires. Suite à la nouvelle position du MDDELCC sur l'application des normes pancanadiennes de débordement des réseaux d'égout municipaux, des discussions ont eu lieu au sein d'un

comité DEEU/MDDELCC à propos des nouvelles dispositions. Les récents échanges ont mené au présent projet d'engagement de produire un plan de gestion des débordements.

Par ailleurs, dans ses objectifs définis dans le cadre de la Stratégie montréalaise de l'eau, la Ville de Montréal a déjà identifié l'établissement du principe zéro augmentation de débordement des réseaux pour les grands projets d'aménagement et de réaménagement. De même, la réalisation d'un plan directeur de drainage a été reconnue comme une nécessité. À cet effet, l'obtention de la résolution du conseil d'agglomération demandé par le MDDELLC ne constitue qu'une réaffirmation d'une de ces orientations stratégiques en termes de responsabilité environnementale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le but de ce dossier est de soumettre une lettre d'engagement de l'agglomération de Montréal au MDDELCC confirmant notre intention de déposer un plan de gestion des débordements d'égouts décrivant les mesures compensatoires globales à réaliser pour ne pas augmenter la fréquence des débordements observés sur l'ensemble de son territoire. Pour l'essentiel, cet engagement comprendra les éléments suivants:

1. Production d'un rapport annuel de gestion des débordements;

2. Production d'un plan d'action;

3. Mise à jour des normes et des réglementations.

JUSTIFICATION

L'engagement de réalisation du plan de gestion des débordements d'égout s'inscrit dans la démarche du plan de l'eau où l'on désire continuer à améliorer la qualité de l'eau et redonner aux Montréalais l'accès aux berges. Il existe maintenant une sensibilité accrue vis-à-vis cette problématique ce qui justifie l'engagement de l'Agglomération en ce sens.

En vertu du Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées (RESEAU), le MDDELCC va prochainement émettre des attestations d'assainissement où l'obligation de ne pas augmenter les conditions de débordement sera clairement présente. Il vaut donc mieux pour l'Agglomération que les promoteurs de projet de développement lui soient directement redevables quant aux mesures compensatoires à mettre en place pour réduire les débordements d'égout liés à leur projet. L'engagement permettra d'établir une hiérarchisation en matière de gestion des débordements: le promoteur sera redevable envers l'Agglomération qui est redevable envers le MDDELCC.

Il existe actuellement un chevauchement entre les exigences que le MDDELCC imposent au promoteur et celles de l'Agglomération relatives à la gestion des débordements d'égout. L'engagement de l'Agglomération vise à l'éliminer. L'engagement de l'Agglomération permettra au MDDELCC de ne plus avoir à effectuer à la pièce, pour chaque projet de développement, des vérifications des mesures compensatoires mises en place pour éviter des débordements d'égout liés à l'accroissement des rejets sanitaires ou pluviaux. Les promoteurs pourront indiquer au MDDELCC que les mesures compensatoires prévues pour leur projet seront intégrées à un plan de gestion des débordements global pour l'agglomération.

Pour respecter l'engagement, l'Agglomération devra se munir d'une réglementation pour faire en sorte que les projets de développement sur son territoire intègrent des pratiques de gestion optimale (PGO) des eaux pluviales qui permettront à long terme d'atteindre les objectifs de débordement que le MDDELCC s'apprête à lui imposer. Ainsi, plutôt que de se référer au Guide de gestion des eaux pluviales du MDDELCC, peu adapté aux réalités montréalaises, le promoteur devra plutôt se référer aux exigences de l'Agglomération pleinement adaptées à son contexte territorial : secteur urbanisé avec une capacité d'infiltration des sols faible et une forte densité de population, desservie par un réseau d'égout unitaire se rejetant dans un réseau d'intercepteurs muni d'un système de gestion automatisée, lui-même raccordé à une station d'épuration ayant une capacité de traitement importante par temps de pluie.

L'engagement permettra de n'avoir qu'une seule autorité compétente et un seul niveau de vérification en matière de gestion des débordements et accélérera le traitement des demandes d'autorisation pour les travaux d'égout au MDDELCC. De plus, les projets de développement structurants impliquant une importante densification et pour lesquels il est difficile de compenser localement ne pourront plus être bloqués par le MDDELCC et pourront désormais être intégrés à l'intérieur de mesures compensatoires globales se qualifiant dans le cadre des programmes de subvention des infrastructures

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Rappelons que depuis 2014, les exigences de la LQE ont empêchées les projets d'extension de réseau d'égout susceptible de faire augmenter la fréquence des débordements. Si le présent dossier n'obtient pas l'aval des instances, ont peut craindre un ralentissement, voire un arrêt du développement ou du redéveloppement à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a aucune opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mi février 2017 - Envoi d'une version préliminaire de la lettre d'engagement pour discussion avec le MDDELCC
Fin mars 2017 – Envoi de la lettre d'engagement au MDDELCC

D'ici fin mars 2017 – Résolution du conseil d'agglomération

D'ici fin 2020 – Production d'un plan de gestion des débordements couvrant la période de 2014 à 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Céline VAILLANCOURT, 22 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves FAUCHER
Ingénieur

Tél : 514-280-4382
Télécop. : 514-280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Alain CHARRON
chef de projet - gestion de l'eau

Tél : 514 280-9297
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-03-03

Service de l'eau
1555, rue Carrie Derick
Montréal (Québec) H3C 6W2

Le 2 mars 2017

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques
5199, rue Sherbrooke Est, Bureau 3860
Montréal, Québec
H1T 3X9

À l'attention de madame Hélène Proteau

OBJET : Lettre d'engagement
Plan de gestion des débordements
Agglomération de Montréal

Madame,

L'Agglomération de Montréal s'engage à faire parvenir au MDDELCC un plan de gestion des débordements d'ici le 1er avril 2020 (3 ans) qui sera constitué des éléments décrits à la suite. La production du plan de gestion est un engagement qui s'inscrit comme un des éléments majeurs d'une nouvelle entente régissant le processus des demandes d'autorisation sur le territoire de l'Agglomération de Montréal.

1. Production d'un rapport annuel de gestion des débordements

L'Agglomération de Montréal s'engage à produire chaque année un rapport d'analyse et de performance par bassin de drainage qui rend compte des situations de non-respect des exigences de débordement et de l'évolution des conditions de débits et de rejets. L'objectif est de produire une information utile et complémentaire pour les instances du MDDELCC afin de s'assurer de la rencontre des obligations et des engagements de l'Agglomération en ce qui a trait à l'exploitation de ses réseaux.

2. Production d'un plan d'action

L'Agglomération de de Montréal s'engage à produire un plan d'action qui sera mis à jour annuellement. Ce plan d'action fera une nomenclature des moyens pris par l'Agglomération pour respecter ses engagements et leur avancement. Pour faciliter le suivi par le MDDELCC, une attestation du Service de l'eau sera transmise avec chaque demande d'autorisation pour indiquer si le projet faisant l'objet de la demande s'inscrit ou non dans le plan de gestion des débordements.

Le plan d'action rendra compte des interventions à planifier et en cours de réalisation sur les réseaux sanitaires et unitaires dans un horizon de 5 ans et les orientations à partir desquelles celles-ci sont implantées.

3. Mise à jour des normes et des réglementations

L'Agglomération de Montréal s'engage à revoir ses normes et réglementations pour y intégrer des considérations relatives aux objectifs de débordements et au contrôle du ruissellement sur l'ensemble de son territoire. L'Agglomération de Montréal désire établir une réglementation qui favorise des aménagements de surface sur les lots privés et le domaine public et qui respecteront l'esprit des concepts de gestion durable des eaux pluviales tel qu'élaboré dans le guide de gestion pluviale du MDDELCC et les engagements de la stratégie pancanadienne de gestion des effluents urbains.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Chantal Morissette
Directrice du Service de l'eau
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1160549001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ (toutes taxes comprises) à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement liés à l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-17 14:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160549001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010 - 2014 (Plan directeur ou PDGMR) a été adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2009. Il répond aux obligations et aux exigences du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) adopté le 22 août 2006 et souscrit aux orientations et objectifs contenus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008. De plus, le Plan directeur tient également compte de la récente Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et de son plan d'action 2011-2015 (nouvelle Politique), adoptés par le gouvernement du Québec en mars 2011.
Un des grands objectifs de la nouvelle Politique est de bannir, d'ici 2020, l'enfouissement de la matière organique afin d'en valoriser 60 % et d'éliminer une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime. Pour atteindre cet objectif, un programme de soutien financier a été développé pour la mise en place d'installations de traitement des matières organiques. Le programme s'adresse spécifiquement aux infrastructures de traitement des matières organiques par biométhanisation (digestion anaérobie) et par compostage. La matière organique inclut les matières végétales et animales provenant du secteur résidentiel et des secteurs industriel, commercial et institutionnel (ICI).

Le Plan directeur de l'agglomération établit que, pour atteindre ses objectifs, Montréal doit exploiter les infrastructures de traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires) (Action 5.5) ainsi qu'un centre pilote de prétraitement des ordures ménagères (Action 9.2). Les consultations publiques de 2011 ont menées à l'adoption du règlement RCG 11-014 permettant la construction sur le lot no. 2402139 appartenant à la Ville de Montréal de deux infrastructures de traitement prévues au PDGMR, c'est-à-dire le centre de biométhanisation et le centre pilote de prétraitement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0325 (23 août 2012) Adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation à des fins de centre de traitement des matières organiques par biométhanisation en bâtiment fermé ainsi qu'à des fins de centre pilote de prétraitement des ordures ménagères en bâtiment fermé sur deux emplacements situés du côté nord du boulevard Métropolitain Est, à l'est de l'avenue Broadway Nord, sur le territoire de la ville de Montréal-Est ».

DESCRIPTION

Autoriser le paiement d'une contribution monétaire de 1 446 707,10 $ aux fins d'établissement, du maintien ou de l'amélioration des parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels et des frais afférents d'émission du permis de lotissement pour l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
Un extrait du procès verbal du conseil de la Ville de Montréal-Est, séance ordinaire du 18 janvier 2017 est en pièce jointe, autorisant l'émission du permis de lotissement conditionnellement au paiement de la contribution monétaire

JUSTIFICATION

Pour appliquer le règlement RCG 11-014 permettant la construction de deux infrastructures de traitement prévues au PDGMR, le terrain visé, d'usage d'agglomération et appartenant à la Ville de Montréal, doit être subdivisé. L'opération cadastrale nécessaire est sujette à l'application du règlement no. 59-2016 - *Règlement de lotissement* de la Ville de Montréal-Est imposant des frais de parc selon la section 2.2., d'une valeur de 10 % de l'évaluation municipale au moment du dépôt de la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution monétaire de 1 446 707,10 $ sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 446 707,10 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence d’agglomération RCG 13-006 – « Règlement pour la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement».

Cette dépense sera assumée à 100 % par l’agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le paiement de frais de parc est utilisé aux fins d'établissement, du maintien ou de l'amélioration des parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels à Montréal-Est.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le paiement des frais de parc, le terrain ne pourra être subdivisé et aucun permis de lotissement ne pourra être émis. La construction des infrastructures de traitement serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue par rapport à cette demande de virement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Paiement des frais de parc et opération cadastrale dès que possible.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Guy HÉNAULT, Service de la gestion et de la planification immobilière
Melissa Jessica KOUASSI, Service des finances

Lecture :

Melissa Jessica KOUASSI, 8 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean J LACROIX
Ingénieur

Tél : 514 872-2092
Télécop. : 514 872-7685

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Éric BLAIN
Chef de division- infrastructure et soutien technique - GMR

Tél : 514 872-3935
Télécop. : 514 872-7685

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-02-17

MONTRÉAL-EST

11370, rue Notre-Dame, 5e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6

Facture diverse

No de dossier
44

Débiteur de la facture

VILLE DE MONTRÉAL
MONSIEUR LOUIS-GUY HÉNAULT
303 RUE NOTRE-DAME EST, 3E ÉTAGE
MONTRÉAL QC H2Y 3Y8

No facture	No contrôle
2017-000009	000021110

Date d'envoi	Date d'échéance
26 Janvier 2017	27 Février 2017

Taux d'intéret après échéance	Montant dû
7.000 % par an	**1 446 707.10 $**

Détail de la facture

Item	Description	Quantité	Unité de mesure	Prix	Montant
001	Frais de parc-10% de la valeur réelle du terrain, constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec. Évaluation en décembre 2016 à 14 045 700$ X 1.03 (facteur comparatif 2016) = 14 467 071$ Conformément à la section 2.2 du règlement 59-2016 - Règlement de lotissement	0.100	Valeur du site	14 467 071 000	1 446 707.10

No d'enregistrement TPS :	81629-3146-RT0001
No d'enregistrement TVQ :	1211515763TQ0001

Total	Avant taxes	TPS	TVQ	Total
	1 446 707.10 $	0.00 $	0.00 $	**1 446 707.10 $**

Paiement accepté: argent comptant, carte de débit ou chèque à l'ordre de: Ville de Montréal-Est.

Détacher et joindre cette partie avec votre paiement. Merci.

MONTRÉAL-EST

11370 rue Notre-Dame 5e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6

No de dossier pour paiement	No contrôle
44	000021110-01

No facture	Date d'échéance
2017-000009	27 Février 2017

Montant dû	Montant versé
1 446 707.10 $	

Lieu du paiement

Ville de Montréal-Est
11370, rue Notre-Dame, 5e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6
514-645-7431
ou
Caisse Populaire Desjardins ou Banque Nationale du Canada

MONTRÉAL-EST

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE
DU CONSEIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL-EST

SÉANCE ORDINAIRE DU 18 JANVIER 2017

OFFRE D'UNE CONTRIBUTION MONÉTAIRE DE 10 % DE LA VALEUR DU TERRAIN CONSTITUÉ DU LOT 2 402 139 DU CADASTRE DU QUÉBEC, CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL (PROPRIÉTÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL)

201701-008

4.5

Considérant que la Ville de Montréal souhaite procéder à une opération cadastrale afin de scinder leur propriété de Montréal-Est (projet d'usine de biométhanisation);

Considérant que notre réglementation exige, comme condition préalable à l'émission du permis de lotissement, que le demandeur nous cède 10% de la superficie du terrain faisant l'objet de l'opération cadastrale ou qu'elle nous remette 10% de sa valeur inscrite au rôle au moment du dépôt de la demande ou une combinaison de ces deux options dans les proportions que le conseil déterminera, sauf si une telle contribution a déjà été versée à la Ville pour ce terrain;

Considérant qu'aucune contribution n'a été versée à la Ville de Montréal-Est aux fins de favoriser l'établissement, le maintien et l'amélioration de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels pour le terrain faisant l'objet de la présente demande d'opération cadastrale, et ce, conformément à la réglementation d'urbanisme de la Ville de Montréal-Est;

Considérant que le terrain en question est situé au cœur d'une zone d'industries lourdes destinée à le demeurer et que l'aménagement d'un parc ou d'un espace naturel à cet endroit ne semble pas propice.

Il est proposé par monsieur le conseiller John Judd,
Appuyé par madame la conseillère Anne St-Laurent

Et résolu

D'autoriser l'émission du permis de lotissement pour l'immeuble constitué du lot 2 402 139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, conditionnellement au paiement d'une contribution monétaire de 1 446 707.10$ aux fins de l'établissement, du maintien ou de l'amélioration de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels, et ce, conformément à la section 2.2 du règlement 59-2016 – *Règlement de lotissement.*

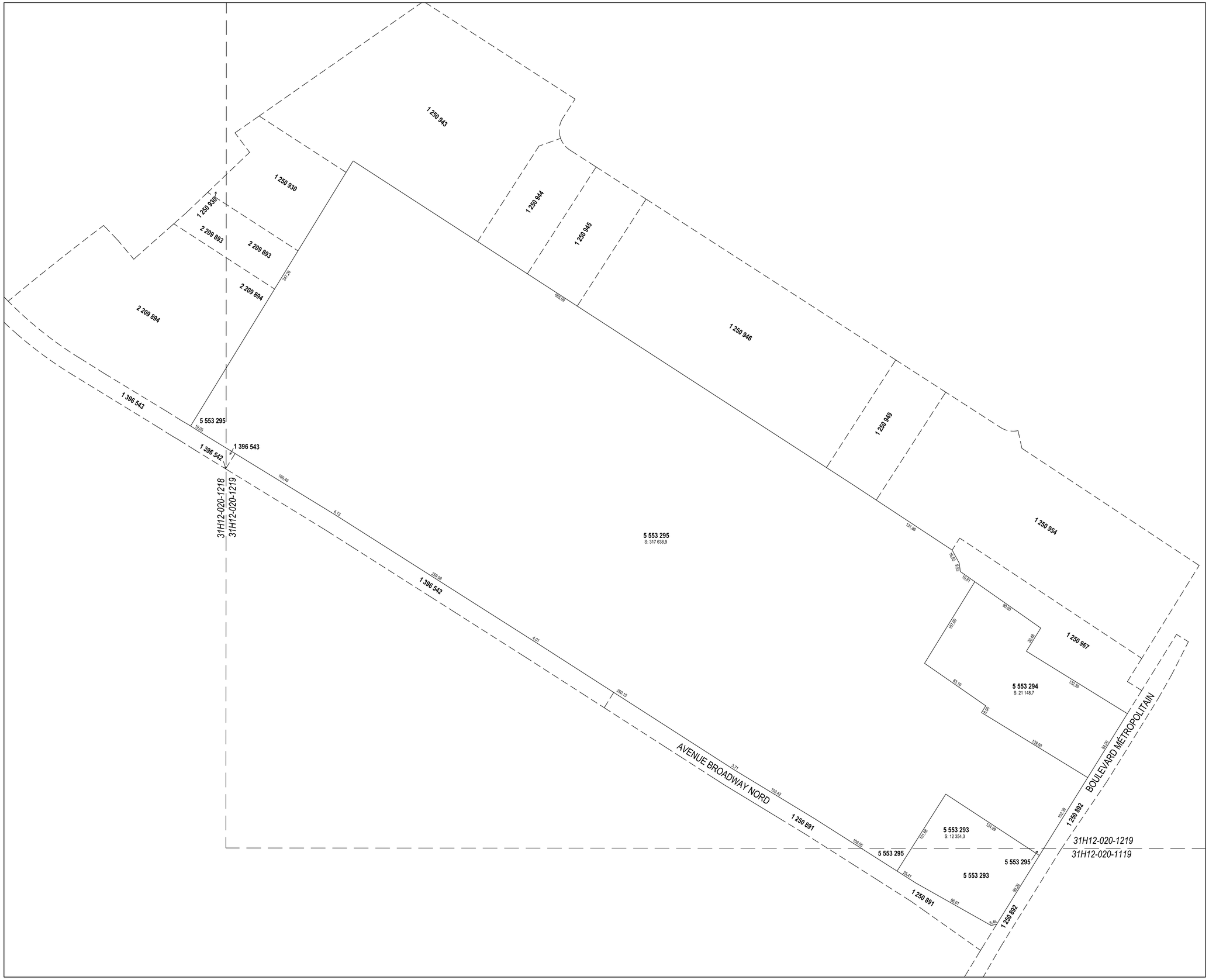
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Certifié vrai extrait :

Le greffier,

Roch Sergerie, avocat

PLAN CADASTRAL



FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1046427

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :

31H12-020-1219

Projection : MTM

Fuseau : 8

Échelle : 1: 2000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à SAINT-EUSTACHE

Signé numériquement par: Alain Létourneau
a.-g. (Matricule 2269)

Minute: 16604 datée du 9 décembre 2016

Dossier a.-g.: 22293

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160549001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Autoriser le paiement des frais de parc de 1 446 707,10 $ à la Ville de Montréal-Est en vertu de son règlement no. 59-2016 pour le permis de lotissement de l'opération cadastrale sur l'immeuble constitué du lot no. 2402139 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et appartenant à la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765051_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-14

Claude BÉDARD
Chef de division
Tél :
(514) 280-4267
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1160191009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

Il est recommandé :
- de demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal;

- de réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-16 07:49

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160191009**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi) a aboli les conférences régionales des élus ainsi que les centres locaux de développement. À compter d'avril 2015, les municipalités régionales de comté (MRC), dont l'agglomération de Montréal agissant à ce titre, ont reçu pleine compétence pour favoriser le développement local et régional sur leur territoire. Au même moment, le Fonds de développement des territoires (FDT) a été institué pour les soutenir dans ce rôle.
Pour mettre en oeuvre cette responsabilité, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a accordé une somme de 6,46 M$ pour l'année 2015-2016 et de 8,55 M$ pour l'année 2016-2017. Ces contributions ont fait l'objet d'une entente soumise aux instances en mai 2016 (dossier 1165175009). L'agglomération doit assurer la gestion de ce fonds et en demeure imputable. Un avenant viendra bientôt prolonger l'Entente FDT jusqu'au 31 mars 2020.

Conformément à l'article 126.4 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1), l'entente FDT précise que la Ville doit demander l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour confier sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif (OBNL).

Le présent dossier vient donc proposer la transmission au MAMOT d'un projet d'entente de délégation de 3 ans à intervenir avec Concertation régionale de Montréal (ci-après Concertation Montréal), un organisme à but non lucratif créé dans la foulée de la disparition de la Conférence régionale des élus de Montréal enclenchée par la mise en oeuvre de la Loi.

Après l'approbation du MAMOT, l'entente sera de nouveau soumise au conseil d'agglomération pour l'approbation de sa version finale.

Cette entente de délégation ferait suite à une entente de contribution financière intervenue avec l'organisme en 2015 et échue depuis le 31 décembre dernier. Une avance de fonds a permis à Concertation Montréal d'amorcer la réalisation des mandats confiés dans le cadre du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0019 - 26 janvier 2017 - Accorder une avance de fonds de 700 000 $, sur une contribution prévue de 6,3 millions $ à Concertation régionale de Montréal, à même le budget du Service du développement économique
CG16 0636 - 24 novembre 2016 - Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent su revenu additionnel attendu

CM16 1064 - 26 septembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses

CG16 0343 - 19 mai 2016 - Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire relatif au Fonds de développement des territoires

CG15 0783 - 17 décembre 2015 - Appuyer la cession de l'entente du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) du comité de transition de la CRÉ de Montréal à l'organisme Concertation régionale de Montréal / Autoriser la prise en charge par l'agglomération de Montréal des différentes décisions en lien avec l'abolition de la CRÉ de Montréal

CG15 0423 - 18 juin 2015 - Accorder un soutien financier de 3 220 000 $ à l'organisme Concertation régionale de Montréal pour la période du 19 juin 2015 au 31 décembre 2016 pour favoriser et renforcer la concertation sur le territoire de l'agglomération

DESCRIPTION

Le projet d'entente précise les conditions et modalités du versement d'une somme de 6,3 M$ couvrant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019. Sept (7) mandats sont confiés à l'organisme en vertu de cette entente. Ces mandats, plus amplement détaillés à l'Annexe II de l'entente proposée, sont les suivants :
Mandat 1 – Concertation en enfance

▪ Appuyer et dynamiser la concertation régionale en petite enfance
▪ Assurer la coordination et l'animation des démarches concertées multisectorielles sur les transitions scolaires et sur les activités en saison estivale

Mandat 2 - Participation citoyenne des jeunes

▪ Animer la concertation du Forum jeunesse de l'île de Montréal
▪ Favoriser le participation citoyenne des jeunes
▪ Soutenir les conseils jeunesse d'arrondissement

Mandat 3 - Concertation en éducation

▪ Être un partenaire actif à la table de concertation des établissements post secondaires et du milieu concerné en matière d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux
▪ Assurer une veille relative au sujet précité
▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de rétention des étudiants étrangers

Mandat 4 - Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020

▪ Soutenir la mobilisation de la collectivité (organisations partenaires externes) pour le Plan Montréal durable 2016-2020

Mandat 5 - Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité

▪ Animer des carrefours d'acteurs montréalais qui traitent de parité et d'équité afin d'assurer une meilleure représentativité dans les lieux décisionnels ainsi que dans les différents aspects de la vie montréalaise
▪ Développer et tenir à jour une banque de candidatures en fonction de l'expertise, de l'origine et du genre
▪ Promouvoir les modèles de réussite

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie

▪ Gérer des fonds dans le cadre d'une Entente régionale multipartite convenue entre les partenaires financiers et relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, soit la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie

Mandat 7 - Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération

▪ Répondre à des besoins ponctuels en faisant appel à l'expertise des différents collèges d'affinité de Concertation Montréal

À chacun de ces mandats sont associés des descriptions détaillées des responsabilités confiées, des attentes de la Ville et des budgets. Le budget annuel total pour l'ensemble des mandats confiés est de 2,1 M$. Toutefois, la répartition annuelle des versements fait à l'organisme varie en fonction de la disponibilité de la source budgétaire (le FDT), mais également vise à assurer l'organisme de la disponibilité des sommes requises pour réaliser les mandats.

La répartition annuelle de la somme est donc la suivante :

- 2 625 000 $ pour l'année 2017;
- 2 100 000 $ pour l'année 2018, et
- 1 575 000 $ pour l'année 2019.

Le versements se feraient à tous les quatre mois, pendant les trois années de l'entente. La somme obtenue par l'organisme à titre d'avance de fonds sera déduite des premiers versements. Quinze pour-cent (15 %) de la somme attribuée aux mandats 1 à 6 pourra être affecté à des activités d'administration générale de l'Organisme.

Aussi, les modalités de l'entente prévoient que des comités de suivi spécifiques à chacun des mandats seraient créées, sauf pour le mandat 6, à la demande du Directeur du Service du développement économique. Ils seraient formés de représentants de la Ville, de l'Organisme et, au besoin, de l'externe. Dans le cas du mandat 6, la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie assumerait le même rôle.

JUSTIFICATION

Concertation régionale de Montréal est un OBNL créé à partir d'un noyau d'employés de la Conférence régionale des élus de Montréal dissoute en 2015. Son conseil d'administration est formé et fonctionne sur les mêmes bases que cette dernière, soit en collèges d'affinité selon secteurs liés au développement de Montréal. L'organisme possède l'expertise et la capacité d'agir pour chacun des mandats proposés.

L'entente sur le Fonds de développement des territoires précise que la Ville doit affecter la somme reçue « à toute mesure de développement local et régional ». « La mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie », qui constituent l'essentiel de l'entente proposée, sont parmi les mesures suggérées par l'Entente FDT. Des disponibilités annuelles de 2,1 M$ dans le FDT permettraient de financer les services de Concertation Montréal, et ce, conformément aux dispositions de l'Entente. Un avenant à l'Entente FDT, qui sera bientôt soumis aux instances, viendra assurer le financement de l'entente avec Concertation Montréal jusqu'à son échéance.

Le projet d'entente est le fruit d'une collaboration de plusieurs services municipaux qui ont établi les mandats offerts à Concertation Montréal. Ces derniers permettraient de répondre à des besoins importants, pour lesquels des ressources internes ne sont pas disponibles. Leur réalisation permettrait de, notamment, mettre en oeuvre certains aspects du Plan Montréal durable 2016-2020, de la Politique de l'enfant, de la Stratégie jeunesse, de la Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal et de la Politique du sport et de l'activité physique. Les services municipaux concernés par ces politiques et stratégie seraient appelés à piloter les comités qui seraient mis sur pied pour assurer le suivi de chacun des mandats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits de 6,3 M$ requis au versement de la contribution proviennent du Fonds de développement des territoires :

- Pour la première partie de l'année 2017, soit la fin de l'année financière gouvernementale 2016-2017, ils sont déjà prévus au budget du Service de développement économique.
- Pour les années financières du Gouvernement 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, la disponibilité des crédits dépend du versement à la Ville par le Gouvernement du Québec d'une somme d'au moins 8,55 M$ via l'Entente FDT, Les versements seront conditionnels à la production par la Ville de la reddition de compte exigée par le MAMOT.

Tableau de la répartition de la somme et identifiant la source budgétaire

Année	Somme	Source budgétaire
2017	2,625 M$	▪ 525 000 $ du FDT – année budgétaire gouvernementale 2016 - 2017 ▪ 2,1 M$ du FDT - année budgétaire gouvernementale 2017 - 2018
2018	2,1 M$	▪ 2,1 M$ du FDT - année budgétaire gouvernementale 2018 - 2019
2019	1,575 M$	▪ 1,575 M$ du FDT - année budgétaire gouvernementale 2019 - 2020

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le mandat 4 a pour objet la mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier vise à répondre aux exigences de la Loi et permettre l'approbation par le MAMOT d'une entente de délégation entre la Ville et l'organisme Concertation régionale de Montréal financée par le Fonds de développement des territoires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en préparation avec la collaboration du Service des communications. Les actions de communication qui se dérouleront dans le cadre de la mise en oeuvre de l'entente de délégation devront respecter les modalités de l'Entente FDT afin de, notamment, souligner la contribution du Gouvernement du Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Printemps 2017 : approbation de l'entente de délégation entre la Ville et Concertation régionale de Montréal approuvée par le MAMOT

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Danielle LUSSIER, Direction générale
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports
Sylvie LEPAGE, Service de la diversité sociale et des sports
Natacha BEAUCHESNE, Direction générale
Johanne CÔTÉ-GALARNEAU, Direction générale
Arianne JUSTAFORT, Direction générale

Lecture :

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU, 15 mars 2017
Arianne JUSTAFORT, 14 mars 2017
Danielle LUSSIER, 14 mars 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-17

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

Nouveau mandat : #DG-DM-DEV-16-2120

Richard WILLIAMS A : serge.guerin, sylvianne.pilon 2016-11-07 08:59

Cc : dgdm

Bonjour,

Un **nouveau mandat** vous a été attribué dans la Base « Suivi des mandats - Direction générale, Demandes du maire ».

Pour en prendre connaissance, cliquer sur le lien en bas du courriel

Description sommaire : G-QC - Martin Coiteux - Addenda #1 à l'Entente relative au Fonds de développement des territoires
Date d'échéance : 2016-11-21

Lien vers le mandat :

Suivi des mandats

Mandat en cours

mandat #
DG-DM-DEV-16-2120

envoi : 2016-11-07 08:58

Objet :	G-QC - Martin Coiteux - Addenda #1 à l'Entente relative au Fonds de développement des t		
Inscription :	Provenance :	Direction générale, Demandes du maire	
	Émetteur :	Richard WILLIAMS	Date de
	Date d'inscription :	2016-11-07	Actions à p docume
	Date d'échéance :	2016-11-21	
	Date du document :	2016-10-26	
	Date reçue :	2016-11-07	
	Provenance de la demande :	Autre Autre : Québec	
	Objet (Rapport) :	Fonds de développement	
Assignations :	Groupe autorisé :	**_Mandats_Ser05_Aut** *Service du développement économique*	
	Directeur/directrice	Serge GUÉRIN Sylvianne PILON	
	Responsable du mandat :	Serge GUÉRIN Sylvianne PILON	
	Responsable(s) additionnel(s) :		
Rappel :	Automatique :	☒ Oui **activé** **pour le** 2016-11-22	
Aide :	ONGLETS: Détails - Description détaillée du mandat et pièces jointes - onglet modifiable par l'émetteur du mandat seule Commentaires - Liste des commentaires sans notification Suivi de réalisation - Résultats et ajout de tout document par le responsable du mandat Historique - Cheminement du mandat		

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire
Le ministre de la Sécurité publique
Le ministre responsable de la région de Montréal

Québec, le 26 octobre 2016

Monsieur Denis Coderre
Président
Conseil d'agglomération de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Président,

C'est avec plaisir que je vous transmets par la présente deux exemplaires de l'Addenda #1 à l'Entente relative au Fonds de développement des territoires.

Par cet addenda, je donne suite à l'Accord de partenariat avec les municipalités, notamment en prolongeant l'Entente jusqu'au 31 mars 2020. L'agglomération pourra ainsi reporter les montants non utilisés d'une année à l'autre jusqu'en 2020 et bénéficiera d'une année supplémentaire pour dépenser les montants qui auront été engagés avant le 1er avril 2020.

Les montants qui vous sont réservés à chaque année à partir de l'enveloppe de base de 100 M$ du Fonds de développement des territoires y sont identifiés et il est précisé par ailleurs qu'une somme viendra s'ajouter en 2018 et en 2019 étant donné que l'enveloppe du Fonds sera alors majorée à 105 M$, puis à 115 M$.

Des assouplissements sont également introduits par cet addenda.

Ainsi, votre agglomération pourra, si elle le souhaite, financer des organismes des réseaux de l'éducation, ou encore des artistes professionnels ou des regroupements d'artistes professionnels dans le cadre d'ententes sectorielles de développement avec le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Par ailleurs, l'annexe A a été revue pour réduire les exigences de reddition de comptes.

...2

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamot.gouv.qc.ca
www.mamot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Je vous invite à retourner les deux exemplaires signés, après y avoir été autorisé par votre organisme, à M^me^ Manon Lecours, sous-ministre adjointe à la région métropolitaine, du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Vous pouvez aussi communiquer avec M^me^ Lecours pour toute information additionnelle.

Je vous souhaite, ainsi qu'à votre conseil et à votre équipe, le meilleur des succès dans vos projets de développement locaux et régionaux.

Le ministre,

MARTIN COITEUX

ADDENDA #1

ENTENTE RELATIVE AU
FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

ENTRE

Le **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Martin Coiteux, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »,

ET

La **VILLE DE MONTRÉAL**, exerçant une compétence d'agglomération, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil,

ci-après désignée l'« **ORGANISME** »,

ci-après conjointement désignés les « **PARTIES** »

ATTENDU QUE l'Accord de partenariat avec les municipalités, qui a été rendu public le 29 septembre 2015, prévoit notamment la reconduction du Fonds de développement des territoires, ci-après le « Fonds », pour une période de quatre ans, soit pour les années financières 2016-2017 à 2019-2020;

ATTENDU QUE, tenant compte de cet Accord, les **PARTIES** souhaitent modifier l'Entente relative au Fonds de développement des territoires;

Les PARTIES conviennent de ce qui suit :

SECTION 1 MODIFICATIONS À L'ENTENTE RELATIVE AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

1. *L'article 2 est remplacé par le suivant :*

2. a) Pour la période du 5 mai 2015 au 31 mars 2016, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 6 464 808 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

i. les premiers 50 % de cette somme sont remis à l'**ORGANISME** dans les 30 jours de la signature de l'entente;

ii. un second versement correspondant à 30 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. a complété, lorsque ces obligations s'appliquent à lui, les redditions de comptes 2014-2015 respectives du *Cadre de financement des activités des centres locaux de développement*, du *Programme d'aide aux municipalités régionales de comté* et du *Pacte rural 2014-2019*, à la satisfaction du **MINISTRE**;

B. a adopté ses priorités annuelles d'intervention suivant l'article 9;

iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** a adopté la politique de soutien aux entreprises et la politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie, prévues respectivement aux articles 10 et 12;

b) Pour chaque année financière subséquente jusqu'à l'année financière 2019-2020, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 8 550 489 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

i. le premier versement correspondant à 25 % de la somme est remis à l'**ORGANISME** au plus tard le 30 avril;

ii. un second versement correspondant à 55 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** ses priorités d'intervention annuelles suivant l'article 9;

B. a une politique de soutien aux entreprises et une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie en vigueur, tel que prévu respectivement aux articles 10 et 12;

iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** son rapport d'activités suivant les articles 21 et 22;

B. saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme conformément à l'article 23;

c) Pour l'année financière 2018-2019, le **MINISTRE** partage entre les MRC, les municipalités dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC

ou d'une agglomération, et les agglomérations, une somme additionnelle de 5 M$ par rapport aux 100 M$ crédités à la création du Fonds. Pour l'année financière 2019 -2020, cette somme additionnelle est de 15 M$. Au plus tard le 31 octobre de l'année civile précédant ces années financières, le **MINISTRE** fait connaître à l'**ORGANISME** la part de la somme additionnelle qui sera ainsi ajoutée aux versements prévus à l'alinéa b). Celle-ci est partagée selon les paramètres suivants :

i. un montant uniforme par MRC, par municipalité dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC ou d'une agglomération ainsi que par municipalité exerçant une compétence d'agglomération, pour 40 %. Toutefois, dans le cadre de ce partage, la Ville de Montréal reçoit une part équivalente à six fois ce montant;

ii. un montant déterminé en fonction de la population, pour 30 %;

iii. un montant calculé selon l'indice de vitalité économique (IVE) en vigueur l'année précédente, pour 30 %.

d) Il est entendu qu'une année financière débute le 1er avril et se termine le 31 mars suivant.

e) Il est également entendu qu'un nouveau cycle annuel de versement des aides financières ne peut débuter que lorsque les obligations associées aux versements de l'année financière précédente ont été accomplies et que ces versements ont été effectués.

2. *L'article 8 est remplacé par le suivant :*

8. Au 31 mars des années 2016 à 2019 inclusivement, l'**ORGANISME** reporte à l'année suivante le solde, s'il en est, incluant les intérêts, des sommes reçues, ou réputées reçues, au titre du Fonds dont le **MINISTRE** lui a délégué la gestion.

Au terme de l'entente, soit le 31 mars 2020, l'**ORGANISME** dispose de 12 mois pour dépenser les sommes qui étaient engagées à cette date. L'**ORGANISME** rembourse ensuite, sans délai, au **MINISTRE**, les sommes reçues ou réputées reçues au titre du Fonds qu'il n'avait pas engagées au terme de l'entente et celles qu'il n'a pas dépensées dans les 12 mois suivants. Le remboursement inclut tous intérêts accumulés sur ces sommes pour la durée de l'entente.

3. *Le second alinéa de l'article 14 est remplacé par le suivant :*

Pour chaque année financière subséquente débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2020, la fraction de la part du Fonds dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**, que ce dernier répartit suivant le premier alinéa, s'établit à 76 %.

4. *Les sous-alinéas vii et viii sont ajoutés à la suite du sous-alinéa vi de l'alinéa a) de l'article 15 et se lisent comme suit :*

vii. organismes des réseaux de l'éducation;
viii. artistes professionnels ou des regroupements d'artistes professionnels, dans le cadre d'ententes sectorielles de développement avec le Conseil des arts et des lettres du Québec.

5. *La mention « Autre condition » précédant l'article 16 est supprimée et l'article 16 est remplacé par le suivant :*

16. L'**ORGANISME** peut puiser sa contribution à une entente sectorielle de développement conclue suivant l'article 126.3 de la LCM à même la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion.

L'**ORGANISME** peut aussi employer les sommes tirées de la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion comme financement de contrepartie d'un projet bénéficiant d'une subvention tirée d'un programme gouvernemental et ce, à l'intérieur de la règle de cumul d'aide gouvernementale prévue, le cas échéant, dans ce programme. Si aucune règle de cumul n'est prévue, l'**ORGANISME** peut employer la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion pour assumer la totalité des dépenses non subventionnées par le programme gouvernemental.

6. *L'article 21 est remplacé par le suivant :*

21. Au plus tard le 28 octobre 2016, l'**ORGANISME** produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences de l'annexe A et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016. Pour les années subséquentes, l'**ORGANISME** produit et adopte, au plus tard le 30 juin, un rapport couvrant chaque période de 12 mois à partir du 1er avril 2016 jusqu'au 31 mars 2020. Au plus tard le 30 juin 2021, l'**ORGANISME** produit et adopte une mise à jour du dernier rapport pour rendre compte des sommes dépensées dans les 12 mois suivant la fin de l'entente.

7. *L'article 23 est remplacé par le suivant :*

23. Au plus tard le 28 octobre 2016, l'**ORGANISME** saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme dans le formulaire électronique que le **MINISTRE** met à sa disposition et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016. Pour les années subséquentes, l'**ORGANISME** saisit, au plus tard le 30 juin, les données couvrant chaque période de 12 mois à partir du 1er avril 2016 jusqu'au 31 mars 2020. L'**ORGANISME** dispose ensuite de 15 mois suivant la fin de l'entente pour mettre à jour la dernière saisie de données, le cas échant, et l'adopter.

8. *L'article 46 est remplacé par le suivant :*

46. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les **PARTIES** et se termine le 31 mars 2020. Elle produit toutefois ses effets rétroactivement à partir du 5 mai 2015.

9. *L'annexe A est remplacée par la suivante :*

ANNEXE A

Rapport annuel d'activités (article 21)

Le rapport annuel d'activités produit par l'**ORGANISME** au bénéfice de la population de son territoire comprend trois sections, présentées ci-dessous. Il permet de faire état de l'utilisation des sommes en provenance du Fonds et des résultats atteints. L'**ORGANISME** détermine la façon de présenter l'information et peut y ajouter toute information qu'il juge pertinente.

Bilans :

- ✓ bilan des activités, par priorité d'intervention;
- ✓ le cas échéant, bilan de tout autre ensemble d'activités ayant requis plus de 5 % de l'aide financière reçue pour l'année et ayant bénéficié à une même clientèle, un même secteur d'activités ou un même secteur géographique;

- ✓ bilan financier :

  - montant équivalent à la part du Fonds dont le **MINISTRE** a délégué la gestion à **l'ORGANISME** et le solde reporté de l'année précédente, incluant les intérêts, le cas échéant;

  - ajout de toute somme reçue en cours d'année du comité de transition ou à la suite du partage de l'actif d'un centre local de développement, le cas échéant;

  - montants versés, montants engagés et soldes à verser, le cas échéant;

  - répartition de l'utilisation du Fonds et des montants utilisés par l'organisme ou versés à un bénéficiaire pour la réalisation de projets, en fonction :
    - ❖ des objets du Fonds mentionnés à l'article 4 de l'entente;
    - ❖ des priorités d'intervention;

  - montants consacrés aux dépenses d'administration admissibles telles que définies à l'annexe B;

  - montants consacrés à la concertation avec tout autre organisme bénéficiant directement du Fonds en vue de réaliser des projets ou actions en commun ou d'harmoniser les actions et projets respectifs.

Listes des interventions du Fonds, par priorité d'intervention :

- ✓ liste des contrats de service, des aides à des entreprises privées ou d'économie sociale, et des aides aux autres types de bénéficiaires, comprenant :

  - l'identification du bénéficiaire, le type de bénéficiaire et le type d'aide, le titre du contrat, du projet ou du mandat, l'objet du Fonds, les dates de début et de fin de l'intervention, le montant du Fonds engagé et versé par **l'ORGANISME** et la valeur totale de l'intervention;

- ✓ liste des ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement financées par le Fonds, par priorité d'intervention, comprenant :

  - le titre, l'identification du principal ministère ou organisme partenaire, les dates de début et de fin de l'entente, le montant du Fonds engagé et versé par **l'ORGANISME** et la valeur totale de l'entente.

Délégation à un OBNL (article 36) :

- ✓ le cas échéant, identité de l'organisme délégataire, mandat et budget confiés, ainsi que raisons de la délégation.

Données nécessaires aux fins d'évaluation de programme (article 23)

Les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme sont le bilan financier et les listes des interventions du Fonds mentionnés ci-haut. À ces données, s'ajoutent :

- ✓ le nombre de priorités d'intervention, et le secteur ou la clientèle que vise chaque priorité;

- ✓ un estimé du nombre total d'emplois créés ou maintenus par les projets d'entreprises, par les projets structurants pour améliorer les milieux de vie, et pour l'octroi de services-conseils aux entrepreneurs, aux entreprises, aux organismes ou aux communautés.

10. *Le présent addenda entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** appose sa signature.*

SECTION 2 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent chacun des termes et y apposent leur signature.

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE, AGISSANT PAR :

Monsieur Marc Croteau, Sous-ministre	Date et lieu

L'ORGANISME:

Agissant par Me Yves Saindon, Greffier	Date et lieu

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160191009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous visons quant à sa forme et à son contenu l'entente de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et Concertation régionale de Montréal, jointe ci-dessous.

Comme convenu avec le Service de développement économique, notre Direction n'a validé que les clauses contractuelles de l'entente de délégation, les annexes et les montants d'argent n'ont pas été vérifiés.

FICHIERS JOINTS

VF EntenteDélégation Concertation MTL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-14

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **VILLE** »)

ET : **CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont la principale place d'affaires est au 1550, rue Metcalfe, bureau 810, Montréal, Québec, H3A 1X6, agissant et représentée par Marie-Eve Brunet, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après citée la « Loi ») et que cette loi vise, entre autres, à réorganiser le développement économique local et régional;

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif, après autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QU'une entente relative au Fonds de développement des territoires est intervenue entre le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la VILLE (ci-après l'« Entente FDT »);

ATTENDU QUE l'ORGANISME désire participer à la mobilisation des communautés pour améliorer les milieux de vie de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a adopté diverses politiques et plans d'action qui mettent en œuvre des mesures de développement local et régional, dont le Plan Montréal durable 2016-2020;

ATTENDU QUE le conseil municipal a adopté diverses politiques et plans d'action qui mettent en œuvre des mesures de développement local et régional, dont la Politique du sport et de l'activité physique et la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'ORGANISME a pour mission et expertise d'animer et de favoriser le développement par la concertation;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), (ci-après la « LCV ») et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'ORGANISME;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **CA** » :	conseil d'administration de l'ORGANISME;
« **Directrice** » :	la directrice du Service de développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;
« **Directrice générale** » :	la directrice générale de l'ORGANISME;
« **Lobbyisme** » :	activité qui consiste en la communication, orale ou écrite, avec un titulaire de charges publiques en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérée par la personne qui l'initie, comme étant susceptible d'influencer une prise de décision;
« **Ministre** » :	le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
« **Service** » :	le Service du développement économique de la VILLE représenté par sa Directrice.

ARTICLE 3
ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente Entente et sont, le cas échéant, révisées à chaque année par les parties :

- Annexe I Entente FDT, laquelle comprend l'Annexe A et l'Annexe B;
- Annexe II – Objectifs et modalités des mandats accordés à l'ORGANISME;
- Annexe III – Rapport d'activités.

Le texte de la présente Entente prévaut sur toute disposition de l'une ou l'autre des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBJET

L'entente a pour objet la délégation à l'ORGANISME de l'exercice d'une partie de la compétence de la VILLE en matière de développement local et régional par des activités de concertation, de recherche et de gestion, dans le but d'améliorer les milieux de vie, notamment dans les domaines social et environnemental, et vise, à cette fin, à définir le rôle et les mandats de l'ORGANISME, leurs conditions et modalités de réalisation ainsi que la gestion des sommes qui lui sont versées.

ARTICLE 5
DURÉE DE L'ENTENTE

Les parties reconnaissent que, nonobstant sa date de signature, la présente Entente entre en vigueur le 1er janvier 2017 et, sous réserve d'autres dispositions de la présente Entente, elle prend fin le 31 décembre 2019.

ARTICLE 6
ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Sous réserve de l'adoption des crédits à chaque année par l'Assemblée nationale, la VILLE s'engage à :

6.1 payer à l'ORGANISME, selon les conditions et modalités de la présente Entente, pendant la durée de celle-ci, les sommes indiquées au Tableau 1, lesquelles proviennent des contributions versées par le Ministre à la VILLE en vertu de l'Entente FDT. Ces sommes doivent servir à assumer les dépenses de fonctionnement (précisées à l'Annexe B de l'Annexe I) et la masse salariale nécessaire à la réalisation des mandats;

6.2 verser les sommes annuellement, comprenant toutes les taxes applicables, le cas échéant, selon les modalités précisées dans le Tableau 1_ci-après. Le dernier versement sera remis sous réserve de l'accomplissement de toutes obligations de l'ORGANISME prévues à la présente Entente.

Tableau 1 – Contributions financières

Année financière gouvernementale	Contribution (%)	Contribution Entente FDT	Contribution VILLE	Contribution Totale	Date de versement
2016-2017	100%	525 000 $	0 $	525 000 $	1er mai 2017
Total 2016-2017		**525 000 $**	**0 $**	**525 000 $**	
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	1er mai 2017
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 juil. 2017
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 oct. 2017
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 déc. 2017
Total 2017-2018	**100%**	**2 100 000 $**	**0 $**	**2 100 000 $**	
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 avr. 2018
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 juil. 2018
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 oct. 2018
	25%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 déc. 2018
Total 2018-2019	**100%**	**2 100 000 $**	**0 $**	**2 100 000 $**	
	33%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 avr. 2019
	33%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 juil. 2019
	33%	525 000 $	0 $	525 000 $	15 oct. 2019
Total 2019-2020	**100%**	**1 575 000 $**	**0 $**	**1 575 000 $**	
Total 2016-2020		**6 300 000 $**	**0 $**	**6 300 000 $**	

6.3 soumettre à l'ORGANISME ses attentes, lesquelles sont élaborés dans un esprit de collaboration entre la VILLE et l'ORGANISME en tenant compte principalement :

- de la Loi;
- de l'Entente FDT;
- des politiques et plans d'action de la Ville.

6.4 transmettre à l'ORGANISME les instructions relatives aux modalités de présentation des données aux fins d'évaluation de programme en tenant compte des exigences du Ministre;

6.5 procéder, aux dates fixées par la Directrice, en concertation avec l'ORGANISME, à l'évaluation des résultats obtenus eu égard aux attentes;

6.6 compenser l' ORGANISME, le cas échéant, pour les sommes que ce dernier serait appelé à payer à titre de préavis de cessation d'emploi des personnes retenues de la Conférence régionale des élus pour faire partie de l'ORGANISME, incluant une indemnité compensatrice ou de départ, qu'ils pourraient ultérieurement recevoir ainsi que le paiement des vacances cumulées au 20 juin 2015, de même que la compensation pour l'assurance collective et pour le régime de retraite des employés municipaux du Québec; les sommes précédemment mentionnées seront calculées en fonction des conditions de travail existantes au 20 juin 2015.

ARTICLE 7
ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME LIÉS À L'ENTENTE FDT

L'ORGANISME s'engage à :

7.1 exercer le rôle et à exécuter les mandats, décrits plus amplement à l'Annexe II, que la VILLE lui confie dans le cadre de l'Entente FDT, à savoir :

Mandat 1 – Concertation en enfance;

Mandat 2 – Participation citoyenne des jeunes;

Mandat 3 – Concertation en éducation;

Mandat 4 – Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020;

Mandat 5 – Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité;

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie;

Mandat 7 – Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération.

7.2 respecter les normes et encadrements précisés à l'Entente FDT, Annexe I, et qui s'inscrivent dans l'esprit de l'article 126.3 de la *Loi sur les compétences municipales,* (RLRQ, c. C-47.1, ci après la « LCM »);

7.3 utiliser les contributions reçues aux seules fins des activités et des mandats prévus à la présente Entente, selon les modalités prévues à l'Annexe II;

7.4 pour les mandats 1, 2, 3, 5, 6 et 7, décrits à l'Annexe II, affecter un maximum de 25 % des sommes réservées aux activités et aux projets à des frais associés à des activités de représentation, d'accueil et de réception;

7.5 pour le mandat 4, affecter un maximum de 100 % de la somme réservée aux événements/activités et un maximum de 25 % de la somme réservée aux projets et activités de communication à la réalisation d'activités de représentation, d'accueil et de réception, comme indiqué à la répartition budgétaire du mandat 4 décrit à l'Annexe II;

7.6 participer à tout comité de suivi auquel l'ORGANISME serait, dans le cadre de la présente Entente, convié par la Directrice;

7.7 transmettre à la Directrice le rapport annuel d'activités en conformité avec les modalités de l'Annexe III, selon le format convenu et en utilisant le logiciel déterminé par la VILLE.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

8.1 L'exercice financier de l'ORGANISME débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

8.2 L’ORGANISME tient les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu’il effectue et de tous les engagements qu’il prend à l’égard des contributions qu’il reçoit. À cet effet, il conserve les pièces justificatives relatives à ces opérations et engagements pendant une période de trois (3) ans.

8.3 L’ORGANISME s’assure que chaque dépense qu’il effectue à même les sommes qui lui sont consenties en vertu de la présente Entente, constitue une dépense admissible selon l’Annexe B de l’Annexe II.

8.4 L’ORGANISME fournit sans frais selon la forme et les modalités exigées, tout rapport, document et renseignement que la VILLE juge utile d’obtenir dans le cadre de l’application de la présente entente.

8.5 L’ORGANISME devra employer les sommes versées conformément aux conditions d’utilisation prévues dans l’Entente FDT, il ne pourra cependant utiliser ces sommes pour des fins de subvention ou toute forme d’aide financière à qui que ce soit.

8.6 L’ORGANISME adopte, maintient en vigueur et transmet sur demande de la Directrice, les politiques suivantes :

8.6.1 une politique relative aux conflits d’intérêts directs, indirects ou l’apparence de conflit, incluant un code d’éthique sur les responsabilités des administrateurs, dirigeants et employés eu égard à la gestion des affaires de l’ORGANISME. Cette politique prévoit notamment qu’aucune aide financière, sous quelque forme que ce soit, ne doit être consentie par celui-ci à un administrateur, un dirigeant ou un employé de l’ORGANISME relativement à l’utilisation des contributions reçues par celui-ci. Ladite politique établit aussi des règles concernant l’action politique partisane de ses employés;

8.6.2 une politique relative aux frais de déplacement et de représentation de ses administrateurs;

8.6.3 une politique ou une directive afin d’établir les niveaux d’approbation et d’autorisation, plus particulièrement à l’égard des dépenses;

8.6.4 une politique, des procédures ou des directives relatives à la rémunération des employés et de la directrice générale ainsi qu’aux frais de déplacement et de représentation de ses employés.

8.7 En vertu de l’article 126.4 al. 4 et 5 de la LCM, les articles 477.4 à 477.6 et 573 à 573.3.4 de la LCV s'appliquent à l'ORGANISME, compte tenu des adaptations nécessaires, et celui-ci est réputé être une municipalité locale pour l'application de l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 de la LCV.

Parmi les adaptations que requiert l'application du premier alinéa du présent article, les suivantes sont applicables : dans le cas où l'ORGANISME ne possède pas de site Internet, la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6 de la LCV doivent être publiés dans tout autre site que l'ORGANISME détermine et il donne un avis public de l'adresse de ce site au moins une fois par année; cet avis doit être publié dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité que dessert l'ORGANISME.

8.8 L’ORGANISME garde l’entière autorité sur les responsabilités qui lui sont confiées en vertu de l’Entente. À cet égard, l’ORGANISME peut signer des ententes avec un ou des organismes, sous réserve que ces ententes n’aient pas pour effet de réduire les pouvoirs, le contrôle, l’autorité ou l’autonomie de l’ORGANISME lui-même ou de ses administrateurs dans la gestion de ses affaires.

8.9 L’ORGANISME s’assure que son personnel, ses administrateurs, ses bénévoles et toute autre personne agissant pour son compte respecte les règles qui régissent son statut corporatif ainsi que les politiques internes adoptées par son CA en vertu de l’article 8.6.

8.10 L’ORGANISME s’engage à tenir un minimum de quatre (4) réunions annuelles de son conseil d’administration.

8.11 L'ORGANISME exerce ses activités en conformité avec les lois, règlements et ordonnances en application au Québec.

8.12 Les sommes versées par la VILLE ne peuvent en aucun cas être utilisées pour payer les frais ou honoraires d'une firme ou personne procédant, pour le compte de l'ORGANISME, à des activités de Lobbyisme.

8.13 L'ORGANISME doit aviser la Directrice de toute modification à ses règlements généraux et lui remettre une copie de la version modifiée.

8.14 L'ORGANISME doit produire annuellement dans son rapport d'activités, une déclaration dans laquelle il confirme n'avoir octroyé, au cours de la période visée par cette déclaration, aucune aide financière en dérogation de la *Loi sur l'interdiction de subventions municipales* (RLRQ, c. I-15).

ARTICLE 9
INDEMNISATION ET ASSURANCES

9.1 L'ORGANISME s'engage en tout temps à tenir la VILLE indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente Entente. L'ORGANISME s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

9.2 L'ORGANISME s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente Entente ou de son renouvellement :

9.2.1 une police d'assurance responsabilité civile accordant par événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la VILLE est désignée comme co-assurée, et

9.2.2 une police d'assurance des administrateurs et dirigeants d'entité sans but lucratif et contre les erreurs et omissions, accordant une protection minimale de un million de dollars (1 000 000,00 $) par réclamation.

9.3 À la signature de l'entente, l'ORGANISME doit fournir à la VILLE une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande de la Directrice, une copie certifiée de ces polices et lui fournir à chaque année, la preuve de leur renouvellement.

9.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne peut être modifiée ou annulée par l'ORGANISME sans un avis d'au moins trente (30) jours à la VILLE.

ARTICLE 10
PUBLICITÉ ET RELATIONS PUBLIQUES

10.1 L'ORGANISME utilise, en conformité avec l'article 10.3, les documents, logos, propositions et graphiques mis à sa disposition par la VILLE.

10.2 L'ORGANISME fait état de la contribution de la VILLE dans tous les outils promotionnels, les activités de communication, les publications imprimées ou électroniques et les communiqués relatifs à l'objet de la présente Entente conformément aux articles 27 et 28 de l'Entente FDT, Annexe I.

10.3 L'ORGANISME fait en sorte que la représentation de la VILLE soit assurée selon les politiques de cette dernière, lesquelles lui sont communiquées par la Directrice. À cet égard, l'ORGANISME avise cette dernière de la tenue de tout événement public, au moins quinze (15) jours avant sa date.

10.4 Les parties conviennent de se consulter afin de déterminer le calendrier des annonces publiques et des conférences de presse.

ARTICLE 11
DÉFAUT ET RÉSILIATION

11.1 Il y a défaut :

11.1.1 si l'ORGANISME n'observe pas quelque engagement ou obligation pris aux termes de la présente entente;

11.1.2 si l'ORGANISME fait à la VILLE une fausse déclaration, lui donne des renseignements trompeurs ou erronés ou s'il fait de fausses représentations;

11.1.3 si l'ORGANISME devient insolvable, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, fait toute proposition à ses créanciers, ou fait l'objet de toute procédure de faillite;

11.1.4 si les biens de l'ORGANISME ou une partie importante de ceux-ci font l'objet d'une prise de possession par un créancier, d'une mise sous séquestre ou font l'objet d'une saisie;

11.1.5 si l'ORGANISME perd son statut d'organisme à but non lucratif.

11.2 Dans les cas prévus au paragraphe 11.1.1, la Directrice avise, par écrit, l'ORGANISME du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. La Directrice peut retenir tout versement tant que l'ORGANISME n'ait pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'ORGANISME refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la VILLE pourra, à son entière discrétion, résilier la présente Entente. Dans l'éventualité d'une résiliation, la VILLE peut réclamer le remboursement total ou partiel des sommes alors versées, sauf quant aux sommes nécessaires pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de la réception de l'avis de résiliation, sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages occasionnés par ce défaut. L'ORGANISME doit effectuer le remboursement demandé dans les cinq (5) jours de l'avis qui lui est adressé.

11.3 Dans les cas prévus aux paragraphes 11.1.2, 11.1.3, 11.1.4 et 11.1.5, la présente Entente est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

11.4 La VILLE peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'ORGANISME, mettre fin à la présente convention.

Dans un tel cas, l'ORGANISME doit remettre à la VILLE la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite de la Directrice à cet effet.

11.5 L'ORGANISME renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de la VILLE en cas de résiliation en vertu du présent article.

ARTICLE 12
VÉRIFICATION

12.1 L'ORGANISME autorise le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'ORGANISME accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la VILLE, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Entente;

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 L'ORGANISME convient, s'il cesse d'exercer son mandat pendant la durée d'application de la présente Entente ou si la VILLE reprend à sa charge l'exercice des pouvoirs confiés à l'OBNL, de transférer après paiement des dettes et extinction du passif, ses biens et son actif attribuable aux sommes versées à l'ORGANISME pour l'exécution du présent mandat à la VILLE ou à un organisme autorisé par la VILLE à recevoir ce transfert d'actifs.

13.2 Advenant la résiliation ou le non-renouvellement de l'Entente, toute portion non engagée des contributions reçues de la VILLE par l'ORGANISME et dont il n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables pris avant la date de réception de l'avis de résiliation ou de non-renouvellement, doit être remboursée à la VILLE.

13.3 L'ORGANISME s'engage à collaborer à toute cueillette de données que ferait le Ministre pour évaluer la performance du FDT.

13.4 Les parties aux présentes déclarent qu'aucune des dispositions de la présente Entente ne peut être interprétée comme établissant une entreprise ou une coentreprise avec la VILLE. Rien dans la présente Entente n'est réputé autoriser l'ORGANISME à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte de la VILLE.

13.5 L'ORGANISME accorde à la Directrice, pendant toute la durée de la présente entente, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son Conseil d'administration et l'ORGANISME doit aviser la Directrice de toute assemblée au moins cinq (5) jours à l'avance.

13.6 La présente Entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.7 Une disposition de la présente Entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.8 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.9 L'ORGANISME n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.10 Aucune modification aux termes de la présente Entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.

13.11 La présente Entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.12 La présente Entente lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.13 Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.14 L'ORGANISME ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la VILLE en vertu de la présente Entente.

13.15 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

13.16 L'ORGANISME fait élection de domicile au :

1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal, Québec H3A 1X6

et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'ORGANISME fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

13.17 La VILLE fait élection de domicile au :

700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage
Montréal, Québec H3B 5M2

et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

13.18 La présente Entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2017

CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Eve Brunet, présidente

Cette entente a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… e jour de ……..…… 2017 (CG17…….).

ANNEXE I

ENTENTE RELATIVE AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

ENTRE

Le **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, représenté par monsieur Sylvain Boucher, sous-ministre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »,

ET

La **VILLE DE MONTRÉAL**, exerçant une compétence d'agglomération, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil,

ci-après appelée l'« **ORGANISME** »,

ci-après conjointement désignés les « **PARTIES** »

SECTION 1 OBJET DE L'ENTENTE ET CHAMP D'APPLICATION

1. Cette entente, conclue suivant les termes du premier alinéa de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), ci-après « la LCM », concerne le rôle et les responsabilités de l'**ORGANISME** lorsque, dans l'exercice du pouvoir que lui confère l'article 126.2 de la LCM de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire, il emploie des sommes :

   a) reçues de la partie du Fonds de développement des territoires, institué par l'article 21.18 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1), ci-après « le Fonds », dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion en vertu de l'article 21.23.1 de cette loi;

   b) rendues disponibles, le cas échéant, à la suite de la liquidation de la conférence régionale des élus auparavant active sur son territoire, en application de l'article 283 du chapitre 8 des Lois de 2015. Ces sommes sont alors réputées reçues au titre du Fonds et s'ajoutent à la part de celui-ci dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**;

   c) rendues disponibles, le cas échéant, à la suite d'un partage d'actifs entre un centre local de développement et l'**ORGANISME**, à la fin d'une entente de délégation le liant à ce centre, en application de l'article 288 du chapitre 8 des Lois de 2015 et attribuables à une contribution du gouvernement du Québec. Ces sommes sont alors réputées reçues au titre du Fonds et s'ajoutent à la part de celui-ci dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**;

   d) tirées de ses revenus généraux conformément aux objets et aux conditions d'utilisation du Fonds tel qu'ils sont prévus à l'entente. Ces sommes ne sont toutefois pas réputées reçues au titre du Fonds dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME**.

SECTION 2 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Sous-section 2.1 Engagements du MINISTRE

<u>Engagements financiers</u>

2. a) Pour la période du 5 mai 2015 au 31 mars 2016, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 6 464 808 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

   i. les premiers 50 % de cette somme sont remis à l'**ORGANISME** dans les 30 jours de la signature de l'entente;

   ii. un second versement correspondant à 30 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

      A. a complété, lorsque ces obligations s'appliquent à lui, les redditions de comptes 2014-2015 respectives du *Cadre de financement des activités des centres locaux de développement*, du *Programme d'aide aux municipalités régionales de comté* et du *Pacte rural 2014-2019*, à la satisfaction du **MINISTRE**;

      B. a adopté ses priorités annuelles d'intervention suivant la clause 9;

   iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** a adopté la politique de soutien aux entreprises et la politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie, tel qu'elles sont respectivement prévues aux clauses 10 et 12.

b) Pour l'année financière débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017, le **MINISTRE** délègue à l'**ORGANISME** la gestion d'une somme de 8 550 489 $ tirée du Fonds, selon les modalités suivantes :

i. le premier versement correspondant à 25 % de la somme est remis à l'**ORGANISME** au plus tard le 30 avril;

ii. un second versement correspondant à 55 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** ses priorités annuelles d'intervention suivant la clause 9;

B. a une politique de soutien aux entreprises et une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie en vigueur, tel qu'elles sont respectivement prévues aux clauses 10 et 12;

iii. un troisième versement correspondant à 20 % de la somme est effectué lorsque l'**ORGANISME** :

A. adopte, dépose sur son site Web et transmet au **MINISTRE** son rapport d'activités suivant les clauses 21 et 22;

B. saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme conformément à la clause 23;

c) Il est entendu que le cycle de versements prévu pour l'année financière débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017 ne peut s'amorcer que lorsque l'**ORGANISME** a rempli les obligations associées aux versements de l'année financière précédente et que ces versements ont été effectués.

Autres engagements

3. Le **MINISTRE** soutient l'**ORGANISME** dans la mise en œuvre de l'entente en :

a) jouant un rôle-conseil, à la demande de l'**ORGANISME**;

b) fournissant des données, des connaissances, des guides ou d'autres outils d'accompagnement;

c) facilitant les échanges entre l'**ORGANISME** et les membres de la conférence administrative régionale, notamment pour l'établissement d'ententes sectorielles de développement local et régional.

Sous-section 2.2 Engagements de l'ORGANISME

Rôle et responsabilités de l'**ORGANISME**

4. L'**ORGANISME** affecte la partie du Fonds que lui délègue le **MINISTRE** ainsi que les sommes réputées reçues à ce titre, au financement de toute mesure de développement local et régional que prend l'**ORGANISME** dans le cadre de la présente entente. Ces mesures peuvent porter notamment sur les objets suivants :

a) la réalisation de ses mandats au regard de la planification de l'aménagement et du développement de son territoire;

b) le soutien aux municipalités locales en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services (domaines social, culturel, touristique, environnemental, technologique ou autre);

c) la promotion de l'entrepreneuriat, le soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise;

d) la mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie, notamment dans les domaines social, culturel, économique et environnemental;

e) l'établissement, le financement et la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement;

f) le soutien au développement rural, dans le territoire rural qu'il aura défini à cette fin.

Gestion du Fonds

5. L'**ORGANISME** assume la gestion de la partie du Fonds que lui délègue le **MINISTRE** et des sommes réputées reçues à ce titre en conformité avec les dispositions de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1) et celles de la présente entente.

6. L'**ORGANISME** peut, le cas échéant et conformément à la loi, charger son comité exécutif, un membre de ce comité ou son directeur général de la gestion de la partie du Fonds que lui délègue le **MINISTRE**.

7. L'**ORGANISME** peut confier à un comité qu'il constitue à cette fin et suivant les conditions et les modalités qu'il détermine, la sélection des bénéficiaires de toute mesure d'aide financière qu'il élabore dans le cadre de l'entente.

8. Au 31 mars 2016, l'**ORGANISME** reporte à l'année financière suivante le solde, s'il en est, incluant les intérêts, des sommes reçues, ou réputées reçues, au titre de la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion.

   Au terme de l'entente, soit le 31 mars 2017, l'**ORGANISME** dispose de 12 mois pour dépenser les sommes qui étaient engagées à cette date. L'**ORGANISME** rembourse ensuite, sans délai, au **MINISTRE**, les sommes reçues ou réputées reçues au titre du Fonds qu'il n'avait pas engagées au terme de l'entente et celles qu'il n'a pas dépensées dans les 12 mois suivants. Le remboursement inclut tous intérêts accumulés sur ces sommes pour la durée de l'entente.

Priorités annuelles d'intervention

9. L'**ORGANISME** établit et adopte annuellement ses priorités d'intervention en fonction des objets prévus à la clause 4. Il dépose celles-ci sur son site Web et les transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

Politique de soutien aux entreprises

10. L'**ORGANISME** adopte et maintient à jour une politique de soutien aux entreprises, incluant les entreprises d'économie sociale, qui :

    a) respecte les conditions d'utilisation du Fonds tel qu'elles sont détaillées aux clauses 15 et 16;

    b) précise son offre de services, ses programmes, ses critères d'analyse, ses seuils d'aide financière et ses règles de gouvernance;

    c) établit, s'il y a lieu, les règles s'appliquant au financement, dans les communautés mal desservies, de services de proximité des secteurs du commerce de détail ou de la restauration, ces derniers étant définis comme des services devant être utilisés quotidiennement par une part importante de la population environnante. Ces règles doivent notamment viser à éviter toute situation de concurrence déloyale.

11. L'**ORGANISME** dépose sa politique de soutien aux entreprises sur son site Web et la transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie

12. L'**ORGANISME** adopte et maintient à jour une politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie qui répond aux conditions prévues aux paragraphes a) à c) de la clause 10.

13. L'**ORGANISME** dépose sa politique de soutien aux projets structurants sur son site Web et la transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

Répartition du Fonds

14. Pour la période du 5 mai 2015 au 31 mars 2016, à l'exception de toutes sommes reçues, le cas échéant, en application de la clause 17, mais incluant les sommes reçues le cas échéant, en application de la clause 18, l'**ORGANISME** répartit la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion, entre les territoires prévus au premier alinéa de l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), dans les proportions et en fonction des critères socioéconomiques suivants :

a) un premier quart de cette part est réparti en fonction de la dynamique économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'établissements qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la version disponible la plus récente du fichier du « Registre des emplacements » de Statistique Canada;

b) un second quart de cette part est réparti en fonction de l'activité économique du territoire, laquelle se mesure au nombre d'emplois qui y sont présents. Ce nombre est établi à partir de la compilation spéciale au lieu de travail de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la compilation spéciale au lieu de travail intégrée à la version la plus récente de cette enquête;

c) un troisième quart de cette part est réparti en fonction de l'importance du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre total de personnes formant la population active. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête;

d) un dernier quart de cette part est réparti en fonction de la vitalité du marché du travail dans la population habitant le territoire, laquelle se mesure au nombre de chômeurs. Ce nombre est établi à partir de l'« Enquête nationale auprès des ménages 2011 » de Statistique Canada, ou à partir de la version la plus récente de cette enquête.

Pour l'année financière débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017, la fraction de la part du Fonds dont le **MINISTRE** délègue la gestion à l'**ORGANISME** que ce dernier répartit suivant le premier alinéa s'établit à 76 %.

Conditions d'utilisation du Fonds

15. En lien avec ses priorités d'intervention pour l'année, l'**ORGANISME** utilise la partie du Fonds dont la gestion lui est déléguée par le **MINISTRE** conformément aux conditions suivantes :

a) les bénéficiaires admissibles à une aide technique ou à une subvention sont des :

i. organismes municipaux;

ii. conseils de bande des communautés autochtones;

iii. coopératives;

iv. organismes à but non lucratif;

v. entreprises, privées ou d'économie sociale, à l'exception des entreprises privées du secteur financier;

vi. personnes souhaitant démarrer une entreprise;

b) l'aide octroyée à une entreprise privée ne peut dépasser 50% du coût total du projet soutenu;

c) les dépenses admissibles sont :

i. toute dépense liée aux objets du Fonds, prévus à la clause 4, et encourue par l'**ORGANISME**, notamment pour l'administration de l'entente, tel que mentionné à l'annexe B, pour l'offre de services ou la réalisation de mandats ou de projets en régie interne, pour la mise en œuvre d'ententes sectorielles

de développement local et régional ou pour la concertation avec tout autre organisme bénéficiant directement du Fonds en vue de réaliser des projets ou actions en commun ou d'harmoniser les actions et projets respectifs;

ii. toute dépense liée à une mesure prise par l'**ORGANISME** en faveur d'un bénéficiaire admissible en conformité aux lois en vigueur, aux objets du Fonds et aux politiques de soutien aux entreprises et de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie de l'**ORGANISME**;

iii. toute dépense liée à un projet de nature supraterritoriale, lequel est lié aux objets de l'entente et réalisé avec d'autres organismes bénéficiant directement du Fonds;

d) les dépenses non admissibles sont :

i. toute dépense liée à des projets déjà réalisés;

ii. toute dépense liée à des projets de soutien aux entreprises ou de soutien aux projets structurants qui ne serait pas conforme aux politiques de l'**ORGANISME**;

iii. toute dépense visant le déplacement d'une entreprise ou d'une partie de sa production à l'extérieur de la municipalité locale où elle est établie, à moins que cette municipalité n'y consente;

iv. toute dépense effectuée pour soutenir un projet dans le domaine du commerce de détail ou de la restauration, sauf pour offrir un service de proximité tel que défini au paragraphe c) de la clause 10;

v. toute forme de prêt;

vi. toute dépense d'administration qui n'est pas liée à l'administration de l'entente, tel que mentionné à l'annexe B.

Autre condition

16. Dans le respect des termes de l'entente, l'**ORGANISME** peut employer les sommes tirées de la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion comme financement de contrepartie d'un projet bénéficiant d'une subvention tirée d'un programme gouvernemental. L'emploi de ces sommes est toutefois limité par la règle de cumul d'aides gouvernementales prévue, le cas échéant, dans ce programme. Si aucune règle de cumul n'est prévue, l'**ORGANISME** peut employer la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion pour assumer la totalité des dépenses non subventionnées par le programme gouvernemental.

Sommes reçues à la suite de la liquidation de la CRÉ

17. Le cas échéant, toute somme reçue par l'**ORGANISME** en application de l'article 283 du chapitre 8 des Lois de 2015 est réputée être reçue au titre du Fonds, s'ajoute à la part de celui-ci dont la gestion est déléguée à l'**ORGANISME**, lequel l'emploie et en rend compte suivant les termes de l'entente.

Sommes reçues à la fin d'une entente de délégation entre l'**ORGANISME** et un CLD

18. Le cas échéant, toute somme reçue par l'**ORGANISME** en application de l'article 288 du chapitre 8 des Lois de 2015 et attribuable à une contribution du gouvernement du Québec est réputée être reçue au titre du Fonds, s'ajoute à la part de celui-ci dont la gestion est déléguée à l'**ORGANISME**, lequel l'emploie et en rend compte suivant les termes de l'entente.

Reddition de comptes

19. L'**ORGANISME** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des sommes qui lui sont consenties dans le cadre de l'entente.

20. L'**ORGANISME** s'assure que chaque dépense qu'il effectue à même les sommes qui lui sont consenties par l'entente, constitue une dépense admissible suivant la

clause 15. Il conserve la preuve de cette justification et la rend disponible au **MINISTRE** à sa demande.

21. Au plus tard le 30 juin 2016, l'**ORGANISME** produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences de l'annexe A et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016.

    Pour l'année financière suivante, l'**ORGANISME** produit et adopte, au plus tard le 30 juin 2017, un tel rapport, couvrant cette fois la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. Au plus tard le 30 juin 2018, l'**ORGANISME** produit et adopte une mise à jour du dernier rapport pour rendre compte des sommes dépensées dans les 12 mois suivant la fin de l'entente.

22. L'**ORGANISME** dépose sans délai le rapport d'activités prévu à la clause 21, ainsi que sa mise à jour, sur son site Web et le transmet au **MINISTRE**, à titre informatif.

23. Au plus tard le 30 juin 2016, l'**ORGANISME** saisit les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme dans le formulaire électronique que le **MINISTRE** met à sa disposition et couvrant la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016.

    Pour l'année financière suivante, l'**ORGANISME** saisit, au plus tard le 30 juin 2017, les données couvrant cette fois la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. L'**ORGANISME** dispose ensuite de 15 mois suivant la fin de l'entente pour mettre à jour, le cas échant, la dernière saisie de données.

24. L'**ORGANISME** collabore, le cas échéant, à toute autre cueillette de données que fait le **MINISTRE** pour évaluer la performance du Fonds.

25. L'**ORGANISME** rend accessibles au représentant du **MINISTRE** ou au Vérificateur général du Québec, aux fins de suivi ou de vérification, tous ses livres comptables et registres se rapportant à l'entente.

26. L'**ORGANISME** conserve les pièces justificatives originales et les registres afférents aux sommes consenties dans le cadre de l'entente pour une période de trois (3) ans suivant la fin de celle-ci.

Communications

27. L'**ORGANISME** informe le **MINISTRE**, par écrit, de toute activité de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre de l'entente, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité.

28. L'**ORGANISME** souligne la contribution du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le **MINISTRE**, sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toute activité publique liés à l'entente.

Autres engagements

29. L'**ORGANISME** qui octroie une subvention conclut avec le bénéficiaire de celle-ci, une convention établissant les obligations de chacune des parties, y compris celle, pour le bénéficiaire, de collaborer à toute cueillette de données que ferait le **MINISTRE** pour évaluer la performance du Fonds.

30. L'**ORGANISME** assume seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assume seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'application de l'entente.

31. L'**ORGANISME** tient indemne et prend fait et cause pour le **MINISTRE**, le gouvernement du Québec et ses représentants advenant toute réclamation pouvant découler de l'entente.

32. L'**ORGANISME** rembourse au **MINISTRE**, dans les trois (3) mois d'une demande en ce sens, tout montant reçu en vertu de l'entente qui serait supérieur aux montants auxquels il a droit.

33. L'**ORGANISME** respecte les règles d'adjudication des contrats qui lui sont applicables et s'assure du respect par ses membres des codes d'éthique et de

déontologie dont l'adoption est prévue à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1).

SECTION 3 DÉROGATION À LA LOI SUR L'INTERDICTION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES

34. Lorsqu'il prend une mesure de développement local et régional en conformité avec les objets et les conditions d'utilisation du Fonds, l'**ORGANISME** peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (RLRQ, chapitre I-15). L'aide financière ainsi octroyée à un même bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 150 000 $ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois consécutifs.

35. Pour le calcul de la limite prévue à la clause 34, on ne tient pas compte de l'octroi d'un prêt consenti à même les sommes obtenues d'un fonds local de solidarité, et ce, jusqu'à concurrence de 100 000 $ pour la même période de référence de 12 mois, tel que prévu au quatrième alinéa de l'article 284 du chapitre 8 des Lois de 2015.

SECTION 4 DÉLÉGATION

36. L'**ORGANISME** qui souhaite confier l'exercice de sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif doit obtenir l'autorisation du **MINISTRE**, conformément à l'article 126.4 de la LCM. Lorsqu'il formule sa demande, l'**ORGANISME** transmet au **MINISTRE** :

a) la copie de la résolution de son conseil demandant l'autorisation de conclure l'entente de délégation;

b) un exemplaire de l'entente de délégation non signée.

37. L'autorisation de délégation obtenue du **MINISTRE** ne libère pas l'**ORGANISME** des obligations que lui impose la Loi, pas plus qu'elle ne le libère de celles auxquelles il souscrit dans la présente entente, notamment celles relatives à l'encadrement de la gestion du Fonds.

SECTION 5 MESURES TRANSITOIRES

38. Les dépenses admissibles au *Cadre de financement des activités des centres locaux de développement* que l'**ORGANISME** a réalisées du 1er janvier au 4 mai 2015, peuvent être remboursées à même la part du Fonds dont le **MINISTRE** lui délègue la gestion.

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sous-section 6.1 Disponibilité des crédits

39. Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours duquel il est pris, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Sous-section 6.2 Défauts, recours et résiliation

40. L'**ORGANISME** est en défaut lorsqu'il ne respecte pas les lois et règlements qui lui sont applicables, lorsqu'il ne respecte pas l'un ou l'autre des engagements auxquels il souscrit en vertu de la présente entente, lorsqu'il fait une fausse déclaration, lorsqu'il commet une fraude ou lorsqu'il falsifie un document.

41. En cas de défaut de l'**ORGANISME**, ou si de l'avis du **MINISTRE** il y aura vraisemblablement un défaut, le **MINISTRE** en avise l'**ORGANISME** et peut se prévaloir, séparément ou cumulativement, des recours suivants :

a) exiger que l'**ORGANISME** remédie au défaut dans le délai qu'il fixe;

b) réviser le niveau des sommes prévues à l'entente;

c) suspendre le versement des sommes prévues à l'entente;

d) cesser le versement des sommes prévues à l'entente;

e) exiger, sans délai, le remboursement, total ou partiel, des sommes prévues à l'entente ayant fait l'objet de versements;

f) résilier l'entente.

42. L'entente peut être résiliée :

a) en tout temps pour un cas de défaut prévu à la clause 40;

b) pour des motifs d'intérêt public.

Sous-section 6.3 Modification

43. Toute modification à l'entente est convenue entre les **PARTIES** et est constatée par un écrit.

Sous-section 6.4 Mandataire

44. L'**ORGANISME** ne peut interpréter cette entente de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec.

Sous-section 6.5 Incessibilité

45. Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou autrement transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable du **MINISTRE**.

Sous-section 6.6 Entrée en vigueur et durée

46. La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et se termine le 31 mars 2017.

Elle produit toutefois ses effets rétroactivement à partir du 5 mai 2015.

47. Les obligations prévues aux clauses 19 à 26 ainsi que 29 à 33 subsistent pour une période de trois (3) ans suivant la fin de l'entente.

Les obligations prévues aux clauses 40 à 42 peuvent être appliquées pour une période de trois (3) ans suivant la fin de l'entente.

SECTION 7 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

48. Le **MINISTRE**, aux fins de l'application de la présente entente, désigne la sous-ministre adjointe à la région métropolitaine du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, le **MINISTRE** en avise l'**ORGANISME** dans les meilleurs délais.

Madame Manon Lecours
Sous-ministre adjointe
Secrétariat à la Région métropolitaine
Tour-de-la-Bourse
2ième étage
800, rue du Square-Victoria, Bureau 2.00
C.P. 83
Montréal (Québec) H4Z 1B7 Canada

Téléphone : 514 873-8395
manon.lecours@mamot.gouv.qc.ca

49. De même, l'**ORGANISME** désigne son directeur général, pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, l'**ORGANISME** en avise le **MINISTRE** dans les meilleurs délais.

Ville de Montréal
275 rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6.

SECTION 9 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu la présente entente et ses annexes, en acceptent chacun des termes et y apposent leur signature.

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

_____ _____
Représenté par monsieur Sylvain Boucher Date et lieu
Sous-ministre

L'ORGANISME

_____ _____
Agissant par Me Yves Saindon Date et lieu
Greffier

ANNEXE A

Rapport annuel d'activités (clause 21)

Le rapport annuel d'activités produit par l'**ORGANISME** au bénéfice de la population de son territoire comprend trois sections, présentées ci-dessous. Il permet de faire état de l'utilisation des sommes en provenance du Fonds et des résultats atteints. L'**ORGANISME** détermine la façon de présenter l'information et peut y ajouter toute information qu'il juge pertinente.

Bilan :

- ✓ bilan des activités, par priorité d'intervention;

- ✓ le cas échéant, bilan de tout autre ensemble d'activités ayant requis plus de 5 % de l'aide financière reçue pour l'année et ayant bénéficié à une même clientèle, un même secteur d'activités ou un même secteur géographique;

- ✓ bilan financier :

    - montant équivalent à la part du Fonds dont le **MINISTRE** a délégué la gestion à l'**ORGANISME**;

    - le solde reporté de l'année précédente, le cas échéant, incluant les intérêts.

    - ajout de toute somme reçue en cours d'année du comité de transition ou à la suite du partage de l'actif d'un centre local de développement, le cas échéant;

    - montants versés, montants engagés et soldes à verser, le cas échéant;

    - répartition de l'utilisation du Fonds et des montants utilisés par l'organisme ou versés à un bénéficiaire pour la réalisation de projets, en fonction :
        - ❖ des objets du Fonds mentionnés à la clause 4 de l'entente;
        - ❖ des priorités d'intervention;

    - montants consacrés aux dépenses d'administration admissibles telles que définies à l'annexe B;

    - montants consacrés à la concertation avec tout autre organisme bénéficiant directement du Fonds en vue de réaliser des projets ou actions en commun ou d'harmoniser les actions et projets respectifs.

Listes des contrats de service, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional :

- ✓ liste des contrats de service, liste des aides à des entreprises privées, liste des aides à des entreprises d'économie sociale et liste des aides aux autres types de bénéficiaires, comprenant pour chaque contrat ou aide :

    - l'identification du bénéficiaire, le type d'aide, le début et la fin de l'engagement, le montant du Fonds versé par l'organisme et la valeur totale du contrat ou du projet pendant l'année, le montant à verser par l'organisme et la valeur totale prévus du contrat ou du projet pour chaque année à venir, le cas échéant, les contributions du ou des partenaires;

ANNEXE A
(suite)

- ✓ liste des ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement, comprenant pour chaque entente :

    - l'identification du principal ministère ou organisme partenaire, l'objet, le début et la fin de l'entente, le montant du Fonds utilisé ou versé par l'organisme et la valeur totale du projet pendant l'année, le montant et la valeur prévus pour chaque année à venir, le cas échéant et les contributions du ou des partenaires.

Délégation à un OBNL (clause 36) :

- ✓ le cas échéant, identité de l'organisme délégataire, mandat et budget confiés, ainsi que raisons de la délégation.

Données nécessaires aux fins d'évaluation de programme (clause 23)

Les données nécessaires aux fins d'évaluation de programme sont le bilan financier et les listes des contrats de service, des aides et des ententes sectorielles de développement local et régional mentionnés ci-haut. À ces données, s'ajoutent :

- ✓ le nombre de priorités d'intervention, et le secteur ou la clientèle que vise chaque priorité;
- ✓ un estimé du nombre total d'emplois créés ou maintenus par les projets d'entreprises;
- ✓ un estimé du nombre d'emplois créés ou maintenus par les projets structurants pour améliorer les milieux de vie;
- ✓ un estimé du nombre de personnes/année ayant donné des services-conseils aux entrepreneurs désirant lancer une entreprise ainsi qu'aux entreprises existantes, et nombre d'entrepreneurs et d'entreprises ayant bénéficié de ces conseils;
- ✓ un estimé du nombre de personnes/année ayant donné du soutien aux communautés et groupes communautaires et nombre de communautés ou de groupes ainsi aidés.

ANNEXE B

Les dépenses suivantes constituent les dépenses d'administration admissibles lorsqu'elles sont liées à l'administration de l'entente :

- ✓ salaires et charges sociales, au prorata du temps consacrés si les employés assument d'autres tâches;
- ✓ frais de déplacement et de repas que nécessite un déplacement;
- ✓ honoraires professionnels;
- ✓ frais de poste ou de messagerie;
- ✓ frais liés aux activités de communications pour les consultations ou pour faire connaître les décisions prises par les autorités compétentes;
- ✓ location de salles;
- ✓ fournitures de bureau;
- ✓ télécommunications et site Web;
- ✓ frais de formation;
- ✓ assurances générales;
- ✓ cotisations, abonnements et promotion;
- ✓ frais bancaires et intérêts;
- ✓ loyer et entretien des locaux;
- ✓ amortissement des actifs immobiliers;
- ✓ frais de représentation.

Par « administration de l'entente », on entend :

- ✓ la réalisation des priorités d'intervention (article 9) et des politiques (articles 10 et 12), incluant le cas échéant les activités de consultation que l'**ORGANISME** juge requis de tenir sur son territoire;
- ✓ l'analyse des projets reçus, la prise de décision par les autorités compétentes et les activités de communication pour faire connaître ces décisions;
- ✓ la reddition de comptes (rapport d'activités et saisies des données nécessaires aux fins d'évaluation de programme).

ANNEXE II

OBJECTIFS ET MODALITÉS DES MANDATS ACCORDÉS À L'ORGANISME

Les mandats délégués à l'**ORGANISM**E et leurs exigences sont décrits à la présente annexe. Le cas échéant, ces mandats peuvent aussi faire l'objet d'exigences additionnelles convenues entre la VILLE et l'ORGANISME.

Mandat 1 – Concertation en enfance

Description sommaire du pouvoir délégué	**Concertation –Enfance et adolescence**
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	Par sa Politique de l'enfant, la Ville vise à soutenir les actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie et offrir un continuum de services qui répond à leurs besoins En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville s'emploie ainsi à favoriser la mobilisation des acteurs tout en prônant la mise en commun de l'expertise et des ressources des intervenants, et ce avec l'aide des partenaires
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet *Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et en arrondissement ▪ Participer aux comités de travail issus des démarches concertées
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Appuyer et dynamiser la concertation régionale en petite enfance ▪ Assurer la coordination et l'animation des démarches concertées multisectorielles sur les transitions scolaires et sur les activités en saison estivale
Délimitation du mandat proposé	
Réalisations attendues	▪ Participer à la concertation régionale en matière de petite enfance ▪ Analyser les actions présentement en cours ou en développement sur l'île de Montréal sur les transitions scolaires et les activités en saison estivale et proposer des actions cohérentes et complémentaires au bénéfice de chaque réseau ▪ Assurer la promotion et la diffusion de l'information pertinente en matière de petite enfance à Montréal
Communautés et territoire visés	▪ Réseaux et organisations régionales engagées auprès des tout-petits (0-5 ans) ▪ Réseaux et organisations engagées auprès des jeunes de 0 à 17 ans ▪ Ville de Montréal
Domaine visé	Social
Typologie	Concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Politique de l'enfant et son plan d'action
	La Politique de l'enfant a pour objectif de développer le plein potentiel des jeunes (0-17 ans) montréalais. Plus précisément, elle vise à : ▪ Contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants;

	▪ Offrir un continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants, notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement; ▪ Soutenir des actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	130 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
1	19 500 $	10 500 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau de la Ville ou de l'agglomération	▪ Intégration de la table de concertation régionale en petite enfance ▪ Promotion et diffusion de l'information pertinente sur les sujets touchant la petite enfance ▪ Consultation des acteurs provenant des réseaux et organisations en liens avec les deux démarches de concertation
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de rencontres annuelles ▪ Liste des organisations impliquées dans la démarche ▪ Liste des recommandations formulées
- Qualitatifs	▪ Taux de participation des organisations ▪ Diffusion et promotion des actions ▪ Portée des actions concertées ▪ Diffusion des actions entreprises et des recommandations formulées et sensibilisation des acteurs du milieu

Volet 2 – Participation citoyenne des jeunes	
Description sommaire du pouvoir délégué	▪ Animer la concertation du Forum jeunesse de l'île de Montréal ▪ Favoriser le participation citoyenne des jeunes ▪ Soutenir les conseils jeunesse d'arrondissement
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 vise à favoriser le renforcement d'une jeunesse engagée, adéquatement formée, physiquement et culturellement active, épanouie et reconnue dans son milieu de vie. En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville s'emploie ainsi à connaître les besoins des jeunes et à soutenir leur engagement citoyen, et à répondre à ces besoins avec l'aide des partenaires. Concertation Montréal animera la concertation des organismes jeunesse de l'île de Montréal : le Forum jeunesse.
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le *volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie.*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilité de la Ville	▪ Effectuer les démarches ainsi qu'assurer les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et d'arrondissement.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Animer la concertation des groupes et organisations jeunesse sur le territoire de l'agglomération ▪ Favoriser la prise en main, par les jeunes, de leur propre développement ▪ Assurer une veille sur les enjeux touchant la jeunesse ▪ Favoriser une culture de participation citoyenne et d'engagement démocratique chez les jeunes
Délimitation du mandat proposé	
Communauté et territoire visés	Jeunes de moins de 30 ans (avec différentes tranches d'âge selon les projets) de l'agglomération de Montréal
Domaine des initiatives souhaitées	Social
Typologie des initiatives attendues	Expertise en coordination, en formation et en concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	▪ Stratégie d'action jeunesse ▪ Politique de l'enfant
	La Politique de l'enfant et son plan d'action a pour objectif de développer le plein potentiel des jeunes (0-17 ans) montréalais. La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 comprend un axe sur la gouvernance et l'engagement citoyen. Plus précisément, les orientations visent à : ▪ accentuer les moyens et les actions permettant aux jeunes de participer comme citoyens à l'espace public et de s'engager dans les organes consultatifs et décisionnels; ▪ promouvoir les actions d'engagement citoyen auprès des jeunes et souligner l'implication de ceux qui réalisent des projets importants par des activités de reconnaissance. Par son action, Concertation Montréal contribuera aux objectifs de la Ville en assurant : ▪ la coordination et la réalisation des formations *Prends ta place à l'école* et *Prends ta place dans ta communauté* aux élèves du primaire (2e cycle) et du secondaire; ▪ la mise en place et le soutien de conseils jeunesse d'arrondissements (CjA) au sein des 19 arrondissements de la Ville de Montréal sur un modèle s'inspirant de celui du Conseil

	jeunesse de Montréal (CjM).
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	250 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	46 500 $	63 500 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau local	▪ Consultation et concertation des jeunes ▪ Mobilisation des jeunes ▪ Accompagnement des jeunes des CjA dans leur prise de parole auprès de leur arrondissement ▪ 25 formations *Prends ta place* données dans les écoles et auprès des organismes montréalais
- Au niveau de la Ville ou de l'agglomération	▪ Amélioration de la concertation jeunesse ▪ Amélioration de la connaissance des enjeux jeunesse (en arrondissements, etc.) ▪ Meilleure participation des jeunes aux enjeux municipaux et de la collectivité montréalaise
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de rencontre de concertation ▪ Nombre d'organismes jeunesse participants ▪ Nombre de CjA créés/an ▪ Nombre de formations offertes ▪ Nombre de commissions scolaires participantes ▪ Taux de participation des jeunes aux formations
- Qualitatifs	▪ Évaluation positive des jeunes et du personnel enseignant ▪ Éléments de discussion des participants, témoignant de leurs préoccupations et de leurs besoins ▪ Participation active des jeunes à la vie de l'arrondissement à travers l'élaboration de projets rassembleurs pour les jeunes ▪ Meilleure compréhension par les jeunes concernant les enjeux de la collectivité montréalaise

Mandat 3 – Concertation en éducation

Description sommaire du pouvoir délégué	Concertation en éducation
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie
Objectif :	▪ Favoriser l'établissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal d'étudiants internationaux
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Animer la concertation des acteurs de l'éducation et du savoir du niveau post-secondaire. ▪ Animer la communauté post-secondaire avec des projets de mobilisation de ces acteurs dans les domaines de la veille, de la valorisation, de la recherche et du transfert de connaissances.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Être un partenaire actif à la table de concertation des établissements postsecondaires et du milieu concerné en matière d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux. ▪ Assurer une veille relative au sujet précité. ▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de rétention des étudiants étrangers ▪ Collaborer aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de persévérance scolaire
Délimitation du mandat proposé	
Communautés et territoire visés :	Étudiants internationaux inscrits dans les établissements postsecondaires de l'agglomération de Montréal
Domaines visés	▪ Accueil des étudiants internationaux
Politique et plan d'action municipal appuyés par la réalisation du mandat	▪ Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017
	▪ En concertant les acteurs susceptibles de poser des actions permettant d'assurer l'accueil des étudiants étrangers dans le but de favoriser l'intégration de cette jeunesse étudiante à la communauté montréalaise. ▪ En favorisant le rayonnement international de Montréal.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	335 000 $

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	50 250 $	84 750 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte	
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	▪ Hausse de la rétention des étudiants internationaux ▪ Hausse des synergies entre les acteurs de l'éducation et leurs partenaires

	▪ Partage de l'information recueillie par la veille
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de partenaires en matière d'attraction, d'accueil, de rétention et d'intégration des étudiants internationaux (moyenne annuelle) ▪ Nombre d'analyses et de positionnements relatifs au mandat ▪ Nombre d'initiatives proposées en matière d'attraction et d'accueil des étudiants internationaux ▪ Nombre de rapports de veille pertinents
- Qualitatifs	▪ Compréhension des enjeux ▪ Engagement des partenaires dans la concertation ▪ Engagement des partenaires dans la mise en œuvre des suggestions et des initiatives proposées ▪ Amélioration du partage des interventions avec le milieu ▪ Positionnement de l'agglomération face aux autres régions du monde

Mandat 4 – Mobilisation des organisations partenaires externes au Plan Montréal durable 2016-2020

Description sommaire du pouvoir délégué	**Soutien à la mobilisation de la collectivité (organisations partenaires externes) pour le Plan Montréal durable 2016-2020**
Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	Le Plan Montréal durable 2016-2020 (Plan 2016-2020) repose sur la mobilisation et l'engagement de la collectivité et de l'administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, pour faire de Montréal une métropole durable. En collaborant avec Concertation Montréal, la Ville souhaite augmenter le nombre, la mobilisation et l'engagement d'organisations partenaires externes, les outiller et les soutenir dans le but de multiplier les projets et actions de développement durable sur le territoire. La Ville de Montréal s'attend à ce que Concertation Montréal : 1- Suscite le développement et le dépôt de projets dans le cadre de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal (cible : minimum 50 nouveaux projets). 2- Recrute de nouvelles organisations partenaires externes qui s'engagent à réaliser des actions du Plan Montréal durable 2016-2020 (cible : minimum 270 nouvelles organisations partenaires). 3- Offre un soutien à la mobilisation à l'ensemble des organisations partenaires externes du Plan. Pour remplir son mandat, la Ville de Montréal s'attend à ce que Concertation Montréal : o Mobilise les partenaires et la collectivité autour de la réalisation de projets et d'initiatives en lien avec les défis, cibles collectives, priorités et actions identifiés au Plan 2016-2020. o Accompagne les partenaires dans la mise en œuvre de leurs engagements (appui technique, formation, soutien financier, mentorat, communauté de pratique, etc.). o Favorise les collaborations, le réseautage entre partenaires et développe des partenariats (outils de dialogue et de réseautage). o Organise des événements et des activités et développe des outils de communication et d'information nécessaires et assure une visibilité des partenaires en lien avec leurs engagements. o Effectue la promotion du Plan 2016-2020 ainsi que celle de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal. o Agit comme gestionnaire de communautés en animant les médias sociaux et/ou plateformes virtuelles diverses. o S'enquière des besoins des partenaires et de leur taux de satisfaction en regard des activités et outils proposés. o Effectue le suivi et la reddition de comptes. La Ville de Montréal s'attend également à ce que le processus de délégation soit transparent auprès des partenaires du Plan Montréal durable 2016-2020 et de la collectivité, pour ce faire les communications, événements et activités doivent : o Mettre à l'avant-plan la Ville de Montréal et le Plan Montréal durable 2016-2020. o Être à l'image de Montréal durable 2016-2020. o Être perçus comme une initiative de Montréal durable 2016-2020 et de la Ville de Montréal, organisés ou pilotés par Concertation Montréal à titre de mandataire pour le soutien à la mobilisation de la collectivité pour Montréal durable 2016-2020.

	Cette préséance de la Ville de Montréal doit être mise de l'avant lors des allocutions et des outils de communication développés ainsi que lors des contacts avec les partenaires. Les autres obligations en matière de communication/visibilité en lien avec le soutien financier du fonds s'appliquent.
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie s
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	En général, la Ville de Montréal est responsable en ce qui concerne les mandats proposés de : o Effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, politiques, corporatives et en arrondissement. o Définir les orientations pour la mise en œuvre du mandat. o Communiquer périodiquement au mandataire les besoins et priorités du Bureau du développement durable en lien avec la mobilisation des partenaires. o Contribuer à l'élaboration et approuver le plan de travail annuel proposé (livrables, échéancier, cibles). o Participer au comité de suivi. o Assurer la cohérence des réalisations du mandataire avec le plan de communication et les défis, cibles collectives, priorités et actions identifiés au Plan Montréal durable 2016-2020. o Coordonner les initiatives proposées avec les autres activités liées au Plan Montréal durable 2016-2020. o Approuver le contenu et la forme des outils de communication et d'information et des scénarios d'événements et contribuer à leur élaboration (contenu). o Déterminer les critères de diffusion pour les messages sur les réseaux sociaux. o Décider de l'emplacement des pages WEB développées (site web de la Ville ou autres). o Assurer les communications directes avec les organisations partenaires au Plan. o A le pouvoir décisionnel sur les questions de priorité d'intervention et d'échéancier. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 1 du mandat – projets plateforme Faire Montréal, la Ville de Montréal est responsable : o D'arrimer le plan d'action proposé avec ceux des deux autres démarches de la plateforme Faire Montréal soit Je Fais Montréal et Montréal, ville intelligente et numérique. o De fournir une grille de critères pour les projets et de valider les projets qui pourront être déposés sur la plateforme. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 2 du mandat – recrutement de nouvelles organisations partenaires externes, la Ville de Montréal est responsable de : o Collaborer à l'élaboration et d'approuver la stratégie de recrutement. o Approuver la liste des nouvelles organisations partenaires potentielles. o Arrimer les actions de recrutement avec celles effectuées préalablement par le Bureau du développement durable dans le cadre du renouvellement de l'engagement des partenaires du plan 2010-2015. Malgré la délégation des mandats, les responsabilités suivantes

	demeurent celles de la Ville de Montréal : o Siéger au comité de gouvernance de la plateforme Faire Montréal. o Renouveler l'engagement des 230 organisations partenaires du plan 2010-2015. o Organiser les deux rencontres annuelles des partenaires. o Organiser le Gala de reconnaissance en environnement et développement durable. o La Ville de Montréal demeure propriétaire de la liste des personnes ressources des organisations partenaires, incluant leurs coordonnées.
- Responsabilités de Concertation Montréal	La Ville de Montréal délègue à Concertation Montréal : o la responsabilité de susciter le développement et le dépôt d'au moins 50 projets dans le cadre de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal; o le recrutement d'au moins 270 nouvelles organisations externes s'engageant au plan Montréal durable 2016-2020; o le soutien à la mobilisation des organisations partenaires au plan Montréal durable 2016-2020. En général, Concertation Montréal est responsable en ce qui concerne les mandats proposés de : o Coordonner le comité de suivi du mandat. o Réaliser le mandat en regard des orientations définies par la Ville de Montréal. o Proposer un plan de travail annuel comprenant des livrables, un échéancier, des cibles annuelles, etc. o D'élaborer et de faire approuver le contenu et la forme des différents outils (communication, information, etc.) et des scénarios d'événements. o Assurer la promotion du Plan 2016-2020 ainsi que celle de la démarche Montréal durable de la plateforme Faire Montréal auprès des publics cibles identifiés. o Assurer une visibilité de la démarche et des engagements et réalisations des partenaires notamment sur le WEB et les réseaux sociaux. o Développer des indicateurs et mettre en œuvre des actions pour évaluer les besoins et le taux de satisfaction des partenaires. o D'assurer un suivi et une reddition de comptes régulière auprès de la Ville de Montréal de l'état d'avancement du plan de travail. + autres outils de suivi indiqués à la présente convention. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 1 du mandat – projets plateforme Faire Montréal, Concertation Montréal est responsable de : o Respecter la grille de critères fournie par la Ville de Montréal pour les projets qui pourront être déposés sur la plateforme. o Accompagner les partenaires (formation, soutien technique, financier et mentorat, etc.). – Définir le type d'accompagnement qui sera offert. o Développer des outils, programmes ou autres initiatives pour stimuler le dépôt de projets. o Organiser des événements d'émulation et de réseautage (min. 2 par année) pour stimuler l'émergence de projets collaboratifs de développement durable. o Assurer l'animation de la démarche Montréal durable sur la plateforme – agit à titre de Gestionnaire de la communauté, par

	exemple : ▪ Publication de nouvelles ▪ Publication d'appel à tous ▪ Mise à jour du suivi des projets ▪ Réponses aux questions des utilisateurs et citoyens. Plus spécifiquement, en lien avec le volet 2 du mandat – recrutement de nouvelles organisations partenaires, Concertation Montréal est responsable de : o Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de recrutement de nouvelles organisations partenaires. o Élaborer une liste de nouvelles organisations partenaires potentielles et effectuer le démarchage auprès de celles-ci. o Développer un argumentaire avec les bénéfices pour les organisations externes à s'engager à Montréal durable 2016-2020 et des outils de promotion/démarchage. o Développer des ententes de collaboration/partenariats avec des têtes de réseaux pour inciter leurs membres/abonnés à devenir partenaires. o Organiser des activités ou participer à des événements pour faire connaître le Plan 2016-2020 et de recruter de nouvelles organisations partenaires (stands, etc.). Plus spécifiquement, en lien avec le volet 3 du mandat – soutien à la mobilisation des organisations partenaires, Concertation Montréal est responsable de : o Organiser des activités et événements (au minimum 2 par année) et développer des outils à l'intention des organisations partenaires du Plan 2016-2020 permettant : ▪ Formation ▪ Accompagnement (par exemple, banque d'heures de professionnels pour mise en œuvre) ▪ Réseautage ▪ Visibilité ▪ Maximiser la collaboration. o Parmi les outils à produire, Concertation Montréal devra développer des fiches d'information portant sur les actions du plan et les mettre à jour (au minimum 20 fiches, soit une par action) o Organiser des activités/développer des outils à l'intention des employés des organisations partenaires visant à faire connaître l'engagement de leur organisation au Plan 2016-2020.
Délimitation du mandat proposé	Le mandat vise les organisations partenaires externes actuels et potentiels du Plan Montréal durable 2016-2020 (OBNL, ICI, corps publics, associations, etc. de l'agglomération de Montréal).
Les activités du mandat concernent les domaines suivants : - social; - environnemental; - économique.	Développement durable (économie, environnement, social), selon les 4 priorités identifiées au Plan Montréal durable 2016-2020, soit : 1- Réduire les émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles 2- Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources 3- Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé 4- Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable

Le mandat permettra de	○ Soutenir le développement de projets en développement durable (entrepreneuriat). ○ Développer des affaires et de partenariats (démarchage de nouveaux partenaires). ○ Mobiliser – Soutenir la mobilisation des partenaires pour la réalisation d'actions en développement durable – Formation, accompagnement, réseautage, promotion, collaboration. ○ Développer des outils de communication et d'information numériques et autres. ○ Organiser des événements et des activités. ○ Animer des médias sociaux, des communautés de pratique, etc. (gestion de communautés).
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Plan Montréal durable 2016-2020
	La réalisation des mandats proposés appuie la mise en œuvre du Plan Montréal durable 2016-2020 qui repose sur la mobilisation et l'engagement de la collectivité et de l'administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, pour accélérer la viabilité de la métropole. Dans le cadre du Plan Montréal durable 2016-2020, des cibles collectives émanant de divers exercices de planification à la Ville de Montréal ont été identifiées et ne pourront être atteintes qu'en combinant la contribution de la collectivité à celle de la Ville. Les mandats proposés répondent au volet Mobilisation du Plan et plus précisément aux actions 18 – Mobiliser les organisations, les citoyens et les employés et 19 – Faire connaître les bonnes pratiques et augmenter les initiatives de développement durable. Ces mandats visent aussi à assurer la mise en œuvre du Plan d'action des organisations partenaires.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	**650 000 $**

Répartition budgétaire

Nombre minimal de personne-année requise	Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal	Somme minimale réservée aux événements/activités (min. 4 par année)	Somme minimale réservée aux projets et activités de communication	Somme minimale réservée au développement d'outils, aux services et aux projets
2	97 500 $	70 000 $	92 500 $	190 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	○ Planification annuelle des activités comportant des livrables, un échéancier et des cibles (pour approbation par la Ville de Montréal) ○ Rapports semestriels et annuels ○ Rapport final
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	○ Augmenter la pénétration et l'impact du Plan Montréal durable 2016-2020 auprès de la collectivité ○ Stimuler le développement de projets collaboratifs de développement durable à Montréal en lien avec les 3 défis, les 4 priorités et les actions du Plan 2016-2020 ○ Contribuer à l'atteinte des cibles collectives de développement durable identifiées au Plan Montréal durable 2016-2020

	○ Outiller les organisations montréalaises dans la réalisation d'actions en développement durable en lien avec les 4 priorités du Plan ○ Favoriser le partenariat et les collaborations pour la réalisation d'initiatives en développement durable ○ Faire rayonner les initiatives de développement durable de la collectivité montréalaise aux niveaux local et régional ○ Mobiliser la collectivité à faire de Montréal une métropole durable en utilisant des outils technologiques innovants ○ Communiquer les résultats sur les réseaux sociaux ou autres plateformes
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	**Les cibles précises pour ces indicateurs seront déterminées annuellement lors de l'élaboration de la planification annuelle, à moins d'indication contraire.** **Volet 1 : Développement – Projets plateforme Faire Montréal** ○ Nombre de nouveaux projets mis en ligne sur la plateforme Faire Montréal pour la démarche Montréal durable (min. 50 dans le cadre de l'entente) – Par catégories ○ Nombre d'événements et d'activités organisés, en lien avec la plateforme Faire Montréal (démarche Montréal durable) pour susciter l'émergence de projets collaboratifs (min.2/année) ○ Nombre d'organisations partenaires accompagnées (par type d'accompagnement) ○ Nombre d'outils développés ○ Nombre d'abonnés, d'appuis et de partenaires par projet déposé ○ Nombre de partenariats, connexions et/ou échanges créés avec et entre les partenaires ○ Gestionnaire de communauté : Nombre de nouvelles et d'appels à tous publiés, Nombre de questions/réponses des utilisateurs et citoyens, Nombre de projets mis à jour, etc. **Volet 2 - Recrutement de nouvelles organisations partenaires** ○ Nombre de nouvelles organisations partenaires externes engagées au Plan (min. 270 dans le cadre de l'entente) - Évolution mensuelle en nombre et % par catégories. ○ Nombre de nouveaux partenaires contactés (par catégories) ○ Nombre d'outils développés (argumentaire, etc.) ○ Nombre d'ententes/partenariats développés avec des têtes de réseaux ○ Nombre d'initiatives/activités de recrutement (stands, etc.) **Volet 3 – Soutien à la mobilisation des organisations partenaires** ○ Nombre d'activités/événements organisés pour soutenir la mobilisation ○ Nombre d'outils développés ○ Nombre de partenariats, connexions et/ou échanges créés avec et entre les partenaires **Communication :** ○ Nombre de relance sur les réseaux sociaux (Twitter, FB, etc.) ○ Nombre d'applications utilisées/développées ○ Nombre d'activités et d'outils de promotion et de communication développés

	○ Nombre de mentions dans les médias ○ Nombre d'abonnés/j'aime/ etc. sur les pages liées à Montréal durable 2016-2020 ○ Nombre de visiteurs sur le site ville.montreal.qc.ca/développement durable
- Qualitatifs	**Pour chacun des volets du mandat :** ○ Taux de satisfaction des partenaires (par catégories) - Identification des besoins des partenaires ○ Taux de participation des partenaires aux activités ○ Taux d'utilisation par les partenaires des outils développés ○ Taux de mise en œuvre/réalisation des engagements par les organisations partenaires ○ Taux de notoriété du Plan Montréal durable 2016-2020 auprès des organisations montréalaises ○ Taux de notoriété de l'engagement des organisations partenaires au Plan Montréal durable 2016-2020 auprès de leurs employés, clients, etc.

Mandat 5 : Sensibilisation et mobilisation en matière de parité et d'équité

Description sommaire du pouvoir délégué	**Parité / Équité**
1. Description détaillée de l'objet du mandat	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet *Mobilisation des communautés et soutien à la réalisation des projets structurants pour améliorer les milieux de vie*
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville	▪ Effectuer les recommandations et / ou nominations de représentants sur différents comités/conseils placés sous sa compétence. ▪ Effectuer la sensibilisation des entreprises en matière d'employabilité de la diversité.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Animer des carrefours d'acteurs montréalais qui traitent de parité et d'équité afin d'assurer une meilleure représentativité dans les lieux décisionnels ainsi que dans les différents aspects de la vie montréalaise. ▪ Développer et tenir à jour une banque de candidatures en fonction de l'expertise, de l'origine et du genre. ▪ Promouvoir les modèles de réussite
Délimitation du mandat proposé	
- Réalisation de projets structurants, précisez et circonscrire les domaines visés :	Le développement d'une banque de candidatures permettra à la Ville de recevoir, sur demande, des recommandations de nominations liées aux diversités. Pour ce faire, et avoir des candidatures de calibre, le mandat demande d'animer des carrefours d'acteurs (y compris le Conseil interculturel, conseil jeunesse et conseil des Montréalaises) qui visent une plus grande diversité dans les organisations afin : ▪ d'accroître la participation des groupes sous-représentés dans les lieux décisionnels des organisations montréalaises ▪ de contribuer à l'émergence de candidatures provenant de ces diversités et à leur réussite, ▪ d'accroître les synergies visant la participation économique, sociale et démocratique des différentes communautés et populations à la vie montréalaise
La communauté et le territoire visés	▪ La population montréalaise ▪ L'ensemble des organisations (OBNL, ICI, corps publics, associations, sociétés municipales et paramunicipales, etc.) de l'agglomération de Montréal (partenaires potentiels)
Le domaine des projets souhaités	Social
La typologie des projets souhaités	Concertation
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal
	Pour viser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, la Ville peut compter sur de nombreux partenaires avec qui elle collabore pour mener à bien son ambition. En réalisant son mandat et en menant des actions avec la collectivité montréalaise, complémentaires à celles incluses dans le Plan d'action 2015-2018 de la Politique, CMTL contribuera à augmenter la représentation de la diversité dans les organisations montréalaises.
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	

Financement de la compétence déléguée		
Budget annuel total	300 000 $	
Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
2	45 000 $	55 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyen utilisé	Comité de suivi
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	▪ Rapport mi-année ▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
Au niveau de l'agglomération	Contribuer à augmenter la représentativité de la diversité dans les lieux décisionnels montréalais ainsi que la parité, l'équité et la représentativité dans la société montréalaise
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre d'organisations rejointes pour une sensibilisation qui visent une plus grande diversité dans les organisations ▪ Nombre de candidatures provenant de ces diversités qui trouvent un lieu décisionnel grâce au travail de Concertation Montréal ▪ Nombre de personnes dans la banque de candidatures permettant à la Ville de recevoir, sur demande, des recommandations de nominations liées aux diversités ▪ Nombre de formations donné dans un objectif d'une plus grande diversité dans les organisations. ▪ Nombre de citoyens formés
- Qualitatifs	▪ Augmentation de la participation des groupes sous-représentés dans les lieux décisionnels des organisations montréalaises ▪ Nombre de modèles de réussite valorisés

Mandat 6 – Appui aux saines habitudes de vie

Description sommaire du pouvoir délégué	Gestionnaire des fonds dans le cadre d'une Entente régionale multipartite convenue entre les partenaires financiers et relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, soit la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR – SHV)
- Description des attentes de la Ville envers Concertation Montréal	1. Une gestion des fonds associés à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie. (TIR – SHV) 2. Une participation au « Comité de gestion » de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie. Ce Comité de gestion de l'entente multipartite est composé des partenaires financiers contribuant à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie (TIR - SHV) et signataires de l'Entente régionale s'y rattachant. 3. Obtention d'une approbation des partenaires financiers et membres du Comité de gestion autorisant Concertation Montréal à agir comme responsable de la gestion des fonds et employeur dans le cadre d'une Entente régionale multipartite. Dans ses responsabilités, Concertation Montréal doit travailler à la recherche de consensus avec les partenaires financiers dans les décisions de gestion relatives aux fonds et aux employés. Cette gestion collective ne doit cependant pas nuire à l'exercice des responsabilités juridiques qui incombent à Concertation Montréal. 4. Une transparence dans les suivis, rapports, audits et la reddition de comptes avec l'ensemble des partenaires est essentielle. 5. Une gouvernance collective est établie au sein de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, depuis de nombreuses années. Le maintien de ce climat est exigé par les partenaires majeurs de cette instance. Cela implique une reconnaissance de l'expertise des partenaires ainsi qu'un respect des responsabilités respectives et de leurs contributions.
Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet « Soutien à la municipalité en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services ».
Le partage des responsabilités	
- Responsabilités de la Ville (Service de la diversité sociale et des sports - SSDS)	▪ Partenaire, comme observateur avec droit de parole, de l'Entente régionale multipartite relative à l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie, incluant ses deux mobilisations. ▪ Participant actif au comité de gestion de l'Entente régionale et aux chantiers de travail. La participation d'élus et du personnel administratif du SSDS et du Bureau du développement durable est effective. ▪ Responsable d'effectuer les démarches et les liens avec les différentes instances municipales, corporatives et en arrondissement. Les liens avec les instances politiques, au besoin. ▪ Répondant de ce volet auprès du Service du développement économique pour le suivi auprès du MAMOT. Dépôt des bilans et de la reddition de comptes à termes. Établissement des exigences pour la reddition de comptes demandées à Concertation Montréal. Pour ce volet, le personnel du SSDS a la responsabilité de recevoir les bilans et la reddition de comptes, pourra demander les correctifs, au besoin, et assurera la transmission des documents approuvés.
- Responsabilités de Concertation Montréal	▪ Gestion des fonds des différents partenaires de l'Entente régionale multipartite à convenir et de tout autre partenaire ou contribution financière souhaitant s'y joindre pour la promotion des saines habitudes de vie et de leurs mobilisations

	afin de répondre à la volonté des partenaires de réaliser une seule reddition de compte pour tous les bailleurs de fonds. ▪ Participer au comité de gestion de l'Entente régionale. Le principe de gestion collective s'applique à la gestion financière et administrative des contributions allouées par les partenaires ainsi qu'aux développements potentiels qui pourraient être convenus avec les partenaires en ce sens. Il en est de même pour les ressources humaines. La Ville demande à ce que Concertation Montréal établisse une gestion collective qui se traduit par le partage de responsabilités entre les partenaires, la transparence et la prise de décisions démocratiques (par exemple, la constitution de comités, le choix des lieux décisionnels, la mise en place de mécanismes de suivi, etc.) et ce, afin d'assurer une saine gestion. Cette approche est garante d'effets durables tout en répondant aux attentes des partenaires majeurs. ▪ Gestionnaire des ressources humaines – répartition des rôles et responsabilités : o Embauche, mandat, suivi et évaluation des contributions : Comité de gestion de l'entente et des ressources de coordination MPA et SAM o Gestion quotidienne en ressource humaine: paye, vacances, assurances etc. : C Mtl o Cas litiges : mécanismes à définir entre C Mtl et le comité de gestion de l'entente
Délimitation du mandat proposé	
Le territoire visé :	L'instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie couvre le territoire de l'Agglomération.
Les objectifs visés	La gestion des fonds regroupés dans le cadre de l'Entente multipartite
L'expertise ou le service recherché	Gestionnaire de fonds et des ressources humaines.
Politique ou plan d'action municipal appuyé	▪ Politique de développement social de la Ville de Montréal (en cours) ▪ Plan Montréal durable 2016-2020 ▪ Politique du sport et de l'activité physique (Montréal, Physiquement active) ▪ Politique de l'enfant
Informations complémentaires	Cette délégation de gestion des fonds, relative à l'Entente régionale multipartite sur les saines habitudes de vie, permet à la Ville de Montréal de concerter et d'agir de manière intégrée avec l'ensemble des partenaires montréalais concernés. Les partenaires financiers majeurs dont Fonds Québec en forme, le Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation du Québec, la Direction régionale de santé publique de Montréal, souhaitent investir considérablement dans la mise en place d'actions et de projets structurants. Ils assureront le relais avec l'ensemble de leur réseau et les mobiliseront, du régional au local, sur l'ensemble du territoire montréalais et des villes liées. Tout en favorisant la consolidation de l'Instance régionale de concertation sur les saines habitudes de vie (et de ses deux mobilisations), cette initiative permet à la Ville de Montréal, tant les services centraux, les arrondissements que les villes liées, de maximiser son pouvoir d'action et ses investissements en joignant ses forces à celles de partenaires financiers majeurs et à plus de 300 partenaires provenant de tous les milieux et déjà engagés. L'impact et les bénéfices concrets de ces actions profiteront à toutes les citoyennes et tous les citoyens, prioritairement les plus démunis, les enfants et les familles, les populations immigrantes, etc. De manière durable, cette initiative permet d'atteindre plus efficacement les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire

	et de saine alimentation, le développement d'environnements favorables à un mode de vie physiquement actif et l'adoption de saines habitudes. De manière plus spécifique, l'implication des entreprises et du privé du secteur de l'alimentation et de l'agroalimentaire pourra être accrue par un travail sur l'ensemble du système alimentaire montréalais et l'implication du MAPAQ.
Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
- Budget ($)	▪ 150 000$ / an / 3 ans : ressources professionnelles, activités et projets (une répartition sera définie par le comité de gestion et en fonction de l'apport des autres partenaires financiers) ▪ D'autres ressources seront payées par d'autres partenaires financiers dans le cadre de l'entente régionale multipartite à venir.
Sources de financement :	Fonds de développement des territoires et financement multipartite provenant des Fonds Québec en forme, de Direction régionale de la santé publique, et autre contributeur, comme le MAPAQ

Répartition budgétaire		
Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
À déterminer par le comité de gestion des fonds	0 $	150 000 $

Influence de la Ville sur les travaux et actions	
Moyens utilisés	▪ Nommer la Ville de Montréal et ses représentants comme membre observateur avec droit de parole du Comité de gestion de l'instance régionale ▪ Introduire les unités d'affaires de la Ville et des arrondissements aux travaux de MMS et de ses deux mobilisations MPA et C-SAM
Paramètres de reddition de compte de Concertation Montréal	
Indicateurs de performance	
- Quantitatif (objectifs et mesurables)	▪ Rapport financiers trimestriels des revenus et des dépenses du Comité de gestion de l'instance régionale par mobilisation et par projets. ▪ Rapport détaillé annuel des revenus et dépenses. ▪ Comptes rendus trimestriels des rencontres du Comité de gestion de l'instance régionale. ▪ Conseil et assistance au Comité de gestion de l'instance régionale dans ses démarches d'obtention de l'incorporation comme (OBNL), incluant les deux mobilisations. ▪ Informations nécessaires à la production du rapport d'audit annuel. ▪ Présence à toutes les rencontres du Comité de gestion multipartite de l'instance régionale (4 par année).
- Qualitatif	Qualité de la production des rapports et états financiers.
Modalité de partage de l'actif et du passif découlant de l'application de l'entente lorsque celle-ci prend fin	
- Détermination des actifs et des passifs	Les actifs qui pourraient être acquis durant la période de l'Entente, devront être remis à l'instance régionale sur les saines habitudes de vie, à la fin de la présent entente.

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie

Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV) de Montréal

Un mouvement collectif pour que tous les Montréalais puissent vivre dans des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie

Depuis 2009, chaque région est invitée à former une instance régionale intersectorielle pour mobiliser les partenaires régionaux de différents secteurs en faveur des saines habitudes de vie. Ces tables reçoivent un soutien financier de Québec en Forme. À Montréal, une première table régionale a vu le jour en 2010.

Aujourd'hui, la TIR-SHV de Montréal, dénommée *Montréal, Métropole en santé* est coprésidée par la Ville de Montréal et la Direction régionale de santé publique.

Montréal, Métropole en santé s'appuie sur deux grandes mobilisations partenariales : Montréal physiquement active (MPA) et le Système alimentaire montréalais (SAM)

- Ensemble, MPA et SAM réunissent près de trois cents partenaires ;
- Et plus d'une centaine de partenaires directement impliqués dans des groupes de travail pour l'actualisation des actions structurantes ;
- Pour 2014-2016, c'est un soutien de 1,9 million $ de Québec en forme qui a servi de levier pour un plan d'action concerté appuyé par ses partenaires ;

Ce sont plus de cinquante projets concrets qui se déploient partout à travers la ville de Montréal portés par un collectif de partenaires qui ont tous le même objectif :

« Créer des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie ».



SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE

Notre TIR-SHV : Montréal métropole en santé

MISSION

Montréal, Métropole en santé, accompagne, reconnait et soutient des mesures structurantes et durables issues des mobilisations intersectorielles afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais.

VISION

En 2025, *Montréal, Métropole en santé* est reconnue comme le réseau incontournable qui fait de Montréal une métropole innovante pour la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.

VALEURS

Nous travaillons en misant sur des valeurs d'équité, de leadership partagé et de collaboration.

6 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES :

- Mettre en commun les forces et expertises des acteurs des réseaux publics, privés et communautaires
- Maintenir les partenaires mobilisés dans l'élaboration de projets structurants et durables
- Accroitre la visibilité, la notoriété et le rayonnement des mobilisations par la promotion des initiatives porteuses de ses partenaires
- Développer des partenariats stratégiques et de nouvelles avenues de financement pour pérenniser les mobilisations et les actions intersectorielles
- Renforcer notre capacité à évaluer les retombées de leurs actions afin de soutenir une prise de décision éclairée
- Maintenir un maillage fort entre les mobilisations et avec les mobilisations locales pour une meilleure synergie et une cohérence dans nos actions

La ville : un acteur de premier PLAN

La Ville de Montréal a toujours été un acteur de premier plan au sein de la TIR-SHV et des mobilisations. Dès la première mouture de la table en 2010, la Ville était présente. Depuis 2014, la Ville de Montréal copréside la TIR-SHV avec la Direction régionale de santé publique.

MPA : La Ville de Montréal a animé le Sommet MPA en 2014, a adopté la Charte de Toronto et une politique de l'activité physique en 2015.

SAM : La Ville de Montréal a adopté le pacte de Milan pour l'alimentation et une résolution pour la mise en place d'un Conseil des Politiques alimentaires qui sera fusionné au SAM .

Cinq services de l'administration de la Ville de Montréal sont impliqués depuis 2013 à plusieurs niveaux dans les concertations SAM et MPA : diversité sociale et des sports, transport, grands parcs, aménagement et planification, développement durable

C'est aussi la participations actives de plusieurs directions d'arrondissements et leurs équipes à la concrétisation de projets favorisant un mode de vie sain.



LES MOBILISATIONS : AU CŒUR DE NOTRE ACTION

RÔLES DES MOBILISATIONS

- Espace de concertation régional et de maillage local (mobilisation, réseautage, plan d'action concerté intersectoriel)
- Expertise-conseil auprès des partenaires (transfert de connaissances, la formation et la mise en valeur des pratiques et initiatives porteuses)
- Incubateur d'initiatives structurantes issus des partenariats et levier financier régional
- Plaidoyer pour des politiques publiques favorables aux saines habitudes de vie dans une perspective de développement durable

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ



DES ACTIONS CONCRÈTES

✱ Prendre soin de notre monde ✱ Parcours de ruelles vertes et actives ✱ Dépanneurs fraîcheurs ✱ Mon service de garde physiquement actif ✱ Approvisionnement alimentaire sain dans les institutions publiques (éducatif, santé, municipal) ✱ La K-Ravane des Jeux de la Rue ✱ Réseau régional sur l'approvisionnement alternatif ✱ Déclic Loisir : accessibilité au loisir pour les familles ✱ Parcs Actifs ✱ Marchés solidaires aux abords des stations de métro ✱ Certificat cycliste averti ✱ Trottibus ✱ Forum Montréal, métropole active et nourricière ✱ Réseau de recherche interuniversitaire sur le système alimentaire ✱ Gazelle et Potiron ✱ Jeux du Québec—offre alimentaire ✱ Cultiver Montréal ✱ MIDI-SAM

SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS

MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

VERS un conseil des politiques alimentaires : LE CONSEIL-SAM

HISTORIQUE

- Depuis 2000 : Comité Nourrir Montréal
- 2011 : Création du SAM - Vision SAM 2025
- 2013 : Consultation de la Ville de Montréal sur l'état de l'agriculture urbaine
- 2014 : Adhésion de la Ville de Montréal à la Vision SAM 2025
- 2014-2016 : Financement de QEF pour le plan d'action SAM 2014-201
- 2015 : Adhésion de la Ville de Montréal au Pacte international de politique de l'alimentation de Milan
- 2015 : Consultations publiques sur la pertinence de mettre en place un CPA
- Août 2016 : la Ville de Montréal annonce la création d'un CPA et met un groupe de travail en place pour faire des recommandations sur sa gouvernance

VISION

En 2025, tous les citoyennes et les citoyens de l'agglomération de Montréal ont accès à une saine alimentation diversifiée, de proximité et abordable dans une perspective de développement durable.

ORIENTATIONS DU SAM

1. Enrichir l'offre alimentaire montréalaise
2. Réduire l'empreinte écologique du système alimentaire
3. Favoriser l'accès à une saine alimentation
4. Promouvoir la saine alimentation
5. Renforcer le maillage régional



GOUVERNANCE

- À l'échelle de l'agglomération
- Jumelage SAM-CPA et comité d'agriculture urbaine
- Ancrage du SAM-CPA au sein de la mobilisation MMS
- Autonomie décisionnelle et indépendance d'action
- Place d'un élu
- Membership, rôle des membres et bailleurs de fonds (en discussion)

MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE
MONTRÉAL, MÉTROPOLE EN SANTÉ

Pour une métropole physiquement active

HISTORIQUE

En 2014, à l'initiative de la Ville de Montréal, le Sommet Montréal physiquement active réunit plus de 300 partenaires afin d'unir leurs forces pour combattre la sédentarité des montréalais. De cet événement émerge une Politique de l'activité physique, des orientations et des priorités d'action, basées sur la Charte de Toronto.

À ce jour, plus d'une centaine de partenaires participent à la concertation de *Montréal, physiquement active* et à l'avancement des comités de travail liés aux quatre axes. Grâce à un financement de Québec en forme, 18 projets terrains ont été soutenus dans le milieu entre 2014-2016.

VISION

En 2025, Montréal sera une métropole physiquement active, inclusive et accessible à tous, reconnue mondialement pour la qualité de son milieu de vie et son dynamisme sportif.

AXES D'INTERVENTION

1. Aménager des milieux de vie en faveur de l'activité physique;
2. Assurer des déplacements actifs et du plein air urbain;
3. Valoriser la pratique sportive et ses événements;
4. Promouvoir et communiquer un mode de vie physiquement actif.



Réflexion sur la pérennité

Québec en Forme finance depuis 2010 les activités de la TIR-SHV. Au printemps 2016, afin d'assurer la pérennité de ses actions, les partenaires de la TIR-SHV entament un chantier de travail pour réviser la gouverne et le financement de la TIR-SHV et de ses 2 mobilisations. Voici les principales recommandations :

- Que les deux mobilisations MPA et SAM puissent poursuivre leur travail conjointement via la TIR-SHV' *Montréal, métropole en santé* et soient donc regroupées sous une même instance de gouverne.
- Que le modèle de gouvernance privilégié garantisse l'autonomie scientifique et décisionnelle des mobilisations de partenaires, ainsi nous privilégions un rattachement à un organisme qui assumera le rôle de gestionnaire financier unique.
- Que la TIR-SHV diversifie ses sources de financement par le biais d'une entente multipartite signée d'ici mars 2017 pour soutenir la poursuite des actions de la TIR-SHV et de ses 2 mobilisations
- Qu'un comité de gestion des partenaires de l'entente soit mis sur pied pour entériner les plans d'actions et s'assurer d'une reddition de compte unifiée
- Que la Ville de Montréal nomme 1-2 représentants sur le comité de gestion de l'entente multipartite

TIR-SHV : BUDGET PRÉVISIONNEL

Table régionale—Montréal métropole en santé	Évaluation des besoins 2017-2019	Évaluation des besoins Après 2019
RESSOURCES HUMAINES		
Direction MMS et recherche de fonds (1 a-p.)	100 000	100 000
Agente de communication junior		50 000
Agente administrative (0,5 a-p.)		25 000
Coordonnateur MPA (1 a-p.)	80 000	80 000
Agent de développement MPA (1 a-p.)	70 000	70 000
Coordonnateur SAM (1 a-p.)	80 000	80 000
Agent de développement SAM (1 a-p.)	70 000	70 000
TOTAL RH	400 000	510 000
BUDGET DE FONCTIONNEMENT		
Soutien comités de MMS	5 000	5 000
Communication – évènements	30 000	30 000
Web	25 000	25 000
Fonctionnement– coordination MPA	15 000	20 000
Fonctionnement– coordination SAM	15 000	20 000
TOTAL FONCTIONNEMENT	90 000	100 000
FINANCEMENT PROJETS		
Projets transversaux	50 000	100 000
Projets MPA	300 000	500 000
Projets SAM	300 000	500 000
TOTAL PROJETS	650 000	1 100 000
RESSOURCES MATÉRIELLES ET FRAIS ADMINISTRATION (5%)		
Frais fixe : Estimation 12 000 $ par employé	60 000	85 000
GRAND TOTAL	1 200 000 $ / an	1 800 000 $ / an

Une entente multi-partite

FINANCEMENT



PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTIPARTITE

ORGANISATIONS	CONTRIBUTIONS POTENTIELLES	2017-2019 Budget annuel
MSSS	Politique gouvernementale prévention en santé	à venir
Québec en forme	Soutien à la TIR-SHV Montréal métropole en santé	601 000 $
Direction régionale de santé publique	Crédits de santé publique aux 2 mobilisations (50 000 $ par mobilisation)	100 000 $
MAPAQ	Soutien à la mobilisation coordination SAM	50 000 $
Ville de Montréal	Soutien MPA et CPA-SAM (Vie	À déterminer
CIUSSS	10 000 x 5 CIUSSS : 50K$	À déterminer
Universités	5 000 $ par Université : 20K$ potentiel	À déterminer
Commissions scolaires	10 000 x 5 CS : 50K$ potentiel	À déterminer
RCMM	25 K$	À déterminer
Autres ministères : MELS, MAMROT, MIDI		
TOTAL ENTENTE MULTIPARTITE		751 000 $ à ce jour

Des partenaires en action pour les saines habitudes de vie

• AlterGo	• Capsana
• Cardio Plein Air	• Centraide
• Centre de gestion des déplacements de DESTL	• Centre d'écologie urbaine de Montréal
• Centre Père Sablon	• Réseau des collèges de Montréal
• Coalition montréalaise des tables de quartiers	• Coalition québécoise sur la problématique du poids
• Comité en économie sociale de l'île de Montréal	• Commissions scolaires (5)
• Commissions sportives (3)	• Communauté métropolitaine de Montréal
• Concertation Montréal	• Conseil Canadien du Commerce de Détail
• Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal	• Conseil régional de l'environnement
• Corporation de gestion des marchés publics de Montréal	• Direction régionale de santé publique de Montréal
• Équiterre	• ESIM
• FADOQ	• Fillactive
• Groupe de travail en agriculture urbaine	• GUEPE
• Institut de Tourisme et d'hôtellerie du Québec	• MAPAQ SMTAM
• Marché Frontenac	• Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Direction régionale de Mtl-Laval-Lanaudière
• Moisson Montréal	• Option consommateurs
• Parc olympique de Montréal	• Québec en Forme
• RAP Jeunesse	• Recyc-Quebec
• Regroupement des CPE de l'île de Montréal	• Regroupement des éco-quartiers
• Regroupement des Magasins-Partage de l'île Montréal	• RSEQ Montréal
• Société canadienne du cancer – Division Québec	• Société de sauvetage
• Société de transport de l'île de Montréal	• Société du parc Jean-Drapeau
• Sport et loisir de l'île de Montréal	• Sports Montréal
• Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	• Union des producteurs agricoles
• Université de Montréal - Département de nutrition	• Universités montréalaises UQAM, UDM, McGill, Concordia, HEC, Polytechnique, ETS
• Vélo Québec	• Ville de Montréal- Division de la planification urbaine
• Ville de Montréal- Division du Développement Durable	• Ville de Montréal- Service de la diversité sociale et des sports
• Vivre en ville	• YMCA du Québec

Montréal Métropole en santé :

Un mouvement collectif pour que tous les Montréalais puissent vivre dans des milieux de vie et des quartiers qui facilitent des choix santé en faveur des saines habitudes de vie

Mandat 7 : Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération

Description sommaire du pouvoir délégué	**Conseil en concertation des grands enjeux de l'agglomération**
1. Description détaillée de l'objet du mandat (la compétence déléguée)	
Le type de mandat proposé (art. 4 de FDT)	Le mandat s'inscrit dans le volet « Soutien à la municipalité en expertise professionnelle ou pour établir des partages de services ».
Délimitation du mandat proposé	Répondre aux demandes ponctuelles de la Directrice faisant appel à l'expertise des différents collèges d'affinité de Concertation Montréal.
Communauté et territoire visés	Agglomération de Montréal
Domaine des initiatives souhaitées	Social
Politique ou plan d'action municipal appuyé	Ensemble des domaines pour lesquels Concertation Montréal peut offrir de l'expertise
2. Modalités d'exercice des pouvoirs délégués	
Financement de la compétence déléguée	
Budget annuel total	225 000 $
Répartition budgétaire	

Nombre minimal de personne-année requise	**Somme maximale réservée à l'administration de Concertation Montréal**	**Somme minimale réservée aux activités et aux projets**
1	33 750 $	91 250 $

Paramètres de reddition de compte	▪ Rapport annuel ▪ Rapport final
Impacts attendus	
- Au niveau de l'agglomération	▪ Une concertation multisectorielle renforcée ▪ Une circulation plus rapide de l'information, des connaissances et des connexions favorisant le développement de la métropole
Indicateurs de performance	
- Quantitatifs (objectifs et mesurables)	▪ Nombre de mandats reçus du maire ▪ Nombre de réponse (documents, etc.) produits en réponse aux mandats reçus ▪ Nombre de collèges d'affinités mobilisés
- Qualitatifs	▪ Pertinence et qualité des documents produits ▪ Renforcement des liens intersectoriels ▪ Renforcement des liens de concertation avec les élus municipaux

ANNEXE III

RAPPORT D'ACTIVITÉS

A) Périodicité

- Au plus tard le 30 mai 2017, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er janvier au 31 mars 2017.

- Au plus tard le 30 mai 2018, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

- Au plus tard le 30 mai 2019, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019.

- Au plus tard le 30 mai 2019, l'Organisme produit et adopte un rapport d'activités conforme aux exigences qui suivent couvrant la période du 1er avril 2019 au 31 décembre 2020.

B) Contenu du rapport

Le rapport doit présenter, dans des sections distinctes une évaluation qualitative et une évaluation quantitative des mandats réalisés.

1. Évaluation qualitative

1.1. Analyse de l'atteinte des objectifs fixés pour chacun des mandats

1.2. Réalisations significatives

1.3. Gouvernance, respect des politiques et bonnes pratiques de gestion

- Conseil d'administration de l'Organisme
    - taux de participation des membres votants
    - parité Homme-Femme
    - nombre de réunions tenues

2. Évaluation quantitative

2.1. Suivi, par mandat, de la programmation budgétaire

2.1.1 Montants consacrés aux dépenses d'administration admissibles telles que définies à l'annexe B de l'Annexe II; les dépenses suivantes doivent apparaître distinctement dans le rapport :

- salaires et charges sociales par mandat, au prorata du temps consacrés si les employés assument d'autres tâches;
- horaires professionnels par mandat;
- frais reliés à la réalisation des activités et des projets, par mandat, excluant les salaires et les charges sociales;
- frais reliés aux projets et activités de communication, par mandat;
- télécommunications et site web;
- frais reliés à des activités de représentation, d'accueil et de réception, par mandat;
- frais reliés aux activités d'administration de l'ORGANISME;
- un estimé du nombre d'emplois créés ou maintenus par la mise en œuvre de l'entente

2.2. Analyse de l'atteinte des objectifs fixés pour chacun des mandats, tels que précisés à l'Annexe II ou décidés dans le cadre des travaux des comités de suivi.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160191009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal / Réserver l'enveloppe budgétaire requise à la conclusion de l'entente

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160191009 Contrib. Concertation MTL 2017 à 2019.xls

2016 11-21 Lettre d'intention du ministre Entente FDT.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-13

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél : 514-872-2059
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1162675005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-21 09:57

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162675005**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc.

CONTENU

CONTEXTE

Par sa mission, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal.
La DEP procède régulièrement à l'inspection des équipements et des installations pour s'assurer de leur état et de prévoir les travaux requis pour pérenniser ses actifs. Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil d'agglomération de Montréal, il est planifié des investissements pour les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc. Le Service de l'eau doit donc faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin de pouvoir financer ce programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG16 0213 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation du réseau primaire d'aqueduc ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc.
Ce règlement permettra de financer différents travaux du programme «Réhabilitation des chambres de vannes et composantes » prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal.

Le réseau primaire compte plus de 2 500 chambres de vannes dont chacune est composée de différents équipements tels que : compteurs, matériel électrique, vannes, régulateurs de pression, etc. Ce programme permet de reconstruire, en totalité ou partiellement, des chambres de vannes ainsi que de procéder à l'achat et au remplacement des composantes

majeures de celle-ci.

Le montant du règlement demandé correspond au montant de dépense prévu pour les deux premières années du PTI 2017-2019 de ce programme.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

La DEP doit assurer la pérennité de ces équipements et installations en les mettant à niveau selon les normes les plus récentes.
L'autorisation de ce règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des chambres des vannes et des composantes du réseau primaire de la DEP.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec. Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-Grandes Villes ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. Ils permettront à la Direction de l'eau potable d'atteindre l'un des objectifs fixés dans le Plan d'action Montréal durable 2016-2020, soit de réduire de 20 % l’eau potable produite par les usines de Montréal entre 2011 et 2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt il ne sera pas possible de reconstruire ou réhabiliter des ouvrages jugés essentiels au réseau de distribution d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Mars 2017
Adoption : Avril 2017
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LABERGE
Chef de section - ingénierie réseau et réservoirs

Tél : 514 872-0351
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Christian MARCOUX
Chef de division - Ingénierie et Chef d'exploitation des usines par intérim

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-02-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162675005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1162675005 - Chambres de vannes du réseau primaire TECQ-FCCQ.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 4 200 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES CHAMBRES DE VANNES ET COMPOSANTES DU RÉSEAU PRIMAIRE D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et composantes du réseau primaire d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1162675005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162675005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des chambres de vannes et des composantes du réseau primaire d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1162675005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - Chef d'équipe

Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1162675006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage (RCG 16-030).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-21 09:58

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162675006**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

CONTENU

CONTEXTE

Par sa mission, la Direction de l'eau potable du Service de l'eau assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal. Pour ce faire, elle doit assurer une saine gestion des actifs : augmenter la fiabilité des infrastructures et assurer un renouvellement adéquat des actifs. Un grand nombre de réservoirs et de stations de pompage requièrent des mises à niveau ou ont atteint leur durée de vie utile.
Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil d'agglomération de Montréal, des investissements sont planifiés pour la réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage. Le Service de l'eau a déjà fait adopter un règlement d'emprunt (RCG 16-030) pour deux ans, ce règlement d'emprunt doit être augmenté de 4 000 000 $ afin de pouvoir financer les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG16 0214 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage».

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter le « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage (RCG 16-030) » de sorte à l'augmenter de 4 000 000 $ pour un total de 12 187 000 $. Le montant demandé servira à octroyer les contrats relatifs aux projets prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal, tels que :
- Les travaux de mise à niveau d'électricité, d'automatisation et de réfection d'enveloppe de la station de pompage Closse;
- les travaux de remplacement des disjoncteurs d'entrée 25 kV du réservoir Châteaufort;

- les études d'avant-projets définitives ainsi que les plans et devis pour la mise à niveau des réservoirs Côte-des-Neiges, Sommet et Montagne.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux qui permettent d'assurer la pérennité des équipements et des installations en les mettant à niveau selon les normes les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'ils ont atteint leur fin de vie utile.
L'autorisation de ce règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de la Direction de l'eau potable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette modification de règlement permettra de financer les projets prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019.
Toutes les clauses liées aux subventions et à la taxation demeurent inchangées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. De plus, ils permettront à la Direction de l'eau potable d'améliorer la fiabilité et d'assurer la pérennité de ses infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la modification du règlement d'emprunt actuel n'est pas adoptée, il ne sera pas possible d'octroyer et de réaliser les travaux requis, notamment ceux prévus à la station de pompage Closse et aux réservoirs Châteaufort, Côte-des-Neiges, Sommet et Montagne, tous des ouvrages jugés essentiels au réseau de distribution d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Mars 2017
Adoption : Avril 2017
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LABERGE
Chef de section - ingénierie réseau et réservoirs

Tél : 514 872-0351
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Christian MARCOUX
Chef de division - Ingénierie et Chef d'exploitation des usines par intérim

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162675006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1162675006 - Règl modif Règl RCG 16-030.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 8 187 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES RÉSERVOIRS ET DES STATIONS DE POMPAGE (RCG 16-030)

Vu les articles 19 et 26 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage (RCG 16-030) est modifié par le remplacement de « 8 187 000 $ » par « 12 187 000 $ ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 8 187 000 $ » par « 12 187 000 $ ».

_____

GDD 1162675006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162675006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1162675006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Conseil et soutien financier - PS-EAU Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - Chef d'équipe

Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1172837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13 -020 de 70,4 M $ à 73,4 M $ pour la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

Il est recommandé:
D'adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-020 de 70,4 M $ à 73,4 M $ pour la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-21 10:31

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172837002**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13 -020 de 70,4 M $ à 73,4 M $ pour la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

CONTENU

CONTEXTE

En 2012, la Société du parc Jean-Drapeau (ci-après la « SPJD ») a présenté aux autorités municipales le *Programme d'aménagement et de mise en valeur de l'île Sainte-Hélène.* Cet exercice de vision et de planification a permis de prioriser un projet, lequel a été inscrit à la liste des projets pour le legs du 375^{e} de Montréal en 2017 (CE12 1722). Le budget de ce projet a été établi à 55 M$, financé par une subvention de 35 M$ attribuée par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (ci-après le « MAMOT ») et par un montant de 20 M$ provenant de la Ville de Montréal.
En septembre 2013, le règlement d'emprunt RCG13-020 au montant de 35 M$ a été approuvé (CG13 0422).

En janvier 2015, la SPJD est avisée que la portée du projet doit être substantiellement modifiée et qu'après analyse, le budget estimé pour l'ensemble du projet doit être ajusté de 55 M$ à 70,4 M$.

En octobre 2015, les instances décisionnelles de la Ville de Montréal ont autorisé la SPJD à réaliser l'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène selon une portée de projet révisée et un budget de 70,4 M$ (CG15 0637). Suite à une demande de révision de l'objet de l'aide financière, le MAMOT a réitéré son engagement à accorder une subvention de 35 M$ pour l'ensemble du projet sans cibler une zone spécifique, le tout sous réserve des approbations finales du ministre.

En mars 2016, le règlement d'emprunt RCG 13-020, a été modifié de 35 M$ à 70,4 M$.

À la suite de la présentation au Comité corporatif de gestion des projets et des programmes d'envergure (ci-après CCGPE) et au Comité de coordination des projets et des programmes d'envergure (ci-après CCPE), il a été convenu d'augmenter la portée du projet de 3,0 M$ pour réaliser la promenade riveraine situé entre le débarcadère de la navette fluviale et la sculpture de Calder (CG16 0735) et de combiner des travaux de maintien d'actifs complémentaires au montant de 8,6 M$ (CG16 0736)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0735 - 22 décembre 2016 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à modifier le budget du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène, augmentant ainsi le montant total du budget de 70,4 M$ à 73,4 M$.

CG16 0736 - 22 décembre 2016 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à regrouper et à combiner des travaux de maintien d'actifs complémentaires au Plan d'aménagement et de mise en valeur (PAMV) sur le site de la pointe ouest de l'île Sainte-Hélène pour un montant total de 8,6 M$ et de conclure un contrat dont la valeur est supérieure à 2 M$ permettant de modifier le contrat en ingénierie octroyé le 24 février 2016 à WSP Canada inc.

CG16 0652 - 29 novembre 2016- Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG16-0218 - 24 mars 2016 - Adapter le règlement intitulé "Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du "Legs" pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la "Place des nations" et la réalisation de la "Promenade panoramique et riveraine", prévus dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal (RCG13-020), sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour les fins du règlement RCG13-020-1 au montant additionnel de 35 400 000 $ le 27 mai 2016.

CG15 0637 - 29 octobre 2015 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à réaliser l'aménagement du secteur ouest de l'Île Sainte-Hélène selon une portée de projet révisée et un budget de 70,4 M$ et de confirmer l'engagement de la Ville de Montréal à payer sa part des coûts du budget du projet de 70,4 M$ ainsi que tout dépassement de coût qui excéderait la subvention de 35 M$ du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

CG13 0422 - 26 septembre 2013 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets "Legs" pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la "Place des Nations" et de réalisation de la "Promenade panoramique et riveraine" prévus dans le cadre du 375^{e} de la Ville de Montréal, sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

Le projet consiste en la réalisation d'un nouvel aménagement contemporain de la portion ouest de l'île Sainte-Hélène en introduisant un amphithéâtre naturel de 65 000 places. L'espace public linéaire devant l'édicule du métro sera agrandi afin de relier la sculpture de l'artiste Alexandre Calder (ci-après « le Calder »), à la Biosphère, au chemin Macdonald et au pont du Cosmos. Cet aménagement inclut également la construction de deux bâtiments de service et optimisera les services d'accueil, de restauration, de sécurité et de transport actif et collectif. La promenade riveraine, reliant la zone d'accès fluvial et les points d'intérêt jusqu'à la Place des nations, sera aménagée afin d'offrir une vue sur le fleuve Saint-Laurent et la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

La modification et l'adoption du règlement d'emprunt permettront de réaliser l'ensemble du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène, projet legs du 375e anniversaire de la fondation de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Considérant les modifications apportées au projet d'aménagement, un montant additionnel de 3,0 M$ devra être ajouté au règlement d'emprunt RCG 13-020 de 70,4 M$ portant le montant total du règlement d'emprunt révisé à 73,4 M$.
Informations budgétaires (en dollars)

Budget PTI 2017-2019 - Agglomération 100 %

Numéro de projet 43011
Sous-projet Investi 1343010001

Avant 2017 2017 2018 Total
6,4 M$ 30 M$ 37 M$ 73,4 M$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet, détaillé en plans et devis qui permettront de procéder aux travaux d'aménagement, vise à améliorer les infrastructures événementielles ainsi qu'à assurer la sécurité du public et des usagers du parc Jean-Drapeau tout en utilisant les techniques et les matériaux respectant les normes environnementales en vigueur ainsi qu'en optimisant les aspects sociaux, économiques et de qualité de vie prônés par les politiques de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable à l'égard de la demande faisant l'objet du présent dossier aurait pour conséquence un délai dans la réalisation des travaux et la Ville ne pourra faire face à ses engagements pour le legs du 375e anniversaire de Montréal. Un délai ou une décision défavorable aurai également des conséquences sur la programmation des événements qui doivent reprendre leur cours normal en 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier pour l'adoption du règlement d'emprunt:
Avis de motion : 30 mars 2017
Adoption : 27 avril 2017
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Échéancier proposé du projet :

2017 :
· Approbation finale de la subvention et adoption d'un protocole d'entente avec le MAMOT;
· Émissions des permis par l'arrondissement Ville-Marie;
· Émissions des certificats d'autorisation par le MDDELCC;
· Approbation d'ententes avec la STM, la CSEM, le service de l'eau;
· Finalisation des plans et devis et appels d'offres publics pour travaux.

2017-2018 :
· Travaux d'aménagement et de construction de bâtiments.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'ensemble du projet suivra le processus et la réglementation applicable en matière d'appels d'offres et d'octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.
La Société du parc Jean-Drapeau ne peut octroyer de contrats de plus de 2 millions de dollars à moins d'avoir préalablement reçu l'aval du comité exécutif, conformément à la convention la liant à la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU
Directeur de l'administration

Tél : 872-7326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Ronald CYR
Directeur Général

Tél : 514 872-5574
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2017-02-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2017-02-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-020 de 70,4 M $ à 73,4 M $ pour la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1172837002 - Règl modif Rèlg RCG 13-020 sect ouest Ile Sainte-Hélène_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 70 400 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU SECTEUR OUEST DE L'ÎLE SAINTE-HÉLÈNE DU PARC JEAN-DRAPEAU, PILOTÉS PAR LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU DANS LE CADRE DU 375e DE LA VILLE DE MONTRÉAL, (RCG 13-020)

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 70 400 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de mise en valeur du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène du parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal, (RCG 13-020) est modifié par le remplacement de « 70 400 000 $ » par « 73 400 000 $ ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 70 400 000 $ » par « 73 400 000 $ ».

_____

GDD1172837002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-020 de 70,4 M $ à 73,4 M $ pour la réalisation du projet d'aménagement du secteur ouest de l'île Sainte-Hélène.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1172837002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1170390001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 38 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

Il est recommandé:
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 38 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles"

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-02-24 08:47

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170390001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 38 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre aux besoins de la planification du PTI 2017-2019, le Service de la gestion et de la planification immobilière doit faire adopter un nouveau règlement d'emprunt afin de permettre la réalisation de travaux de protection sur les immeubles corporatifs.
Les travaux seront réalisés entre autres sur les immeubles du Service des Incendies (SSIM), du Service de police (SPVM), et la partie agglomération d'immeubles industriels et autres programmes.
Le règlement d'emprunt visant le même objet, mais pour les dépenses locales a déjà été adopté par le conseil de la ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1461 20 décembre 2016 Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ afin de financer les travaux de protection des immeubles.
CG16 0442 22 juin 2016 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 030 000 $ afin de financer des travaux de rénovation, de protection et d'aménagement d'immeubles

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 38 M$ pour financer les projets de protection d'immeubles sous la responsabilité, en tout ou en partie, du Conseil d'agglomération

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt existant, dédié aux projets relevant en tout ou en partie du Conseil d'agglomération, ne sera pas suffisant pour couvrir les dépenses prévues aux programmes du PTI 2017-2019, année 2017. Un nouveau règlement d'emprunt est nécessaire afin de couvrir les dépenses de maintien et d'amélioration de ces actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

PROGRAMME	30910	Programme d'amélioration locative des immeubles administratifs	4 400
	38009	Programme de protection des bâtiments culturels	400
	42211	Programme de réfection des bâtiments dans les grands parcs	600
	64020	Programme de développement-Immeubles du SPVM	5 500
	64021	Programme de protection-Immeubles du SPVM	7 000
	64023	Programme de rénovation des bâtiments du SIM	17 000
	66169	Programme de développement durable dans les édifices municipaux	219
	66460	Programme de protection des bâtiments industriels	3 000
	Total PROGRAMMES		38 119

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce règlement d'emprunt permettra de financer la réalisation de certains projets réduisant l'empreinte écologique des bâtiments

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report d'obtention de ce règlement pourrait retarder la réalisation de certains projets en cours de conception.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion CG mars 2017
Adoption du règlement CG avril 2017
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire vers juillet 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée BONIN
Cadre sur mandat

Tél : 514-872-1103
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2017-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170390001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 38 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1170390001- protection d'immeubles_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 38 000 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE PROTECTION D'IMMEUBLES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ., chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 38 000 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de protection d'immeubles.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1170390001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170390001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 38 M$ afin de financer les travaux de protection d'immeubles", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170390001 - Règ. emp..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1167159001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement d'emprunt modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri des matières recyclables », (Règlement RCG 15-012) afin d'augmenter l'emprunt de 9 036 000 $ pour un total de 53 487 000 $.

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le règlement d'emprunt portant le numéro RCG 15-012 autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer deux centres de tri des matières recyclables.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-20 08:55

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167159001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement d'emprunt modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri des matières recyclables », (Règlement RCG 15-012) afin d'augmenter l'emprunt de 9 036 000 $ pour un total de 53 487 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 adopté par le conseil d'agglomération, l'Administration prévoit des investissements pour la construction d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR) sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 28 novembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG15 0123 - 26 février 2015 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri des matières recyclables.

DESCRIPTION

Une réévaluation des besoins réalisée en 2016 a amené une modification au projet qui vise maintenant la construction d'un centre de tri au montant de 53 487 000 $, tel qu'adopté au programme triennal d'immobilisation en 2017-2019. Le présent dossier vise donc à augmenter de 9 036 000 $ l'actuel règlement d'emprunt de 44 451 000 $.
Ce règlement permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes:
- l'acquisition d'un terrain à Lachine (CG16 0260);
- l'aménagement des terrains incluant la décontamination, les infrastructures souterraines, l'aménagement d'aire de circulation, l'éclairage, les clôtures, etc ;
- la conception et les travaux de construction du centre de tri des matières recyclables;
- l'acquisition des équipements de tri et conditionnement des matières recyclables;
- les services professionnels requis pour l'ensemble des travaux;
- la main d'oeuvre capitalisable au projet.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur de la modification au règlement d'emprunt permettra au Service de l'environnement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer la construction du centre de tri des matières recyclables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet de construction d'un centre de tri des matières recyclables prévu à la programmation du PTI 2017-2019 (volet agglomération).
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CM07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction du centre de tri des matières permettra de traiter les matières recyclables résultant de l'atteinte de la cible de 70% de valorisation des matières recyclables du PMGMR 2015-2020.

Le bâtiment du centre de tri visera la certification LEED Or en respect de l'action 3 de la politique Montréal Durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet pourrait être retardé si le présent règlement n'est pas adopté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : mars 2017
Adoption: avril 2017
Approbation par le ministre de Affaires municipales et de l'occupation du territoire: juillet 2017

Octroi du Contrat Conception-construction-Exploitation-Entretien : août-septembre 2017
Conception-Construction : 2017-2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Aicha ZAMPALEGRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime ROBERGE
Ingénieur

Tél : 514-872-7583
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-09

Éric BLAIN
C/d sout technique et infrastructures (mat residuelles)

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2017-02-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167159001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Adopter le « Règlement d'emprunt modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri des matières recyclables », (Règlement RCG 15-012) afin d'augmenter l'emprunt de 9 036 000 $ pour un total de 53 487 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1167159001 règlement modifiant le règlement RCG-15-012- VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-09

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT PORTANT LE NUMÉRO RCG 15-012 AUTORISANT UN EMPRUNT DE 44 451 000 $ AFIN DE FINANCER DEUX CENTRES DE TRI DES MATIÈRES RECYCLABLES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de l'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre et l'article 1 du règlement portant le numéro RCG 15-012 intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri des matières recyclables» sont modifiés par le remplacement de l'expression « de deux centres » par l'expression « d'un centre » et par le remplacement du montant « 44 451 000 $ » par le montant « 53 487 000 $ ».

_____

GDD1167159001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167159001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division soutien technique et infrastructures - Gestion des matières résiduelles
Objet :	Adopter le « Règlement d'emprunt modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri des matières recyclables », (Règlement RCG 15-012) afin d'augmenter l'emprunt de 9 036 000 $ pour un total de 53 487 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167159001 Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aicha ZAMPALEGRE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.06

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1165361002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Centre de services - Expertise et développement de la prévention , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération l'adoption d'un règlement modifiant le Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'insérer à l'ordre du jour du conseil d'agglomération le projet de règlement intitulé "Règlement modifiant le Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003)" et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-08 11:13

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165361002**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Centre de services - Expertise et développement de la prévention , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération l'adoption d'un règlement modifiant le Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003).

CONTENU

CONTEXTE

Historique :
En 2008, le conseil d'agglomération a adopté le schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009 – 2013 qui prévoit l'adoption et l'application d'un règlement visant à actualiser et à uniformiser la réglementation en vigueur dans les arrondissements et les villes liées en tenant compte de leurs particularités propres.

Comme convenu au plan de mise en œuvre du schéma, l'élaboration de ce projet de règlement qui, de concert avec l'adoption d'un règlement sur la prévention des incendies a permis une application plus simple et une meilleure équité des exigences réglementaires en matière de sécurité incendie. Ce projet de règlement a également permis d'accomplir l'engagement pris au schéma.

Dès le début de 2012, la mise en application de ces deux règlements complémentaires : le *Règlement sur le Service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003)* et le *Règlement sur la prévention des incendies (12-005),* a permis au SIM de mieux répondre à la réalité des risques présents sur le territoire, en toute équité et dans le respect des compétences des partenaires municipaux.

Le chapitre VIII - Bâtiment du Code de sécurité du Québec (CBCSQ) a été adopté par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) en vertu de l'article 175 de la Loi sur le bâtiment (c. B-1.1) du Québec le 9 décembre 2012.
Attendu depuis plusieurs années, la majorité des dispositions du règlement visant à améliorer la sécurité dans les bâtiments est entré en vigueur le 18 mars 2013, et ce, pour l'ensemble du territoire Québécois.

Depuis l'entrée en vigueur du CBCSQ et conformément à l'article 193 de la Loi sur le bâtiment, les municipalités du Québec peuvent édicter une norme identique ou plus contraignante que celle contenue dans le Code de sécurité.

«193. Un règlement d'une municipalité locale, d'une municipalité régionale de comté ou

d'une communauté métropolitaine, qui porte sur une matière prévue au code de construction, au code de sécurité ou à un règlement visé aux articles 182 et 185, ne peut avoir pour effet d'édicter une norme identique ou équivalente à celle contenue dans ces codes ou règlements ni avoir pour effet de restreindre la portée ou l'application de ces normes.

Une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté peut cependant édicter une norme identique ou plus contraignante que celle contenue au Code de sécurité (chapitre B-1.1, r. 3) ».

Situation actuelle

Le règlement actuellement en vigueur dicte les responsabilités du SIM et établit les pouvoirs requis afin que le service puisse assumer ses responsabilités de manière optimale. Il énonce, notamment, les normes essentielles minimales entourant l'entretien des équipements et des systèmes de protection et de secours en cas d'incendie, tout comme les obligations entourant l'avertisseur de fumée, et ce, sur tout le territoire de l'agglomération.

La situation législative provinciale actuellement en vigueur a forcé la mise en œuvre d'un processus d'analyse et de révision du *Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003).*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Adoption du Règlement sur le Service de sécurité incendie de Montréal à la séance tenue le 26 janvier 2012 du Conseil d'agglomération - résolution CG12 0027.
Adoption du Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009 – 2013 à la séance du 18 décembre 2008 du Conseil d'agglomération - résolution CG08 0657.

Adoption du Règlement 05-013 concernant les services municipaux de la Ville de Montréal à la séance du 21 mars 2005 du Conseil municipal de Montréal – résolution CM05 0196.

DESCRIPTION

Le règlement proposé est modificateur au *Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003)* existant.
Les modifications proposées au règlement consistent plus précisément à :

- ajouter certaines définitions;
- modifier l'article concernant le maintien et le bon état des avertisseurs de fumée;
- insérer un tableau concernant les normes applicables, selon l'année de construction ou de transformation du bâtiment;
- clarifier l'identification des raccords pompiers.

Le fait d'inclure certains éléments du CBCSQ dans notre règlement permettra une mise à niveau de certains éléments de sécurité dorénavant jugés insuffisants pour assurer une sécurité minimale pour les occupants comme l'obligation de raccorder en permanence les avertisseurs de fumée à un circuit électrique pour certain bâtiment.

Partenaire:
La RBQ s'est engagée à soutenir les municipalités qui adoptent une norme identique à celles contenues au chapitre VIII - Bâtiment du Code de sécurité du Québec.

JUSTIFICATION

Cette modification est requise afin de permettre au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) de maintenir son autorité sur l'ensemble de ces dispositions afin d'adresser adéquatement les problématiques liées à la sécurité incendie. Celle-ci nous fournira les outils essentiels à des interventions plus efficaces particulièrement en prévention des incendies et autres sinistres. Dans une optique de sécurité, le SIM se doit de poursuivre ses objectifs visant à protéger la population, les biens et l'environnement.
Les villes liées, les partenaires municipaux et les services concernés ont été consultés et impliqués dans la démarche d'actualisation de ce règlement. Par cette modification réglementaire, le SIM continuera à répondre à la réalité des risques d'incendie, en toute équité, pour l'ensemble des citoyennes et citoyens, tout en s'acquittant des engagements de prévention prévus au schéma de couverture de risques en sécurité incendie.

Le projet d'adoption de ce règlement modificateur a été présenté à la Commission de la sécurité publique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget de fonctionnement du SIM prévoit les crédits requis pour la réalisation des actions ciblées pour le développement de la prévention, selon la planification de la mise en œuvre du Schéma de couverture de risques en sécurité incendie.
Ces dépenses seront entièrement assumées par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En contribuant à prévenir les incendies, les éléments de ce règlement permettent de favoriser une protection accrue de l'environnement ainsi qu'une meilleure qualité de vie, satisfaisant aux objectifs de développement durable fixés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Présentement, certaines normes sont susceptibles d'être considérées incompatibles avec celles contenues au CBCSQ. Le règlement proposé permettra d'actualiser celui déjà existant afin d'être conforme à la Loi sur le bâtiment.
L’approche préconisée n’a pas pour effet d’imposer de nouvelles responsabilités ou d’exiger davantage d’effort de la part des municipalités et des propriétaires de bâtiments.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public promulguant le règlement modifié sera publié.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du conseil municipal.

Séance du conseil d'agglomération.
En complément de l'adoption de ce règlement, les conseils municipaux doivent voir à adopter un règlement sur la prévention des incendies.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet de règlement est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Christine AUBÉ-GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Derry SPENCE
C/s prev.incendie

Tél : 514 280-0722
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-30

Sylvain L'HOSTIE
Assistant-directeur - Centre de services - Expertise et développement de la prévention

Tél : 514 872-9398
Télécop. : 514 868-3238

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel DENIS
Directeur adjoint - Direction de la prévention et de la planification
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2017-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrick TAILLEFER
Directeur adjoint

Tél : 514 872-8008
Approuvé le : 2017-01-31

TABLEAU COMPARATIF POUR RÈGLEMENT RCG 12-003			
Dispositions impliquées	**Ancienne disposition**	**Nouvelle disposition**	**Commentaire/Justification**
2.		« avertisseur de fumée » : détecteur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans la pièce ou la suite dans laquelle il est installé; « bâtiment » : toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses; « CNB 1995 mod. Québec » : Code de construction du Québec, chapitre I, Bâtiment et Code national du bâtiment – Canada 1995 (modifié), le « Code national du bâtiment - Canada 1995 » (CNRC 38726F) y compris les modifications de juillet 1998 et de novembre 1999 et le « National Building Code of Canada 1995 » (NRCC 38726) y compris les modifications de juillet 1998 et de novembre 1999 publiés par la Commission canadienne des codes (D. 953-2000, 2000-07-26); « CNB 2005 mod. Québec » : Code de construction du Québec, chapitre I, Bâtiment et Code national du bâtiment – Canada 2005 (modifié), le « Code national du bâtiment - Canada 2005 » (CNRC 47666F) et le « National Building Code of Canada 2005 » (NRCC 47666) publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches (D. 293-2008, 2008-03-19);	La disposition est modifiée en y ajoutant des définitions supplémentaires
2.		« établissement de soins » : tel que défini par la norme applicable lors de la construction ou de la transformation du bâtiment; « hauteur de bâtiment » : la hauteur du bâtiment comme définie dans la norme en vigueur lors de la construction ou transformation du bâtiment; « habitation destinée à des personnes âgées » : une résidence privée pour aînés de type habitation où sont hébergées dans des chambres ou des logements des personnes âgées, qui ne sont pas hébergées en résidence	La disposition est modifiée en y ajoutant des définitions supplémentaires

		supervisée; « habitation destinée à des personnes âgées de type unifamilial » : une maison unifamiliale, d'au plus 2 étages en hauteur de bâtiment, où une personne physique qui y réside exploite une résidence privée pour aînés et y héberge au plus 9 personnes.	
2.		« résidence privée pour aînés » : une résidence privée pour aînés selon la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ c. S-4.2) soit une habitation destinée à des personnes âgées, une habitation destinée à des personnes âgées de type unifamilial ou une résidence supervisée qui héberge des personnes âgées, telles que définies au présent règlement; « résidence supervisée » : un établissement de soins autre qu'un hôpital, un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), une infirmerie, un centre de réadaptation ou une maison de repos, hébergeant en chambre des personnes qui requièrent des services d'aide à la personne et qui peuvent nécessiter une assistance pour leur évacuation (voir annexe A division A du CNB 2005 mod. Québec).	La disposition est modifiée en y ajoutant des définitions supplémentaires
18.	18. Au moins un avertisseur de fumée fonctionnel et conforme à la norme CAN/ULC-S531-02 doit être installé : 1° dans chaque pièce où l'on dort qui ne fait pas partie d'un logement, sauf dans les établissements de soins ou de détention qui sont pourvus d'un système d'alarme incendie; 2° dans chaque logement; 3° à chaque étage d'un logement	18. Des avertisseurs de fumée fonctionnels et conformes à la norme CAN/ULC-S531, « Détecteurs de fumée », doivent être installés : 1° dans chaque logement; a) à chaque étage; et b) à tout étage où se trouvent des chambres, ces avertisseurs de fumée doivent être installés entre les chambres et le reste de l'étage sauf si les chambres ont desservies par un corridor, auquel cas, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans ce corridor;	Disposition est remplacée complètement

	qui comporte plus d'un étage; et 4° lorsqu'un étage d'un logement comporte des chambres, entre les chambres et le reste de l'étage. Si les chambres sont desservies par un corridor, l'avertisseur de fumée doit être installé dans ce corridor. Les avertisseurs de fumée exigés en vertu du paragraphe 1 doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique sans aucun interrupteur, sauf le dispositif de protection contre les surintensités.	2° dans chaque pièce où l'on dort, qui ne fait pas partie d'un logement, sauf dans les établissements de soins ou de détention qui doivent être équipés d'un système d'alarme incendie; 3° dans chaque corridor et aire de repos ou d'activités communes d'une habitation pour personnes âgées qui n'est pas pourvue d'un système de détection et d'alarme incendie; 4° dans les pièces où l'on dort, et dans les corridors d'une résidence supervisée conçue selon l'article 3.1.2.5 du CNB 1995 mod. Québec ou 2005 mod. Québec, dont les chambres ne sont pas munies d'un détecteur de fumée; 5° dans chaque pièce où l'on dort, chaque corridor et chaque aire de repos ou d'activités communes d'une habitation destinée à des personnes âgées de type unifamilial; Les avertisseurs de fumée exigés en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa doivent être connectés en permanence à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée. 18.1 Sous réserve des exigences plus contraignantes prévues aux articles 18.2 et 18.3, les avertisseurs de fumée requis à l'article 18 doivent, lorsque requis par la norme en vigueur lors de la construction ou de la transformation du bâtiment: 1° être connectés en permanence à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée; et	

		2° être reliés électriquement de manière qu'ils se déclenchent tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché dans le logement. 18.2 Les avertisseurs exigés aux paragraphes 3° à 5° de l'article 18 doivent : 1° être connectés en permanence à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée; 2° être reliés électriquement de manière qu'ils se déclenchent tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché dans le logement; 3° être reliés électriquement de manière qu'ils se déclenchent tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché dans le bâtiment abritant une habitation destinée à des personnes âgées de type maison de chambres. De plus, les avertisseurs de fumée exigés au paragraphe 4° de l'article 18 doivent : 1° être de type photoélectrique; 2° être interconnectés et reliés à des avertisseurs visuels permettant au personnel affecté à ces chambres de voir d'où provient le déclenchement de l'avertisseur de fumée; 3° avoir une liaison au service d'incendie conçue conformément au CNB 1995 mod. Québec.	

		18.3 Les avertisseurs de fumée doivent être installés au plafond ou à proximité et conformément à la norme CAN/ULC-S553, « Installation des avertisseurs de fumée. 18.4 Il est permis d'installer, en un point du circuit électrique d'un avertisseur de fumée d'un logement, un dispositif manuel qui permet d'interrompre, pendant au plus 10 minutes le signal sonore émis par cet avertisseur de fumée, après ce délai l'avertisseur de fumée doit se réactiver. 18.5 Tout avertisseur de fumée doit être remplacé 10 ans après la date de fabrication indiquée sur le boîtier. Si aucune date de fabrication n'est indiquée sur le boîtier, l'avertisseur de fumée est considéré non conforme et doit être remplacé sans délai.	
19.	19. Les avertisseurs de fumée exigés : 1° doivent être installés conformément à la norme CAN/ULC-S553-02; 2° doivent être remplacés 10 ans après la date de fabrication indiquée sur l'avertisseur par le fabricant. Ils doivent aussi être remplacés si la date de fabrication n'apparaît pas sur le boîtier de l'avertisseur, s'ils ont été peints ou s'ils sont défectueux.	19. Aux fins du présent règlement, un renvoi à une norme ou des exigences en vigueur lors de la construction ou de la transformation du bâtiment constitue un renvoi à la norme applicable selon l'année de construction ou de transformation du bâtiment indiquée aux deuxième et troisième alinéas de l'article 344 du *Code de sécurité*, RLRQ c. B-1.1, r 3.	Disposition est remplacée complètement
23.	23. Les raccords-pompiers doivent être identifiés de manière à indiquer le	23. Les raccords-pompiers doivent être identifiés de manière à indiquer le système qu'ils desservent**, la pression et le débit nominaux de**	Ajout de certains termes dans la disposition existante

	système qu'ils desservent et, le cas échéant, la partie du bâtiment qu'ils protègent.	**fonctionnement de la pompe incendie** et, le cas échéant, la partie du bâtiment qu'ils protègent. **L'identification doit être effectuée à l'aide de pictogrammes conformes à la norme NFPA 170-2015 « Fire Safety and Emergency Symbols.**	
24.	24. Dans le cas d'un raccord-pompier qui n'est pas visible sur la façade principale du bâtiment, des panneaux doivent être installés pour en indiquer l'emplacement depuis la voie publique.	24. Dans le cas d'un raccord-pompier qui n'est pas visible sur la façade principale du bâtiment, des panneaux **conformes à la norme NFPA 170-2015 « Fire Safety and Emergency Symbols** doivent être installés pour en indiquer l'emplacement depuis la voie publique.	Ajout de certains termes dans la disposition existante
37.	37. Quiconque contrevient aux articles 18, 19 ou 20 commet une infraction et est passible d'une amende de 250 **$** pour chaque logement ou pièce visé par l'infraction. En cas de récidive, l'amende est de 500 $ pour chaque logement ou pièce visé par l'infraction.	37. Quiconque contrevient aux articles 18 **à 18.5**, 19 ou 20 commet une infraction et est passible d'une amende de 250 **$** pour chaque logement ou pièce visé par l'infraction. En cas de récidive, l'amende est de 500 $ pour chaque logement ou pièce visé par l'infraction.	Ajout de certains termes dans la disposition existante

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165361002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Centre de services - Expertise et développement de la prévention , -
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération l'adoption d'un règlement modifiant le Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir fichier joint.

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement modifiant le règlement 12-003 - version SAJ.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christine AUBÉ-GAGNON
Avocate
Tél : 514-872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Véronique BELPAIRE
Avocate et Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Division droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL (RCG 12-003)

Vu l'article 62 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le sous-paragraphe a) du paragraphe 8° de l'article 19 et l'article 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 48, 51 et 80 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 23° de l'article 1 du Règlement sur les services (14-012) ;

Considérant le schéma de couverture de risques adopté par le conseil d'agglomération le 18 décembre 2008 (CG08 0657), notamment le « Programme 2 : Réglementation municipale » visant l'adoption et l'application d'un règlement d'agglomération en prévention incendie (Partie 3, Section 7);

À l'assemblée du ……., le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 2 du Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal RCG 12-003 est modifié par :

   1° l'insertion, avant la définition de « directeur », des définitions suivantes :

   « « avertisseur de fumée » : détecteur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans la pièce ou la suite dans laquelle il est installé;

   « bâtiment » : toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses;

   « CNB 1995 mod. Québec » : Code de construction du Québec, chapitre I, Bâtiment et Code national du bâtiment – Canada 1995 (modifié), le « Code national du bâtiment - Canada 1995 » (CNRC 38726F) y compris les modifications de juillet 1998 et de novembre 1999 et le « National Building Code of Canada 1995 » (NRCC 38726) y compris les modifications de juillet 1998 et de novembre 1999 publiés par la Commission canadienne des codes (D. 953-2000, 2000-07-26);

« CNB 2005 mod. Québec » : Code de construction du Québec, chapitre I, Bâtiment et Code national du bâtiment – Canada 2005 (modifié), le « Code national du bâtiment - Canada 2005 » (CNRC 47666F) et le « National Building Code of Canada 2005 » (NRCC 47666) publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches (D. 293-2008, 2008-03-19); »

2° l'insertion, après la définition de « directeur », des définitions suivantes :

« « établissement de soins » : tel que défini par la norme applicable lors de la construction ou de la transformation du bâtiment;

« hauteur de bâtiment » : la hauteur du bâtiment comme définie dans la norme en vigueur lors de la construction ou transformation du bâtiment;

« habitation destinée à des personnes âgées » : une résidence privée pour aînés de type habitation où sont hébergées dans des chambres ou des logements des personnes âgées, qui ne sont pas hébergées en résidence supervisée;

« habitation destinée à des personnes âgées de type unifamilial » : une maison unifamiliale, d'au plus 2 étages en hauteur de bâtiment, où une personne physique qui y réside exploite une résidence privée pour aînés et y héberge au plus 9 personnes. »

3° l'insertion, après la définition de « logement », des définitions suivantes :

« « résidence privée pour aînés » : une résidence privée pour aînés selon la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ c. S-4.2) soit une habitation destinée à des personnes âgées, une habitation destinée à des personnes âgées de type unifamilial ou une résidence supervisée qui héberge des personnes âgées, telles que définies au présent règlement;

« résidence supervisée » : un établissement de soins autre qu'un hôpital, un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), une infirmerie, un centre de réadaptation ou une maison de repos, hébergeant en chambre des personnes qui requièrent des services d'aide à la personne et qui peuvent nécessiter une assistance pour leur évacuation (voir annexe A division A du CNB 2005 mod. Québec). »

2. Les articles 18 et 19 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

« 18. Des avertisseurs de fumée fonctionnels et conformes à la norme CAN/ULC-S531, « Détecteurs de fumée », doivent être installés :

1° dans chaque logement;

a) à chaque étage; et

b) à tout étage où se trouvent des chambres, ces avertisseurs de fumée doivent être installés entre les chambres et le reste de l'étage sauf si les chambres ont desservies par un corridor, auquel cas, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans ce corridor;

2° dans chaque pièce où l'on dort, qui ne fait pas partie d'un logement, sauf dans les établissements de soins ou de détention qui doivent être équipés d'un système d'alarme incendie;

3° dans chaque corridor et aire de repos ou d'activités communes d'une habitation pour personnes âgées qui n'est pas pourvue d'un système de détection et d'alarme incendie;

4° dans les pièces où l'on dort, et dans les corridors d'une résidence supervisée conçue selon l'article 3.1.2.5 du CNB 1995 mod. Québec ou 2005 mod. Québec, dont les chambres ne sont pas munies d'un détecteur de fumée;

5° dans chaque pièce où l'on dort, chaque corridor et chaque aire de repos ou d'activités communes d'une habitation destinée à des personnes âgées de type unifamilial;

Les avertisseurs de fumée exigés en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa doivent être connectés en permanence à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée.

18.1 Sous réserve des exigences plus contraignantes prévues aux articles 18.2 et 18.3, les avertisseurs de fumée requis à l'article 18 doivent, lorsque requis par la norme en vigueur lors de la construction ou de la transformation du bâtiment:

1° être connectés en permanence à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée; et

2° être reliés électriquement de manière qu'ils se déclenchent tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché dans le logement.

18.2 Les avertisseurs exigés aux paragraphes 3° à 5° de l'article 18 doivent :

1° être connectés en permanence à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée;

2° être reliés électriquement de manière qu'ils se déclenchent tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché dans le logement;

3° être reliés électriquement de manière qu'ils se déclenchent tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché dans le bâtiment abritant une habitation destinée à des personnes âgées de type maison de chambres.

De plus, les avertisseurs de fumée exigés au paragraphe 4° de l'article 18 doivent :

1° être de type photoélectrique;

2° être interconnectés et reliés à des avertisseurs visuels permettant au personnel affecté à ces chambres de voir d'où provient le déclenchement de l'avertisseur de fumée;

3° avoir une liaison au service d'incendie conçue conformément au CNB 1995 mod. Québec.

18.3 Les avertisseurs de fumée doivent être installés au plafond ou à proximité et conformément à la norme CAN/ULC-S553, « Installation des avertisseurs de fumée ».

18.4 Il est permis d'installer, en un point du circuit électrique d'un avertisseur de fumée d'un logement, un dispositif manuel qui permet d'interrompre, pendant au plus 10 minutes le signal sonore émis par cet avertisseur de fumée, après ce délai l'avertisseur de fumée doit se réactiver.

18.5 Tout avertisseur de fumée doit être remplacé 10 ans après la date de fabrication indiquée sur le boîtier. Si aucune date de fabrication n'est indiquée sur le boîtier, l'avertisseur de fumée est considéré non conforme et doit être remplacé sans délai.

19. Aux fins du présent règlement, un renvoi à une norme ou des exigences en vigueur lors de la construction ou de la transformation du bâtiment constitue un renvoi à la norme applicable selon l'année de construction ou de transformation du bâtiment indiquée aux deuxième et troisième alinéas de l'article 344 du *Code de sécurité*, RLRQ c. B-1.1, r 3. »

3. L'article 23 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « desservent », des mots suivants:

« la pression et le débit nominaux de fonctionnement de la pompe incendie ».

4. L'article 23 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le point, de la phrase suivante:

« L'identification doit être effectuée à l'aide de pictogrammes conformes à la norme NFPA 170-2015 « Fire Safety and Emergency Symbols ». »

5. L'article 24 de ce règlement est remplacé par l'insertion, après le mot « panneaux » des mots suivants:

« conformes à la norme NFPA 170-2015 « Fire Safety and Emergency Symbols » ».

6. L'article 37 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le chiffre « 18 », de « à 18.5 ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXX

GDD 1165361002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.07

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1175075002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-08 10:34

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175075002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (ci-après nommé "le règlement") est complété par les 4 annexes suivantes:
Annexe A : Liste des activités d'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout déléguées;
Annexe B : Liste des ouvrages et stations de pompage de l'agglomération ne faisant pas l'objet de la délégation aux municipalités liées;
Annexe C : Guide d'entretien pour les activités déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
Annexe D : Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération.

Lorsqu'une activité d'entretien pour un ouvrage ou poste de pompage est déléguée aux villes liées, elle apparaît à l'annexe A du règlement et est définie dans l'annexe C; cependant, l'ouvrage sur lequel cet entretien est réalisé ne doit pas figurer à la *Liste des ouvrages et stations de pompage de l'agglomération ne faisant pas l'objet de la délégation aux municipalités liées* (annexe B) du règlement de délégation. De même, dans le but d'uniformiser les coûts à rembourser aux villes liées pour les équipements et véhicules qu'elles utilisent dans la réalisation des travaux d'entretien et de réparation des ouvrages d'agglomération, une grille tarifaire est incluse au règlement en tant qu'annexe D.

Le comité technique, composé de cinq membres de la Ville de Montréal et de quatre des autres municipalités liées, dont l'un des rôles est d'analyser les demandes de modification au règlement de délégation, recommande l'adoption des modifications proposées au règlement afin d'y refléter les changements apportés à la délégation de l'entretien des

ouvrages, en fonction des opérations courantes, ainsi qu'à la grille tarifaire des équipements et véhicules.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0441 - 22 juin 2016 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D révision 3);
CG15 0305 - 30 avril 2015 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D révision 2);

CG14 0382 - 21 août 2014 - Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe B révision 5 et de l'annexe D révision 1 en remplacement des annexes B et D du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées);

CG12 0319 - 23 août 2012 - Modifier le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D);

CG05 0020 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées.

DESCRIPTION

Les tarifs des équipements qui apparaissent à la grille tarifaire en vigueur actuellement au règlement tient compte d'une indexation de l'indice du prix à la consommation (IPC) de la région de Montréal. Pour 2017, il est requis d'adopter l'annexe D « révision 4 » datée du 2 février 2017, afin de refléter l'indexation de l'IPC de l'année 2016.

À noter que la grille tarifaire proposée s'applique à compter du 1er janvier 2017.

JUSTIFICATION

La révision de l'annexe D du règlement, recommandée par le comité technique, permet de refléter la réalité opérationnelle qui prévaut pour l'entretien standard des ouvrages d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Fonds de l'eau, par son budget dédié à l'agglomération, rembourse aux villes liées les coûts d'entretien et de réparation des infrastructures déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées est essentielle au bon fonctionnement des opérations d'entretien des ouvrages d'aqueduc et d'égout de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement et de ses annexes aux arrondissements et villes liées.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ava L. COUCH, Ville de Mont-Royal
Daniel TURCOT, Service de l'eau
Patrice LANGEVIN, Service de l'eau
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Christianne CYRENNE, LaSalle
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Ava L. COUCH, 6 février 2017
Daniel TURCOT, 3 février 2017
Alain DUFRESNE, 3 février 2017
Christianne CYRENNE, 2 février 2017
Céline VAILLANCOURT, 2 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

Tél : 514-280-0179
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-02

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2017-02-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1175075002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents ci-joints:

FICHIERS JOINTS

Annexe D - révision 4.pdfProjet de règlement, GDD 1175075002.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Véronique BELPAIRE
avocate, chef de division
Tél : 514-872-4222
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE L'ENTRETIEN DU RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT AUX MUNICIPALITÉS LIÉES (RCG 05-002)

VU l'article 47 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) ;

À l'assemblée du _____ 2017, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) est modifié par le remplacement de l'annexe D par le document joint en annexe 1 au présent règlement**.**

ANNEXE 1
ANNEXE D : GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION (révision 4, le 2 février 2017)

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD 1175075002

ANNEXE D
GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION

Tarif horaire des équipements (comité technique)

Classe	Nom de l'équipement	Base tarif 2017
128A	Camionnette 4 roues - 8 cylindres - 4 portes	18,68
129	Camionnette tracteur 4 roues - 8 cylindres - 2 portes	19,05
134	Auto compacte - 4 cylindres	9,94
151	Auto C.E.	25,48
178A	Fourgonnette - 8 cylindres	13,57
178B	Fourgonnette vitrée - avec passagers	14,11
211A	Camion de 5001 à 10000 lbs PBV	11,90
212A	Camion de 5001 à 10000 lbs PBV – 6 passagers	12,47
217A	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV – régulier	20,19
217B	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV - régulier 115 V	23,18
217C	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV - h.h.	24,07
224	Camion 10001 à 14000 lbs PBV - B.B. - 6 passagers	25,39
227E	Fourgon 10001 à 14000 lbs PBV - patrouille	36,17
234	Camion 14001 à 16500 lbs - 6 passagers	23,06
237B	Fourgon 14001 à 16500 lbs PBV - 115 V	36,17
237C	Fourgon 14001 à 16500 lbs PBV - h.h.	36,17
247	Camion 16501 à 19500 lbs PBV - B.F.	23,82
283A	Camion 30001 à 33000 lbs PBV - B.B.	44,86
286	Camion 30001 lbs PBV et plus, grue, treuil	58,17
293	Camion 33000 lbs PBV et plus, B.B.	54,80
296	Camion 33000 lbs PBV et plus, grue légère	64,54
299	Camion tracteur, 33000 lbs PBV et plus	49,52
309	Camion écureur d'égout	101,29
319	Camion vide-puisard (Vector)	68,12
387	Unité mobile d'entretien mécanique	58,74
414	Tracteur sur roues 65 à 100 H.P.	27,60
433	Chargeur sur roues 1 à 1 1/2 v.c.	38,73
435	Chargeur sur roues 2 à 2 1/2 v.c.	59,06
439	Chargeur sur roues 7 v.c.	256,56
451A	Excavatrice sur roues	51,09
451B	Excavatrice avec marteau piqueur	98,20
478A	Profileuse à asphalte - 24000 lbs	158,98

ANNEXE D
GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION

Tarif horaire des équipements (comité technique)

Classe	Nom de l'équipement	Base tarif 2017
481B	Rouleau motorisé - (moins de 2 tonnes) B vibrateur	11,69
484	Rouleau motorisé - 6 à 8 tonnes	40,11
538	Balai aspirateur 2 à 5 v.c.	73,68
548	Chariot élévateur à fourche 7001 à 8000 lbs	40,63
549	Chariot élévateur à fourche 8001 à 10000 lbs	46,97
557	Grue automotrice 7 tonnes	64,51
559	Grue automotrice de plus de 20 tonnes	132,26
603	Opérateur de vanne remorqué, motorisé	29,26
614	Opérateur de valve remorqué	7,50
644	Génératrice 5 KW à projecteurs remorquée	12,11
645C	Génératrice 15 KW remorquée	21,56
645E	Génératrice 150 KW remorquée	92,63
645F	Génératrice 280 KW remorquée	110,91
646	Génératrice à souder remorquée	13,73
654	Pompe centrifuge 4" remorquée	9,57
661	Compresseur 100 à 199 PCM remorqué	14,13
753	Fardier 4 à 6 tonnes	5,03
755	Fardier 8 à 10 tonnes	8,74
759B	Fardier 50 tonnes	43,87
760B	Roulotte de 20 à 40 pieds	17,11
760E	Remorque à chlorination	16,20
761	Roulotte de chantier	6,46
763B	Semi-remorque, benne basculante	38,09
815	Scie à béton	23,66
843	Génératrice 2 à 3 KW portative	4,51
845B	Génératrice 15 KW portative	18,85
852	Pompe 2" centrifuge portative	3,32
853	Pompe 2" diaphragme portative	3,32
860	Compresseur petite capacité portatif	3,13
861	Compresseur 100 à 199 PCM fixe	12,72

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.08

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1172837001

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé."

Il est recommandé :
D'adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-21 10:28

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172837001**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé."

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, par le biais de son programme triennal d'immobilisations (PTI) 2017-2019, a octroyé à la Société du parc Jean-Drapeau, 15 M$ récurrents pour les années 2017 à 2019 afin d'assurer la pérennité des installations, la sécurité des employés, des usagers et des visiteurs.
Programme de protection de l'actif immobilisé (Maintien d'actifs)

Le Parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif. Aujourd'hui, 1,7 million de visiteurs fréquentent annuellement le parc Jean-Drapeau, soit pour ses installations (Complexe aquatique, Plage Jean-Doré, La Biosphère, Bassin olympique, etc.), soit pour la tenue de plus de 60 événements et activités (Fête des neiges, Week-ends du Monde, Piknic Électronik, Osheaga, Heavy Mtl, etc.) ou pour ses pistes cyclables et ses espaces verts.

Afin de réaliser sa mission, la Société doit offrir des installations et des infrastructures adéquates afin d'assurer le bon déroulement des activités et événements majeurs tout en étant sécuritaires pour les employés et les usagers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 15 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2017, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération.

Actuellement trois types d'actifs sont concernés par les travaux visant la sécurité des lieux : les bâtiments et installations, les aménagements extérieurs, le mobilier urbain et les équipements.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de maintien d'actifs de la Société du parc Jean-Drapeau.
La Société doit réaliser ces travaux afin d'assurer la sécurité des sites et le bon déroulement des activités et événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le programme de protection de l'actif immobilisé a été évalué à 15 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour l'année 2017. Ces travaux seront effectués par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). Les budgets sont déjà prévus à même l'enveloppe octroyée lors de la confection du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2017-2019 volet agglomération.
Le montant de 15 M$ provenant du budget d'investissements autorisé dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 se répartit comme suit :

Numéro de Projet	**Numéro de sous-projet**	**Description**	**Numéro de projet Simon**	**Investissement 2017**
43010	1143010002	Bâtiments	135814	10 775 000 $
43010	1143010003	Aménagements	135816	2 000 000 $
43010	1143010004	Achats d'équipements	135817	2 225 000 $
				15 000 000 $

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet, détaillé en plans et devis qui permettront de procéder aux travaux d'aménagement vise à améliorer les infrastructures événementielles ainsi qu'à assurer la sécurité du public et des usagers, tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels respectant les normes environnementales en vigueur ainsi qu'en optimisant les aspects sociaux, économiques et de qualité de vie prônés par les politiques de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement d'emprunt est requis pour permettre la réalisation des projets visés, la sécurité des employés et des usagers, ainsi que le bon déroulement des activités et des événements se déroulant au parc Jean-Drapeau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 30 mars 2017
Adoption : 27 avril 2017
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'ensemble des projets suivra le processus et la réglementation applicable en matière d'appels d'offres et d'octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.
La Société du parc Jean-Drapeau ne peut octroyer de contrats de plus de 2 millions de dollars à moins d'avoir préalablement reçu l'aval du comité exécutif, conformément à la convention la liant à la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-07
Jean-François J MATHIEU Directeur de l'administration	Ronald CYR Directeur général
Tél : 514-872-7326 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-5574 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2017-02-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2017-02-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172837001

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé."

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



AML - 1172837001 - Actif immobilisé Jean-Drapeau_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 15 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES BÂTIMENTS, AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DU PARC JEAN-DRAPEAU, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 15 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172837001

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé."

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1172837001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-09

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.09

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1172837004

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 3 M$ afin de financer la réalisation du projet de rénovation du Pavillon du Canada Phase I".

Il est recommandé:
D'adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 3 M$ afin de financer la réalisation du projet de rénovation du Pavillon du Canada, Phase I".

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-02-21 14:27

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172837004**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 3 M$ afin de financer la réalisation du projet de rénovation du Pavillon du Canada Phase I".

CONTENU

CONTEXTE

La Société du parc Jean-Drapeau exploite le Pavillon du Canada comme bâtiment administratif. Le Pavillon du Canada est un des legs de l'Expo 67. D'une superficie de plus de 50 000 pieds carrés, le pavillon en plus des espaces de bureau, dispose d'une salle de location ainsi que d'une salle de théâtre inoccupée. Jusqu'en 2015, une partie du pavillon était occupée par la Commission scolaire de Montréal qui l'utilisait comme salles de classes (fleuristerie, horticulture et jardinerie ainsi que les spécialités en horticulture) pour leur école d'horticulture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016- Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Suite au départ de la Commission scolaire de Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau doit corriger le système de ventilation pour être aux normes afin de pouvoir ensuite transformer les salles de classes en espace de bureau. Ces travaux permettront de regrouper au Pavillon du Canada, tout le personnel de la Direction Marketing, développement commercial et communications, lequel est actuellement localisé dans deux pavillons. L'investissement de 3 M$ permettra de réaliser les plans et devis et par la suite, d'effectuer les travaux nécessaires.

JUSTIFICATION

La mise à niveau du système de ventilation pour ensuite permettre la transformation des salles de classes en espace de bureaux permettra le regroupement du personnel de la direction Markeking, développement commercial et communications. Ce regroupement améliorera l'efficience organisationnelle et permettra aussi d'optimiser les espaces vacants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux du projet "Rénovation du pavillon du Canada phase 1" tel que prévu au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux relève de la compétence d'agglomération puisqu'ils concernent une installation du parc Jean-Drapeau.

Informations budgétaires (en dollars)

Projet : 43015
Sous-projet : 1743015000

2017 Total
3 M$ 3 M$

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet, détaillé en plans et devis qui permettront de procéder aux travaux d'aménagement, vise à améliorer les infrastructures événementielles ainsi qu'à assurer la sécurité du public et des usagers du parc Jean-Drapeau tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels respectant les normes environnementales en vigueur ainsi qu'en optimisant les aspects sociaux, économiques et de qualité de vie prônés par les politiques de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable à l'égard de la demande faisant l'objet du présent dossier aurait pour conséquence un délai dans la réalisation des travaux et nuirait à l'efficacité organisationnelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier pour l'adoption du règlement d'emprunt:
Avis de motion : 30 mars 2017
Adoption : 27 avril 2017
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire.

Échéancier pour les travaux:
2017 : Plans et devis
2018 : Travaux de rénovation, de mise aux normes et de réaménagement intérieur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L’ensemble des projets suivra le processus et la réglementation applicable en matière d’appels d’offres et d’octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.
La Société du parc Jean-Drapeau ne peut octroyer de contrats de plus de 2 millions de dollars à moins d'avoir préalablement reçu l'aval du comité exécutif, conformément à la convention la liant à la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU
Directeur de l'administration

Tél : 872-7326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Ronald CYR
Directeur général

Tél : 514 872-5574
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2017-02-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2017-02-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172837004

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 3 M$ afin de financer la réalisation du projet de rénovation du Pavillon du Canada Phase I".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1172837004 - Pavillon du Canada phase I_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 3 000 000 $ AFIN DE FINANCER LA PHASE I DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DU PAVILLON DU CANADA DU PARC JEAN-DRAPEAU

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 3 000 000 $ est autorisé afin de financer la phase I des travaux de rénovation du Pavillon du Canada du parc Jean-Drapeau.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1172837004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172837004

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 3 M$ afin de financer la réalisation du projet de rénovation du Pavillon du Canada Phase I".

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1172837004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.10

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1173843001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-03-09 13:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173843001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* . Le potentiel fiscal est le critère de répartition qui s'applique par défaut, à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères.
Jusqu'au 31 décembre 2013, l'article 68 du décret 1229-2005 prévoyait que les coûts réels de l'alimentation en eau potable étaient partagés entre les villes desservies par l'agglomération de Montréal selon la consommation réelle. L'administration municipale a décidé de poursuivre en 2016, même si elle n'en avait pas l'obligation, la facturation d'une portion des coûts relatifs au service d'alimentation en eau potable aux villes liées en fonction de leur consommation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0276 - 21 avril 2016 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015);
CG15 0361 - 28 mai 2015 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2014);
CG14 0226 - 1er mai 2014 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013);
CG13 0133 - 25 avril 2013 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2012);
CG12 0223 - 21 juin 2012 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2011).

DESCRIPTION

Le *Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016)* prévoit qu'au terme de l'exercice financier 2016, la Ville fixe, par règlement du conseil d'agglomération le taux définitif de la quote-part en fonction du coût relatif à l'alimentation en eau potable qu'elle a assurée sur le territoire des municipalités liées au cours de cet exercice financier. Ce règlement établit également les modalités de paiement ou de remboursement ainsi que le montant des intérêts.

JUSTIFICATION

Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016) prévoit que la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable est transmise au plus tard le 30 janvier 2016. Un ajustement du montant de la quote-part est effectué lorsque le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est fixé, au terme de l'exercice financier de 2016 et que la consommation réelle de chacune des municipalités liées est connue. Il équivaut à la différence entre la quote-part pour l'alimentation en eau potable et la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des municipalités liées, le taux est établi à 0,1209 $ par m^3 pour l'exercice financier de 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie RAULT
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-8507
Télécop. : 514 872-7795

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-7795

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2017-03-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
TRÉSORIER ET DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2017-03-09

FOURNITURE DE L'EAU POTABLE AUX VILLES LIÉES
EXERCICE 2016 - CALCUL DU COÛT RÉEL

(en milliers de dollars)

	Réel 2016
1. Approvisionnement et traitement de l'eau potable	52 121,0
2. Réseau de distribution de l'eau potable	22 149,0
	74 270,0
Taux	73,65%
Coût direct de fourniture en eau potable	**54 699,9**
Volumes d'eau distribués nets (m3) - 2016	**452 489 427**
Tarif réel 2016 pour les villes liées	**0,1209 $/m3**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173843001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire
Objet :	Adopter un règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1173843001 - Taux définitif de l'eau 2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-06

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT FIXANT LE TAUX AU MÈTRE CUBE DE L'EAU EN FONCTION DES COÛTS RÉELS RELATIFS À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AUX FINS DE LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (EXERCICE FINANCIER DE 2016)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'article 3 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016) (RCG 15-087);

À l'assemblée du _____ , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITION GÉNÉRALE

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coûts relatifs à l'alimentation en eau potable » : 73.65 % des charges relatives à l'exercice des compétences d'agglomération qui sont imputées aux activités Approvisionnement et traitement de l'eau potable et Réseau de distribution de l'eau potable de la fonction Hygiène du milieu, aux fins du rapport financier annuel 2016 de la Ville de Montréal conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« municipalité liée » : une municipalité visée à l'article 4 de la Loi;

CHAPITRE II
LA QUOTE-PART POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

2. Aux fins du financement des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées, le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est établi à 0,1209 $/m^3 pour l'exercice financier de 2016.

CHAPITRE III
ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier de 2016.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.11

2017/03/30 17:00

(2)

Dossier # : 1176767001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) » afin notamment de préciser la définition de propriétaire et de clarifier le libellé de certains articles

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) ».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-14 11:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1176767001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) » afin notamment de préciser la définition de propriétaire et de clarifier le libellé de certains articles

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) encadre la gestion des subventions relatives à certains travaux de restauration, de rénovation et d'archéologie en vertu de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal. Il indique notamment les bâtiments et les travaux admissibles, les conditions particulières applicables, les paramètres de calcul de la subvention, les éléments composant la demande, l'exécution des travaux et le versement de la subvention.
Ce règlement est modifié au besoin pour l'ajuster aux orientations du MCC et de la Ville en matière d'aide financière aux bâtiments visés par ce programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0494 - 20 décembre 2012 (règlement RCG 12-025) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) » (modifications visant à tenir compte de l'entrée en vigueur, le 19 octobre 2012, de la Loi sur le patrimoine culturel).
CG11 0025 - 27 janvier 2011 (règlement RCG 11-001) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) » (modifications visant à clarifier les conditions d'admissibilité, à ajuster les montants maximums d'une certaine catégorie et à préciser la portée de l'exclusion relative aux édifices religieux).

CG10 0214 - 20 mai 2010 (règlement RCG 10-012) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026)

» (modifications visant à harmoniser certaines subventions au Fonds du patrimoine culturel québécois).

CG08 0502 - 25 septembre 2008 (règlement RCG 08-036) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026)
» (modifications visant à harmoniser certaines subventions au Fonds du patrimoine culturel québécois).

CG07 0528 - 20 décembre 2007 (règlement RCG 07-041) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026)
» (modifications visant à harmoniser certaines subventions au Fonds du patrimoine culturel québécois).

CM04 0206 - 23 mars 2004 (règlement 04-026) : Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques ».

DESCRIPTION

Le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) est modifié afin notamment :

- d'ajouter la définition de « propriétaire » et d'ajuster des articles associés;
- d'ajouter les définitions de « cinéma ancien », « théâtre ancien » et « terrain vacant »;
- de rendre admissibles à une subvention aux fouilles archéologiques les terrains vacants dans le site patrimonial du Mont-Royal;
- de rendre non admissible un propriétaire n’ayant pas respecté une des dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel (LPC), à moins que la situation entraînant ce non-respect n'ait été corrigée (modification demandée par le MCC);
- de clarifier le libellé des travaux de restauration admissibles;
- de retirer la conception et la fabrication d'enseignes de la liste des travaux admissibles, ces interventions ne constituant pas des travaux de restauration;
- d'actualiser les coûts des travaux de rénovation par mètre carré, ces montants n'ayant pas été indexés depuis 2004;
- de permettre au comité exécutif d'établir, par ordonnance, des priorités eu égard à la nature des travaux subventionnés.

Les détails relatifs aux modifications apportées à ce règlement sont définis au tableau joint au présent dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

Ces modifications permettront de mettre à jour et de clarifier certaines dispositions du règlement.
Elles permettront également à davantage de propriétaires de bénéficier d'une subvention, notamment les personnes possédant un immeuble municipal à titre d'emphytéote, mais qui, jusqu'alors, ne pouvaient pas obtenir de subvention pour la réalisation des travaux de restauration à leur charge.

Enfin, ces modifications permettront de corriger une discordance entre le règlement 04-026 et les normes des programmes du MCC relatives à l'inadmissibilité des propriétaires en situation d’infraction par rapport à la LPC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'affectent en rien l'Entente sur le développement culturel de Montréal et n'ont aucun impact financier pour la Ville de Montréal.
Le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) relève du conseil d'agglomération en vertu de l'annexe I du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public promulguant le règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du conseil d'agglomération : 30 mars 2017

- Adoption du règlement par le conseil d'agglomération : 27 avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Soleil BROSSEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-7007
Télécop. : 514-872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-10

Gilles DUFORT
Chef de division

Tél : 514 872-1863
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-14

Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026)
Modifications proposées

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
1	n/a	« cinéma ancien » : un édifice érigé avant 1975, construit originellement comme cinéma, qui demeure utilisé principalement comme cinéma ou théâtre et qui présente un intérêt sur le plan historique ou architectural;	Ajout de cette définition pour préciser ce que l'on entend par « cinéma ancien ».
1	« directeur » : le directeur de la Direction de la culture et du patrimoine;	« directeur » : le directeur de la Direction de l'urbanisme;	La Division du patrimoine, responsable de la coordination du programme de subvention, est maintenant intégrée à la Direction de l'urbanisme.
1	« Loi » : la Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., chapitre P-9.002);	« Loi » : la Loi sur le patrimoine culturel (**RLRQ** , chapitre P-9.002);	L'abréviation « L.R.Q. » est remplacée par « RLRQ ».
1	n/a	« propriétaire » : propriétaire au sens de l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);	Ajout de cette définition pour rendre admissibles à une subvention les personnes possédant un immeuble municipal à titre d'emphytéote, tel que recommandé par le Service des affaires juridiques.
1	n/a	« terrain vacant » : terrain non construit qui n'est pas utilisé à des fins de parc, de stationnement ou de cimetière;	Ajout de cette définition pour préciser ce que l'on entend par « terrain vacant ».
1	n/a	« théâtre ancien » : un édifice érigé avant 1975, construit originellement comme un théâtre, qui demeure utilisé principalement comme cinéma ou théâtre et qui présente un intérêt sur le plan historique ou architectural.	Ajout de cette définition pour préciser ce que l'on entend par « théâtre ancien ».
2, alinéa 1	2º aux fins de fouilles archéologiques effectuées dans un terrain vacant d'intérêt archéologique, situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) ou dans un terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre) localisé hors du site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal), identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme;	2º aux fins de fouilles archéologiques effectuées dans un terrain vacant d'intérêt archéologique, situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) **ou du Mont-Royal** ou dans un terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre) ~~localisé hors du site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal),~~ identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme;	Modification visant à rendre admissibles à une subvention aux fouilles archéologiques les terrains vacants localisés dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, en plus des terrains compris dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) et ceux situés dans un site archéologique recensé (intègre).

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
2, alinéa 2	5º un bâtiment situé dans un site historique, construit avant 1975 et présentant un intérêt sur le plan architectural ou patrimonial classé;	5° un bâtiment situé dans un site patrimonial classé, construit avant 1975 et présentant un intérêt sur le plan architectural ou historique;	Ce remplacement vise à corriger une erreur de formulation.
2, alinéa 2	6º un bâtiment situé dans un site patrimonial cité, construit avant 1975 et présentant un intérêt sur le plan historique;	6º un bâtiment situé dans un site patrimonial cité, construit avant 1975 et présentant un intérêt sur le plan **architectural ou** historique;	Cette modification vise à préciser que l'intérêt d'un bâtiment peut être sur le plan architectural.
4	2º les travaux nécessaires à la conservation de l'aspect extérieur du bâtiment, tels que la réfection de portes, fenêtres, corniches, couvertures, toitures à l'exception des toits plats et des bardeaux d'asphalte, vitrines et autres éléments ayant un aspect décoratif, ainsi que le ravalement de façades;	2° les travaux nécessaires à la conservation de l'aspect extérieur du bâtiment, tels que la réfection de portes, fenêtres, corniches, vitrines et autres éléments d'intérêt ayant un aspect décoratif, le ravalement de façades, ainsi que la réfection des couvertures et toitures, à l'exception des toits plats et des bardeaux d'asphalte;	Le déplacement de la mention des couvertures et toitures à la fin vise à éviter les confusions. En effet, on pouvait penser que ce qui était énuméré après les exceptions était également exclu.
4	3º les travaux nécessaires à la conservation de l'aspect intérieur du bâtiment, tels que la réfection des menuiseries, lambris, plâtres, escaliers, ascenseurs, calorifères, lustres et autres éléments ayant un aspect décoratif;	3° les travaux nécessaires à la conservation de l'aspect intérieur du bâtiment, **si ces éléments sont protégés par la Loi ou s'il s'agit d'éléments intérieurs d'intérêt d'un cinéma ou théâtre ancien,** tels que la réfection des menuiseries, lambris, plâtres, escaliers, ascenseurs, calorifères, lustres et autres éléments ayant un aspect décoratif;	La modification vise à préciser que seuls les intérieurs protégés ou les intérieurs d'intérêt de cinéma ou théâtre ancien sont admissibles.
4	4º les travaux de reconstitution d'éléments disparus ou ruinés, nécessaires à la mise en valeur patrimoniale de l'aspect extérieur ou intérieur du bâtiment, sauf si ces travaux sont requis à la suite d'une perte découlant du non-respect des règlements municipaux ou d'une démolition non autorisée en vertu de ceux-ci;	4° sauf s'ils sont requis à la suite d'une perte découlant du non-respect des règlements municipaux ou d'une démolition non autorisée en vertu de ceux-ci, les travaux de reconstitution d'éléments disparus ou ruinés basés sur des preuves documentaires démontrant la forme des éléments et des matériaux anciens et qui sont nécessaires à la mise en valeur patrimoniale de l'un ou l'autre des éléments ci-dessous : a) l'aspect extérieur du bâtiment; b) l'aspect intérieur du bâtiment, s'il s'agit d'un intérieur protégé par la Loi; c) l'aspect intérieur d'un cinéma ou d'un théâtre ancien qui présente un intérêt sur le plan historique ou architectural;	La modification vise à préciser que la reconstitution doit être basée sur une preuve documentaire et que les travaux de reconstitution sur l'aspect intérieur visent les intérieurs protégés ou les intérieurs d'intérêt de cinéma ou théâtre ancien.

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
4	6º les travaux de reconstitution ou de réfection d'aménagements paysagers tels que courettes intérieures, cours arrière, latérales ou avant, dans la mesure où ces travaux assurent la mise en valeur patrimoniale du bâtiment;	6° les travaux de reconstitution ou de réfection d'éléments architecturaux d'aménagements paysagers tels que murets, clôtures, fontaines ou autres éléments d'intérêt ayant un aspect décoratif, dans la mesure où ces travaux assurent la mise en valeur patrimoniale du bâtiment;	La modification vise à préciser que les travaux doivent viser les éléments architecturaux d'aménagements paysagers.
4	8º pour un bâtiment visé aux paragraphes 1° et 7° du deuxième alinéa de l'article 2, les travaux nécessaires à la conception et à la fabrication d'enseignes s'intégrant harmonieusement à l'architecture du bâtiment.	Paragraphe supprimé.	La conception et la fabrication de nouvelles enseignes ne constituant pas des travaux de restauration, ce paragraphe est supprimé.
5	Les travaux admissibles aux fins de la rénovation d'un bâtiment à valeur patrimoniale sont : (…)	**Dans le cas d'un bâtiment qui, depuis au moins 4 ans, est vacant ou occupé au rez-de-chaussée seulement**, les travaux admissibles aux fins de la rénovation d'un bâtiment à valeur patrimoniale sont : (…)	Cette modification est proposée par souci de précision (les critères relatifs à l'admissibilité de ces travaux étant mentionnés beaucoup plus tard dans le règlement).
7, alinéa 1	2º après l'approbation prévue à l'article 22, sauf si ces travaux ont été autorisés dans le cadre du programme d'aide à la restauration des biens patrimoniaux du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine ou s'ils sont urgents pour assurer la sécurité des occupants du bâtiment ou du public et, dans ce dernier cas, s'ils ont été autorisés par le directeur.	2º après l'approbation prévue à l'article 22, sauf si ces travaux ont été autorisés dans le cadre du programme d'aide à la restauration des biens patrimoniaux du **ministère de la Culture et des Communications** ou s'ils sont urgents pour assurer la sécurité des occupants du bâtiment ou du public et, dans ce dernier cas, s'ils ont été autorisés par le directeur.	Mise à jour de la désignation du Ministère.
9	Le droit à une subvention à la restauration est conditionnel à ce que le coût réel des travaux admissibles prévus à l'article 4 et le coût réel des frais inhérents totalisent au moins 5 000 $.	Le droit à une subvention à la restauration est conditionnel à ce que le coût réel des travaux admissibles prévus à l'article 4 et le coût réel des frais inhérents totalisent au moins 5 000 $ **(incluant les taxes applicables)**.	L'ajout vise à préciser que le montant minimum des travaux inclut les taxes.

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
10	Le droit à une subvention à la rénovation est conditionnel à ce que, en plus des travaux admissibles de rénovation prévus à l'article 5, des travaux admissibles de restauration visés à l'article 4 soient également effectués et à ce que le coût réel de ces travaux de restauration et des frais inhérents à ces travaux, à l'exception de ceux prévus au paragraphe 7 de l'article 4, totalisent au moins 50 000 $.	Le droit à une subvention à la rénovation est conditionnel à ce que, en plus des travaux admissibles de rénovation prévus à l'article 5, des travaux admissibles de restauration visés à l'article 4 soient également effectués et à ce que le coût réel de ces travaux de restauration et des frais inhérents à ces travaux, à l'exception de ceux prévus au paragraphe 7 de l'article 4, totalisent au moins 50 000 $ **(incluant les taxes applicables)**.	L'ajout vise à préciser que le montant minimum des travaux inclut les taxes.
10	n/a	10.1. Le présent règlement ne s'applique pas : (...) Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 10, de l'article suivant : « **10.1.** Un propriétaire ne respectant pas la Loi, n'est pas admissible à une subvention à moins que la situation entraînant ce non-respect ait été corrigée. »	Cette modification vise à rendre non admissible un propriétaire en infraction par rapport à la Loi sur le patrimoine culturel, même si cette infraction n'est pas liée au bâtiment visé par la demande de subvention. L'ajout de cette restriction a été demandé par le ministère de la Culture et des Communications afin de corriger une discordance entre le règlement 04-026 et les normes des programmes du Ministère. Rappelons que les budgets des subventions à la restauration proviennent de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, entente conjointe entre la Ville et le Ministère.
11, alinéa 1	Aux fins du calcul de la subvention, seul le coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents est pris en compte.	Aux fins du calcul de la subvention, seul le coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents **(incluant les taxes applicables)** est pris en compte.	L'ajout vise à préciser que le coût des frais inhérents inclut les taxes.

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
12	Aux fins du calcul de la subvention relative à un bâtiment visé au paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 2, le coût réel maximal des travaux admissibles de rénovation et des frais inhérents qui peut être pris en compte ne peut excéder : 1º dans le cas de travaux effectués à des fins résidentielles, 270 $ par mètre carré de superficie de plancher du bâtiment visé par les travaux de rénovation admissibles; 2º dans le cas de travaux effectués à des fins autres que résidentielles, 215 $ par mètre carré de superficie de plancher du bâtiment visé par les travaux de rénovation admissibles.	Aux fins du calcul de la subvention relative à un bâtiment visé au paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 2, le coût réel maximal des travaux admissibles de rénovation et des frais inhérents qui peut être pris en compte ne peut excéder : 1º dans le cas de travaux effectués à des fins résidentielles, **380** $ par mètre carré de superficie de plancher du bâtiment visé par les travaux de rénovation admissibles; 2º dans le cas de travaux effectués à des fins autres que résidentielles, **310** $ par mètre carré de superficie de plancher du bâtiment visé par les travaux de rénovation admissibles.	Actualisation des coûts des travaux de rénovation par mètre carré, ces montants n'ayant pas été indexés depuis 2004.
15, alinéa 1	2º à 30 % de ce coût, s'il s'agit d'un bâtiment visé au paragraphe 3° ou 6° de cet alinéa.	2º à 30 % de ce coût, s'il s'agit d'un bâtiment visé au paragraphe ~~3° ou~~ 6° de cet alinéa.	L'extrait supprimé faisant référence à un paragraphe qui n'existe plus.
17	Aux fins du présent règlement, le montant maximal d'une subvention s'applique pour une période de 3 ans.	Aux fins du présent règlement, le montant **cumulatif** maximal d'une subvention s'applique pour une période de 3 ans.	Cette modification vise à préciser que le montant maximal est cumulatif. Par exemple, un propriétaire pourrait demander une subvention de 100 000 $ en 2016, une subvention de 50 000 $ en 2017 puis une autre de 100 000 $ en 2018.
19	Pour les fouilles réalisées dans un terrain vacant situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal), le montant de cette subvention correspond à 50 % du coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents.	Pour les fouilles réalisées dans un terrain vacant situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) **ou du Mont-Royal**, le montant de cette subvention correspond à 50 % du coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents.	Modification découlant de la modification de l'article 2 visant à rendre admissibles les terrains vacants dans le site patrimonial du Mont-Royal à une subvention aux fouilles archéologiques.
19.1	Pour les fouilles archéologiques réalisées dans un terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre) localisé hors du site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal), identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme, le montant de cette subvention correspond à 30 % du coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents.	Pour les fouilles archéologiques réalisées dans un terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre) ~~localisé hors du site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal),~~ identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme, le montant de cette subvention correspond à 30 % du coût réel des travaux admissibles et des frais inhérents.	Modification découlant de la modification de l'article 2 visant à rendre admissibles les terrains situés dans un site archéologique recensé (intègre) localisé dans le Vieux-Montréal à une subvention aux fouilles archéologiques.

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
20	1º d'un document établissant que le requérant est le dernier propriétaire inscrit sur la fiche d'inscription relative à ce bâtiment au registre foncier;	1° d'un document établissant que le requérant est le propriétaire du bâtiment visé par la demande;	Remplacement découlant de l'ajout de la définition de propriétaire et visant à simplifier le libellé de l'article.
20	3º d'une acceptation par le propriétaire de la liste des travaux admissibles visant le bâtiment qui fait l'objet de la demande de subvention, accompagnée d'une copie des plans et devis relatifs à ces travaux;	3º **si la demande est déposée par un mandataire,** d'une acceptation par le propriétaire de la liste des travaux admissibles visant le bâtiment qui fait l'objet de la demande de subvention, accompagnée d'une copie des plans et devis relatifs à ces travaux;	L'ajout permet de préciser que la liste est nécessaire lorsque la liste des travaux n'est pas transmise par le propriétaire. Lorsque celui-ci fait lui-même les démarches, il est réputé d'accord avec les travaux envisagés.
20	4º de deux soumissions relatives à l'exécution des travaux faites par un entrepreneur détenant, lorsque la loi le requiert, une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec, accompagnée d'une copie de sa licence ainsi que d'une estimation des frais inhérents;	4º **d'au moins** deux soumissions relatives à l'exécution des travaux faites par un entrepreneur détenant, lorsque la loi le requiert, une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec, accompagnée d'une copie de sa licence ainsi que d'une estimation des frais inhérents;	L'ajout vise à préciser qu'un minimum de deux soumissions est exigé (il pourrait y en avoir plus de deux)
20	5º d'une preuve de la capacité du propriétaire à obtenir le financement nécessaire pour couvrir le coût des travaux;	5º d'une preuve de la capacité du propriétaire à obtenir le financement nécessaire pour couvrir le coût **total** des travaux;	L'ajout vise à préciser que la preuve de capacité financière doit porter sur le coût total des travaux de restauration.
20	7º d'une preuve que les demandes de permis et d'autorisation nécessaires à l'exécution des travaux ont été déposées;	7º d'une preuve que les demandes de permis et d'autorisation **du ministère de la Culture et des Communications** nécessaires à l'exécution des travaux ont été déposées;	L'ajout vise à préciser que l'autorisation est celle du ministère de la Culture et des Communications
20	8º le cas échéant, d'une autorisation permettant à la Ville et au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine de réaliser des travaux d'archéologie préalablement à tous travaux d'excavation;	8º le cas échéant, d'une autorisation permettant à la Ville et au **ministère de la Culture et des Communications** de réaliser des travaux d'archéologie préalablement à tous travaux d'excavation;	Mise à jour de la désignation du Ministère.
20	n/a	10° aux fins des travaux visés au paragraphe 4° de l'article 4, des preuves documentaires démontrant la forme des éléments et des matériaux anciens à reconstituer, telles que des plans d'origine ou des photographies anciennes.	Ajout d'un paragraphe précisant ce qu'on entend par preuve documentaire.

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
21, alinéa 1	Le propriétaire d'un terrain vacant d'intérêt archéologique qui désire obtenir la subvention prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 2 doit en faire la demande en remplissant le formulaire fourni par la Ville. Cette demande doit être accompagnée : (…)	Le propriétaire d'un terrain vacant d'intérêt archéologique **ou d'un terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre) identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme,** qui désire obtenir la subvention prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 2 doit en faire la demande en remplissant le formulaire fourni par la Ville. Cette demande doit être accompagnée : (…)	Modification visant à faire référence aux deux types de terrains admissibles à une subvention aux fouilles archéologiques.
21, alinéa 1	1º d'un document établissant que le requérant est le dernier propriétaire inscrit sur la fiche d'inscription relative à ce terrain au registre foncier;	1° d'un document établissant que le requérant est le propriétaire du terrain visé par la demande;	Remplacement découlant de l'ajout de la définition de propriétaire et visant à simplifier le libellé de l'article.
21, alinéa 1	4º d'une acceptation par le propriétaire de l'entente de gardiennage des collections archéologiques recueillies sur sa propriété par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec;	4º d'une acceptation par le propriétaire de l'entente de gardiennage des collections archéologiques recueillies sur sa propriété par le **ministère de la Culture et des Communications** du Québec;	Mise à jour de la désignation du Ministère.
22, alinéa 2	Le directeur informe le requérant de cette approbation ou de ce refus, au moyen d'un avis écrit. Si la demande est approuvée, l'avis doit indiquer la date de cette approbation et le montant provisoire de la subvention prévue.	Le directeur informe le requérant de l'approbation de la demande au moyen d'un avis écrit indiquant la date de cette approbation et le montant provisoire de la subvention prévue. Si la demande est refusée, le directeur ou son représentant en informe le requérant par un avis écrit.	Cette modification vise à permettre qu'un représentant du directeur (ex : architecte ou conseiller en aménagement de la Division du patrimoine) puisse informer le requérant du refus.

Article visé	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
23, alinéa 2	À la demande du propriétaire, le directeur peut accorder une prolongation de ces délais pour une période maximale de 12 mois. Le directeur doit confirmer au propriétaire, par écrit, la période de prolongation qu'il autorise et indiquer la date à laquelle les travaux devront être complétés en conformité avec le Code et les règlements applicables.	À la demande du propriétaire, le directeur **ou son représentant** peut accorder une prolongation de ces délais pour une période maximale de 12 mois. Le directeur doit confirmer au propriétaire, par écrit, la période de prolongation qu'il autorise et indiquer la date à laquelle les travaux devront être complétés en conformité avec le Code et les règlements applicables.	Cette modification vise à permettre qu'un représentant du directeur (ex : l'architecte au dossier) puisse autoriser la prolongation des délais, notamment lorsque les travaux ne peuvent être exécutés durant la saison hivernale.
29	Lorsqu'un bâtiment ou un espace vacant d'intérêt architectural pour lequel une subvention est approuvée en vertu du présent règlement change de propriétaire avant que cette subvention n'ait été entièrement versée, le nouveau propriétaire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire antérieur s'il assume les mêmes obligations découlant du présent règlement.	Lorsqu'un bâtiment **ou un terrain** pour lequel une subvention est approuvée en vertu du présent règlement change de propriétaire avant que cette subvention n'ait été entièrement versée, le nouveau propriétaire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire antérieur s'il assume les mêmes obligations découlant du présent règlement.	Cette modification vise à simplifier le libellé de l'article.
30	Le comité exécutif peut, par ordonnance : 1º établir des priorités eu égard à l'âge ou à l'état du bâtiment, à l'urgence des travaux et à l'intérêt patrimonial;	Le comité exécutif peut, par ordonnance : 1º établir des priorités eu égard à l'âge ou à l'état du bâtiment, à l'urgence **ou la nature** des travaux et à l'intérêt patrimonial;	Cette modification vise à permettre au comité exécutif d'établir des priorités selon la nature des travaux.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176767001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) » afin notamment de préciser la définition de propriétaire et de clarifier le libellé de certains articles

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint. Compte tenu que l'article 30 de ce règlement élargit le pouvoir d'ordonnance du comité exécutif, cela équivaut à une délégation et la règle du deuxième alinéa de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) trouve par conséquent application.

FICHIERS JOINTS

Règlement 04-026_10 janvier 2017.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-14

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-2422
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 16-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS À LA RESTAURATION ET À LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS À VALEUR PATRIMONIALE ET AUX FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES (04-026)

Vu les articles 47 et 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la compétence relative aux « contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur les biens culturels » de l'annexe I du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) et l'article 16 de ce décret;

À l'assemblée du ....., le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « bien archéologique », de la définition suivante :

« « cinéma ancien » : un édifice érigé avant 1975, construit originellement comme cinéma, qui demeure utilisé principalement comme cinéma ou théâtre et qui présente un intérêt sur le plan historique ou architectural; »;

2° le remplacement de la définition de « directeur » par la suivante :

« « directeur » : le directeur de la Direction de l'urbanisme; »;

3° le remplacement, dans la définition de « Loi », de l'abréviation « L.R.Q. » par l'abréviation « RLRQ »;

4° le remplacement, dans la définition de « organisme à but non lucratif », de l'abréviation « L.R.Q. » par l'abréviation « RLRQ »;

5° l'insertion, après la définition de « organisme à but non lucratif », des définitions suivantes :

« « propriétaire » : propriétaire au sens de l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« terrain vacant » : terrain non construit qui n'est pas utilisé à des fins de parc, de stationnement ou de cimetière;

« théâtre ancien » : un édifice érigé avant 1975, construit originellement comme un théâtre, qui demeure utilisé principalement comme cinéma ou théâtre et qui présente un intérêt sur le plan historique ou architectural. ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « ou du Mont-Royal » après les mots « situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) »;

2° la suppression, au paragraphe 2° du premier alinéa, des mots «, localisé hors du site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal) »;

3° le remplacement du paragraphe 5° du deuxième alinéa par le suivant :

« 5° un bâtiment situé dans un site patrimonial classé, construit avant 1975 et présentant un intérêt sur le plan architectural ou historique; »;

4° l'insertion, au paragraphe 6° du deuxième alinéa, des mots « architectural ou » avant le mot « historique ».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° les travaux nécessaires à la conservation de l'aspect extérieur du bâtiment, tels que la réfection de portes, fenêtres, corniches, vitrines et autres éléments d'intérêt ayant un aspect décoratif, le ravalement de façades, ainsi que la réfection des couvertures et toitures, à l'exception des toits plats et des bardeaux d'asphalte; »;

2° le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° les travaux nécessaires à la conservation de l'aspect intérieur du bâtiment, si ces éléments sont protégés par la Loi ou s'il s'agit d'éléments intérieurs d'intérêt d'un cinéma ou théâtre ancien, tels que la réfection des menuiseries, lambris, plâtres, escaliers, ascenseurs, calorifères, lustres et autres éléments ayant un aspect décoratif; »;

3° le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° sauf s'ils sont requis à la suite d'une perte découlant du non-respect des règlements municipaux ou d'une démolition non autorisée en vertu de ceux-ci, les travaux de reconstitution d'éléments disparus ou ruinés basés sur des

preuves documentaires démontrant la forme des éléments et des matériaux anciens et qui sont nécessaires à la mise en valeur patrimoniale de l'un ou l'autre des éléments ci-dessous :

a) l'aspect extérieur du bâtiment;

b) l'aspect intérieur du bâtiment, s'il s'agit d'un intérieur protégé par la Loi;

c) l'aspect intérieur d'un cinéma ou d'un théâtre ancien qui présente un intérêt sur le plan historique ou architectural; ».

4° le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

« 6° les travaux de reconstitution ou de réfection d'éléments architecturaux d'aménagements paysagers tels que murets, clôtures, fontaines ou autres éléments d'intérêt ayant un aspect décoratif, dans la mesure où ces travaux assurent la mise en valeur patrimoniale du bâtiment; »;

5° la suppression du paragraphe 8°.

4. L'article 5 de ce règlement est modifié par l'insertion des mots « Dans le cas d'un bâtiment qui, depuis au moins 4 ans, est vacant ou occupé au rez-de-chaussée seulement » avant les mots « Les travaux admissibles ».

5. Le premier alinéa de l'article 7 de ce règlement est modifié, au paragraphe 2°, par le remplacement des mots « ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine » par les mots « ministère de la Culture et des Communications ».

6. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le montant « 5 000 $ », des mots « (incluant les taxes applicables) ».

7. L'article 10 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le montant « 50 000 $ », des mots « (incluant les taxes applicables) ».

8. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 10, de l'article suivant :

« **10.1.** Un propriétaire ne respectant pas la Loi, n'est pas admissible à une subvention, à moins que la situation entraînant ce non-respect ait été corrigée. ».

9. Le premier alinéa de l'article 11 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « frais inhérents », des mots « (incluant les taxes applicables) ».

10. L'article 12 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 1°, du montant « 270 $» par le montant « 380 $»;

2° le remplacement, au paragraphe 2°, du montant « 215 $» par le montant « 310 $».

11. Le premier alinéa de l'article 15 de ce règlement est modifié, au paragraphe 2°, par la suppression des mots « 3° ou ».

12. L'article 17 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « montant », du mot « cumulatif ».

13. L'article 19 est modifié par l'ajout des mots « ou du Mont-Royal » après les mots « (Vieux-Montréal) ».

14. L'article 19.1 est modifié par la suppression des mots « localisé hors du site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal), ».

15. L'article 20 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° d'un document établissant que le requérant est le propriétaire du bâtiment visé par la demande »;

2° l'ajout, au paragraphe 3°, des mots « si la demande est déposée par un mandataire, » avant les mots « d'une acceptation »;

3° le remplacement, au paragraphe 4°, des mots « de deux soumissions » par les mots « d'au moins deux soumissions »;

4° l'insertion, au paragraphe 5°, du mot « total » après le mot « coût »;

5° l'insertion, au paragraphe 7°, des mots « du ministère de la Culture et des Communications » après le mot « autorisation »;

6° le remplacement, au paragraphe 8°, des mots « ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine » par les mots « ministère de la Culture et des Communications »;

7° l'ajout, après le paragraphe 9°, du paragraphe suivant :

« 10° aux fins des travaux visés au paragraphe 4° de l'article 4, des preuves documentaires démontrant la forme des éléments et des matériaux anciens à reconstituer, telles que des plans d'origine ou des photographies anciennes. ».

16. Le premier alinéa de l'article 21 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, des mots « ou d'un terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre) identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme, » après le mot « archéologique »;

2° le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° d'un document établissant que le requérant est le propriétaire du terrain visé par la demande; »;

3° le remplacement, au paragraphe 4°, des mots « ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine » par les mots « ministère de la Culture et des Communications ».

17. Le deuxième alinéa de l'article 22 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Le directeur informe le requérant de l'approbation de la demande au moyen d'un avis écrit indiquant la date de cette approbation et le montant provisoire de la subvention prévue. Si la demande est refusée, le directeur ou son représentant en informe le requérant par un avis écrit. ».

18. Le deuxième alinéa de l'article 23 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « directeur », des mots « ou son représentant ».

19. Le premier alinéa de l'article 29 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « espace vacant d'intérêt architectural » par le mot « terrain ».

20. L'article 30 de ce règlement est modifié, au paragraphe 1°, par l'ajout des mots « ou la nature » après le mot « urgence ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

GDD : 1176767001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1161179018

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

Il est recommandé :
1.- d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) »;

2.- d'ajuster la base budgétaire du Service à compter de 2018 conformément aux informations financières inscrites au dossier.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-28 12:44

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161179018**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

CONTENU

CONTEXTE

Bien, qu'à ce jour, aucune étude ne nous permet de connaître l'état de la situation quant au nombre de commerces inaccessibles aux personnes à mobilité réduite sur l'île de Montréal, il est reconnu qu'ils constituent une limite importante à leur qualité de vie et à leur intégration à la société. Malgré le fait que les travaux visant à rendre les bâtiments ou leurs commodités sans obstacles soient déductibles d'impôt pour les entreprises, peu de ressources et de programmes sont actuellement disponibles pour soutenir le financement de travaux visant l'accès aux personnes handicapées. Actuellement, seules deux villes accordent du soutien financier à l'accessibilité universelle au Québec, soit Trois-Rivières et Victoriaville.
Le présent dossier décisionnel concerne donc l'adoption du règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) qui permet la mise en oeuvre d'un nouveau programme d'aide visant à rendre les bâtiments commerciaux ou leurs commodités sans obstacles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0437 (22 juin 2016) : adopter le Plan Montréal durable 2016-2020.

DESCRIPTION

Dans les deux villes citées précédemment, le programme est en vigueur depuis 2010. À Trois-Rivières, il ne s'applique que dans un quadrilatère restreint du centre-ville. Le programme y connaît un succès mitigé malgré un taux de subvention de 90 % (maximum 7 500 $). Ce résultat peut découler du fait que la grande majorité des constructions sont implantées directement sur le trottoir, ce qui limite grandement les interventions en vue de l'installation de rampes adaptées. À Victoriaville, malgré un taux de subvention moins généreux (50 % et maximum de 4 000 $), le programme s'applique sur l'ensemble de la municipalité et y connaît plus de succès.
Le programme d'aide, mis en oeuvre par le projet de règlement faisant l'objet du présent

dossier décisionnel, s'appliquerait sur l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Il offrirait aux propriétaires de bâtiments commerciaux et aux commerçants, une subvention visant à corriger ou à amoindrir les obstacles qui limitent l'entrée et la sortie des établissements commerciaux ainsi qu'à réaliser des travaux d'aménagement pour à améliorer la circulation intérieure et l'accès aux divers appareils sanitaires.

Plus précisément, les travaux visant à rendre le bâtiment ou ses commodités sans obstacles énumérés ci-après seraient admissibles :

- le remplacement de porte donnant accès au bâtiment à partir de la voie publique et au local commercial;
- l'installation d'ouvre-porte électrique permettant l'accès au bâtiment à partir de la voie publique et au local commercial;
- l'installation de plan biseauté;
- l'installation de rampe ou de plateforme élévatrice;
- les travaux d'amélioration de la circulation intérieure tels que le nivellement de plancher, l'élargissement de porte et de salle d'essayage, l'installation d'ascenseur et de plateforme élévatrice;
- les travaux facilitant l'accès aux appareils sanitaires de salle de toilette dédié à la clientèle;
- le remplacement de W.-C.

Le programme propose une subvention égale à 75 % du coût des travaux admissibles, sans dépasser 10 000 $. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment affecté à des activités commerciales pourrait obtenir cette subvention, en compensation du coût des travaux admissibles, en présentant une demande à cet effet avant le 31 décembre 2020. Une fois son admissibilité confirmée, le requérant devra exécuter ses travaux dans les 12 mois suivants.

JUSTIFICATION

Le programme d'aide à l'accessibilité des commerces permettrait de favoriser une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de nos citoyens, ce qui est une préoccupation constante dans l'agglomération de Montréal. Ainsi, il importe de ne pas marginaliser les personnes ayant des incapacités mais plutôt de valoriser leur rôle social et économique. Considérer les aînés et les personnes à mobilité réduite, reconnaître leur apport personnel et leur contribution au développement de notre communauté est le reflet d'un respect des différences et met l'emphase sur les capacités et le potentiel de chacun. Ainsi, l'optimisation de l'accessibilité des établissements de commerces et de services sur le territoire de l'agglomération constitue un enjeu afin d'offrir un milieu de vie inclusif pour l'ensemble de ses citoyens. La mise en oeuvre de ce programme permettrait de contribuer directement à la réalisation de l'action 12 du Plan Montréal durable 2016-2020 qui vise à rendre les bâtiments accessibles universellement, c'est-à-dire permettre à toute personne, quelles que soient ses capacités, l'utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts.

Le programme permettrait également d'actualiser le cadre bâti, qui répondait aux normes de conception sans obstacles du Code de construction du Québec ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou après avoir subit une transformation, mais qui ne répond plus aux normes de conception sans obstacles et à la réglementation applicable actuelles.

Cette responsabilité serait entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du programme nécessite un budget global de 1,6 M$. La distribution de versement des subventions est basée sur des prévisions de réalisation d'environ 40 projets par année. Le montant estimé des subventions versées serait de 300 000 $ par année de 2017 à 2021 et de 100 000 $ en 2022.
Le financement du programme serait assumé par l'agglomération de Montréal, ce qui occasionnerait un impact sur le cadre financier du Service.

- Pour 2017, le programme serait financé en puisant les 300 000 $ nécessaires dans l'enveloppe budgétaire associée au PR@M-Industrie. Si ceci devait amener un déficit de financement pour ce dernier, une demande de virement budgétaire en provenance du budget des dépenses contingentes d'agglomération serait déposée plus tard, en cours d'année 2017.
- Pour les années 2018 à 2021, un ajustement de 300 000 $ de la base budgétaire du Service du développement économique serait nécessaire.
- Pour 2022, un ajustement de 100 000 $ de la base budgétaire du Service devrait être prévu.

L'impact foncier découlant directement du programme devrait être marginal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces s'inscrit dans la priorité qui vise à assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le projet de règlement n'était pas adopté, ceci aurait pour effet de ne pas mettre en oeuvre ce programme permettant de contribuer directement à rendre les bâtiments accessibles universellement, c’est-à-dire permettre à toute personne, quelles que soient ses capacités, l’utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en cours d’élaboration en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre du programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MERCILLE, Service des communications
François GONEAU, Service des communications

Lecture :

Isabelle MERCILLE, 17 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-17

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge GUÉRIN
Directeur
Tél : 514 872-0068
Approuvé le : 2016-11-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161179018

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



AG 1161179018 Règ. PAAC final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-18

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 16-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE À L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES (PAAC)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activités commerciales » : la vente au détail ou la location de produits ou de services;

« bâtiment » : un bâtiment affecté en totalité ou en partie à des activités commerciales dûment autorisées en vertu des règlements de zonage applicables;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r. 2);

« coût des travaux » : le coût des travaux calculé avant les taxes;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique;

« professionnel autorisé » : un architecte, un ingénieur ou un technologue professionnel, membre en règle de son ordre professionnel;

« sans obstacles » : se dit, en parlant d'un bâtiment ou de ses commodités, pour indiquer que des personnes atteintes d'une incapacité physique ou sensorielle peuvent y avoir accès, y pénétrer ou les utiliser.

« travaux admissibles » : les travaux visant à rendre le bâtiment ou ses commodités sans obstacles, énumérés ci-après :

1° le remplacement de porte donnant accès au bâtiment à partir d'une voie publique autre qu'une ruelle;

2° l'installation d'ouvre-porte électrique permettant l'accès au bâtiment à partir d'une voie publique autre qu'une ruelle;

3° le remplacement de porte d'une entrée par local où un établissement exerce des activités commerciales;

4° l'installation d'ouvre-porte électrique d'une entrée par local où un établissement exerce des activités commerciales;

5° l'installation de plan biseauté;

6° l'installation de rampe ou de plateforme élévatrice;

7° les travaux d'amélioration de la circulation intérieure suivants :

a) le nivellement de plancher;

b) l'élargissement de porte et de salle d'essayage;

c) l'installation d'ascenseur et de plateforme élévatrice.

8° les travaux facilitant l'accès aux appareils sanitaires de salle de toilette dédiée à la clientèle qui suivent :

a) l'élargissement de cabine de W.-C.;

b) l'installation de barre d'appui;

c) l'installation de lavabo, de sèche-main ou de distributeur de papier à mains;

d) le remplacement de robinetterie;

e) le remplacement de W.-C. adapté.

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement permet la mise en place d'un programme de subvention pour l'adaptation d'un bâtiment, ou d'une partie de celui-ci, visant à corriger ou à amoindrir de façon permanente les obstacles qui limitent l'accès des personnes atteintes d'une incapacité physique ou sensorielle aux commerces et à leurs commodités.

3. Le présent règlement ne s'applique pas :

1° à un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à l'un de ses mandataires, à la Couronne du chef du Québec ou à l'un de ses mandataires, à une commission scolaire, à un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2), à la Société de transport de Montréal ou à la Communauté métropolitaine de Montréal;

2° à un bâtiment qui ne répond pas aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qui n'y répond pas après avoir subit une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacles;

3° à un bâtiment ou à une partie de bâtiment affecté à des activités industrielles;

4° à des travaux visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subvention de la Ville;

5° à des travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du requérant, qu'ils soient immobilisés ou non.

SECTION III
EXCLUSIONS

4. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux qui ont débutés avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible.

5. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux si les conditions suivantes ne sont pas respectées :

1° lorsqu'aucun accès au bâtiment depuis une voie publique, autre qu'une ruelle, n'est conforme aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation applicable, des travaux visant à rendre un tel accès au bâtiment conforme à ces normes doivent être prévus dans la demande de subvention et réalisés;

2° les travaux doivent être conformes au Code et à la réglementation applicable.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION

6. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville avant le 31 décembre 2020. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° si la demande est faite par le propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le dernier propriétaire du bâtiment visé par la demande, selon l'inscription au Registre foncier du Québec;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

c) au moins une estimation, ventilée poste par poste, portant sur tous les travaux prévus;

d) un document signé par un professionnel autorisé confirmant que le bâtiment répondait aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qu'il y répondait après avoir subit une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacles.

2° si la demande est présentée par le locataire :

a) le bail attestant son statut de locataire d'une partie ou de la totalité du bâtiment visé par la demande;

b) un document attestant que le propriétaire de ce bâtiment consent aux travaux;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b), c) et d) du paragraphe 1.

Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 7, ne peut pas subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en compensation du coût de travaux admissibles pour ce bâtiment.

Lorsqu'un bâtiment est détenu en copropriété divise le mot « propriétaire » peut désigner le Syndicat des copropriétaires.

SECTION V
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE

7. Dans les 40 jours ouvrables de la réception d'une demande de subvention conforme à l'article 6, le directeur déclare la demande admissible et en avise le propriétaire ou le locataire par écrit, en indiquant le coût des travaux admissibles, calculé avant taxes, qui sera pris en compte aux fins de la subvention.

SECTION VI
CONDITIONS

8. Le propriétaire ou le locataire dispose de 12 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande. Ces travaux doivent être entrepris au plus tard six mois après la date de l'avis d'admissibilité.

Les travaux doivent être exécutés par un entrepreneur détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec.

9. Lorsque les travaux sont terminés dans le délai fixé au premier alinéa de l'article 8, un propriétaire ou un locataire doit, pour obtenir la subvention demandée, transmettre au directeur :

1° une certification signée par un professionnel autorisé confirmant que les travaux sont terminés et qu'ils ont été effectués conformément aux normes de conception sans obstacles du Code et de la réglementation applicable;

2° les factures, reçus et autres pièces démontrant le coût des travaux et leur acquittement;

3° une copie de tout permis visant les travaux admissibles.

10. Lorsqu'un propriétaire ou un locataire s'est conformé aux articles 8 et 9, le directeur, après avoir constaté que les travaux ont été exécutés conformément au Code et à la réglementation applicable, approuve le versement de la subvention et en informe le propriétaire ou le locataire, selon le cas, au moyen d'un avis écrit.

SECTION VII
MONTANT DE LA SUBVENTION

11. Le montant maximal de subvention qui peut être versé en regard d'une demande de subvention est égal 75 % du coût des travaux admissibles approuvé par le directeur.

Lorsqu'il est constaté que le coût des travaux admissibles dépasse celui approuvé par le directeur, le montant de la subvention est calculé sur la base du coût des travaux approuvé, majoré du pourcentage de dépassement constaté, ce pourcentage ne pouvant excéder 10 %.

En aucun temps, le montant de la subvention ne peut excéder 10 000 $.

SECTION VIII
VERSEMENT DE LA SUBVENTION

12. À la suite de l'avis prévu à l'article 10, le montant total de la subvention est versé.

13. Si, au plus tard un an et trois mois après la date de l'avis prévu à l'article 7, le bénéficiaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 9, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement.

14. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le bénéficiaire est en défaut de :

1° payer quelque somme due à la Ville à titre de taxes et de tarifs municipaux ou de droits de mutation immobilière, sauf à l'égard de l'excédent résultant d'une opération de compensation effectuée conformément aux dispositions du Code civil;

2° rendre les travaux visés par le présent règlement conformes au Code et à la réglementation applicable dans le cas où ces travaux y dérogent.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

15. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêts et frais par le bénéficiaire.

16. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection du bâtiment visé par une demande de subvention.

17. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment visé par une demande de subvention ne peut s'opposer à une inspection de ce bâtiment, sous peine de l'annulation définitive de cette demande.

18. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 7, change de

propriétaire ou de locataire avant que le versement de la subvention ne soit approuvé en vertu de l'article 10, le nouveau propriétaire ou le nouveau locataire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire ou le locataire précédent, s'il assume les obligations découlant du présent règlement.

SECTION XI
DURÉE DU PROGRAMME

19. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° le 30 juin 2022.

GDD1161179018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161179018

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) / Ajuster la base budgétaire du Service de 300 000 $ en 2018, 2019, 2020 et 2021 et de 100 000 $ en 2022, afin d'assurer la mise en œuvre du programme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161179018 - PAAC de 2017 à 2022.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Préposé budgétaire
Tél : 514 872-3752

co-auteur:
Paule Tanguay, préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS Développement

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-28

Pascal-Bernard DUCHARME
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-2059

Division : Service des finances Div. Conseil Et Soutien Financier - Point Ser. Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1160390005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

Il est recommandé :
Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville"

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-01-26 10:18

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160390005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Des travaux de rénovation majeurs sont à réaliser à l'hôtel-de-ville en 2017-2018-2019. Afin de commencer les plans et devis ainsi que les expertises requises, un règlement d'emprunt est requis afin de couvrir la proportion des dépenses qui relèvent de l'Agglomération

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 02120 26 février 2015 Adoption d'un règlement d'emprunt intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 3 700 000$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville de Montréal" pour les dépenses qui relèvent de la compétence du conseil d'agglomération

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'obtenir le règlement d'emprunt permettant la réalisation des travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville.
Les travaux prévus sont:
PRÉALABLE - Déplacement des occupants de l'hôtel-de-ville dans l'édifice Lucien-Saulnier et du Service des finances dans une autre location, pour la durée des travaux.
PHASE 1 - Mise aux normes des systèmes de protection et d'alarme incendie, des issues de secours, de l'accès universel. Mise à niveau des systèmes électromécaniques et des réseaux de télécommunication. Remplacement de fenêtres du sous-sol au 2e étage. Restauration du patrimoine intérieur de l'hôtel-de-ville. Ajouter des éléments de développement durable.
PHASE 2 - Maintien de l'actif par la réfection de la structure et de l'enveloppe du bâtiment. Restauration du patrimoine bâti extérieur de l'hôtel-de-ville. (Note : Les 2 phases incluent les coûts des honoraires et des travaux.)

JUSTIFICATION

Les principaux travaux visent la mise aux normes de l'édifice et la sécurité des occupants et des visiteurs.
Il faut aussi réduire l'indice de vétusté des systèmes électromécaniques afin d'atteindre une meilleure performance énergétique et de diminuer les coûts d'exploitation et d'entretien. La mise à niveau des réseaux électrique, informatique et téléphonique déstructurés optimiseront les opérations, les aménagements et l'entretien.
L'hôtel-de-ville est un édifice unique au Canada qui doit être mis en valeur et son patrimoine restauré suite à diverses interventions passées malheureuses. Plusieurs travaux de maçonnerie et de correction de problèmes structuraux sont nécessaires à court terme pour assurer la sécurité des usagers et la protection de l'actif.
Les travaux permettront de se conformer aux diverses politiques de la Ville tel que l'accessibilité universelle et le développement durable. Ce sera le premier bâtiment de la ville à être certifié LEED bâtiment existant ce qui exigera des changements dans les façons de faire de la Ville et ouvrira la voie au verdissement de tout le parc immobilier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes requises pour les travaux sont inscrites au PTI 2017-2019, projet 66034 (sans les sommes requises en ultérieur).
Le terme du projet de règlement d'emprunt ne devra pas excéder 20 ans.
Ce projet est de compétence mixte. Un sommaire similaire sera présenté pour un règlement d'emprunt concernant les dépenses relevant du Conseil municipal (1160390004)

L'obtention d'un règlement d'emprunt permettra de couvrir les dépenses de préparation des plans et devis de la phase 1 du projet et ainsi éviter le retard des débuts de travaux en 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'obtention d'un règlement d'emprunt permettra de couvrir les dépenses de préparation des plans et devis de la phase 1 du projet et ainsi éviter le retard des débuts de travaux en 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion Février 2017
Adoption du règlement mars 2017
Autorisation du Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire environ juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée BONIN
Cadre sur mandats

Tél : 514-872-1103
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-20

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2017-01-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2017-01-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160390005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1160390005 - Réno Hôtel de Ville.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-19

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 7 500 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'HÔTEL-DE-VILLE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 7 500 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville qui relèvent de la compétence du conseil d'agglomération.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160390005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7,5 M$ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel-de-ville", dépenses relevant de la compétence du Conseil d'agglomération

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160390005 Règ. empr..pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-04

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1093
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1164207001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-01-31 13:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164207001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) de la Ville de Montréal (Ville) a pour mission d'assurer le maintien et soutenir la modernisation des services technologiques clés de la Ville et de soutenir les missions des unités de la Ville au niveau des initiatives de la ville intelligente et numérique, des autres initiatives citoyennes, ainsi que des projets de transformation organisationnelle. À cet effet, un plan de réalisation de projets d'envergure pour les trois (3) prochaines années a été déposé. Au total, ce plan comporte soixante-et-onze (71) projets qui se déclinent comme suit :

- 31 projets font l'objet des deux règlements d'emprunt (dossiers mixtes).
- 10 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt d'agglomération;
- 22 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt corporatif;
- 8 projets possèdent leurs règlements d'emprunt spécifiques: Ville intelligente et numérique, SERAM, Portail web de la Ville, Bureau de demain, Gestion des capacités des serveurs, Système de gestion des actifs municipaux, Système intégré de répartition Montréal et Gestion de l'évolution bureautique.

Pour l'objet de ce sommaire, 41 projets sont visés par le règlement d'emprunt d'agglomération. À noter que le détail de ces projets se trouve dans la présentation jointe. L'ensemble de ces projets se déclinent en fonction de trois (3) axes :

1. La Ville intelligente et numérique, qui est constituée notamment de:

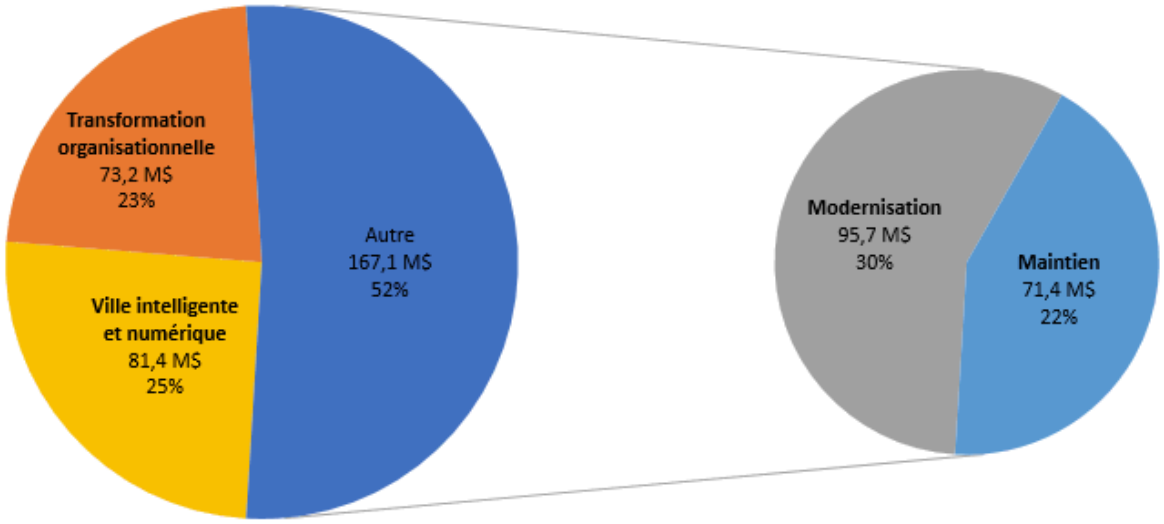
- Projets offrant des services numériques aux citoyens qui sont au centre même de la stratégie de la ville intelligente et numérique;
- Projets de mobilité urbaine prévoyant des outils et des applications numériques dont l'objectif sera de fournir des informations en temps réel sur l'état du réseau routier et du trafic de manière à faciliter les déplacements des citoyens sur le territoire de la Ville;
- Projets offrant des solutions de télécommunications modernes et performantes en soutien aux actifs et activités essentiels de la Ville.

2. La transformation organisationnelle, qui sera réalisée par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients en appui aux chantiers de transformation organisationnelle de la Ville.

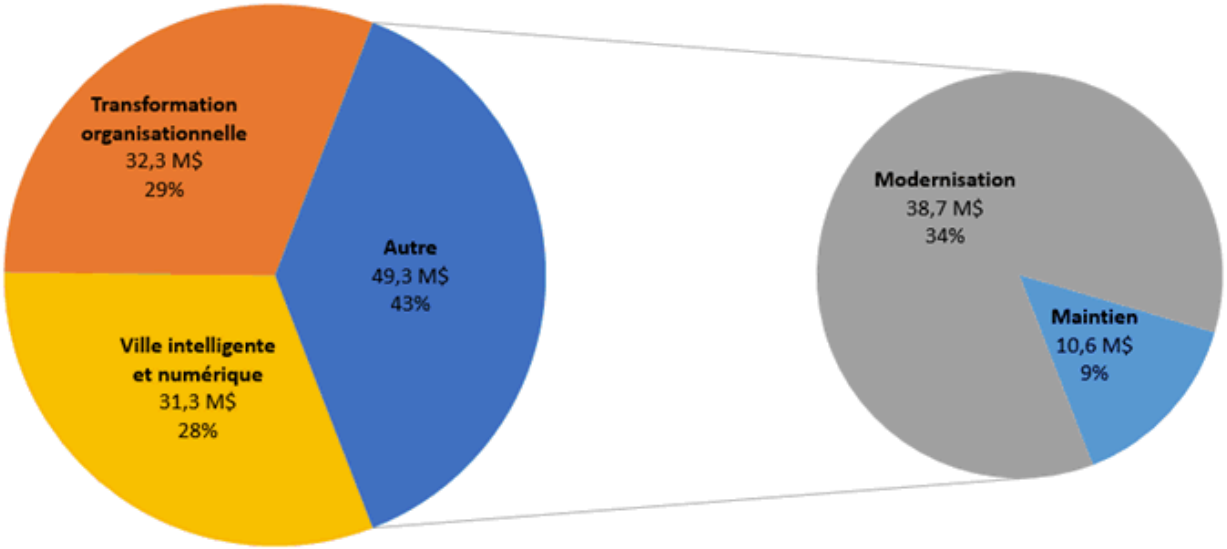
3. La modernisation et le maintien des actifs, qui est composé de:

- Projets de rehaussement, tant technologiques que fonctionnels, de plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens;
- Projets de maintien (selon les volets d'efficacité, de sécurité et de performance) des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

Voici la distribution budgétaire des 71 projets inscrits au Plan triennal d'immobilisations (PTI) :



Voici la distribution budgétaire des 41 projets visés par ce règlement d'emprunt :



Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt totalisant 112 872 000 $ pour mettre en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville relevant de la compétence du conseil de l'agglomération. Ces interventions visent l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique hautement spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0304 – 24 novembre 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique
CG13 0432 – 26 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 40 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 112 872 000 $ pour le financement des projets de compétence de l'agglomération et de compétence mixte – volet agglomération inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des TI. La clé de répartition en vigueur à l'adoption du PTI 2017-2019 est de 51,2% à l'agglomération et de 48,8% à la Ville centrale.
Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville, si elle veut atteindre son objectif de devenir le chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique hautement spécialisés de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via le GDD 1164207002.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2017-2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer le volet agglomération d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant un montant de 221 188 000 $. La portion relevant de la compétence de l'agglomération s'élève à 112 872 000 $. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via un autre dossier décisionnel. Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La proportion allouée à l'acquisition de biens et services techniques est estimée à 35 % et celle allouée à l'acquisition de services professionnels et de main-d'œuvre capitalisable est d'environ 65%.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au Service des TI de réaliser les projets prévus au PTI 2017-2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 2017-02-23;
Adoption : 2017-03-30;
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine GÉLINAS
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 872-8275
Télécop. : 280-9109

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-21

Amirouche SELLAM
gestionnaire de projets majeurs - ti

Tél : 514-872-2199
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Christian C ROBIDOUX
Directeur du Bureau de projets

Tél : 514-234-6396
Approuvé le : 2016-11-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2017-01-27

Enveloppe PTI 2017-2019 Service des TI pour les projets n'ayant pas de règlement spécifique.
(en miller de dollars, au net)

		Compétence d'agglomération				Compétence de la Ville centrale				Total PTI 2017-2019			
Numéro investi	**Intitulé du projet**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
09000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	1 357	1 335	1 383	**4 075**	1 294	1 272	1 318	3 884	2 651	2 607	2 701	7 959
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	358	101	0	**459**	342	97	0	439	700	198	0	898
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	140	220	180	**540**	0	0	0	0	140	220	180	540
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	768	256	0	**1 024**	732	244	0	976	1 500	500	0	2 000
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	973	1 075	1 151	**3 199**	927	1 025	1 097	3 049	1 900	2 100	2 248	6 248
61000	Modernisation des services TI	0	614	717	**1 331**	0	586	683	1 269	0	1 200	1 400	2 600
68088	Approvisionnement III	1 536	1 075	462	**3 073**	1 464	1 025	441	2 930	3 000	2 100	903	6 003
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	973	179	0	**1 152**	927	171	0	1 098	1 900	350	0	2 250
68111	Modernisation des télécommunications	3 178	3 383	3 866	**10 427**	3 029	3 225	3 685	9 939	6 207	6 608	7 551	20 366
68122	Gestion des services aux utilisateurs	154	0	0	**154**	146	0	0	146	300	0	0	300
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	51	51	0	**102**	49	49	0	98	100	100	0	200
68255	Gestion des identités	717	768	614	**2 099**	683	732	586	2 001	1 400	1 500	1 200	4 100
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	185	0	0	**185**	177	0	0	177	362	0	0	362
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	0	0	0	**0**	130	400	710	1 240	130	400	710	1 240
68305	Modernisation des opérations policières	1 400	1 900	2 400	**5 700**	0	0	0	0	1 400	1 900	2 400	5 700
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la préve ntion du SIM	350	600	950	**1 900**	0	0	0	0	350	600	950	1 900
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	358	666	1 024	**2 048**	342	634	976	1 952	700	1 300	2 000	4 000
70015	Système de relève des compteurs d'eau	90	0	0	**90**	85	0	0	85	175	0	0	175
70025	Cour municipale numérique	1 400	2 800	2 800	**7 000**	0	0	0	0	1 400	2 800	2 800	7 000
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	0	0	0	**0**	300	0	0	300	300	0	0	300
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	0	0	0	**0**	150	450	100	700	150	450	100	700
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	1 000	1 000	1 000	**3 000**	0	0	0	0	1 000	1 000	1 000	3 000
70190	Présence numérique-Fondation	1 946	1 690	1 726	**5 362**	1 854	1 610	1 645	5 109	3 800	3 300	3 371	10 471
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	666	410	410	**1 486**	634	390	390	1 414	1 300	800	800	2 900
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	1 229	1 280	512	**3 021**	1 171	1 220	488	2 879	2 400	2 500	1 000	5 900
70550	Gestion des règlements municipaux	0	0	0	**0**	1 400	1 400	446	3 246	1 400	1 400	446	3 246
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	0	0	0	**0**	256	150	0	406	256	150	0	406
70750	Intelligence d'affaires-Finances	410	230	0	**640**	390	220	0	610	800	450	0	1 250
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	179	256	461	**896**	171	244	439	854	350	500	900	1 750
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	0	0	0	**0**	1 600	700	700	3 000	1 600	700	700	3 000
71350	Gestionnaire électronique de documents	563	1 331	1 303	**3 197**	537	1 269	1 241	3 047	1 100	2 600	2 544	6 244
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	1 300	2 100	1 600	**5 000**	0	0	0	0	1 300	2 100	1 600	5 000
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	700	900	525	**2 125**	0	0	0	0	700	900	525	2 125
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à revenus	286	0	0	**286**	0	0	0	0	286	0	0	286
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des int erventions d'urgence	2 800	2 900	1 114	**6 814**	0	0	0	0	2 800	2 900	1 114	6 814
72501	Robot de tri-Bibliothèques	0	0	0	**0**	0	600	200	800	0	600	200	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	0	0	0	**0**	1 100	924	0	2 024	1 100	924	0	2 024
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	0	0	0	**0**	1 500	500	0	2 000	1 500	500	0	2 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	0	0	0	**0**	200	200	0	400	200	200	0	400
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres	0	0	0	**0**	300	0	0	300	300	0	0	300

73000	Recettes et encaissements	1 303	0	0	**1 303**		1 241	0	0	1 241		2 544	0	0	2 544
73100	Système budgétaire	205	256	2 970	**3 431**		195	244	2 830	3 269		400	500	5 800	6 700
74250	Système de gestion des ressources humaines	2 099	3 226	3 379	**8 704**		2 001	3 074	3 221	8 296		4 100	6 300	6 600	17 000
74550	Système de taxation	3 430	3 482	3 533	**10 445**		3 270	3 318	3 367	9 955		6 700	6 800	6 900	20 400
74650	Harmonisation des applications Oracle	205	0	0	**205**		195	0	0	195		400	0	0	400
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	0	0	0	**0**		600	600	475	1 675		600	600	475	1 675
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	0	0	0	**0**		1 700	1 500	362	3 562		1 700	1 500	362	3 562
74850	Renseignement	1 200	500	0	**1 700**		0	0	0	0		1 200	500	0	1 700
74860	Geo-Trafic	0	0	0	**0**		350	0	0	350		350	0	0	350
74870	Gestion des interventions en arrondissement	0	0	0	**0**		450	400	150	1 000		450	400	150	1 000
74910	Paiement en ligne	0	0	0	**0**		300	550	0	850		300	550	0	850
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	0	0	0	**0**		1 800	2 400	2 100	6 300		1 800	2 400	2 100	6 300
74950	Réforme TI des régimes de retraite	307	128	128	**563**		293	122	122	537		600	250	250	1 100
74990	Infrastructures TI des projets en transport	0	0	0	**0**		700	1 100	1 200	3 000		700	1 100	1 200	3 000
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	0	0	0	**0**		500	200	0	700		500	200	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module inspection	0	0	0	**0**		150	0	0	150		150	0	0	150
75511	Montréal 511	0	0	0	**0**		200	200	0	400		200	200	0	400
75550	Système de gestion des végétaux	0	0	0	**0**		400	400	0	800		400	400	0	800
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	410	512	563	**1 485**		390	488	537	1 415		800	1 000	1 100	2 900
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	512	512	563	**1 587**		488	488	537	1 513		1 000	1 000	1 100	3 100
78032	Communications numériques	563	563	512	**1 638**		537	537	488	1 562		1 100	1 100	1 000	3 200
78043	Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de téléc ommunications	614	870	1 280	**2 764**		586	830	1 220	2 636		1 200	1 700	2 500	5 400
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	614	819	1 229	**2 662**		586	781	1 171	2 538		1 200	1 600	2 400	5 200
Total général		**36 529**	**37 988**	**38 355**	**112 872**		38 822	36 569	32 925	108 316		75 351	74 557	71 280	221 188

Service
des technologies
de l'information

Ville de Montréal

Règlements d'emprunt du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 Service des technologies de l'information

Sommaires décisionnels

1164207001 et 1164207002

Plan de la présentation

- Mission
- Contexte
- Axes majeurs du PTI
- Distributions des règlements d'emprunt par axe majeur
- Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 – projets
  - Axe 1. Ville intelligente et numérique
  - Axe 2. Transformation organisationnelle
  - Axe 3. Modernisation et maintien des actifs
- Règlements d'emprunt – liste des projets
- Impacts sur le budget de fonctionnement
- Annexes
- Adresse de l'unité d'affaires et le nom d'une personne-ressource

Mission

- Assurer le maintien et soutenir la modernisation des services technologiques clés de la Ville.
- Soutenir les missions des unités de la Ville au niveau des initiatives de la ville intelligente et numérique, des autres initiatives citoyens, ainsi que des projets de transformation organisationnelle.

Contexte

- Le Service des TI dispose d'un PTI global de 322 M$.

- Des 71 projets au Service des TI :
  - 10 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt d'agglomération;
  - 22 projets font uniquement l'objet du règlement d'emprunt corporatif;
  - 31 projets font l'objet des deux règlements d'emprunt (dossiers mixtes);
  - 8 autres projets ont leur propre règlement d'emprunt et ne font pas l'objet des présents sommaires décisionnels:
    - Investissements-Ville intelligente et numérique;
    - SERAM système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal;
    - Remplacement du portail web de la Ville;
    - Bureau de demain;
    - Gestion des capacités des serveurs;
    - Système de gestion des actifs municipaux;
    - Système intégré de répartition Montréal;
    - Gestion de l'évolution bureautique.

- Les pages suivantes présentent les projets selon les trois axes majeurs du Service des TI.

Axes majeurs au PTI

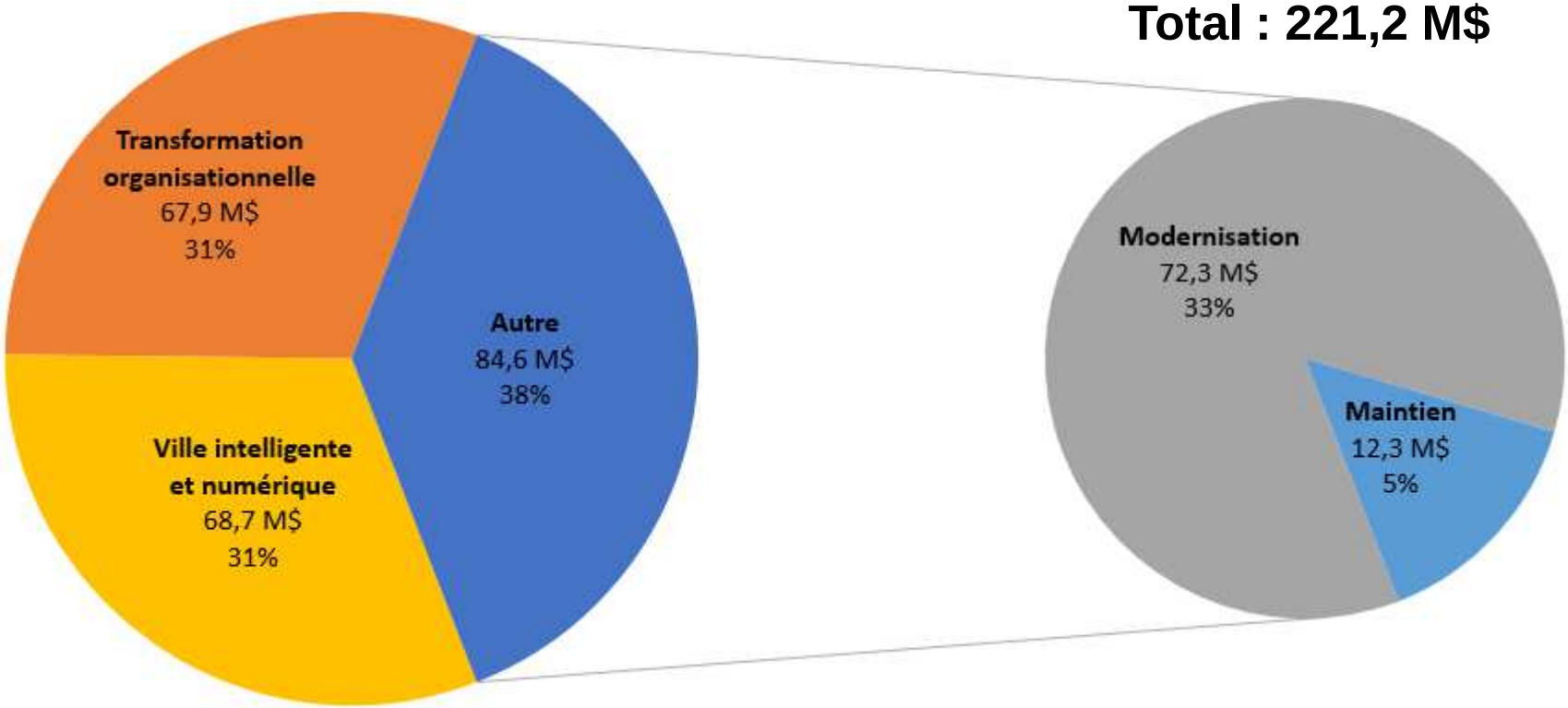
Projets regroupés selon trois axes prioritaires

Axe	Descriptif
1.Ville intelligente et numérique	Projets offrant des services numériques aux citoyens, au centre de la stratégie de la ville intelligente et numérique. Projets de mobilité urbaine prévoyant des outils et des applications numériques fournissant les informations en temps réel sur l'état du réseau routier et du trafic, de manière à faciliter les déplacements des citoyens sur le territoire de la Ville. Projets offrants des solutions de télécommunications modernes et performantes en soutien aux actifs et activités essentiels de la Ville.
2.Transformation organisationnelle	Projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients, en appui aux chantiers de transformation organisationnelle de la Ville.
3.Modernisation et maintien des actifs	Projets de rehaussement, tant technologique que fonctionnel, de plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens. Projets de maintien (efficacité, sécurité & performance) des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (1 de 3)

Distribution budgétaire des règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 selon les trois axes prioritaires :

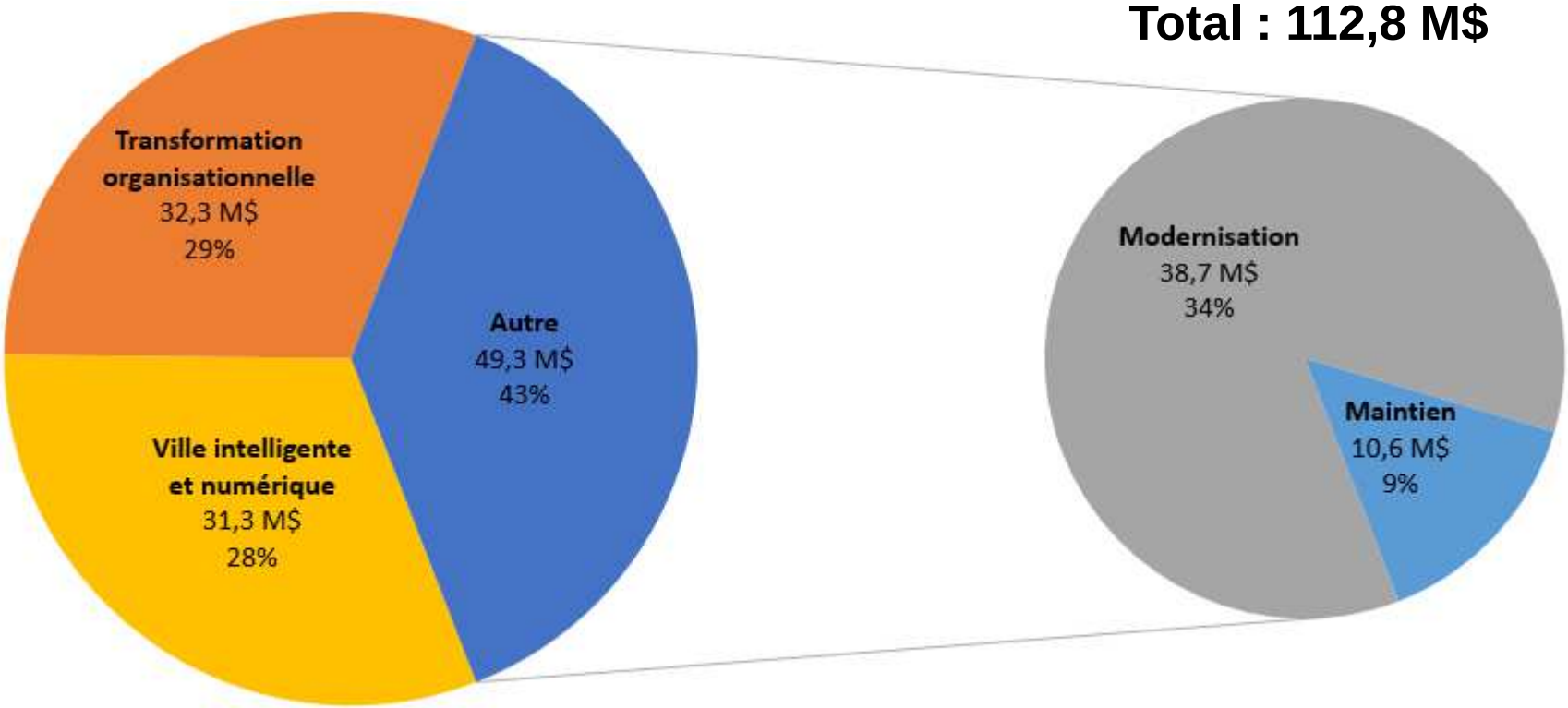
Total : 221,2 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (2 de 3)

Distribution budgétaire du règlement d'emprunt de l'Agglomération (GDD 1164207001) selon les trois axes prioritaires :

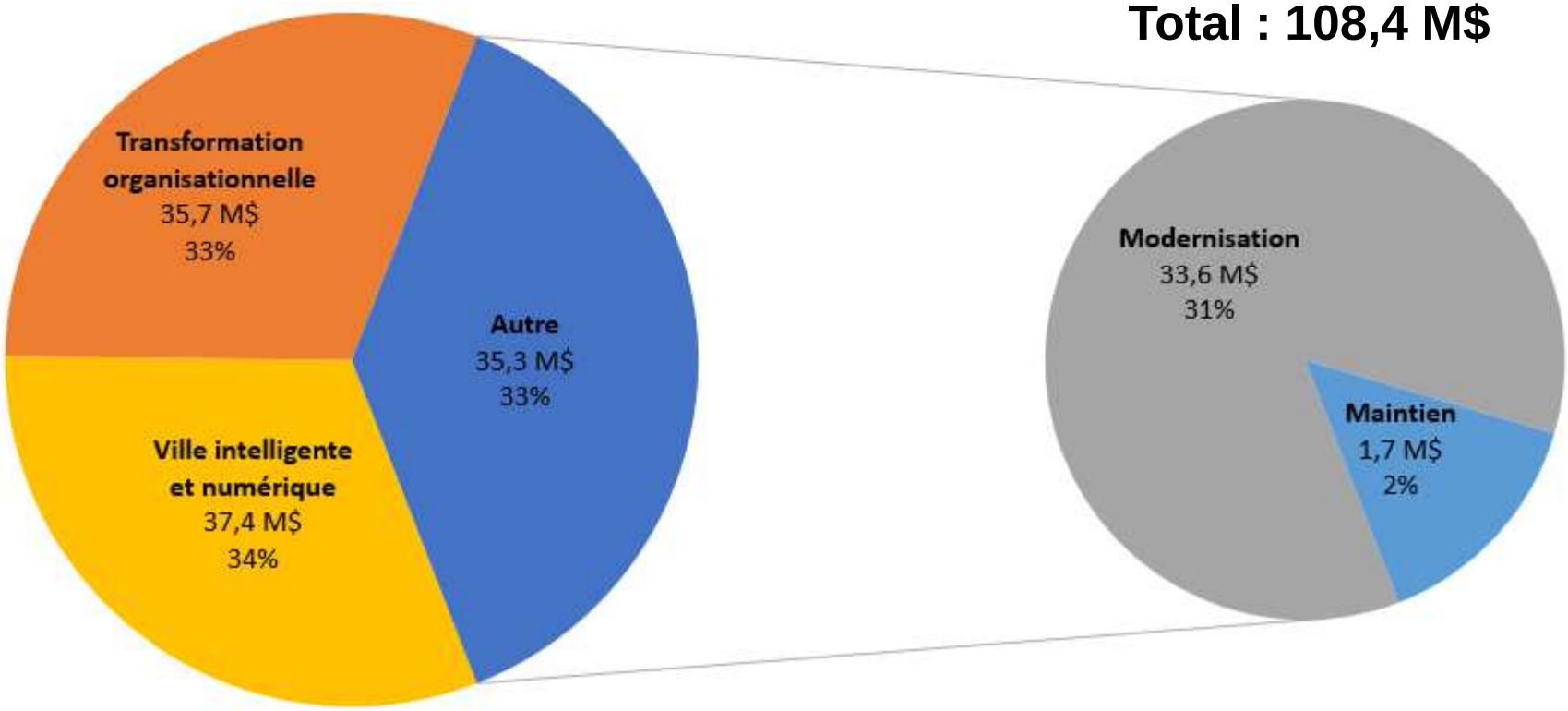
Total : 112,8 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Distribution par axe majeur (3 de 3)

Distribution budgétaire du règlement d'emprunt de la Ville de Montréal (GDD 1164207002) selon les trois axes prioritaires :

Total : 108,4 M$



Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Projets prioritaires liés à la ville intelligente et numérique

> **68,7 M$ (31,3 M$ Agglo / 37,4 M$ Corpo)** d'investissements pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2019 ville intelligente et numérique.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68111 – Modernisation des télécommunications	Rehausser les équipements de télécommunications et l'infrastructure filaire pour l'ensemble des services de la Ville. Ceci inclut le déploiement d'un réseau de fibre optique d'utilité publique appartenant à la Ville, et permettant le développement d'un réseau de télécommunications multiservice à très grande vitesse.	20,4 (82,0)	10,4	10,0
70025 – Cour municipale et numérique	Réalisation d'une solution intégrée pour la Cour municipale, incluant un portail pour nos citoyens et partenaires, la modernisation des salles de cour, et une modélisation numérique des processus d'affaires afin d'obtenir une cour sans papier.	7,0 (11,4)	7,0	–
70190 – Présence numérique - Fondation	Mettre en place une fondation constituée d'un ensemble de services technologiques requis pour supporter les différentes solutions numériques, afin d'assurer l'accroissement de la présence numérique de la ville.	10,5 (14,0)	5,4	5,1

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Projets prioritaires liés à la ville intelligente et numérique (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
72515 – Système de gestion des loisirs municipaux	Remplacer la plateforme utilisée depuis 2004 pour faire la gestion des loisirs municipaux afin de rehausser la qualité des services offerts aux citoyens en matière de loisirs. Ceci inclut une révision des processus de travail et de l'approche face aux exigences des citoyens.	2,0 (3,1)	–	2,0
72660 – Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie	Refonte des équipements et du fonctionnement des services d'accueil d'Espace pour la vie. Ceci concerne l'achat de billets et l'impression, la grille tarifaire, la réservation de groupe et l'intelligence d'affaires. Le but d'offrir des espaces accueillants et technologiquement performants, répondant aux standards de qualité d'attraits internationaux.	2,0 (5,0)	–	2,0
74860 – Geo-Trafic	Développer une interface cartographique permettant de visualiser, en temps réel, l'état de la circulation sur le réseau artériel de la Ville.	0,4 (1,7)	–	0,4
75511 – Montréal 511	Implanter une plateforme d'information aux voyageurs sur l'état de la mobilité sur l'ensemble du territoire montréalais.	0,4 (0,6)	–	0,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Autres projets liés à la ville intelligente et numérique

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70620 – Numérisation des microfilms des archives de Montréal	Numériser et rendre disponible sur le portail citoyen les microfiches, les microfilms et les documents papier des dossiers administratifs essentiels de la Ville couvrant la période de 1796 à 1989.	0,4 (1,2)	–	0,4
74830 – Tableaux de bord pour le déneigement	Présenter l'information sur les activités de déneigement de l'ensemble des arrondissements.	1,7 (1,9)	–	1,7
74840 – Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	Gérer et optimiser les parcours des véhicules impliqués dans les activités de déneigement et autres travaux.	3,6 (5,6)	–	3,6
74910 – Paiement en ligne	Permettre aux arrondissements et aux services centraux de vendre en ligne des produits et les autoprêts en bibliothèque.	0,9 (1,5)	–	0,9
74990 – Infrastructure TI des projets en transport	Mettre à niveau l'architecture technologique pour soutenir plusieurs aspects du transport (feux de circulation, éclairage, etc.).	3,0 (3,3)	–	3,0
78010 – Mise en place du Wi-Fi corporatif	Déployer des points d'accès Wi-Fi dans les édifices municipaux pour étendre la couverture sans-fil à l'ensemble des édifices.	2,9 (3,9)	1,5	1,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 1. Ville intelligente et numérique

Autres projets liés à la ville intelligente et numérique (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
78021 – Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'interopérabilité et de conformité	Mettre en place le centre d'opération réseau composé de deux salles ainsi qu'un laboratoire pour valider les interdépendances des technologies et valider la conformité des équipements.	3,1 (4,5)	1,6	1,5
78043 – Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de télécommunications	Mettre en place l'automatisation de la gestion du réseau de télécommunications et les outils d'analyse de performance et de capacité du réseau.	5,4 (12,5)	2,8	2,6
78054 – Robustesse du réseau de télécommunications	Améliorer la robustesse du réseau : faire l'analyse des points de défaillance, mettre en place des plans de relève et améliorer la redondance des infrastructures.	5,2 (10,8)	2,7	2,5
Total pour les projets liés à la ville intelligente et numérique		**68,7**	**31,3**	**37,4**

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle

> **67,9 M$ (32,2 M$ Agglo / 35,7 M$ Corpo)** pour les chantiers de transformation organisationnelle afin que la Ville puisse s'appuyer sur des systèmes informatiques plus modernes et plus efficients.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
09000 – Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	Implanter des fonctionnalités reliées au réseau logistique et à la gestion des stocks pour répondre aux besoins des arrondissements et améliorer l'efficience.	8,0 (10,7)	4,1	3,9
60110 – Programme de sécurité et de continuité TI	Mettre en place des mécanismes de gestion des cyber-risques et de continuité des opérations, comme des plans de relève TI, des audits de sécurité, la surveillance d'installations.	6,2 (10,3)	3,2	3,0
61000 – Modernisation des services TI	Poursuivre la modernisation des pratiques du service autour des priorités suivantes : gestion documentaire, assurance qualité, centre de services, pratique de la gestion de projet et de portefeuille TI.	2,6 (6,2)	1,3	1,3
68088 – Approvisionnement III	Implantation des outils avancés d'achats et de paiements accélérés en ligne. Mise en place de la consommation par catalogue des ententes-cadres, des achats par carte et du renforcement de l'approche libre-service.	6,0 (10,0)	3,1	2,9

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68255 – Gestion des identités	Implantation d'une solution de gestion des identités et des accès des employés aux ressources informationnelles et physiques de la Ville.	4,1 (6,8)	2,1	2,0
70540 – Intelligence d'affaires – Infrastructure et outils	Le projet vise à mettre en place de nouvelles solutions technologiques ainsi que de nouvelles façons de faire (accès aux données et diffusion de celles-ci, analyses prédictives, analyses prescriptives, etc.) afin de rejoindre l'élite en intelligence d'affaires et de faire de la Ville de Montréal l'une des meilleures villes intelligentes.	5,9 (6,5)	3,0	2,9
70850 – Indicateurs de gestion institutionnels (Gestion par activités)	Implanter un système de gestion par activités pour permettre d'identifier les coûts associés aux principales activités municipales et pour fournir aux gestionnaires un outil d'aide à la décision.	1,8 (5,5)	0,9	0,9
71350 – Gestionnaire électronique de documents (GED)	Acquérir une solution de gestion électronique de documents (GED) pour l'ensemble de la Ville. Déployer la solution pour cinq unités pilotes. Définir le système de GED comme système normalisé dans le catalogue applicatif du Service des technologies de l'information (STI) et le déployer dans les autres unités d'affaires de la Ville.	6,2 (9,2)	3,2	3,0

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Projets prioritaires de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74250 – Système de gestion des ressources humaines	Implanter un système de gestion des ressources humaines et de la paie pour l'ensemble de la Ville de Montréal incluant le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM); de mettre à jour les systèmes KRONOS et EMPLOYEURD et d'acquérir des solutions intermédiaires pour la formation en ligne et la gestion de la relève.	17,0 (51,4)	8,7	8,3

Autres projets de transformation organisationnelle

60090 – Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	Mettre en place un outil de gestion de projets et de gestion de portefeuilles TI.	2,0 (2,6)	1,0	1,0
68122 – Gestion des services aux utilisateurs	Implanter une solution de gestion des services bureautiques pour tous les utilisateurs de la Ville, couvrant le catalogue des requêtes de service, la gestion des actifs bureautiques et des licences.	0,3 (0,7)	0,2	0,1
70250 – Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	Remplacer les systèmes de gestion des dossiers décisionnels, des ordres du jour et des accès des instances.	2,9 (5,7)	1,5	1,4

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 2. Transformation organisationnelle

Autres projets de transformation organisationnelle (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70550 – Gestion des règlements municipaux	Mettre en place un système informatisé de gestion de règlements municipaux.	3,2 (3,7)	–	3,2
72501 – Robot de tri - Bibliothèques	Installer un robot de tri pour les documents qui transitent du Centre de services partagés vers les bibliothèques (et vice-versa).	0,8 (0,8)	–	0,8
72710 – Inspection des actifs du mobilier urbain	Bonification et apport de la mobilité lors de la gestion des actifs du mobilier urbain sur le territoire de la ville.	0,4 (0,8)	–	0,4
72730 – Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et autres	Modernisation des outils informatiques servant à soutenir les opérations de la Direction générale adjointe à la qualité de la vie.	0,3 (0,5)	–	0,3
75420 – Plan d'action en salubrité - module inspection	Système uniformisé de reddition de compte de la Direction de l'habitation et des arrondissements pour les dossiers de salubrité.	0,2 (0,5)	–	0,2
Total pour les projets de transformation organisationnelle		**67,9**	**32,2**	**35,7**

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets prioritaires de modernisation des actifs

> **72,3 M$ (38,7 M$ Agglo / 33,6 M$ Corpo)** pour moderniser plusieurs systèmes informatiques en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens qui nécessitent un rehaussement tant technologique que fonctionnel pour répondre aux exigences de saine gestion et de performance.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
Pour les services institutionnels :				
70750 – Intelligence d'affaires finances	Moderniser le traitement des données financières et non financières par la mise en place de solutions en intelligence d'affaires.	1,3 (2,8)	0,7	0,6
73000 – Recettes et encaissements	Implanter un nouveau système unique de perception des recettes diverses pour l'ensemble des 19 arrondissements et certains services, afin d'harmoniser les processus d'affaires et le niveau de contrôle pour l'ensemble des unités administratives concernées.	2,5 (9,0)	1,3	1,2

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets prioritaires de modernisation des actifs (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
Pour les services institutionnels (suite) :				
73100 – Système budgétaire	Implanter un nouveau système budgétaire permettant la planification, l'élaboration et la production du budget de fonctionnement, l'élaboration et le suivi du PTI, ainsi que la production des états financiers de la Ville.	6,7 (27,7)	3,4	3,3
74550 – Système de taxation	Acquérir un système intégré pour la taxation de la Ville permettant notamment la gestion du rôle d'imposition, la production de la facturation et la gestion de la perception.	20,4 (27,1)	10,4	10,0
Pour la gestion du territoire :				
69205 – Modernisation de la plateforme géomatique	Rehausser les environnements de la géomatique afin de consolider l'information à référence spatiale des différentes parties prenantes pour avoir une vision commune du territoire de la Ville de Montréal.	4,0 (4,7)	2,0	2,0
74925 – Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	Implanter une solution permettant de gérer les demandes et les émissions des consentements municipaux et de soutenir les arrondissements, par une meilleure information dans l'émission de permis d'occupation du domaine public.	6,3 (6,6)	–	6,3

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
28020 – Système de gestion des projets d'immobilisations	Implanter un système pour gérer le cycle de vie des projets d'immobilisation (appel d'offres, octroi de contrat et suivi des décomptes).	0,9 (5,4)	0,5	0,4
54444 – Développement et mise en œuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	Moderniser et faire évoluer les applications informatiques de suivi des contrats d'opérations de traitement des matières résiduelles.	0,5 (1,1)	0,5	–
68092 – Migration du système intégré Montréal (SIMON)	Mettre à niveau le système intégré Montréal (SIMON) à la version la plus récente du progiciel EBS d'Oracle (version 12.2.5).	2,3 (2,3)	1,2	1,1
68145 – Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	Mise en place d'un outil de suivi et contrôle des inventaires (codes à barre).	0,2 (0,3)	0,1	0,1
68272 – Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des immeubles)	Implanter et déployer la solution mobile reliée à l'application de gestion de cadenassage.	0,4 (1,5)	0,2	0,2

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
68275 – Modernisation TI des systèmes des immeubles	Moderniser les applications informatiques afin d'optimiser la gestion et la planification immobilière (suivi du PTI, achats, mesures d'urgence, cartes d'identité, etc.).	1,2 (2,1)	–	1,2
68305 – Modernisation des opérations policières	Évolution du portefeuille applicatif du SPVM (gestion des mandats, des enquêtes, des évènements, bertillonnage, outils du patrouilleurs, caméras de surveillance, outils de communications, etc.).	5,7 (11,0)	5,7	–
68420 – Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	Évolution du portefeuille applicatif du SIM (opération et prévention - mobilité, approvisionnement, événements spéciaux, effectifs pompier, temps supplémentaire, accident de travail, etc.)	1,9 (2,2)	1,9	–
70015 – Système de relève des compteurs d'eau	Mettre en place un système de relève permettant de lire les compteurs d'eau dans près 20 000 industries, commerces et institutions (ICI).	0,2 (0,9)	0,1	0,1
70060 – Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	Implanter la solution de gestion des structures du Ministère des transports du Québec (MTQ).	0,3 (0,8)	–	0,3

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70170 – Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	Automatiser des fonctions de gestion de l'eau : plan d'intervention de la voirie, bris d'aqueduc, gestion des fuites, gestion des statuts par la poste.	0,7 (0,9)	–	0,7
71050 – Modernisation TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	Moderniser les systèmes à l'usage des arrondissements (quarts de travail de la voirie, permis de construction, vignettes de stationnement, permis animaliers, demandes de travaux reliées au 311).	3,0 (3,5)	–	3,0
71650 – Amélioration des processus en évaluation foncière	Faire évoluer l'application et les outils de gestion de l'évaluation municipale afin de rendre plus efficient le processus d'évaluation.	5,0 (5,5)	5,0	–
71750 – Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	Soutenir les activités reliées à l'application aux règlements relatifs à la pollution atmosphérique et aux rejets des eaux usées.	2,1 (2,9)	2,1	–
71800 – Modernisation des dossiers d'évaluation foncière	Moderniser l'application de gestion de l'évaluation municipale pour se conformer aux nouvelles règles d'évaluation foncière du Ministère des affaires municipales (MAMOT).	0,3 (6,9)	0,3	–

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Autres projets de modernisation des actifs (autres)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74850 – Renseignement	Remplacer le système de gestion du renseignement actuellement utilisé par la Division du renseignement du SPVM.	1,7 (5,1)	1,7	–
75400 – Tableaux de bord - subventions à la propriété	Développer une solution permettant aux citoyens de faire en ligne leurs demandes d'aide financière pour certains programmes de subvention.	0,7 (0,7)	–	0,7
75550 – Système de gestion des végétaux	Moderniser le système d'inventaire des arbres uniformisé pour l'ensemble des dix-neuf arrondissements.	0,8 (1,0)	–	0,8
78032 – Communications numériques	Remplacement des centres de contact client, mise à niveau de la téléphonie fixe, portail web pour la gestion de la téléphonie cellulaire et prise en charge de la webdiffusion.	3,2 (6,1)	1,6	1,6

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets de maintien des actifs

> **12,3 M$ (10,6 M$ Agglo / 1,7 M$ Corpo)** pour opérer des infrastructures et de nombreux systèmes informatiques qui nécessitent d'être maintenus dans un état de bon fonctionnement, afin de préserver leur efficacité, leur sécurité et leur performance, au bénéfice de l'ensemble des domaines d'affaires.

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
70175 – Infrastructures et outils TI pour la gestion de l'eau	Rehaussement de l'infrastructure informatique du Service de l'eau (capacité de traitement, archivage de données, etc.).	3,0 (3,8)	3,0	–
72080 – Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence	Mettre à niveau le système de répartition actuel du SIM afin de maintenir la continuité des opérations jusqu'à l'implantation du nouveau RAO (projet Système intégré de répartition Montréal).	6,8 (8,8)	6,8	–
74650 – Harmonisation des applications Oracle	Mise à niveau majeure des applications et bases de données de technologie Oracle.	0,4 (6,3)	0,2	0,2

* Colonne Total (M$) : le montant entre parenthèses correspond au budget total du projet, incluant les investissements avant 2017 et après 2019.

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019
Axe 3. Modernisation et maintien des actifs

Projets de maintien des actifs (suite)

Projet	Description	Total (M$)	Agglo	Corpo
74870 – Gestion des interventions en arrondissement	Moderniser l'application de gestion des demandes des citoyens afin de permettre aux travaux publics de répondre plus adéquatement et plus rapidement aux demandes.	1,0 (1,0)	–	1,0
74950 – Réforme TI des régimes de retraite	Mettre à niveau le progiciel ARIEL pour se conformer à la loi sur les régimes de retraite du secteur municipal, et unifier la gestion des régimes de retraite.	1,1 (3,2)	0,6	0,5
Total pour les projets de modernisation et de maintien des actifs		**84,6**	**49,3**	**35,3**

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 1 de 4)

63 projets sont financés par les règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 du Service des TI

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	1 038	2 651	2 607	2 701	7 959	0	1 660	0	10 657
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	4 465	700	198	0	898	0	0	0	5 363
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	584	140	220	180	540	0	0	0	1 124
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	635	1 500	500	0	2 000	0	0	0	2 635
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	0	1 900	2 100	2 248	6 248	0	4 052	0	10 300
61000	Modernisation des services TI	0	0	1 200	1 400	2 600	0	3 648	0	6 248
68088	Approvisionnement III	4 060	3 000	2 100	903	6 003	0	0	0	10 063
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	0	1 900	350	0	2 250	0	0	0	2 250
68111	Modernisation des télécommunications	14 951	6 207	6 608	7 551	20 366	0	46 961	0	82 278
68122	Gestion des services aux utilisateurs	395	300	0	0	300	0	0	0	695
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	100	100	100	0	200	0	0	0	300
68255	Gestion des identités	2 737	1 400	1 500	1 200	4 100	0	0	0	6 837
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	1 100	362	0	0	362	0	0	0	1 462

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 2 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	820	130	400	710	1 240	0	0	0	2 060
68305	Modernisation des opérations policières	1 700	1 400	1 900	2 400	5 700	0	3 600	0	11 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la préve ntion du SIM	300	350	600	950	1 900	0	0	0	2 200
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	700	700	1 300	2 000	4 000	0	0	0	4 700
70015	Système de relève des compteurs d'eau	683	175	0	0	175	0	0	0	858
70025	Cour municipale numérique	2 000	1 400	2 800	2 800	7 000	0	2 400	0	11 400
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	473	300	0	0	300	0	0	0	773
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	200	150	450	100	700	0	0	0	900
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	785	0	3 785
70190	Présence numérique-Fondation	3 529	3 800	3 300	3 371	10 471	0	0	0	14 000
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	1 850	1 300	800	800	2 900	0	958	0	5 708
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	600	2 400	2 500	1 000	5 900	0	0	0	6 500
70550	Gestion des règlements municipaux	500	1 400	1 400	446	3 246	0	0	0	3 746
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	794	256	150	0	406	0	0	0	1 200
70750	Intelligence d'affaires-Finances	1 514	800	450	0	1 250	0	0	0	2 764
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	3 500	350	500	900	1 750	0	250	0	5 500
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	500	1 600	700	700	3 000	0	0	0	3 500

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 3 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
71350	Gestionnaire électronique de documents	3 004	1 100	2 600	2 544	6 244	0	0	0	9 248
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	540	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	5 540
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	750	700	900	525	2 125	0	0	0	2 875
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à	6 659	286	0	0	286	0	0	0	6 945
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des int erventions	2 000	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	8 814
72501	Robot de tri-Bibliothèques	0	0	600	200	800	0	0	0	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	1 076	1 100	924	0	2 024	0	0	0	3 100
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	3 000	1 500	500	0	2 000	0	0	0	5 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	350	200	200	0	400	0	0	0	750
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et au tres	200	300	0	0	300	0	0	0	500
73000	Recettes et encaissements	6 504	2 544	0	0	2 544	0	0	0	9 048
73100	Système budgétaire	5 517	400	500	5 800	6 700	0	15 495	0	27 712
74250	Système de gestion des ressources humaines	9 215	4 100	6 300	6 600	17 000	0	25 182	0	51 397
74550	Système de taxation	1 050	6 700	6 800	6 900	20 400	0	5 600	0	27 050
74650	Harmonisation des applications Oracle	5 887	400	0	0	400	0	0	0	6 287
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	200	600	600	475	1 675	0	0	0	1 875

Règlements d'emprunt – liste des projets (page 4 de 4)

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Listes des projets

(en milliers de dollars)

N°	PROJET	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
		Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	2 000	1 700	1 500	362	3 562	0	0	0	5 562
74850	Renseignement	3 433	1 200	500	0	1 700	0	0	0	5 133
74860	Geo-Trafic	1 340	350	0	0	350	0	0	0	1 690
74870	Gestion des interventions en	0	450	400	150	1 000	0	0	0	1 000
74910	Paiement en ligne	650	300	550	0	850	0	0	0	1 500
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	300	1 800	2 400	2 100	6 300	0	0	0	6 600
74950	Réforme TI des régimes de retraite	1 340	600	250	250	1 100	0	763	0	3 203
74990	Infrastructures TI des projets en transport	300	700	1 100	1 200	3 000	0	0	0	3 300
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	0	500	200	0	700	0	0	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module	300	150	0	0	150	0	0	0	450
75511	Montréal 511	200	200	200	0	400	0	0	0	600
75550	Système de gestion des végétaux	200	400	400	0	800	0	0	0	1 000
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	0	800	1 000	1 100	2 900	0	1 000	0	3 900
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	0	1 000	1 000	1 100	3 100	0	1 400	0	4 500
78032	Communications numériques	0	1 100	1 100	1 000	3 200	0	2 900	0	6 100
78043	Capacité, performance, outils et automatisation du réseau de téléc ommunications	0	1 200	1 700	2 500	5 400	0	7 100	0	12 500
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	0	1 200	1 600	2 400	5 200	0	5 550	0	10 750
Total :		**105 743**	**81 402**	**80 611**	**77 337**	**221 188**	**0**	**129 304**	**0**	**456 235**

Impacts sur le budget de fonctionnement

Un projet a identifié des impacts sur le budget de fonctionnement :

- **74250 Système de gestion des ressources humaines – 4 585 k$**
  Les dépenses récurrentes pour 2017-2019 représentent les coûts de licences d'une solution en mode services (SaaS). Selon les fournisseurs retenus, les coûts pourraient varier de façon significative.

Autres impacts

Les coûts additionnels et les économies seront évalués dans le cadre de la réalisation des projets.

Annexes

- Règlements d'emprunt à la charge des contribuables
- Projets financés par le Conseil d'agglomération
- Projets financés par le Conseil municipal

Règlements d'emprunt à la charge des contribuables

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 : 221,2 M$

- Au net, un montant de 221,2 M$ sera à la charge des contribuables.
- 108,3 M$ (48,97 %) des investissements prévus par le Service relèvent du conseil municipal.
- 112,9 M$ (51,03 %) relèvent du conseil d'agglomération.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Règlements d'emprunt du PTI 2017-2019 à la charge des contribuables

(en milliers de dollars)

MODES DE FINANCEMENT	2017			2018			2019			2017-2019		
	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total	Conseil municipal	Conseil agglomération	Total
Programmation déposée	38 822	36 529	75 351	36 569	37 988	74 557	32 925	38 355	71 280	108 316	112 872	221 188
Source de financement externe												
Transferts (subventions)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contributions des promoteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres revenus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant à la charge des contribuables	38 822	36 529	75 351	36 569	37 988	74 557	32 925	38 355	71 280	108 316	112 872	221 188

Projets financés par le Conseil d'agglomération (page 1 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	A	531	1 357	1 335	1 383	4 075	0	850	0	5 456
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	A	2 286	358	101	0	459	0	0	0	2 745
54444	Développement et mise en oeuvre des applications informatiques de la gestion des matières résiduelles	A	584	140	220	180	540	0	0	0	1 124
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	A	325	768	256	0	1 024	0	0	0	1 349
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	A	0	973	1 075	1 151	3 199	0	2 075	0	5 274
61000	Modernisation des services TI	A	0	0	614	717	1 331	0	1 868	0	3 199
68088	Approvisionnement III	A	2 079	1 536	1 075	462	3 073	0	0	0	5 152
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	A	0	973	179	0	1 152	0	0	0	1 152
68111	Modernisation des télécommunications	A	7 655	3 178	3 383	3 866	10 427	0	24 044	0	42 126
68122	Gestion des services aux utilisateurs	A	202	154	0	0	154	0	0	0	356
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	A	51	51	51	0	102	0	0	0	153
68255	Gestion des identités	A	1 401	717	768	614	2 099	0	0	0	3 500
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	A	563	185	0	0	185	0	0	0	748
68305	Modernisation des opérations policières	A	1 700	1 400	1 900	2 400	5 700	0	3 600	0	11 000
68420	Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	A	300	350	600	950	1 900	0	0	0	2 200
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	A	358	358	666	1 024	2 048	0	0	0	2 406
70015	Système de relève des compteurs d'eau	A	350	90	0	0	90	0	0	0	440
70025	Cour municipale numérique	A	2 000	1 400	2 800	2 800	7 000	0	2 400	0	11 400
70175	Infrastructures et outils TI-Gestion de l'eau	A	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	785	0	3 785
70190	Présence numérique-Fondation	A	1 807	1 946	1 690	1 726	5 362	0	0	0	7 169
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	A	947	666	410	410	1 486	0	490	0	2 923
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	A	307	1 229	1 280	512	3 021	0	0	0	3 328

Projets financés par le Conseil d'agglomération (page 2 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
70750	Intelligence d'affaires-Finances	A	775	410	230	0	640	0	0	0	1 415
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	A	1 792	179	256	461	896	0	128	0	2 816
71350	Gestionnaire électronique de documents	A	1 538	563	1 331	1 303	3 197	0	0	0	4 735
71650	Amélioration des processus en évaluation foncière	A	540	1 300	2 100	1 600	5 000	0	0	0	5 540
71750	Refonte du système de gestion de la qualité de l'air et de l'eau (GAE)	A	750	700	900	525	2 125	0	0	0	2 875
71800	Modernisation des dossiers d'évaluation-Module de collecte de données économiques et d'éval. des immeubles à revenus	A	6 659	286	0	0	286	0	0	0	6 945
72080	Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence	A	2 000	2 800	2 900	1 114	6 814	0	0	0	8 814
73000	Recettes et encaissements	A	3 330	1 303	0	0	1 303	0	0	0	4 633
73100	Système budgétaire	A	2 825	205	256	2 970	3 431	0	7 933	0	14 189
74250	Système de gestion des ressources humaines	A	4 718	2 099	3 226	3 379	8 704	0	12 893	0	26 315
74550	Système de taxation	A	538	3 430	3 482	3 533	10 445	0	2 867	0	13 850
74650	Harmonisation des applications Oracle	A	3 014	205	0	0	205	0	0	0	3 219
74850	Renseignement	A	3 433	1 200	500	0	1 700	0	0	0	5 133
74950	Réforme TI des régimes de retraite	A	686	307	128	128	563	0	391	0	1 640
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	A	0	410	512	563	1 485	0	512	0	1 997
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	A	0	512	512	563	1 587	0	717	0	2 304
78032	Communications numériques	A	0	563	563	512	1 638	0	1 485	0	3 123
78043	Capacité, performance, outils et automatisa-tion du réseau de télécommunications	A	0	614	870	1 280	2 764	0	3 635	0	6 399
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	A	0	614	819	1 229	2 662	0	2 842	0	5 504
Total :			**56 044**	**38 546**	**40 006**	**40 374**	**112 872**	**0**	**69 515**	**0**	**238 431**

Projets financés par le Conseil municipal (page 1 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
9000	Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks	M	507	1 294	1 272	1 318	3 884	0	810	0	5 201
28020	Système de gestion des projets d'immobilisations	M	2 179	342	97	0	439	0	0	0	2 618
60090	Plateforme de gestion de projets et de portefeuilles TI	M	310	732	244	0	976	0	0	0	1 286
60110	Programme de sécurité et de continuité TI	M	0	927	1 025	1 097	3 049	0	1 977	0	5 026
61000	Modernisation des services TI	M	0	0	586	683	1 269	0	1 780	0	3 049
68088	Approvisionnement III	M	1 981	1 464	1 025	441	2 930	0	0	0	4 911
68092	Migration du système intégré Montréal (SIMON)	M	0	927	171	0	1 098	0	0	0	1 098
68111	Modernisation des télécommunications	M	7 296	3 029	3 225	3 685	9 939	0	22 917	0	40 152
68122	Gestion des services aux utilisateurs	M	193	146	0	0	146	0	0	0	339
68145	Outil de suivi et de contrôle des inventaires du matériel roulant	M	49	49	49	0	98	0	0	0	147
68255	Gestion des identités	M	1 336	683	732	586	2 001	0	0	0	3 337
68272	Cadenassage et SIGI mobile (système intégré de gestion des Immeubles)	M	537	177	0	0	177	0	0	0	714
68275	Modernisation des TI des systèmes des immeubles	M	820	130	400	710	1 240	0	0	0	2 060
69205	Modernisation de la plateforme géomatique	M	342	342	634	976	1 952	0	0	0	2 294
70015	Système de relève des compteurs d'eau	M	333	85	0	0	85	0	0	0	418
70060	Système de gestion des structures routières (ponts et tunnels)	M	473	300	0	0	300	0	0	0	773
70170	Modernisation des applications de la gestion durable de l'eau	M	200	150	450	100	700	0	0	0	900
70190	Présence numérique-Fondation	M	1 722	1 854	1 610	1 645	5 109	0	0	0	6 831
70250	Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel	M	903	634	390	390	1 414	0	468	0	2 785
70540	Intelligence d'affaires-Infrastructure et outils	M	293	1 171	1 220	488	2 879	0	0	0	3 172
70550	Gestion des règlements municipaux	M	500	1 400	1 400	446	3 246	0	0	0	3 746
70620	Numérisation des microfilms- Archives de Montréal	M	794	256	150	0	406	0	0	0	1 200
70750	Intelligence d'affaires-Finances	M	739	390	220	0	610	0	0	0	1 349
70850	Indicateurs de gestion institutionnels (gestion par activités)	M	1 708	171	244	439	854	0	122	0	2 684
71050	Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements	M	500	1 600	700	700	3 000	0	0	0	3 500
71350	Gestionnaire électronique de documents	M	1 466	537	1 269	1 241	3 047	0	0	0	4 513

Projets financés par le Conseil municipal (page 2 de 2)

N°	PROJET	Compé-tence	Coûts fiches	PTI 2017-2019 (brut)				Source externe de financement	Ultérieur au PTI 2017-2019	Source externe de financement	Total projet net
			Avant 2017	2017	2018	2019	Total	2017-2019	2020 et +	2020 et +	
72501	Robot de tri-Bibliothèques	M	0	0	600	200	800	0	0	0	800
72515	Système de gestion des loisirs municipaux	M	1 076	1 100	924	0	2 024	0	0	0	3 100
72660	Réforme des services d'accueil-Espace pour la vie	M	3 000	1 500	500	0	2 000	0	0	0	5 000
72710	Inspection des actifs du mobilier urbain	M	350	200	200	0	400	0	0	0	750
72730	Refonte des systèmes opérationnels de la culture, des sports et au tres	M	200	300	0	0	300	0	0	0	500
73000	Recettes et encaissements	M	3 174	1 241	0	0	1 241	0	0	0	4 415
73100	Système budgétaire	M	2 692	195	244	2 830	3 269	0	7 562	0	13 523
74250	Système de gestion des ressources humaines	M	4 497	2 001	3 074	3 221	8 296	0	12 289	0	25 082
74550	Système de taxation	M	512	3 270	3 318	3 367	9 955	0	2 733	0	13 200
74650	Harmonisation des applications Oracle	M	2 873	195	0	0	195	0	0	0	3 068
74830	Tableaux de bord pour le déneigement	M	200	600	600	475	1 675	0	0	0	1 875
74840	Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire)	M	2 000	1 700	1 500	362	3 562	0	0	0	5 562
74860	Geo-Trafic	M	1 340	350	0	0	350	0	0	0	1 690
74870	Gestion des interventions en arrondissement	M	0	450	400	150	1 000	0	0	0	1 000
74910	Paiement en ligne	M	650	300	550	0	850	0	0	0	1 500
74925	Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)	M	300	1 800	2 400	2 100	6 300	0	0	0	6 600
74950	Réforme TI des régimes de retraite	M	654	293	122	122	537	0	372	0	1 563
74990	Infrastructures TI des projets en transport	M	300	700	1 100	1 200	3 000	0	0	0	3 300
75400	Tableaux de bord-Subventions à la propriété	M	0	500	200	0	700	0	0	0	700
75420	Plan d'action en salubrité - Module inspection	M	300	150	0	0	150	0	0	0	450
75511	Montréal 511	M	200	200	200	0	400	0	0	0	600
75550	Système de gestion des végétaux	M	200	400	400	0	800	0	0	0	1 000
78010	Mise en place du Wi-Fi à l'échelle de la ville	M	0	390	488	537	1 415	0	488	0	1 903
78021	Mise en place du centre d'opération réseau et du laboratoire d'int eropérabilité et de conformité	M	0	488	488	537	1 513	0	683	0	2 196
78032	Communications numériques	M	0	537	537	488	1 562	0	1 415	0	2 977
78043	Capacité, performance, outils et automatisa-tion du réseau de télécommunications	M	0	586	830	1 220	2 636	0	3 465	0	6 101
78054	Robustesse du réseau de télécommunications	M	0	586	781	1 171	2 538	0	2 708	0	5 246
Total :			**49 699**	**40 839**	**38 587**	**34 944**	**108 316**	**0**	**59 789**	**0**	**217 804**

Adresse de l'unité d'affaires et personne-ressource

801 rue Brennan, 9e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Christian Chaput
Directeur du Bureau de projets
Service des technologies de l'information
514 234-6396
Christian Chaput@ville.montreal.qc.ca

FIN
DE LA
PRÉSENTATION

M E R C I

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164207001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164207001 - équipements et services professionnels informatique.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-31

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 112 872 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE BIENS, DE SERVICES TECHNIQUES ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

Vu les articles 19 et 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 112 872 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1164207001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164207001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, en vue de réaliser les projets inscrits à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1164207001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-22

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1163276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-01-27 16:45

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163276001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

CONTENU

CONTEXTE

Par sa mission, la Direction de l'eau potable du Service de l'eau assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal. Pour ce faire, elle doit assurer une saine gestion des actifs : intervenir sur le réseau afin d'augmenter la fiabilité, assurer un renouvellement adéquat des actifs, réduire la quantité de perte en eau potable et les bris ainsi qu'améliorer l'état structurel du réseau. Il est donc requis de construire de nouvelles conduites en lien avec les besoins hydrauliques et de remplacer ou réhabiliter des conduites existantes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG16 0216 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 22 000 000 $ afin de financer divers travaux de construction, de remplacement ou de réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc, tels que la réhabilitation de la conduite primaire existante sur la rue Albanel et la construction d'une conduite primaire sur les rues Thimens et Martin. Ce règlement permettra aussi de financer différents travaux du programme "56088 - Conduite primaire d'aqueduc" prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de l'agglomération de Montréal. Le montant du règlement demandé correspond au niveau de dépenses prévues de la première année du programme triennal.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les travaux de construction et de renouvellement des conduites primaires d'aqueduc. La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion de ses actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté pour les dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis tels que la réhabilitation de la conduite primaire existante sur la rue Albanel et la construction d'une conduite primaire sur les rues Thimens et Martin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Février 2017
Adoption: Mars 2017
Approbation du règlement d'emprunt par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Céline VAILLANCOURT, 22 décembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François DUBUC
Chef de section

Tél : 514 872-4647
Télécop. : 514 872-8353

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-22

Marie-Josée GIRARD
Chef de division - Projets Majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur par intérim de la Direction de l'eau potable

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2017-01-27

Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1163276001 - Conduites primaires d'aqueduc TECQ-FCCQ.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-24

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 22 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE RENOUVELLEMENT DE CONDUITES PRIMAIRES D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du 23 février 2017, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1163276001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1163276001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-22

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances. Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

Il est recommandé de:
adopter le «Règlement modifiant le «Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG 15-058)» portant le montant de l'emprunt à 51 000 000 $;

et

adopter la résolution
1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-06 11:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177526001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (la Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs. En 2001, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAM) a mis en place un programme de « Suivi des débordements ». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejet et oblige la Ville de Montréal à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.
Un ouvrage de rétention est une structure souterraine. Elle permet d'emmagasiner temporairement les eaux usées et pluviales lors de très fortes précipitations afin d'éviter leur déversement dans le milieu récepteur. Lorsque la pluie est terminée et que le réseau n'est plus engorgé, les eaux sont par la suite acheminées vers la Station pour y être traitées.

La Station a planifié la construction de cinq ouvrages de rétention importants. Le premier de ces ouvrages, le bassin de rétention Marc-Aurèle Fortin a déjà été construit. Ensuite, les bassins à construire sont: le bassin Rockfield dans l'arrondissement Lachine, le bassin Lavigne dans l'arrondissement 'Ahuntsic-Cartierville, le bassin Leduc dans l'arrondissement Saint-Laurent et le bassin William dans l'arrondissement Le Sud-Ouest..

Le bassin Rockfield est en cours de construction depuis octobre 2016 alors que l'appel d'offres public pour la construction du bassin Lavigne a été lancé en janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 00652 – 2 novembre 2016 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération) – 1163843006
CG15 0360 – 30 juillet 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839002

CG15 0323 – 22 mai 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs - 1152839005

DESCRIPTION

Le projet du bassin Lavigne consiste à construire un ouvrage de rétention d'un volume d'environ 23 000 m³ dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le concept retenu pour le projet consiste à construire un bassin de rétention souterrain relié à l'intercepteur nord et au collecteur Gouin, en amont de la station de pompage Lavigne, par des conduites en tunnel. Cet ouvrage sera raccordé au système de contrôle intégré en temps réel des intercepteurs (CIDI) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Le système CIDI est un système qui permet de contrôler en temps réel les intercepteurs à partir de la Station avec l'objectif de minimiser la fréquence et le nombre de surverses effectuées en temps de pluie à la rivière des Prairies et au fleuve Saint-Laurent.
La construction de l'ouvrage de rétention Lavigne permettra de réduire le volume d'eaux usées déversées dans la rivière des Prairies et, par conséquent, la quantité de polluants rejetés lors des épisodes de surverses, ce qui minimisera l'impact négatif sur la santé et l'environnement. L'ouvrage permettra également d'améliorer le niveau de service du collecteur Gouin en ce qui concerne les refoulements d'égout, et ceci pour des pluies jusqu'à récurrence de 10 ans.

Dans le cadre de la planification du projet du bassin Lavigne, les estimations originales du projet ont sous estimés certains éléments. Nous avons donc dû revoir les budget du projet. L'augmentation de ce règlement d'emprunt permettra de couvrir l'ensemble des coûts du projet, soit, les travaux de construction, les frais et honoraires d'études et de conception, la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux et toutes les autres dépenses incidentes s'y rattachant.

Par ailleurs, dans le cas du projet du bassin Rockfield présentement en cours de construction, le contrat s'est avéré nettement moins coûteux que ce qui avait été prévu.

Ainsi, nous devons donc adopter dans un premier temps un règlement visant l'augmentation du règlement original du bassin Lavigne de 16 M$, ce dernier passant de 35 M$ à 51 M$. En contrepartie, le règlement d'emprunt pour le bassin Rockfield sera diminué d'un même 16 M$, passant de 53,8 M$ à 37,8 M$. Cette dernière modification fera l'objet d'une résolution dans le présent dossier.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt RCG15 058 au montant de 35 000 000 $ a été adopté sur la base d'une estimation de coûts préliminaire effectuée avant d'avoir complété les plans et devis associés au projet et sans référence récente à des travaux similaires d'excavation de tunnels.
Actuellement, les plans et devis de construction de la phase 1 du projet Lavigne sont

terminés à 98 %. L'estimation du coût du projet, basée sur des informations sur les coûts pratiqués sur le marché actuellement pour des projets similaires, a donc été révisée à 51 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal – volet agglomération. Le terme total de cet emprunt et ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Par ailleurs, ces coûts additionnels n'engendreront pas d'augmentation du coût total pour la construction des quatre bassins. En effet, le projet de construction du bassin Rockfield bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 53 800 000 $ (CG15 0360 datée du 30 juillet 2015). Les dépenses totales prévues pour les travaux de génie civil associés à ce projet s'élèvent à 23 951 419,52 $ incluant taxes et contingences (CG16 0543 datée du 30 septembre 2016). En ajoutant le coût estimé pour compléter le projet du bassin Rockfield (construction du poste de pompage et travaux d'électricité et d'automatisation), il est prévu d'avoir un surplus d'au moins 16 000 000 $ dans le règlement total autorisé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent règlement n'est pas approuvé, cela risque de retarder la réalisation du projet du bassin Lavigne dans le cas où la valeur de la plus basse soumission dépasserait le règlement autorisé de 35 000 000 $.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie GASCON, Service des finances

Lecture :

Sophie GASCON, 16 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2017-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2017-02-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1177526001 - Règl modif Règl RCG 15-058.doc

AML - 1177526001 - Résolution modif Règl RCG 15-060.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-03

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

RÉSOLUTION MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 53 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION ROCKFIELD SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE LACHINE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS (RCG 15-060) AFIN DE RÉDUIRE LE MONTANT D'EMPRUNT INITIALEMENT AUTORISÉ

Vu les articles 544 et 564 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Il est résolu :

1. De modifier le titre du Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-060) par le remplacement du montant « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

2. De modifier l'article 1 de ce règlement par le remplacement du montant de « 53 800 000 $ » par « 37 800 000$ ».

GDD1177526001

XX-XXX/1

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

ADOPTER LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE « RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 35 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DE RÉTENTION LAVIGNE SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ET SON RACCORDEMENT AU SYSTÈME DES INTERCEPTEURS » (RCG 15-058)

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $ » par « 51 000 000 $».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 35 000 000 $» par « 51 000 000 $».

_____

GDD 1177526001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177526001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adopter le règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

reglement emprunt GDD1177526001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-06

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - Chef d'équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS EAU et ENVIRONNEMENT

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 44.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1162622011

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de l'Est (lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488) situé sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles)

Il est recommandé d'approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin de signifier à l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles la modification qu'il devra apporter à son règlement de zonage, le tout conformément à l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-02 08:45

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162622011**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de l'Est (lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488) situé sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles)

CONTENU

CONTEXTE

Selon les modalités de l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement comme suite à l'entrée en vigueur d'un règlement de modification au Schéma d'aménagement et de développement (Schéma), lorsqu'il y a obligation pour un arrondissement de modifier sa réglementation d'urbanisme pour se conformer au Schéma modifié.
Rappelons que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles a demandé au conseil d'agglomération le 13 mai 2016 de modifier le Schéma pour permettre l'aménagement de la Plage de l'Est. En parallèle, il a entrepris des démarches auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour soumettre le dossier aux fins d'analyse.

Le 22 juin 2016, le conseil d'agglomération a adopté le projet de règlement P-RCG 14-029-1 modifiant le Schéma et son document d'accompagnement prévus à la LAU, afin de donner suite à la demande de l'arrondissement auprès du MDDELCC.

Le 27 octobre 2016, le conseil d'agglomération a adopté le règlement RCG 14-029-1 suite à l'assemblée publique tenue le 21 septembre 2016 par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Ce règlement a ensuite été soumis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour avis, conformément à l'article 53.6 de la LAU.

Le 19 décembre 2016, le règlement RCG 14-029-1 est entré en vigueur, soit à la date la plus tardive entre la délivrance du certificat de conformité par la Communauté métropolitaine de Montréal (24 novembre 2016) et la signification le 19 décembre 2016 par le sous-ministre du MAMOT d'un avis favorable quant à la conformité du règlement aux orientations du gouvernement en matière d'aménagement, le tout conformément à l'article 53.11.14 de la LAU.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0589 - 2016-10-27 - Adoption du règlement RCG 14-029-1 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622006).

- CG16 0443 - 2016-06-22 - Adoption du projet de règlement P-RCG 14-029-1 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622006).

DESCRIPTION

La modification apportée au Schéma par le règlement RCG 14-029-1 consiste à ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le secteur de Pointe-aux-Trembles en bordure du fleuve Saint-Laurent afin de permettre l'aménagement de la Plage de l'Est.
Le contenu du document d'accompagnement, qui fait l'objet du présent sommaire, mentionne que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles doit modifier son règlement de zonage pour intégrer la dérogation à la plaine inondable permettant cet aménagement. La LAU stipule que l'arrondissement a six mois pour ce faire; si ce n'est pas fait à l'intérieur de ce délai, le conseil d'agglomération pourrait le faire à sa place.

JUSTIFICATION

Selon les dispositions de l'article 53.11.4 de la LAU, le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement qui indique la nature des modifications que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles doit apporter à sa réglementation d'urbanisme en conformité avec le Schéma modifié par le règlement RCG 14 -029-1. Étant donné l'ajustement technique qui a dû être fait uniquement dans le titre du règlement final sans changer son contenu par rapport au projet de règlement, le document d'accompagnement doit être adopté de nouveau pour refléter ce changement (voir le document joint à cet effet au présent sommaire décisionnel).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Éviter un manque quant au respect des modalités de la LAU.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier du document d'accompagnement :

- aux arrondissements;
- aux municipalités reconstituées;
- aux municipalités régionales de comté dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération de Montréal;
- à la Communauté métropolitaine de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-01

MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES AUX FINS DE CONFORMITÉ AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT MODIFIÉ DE L'AGGLOMATION DE MONTRÉAL

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

Le présent document accompagne le règlement numéro RCG 14-029-1 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), et précise que, dans le seul territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, une modification doit être apportée à son règlement de zonage conformément au Schéma modifié afin d'y intégrer la dérogation aux normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables afin de permettre les travaux d'aménagement de la plage de l'Est incluant entre autres du remblaiement des bases de piliers de la jetée empiétant dans la plaine inondable, dans la rive et dans le littoral sur une superficie totale d'environ 52,75 mètres carrés et l'installation de blocs de béton servant de mobilier sur la plage, le tout tel qu'illustré sur le plan intitulé « Projet : plage de l'Est – La débâcle – Plan concept » et ce, sur les lots 1 875 955, 2 159 487 et 2 159 488 du cadastre du Québec.

GDD 1162622011

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 44.02

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1172622003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun)

Il est recommandé d'approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin de signifier à l'arrondissement de Verdun la modification qu'il devra apporter à son Règlement de zonage, le tout conformément à l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-03-03 16:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1172622003**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun)

CONTENU

CONTEXTE

Selon les modalités de l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement comme suite à l'entrée en vigueur d'un règlement de modification au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma), lorsqu'il y a obligation pour un arrondissement de modifier sa réglementation d'urbanisme pour se conformer au Schéma modifié.
Rappelons que l'arrondissement de Verdun a demandé au conseil d'agglomération, le 6 septembre 2016, de modifier le Schéma pour permettre l'aménagement de la Plage de Verdun. En parallèle, il a entrepris des démarches auprès notamment du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour soumettre le dossier aux fins d'analyse.

Le 29 septembre 2016, le conseil d'agglomération a adopté le projet de règlement P-RCG 14 -029-2 modifiant le Schéma et son document d'accompagnement prévus à la LAU, afin de donner suite à la demande de l'arrondissement auprès du MDDELCC.

Le 22 décembre 2016, le conseil d'agglomération a adopté le règlement RCG 14-029-2, avec changement, à la suite de l'assemblée publique tenue le 1er décembre 2016 par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Des modifications ont été apportées à certaines composantes du concept, par exemple la réduction d'environ 30 mètres de la longueur de la plage pour la baignade et les mesures de compensation ont été revues (création d'herbiers aquatiques). Ce règlement, dont la teneur a été modifiée par rapport au projet de règlement, a ensuite été soumis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour avis, conformément à l'article 53.6 de la LAU.

Le 1er mars 2017, le règlement RCG 14-029-2 est entré en vigueur, soit à la date la plus tardive entre la délivrance du certificat de conformité par la Communauté métropolitaine de Montréal (9 février 2017) et la signification le 1er mars 2017 par le sous-ministre du MAMOT d'un avis favorable quant à la conformité du règlement aux orientations du gouvernement en matière d'aménagement, le tout conformément à l'article 53.11.14 de la LAU.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0758 - 2016-12-22 - Adoption, avec changement, du règlement RCG 14-029-2 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622007).

- CG16 0555 - 2016-09-29 - Adoption du projet de règlement P-RCG 14-029-2 modifiant le Schéma (sommaire décisionnel 1162622007).

DESCRIPTION

La modification apportée au Schéma par le règlement RCG 14-029-2 consiste à ajouter une dérogation à la plaine inondable dans l'arrondissement de Verdun, en bordure du fleuve Saint-Laurent, à l'arrière de l'Auditorium de Verdun situé dans l'axe de la rue de l'Église, afin de permettre l'aménagement de la plage de Verdun.
Le contenu du document d'accompagnement, qui fait l'objet du présent sommaire, mentionne que l'arrondissement de Verdun doit modifier son règlement de zonage pour intégrer la dérogation à la plaine inondable permettant cet aménagement. La LAU stipule que l'arrondissement a six mois pour le faire. Si ce n'était pas fait à l'intérieur de ce délai, le conseil d'agglomération pourrait le faire à la place de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Selon les dispositions de l'article 53.11.4 de la LAU, le conseil d'agglomération doit adopter un document d'accompagnement qui indique la nature des modifications que l'arrondissement de Verdun doit apporter à sa réglementation d'urbanisme en conformité avec le Schéma modifié par le règlement RCG 14-029-2.
Étant donné les modifications apportées au contenu final du règlement RCG 14-029-2, le document d'accompagnement doit être adopté de nouveau pour refléter ces changements (voir le document joint à cet effet au présent sommaire décisionnel).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Éviter un manque quant au respect des modalités de la LAU.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier du document d'accompagnement :
- aux arrondissements;
- aux municipalités reconstituées;
- aux MRC (municipalités régionales de comté) dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération de Montréal;
- à la Communauté métropolitaine de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-03

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2017-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2017-03-03

MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME
DE L'ARRONDISSEMENT DE VERDUN
AUX FINS DE CONFORMITÉ
AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT MODIFIÉ
DE L'AGGLOMATION DE MONTRÉAL

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

Le présent document accompagne le règlement numéro RCG 14-029-2 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), et précise que, dans le seul territoire de l'arrondissement de Verdun, une modification doit être apportée à son règlement de zonage conformément au Schéma modifié afin d'y intégrer la dérogation aux normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables afin de permettre les travaux d'aménagement de la plage de Verdun incluant, entre autres, l'aménagement d'une digue de protection des courants et le remblaiement de la zone de baignade (empiètement dans la plaine inondable, la rive et le littoral sur une superficie totale d'environ 3 550 mètres carrés), de zones d'intervention en rive et en plaine inondable, incluant des plantations, le tout sur une superficie totale d'environ 4 555 mètres carrés (phases 1 et 2 du projet); l'enlèvement de blocs de béton et de surface asphaltée, vestiges de la période de remblai et de la création par remblai du site de l'ancienne marina, notamment aux fins de création d'alcôves et d'herbiers aquatiques, incluant des plantations et la renaturalisation de la rive, le tout tel qu'illustré sur le plan intitulé « Annexe F – Plage urbaine de Verdun – Plan de compensation », plan révisé en date du 2 décembre 2016, en lien avec la note explicative jointe en annexe G du règlement RCG 14-029-2. Des parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415 du cadastre du Québec sont visées par la dérogation, et ce, tel qu'ils sont illustrés sur les cartes jointes en annexe E et F du règlement RCG 14-029-2.

GDD 1172622003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2017/03/30 17:00

(1)

Dossier # : 1163423001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

Il est recommandé:
1- d'approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal (Service des communications) prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée maximale de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les différents mandats entamés au cours de l'année 2016;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à part égale par la Ville de Montréal (Service des communications) et la Société du parc Jean-Drapeau.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2017-02-25 09:10

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163423001**

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de les aider à les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau dans le projet «Hélène de Champlain», il avait été entendu, pour l'année 2016 d'assigner temporairement Mme Martine Primeau, cadre sur mandats au Service des communications à la Société du Parc Jean-Drapeau (SDPJD). Ces principaux mandats étaient de :

- Revoir les plans directeur du parc Jean-Drapeau afin d'en faire ressortir les convergences;
- Coordonner la mise en place du nouveau Plan directeur du PJD;
- Préparer une grille d'évaluation pour l'analyse de projets ad-hoc;
- Participer au développement des projets structurants de la SDPJD ainsi que préparer les demandes de partenariat.

Afin de poursuivre ces différents dossiers, il a été décidé entre les parties que Mme Primeau poursuivrait les mandats déjà amorcés pour l'année 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

D'approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal (le Service des communications) prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau, aux termes et conditions du protocole, pour une durée de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 avec reconduction du protocole d'entente le cas échéant.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'employée et son budget sera automatiquement transféré dans l'unité corporative des prêts d'employés avec remboursement (centre de responsabilité 202046, unité 60-08-62) pour la durée du prêt. Le revenu rattaché à ce prêt d'employé sera enregistré mensuellement au Service des ressources humaines.
Le remboursement du salaire de Mme Primeau se fera par versement mensuel provenant de la Société du parc Jean-Drapeau, équivalent à 50% du salaire de l'employé, majoré de 31,1 % , lequel fera l'objet d'une indexation annuelle, plus les taxes fédérales et provinciales sur les produits et services (TPS et TVQ).

Le rémunération annuelle de Mme Primeau est de 123 100 $. À ce montant, nous devons ajouter les charges sociales de 36 900 $ pour une rémunération globale de 160 000 $. Ce montant sera partagé à part égale, soit 80 000$ par la Société du parc Jean-Drapeau et le Service des communications.

En raison du coût défrayé par le Service, soit 80 000$ à l'avantage de la Société, ce dossier est considéré comme une subvention et ce, selon les encadrements de la Ville en regard aux prêt d'employés à un Organisme externe. Une subvention à l'égard de la Société du Parc Jean-Drapeau est de la compétence du Conseil d'agglomération.

Sur le plan budgétaire, ce dossier aura une incidence favorable sur le cadre financier de la Ville compte tenu des revenus additionnels d'approximativement 80 000 $ annuellement, et ce, jusqu'à la fin de l'entente (période indéterminée).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève BLOM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ronald CYR, Société du Parc Jean-Drapeau
Céline MORELLON, Service des ressources humaines
Joanne PROVOST, Service des ressources humaines

Lecture :

Ronald CYR, 7 février 2017
Joanne PROVOST, 30 janvier 2017
Catherine BÉRUBÉ, 26 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lyne TREMBLAY
Conseillère en ressources humaines - CRHA
Division des partenaires d'affaires en RH
Direction des partenaires d'affaires en ressources humaines
Service des ressources humaines

Tél : 872-4497
Télécop. : 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Louis BEAUCHAMP
Directeur de service
Service des communications

Tél : 514 872-3275
Télécop. : 514 872-8221

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163423001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Il s'agit d'une matière qui relève de la compétence du conseil d'agglomération en raison de la subvention de plus de 50 000$ à la Société du Parc Jean-Drapeau.

FICHIERS JOINTS

Protocole prêt Martine Primeau.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève BLOM
Avocate
Tél : 514 872-2994

ENDOSSÉ PAR

Le : 2017-02-24

Véronique BELPAIRE
Avocate chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division Droit public et législation

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux fins des présentes par Monsieur Yves Saindon, greffier dûment autorisé par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU,** ayant son siège social au Pavillon du Canada au 1, Circuit Gilles Villeneuve, Montréal, Québec, H3C 1A9, agissant et représenté par Monsieur Ronald Cyr, directeur général;

Ci-après appelé la « **SDPJD** »

ET : **MARTINE PRIMEAU**, cadre en réaffectation au Service des communications;

Ci-après appelé l' « **EMPLOYÉE** »

ATTENDU que l'Organisme a manifesté le désir de bénéficier des services de l'Employée;

ATTENDU que la Ville entend répondre favorablement à cette demande et que l'Employée y consent;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITION

Dans le présent protocole d'entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, « Directeur » ou « Directrice » signifie le Directeur du Service des communications ou son représentant.

GB 6/11

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 permettre à l'Employée d'occuper un poste de Conseillère principale projets spéciaux et développement stratégique au sein de l'Organisme;

3.2 sous réserve des paragraphes 4.4 et 5.4, verser à l'Employée son traitement périodique et lui consentir tous les avantages et droits qu'elle possède comme employée cadre de la Ville, en vertu des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal;

3.3 réintégrer l'Employée au sein du personnel permanent de la Ville quand elle quittera l'Organisme, dans son poste ou celui qu'elle aurait obtenu durant son absence ou conformément aux règles de dotation concernant la réaffectation des fonctionnaires et employés permanents, étant entendu que toute entente particulière relative aux conditions de travail de l'Employée intervenue entre cette dernière et l'Organisme ne lie pas la Ville, ni pendant la durée du prêt ni à son échéance :

3.4 obtenir le remboursement convenu pour les services de l'Employée.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 s'assurer que l'Employée remplisse les fonctions de Conseillère principale projets spéciaux et développement stratégique;

4.2 ce que l'Employée dans le cadre de ses fonctions agisse conformément au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, étant entendu que l'Employée n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle agisse dans l'intérêt de l'Organisme;

4.3 prendre fait et cause pour l'Employée dans toute poursuite intentée contre cette dernière en raison de l'exécution de ses fonctions et la tenir indemne de tout jugement en capital, intérêts et frais, qui pourrait être prononcé contre elle;

4.4 défrayer tous les frais de déplacement ou autres dépenses encourus par l'Employée durant la période de prêt, ainsi que les heures supplémentaires effectuées par cette dernière, étant entendu que la Ville ne paiera à l'Employée aucune heure supplémentaire ou n'acceptera aucune demande de l'Employée visant du temps à compenser;

4.5 verser mensuellement à la Ville une portion du salaire de l'Employée établie à 50% du salaire annuel de base majoré du taux prévu au Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal applicable à chaque année, soit 31,1% pour l'année 2017. Ce salaire fera l'objet d'une indexation annuelle équivalente à l'augmentation économique consentie aux cadres de la Ville de Montréal. Les taxes fédérale et provinciale sur les produits et services (TPS et TVQ) s'appliquent à cette somme;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'EMPLOYÉE

L'Employé s'engage à :

5.1 fournir à l'Organisme une prestation de services satisfaisante;

5.2 se conformer, en tout temps, au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, étant entendu que l'Employée n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle agisse dans l'intérêt de l'Organisme;

5.3 prendre tous ses congés annuels durant la période de prêt, à moins d'obtenir l'autorisation du Directeur de l'unité d'affaires d'origine de les reporter en tout ou en partie;

5.4 renoncer, et elle y renonce par les présentes, à réclamer de la Ville toute somme ou temps compensé pour des heures supplémentaires effectuées pendant la période de prêt;

5.5 transmettre au Directeur les formulaires d'assiduité faisant état de toutes les absences et congés utilisés durant la période de prêt, dûment autorisés par son supérieur immédiat à l'Organisme.

ARTICLE 6
DURÉE

Sous réserve de l'article 7, le présent protocole d'entente prend effet le 1er janvier 2017 pour se terminer le 31 décembre 2019.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 Chaque partie peut mettre fin au présent protocole d'entente en tout temps moyennant un préavis de trente (30) jours signifié aux autres parties par courrier recommandé.

7.2 Dans le cas d'une résiliation, l'Employée réintègre la Ville, selon les dispositions convenues à l'article 3.3 du présent protocole.

ARTICLE 8
DIVERS

8.1 Les obligations de la Ville à l'égard de l'Employée sont prévues aux présentes ainsi qu'aux Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal.

8.2 Malgré ce qui est prévu au Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal, l'Employée sera assujettie au Programme de gestion de la performance pendant la durée du prêt au même titre que tout autre cadre de la Ville de Montréal.

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, la Ville et l'Organisme élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole d'entente ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

9.2 Incessibilité

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit des autres parties.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de ce protocole d'entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit de toutes les parties.

9.4 Validité

Une disposition du présent protocole d'entente jugée invalide par le tribunal, n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier de la ville

Le e jour de 2017

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Par : _____
Ronald Cyr
Directeur général

Le e jour de 2017

_____
Martine Primeau

Cette convention a été approuvée par la résolution (Instances #1163423001 – CE_____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163423001

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction , -
Objet :	Approuver le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau (matricule 139280000) à la Société du parc Jean-Drapeau pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2017, afin de continuer les travaux entamés en 2016 lors de son assignation temporaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163423001 - Martine Primeau.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA
Préposé au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Isabelle BESSETTE
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-2541
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier